Compte rendu des séances publiques
N° 18 – Session ordinaire 2003-2004

63e séance, jeudi 13 mai 2004
64e séance, jeudi 13 mai 2004
65e séance, mardi 18 mai 2004

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

"Eréischt wann e Mënsch dout ass …

de Wee vum Generalsekretär vun de Jongsozialisten iwwert den Organisatiounssekretär vun der LSAP bis bei den Deputéierte mat de politesche Schwéierpunkte Schoulwiesen an Transportpolitik - ouni dobäi seng Engagementer an der Diddelenger Kommunalpolitik an am gesellschaftleche Beräich ze vergiessen.

De Marc Zanussi war de 24. Juni ënner trageschen Emstänn am Alter vun nëmme 45 Joer ëm d'Liewe komm. Zënter 1990 soutz hien an der Chamber: "D'Blummen op der Plaz vum Marc Zanussi erënneren eis haut drun, datt d'Liewe voller Faarwen ass, sou laang d'Zäit et zouléisst. D'Zäit huet een eenzege Géigner, nämlech d'Capacitéit vum Mënsch, net ze vergiessen", sot de Jean Asselborn ofschléissend.

Am Numm vun der Regierung huet de Statsminister Jean-Claude Juncker sech dem Hommage ugeschloss: "De Marc Zanussi ass elo net méi do wou e war. Mä hien ass ëmmer e Stéckelchen do wou jidderee vun eis wäert sinn."

… weess een, wat een eigentlech un him hat." Mat deene Wierder huet dem Alex Bodry säin Hommage fir de verstuerwenen Deputéierte Marc Zanussi ugefaang. Hien huet säi fréiere Fraktiounskolleeg charakteriséiert als en engagéierten an disziplinéierte Schaffert, als éiergäizege Politiker mat staarken Iwwerzeegungen, deen awer "och an deene vivste politeschen Ausenanersetzungen ëmmer fair a fein bliwwen ass."

Virdru schonn hat de Jean Asselborn, deen déi ausseruerdentlech Sessioun vum 13. Juli als déngschteelsten Deputéierte présidéiert huet, dem Marc Zanussi säi politesche Wee nogezeechent,

Assermentation de trois fonctionnaires de la Chambre des Députés

(de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, Mmes Caroline Guezennec, Rachel Moris, MM. Pascal Reiser, Benoît Reiter et Mme Sonja Benassutti

C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'Etat» et en promettant de «remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité» que - conformément à l'article 5 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés - trois nouveaux fonctionnaires du Greffe ont été assermentés le 22 juin 2004 par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen. L'assermentation de Mmes Caroline Guezennec, Rachel Moris (attachées) et de M. Pascal Reiser (rédacteur) a eu lieu en présence du Secrétaire général adjoint M. Benoît Reiter et de Mme Sonja Benassutti, rédacteur principal en charge des ressources humaines.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

«Je plaide pour l'encouragement, pour un climat de coopération et de dialogue, donc pour la fin du monitoring…»

«…tout en appelant la Turquie à continuer sur le chemin des réformes et en lui assurant que le Conseil de l'Europe sera à ses côtés dans la procédure de post-monitoring», tels sont les mots par lesquels Madame Mady Delvaux-Stehres, co-rapportrice de la commission du suivi, a conclu son rapport à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur le respect des obligations et engagements de la Turquie.

Ses propos ont été suivis par l'assistance qui s'est prononcée en faveur de la clôture de la procédure de suivi, ouverte depuis 1996 à l'égard de la Turquie, tout en votant une recommandation et une résolution dans ce contexte.

Ce point figurait parmi bien d'autres à l'ordre du jour de la troisième partie de la session ordinaire de 2004 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg du 21 au 25 juin.

Etaient présents à cette session: MM. Gusty Graas, Président de la délégation, Marcel Glesener, Vice-Président, et Mme Lydie Err, représentante, MM. Emile Calmes, Norbert Haupert et Mme Mady Delvaux-Stehres, suppléants.

Les autres sujets à l'ordre du jour étaient les suivants:

- rapport d'activités du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente,
- l'euro et la Grande Europe avec l'intervention de M. Jean-Claude Trichet, Président de la Banque Centrale européenne,
- mise en oeuvre des décisions de la Cour européenne des Droits de l'Homme par la Turquie,
- contribution de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) au développement économique en Europe centrale et orientale avec l'intervention de M. Jean Lemierre, Président de la BERD,
- esclavage domestique: servitude, personnes au pair et épouses achetées par correspondance,
- respect des obligations et engagements de la Bosnie-Herzégovine,
- renforcement des institutions démocratiques en Bosnie-Herzégovine,
- prévention et le règlement des conflits: le rôle des femmes,
- interdire le châtiment corporel des enfants en Europe,
- monopolisation des médias électroniques et possibilité d'abus de pouvoir en Italie,
- la loi italienne sur la suspicion légitime,
- situation des réfugiés et des personnes déplacées dans la Fédération de Russie et dans d'autres pays de la CEI,
- gestion des ressources en eau en Europe et
- les bassins versants transfrontaliers en Europe.

Un des points forts de cette troisième partie de session était l'élection du Secrétaire général du Conseil de l'Europe et ce fut en la personne de M. Terry Davis (Royaume-Uni), Président du groupe socialiste auprès de l'APCE, que fut élu, parmi trois candidats et en un seul tour avec plus de la majorité absolue des suffrages exprimés, le nouveau Secrétaire général pour une période de cinq ans à compter du 1er septembre 2004.

Il faut retenir aussi qu'au titre du Luxembourg et du Portugal il fut procédé à l'élection des juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme. Pour le Luxembourg M. Dean Spielmann fut élu parmi trois candidats au deuxième tour à la majorité relative des suffrages exprimés et ce pour un mandat qui expirera le 31 octobre 2007.

En dehors de la communication de M. Jan Petersen, Ministre des Affaires étrangères de la Norvège et Président du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté les discours:

- de M. Kjell Magne Bondevik, Premier Ministre de la Norvège, et
- de M. Robert Kocharian, Président de l'Arménie.

En raison de la gravité de la situation en Irak, l'Assemblée parlementaire a décidé de tenir lors de sa séance de jeudi matin un débat d'urgence sur la contribution du Conseil de l'Europe au règlement de la situation en Irak, débat qui s'est terminé par le vote d'une résolution.

Ainsi les huit recommandations et les 11 résolutions adoptées par l'Assemblée parlementaire lors de cette troisième partie de la session ordinaire de 2004 peuvent être considérées comme le condensé de ces débats.

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE:

Faire face aux nouvelles menaces sécuritaires

La treizième session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Coopération et la Sécurité en Europe (OSCE) a eu lieu à Edimbourg du 5 au 9 juillet 2004. La Chambre des Députés y était représentée par M. Fred Sunnen, président de la délégation, ainsi que par M. Alexandre Krieps, membre de la délégation. La conférence était placée sous le thème général «Coopération et Partenariat: *Faire face aux nouvelles menaces sécuritaires*».

(de droite à gauche) MM. Alexandre Krieps et Fred Sunnen, députés, et M. Martin Bisenius, secrétaire de la délégation.

En sa qualité de chef de délégation, M. Fred Sunnen a assisté à la réunion de la Commission permanente. Cette Commission a évacué plusieurs points administratifs et elle a discuté des questions de procédure en rapport avec le Règlement de l'Assemblée. La Commission permanente a entendu les rapports de plusieurs chefs de mission ad hoc de l'OSCE et en particulier un exposé de Mme Rita Süssmuth, représentante particulière de l'AP-OSCE pour la région du Sud-Est de l'Europe.

Au cours de la séance plénière inaugurale, le Président sortant de l'AP-OSCE M. Bruce George a une fois de plus souligné la nécessité de la mise en place d'un vrai dialogue institutionnel entre l'Assemblée parlementaire et les instances gouvernementales de l'OSCE.

Soulignant à son tour la nécessité de réformes institutionnelles au sein de l'OSCE, le Président en exercice M. Solomon Passy, Ministre bulgare des Affaires étrangères, a une fois de plus critiqué la règle du consensus applicable dans les processus décisionnels de l'OSCE. De l'avis du Président en exercice, cette règle, datant des origines de l'OSCE en 1973 dans un contexte politique fondamentalement différent, devrait impérativement être abandonnée alors que trop souvent elle fait obstruction à une action efficace de l'OSCE. Ce point important a encore été discuté dans la commission des Affaires politiques et de la Sécurité et s'est retrouvé également dans la Déclaration finale d'Edimbourg dans laquelle l'Assemblée «*s'inquiète de l'impasse à laquelle ont conduit les règles de vote secret par consensus appliquées par le Conseil permanent de l'OSCE, exhorte les Etats participants à réexaminer et à réformer ces règles et demande un changement immédiat dans le processus de décision de l'OSCE, dès lors que celui-ci s'applique à des questions de personnel ou d'ordre administratif*». Dans ce même ordre d'idées, la déclaration finale préconise une meilleure transparence dans les processus décisionnels au sein de l'OSCE et une plus grande rigueur dans la mise en pratique des décisions.

La déclaration finale d'Edimbourg condamne le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et exprime sa détermination à témoigner de solidarité dans la lutte contre toutes les formes que le terrorisme peut prendre. Elle appelle la communauté internationale à s'attaquer aux causes profondes du terrorisme, qu'elles soient d'ordre politique, social, économique ou liées à l'environnement, et à faire en sorte que la lutte contre le terrorisme soit menée conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et du droit international, y compris la législation sur les droits de l'Homme et la protection des réfugiés.

Parmi les points traités dans des résolutions particulières, il y a lieu de citer notamment la situation en Moldavie, en Ukraine et en Biélorussie. Une autre résolution particulière concerne les mesures visant à faire adhérer les acteurs non étatiques à l'interdiction totale des mines anti-personnel. Dans sa résolution particulière concernant la torture, l'assemblée rappelle que même les situations les plus exceptionnelles - menace ou état de guerre, instabilité économique interne ou toute autre urgence d'ordre public - ne sauraient être invoquées comme justifications de la torture.

Au sujet du Kosovo, l'assemblée demande des investigations approfondies concernant les actes de violence perpétrés en mars 2004 au Kosovo. Elle exige que des poursuites soient menées contre les responsables de ces actes. Elle invite instamment les Etats membres de l'OSCE à maintenir au Kosovo une présence militaire adéquate, afin de prévenir des actes de violence et de protéger les communautés menacées et le patrimoine historique, artistique et culturel qui a été pris pour cible de violences motivées par des considérations ethniques.

Enfin, notons que la nouvelle représentante spéciale de l'OSCE pour la lutte contre la traite des êtres humains Dr Helga Konrad s'est adressée à l'assemblée. Dans son exposé, elle a qualifié d'indispensable la mise en place d'une collaboration judiciaire et policière étroite entre les Etats concernés, afin d'établir le lien entre les activités criminelles dans les pays d'origine et les réseaux illégaux dans les pays de destination. Ce sujet figurera d'ailleurs au centre d'une conférence de l'OSCE sur la traite des êtres humains qui aura lieu à Rhodes du 29 septembre au 1er octobre 2004.

Pour conclure ses travaux, l'Assemblée a élu M. Alcee Hastings, membre du Congrès des Etats-Unis, comme nouveau président pour un mandat d'une année.

NOUVELLES LOIS

5045 - Projet de loi

concernant les relations collectives de travail, le règlement des conflits collectifs de travail ainsi que l'Office national de conciliation et modifiant

1. la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;

2. la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;

3. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

5. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi

Le projet de loi comporte une réforme d'envergure des relations collectives de travail, réforme dont les lignes directrices sont les suivantes:

1. Le champ d'application de la législation sur les conventions collectives n'est plus défini par rapport aux secteurs privé et public, mais vise désormais clairement les travailleurs ayant le statut de salariés de droit privé, à savoir les ouvriers et les employés privés. Dans la mesure où les statuts d'ouvrier et d'employé privé se rapprochent de plus en plus, ils peuvent être regroupés sous la dénomination de travailleurs ayant le statut de droit privé.

2. Le projet définit de manière générale la notion de syndicat. A noter toutefois que cette définition du syndicat ne vaut que pour l'application de la présente loi, le projet de loi sous examen n'entendant nullement réglementer les syndicats en tant que tels. Cette définition est indispensable toutefois pour décrire la procédure et les droits respectifs des syndicats en matière de signature de conventions collectives. Seul un groupement professionnel jouissant de l'indépendance par rapport à ses cocontractants peut remplir ses missions. Pour cela, le syndicat doit rapporter la preuve de sa capacité et de son indépendance organisationnelles, ainsi que de sa capacité et de son autonomie financières.

3. La notion de représentativité syndicale est mieux précisée en tenant compte notamment au niveau du pouvoir de signature des syndicats des conclusions du BIT et de la Cour administrative précitées.

4. Le projet de loi distingue entre trois types de syndicats différents:

- les syndicats justifiant de la représentativité nationale générale;

- les syndicats justifiant de la représentativité dans un secteur important de l'économie;

- les syndicats ayant un mandat direct ou indirect d'au moins 50% des salariés relevant du champ d'application de la convention collective concernée.

5. Pour prétendre à la représentativité nationale générale, un syndicat doit disposer de l'efficience et du pouvoir nécessaire pour assumer les responsabilités en découlant et soutenir notamment un conflit social majeur au niveau national. Il doit, en outre, avoir obtenu, lors des dernières élections aux chambres professionnelles salariales, en moyenne au moins vingt pour cent (20%) des suffrages chez les ouvriers et les employés privés, et au moins quinze pour cent (15%) des suffrages de chacune des deux catégories en question.

Le syndicat justifiant de la représentativité nationale générale doit également avoir une activité effective dans la majorité des branches économiques, cette présence étant contrôlée sur la base des résultats obtenus par le syndicat lors de la dernière élection pour les délégations du personnel ayant eu lieu avant la date de la décision sur la demande de reconnaissance de la représentativité nationale générale.

6. Pour pouvoir bénéficier de la représentativité dans un secteur important de l'économie, les syndicats doivent disposer de l'efficience et du pouvoir nécessaires pour assumer leurs responsabilités en découlant et soutenir au niveau du secteur impliquant la ou les catégories de salariés concernés un conflit majeur d'ordre social. Ils doivent en outre,

- avoir présenté des listes et avoir des élus dans les chambres professionnelles salariales lors des dernières élections.

- avoir obtenu 50% des voix pour le groupe de la chambre professionnelle, respectivement 50% des voix lors des dernières élections des délégués du personnel si le groupe est composé totalement ou partiellement de travailleurs non couverts par le champ d'application de la présente loi.

A noter que l'importance du secteur de l'économie s'apprécie principalement par rapport aux salariés y occupés. Est considéré comme secteur particulièrement important de l'économie celui dont l'emploi représente au moins 10% des ouvriers et employés privés occupés au Luxembourg. Le secteur doit comprendre en outre plus d'une entreprise, étant précisé que si l'entreprise compte plusieurs établissements, divisions ou autres succursales, les effectifs sont comptés au niveau de l'entité sociale.

7. Au niveau de la procédure de négociation, l'idée d'une commission de négociation est introduite. Y sont admis de plein droit, les syndicats ayant la représentativité syndicale nationale générale, et les syndicats bénéficiant de la représentativité sectorielle, mais uniquement pour les conventions collectives concernant le secteur où sera appliquée la Convention. A noter que d'autres syndicats peuvent être admis aux négociations à condition que les syndicats admis d'office le décident unanimement. A noter encore que les syndicats ayant obtenu isolément ou ensemble cinquante pour cent (50%) des suffrages au moins lors de la dernière élection des délégués du personnel dans les entreprises ou établissements relevant du champ d'application de la Convention collective doivent être admis à la commission.

8. Si en principe la convention collective doit être signée par toutes les parties aux négociations, le projet de loi prévoit qu'un ou plusieurs syndicats ayant fait partie de la commission de négociation peut convenir avec son/leur cocontractant(s) de signer seuls la convention collective, à condition d'inviter les autres organisations syndicales à la signature. En cas de défaut d'accord de la part de l'ensemble des syndicats ayant fait partie de la commission de négociation, il appartiendra au Ministre du Travail d'admettre les syndicats demandeurs à signer seuls la convention après avoir vérifié que ceux-ci ont obtenu au moins cinquante pour cent (50%) des suffrages lors de la dernière élection pour les délégations du personnel.

9. Le principe de l'unicité de la convention collective applicable à l'ensemble du personnel est clairement affirmé. Le texte apporte une innovation majeure par rapport à la législation actuelle: tout amendement ou avenant à une convention collective en cours de validité doit être signé par l'ensemble des signataires originaires pour pouvoir entrer en vigueur.

10. Les questions procédurales relatives à l'entrée en vigueur, la durée de validité ou encore la dénonciation et la renégociation, qui ne sont guère abordées dans le cadre de la loi de 1965, sont précisées.

11. Le projet de loi sous rubrique détermine le contenu obligatoire de la convention collective. Ce faisant il reprend le texte de la loi PAN du 12 février 1999 en y ajoutant l'obligation pour les partenaires sociaux d'inscrire les modalités concernant la lutte contre le harcèlement sexuel et moral, dont le mobbing, dans le cadre des négociations collectives.

12. Le texte entend également améliorer et accélérer le fonctionnement de l'Office national de conciliation entre autres:

- en étendant et précisant le champ des compétences de l'ONC. Parmi les attributions de l'ONC, il échet de citer celle qui consiste à résoudre les litiges collectifs en matière de conditions de travail ainsi que celle de régler les litiges collectifs du travail qui n'ont pas abouti à une convention collective ou à un accord collectif. Tout litige collectif qui ne se rapporte pas directement à la négociation ou l'exécution d'une convention collective devra être précédé d'une phase de conciliation auprès de l'ONC.

- en modifiant la procédure devant l'ONC notamment par l'instauration d'une procédure de «mise en état» des dossiers, afin d'éviter tout encombrement de l'ONC ou toute dénaturation de ses fonctions par des saisines des dossiers qui ne sont pas prêts, et en introduisant une procédure abrégée de conciliation devant l'ONC en cas de litige relatif aux conditions de travail.

13. Les partenaires sociaux se voient reconnaître la possibilité de conclure des accords en matière de dialogue social interprofessionnel et/ou national en suppléant ainsi le législateur dans les domaines où ils sont les mieux placés pour trouver des solutions viables.

14. L'Observatoire des relations professionnelles et de l'emploi (ORPE) reçoit une base légale. Il aura entre autres pour missions l'étude de l'évolution des relations de travail individuelles et collectives, l'analyse de l'apport des partenaires sociaux aux plans d'action en faveur de l'emploi, à la formation professionnelle, aux conventions collectives et aux accords en matière de dialogue social interprofessionnel.

15. Le projet sous rubrique apporte aussi certaines modifications au niveau de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés, ainsi que de la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie et de la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi.

Citons à cet égard une disposition importante qui, sous réserve de conditions et limitations strictes à respecter, prévoit la possibilité de déroger aux limites maximales de la durée du travail journalière et hebdomadaire, par convention collective, pour les entreprises dont le rythme de travail est déterminé par la nature et dont le surcroît de travail ne peut être résolu par la réorganisation ou l'embauche de travailleurs additionnels.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 05.11.2002

Rapporteur:
M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président:
M. Marcel Glesener):

05.11.2002	Désignation d'un rapporteur
29.03.2004	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.04.2004	Suite
07.04.2004	Suite
20.04.2004	Examen des points tenus en suspens et adoption d'amendements
13.05.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.05.2004

5095 - Projet de loi portant

1) modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

2) modification de la loi modifiée du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité comparative afin d'y inclure la publicité comparative;

3) abrogation de l'article 1135-1, alinéa 2 du Code civil

Comme l'a démontré l'étude Mindforest lancée par le Ministère de l'Economie en 2001, portant sur la qualité d'un échantillon de sites Internet, les difficultés d'application que la loi sur le commerce électronique du 14 août 2000 (ci-après «la loi du 14 août 2000») pose à ces acteurs sont majeures. L'objectif de cette loi comme décrit dans son exposé des motifs est, vu l'importance du commerce électronique pour les activités économiques mondiales, «de garantir aux utilisateurs et aux consommateurs une protection efficace face au développement de ces nouvelles formes d'activité» et «de mettre en place un cadre juridique sécurisant».

La pratique quotidienne montre que certains ajustements législatifs sont nécessaires pour faciliter et encourager le développement permanent du commerce électronique au Luxembourg. Ces ajustements sont indispensables si le Luxembourg tient à conserver son avance législative sur la plupart des autres membres de l'Union européenne, car «le commerce électronique est (toujours) un secteur d'avenir qui offre aux citoyens et aux entreprises européennes et luxembourgeoises des perspectives en termes de compétitivité, de croissance et d'emploi».

D'après une étude récente d'EUROSTAT publiée en date du 15 avril 2004 concernant l'utilisation d'Internet, la sécurité et la confiance dans l'usage d'Internet et le commerce électronique dans les pays de l'Union européenne, 53% des individus à Luxembourg sont connectés à Internet (6e position UE15, la moyenne européenne étant de 50%). En ce qui concerne le commerce électronique, 22% des personnes au Luxembourg utilisent l'Internet pour acheter ou commander des biens ou services (à l'exception des actions et services financiers) ce qui signifie la 3e position dans UE15, la moyenne européenne étant de 19%. Ces chiffres démontrent clairement que le Luxembourg est positionné de manière compétitive par rapport aux autres États membres de l'Union européenne.

Par conséquent l'objectif du projet de loi sous rubrique constitue une mise à jour de la loi susmentionnée. Cette loi du 14 août 2000 est la transposition en droit national de la directive 1999/93/CE du 13 décembre 1999 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, de la directive 2000/31/CE du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information et certaines dispositions de la directive 97/7CEE du 20 mai 1997 concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers, modifiant aussi le code civil, le nouveau code de procédure civile, le code de commerce et le code pénal. Cette mise à jour se base d'une part sur une série de propositions de la Commission européenne qui viennent s'intégrer ici et qui exigent une transposition «littérale et complète» des directives susmentionnées et, d'autre part, sur des modifications proposées par un comité national composé de juristes et spécialistes du domaine informatique, appelé «comité commerce électronique» 1. En intégrant tous les aspects concernant la protection du consommateur en matière de commerce électronique dans la loi du 14 août 2000, la transposition de la directive 97/7/CE est complétée. La très grande majorité des modifications proposées viennent par conséquent compléter ou préciser la transposition des directives 2000/31/CE et 97/7/CE en suivant les commentaires de la Commission européenne. Les modifications les plus marquantes qui ont été apportées à la loi susmentionnée se retrouvent au niveau des communications commerciales non sollicitées.

Le renforcement de l'attractivité de l'environnement juridique luxembourgeois passe par ailleurs par des changements législatifs dont le but est de favoriser et de soutenir le développement du commerce électronique au Luxembourg. Le présent projet tend par conséquent à libéraliser l'interdiction de la vente à perte en matière de commerce électronique, à abroger l'article 1135-1, alinéa 2, du Code civil et introduit la notion de courtage aux enchères par voie électronique échappant au régime des ventes aux enchères publiques.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre des Transports, le 04.02.2003

Rapporteur:
M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président:
M. John Schummer):

12.11.2003	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
10.05.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.05.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.05.2004

5125 - Projet de loi

portant sur les transports publics et modifiant la loi modifiée du 12 juin 1965 sur les transports routiers

Le projet de loi poursuit quatre objectifs:

- créer des structures coordonnées en vue d'une organisation commune des transports publics par rail et par route,

- concevoir des structures d'organisation distinguant entre les compétences d'une autorité organisatrice, d'une part, et les missions des opérateurs, d'autre part, liés par ailleurs par des contrats de service public,

- instituer une centrale de mobilité qui selon les vues des auteurs du projet de loi sera rattachée à l'autorité organisatrice,

- mieux intégrer les relations transfrontalières régionales dans l'organisation des transports publics.

Dans l'optique des quatre objectifs précités, le projet de loi est fondé sur sept idées-clés:

1. retenir une approche intégrée pour l'organisation des transports publics qui respecte l'autonomie communale pour ce qui est des transports locaux, qui confirme le pouvoir décisionnel de l'autorité étatique en matière d'autorisation des transports publics à créer et qui intègre la dimension transfrontalière régionale de la mission.

2. concevoir un nouveau cadre légal de l'organisation des transports publics intercommunaux et régionaux fondé sur la distinction des missions d'organisation revenant à une autorité organisatrice et celles des opérateurs chargés de l'exécution des transports publics.

3. définir une nouvelle forme d'organisation qui sera celle d'un établissement public jouissant de l'autonomie de gestion nécessaire pour assister le pouvoir politique dans la mise en œuvre et la gestion de sa politique des transports publics. La Commission a pris note qu'à cet égard le Ministre des Transports a l'intention de ne pas seulement déléguer des fonctionnaires de l'État au conseil d'administration de la RGTP, mais de réserver également deux postes, le premier à un représentant des autorités communales (à désigner sur proposition du Syvicol), et le second à un représentant des usagers des transports publics. Par contre, l'incompatibilité entre les missions de l'autorité organisatrice et celles des opérateurs s'oppose à prévoir la présence d'un représentant des transporteurs au sein de ce conseil d'administration.

4. charger l'établissement public des tâches d'une centrale de mobilité compétente pour l'information du public et la promotion des transports publics.

5. assurer la participation des communes par la voie des délégués aux transports publics, par leur responsabilisation en matière de création et d'entretien des arrêts et haltes desservis par les transports publics et par leur possibilité de créer toutes sortes de partenariat avec l'établissement public pour promouvoir et organiser les transports publics à l'échelon local.

6. associer les clients par l'institution d'un comité des usagers des transports publics dont une des premières tâches devra être de veiller à la mise en place d'une charte de l'usager des transports publics garantissant «les conditions raisonnables d'accès, de qualité et de prix» dont parlait la première version de l'article 1er du projet de loi.

7. renforcer la surveillance dans les transports publics en adaptant les règles de police actuellement en vigueur et en créant les préalables utiles pour la mise en place des organes de contrôle et d'intervention utiles à la sûreté et à la sécurité des transports publics et au respect de l'objet public de la mission des opérateurs.

Différentes critiques ont été avancées contre la possibilité de la future autorité en charge de l'organisation des transports publics de faire dépendre l'attribution des prestations de transport en question du résultat d'une soumission publique. Si cette possibilité est effectivement prévue au paragraphe 2 de l'article 6 du projet de loi, cet article 6 ne fait pourtant que reprendre une disposition figurant déjà depuis toujours à l'article 2, dernier alinéa de la loi du 12 juin 1965 sur les transports routiers. Alors que tout au long de l'application du texte de 1965, cette disposition n'a jamais donné lieu à problème, rien ne permet d'admettre qu'avec le transfert de la mission de conclure les contrats de service public du Ministre des Transports à l'établissement public les critères actuels d'attribution des lignes publiques sera remise en cause, sauf évidemment si le Luxembourg y sera contraint sous l'effet de l'évolution du droit communautaire.

De toute façon, il y aura lieu de veiller que dans l'hypothèse où le droit communautaire imposerait pareille soumission que l'adjudication des prestations de transport ne dépende pas seulement du prix, mais que les critères d'adjudication devront également inclure des facteurs qualitatifs tels que la sécurité et la qualité du service.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre des Transports, le 06.05.2003

Rapporteur:
M. John Schummer

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports (Président:
M. John Schummer):

08.05.2003	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
30.04.2004	Examen des amendements gouvernementaux
	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.05.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.05.2004

Loi du 29 juin 2004

Mémorial A 2004, N° 107, page 1662

5133 - Projet de loi

portant organisation du Service de Renseignement de l'État

Compte tenu du changement fondamental du contexte géopolitique, entraînant un accroissement des risques pesant sur notre sécurité, à la suite notamment de l'effondrement du bloc soviétique, puis de la nouvelle dimension prise par la menace terroriste depuis le 11 septembre 2001, mais compte tenu également de la nécessité de protéger notre place financière, le projet de loi 5133, qu'il faut voir en relation avec le projet de loi 5134 relative à la classification de pièces et aux habilitations de sécurité et le projet de loi 5135 portant approbation de l'Accord sur la Sécurité des Informations entre les Parties au Traité de l'Atlantique Nord avec ses annexes 1, 2 et 3 signé par le Luxembourg le 14 juillet 1998, a pour objet d'adapter, en les étendant, les missions du Service de Renseignement de l'État (SRE) et les moyens mis à sa disposition, tout en prévoyant un contrôle accru sur les activités du SRE, par l'institution d'un nouveau contrôle parlementaire.

Quant aux missions du SRE

Si en vertu de la loi de base de 1960 le SRE a la mission d'assurer la protection des secrets liés à la sécurité extérieure de l'État luxembourgeois et de rechercher les informations requises pour la sauvegarde de la sécurité extérieure de l'État luxembourgeois et des États alliés, le champ d'action du SRE s'étendra désormais à la sécurité intérieure et couvrira ainsi la sécurité tout court de notre pays et des pays alliés en visant les activités

ayant un rapport avec l'espionnage en faveur d'un pays étranger, l'ingérence d'une puissance étrangère dans les affaires de notre pays, le terrorisme, la prolifération de systèmes d'armement non conventionnels et le crime organisé, dans la mesure où il est lié à ces faits, ainsi que les activités pouvant mettre en cause l'intégrité du territoire luxembourgeois, la souveraineté et l'indépendance de notre pays, la sécurité de ses institutions, le fonctionnement régulier de l'État de droit ou encore la sécurité de la population.

Il est d'ailleurs précisé que le SRE opérera en amont, d'une manière préventive, sans interférer avec les activités de la police, et qu'il devra coopérer avec les autorités policières, judiciaires et administratives nationales ainsi qu'avec les organes de renseignement et de sécurité étrangers. Afin d'atteindre cet objectif un comité interministériel, composé du Premier Ministre, du Ministre des Affaires étrangères, du Ministre de la Justice et du Ministre ayant dans ses attributions la police grand-ducale, sera institué avec la mission de coordonner les activités du SRE et des services de police. A signaler encore que le SRE deviendra, en application du projet de loi 5134, l'Autorité nationale de sécurité, habilitée à procéder à des enquêtes de sécurité.

Quant aux moyens mis à disposition du SRE

L'activité centrale du SRE étant par définition le renseignement, le projet de loi 5133 prévoit qu'il pourra accéder à différentes banques de données existant dans certaines administrations publiques et mettre en place ses propres bases de données, le tout dans le respect de la législation sur la protection des données nominatives.

L'accès du SRE à des informations par le moyen de la surveillance des télécommunications et de la correspondance est déjà prévu actuellement par le Code d'instruction criminelle.

L'accès du SRE aux informations requises dans le cadre de ses enquêtes de sécurité est précisé dans le projet de loi 5134.

Le projet de loi 5133 prévoit d'ailleurs un régime de protection des sources d'information du SRE.

Les moyens financiers nécessaires au SRE, prélevés sur le budget de l'État, sont gérés par le SRE conformément à la loi de 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Il est précisé que la Commission de contrôle parlementaire prévue par le présent projet sera informée par le Premier Ministre sur le détail des crédits du SRE. La gestion de ces crédits par le SRE sera contrôlée par la Cour des comptes et le Ministre du budget. En matière de passation de marchés publics pour le SRE la procédure applicable sera celle du marché négocié.

En ce qui concerne les moyens humains mis à disposition du SRE, le projet innove en ce que le SRE aura désormais son propre cadre du personnel, et en ce qu'il recrutera à l'avenir non seulement de façon interne à l'administration, mais aussi par voie d'examens-concours, le nombre total des effectifs étant progressivement augmenté pour atteindre en fin de compte un plafond de 60 unités.

Quant au nouveau contrôle parlementaire

Le SRE est soumis actuellement au contrôle du Premier Ministre, de la Cour des Comptes, en ce qui concerne la gestion financière, mais aussi de la Chambre des Députés elle-même et, pour ce qui est de la surveillance et du contrôle de toutes les formes de communications aux fins de rechercher des infractions contre la sécurité extérieure de l'État, conformément à l'article 88-3 du Code d'instruction criminelle, d'une commission composée du Président de la Cour supérieure de justice, du Président de la Cour administrative et du Président de la Cour des comptes. Ce dernier est remplacé, comme membre de cette commission, par le Président du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Le projet de loi innove sur un point fondamental en prévoyant que les activités du SRE sont désormais soumises au contrôle d'une Commission de contrôle parlementaire composée des Présidents des différents groupes politiques de la Chambre.

La Commission de contrôle parlementaire prévue par le projet pourra contrôler aussi bien l'activité générale du SRE que des dossiers spécifiques. Elle pourra se faire assister par des experts. Le directeur du SRE devra périodiquement faire rapport à la commission de contrôle. Le Premier Ministre informera la commission du détail du budget mis à disposition du SRE. La commission sera encore informée au sujet de la surveillance et du contrôle, par le SRE, des télécommunications et de la correspondance tels que prévus par le Code d'instruction criminelle. La commission de contrôle soumettra chaque année un rapport d'activité à la Chambre.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 20.05.2003

Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

05.11.2003	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et discussion du projet de loi
12.11.2003	Examen du texte du projet de loi
02.12.2003	Suite
08.01.2004	Suite
15.01.2004	Adoption de différentes propositions d'amendement
25.03.2004	Examen de l'avis du Conseil d'État
04.05.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.05.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.05.2004

Loi du 15 juin 2004

Mémorial A: 2004, N° 113, page 1738

5134 - Projet de loi

relative à la classification de pièces et aux habilitations de sécurité

Le projet de loi sous rubrique vise, compte tenu des accords de sécurité conclus dans le cadre de l'UE, de l'OTAN, de l'UEO et du Traité EURATOM, à assurer la protection des documents concernant la sécurité de notre pays, en organisant la classification, selon le degré de confidentialité, de certaines informations sensibles et en déterminant les conditions sous lesquelles des habilitations dites de sécurité peuvent être délivrées aux personnes qui en raison de leurs fonctions ont besoin d'avoir accès aux informations sensibles. Ces personnes doivent au préalable se soumettre à une enquête de sécurité pour déterminer si elles présentent les garanties nécessaires.

Par la présente loi le Service de Renseignement de l'État deviendra l'Autorité nationale de sécurité, qui effectuera les différentes enquêtes de sécurité et assurera la sécurité des pièces classifiées de même que la liaison avec les autorités nationales de sécurité des autres pays.

La présente loi est tout à fait conforme à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 20.05.2003

Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

05.11.2003	Désignation d'un rapporteur
21.01.2004	Examen du texte du projet de loi
25.03.2004	Examen de l'avis du Conseil d'État
31.03.2004	Suite
04.05.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13.05.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.05.2004

Loi du 15 juin 2004

Mémorial A 2004, N° 113, page 1745

5135 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord sur la Sécurité des Informations entre les Parties au Traité de l'Atlantique Nord avec ses annexes 1, 2 et 3 signé par le Luxembourg le 14 juillet 1998

Le projet de loi sous rubrique comporte un article unique portant approbation de l'Accord sur la Sécurité des Informations conclu entre les États membres de l'OTAN, Accord qui a pour objet de créer un cadre juridique pour la protection et la sauvegarde des informations classifiées émanant de l'OTAN ou soumises à l'OTAN par un État membre ou encore soumises par un État membre à un autre État membre.

Cet accord a été conclu en vue d'assurer un niveau général de défense élevé dans tous les États membres et d'y sauvegarder de l'espionnage, de la divulgation ou de la communication non autorisée les renseignements et matériels classifiés, et du sabotage les installations importantes.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 20.05.2003

Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

05.11.2003	Désignation d'un rapporteur
21.01.2004	Examen du texte du projet de loi
31.03.2004	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.05.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.05.2004

Loi du 15 juin 2004

Mémorial A 2004, N° 113, page 1751

5147 - Projet de loi modifiant

1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales;
2. le Code des assurances sociales

L'objectif du projet de loi sous rubrique consiste à apporter un certain nombre de modifications aux dispositions de la loi du 28 décembre 1988 sur le droit d'établissement. Cette loi a encadré efficacement les activités dans le domaine de l'artisanat, du commerce, de l'industrie et des professions libérales. Le droit d'établissement a besoin d'être adapté pour tenir compte des évolutions et exigences nouvelles dans certains domaines d'une part, et pour inclure des améliorations fonctionnelles dont le caractère opportun a été mis en évidence par la pratique, d'autre part.

Les dispositions concernant l'accès à la profession dans le commerce ont été foncièrement remaniées en ce sens que l'accent est mis sur les connaissances plus poussées de gestion d'entreprise quelle que soit la branche commerciale envisagée. De manière générale, l'accès à une activité commerciale est donc soumis dorénavant à la seule possession de connaissances renforcées de gestion.

Le présent projet de loi prévoit des conditions d'accès et d'exercice adaptées pour les activités de l'agent immobilier, de l'administrateur de biens – syndic de copropriété et du promoteur immobilier. Ces activités relevaient globalement de l'activité de l'agence immobilière. En raison de l'importance et de la nature des activités précitées il a donc paru opportun de leur réserver une place spécifique au sein de la nouvelle loi.

Parmi les professions libérales, l'exercice de l'activité de conseil économique est soumis à des critères plus précis de qualification professionnelle et l'activité même est dotée d'une définition moins succincte.

D'autres activités n'étaient jusqu'à présent réglementées par aucun texte et leur exercice ne faisait l'objet d'aucune disposition réglementaire. Il s'agit avant tout des comptables. La loi du 29 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable les désigne par les „professionnels de la comptabilité" autres que les experts-comptables, et elle les autorise à organiser la comptabilité, à établir les bilans et les déclarations fiscales des entreprises dont le total du bilan et le montant net du chiffre d'affaires ne dépasse pas une certaine limite. Cette loi ne fait cependant que définir un seuil rationae valoris situant la ligne de partage entre l'activité des comptables et celle des experts-comptables, sans qu'aucune qualification professionnelle ne soit prévue pour les comptables, alors que leurs activités exigent pourtant des connaissances précises. Par ailleurs, leurs activités revêtent une certaine importance, tant par leur étendue que par l'ampleur et l'importance économique des prestations effectuées.

Il a donc apparu souhaitable de définir ces activités et de reconnaître ainsi la profession de comptable comme profession libérale. Mais il a surtout paru nécessaire de déterminer les conditions d'accès à la profession puisqu'elle permet d'exercer des activités importantes et d'effectuer de nombreuses opérations.

Les dispositions du présent projet permettent donc de différencier, sur le fond, le champ d'exercice de ces deux professions même en présence d'une plage d'activité commune assez large.

Le deuxième objectif du présent projet de loi est d'apporter des améliorations fonctionnelles aux dispositions originelles de la loi d'établissement. Les modifications proposées à cet égard ont essentiellement été inspirées par la pratique. Elles consistent à préciser, ou à clarifier certaines dispositions, qui ou bien ne permettaient pas d'apporter une réponse satisfaisante à certains cas de figure, ou bien pouvaient parfois prêter à des interprétations divergentes.

Par ailleurs, le projet de loi entend définir clairement les conditions dans lesquelles une personne, exerçant son activité professionnelle dans le cadre d'une société commerciale, est à affilier à la sécurité sociale en qualité d'indépendant. Par souci de cohérence et de simplification, il est proposé de retenir l'autorisation d'établissement comme principal critère.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 20.05.2003

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement (Président: M. Norbert Haupert):

21.07.2003	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
22.09.2003	Examen du projet de loi
08.10.2003	Suite
13.10.2003	Suite
23.10.2003	Examen du projet de loi
	Examen et adoption de propositions d'amendements
11.11.2003	Examen de propositions d'amendements
24.11.2003	Examen et adoption des propositions d'amendements
09.02.2004	Examen d'une proposition d'amendement supplémentaire
16.03.2004	Échange de vues avec une délégation de l'Ordre des Architectes et Ingénieurs-Conseils
26.04.2004	Examen de l'avis du Conseil d'État

30.04.2004 Examen et adoption d'amendements
13.05.2004 Examen du projet de rapport
18.05.2004 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Examen et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):
19.11.2003 Avis au sujet des dispositions pénales du projet de loi

Vote en séance publique: 21.05.2004

5215 - Projet de loi

portant réorganisation des instituts culturels de l'État

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de se substituer à la loi du 28 décembre 1988 concernant les instituts culturels de l'État. Cette loi a consisté à adapter les missions, l'organisation et le fonctionnement ainsi que le cadre et la qualification du personnel à l'évolution de la vie culturelle. La réforme proposée constitue donc la mise en œuvre de la déclaration gouvernementale d'août 1999 qui disposait: «Pour garantir un meilleur accès à tous à la Culture, le Gouvernement actualisera la loi du 28 décembre 1988 concernant les instituts culturels de l'État. Les six sections de l'Institut grand-ducal, prédécesseurs des instituts culturels y trouveront leur place. Les activités du Centre national de littérature et celles du Casino Luxembourg - Forum d'Art contemporain sont confirmées. Le Gouvernement favorisera la collaboration avec d'autres instituts culturels nationaux et internationaux et aidera à décentraliser leurs activités en vue d'une meilleure sensibilisation du public à l'art et à la culture scientifique»

Au vu de l'expérience faite avec la loi du 28 décembre 1988, de l'évolution de la scène culturelle depuis les quinze dernières années et de la percée de nouvelles technologies de l'information et de la communication, le texte sous rubrique a l'ambition de créer un cadre moderne et flexible, dans lequel les divers instituts culturels peuvent évoluer. Suite à l'expérience tirée des activités et de l'évolution du Centre National de l'Audiovisuel et du Centre national de littérature, le présent projet de loi propose de hisser ces derniers au rang d'«Instituts culturels de l'État».

Afin que les instituts culturels puissent correspondre à un service public culturel moderne et accueillant, le cadre personnel doit être élargi, et ce aussi bien au niveau des «anciens» que des «nouveaux» instituts.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 30.09.2003

Rapportrice: Mme Nelly Stein

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Présidente: Mme Nelly Stein):

05.02.2004 Présentation du projet de loi
04.03.2004 Entrevue avec les représentants des instituts culturels de l'État (Archives nationales, Service des Sites et Monuments nationaux, Musée national d'Histoire et d'Art)
09.03.2004 Entrevue avec les représentants des instituts culturels de l'État (Musée national d'Histoire naturelle, Centre national de l'Audiovisuel, Centre national de Littérature)
11.03.2004 Entrevue avec un représentant du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative
17.03.2004 Entrevue avec les représentants du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ainsi que du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative
06.05.2004 Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.05.2004 Désignation d'un rapporteur
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.05.2004

5317 - Proposition de loi

ayant pour objet de modifier et de compléter la loi modifiée électorale du 18 février 2003

L'objectif du projet de loi sous rubrique est de redresser quelques erreurs matérielles qui se sont glissées dans les dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003.

L'article 1er modifie l'article 8 de la loi électorale à l'effet de tenir compte des deux listes séparées prévues respectivement pour les élections européennes et les élections communales tout en s'inspirant de l'article 5bis de l'ancienne loi électorale modifiée du 31 juillet 1924 tel que formulé par la loi du 25 mars 1999, pour ainsi préciser la date de clôture des listes visées.

L'article 2 propose de modifier l'alinéa 3 de l'article 59 de la loi électorale en vigueur, afin de régler le mode de désignation des présidents de certains bureaux de vote et de combler une lacune de la loi de 2003. La solution proposée s'inspire de celle prévue à l'article 55, alinéa 3 de l'ancienne loi électorale abrogée.

L'article 3 porte sur l'article 126 de la loi électorale dont il complète l'alinéa 1 du paragraphe 9 par un ajout tendant à rétablir une disposition figurant à l'article 97, alinéa 1 du point 9 de l'ancienne loi de 1924 telle que complétée par la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat et se lisant comme suit: «Le contrat de travail peut être remplacé par une convention d'honoraires dans le cas où il s'agit de l'engagement d'un avocat inscrit au tableau de l'un des ordres des avocats ou d'un membre d'une autre profession indépendante dont l'accès et l'exercice sont réglementés.». La Commission reprend le libellé proposé par le Conseil d'État.

Dépôt par M. Lucien Weiler, Député, le 24.03.2004

Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures (Président: M. Marco Schank):
06.05.2004 Désignation d'un rapporteur
Présentation de la proposition de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.05.2004

Loi du 8 juin 2004

Mémorial A 2004, N° 82, page 1166

5319 - Projet de loi

relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour la circonscription régionale de la Police Grand-Ducale à Grevenmacher

Le projet de loi a pour objet l'implantation d'un centre régional de la Police Grand-ducale sur le site de l'ancien «Hôtel Frisch» à l'entrée de la ville de Grevenmacher aux abords de la route du Vin et de la Moselle. Le bâtiment projeté abritera tous les services de la région Est de la Police du point de vue administratif, directionnel et opérationnel conforme à ses missions générales et spéciales: direction générale, service de recherche et d'enquête criminelle, police technique, police de route, polices spéciales, centre d'intervention principal et le commissariat de proximité Grevenmacher.

Le coût total du projet s'élève à 12.300.000.- euros suivant l'indice semestriel des prix de la construction d'avril 2003 (575,85). Ce montant comprend, d'une part, le coût de la construction pour le gros œuvre clos et couvert, les installations techniques ainsi que le parachèvement qui s'élève à 6.153.000.- euros, et d'autre part, le coût complémentaire de 3.123.000.- euros qui couvre la préparation du terrain, l'aménagement extérieur et les équipements spéciaux Police et les équipements mobiliers. S'y ajoutent les honoraires qui correspondent à 15% des coûts de construction et complémentaires, et qui s'élèvent à 1.391.400.- euros.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 29.03.2004

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Nicolas Strotz):
03.05.2004 Désignation du rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.05.2004 Entrevue avec des représentants de la Police Grand-Ducale
Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 18.05.2004

5335 - Projet de loi

modifiant la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2004

Le point 4 de l'article 17 de la loi du 19 décembre 2003 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2004 détermine le recrutement d'employés de nationalité étrangère auprès des administrations de l'État et prévoit l'engagement de 10 employés de la carrière supérieure, ainsi que de 19 autres employés en cas de nécessité de service dûment motivée, en vue de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne.

Les auteurs du projet de loi constatent que „depuis l'introduction de cette disposition dans le corps du texte, le recensement de besoins en recrutements temporaires de non nationaux au titre de la Présidence s'est progressivement précisé, menant au constat que ces besoins avaient été sous-estimés dans les premières phases de la planification effectuée tout au long de l'année 2003 et jusqu'au printemps de 2004.".

Cette sous-estimation se manifeste essentiellement au niveau des secrétaires (de 19 à 40 employés) et dans une moindre mesure pour les employés de la carrière supérieure (de 10 à 20 employés). Comme il s'agit surtout de besoins au niveau du secrétariat, il est dans l'intérêt du bon fonctionnement de la présidence de pouvoir recruter les effectifs supplémentaires nécessaires au niveau local à l'étranger plutôt que de les embaucher à Luxembourg et de les détacher à l'étranger. Par ailleurs, la solution proposée revient de loin moins chère pour le budget de l'État. L'article actuel ne prévoit le recrutement sur place que pour la catégorie des „autres employés".

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 04.05.2004

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):
14.05.2004 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Examen et adoption du projet de rapport

>Vote en séance publique: 19.05.2004

Loi du 8 juin 2004

Mémorial A 2004, N° 84, page 1183

Chambre des Députés LUXEMBOURG

d'Chamber online op

www.chd.lu

63E SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. 3924 - Projet de révision de l'article 24 de la Constitution - Second vote constitutionnel

   4910 - Projet de loi sur la liberté d'expression dans les médias

   (Rapport de la Commission des Media et des Communications concernant le projet de loi 4910 - Discussion générale - Prises de position au sujet du projet de révision 3924 - Lecture du texte du projet de révision 3924 - Second vote constitutionnel - Lecture du texte du projet de loi 4910 - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

2. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Michel Wolter, Henri Grethen et François Biltgen, Ministres; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 9.03 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelung ze maachen?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Nee, Här President.

M. le Président.- Dat ass net de Fall.

Als éischte Punkt hu mer eng Diskussioun iwwert de Projet de loi 4910 iwwert dat neit Pressegesetz. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Santer, Bodry, Rippinger, Greisen, d'Madame Wagener an d'Madame Delvaux. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar.

1. 3924 - Projet de révision de l'article 24 de la Constitution - Second vote constitutionnel

4910 - Projet de loi sur la liberté d'expression dans les médias

Rapport de la Commission des Media et des Communications concernant le projet de loi 4910

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Pressefreiheit ist ein allgemeines Recht, das einfach auszulegen ist. Es bedeutet nicht mehr und nicht weniger als das Grundrecht aller Menschen, ihre Meinung frei äußern zu können und Zugang zu Medien zu haben, in denen ihren Lebenserfahrungen sowie ihren Wünschen und Hoffnungen Gehör verschafft wird. Freiheit der Presse ist daher nicht ein ausschließliches Recht der Presse oder der Medien allgemein, sondern ein Recht, auf das alle Menschen überall in der Welt Anspruch haben."

Dës Aussoe vum südafrikanesche President Thabo Mbeki beschreiwe besser wéi all laang Erklärungen d'Pressefräiheet, dat e fundamentaalt Recht ass, op dat all Mënschen op eiser Welt Usproch hunn. D'fräi Meenungsäusserung an déi domadder verbonne Pressefräiheet sinn net nëmme verankert an eiser Verfassung, mä fanne sech och erëm an esou fundamentalen Deklaratioune wéi der universeller Deklaratioun vun de Mënscherechter an der europäescher Mënscherechtskonventioun.

Här President, den nächsten 20. Juli hätt dat aktuellt Pressegesetz seng 135 Joer gefeiert. Dëst rengt repressiivt Gesetz huet eigentlech iwwer Jorzéngte méi wéi säin Zweck erfëllt, an de beschte Beweis heifir ass déi relativ kleng Zuel vu Presseprozesser, déi dëst Land bis elo kannt huet. D'Fro nom firwat en neit Pressegesetz ass also sécherlech eng berechtegt a verlaangt och eng kloer Äntwert.

Fir d'alleréischt ass d'Press vun haut net méi déi vun 1869. Haut hu mer niewent der geschriwwener Press déi audiovisuell Medien, deenen hir Importenz um Niveau vum Impakt op d'öffentlech Meenung ëmmer méi grouss gëtt. Niewent Radio an Televisioun kënnt awer och den Internet, mobil Telefonie an de Courrier électronique derbäi. D'Press brauch e Gesetzeskader, deen de ganze Beruffsstand organiséiert an en net nëmmen an eng Rei vu Regelen aspäert, deenen hiren Net-Respekt verschidde Strofe mat sech bréngt.

Et ass also evident, datt en Text vun 1869 net méi all déi Eventualitéite ka couvréieren, mat deenen haut eng Press konfrontéiert ass. Och wann dëse Projet net méi orientéiert ass op Repressioun, sinn dach eng Rei Strofen dra verankert. An dëst ass dann och déi grouss Erausfuerderung fir d'Auteure vum Projet gewiescht, fir en Equiliber ze fannen op där enger Säit zwëschent der Pressefräiheet, déi an enger demokratescher Gesellschaft keng Limitë ka kennen, an op där anerer Säit dem Respekt vu gewëssene fundamentale Rechter, wéi zum Beispill de Respekt op d'Privatliewe vun all Bierger, d'Présomption d'innocence an de Respekt vun der Éier vun all Bierger, fir nëmmen déi wichtegst hei ze nennen.

Wann also de Prinzip vun der Pressefräiheet en absoluten ass, esou ass et grad esou richteg, datt d'Ausübung vun dësem Recht net kann total fräi an diskretionär sinn.

Här President, ech sinn eigentlech iwwerzeegt, datt d'Auteure vum Text dëse schwieregen Drotseelakt gutt gepackt hunn, well de Projet déi dräi grouss Erausfuerderungen, déi sech am Virfeld gestallt hunn, gemeeschtert huet. Éischtens d'Modernisatioun vun der Legislatioun, andeem ee se de professionellen an technologesche Realitéiten ugepasst huet; zweetens d'Législatioun kompatibel mat den internationalen Texter ze maachen; an drëttens d'Pressefräiheet ze garantéieren, dëst awer am Respekt op d'Privatliewe vum eenzelne Bierger.

Ech sinn dofir och méi wéi jee iwwerzeegt, datt de Projet de loi, dee mer haut hei zum Vote presentéieren, en ausgeglachenen Text ass, deen awer och Modellcharakter op enger ganzer Rei vu Punkten huet. An et ass dann och net zoufälleg, datt an den internationale Journalistenassociatiounen a bei de Spezialiste vu Pressegesetzer dëse Projet op grouss Zoustëmmung gestouss ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, normalerweis seet d'Sprëchwuert „viele Köche verderben den Brei". An dësem Fall ass dat awer falsch. Un dësem Projet hu sech vill Leit an der Ausaarbechtung bedeelegt. An ech muss och soen, datt den initiale Projet, deen eis virgeluecht ginn ass, en excellent Fundament fir déi weider Aarbechte gewiescht ass. Am Virfeld vun deem Projet ware schonn eng ganz Rei vun Avisen ugefrot ginn, notamment vun de Journalistenorganisatiounen an dem Conseil de Presse. Déiselwecht Organisatiounen hunn dann och nach eng Kéier en Avis zum definitive Projet eragereecht. Doniewent hunn déi verschidde Beruffschamberen u sech eng excellent Aarbecht ofgeluecht an och eng Rei vun interessante Recommandatioune gemaach.

Ech wëll awer net verfeelen, hei och op dee ganz wesentlechen Apport hinzeweisen, deen de Statsrot duerch säin Avis an de Gesetzestext afléisse gelooss huet. Niewent all deene schrëftlechen Avisen huet d'Kommissioun all déi Associatiounen an Institutiounen deelweis souguer e puer Kéieren empfaangen, fir dann och hir mëndlech Observatiounen zum Projet ze héieren.

Ech mengen also soen ze kënnen, dass selte bei engem Gesetzestext sou vill Apportë vu baussen eragefloss sinn, déi dann och an der zoustänneger Kommissioun verschafft gi sinn. Dëst war net ëmmer einfach. Well jo och déi Wënsch vun deene verschiddenen Interessevertriedungen net ëmmer déiselwecht Stoussrichtung haten, mä deelweis souguer zimlech kontradiktoresch waren.

Ech wäert a menge weideren Ausféierunge méi am Detail nach heirobber agoen. Ech wëll awer hei nach eng Kéier mat Nodrock meng Satisfaktioun soen, datt dëse Projet an engem grousse Konsensus kann iwwert d'Bühn goen. Konsensus hei am Haus, well, wéi ech dat kann elo iwwersinn, et schéngt jo esou ze sinn, datt den definitiven Text d'Ënnerstëtzung vun all hei vertriedene Fraktioune kritt, awer och Konsensus no baussen.

Ech hunn ëmmer vollt Verständnis gehat fir all Kritiken a Suggestiounen, déi zu dësem Projet gemaach gi sinn, och wa se vläicht e bësselche spéit vu verschiddene Leit formuléiert gi sinn. Nach hu mer awer versicht duerch eng Rei Ännerungen a ganz besonnesch duerch déi Motioun, déi ech wäert hei deponéieren, och déi Journalisten an Editeuren ze iwwerzeegen, déi vläicht e bësselche méi skeptesch par rapport zu der Endversioun vum Text stinn. Ech wëll dofir och all deenen Editeuren, Journalisten a stellvertriedend fir si alleguerten dem Conseil de Presse an hirem President Charel Ruppert an hirem Sekretär Josy Lorent merci soe fir déi Dialogbereetschaft, déi si ënnereneen, awer och mat der zoustänneger Mediekommissioun gefleegt hunn. Aschléissen an dee Merci wëll ech awer niewent dem Conseil de Presse all aner Journalistenassociatiounen, d'Associatioun vun den Editeuren, souwéi all Beruffschamberen a ganz besonnesch de Statsrot, déi alleguerten duerch hiren Input aktiv un der legislativer Aarbecht bäigedroen hunn.

Mäi Merci geet awer och un all Kolleeginnen a Kolleege vun der Mediekommissioun, déi op eng exemplaresch Manéier an ouni Partisaniwwerleeungen a ville Sitzungen den Text an d'Avisen ausernee geholl hunn a sech et net ëmmer einfach gemaach hu mat hiren Entscheedungen.

Ech wëll och soen, dass mer u sech wéineg fundamental Divergenzen haten, a wann dat dann och emol de Fall war, sinn déi ganz oft queesch duerch d'Fraktioune gaangen. Erlaabt mer schlussendlech, dass ech a mäi Merci och nach aschléissen d'Mataarbechter vun der Chamber, ganz besonnesch déi Damme Francine Cocard a Rita Brors, d'Madame Michèle Bram vum Service des Médias a meng Mataarbechter an der Fraktioun, a ganz speziell de Frank Engel an de Ralph Kass.

Ech wëll awer och a mäi Merci mäi Papp aschléissen, deem ech vill ze verdanken hunn an deen zäitliewens och a senger Qualitéit als Deputéierte ganz vill sech ëmmer ëm d'Pressefräiheet gesuergt huet.

Här President, wann ee soll e schrëftlechen a mëndleche Rapport zu esou engem voluminösen an deelweis komplizéierte Projet wéi dee vum virleiende Gesetzestext maachen, sou kann een net all Punkt behandelen, mä et muss een och Choixen treffen. Ech hunn a mengem schrëftleche Rapport schonn eng Rei vu esou Choixë getraff an och a mengem mëndleche Rapport kann ech natierlech net op all eenzelne Punkt agoen, obschonn ech et eigentlech schrecklech gär gemaach hätt.

Ech hunn allerdéngs a mengem schrëftleche Rapport e fundamentale Vergläich versicht ze zéien zwëschent de Législatioune vun eisen Nopeschlänner, well ech der Meenung sinn, datt dëse Vergläich wichteg ass fir och kënnen nozevollzéien, wéi et zum aktuelle Projet komm ass. Doniewent hunn ech awer och a mengem schrëftleche Rapport déi wichtegst Jurisprudenze versicht ze resüméieren, souwuel déi vu lëtzebuergesche Juridictiounen wéi déi vun der Cour des Droit de l'Homme vu Strooss-buerg. Ech wäert allerdéngs a menge mëndlechen Ausféierungen hei net méi drop agoen, mä mech mat deene wesentlechste Punkte vun dësem Projet befaassen, an dat sinn 1. de Quelleschutz, och a Relatioun mat der Responsabilitéit vun de Journalisten; 2. d'Rechter vun de Journalisten an d'Relatioune mat hiren Employeuren; 3. d'Responsabilité civile vun de Journalisten; 4. d'Problematik vun der Responsabilité en cascade; a 5. d'Reorganisatioun vum Conseil de Presse.

Ier ech awer op déi eenzel Punkten hei aginn, erlaabt mer mech nach eng Kéier mat der Philosophie vun dësem Projet ze beschäftegen. Contrairement zum ale Pressegesetz vun 1869, dat eng reng repressiv Approche hat, huet den aktuelle Projet de loi eng éischter liberal Approche, déi haaptsächlech drop ausgeluecht ass, d'Pressefräiheet ënner all hire Formen ze garantéieren. Dës Pressefräiheet kann awer net ëmmer absolut sinn, well se aner Grondrechter aus der Verfassung, wéi zum Beispill de Schutz vum Privatliewe vun all Eenzelnen oder d'Présomption d'innocence, och muss respektéieren.

De Gesetzestext schaaft dann och e generelle legislative Kader, deen d'Rechter an d'Pflichte vun deene Leit, déi an de Medie schaffen, ob Ugestallten oder fräi Journalisten, am Detail regelt.

Ganz zum Schluss vun eisen Iwwerleeunge sinn eng Rei Leit aus dem Secteur un eis erugetrueden, déi net ganz zu Onrecht d'Meenung vertrueden hunn, den aktuelle Projet wär vläicht ze vill étofféiert an eng méi ofgespeckte Versioun wär wënschenswäert gewiescht.

Dës Kritik um Projet, déi wéi gesot net ganz onberechtegt ass, kënnt mengem Gefill no awer ze spéit, well am Ufank vum Projet all Journalistenassociatiounen an de Conseil de Presse déi géigesätzlech Meenung vertrueden hunn an op en detailléierten Text gepocht hunn, deen d'Rechter an d'Pflichte vun de Journaliste géif bis an de geréngsten Detail festleeën.

Mir waren an der Kommissioun u sech och der Meenung, datt e bësselche manner an dësem Fall méi gewiescht wär an eng Rei vun Dispositioune sech vläicht besser an engem Code de déontologie erëmfonnt hätten. Mir hunn eis awer deemools an eisen éischte Sitzungen deenen Avisen ugeschloss, déi eng aner Approche haten, an ech hätt et och kee gudde parlamentaresche Stil fonnt, wa mer elo eng Minutt virun zwielef alles op d'Kopp gehäit hätten, fir eng méi ofgespeckte Versioun vun dësem Text zréckzebehalen.

Ech bleiwen dofir och der Meenung, datt et eigentlech soll de Journaliste virbehale sinn, an hirem Code de déontologie eng Rei vu Regele festzeleeën, wéi ënner anerem zum Beispill en Droit de vérification, oder och den Ënnerscheed zwëschent dem Commentaire an de Faiten, fir der hei nëmmen zwee ze nennen. Allerdéngs mussen dës Punkten, wa se dann net méi an engem Gesetz stinn, sech an engem Code de déontologie erëmfannen.

Duerfir wäert ech herno eng Motioun déposéieren, déi virgesäit, datt wann eng Rei vu Dispositiounen, déi am Moment am Gesetz festgeschriwwe sinn, an de Code de déontologie iwwerholl ginn, dës aus dem Gesetz kënnen erausgeholl ginn. Ech géif dofir och vun dëser Plaz aus de Wonsch äusseren, datt de Conseil de Presse esou schnell wéi méiglech och seng Aarbecht mécht an e Code de déontologie ausschafft, deen dann och fir all Journalist an Zukunft Gültegkeet huet.

Här President, ech wëll domadder zu mengem éischte Punkt kommen, de Quelleschutz. Dëst ass sécherlech eent vun den Häerzstécker vun dësem Projet.

De Quelleschutz ass u sech eng Fuerderung vun der europäescher Mënscherechtskonventioun. D'Ausübung vun der Pressefräiheet setzt viraus, datt deejéinege Journalist, deen Nofuerschunge mécht, dëst an enger gewësser Diskretioun mécht a sengem Informant kann Anonymitéit garantéieren. Ouni esou eng Anonymitéit kann de Journalist seng Aarbecht net anständeg maachen. Bis elo hat dëse Prinzip, och wann en zulescht an der Affär Roemen/Wolter zréckbehale ginn ass, u sech keng legal Basis.

Ech wëll och drun erënneren, datt jiddfer Journalist d'Obligatioun huet, all Informatiounen ze kontrolléieren, an e muss och dofir den Anonymat vu sengen Informante kënne garantéieren.

De Quelleschutz ass awer net absolut. E kann net dozou hierhalen, fir illegal Akten ze decken. Sou spillt de Quelleschutz net fir dee Journalist, dee selwer Auteur oder Kompliz vun enger Infractioun ass. De Quelleschutz spillt och net bei Drogenhandel, Wäisswäsche vu Suen an Terrorismus. An dëse Fäll kann de Journalist sech net hannert dem Quelleschutz verstoppen.

Wat sinn elo d'Konditioune vun der Ausübung vun deem Quelleschutz?

1. De Quelleschutz ass e Recht, mä keng Pflicht. De Journalist kann net gezwonge ginn, d'Identitéit vu sengen Informante präis ze ginn, ass awer fräi dëst ze maachen, wann en et fir richteg fënnt. Den Informant huet kee Recht op den Anonymat.

2. Nëmmen de Journalist, also deen deen haaptberufflech d'Collecte an d'Diffusioun vun Informatioune mécht, kann de Quelleschutz invoquéieren. Fräi Mataarbechter oder sougenannte Collaborateure kënne sech net op de Quelleschutz baséieren.

3. Net nëmmen de Journalist fält ënnert de Quelleschutz, mä och seng direkt Mataarbechter, wéi seng Sekretärin, den Techniker an den audiovisuelle Medien, wéi och de Chefredakter vun engem Medium. Ausgeschloss heivu sinn déi Persounen, déi Indikatiounen iwwer en Informant kritt hunn, wärend private Kontakter mat engem Journalist.

De Quelleschutz vum Journalist muss een dann awer och am Kontext vun der Responsabilitéit gesi vun deemselwechte Journalist. De Journalist, dee sech op säi Quelleschutz stäipt, fir sech géint Virwërf vun enger Persoun ze wieren, déi him zum Beispill Diffamatioun virwërft, muss wëssen, datt dëst kee Persilschäin ass, mä hie weider wéi all Bierger verantwortlech ass op Basis vun den Artikelen 1382, 1383 an 1384 vum Code civil.

Am Kloertext heescht dat, datt an Zukunft all Journalist muss seng Vérificatioune maachen, ier en eng Informatioun weidergëtt, a sech net einfach kann hannert de Quelleschutz verstoppen, fir sech senger Verantwortung ze entzéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäin zweeten Deel wëll ech ufänke mat engem Zitat vum Thomas Jefferson vun 1823, dee gesot huet: „The only security of all is in a free press. The force of public opinion cannot be resisted when permitted freely to be expressed. The agitation it produces must be submitted to. It is necessary to keep the waters pure."

D'Pressefräiheet kann net nëmme fonctionnéieren, wann d'Rechter vun de Journalisten, ganz besonnesch och an de Relatioune mat hiren Employeuren, genau definéiert sinn. De Projet de loi definéiert se an den Artikele 4 a 5.

Et geet hei u sech ëm d'Recht vun de Journalisten, eng substanziell Ännerung vun hirem Artikel oder hirer Contributioun vun der Säit vun hirem Patron kënnen ze refuséieren. D'Recht vum Journalist, fir sech all Aměschung vu senge Patronen ze verbidden, ass eng vun den Haaptachse vun der Pressefräiheet. De Journalist, andeems e säin Artikel ënnerschreift, engagéiert sech jo perséinlech a moralesch vis-à-vis vu sengem Lecteur, Auditeur oder Spectateur a gëtt domadder och sengem Engagement eng gewësse Glafwierdegkeet um Niveau vum Inhalt vu senger Publikatioun. Vun dëser Crédibilitéit hänkt jo schlussendlech och d'Vertrauen, respektiv d'Fidélitéit vum Publikum of, dat dëse vis-à-vis vun deem Medium huet, fir deen de Journalist schafft.

An dësem Kontext stellt sech dann natierlech déi Fro no den Autorerechter, déi d'Journalisten op hiren eegene Contributiounen hunn. Mir waren an der Kommissioun der Meenung, dass d'Droits-d'auteurs-Législatioun sech misst integral op d'Situatioun vun de Journalisten uwenden an dass hei keng Derogatioun kéint akzeptéiert ginn, ouni d'Averständnis vum Journalist.

Mir sinn allerdéngs och zur Iwwerzeegung komm, datt dëse kriddeleche Punkt net sollt an dësem Pressegesetz verankert ginn, mä éischter an deem dofir zoustännegen Autorerechtsgesetz, dat mer jo och an dësem Haus virun enger Rei vu Woche gestëmmt hunn.

Wa mer also der Meenung sinn, datt d'Autorerechtsgesetzgebung voll an ouni Exceptioun muss fir d'Journalisten hir Gültegkeet hunn, heescht dat awer net, datt dës kënnen am Kader vun hirem Aarbechtsvertrag mat hirem Patron Regele virgesi par rapport zu där leschter Législatioun, déi dann och kënne par rapport zu där derogéieren.

Mir sinn eis nämlech bewosst, datt, och zu där leschter Législatioun, déi dann och kënne par rapport zu där derogéieren.

Mir sinn eis nämlech bewosst, dass an engem moderne Medienzäitalter, wou den Internet ëmmer méi eng grouss Roll spillt, och de Patron-éditeur muss d'Méiglechkeet hunn, zum Beispill schnell eng Contributioun vu sengem Journalist op säin Internetsite kënnen ze setzen.

Ech hunn dann och a mengem schrëftleche Rapport - an ech wëll et hei nach eng Kéier ënnersträichen - festgehalen, dass mir den Editeuren an de Journaliste recommandéieren, d'Autorerechtsfro wa méiglech am Kontext an am Kader vun hiren Aarbechtsverträg ze regelen. Ech wëll dann och nach betounen, dass de Verbuet, fir dem Journalist a säi Bäitrag eranzefunken, net gëllt fir kleng Ännerungen um grammateschen, formellen Niveau respektiv op deem vun der Mise en page, déi natierlech ëmmer ka vum zoustännege Chefredakter oder Editeur am leschte Moment verännert ginn.

Här President, déi zweet wesentlech Neierung ass déi vun der Gewëssensklausel vum Journalist, déi fir d'éischt formell an e Gesetz festgeschriwwe gëtt. Dës Gewëssensklausel huet allerdéngs als Géigepart d'Definitioun vun enger Ligne éditoriale duerch den Editeur. Mir haten an der Kommissioun eng laang Diskussioun zu dësem Punkt a mir waren eis majoritär eens, dass een aus der Definitioun vun der Ligne éditoriale an och hirer Publikatioun keng Obligatioun sollt maachen. Mir waren awer och grad esou iwwerzeegt, dass all Editeur sollt esou eng Ligne éditoriale definéieren, dëst a sengem wuelverstanenen Interesse wéi awer och an deem vum Journalist. Et ass nämlech äusserst schwiereg fir e Journalist ze wëssen, wou e sech a wéi wäit e sech ka mat sengen Artikelen a Contributiounen aus der Fënster leeën, wann en dann net genau weess, wat eigentlech déi sougenannte Ligne éditoriale vu sengem Haus ass.

Wéi soll an Zukunft d'Ausübung vun där Gewëssensklausel funktionéieren? Ech géif hei wëllen zwou Hypotheese beschreiwen. Déi éischt ass déi wou d'Publikatioun, fir déi de Journalist schafft, keng zumindest unerkannte Ligne éditoriale huet. An deem Fall schéngt et mir evident ze sinn, dass de Journalist fräi ass, wat de Contenue vu sengen Artikelen a Publikatiounen ugeet, sou laang e sech natierlech ëmmer erëm am Kontext vum Ordre public befënnt. Sollt awer de Journalist wéinst enger Publikatioun vu sengem Editeur opgefuerdert gi seng Contributioun ze iwwerschaffen, respektiv déi Contributioun iwwerhaapt net publizéiert gëtt, sou kann dëse Journalist vu senger Gewëssensklausel gebrauch maachen an zum Beispill einfach démissionnéieren.

Zweet Hypothees: Den Editeur huet eng Ligne éditoriale, déi zumindest senge Journaliste bekannt ass. An dësem Fall ass natierlech de Journalist gehalen, dës Ligne éditoriale ze respektéieren. Sollt en dat net maachen, kann den Editeur en entweder dozou obligéieren, säin Artikel ëmzeänneren, respektiv ëm d'Publikatioun ënnersoen. Kënnt et awer op där anerer Säit zu enger substanzieller Modifikatioun vun dëser Ligne éditoriale, huet de Journalist d'Méiglechkeet, ouni weidere Préavis, seng Démissioun ze maachen.

Wéi ass elo an dësem Fall d'rechtlech Situatioun vun deem Journalist, dee sech also an engem vun deenen zwee beschriwwene Fäll befënnt? Hie kann also direkt démissionnéieren an e kënnt dann och direkt an ouni weider Prozedur an de Genoss vun der Aarbechtslosenënnerstëtzung, sou wéi se am Gesetz dozou festgeschriwwen ass. Doniewent huet en natierlech nach ëmmer d'Méiglechkeet, säin Editeur op Basis vun den Artikelen 1382, 1383 an 1384 vum Code civil op Schuedensersatz ze verkloen.

Verschidde Beruffskummeren an de Statsrot hate Problemer mat dëser Dispositioun, déi eigentlech e Régime de faveur fir d'Journalisten duerstellt. An Zukunft geet et duer, dass den Editeur seng Ligne éditoriale substanziell verännert, fir dass de Journalist einfach kann d'Gewëssensklausel spille loossen.

D'Kommissioun huet op dësem Punkt deenen Observatioune keng Rechnung gedroen, well mir der Meenung sinn, dass et hei ëm de Respekt vum Journalist senge politeschen, reliéisen, philosopheschen an aneren Iwwerzeegunge geet an dass den Editeur sech net dierf an déi améschen.

Schlussendlech wëllt ech nach eng Kéier betounen, dass an Zukunft de Journalist net brauch ze beweisen, dass eng eventuell Modifikatioun vun der Ligne éditoriale net kompatibel ass mat senge perséinlechen Iwwerzeegungen, mä et duer geet dass e beweist, dass säin Editeur esou eng substanziell Verännerung vun der Ligne éditoriale virgeholl huet. Ech wëll dann och nach ënnersträichen, dass d'Dispositioune vun den Artikele 4 a 5, op déi ech hei och méi extensiv agaange sinn, an déi fir mech u sech och d'Fundament vun der fräier Meenungsäusserung duerstellen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zu mengem nächste Punkt, dee fir vill Wellen dobaussen, awer och an Diskussiounen an der Kommissioun gesuergt huet, nämlech deem vun der Responsabilité civile vun de Journalisten.

Am ursprénglechen Text haten d'Auteuren e spezielle Regime virgesinn, dee par rapport zum Droit commun derogéiert hätt. Ech weess, dass d'Auteuren an déi zoustänneg Ministeren net gär d'Notioun vu Régime dérogatoire héieren a léiwer vun engem Aménagement vun dësem Regime geschwat haten. Fir déi zoustänneg Kommissioun, an och fir mech selwer, ass et awer eigentlech onwesentlech, ob et sech da schlussendlech ëm e richtege Régime dérogatoire oder éischter ëm en Aménagement vun engem Regime handelt. Wesentlech ass, dass sollt eng Réglementatioun agefouert ginn, déi exklusiv am Interesse vun de Journalisten a Collaborateure gewiescht wär.

Ee vun den Haaptgrënn, firwat am ursprénglechen Regierungstext dëse Regime festgeschriwwe ginn ass, war u sech d'Suerg, dass d'Artikelen 1382, 1383 an 1384 vum Code civil ze vill flou wären, sou dass eigentlech de Journalist praktesch an der Onméiglechkeet wär fir genau erauszefannen, wéi e sech dann elo misst verhalen, fir net seng Verantwortung ze engagéieren.

Mir sinn allerdéngs der Meenung gewiescht, dass dëst net richteg wär, well jo den Artikel 10 vun der Mënscherechtskonventioun op eng relativ detailléiert Manéier d'Regelen definéiert, déi d'Journaliste mussen an hirem alldeeglechen Aarbechtsliewe respektéieren.

Hei wëll ech och nach eng Kéier widderhuelen, dass déi allgemeng Rechtslag, wat d'Zivilresponsabilitéit ugeet, d'Particularitéiten an d'Spezifissitéite vun all Beruffsgrupp zréckbehält. E Journalist gëtt also dorunner gemooss, wéi seng Beruffskolleege sech an enger gewëssener Situatioun normalerweis géife verhalen, an net par rapport zum normale Bierger.

Mir hunn eis laang mat dësem Punkt beschäftegt, dee jo och zu vehementen Diskussiounen am Virfeld Ulass ginn hat. An der Zwëschenzäit constatéieren ech awer, dass déi Welle sech geluecht hunn an et ass dann och zum Schluss eigentlech wéineg méi iwwert dëse Punkt diskutéiert ginn, weder innerhalb nach ausserhalb vun dësem Haus.

Wa mir eis schlussendlech entscheet hunn, déi Dispositioun aus dem Gesetz eraus ze huelen, sou hu mir eis et net einfach gemaach a mir hunn hei aus reng juristeschen Iwwerleeungen gehandelt. Ech wëll dann nach eng Kéier ganz kuerz déi véier Haaptargumenter an d'Feld féieren, déi fir eis géint e Spezialregime vun de Journaliste plädéieren.

Éischtens ass et esou, dass et nach ëmmer eis Geriichter sinn, déi ënnert der Kontroll vun der Cour vu Stroossbuerg d'Artikelen 1382 an 1383 interpretéieren. An et ass besonnesch d'Jurisprudenz vun der Cour vu Stroossbuerg déi virgesäit, dass et net kann um Législateur si fir hei ze entscheeden, ob oder ob net e Feelverhalen, laut deenen Artikelen, virläit. Wann een dat nämlech gemaach hätt, wär hei eng Kategorie vu Leit an de Genoss komm vun engem Spezialregime, deen zumindest deelweis derogéiert hätt par rapport zum normal uwendbare Recht.

Zweetens hätt esou eng Spezialregelung och sécherlech net an eis Gesetzgebung gepasst, well mir bis elo u sech e generelle System vun Zivilresponsabilitéit hunn, dee fir all Bierger seng Gültegkeet an dësem Land huet.

Drëttens ass eise System vun der Responsabilité civile dovu gekennzeechent, dass ëmmer d'Rechter vum Affer d'Prioritéit hunn, wat dann och a verschiddene Fäll zu Spezialregimer gefouert huet. Ervirsträiche muss een awer, dass an all dëse Regimer ëmmer nëmmen an Intérêt vum Affer an ni vum Täter Régimes dérogatoires geholl gi sinn. An dësem spezielle Fall hate mir awer esou ee Regime ganz eleng am Interesse vum Auteur geholl.

Véiert Argument: D'Cour vu Stroossbuerg, déi jo och oft zitéiert ginn ass, huet kloer gesot, dass d'Artikelen 1382, 1383 a 1384 vum Code civil an d'Interpretatioun, sou wéi se vun der Jurisprudenz gemaach gëtt, conforme si mam Artikel 10 vun der Mënscherechtskonventioun. Et ass also absolut keng Noutwendegkeet, zumindest um Niveau vun dëser Mënscherechtskonventioun, fir hei e Spezialregime anzeféieren.

Fënneftens, an dëst ass sécherlech net dat onwichtegst Argument, hätt esou ee Spezialregime och anere Beruffsgruppen Appetit gemaach, déi mat ähnlechen Argumenter och hätte kënnen e Spezialregime fir hir Beruffsgruppe fuerderen. Hei denken ech ganz besonnesch un d'Dokteren, déi sécherlech gradsou gutt Argumenter gehat hätte wéi d'Journalisten. D'Kommissioun ass also zur Konklusioun komm, ass all deene genannte Grënn, dass och an Zukunft d'Journalisten, wéi all aner Beruffsgruppen an all aner Bierger hei am Land, weider ënnert d'Artikelen 1382, 1383 a 1384 vum Code civil falen.

Eng lescht Remarque zu dësem Punkt: Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Kommissioun mat dëser Décisioun de Journalisten e gudden Déngscht leescht, well e Spezialregime d'Glafwierdegkeet an de Serió vun der Press a Fro gestallt hätt, dëst ganz besonnesch par rapport zu de Rechter an de Flichte vun all Bierger an dësem Land.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en anere Punkt, iwwert dee mer laang geschwat hunn, ass dee vun der Responsabilité en cascade. Am ursprénglechen Projet war virgesinn, dass déi sougenannte Kaskaderesponsabilitéit duerch eng solidaresch Responsabilitéit tëschent dem Auteur an dem Editeur sollt ersat ginn. D'Kommissioun ass awer zur Konklusioun komm, dass ee sollt e réaménagéierte Kaskadeprinzip weider am Text bestoe loossen.

Firwat dës Décisioun? Erlaabt mer do vläicht e klenge Bléck no hannen ze geheien, op d'Joer 1869, wou dëse Prinzip u sech agefouert ginn ass. Deemools sollt domadder évitéiert ginn, dass den Editeur oder den Imprimeur géif eng Zensur op säi Journalist ausüben. U sech huet dat aalt Gesetz op dësem Punkt eigentlech ni zu gréisseren Interpretatiounsproblemer gefouert an u sech huet de System net schlecht funktionéiert, well e relativ einfach ze handhabe war. Sou huet d'Affer vun enger Diffamatioun zum Beispill sech fir d'éischt un den Auteur, also am Prinzip un de Journalist gewannt. War deen net bekannt, huet e sech géint den Editeur gedréint an duerno géint dem Imprimeur a schlussendlech um Enn vun der Ketten un den Distributeur.

Haut liewe mer natierlech an enger anerer Mediewelt, wou besonnesch d'Roll vum Imprimeur net méi déiselwecht ass wéi nach virun enger Rei vu Joren. Et ass also esou gewiescht, dass eigentlech dee System zefriddestellend funktionéiert huet, souwuel fir déi concernéiert Persounen, also Auteur, Editeur, Imprimeur an Distributeur, wéi awer och fir déi Bierger, déi wollten um juristesche Plang virgoen.

Den initiale Projet huet u sech virgesi gehat, dass ee sollt méi den Editeur responsabiliséieren, andeem een en op deeselwechten Niveau - um Niveau vun der Responsabilitéit geschwat - gesat hätt wéi den Auteur. D'Auteuren hu sech mat dësem System e besseren Afferschutz versprach, well jo hei d'Affer d'Méiglechkeet vun enger solidarescher Aktioun géint den Auteur an den Editeur gläichzäiteg gehat hätt. Och d'Situatioun vum Auteur selwer wär hirer Meenung no verbessert ginn, well hie jo konnt d'Responsabilitéit op den Editeur ofwälzen.

D'Kommissioun huet sech laang mat dësem Punkt beschäftegt an ass awer zur Konklusioun komm, dass den aktuelle System wesentlech méi effizient wär. D'Gefor hätt nämlech bestanen, dass mat där solidarescher Haftung tëschent Auteur an Editeur den Editeur wesentlech méi e groussen Drock op säin Auteur ausgeübt hätt, wéi dat ënnert deem aktuelle System de Fall ass. Doduerch dass nämlech am Fall vun engem Choix déi betraffe Persoune sech éischter géint dee wirtschaftlech Staarke gewannt hätten, an dësem Fall den Editeur, hätt dee Leschtgenannten natierlech méi am Detail missen d'Kontributioune vu senge Journalisten an Auteure kontrolléieren, wat dozou geféiert hätt, dass d'Journalisten an hirer fräier Meenungsäusserung wesentlech méi ageschränkt gewiescht wären.

Dobäi kënnt dass, wann een den Distributeur komplett aus der Kette vun der Responsabilitéit erausléisst, deem eigentlech de Contenu vun deene Publikatiounen, déi e verdeelt, kann egal sinn, well e jo souwisou ni kann heifir haftbar gemaach ginn, dëst bedeit hätt, dass mer op där enger Säit d'Situatioun vum Auteur a vum Editeur verschlechtert hätten, an implizit och déi vum Affer, well deem jo amplaz vu virdru véier méiglechen Destinatairë vu senger Klo der nëmmen nach zwee iwwreg bliwwe wären. Dëst hätt besonnesch zu Problemer fir d'Affer gefouert, am Fall wou den Auteur respektiv den Editeur net bekannt gewiescht wären.

D'Kommissioun huet sech also fir d'Bäibehale vum Kaskadeprinzip entscheet. Mir hunn allerdéngs zréckbehalen, den Imprimeur erauszehuelen an en duerch den Diffuseur ze ersetzen. Ënnert der Notioun „Diffuseur" versti mer esouwuel den Distributeur am klassesche Sënn vum Terme wéi awer och all déi Persounen, déi iergendwellech Signaler transportéieren iwwert audiovisuell Programmer, respektiv déi Signaler via Internet viruleeden.

Et ass der Kommissioun hei virun allem drëm gaangen, och déi nei Medie wéi den Internet mat an déi Kaskaderesponsabilitéit agebonnen ze kréien. Domadder soll an Zukunft évitéiert ginn, dass mer zwou Zorte vu Responsabilitéiten hätten, déi vun der klassescher geschriwwener a gewisener a geschwatener Press, wou et relativ evident gewiescht wär fir géint de Schëllege vun enger Diffamatioun virzegoen; an dann déi beim Inter-

net, wou et oft esou ass, dass den Auteur respektiv den Editeur vun engem Site onbekannt sinn, sou dass et net kloer gewiescht wär, géint wien een eng eventuell Klo hätt kënnen areechen.

De Kaskadeprinzip wäert also vun elo un den Auteur, den Editeur an den Diffuseur aschléissen a wäert sech souwuel um zivile wéi um strofrechtleche Plang applizéieren. Ech wëll och nach eng Kéier betounen, dass dee Kaskadeprinzip conforme ass mat der europäescher Mënscherechtskonventioun esou wéi se am Moment vun der Cour zu Stroossbuerg ausgeluecht gëtt.

Här President, ech wëll dann zu mengem nächste Punkt iwwergoen, dee vum Conseil de Presse, deen u sech duerch dëst Gesetz institutionnaliséiert gëtt, andeem en eng Rei vu Missioune kritt, vun deenen déi eng obligatoresch an déi aner fakultativ sinn.

Ech wëll fir d'éischt hei nach eng Kéier op deen e bësse spezielle Charakter vun eisem Conseil de Presse hiweisen, deen u sech net, wéi dat vläicht am Ausland üblech ass, nëmmen déi Leit, déi am Pressewiese géint Bezuelung schaffen, betrëfft, mä u sech d'Vokatioun huet, all déijéineg ze regruppéieren, déi op iergendeng Manéier am Publikatiounssecteur täteg sinn. Dat heescht dann och, dass am aktuelle Conseil de Presse souwuel d'Editeuren, also d'Patronen, wéi och d'Journalisten, also am Regelfall d'Employéën, regruppéiert sinn.

An der Praxis ass dës Situatioun net ëmmer esou evident, well et an der Natur vun der Saach ass, dass op verschiddene Punkten eben oft divergent Meenunge bestinn. Et ass dann och verständlech, dass d'Auteuren am Exposé des motifs ëmmer erëm betount hunn, dass eigentlech déi Denominatioun vum Conseil de Presse net méi 100%eg der Realitéit géif entspriechen.

Wéi soll an Zukunft elo dee Conseil de Presse organiséiert ginn? Fir d'alleréischt kritt also de Conseil de Presse d'Missioun, e Code de déontologie auszeschaffen. Dëse Code soll d'Rechter an d'Flichte vun all deene Leit, déi am Pressewiesen täteg sinn, definéieren an opléschten an hinnen awer och gläichzäiteg d'Verhalensregelen uginn, déi se sollen an hirem alldeegleche Beruffsliewe guidéieren. Am initialen Text sollt dës Missioun nëmme fakultativ sinn. Mir sinn awer an der Kommissioun der Meenung gewiescht, dass dëst eng fundamental Missioun wär an ee se domadder och sollt obligatoresch maachen.

Ech wëll vun dëser Plaz aus op d'Wichtegkeet vun dësem Code de déontologie hiweisen, deen, wann en da seng Missioun erfëllt, eigentlech eng ganz Rei - an ech hunn et scho virdru gesot - Dispositiounen, déi an dësem Gesetz stinn, iwwerflësseg mécht. Et ass nämlech richteg, an eng Rei vun Observateuren hunn dat jo besonnesch an deene leschten Deeg ervirgestrach, dass eigentlech dee Gesetzestext vill méi étofféiert ass wéi ähnlech Texter an eisen Nopeschlänner an dass eng Rei vu Bestëmmungen hei dra sinn, déi eigentlech besser hir Plaz an engem Code de déontologie hätten.

Meng Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun an ech selwer deelen dës Meenung. Ech wëll awer nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, dass am Ufank vun der Ausschaffung vun dësem Text de Wonsch vun deenen interesséierte Journalisteverbänn dee war, hei am Detail ze légiféréieren, well se gefaart hunn, dass an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, wou een deen anere géif kennen a wou och forcément ee Journalist deen anere kennt, et extrêmement schwéier wär, esou e Code de déontologie auszeschaffen.

Ech wäert dofir och herno, am Numm vun alle Fraktiounen, eng Motioun déposéieren, wou ech froen, dass am Fall wou de Code de déontologie an Zukunft eng Rei vu Bestëmmungen, déi am Moment am Gesetz festgeschriwwe sinn, iwwerhëlt, dës Bestëmmungen aus dem Gesetz erausgeholl gi kënnen, respektiv just méi nach d'Gesetz subsidiaresch Kompetenz hätt par rapport zum Code de déontologie. Ech sinn nämlech perséinlech och dovun iwwerzeegt, dass besonnesch um Niveau vun de Flichte vun de Journaliste mir net hätte missen esou an den Detail goe wéi dat elo de Fall ass.

De Conseil de Presse wäert awer och an Zukunft d'Verantwortung droe fir d'Anhalen an d'Surveillance vun deem Code de déontologie, an dëst wäert geschéien iwwert d'Commission des Plaintes. Och op dësem Punkt hat den initialen Text virgesinn, dass dës Kommissioun sollt fakultativ bleiwen. Mir sinn awer zur Konklusioun komm, dass et méi richteg wär, och dësem Organ en obligatoresche Charakter ze ginn.

Mir sinn nämlech der Meenung gewiescht, datt dës Kommissioun nëmme kéint iwwerhaapt eng Autoritéit kréien, wa se obligatoresch wier. Dat beschten Argument, fir een dovun ze iwwerzeegen, ass jo, datt déi aktuell Kommissioun eigentlech schlecht oder guer net fonctionnéiert, well se ebe justement kee Caractère obligatoire huet. Mir hunn dann och proposéiert, datt dës Kommissioun soll vun engem externe Jurist presidéiert ginn an datt se am Ganze fënnef Memberen hätt, woubäi d'Editeuren an d'Journaliste jeeweils zwee Représentanten hätten.

Fir d'Kommissioun ass dës Institutioun wesentlech, well mer eigentlech dovun iwwerzeegt sinn, dass se kéint zu enger gewëssener Pacificatioun zwëschent deene concernéierte Beruffsgruppen an deene Persounen, déi duerch Publikatioune viséiert sinn, bäidroen.

Am Moment ass et nämlech esou, datt een, dee sech geschiedegt fillt duerch eng Publikatioun, nëmmen d'Méiglechkeet huet seng Rechter virun deenen normale Geriichtsbarkeeten anzekloen. An Zukunft wäert dës Persoun sech elo kënnen un d'Commission des Plaintes wenden.

Mir hunn awer och festgehalen, datt all Bierger nach ëmmer muss d'Recht hunn, virun déi normal Geriichtsbarkeeten direkt ze goen. Mir hunn dofir och der Opposition formelle vum Statsrot Rechnung gedroe par rapport zum initialen Text, dee jo virgesinn hat, datt e Bierger, dee virun d'Commission des Plaintes géif zéien, net méi kéint gläichzäiteg säi Recht virun den normale Geriichtsbarkeeten akloen.

Ech wëll awer och nach betounen, datt d'Décisiounen, déi vun dëser Commission des Plaintes getraff ginn, kee contraignanten Effet hunn an dass een och keng Recoursméiglechkeet heigéint huet. Och déi normal Geriichtsbarkeete kënne sech net op d'Décisioune vun der Kommissioun baséieren, mä musse weider Moyenë vum allgemenge Recht applizéieren.

Niewent den obligatoresche Missiounen huet de Conseil de Presse awer och nach eng Rei vu fakultative Missiounen, déi net onwichteg sinn. Sou soll de Conseil de Presse sech weider ëm d'Aus- an d'Weiderbildung vun de Journaliste bekëmmeren, an et muss een eigentlech feststellen, datt dës Missioun an deene leschte Joren zefriddestellend vum Conseil de Presse ausgeübt ginn ass.

Da wäert och de Conseil de Presse eng berodend Missioun behalen, andeem en natierlech iwwerall do, wou et ëm d'fräi Meenungsäusserung an d'Pressefräiheet geet, ëmmer erëm soll ëm säin Avis gefrot ginn.

De Conseil de Presse wäert also an Zukunft eng wichteg Roll ze spillen hunn, nämlech déi vun enger Aart Passerelle zwëschent deenen direkt concernéierte Beruffsgruppen aus der Medielandschaft an dem Bierger dobaussen, dee sech duerch eng Publikatioun ka viséiert fillen. De Succès vun dësem Gesetz hänkt dann och dovun of, wéi de Conseil de Presse d'Gesetz wäert ëmsetzen, an och haaptsächlech, wéi en de Code de déontologie op d'Schinn wäert setzen, deen u sech eigentlech sollt d'Bibel vun all Journalist sinn.

D'Kommissioun ass op jidde Fall dovunner iwwerzeegt, datt u sech duerch déi Institutionnalisatioun de Conseil de Presse en Arbiter gëtt zwëschent der Pressefräiheet op där enger Säit an de Grondrechter vun all Bierger op där anerer Säit, déi sech alleguerten an der Verfassung erëmfannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach e kuerzt Wuert zum Äntwertrecht. Dëst Äntwertrecht ass och am Text réaménagéiert ginn an dëst Äntwertrecht kann an Zukunft souwuel vis-à-vis vun de Print- wéi den audiovisuelle Medien ausgeübt ginn. D'Äntwertrecht muss an engem Délai vun 90 Deeg ugefrot ginn, an et ass och net absolut an deem Sënn, datt et ënner verschiddene Konditioune ka refuséiert ginn. Déi allgemeng Regel ass awer déi, datt d'Äntwertrecht am Prinzip schrëftlech publizéiert gëtt ouni Commentairen an op därselwechter Plaz wou déi Informatioun, déi zu Kritik Ulass ginn huet, publizéiert war. Bei den audiovisuelle Medie gëtt dëst Äntwertrecht zurselwechter Zäit ausgeübt, allerdéngs gëtt hei virgelies net vun där Persoun, déi sech ongerecht ugegraff fillt, mä vun engem onofhängege Journalist.

Niewent dem klasseschen Äntwertrecht gesäit d'Gesetz awer och nach de sougenanntenen Droit d'information postérieure vir. Dësen heescht am Kloertext, datt e Journalist dee feststellt, datt en eng falsch Informatioun viruginn huet, automatesch an ouni Opfuerderung dës Informatioun muss redresséieren. Hei geet et duer, datt de Journalist Kenntnis kritt dovun, dass seng éischt Informatioun net richteg war. Betoune wëll ech hei och nach, datt dësen Droit d'information postérieure onofhängeg vum Äntwertrecht ausgeübt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domadder kommen ech och schonn zum Schluss. Et wier sécherlech nach vill ze soe gewiescht iwwer eng Rei vu Punkten, déi net am Gesetz verankert sinn. Hei denken ech och haaptsächlech un den Droit à l'accès à l'information bei den Administratiouns publiques wéi och d'Problematik vum Dateschutz bei de Journalisten, an och de Punkt, deen ech virdru ugeschwat hunn, vun den Autorerechter.

D'Kommissioun war allerdéngs der Meenung, datt dës Punkten net sollten am Pressegesetz geregelt ginn, mä an deenen déi dofir zoustännege Gesetzestexter. Dës Meenung ass jo och vum Statsrot vertruede ginn, dee recommandéiert huet de ganze Volet Dateschutz an deem dofir zoustännege Gesetz ze regelen.

Wat elo den Droit à l'accès à l'information betrëfft, schéngt dës Démarche mer déi eenzeg richteg ze sinn, well et jo bei dësem Accès à l'information net nëmmen ëm dee vum Journalist oder Collaborateur geet, mä ganz einfach och deem vum Bierger dobaussen, deen och muss esou en Accès garantéiert kréien.

An där Motioun, déi ech haut hei déposéieren, invitéieren ech am Numm vun all deenen anere Fraktiounen d'Regierung, fir souwuel um Niveau vum Accès à l'information wéi och op deem vum Dateschutz esou schnell wéi méiglech ze légiféréieren an och do ganz besonnesch déi speziell Situatioun vun der Press mat a Betruecht ze zéien. Ouni e geregelten Accès à l'information esou wéi och e kloer definéierten Accès op d'perséinlech Date wäert d'Ausübung vun der Pressefräiheet nach ëmmer net integral garantéiert sinn - mäin Appel dofir un déi nächst Regierung, hei esou schnell wéi méiglech Neel mat Käpp ze maachen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- convaincue que la nouvelle loi sur la liberté d'expression dans les médias définit avec un degré de précision élevé les droits et devoirs des journalistes et des médias en général;

- rappelant que les professions de la presse revendiquaient depuis des années une modernisation du cadre légal de leur activité professionnelle, l'ancienne loi de la presse datant de 1869 et n'ayant plus pu s'appliquer de manière conséquente à la réalité actuelle des médias;

- considérant qu'un certain nombre de dispositions de la nouvelle loi sont consacrées à des matières qui auraient mieux pu trouver leur place dans un Code de déontologie des métiers de la presse;

- considérant que les milieux professionnels concernés éprouvaient longtemps beaucoup de réticence devant une telle approche et préféraient que les questions de déontologie soient largement réglées par la loi, notamment parce que l'organisation du pouvoir réglementaire ne permet pas encore que des règlements prudentiels aient force de loi envers les membres de la profession qu'ils régissent;

- considérant cependant qu'il est prévu de réviser l'article 36 de la Constitution, de manière à ce que des règlements prudentiels puissent à l'avenir acquérir force de loi envers les membres des professions qu'ils régissent;

- considérant qu'après l'élaboration d'un Code de déontologie par le nouveau Conseil de Presse, la loi sur la liberté d'expression dans les médias pourrait être modifiée en vue d'en retirer les éléments déjà couverts par un tel Code de déontologie et de la rapprocher, dans son effet, d'une loi-cadre sur la liberté de l'expression dans les médias, n'énonçant droits et devoirs des membres des métiers de la presse qu'à titre subsidiaire;

- consciente que la Commission des Media et des Communications s'est prononcée, après de longues discussions, pour l'inclusion de dispositions spécifiques applicables aux membres des métiers de la presse dans le domaine de l'accès à l'information et de la protection des données dans des lois spéciales plutôt que dans la loi sur la liberté d'expression dans les médias, et que la législation en matière de droits d'auteur reflète déjà la situation spécifique des membres de ces métiers;

invite le Gouvernement

- à dresser un bilan de l'application de la nouvelle loi sur la liberté d'expression dans les médias trois années après son entrée en vigueur;

- à envisager, le cas échéant, des adaptations de la loi en tenant compte de la teneur d'un éventuel Code de déontologie des métiers de la presse;

- à élaborer, après une discussion approfondie et consultation de la Chambre des Députés, un projet de loi sur l'accès des citoyens et des journalistes aux informations auprès des administrations et services publics, en vue de faciliter et de réglementer cet accès dans le respect des droits fondamentaux des personnes;

- à analyser la situation particulière des membres des métiers de la presse par rapport à la législation en matière de protection des personnes à l'égard du traitement de données à caractère personnel et de préparer, le cas échéant, une modification de la législation applicable à cette matière qui tienne compte de la spécificité des métiers de la presse.

(s.) Laurent Mosar, Alex Bodry, Fernand Greisen, Jean-Paul Rippinger, Renée Wagener.

Här President, dat Gesetz wat mer haut hei stëmmen ass - an ech hunn et virdru scho gesot - en ausgeglachenen Text, deen d'Interesse vun deene verschiddene Beruffsgruppe respektéiert, deen awer och d'Grondrechter vun de Bierger respektéiert. Sécherlech ass dësen Text, wéi vill anerer och, net perfekt. A jiddferee vun eis, ugefaange bei der Regierung bis iwwert déi concernéiert Beruffsgruppen, Kolleeginnen a Kolleegen aus der Mediekommissioun an ech selwer, hätten op deem engen oder anere Punkt vläicht aneschters légiféréiert.

Nach mengen ech awer, datt d'Resultat sech weise léisst an datt mer hei eng Aarbecht zustane bruecht hunn, déi an engem grousse Konsensus iwwert d'Bühn gaangen ass an déi wäert och Modellcharakter hunn. Dëst huet net zulescht och d'Federatioun vun den europäesche Journalisten unerkannt, déi hei vun engem exemplaresche Gesetzestext schwätzt.

Duerch dëst Gesetz wäert och méi wéi jee d'Pressefräiheet an dësem Land garantéiert bleiwen, an ech géif wëllen ofschléisse mat engem Zitat vun der Madame Mia Doornaert, déi Presidentin vum Unesco Advisory Group for Press Freedom ass: „Das Recht, zu denken, Meinungen zu haben und Meinungen zu äußern ist ein Grundrecht aller Menschen, ein unveräußerlicher Teil der Menschenwürde. Die Pressefreiheit ist ein wesentlicher Bestandteil dieses Grundrechts, auf das jeder Anspruch hat. Wer diese Freiheiten als westliche Erfindung bezeichnet oder als etwas, das der Westen anderen Kulturen aufnötigen wolle, bekundet damit eine ganz und gar unegalitäre Sicht der Menschheit. Denn im Grunde sagt er nichts anderes, als dass es Völker gibt, die von Natur aus oder aufgrund ihrer Kultur zur Freiheit nicht taugen und unfähig sind, selbst zu denken und für sich selbst zu sprechen. Eine solche Auffassung steht in völligem Gegensatz zu dem Glauben an die Universalität der Menschenwürde, auf dem die Allgemeine Erklärung der Menschenrechte, die Charta der Vereinten Nationen und alle Programme gegen Rassismus und andere Formen von Diskriminierung beruhen."

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Patrick Santer agedroen. Den Här Santer huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Patrick Santer *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Press ass e Bestanddeel vun all Demokratie. Ouni Pressefräiheet gëtt et keng Demokratie. Dat beweisen déi sëllech Journalisten, déi gewot hunn hir Meenung ze soen an déi elo a Prisongen an Diktature verrotten. All déi, déi sech asetzen, fir datt mir iwwer Ongerechtegkeeten, Krich, Mësshandlungen, Opstänn, Aarmut an Ënnerdréckungen informéiert ginn, an esou hiert Liewen op d'Spill setzen, verdéngen eis Unerkennung an Ënnerstëtzung.

Här President, en neit Pressegesetz ass besonnesch dann eng remarquabel Erscheinung, wann deen Text, deen et ersetzt, 135 Joer al ass. Eis Press huet nach haut als Kader vun hirer Aktioun e Gesetz aus dem Joer 1869. Datt

esou en Text reformbedürfteg ass, steet ganz séier ausser Fro. Net nëmme kann e Gesetz, dat aus der Postkutschenzäit staamt, wou et kee Radio, kee Fernseh, ganz sécher kee Computer, keen Internet a keng mobil Telefone gouf, jo guer keng Dispositiounen hunn, déi sech op esou Medie bezéien. Virun allem staamt dat Gesetz aus enger Zäit, an där d'Press vun der Politik nach als eppes a priori Geféierleches betruecht ginn ass, dat ee misst iwwerwaachen an an engem repressive Kader stellen. Net fir näischt ass de Focus vum alen Intitulé vum Gesetz jo op Delikter, déi kënnen um Wee vun der Press begaange ginn, an de Focus vum Text op d'Sproochbestëmmungen, déi esou Delikter betreffen. Wann eis Verfassung vun 1868, also ee Joer virun deem heitege Pressegesetz, nach e liberale Grondusaz hat, dann ass dat aalt Pressegesetz an der Logik vu senger Zäit dozou de repressive Pendant.

No der Verfassung vun 1868 ass d'Press fräi. Dat ass de Prinzip, deen nach bis haut gëllt an dee weiderhi wäert gëllen. Dëse Prinzip kann nëmmen ageschränkt ginn, wann héijer Interessen um Spill sinn, an zwar keng déi arbiträr bestëmmt ginn, mä déi och den Artikel 10 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun definéiert als solcher, déi d'Sécherheet vum Stat betreffen oder noutwendeg Restriktiounen an enger demokratescher Gesellschaft duerstellen. Dat bezitt sech zum Beispill op d'Reproduktioun, textuell oder graphesch, vun Handlungen, déi strofrechtlech sanktionéiert sinn.

Wann d'Press also am Prinzip fräi ass an d'Zensur ofgeschaaft ass an net ka rétabléiert ginn - dat steet an eiser Verfassung -, da muss se trotzdeem an engem gesetzleche Kader funktionéieren, deen der Press bestëmmte Rechter a Pflichten operleet. Net an där repressiver Perspektiv, mä an enger liberaler, déi d'Meenungsfräiheet an d'Ausdrocksfräiheet an de Vierdergrond stellt. Net fir näischt heescht jo och den neie Projet „Projet de loi relative à la liberté d'expression dans les médias".

Eng Rei Grënn hunn zu där Reform vun der Pressegesetzgebung gefouert, déi mer haut wäerte stëmmen. Den Alter vum ale Pressegesetz ass een dovun. Seng repressiv Inspiratioun, déi net méi kompatibel ass mat de Realitéite vun der Gesellschaft an der Mediewelt vun haut, ass en aneren. An ee weideren, net dee mannsten, ass, datt déi rezent Jurisprudenz vun der Cour européenne des Droits de l'Homme, déi op e puer Punkte contraire zur Lëtzebuerger Logik vum Ëmgank mat de Medien ass, an eis national Législatioun muss ëmgesat ginn.

De Rapporteur, den Här Laurent Mosar, huet de gréissten Deel vun den Explikatiounen, déi zum Hannergrond vum Gesetzesprojet musse geliwwert ginn, scho ginn. Ech wëll mengem Fraktiounskolleeg Laurent Mosar och d'Unerkennung vun der CSV-Fraktioun fir säi Rapport ausdrécken, deen e mat vill Engagement a Sachkenntnis verfaasst a virgedroen huet. De Rapporteur huet op objektiv Manéier duergeluecht, woufir dëst Gesetz elo néideg ass a woufir et déi Teneur kritt huet, an där et eis zum Vote haut virläit. Ech wëll also net op all Aspekter vun der Genèse an der Entwécklungsgeschicht vum Projet agoen. Vill méi sollten e puer vun deene wesentleche Charakterzich vum Projet zur Sprooch kommen, déi par rapport zur aktueller Rechtslag fundamental innovéieren, respektiv déi sech virun allem am Projet erëmfannen, well déi prudentiell Regelung vun de Mediebe-ruffer zu Lëtzebuerg net besonnesch entwéckelt ass.

De Projet, dat wëll ech nach eng Kéier ënnerstäichen, kritt vun eminenten europäeschen Experten an dëser Matière Modellcharackter zougesprach. Dat beleet d'Qualitéit vun engem Text, deen a laanger Concertatiounsaarbecht tëschent Regierung, Parlament, Statsrot an deene concernéierte Milieu säin definitiven Inhalt krut. Natierlech gouf sech bei der Conceptioun vum Projet un auslännesch Gesetzgebungen inspiréiert an et goufen Elementer aus verschiddenen europäesche Gesetzer an eise Projet iwwerholl. Dat mécht eist neit Pressegesetz zu engem eklekteschen Text, deen net 100%eg an enger Logik ugesiedelt ass, mä deen duerch eng Kombinatioun vu verschiddenen Approchen zur gesetzlecher Organisatioun vun der Presseaarbecht besonnesch op déi spezifesch lëtzebuergesch Realitéit adaptéiert ass. An: Dat neit Pressegesetz ass e seelen équilibréierten Text.

Equilibréiert tëschent de Rechter, déi d'Press an hir Mataarbechter mussen hunn, fir hirer Informatiounspflicht vun der Ëffentlechkeet an enger demokratescher Gesellschaft kënnen effikass nozekommen, engersäits, an dem Schutz vun de Bierger an den Institutioune géint Abusë vun der Press op där anerer Säit. De Projet formaliséiert Notiounen, déi eist Pressegesetz bis elo net um Pabeier kannt huet an erweidert esou den Aarbechtsinstrumentarium vum Journalist a säin Handlungsspillraum. Gläichzäiteg gëtt awer och de Respekt vun enger Rei fundamentale Rechter vun all Bierger am Projet festgeschriwwen an eng équilibréiert Artikulatioun tëschent der journalistescher Tätegkeet an der Ausdrocksfräiheet op där enger Säit an dem Schutz vum Privatliewen an dem Recht op Éier a Considératioun vun de Leit op där anerer Säit hiergestallt.

Eng besonnesch Opmierksamkeet koum während den Aarbechten an der Mediekommissioun dem Responsabilitéitsregime vun de Journalisten zou. Hei hat d'Regierung eng Approche ugeholl, déi vum Statsrot esou interpretéiert gouf, datt e Régime dérogatoire fir Journaliste sollt bei der ziviler Responsabilitéit gëllen oder op d'mannst datt de Risiko vun esou engem Régime dérogatoire kéint bestoen. D'Kommissioun huet sech schlussendlech dozou décidéiert, der Regierung op deem Punkt net nozegoen. Déi zivil Responsabilitéit vun de Journalisten, fir Feeler déi se beginn, muss intakt bleiwen. Dat versteet och déi Obligatioun, déi dat neit Gesetz formell operleet, fir Informatioune vrun enger Publikatioun ze vérifizéieren a sécher ze stellen, datt dat, wat se wëlle veröffentlechen, och stëmmt. Dat ass natierlech keng absolut Obligation de résultat. Esou eppes géif d'Presseaarbecht quasi onméiglech maachen. Mä et verlaangt vun de Journalisten eng Recherche, déi esou zolitt ass, datt se no der Recherche mussen dovunner ausgoen, datt dat, wat se veröffentlecht hunn, der Wourecht entsprécht.

Dës Obligation „de véracité et d'exactitude", wéi se offiziell heescht, fënnt hir Ergänzung, eng Zort Complément, wann Der wëllt, am Quelleschutz. De Quelleschutz ass am positive Lëtzebuerger Presserecht eng Innovatioun. Bis haut kennen a respektéiere mer en zwar, mä e steet a kengem Text. Et ass den Artikel 10 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun an d'Jurisprudenz vum europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff op der Basis vun deem Artikel, déi eis faktesch Haltung vum Quelleschutz bis haut bestëmmt hunn. Elo schreiwe mer en an d'Gesetz.

De Quelleschutz ass net dat Monster, wat verschiddener mengen drënner ze verstoen. Et ass am Géigendeel eng wichteg Garantie fir d'Qualitéit vun der journalistescher Aarbecht. E Journalist kéim ganz einfach net u bestëmmten Informatiounen, wann e misst déi Persoun öffentlech nennen, déi em déi Informatioune ginn huet. Doweinst muss een d'Quell formell schützen, d'Révélatioun vun hirer Identitéit gëtt an all Zort vu geriichtlechen oder polizeileschen Enquête verhënnert. Wa bei enger Enquête de Journalist oder den Editeur géif riskéieren d'Identitéit vun enger Quell oppen ze leeën, da refuséiert en d'Ausso.

De Quelleschutz, esou verstanen, ass awer kee Fräifahrtschäin fir all méiglech Manigancerien, déi eng net identifizéiert Quell wéilt géint iergendee Bierger oder iergendeng aner Institutioun inszenéieren. Dat allgemengt Strofrecht verhënnert, datt de Quelleschutz zu Dérapagë féiert. De Journalist mécht sech zum Kompliz vun där Strofdot, déi seng Quell begeet, wa se Mënschen an hirer Éier verletzen oder e gesellschaftleche Schued zoufügen. Dofir muss dann de Journalist sech veräntwerten, genee wéi en och eng zivil Responsabilitéit an esou Fäll huet, opgrond vun där en zu Schuedenersatz ka veruerteelt ginn. Schlussendlech fält souguer de Quelleschutz nom neie Gesetz, wann héijer Interesse vum Stat an der Sécherheet vun der Gesellschaft um Spill stinn. All dëst ass kompatibel mat der europäescher Mënscherechtskonventioun.

Grad wéinst der Kombinatioun vu Quelleschutz a Responsabilitéit war et néideg, d'Artikelen 1382 an 1383 vum Code civil fir d'Journaliste voll inhaltlech uwendbar ze loossen. Esou kann nämlech verhënnert ginn, datt total Impunitéit fir e Journalist a seng Quell bestéing, wa se onhaltbar Behaaptungen an d'Welt setzen, déi Leit Schued zoufügen. E vollstännege Responsabilitéitsregime fir Journalisten ass deemno en noutwendege Pendant zur gesetzlecher Festschreiwung vum Quelleschutz. Nëmmen op dës Manéier gëtt de responsabelen Ëmgank mat anonyme Quellen an alle Fäll sécher gestallt.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

E Régime dérogatoire zu den Artikelen 1382 an 1383 vum Code civil, wéi Verschiddener ganz am Ufank vun der Redaktioun vum Projet de loi gefuerdert haten, hätt och aner Beruffer dozou beweegt, esou e Regime ze beasproochen, wat zu engem an engem Rechtsstat net virstellbarem Morcellement vu Responsabilitéitsregimer gefouert hätt. Et bleift also bei der Uwendung vun deenen Artikelen 1382 an 1383 vum Code civil, wéi den Här Rapporteur dat elo virdru gesot huet. Mä et sief awer dobäi gesot, datt déi Artikele musse vun de Geriichter au vu vun der spezifescher Natur vun der Pressefräiheet ugewannt ginn. En einfache Feeler, la faute la plus simple, la plus légère fir d'zivil Responsabilitéit vum Journalist oder vum Editeur kënnen ze sanktionéieren, ass net méiglech. Et brauch een hei eng Faute suffisamment caractérisée, e richtege Feeler.

Här President, e puer Wierder wéilt ech och dem Äntwertrecht widmen. Dat gëtt nämlech och reforméiert, an zwar virun allem esou, datt et sech op eng uniform Manéier op all Medie kann applizéieren.

Bis elo war dat formellt Äntwertrecht eng Affär, déi sech op d'Printmedien applizéiert huet. Mat deem neie Gesetz weide mer op all Zort vu Medien aus: Radio, Fernseh, Internet, E-mail a Mobiltelephonie an op all aner technologesch Spillaarte vum Medieberuff, déi an der Zukunft nach kënnen entstoen. Deeselwechte Prinzip fënnt deemno iwwerall Uwendung an dee Prinzip laut: Eng falsch Informatioun muss redresséiert ginn, an zwar an deemselwechte Medium an op déiselwecht Manéier, wéi déi Informatioun presentéiert ginn ass. Bei den audiovisuelle Medien exercéiert de Bierger, deen äntwert, säi Recht am Fong net selwer, mä duerch e Journalist, deen d'Géigenduerstellung muss zu deem Zäitpunkt an an där Emissioun bréngen, wou och déi contestéiert éischt Informatioun bruecht gouf.

E weideren Aspekt vum Äntwertrecht am neie Gesetz ass den Droit d'information postérieure, dee mer elo aféieren. Et ass am Fong méi eng Obligatioun fir de Journalist, well e verflicht gëtt, vum selwen an ouni äusser Suggestioun eng Informatioun ze redresséieren, wann e gewuer gëtt, datt e Sachverhalt falsch duergestallt gouf an eng Tatsaach sech anescht duerstellt, wéi de Journalist dat bruecht hat.

Och a grad bei Strofprozesser ass dat eng noutwendeg Neierung, well an der éischter Duerstellung vun esou engem Prozess a sengem oder senge Beschëllegten dacks d'Impressioun entstoe kéint, datt dës Leit scho schëlleg sinn, ier de Riichter en Uerteel gesprach huet. Dat ass natierlech falsch an d'Gesetz consacréiert och formell de Respekt vun der Onscholdsvermutung, andeems et der Press bis zu engem Uerteel operleet drop hinzeweisen, datt e Beschëllegten net schëlleg gesprach ass bis de Riichter dat esou befënnt.

Well awer trotzdeem d'Impressioun entstoe kënnt, de Beschëllegte wier souwisou schëlleg, gëtt d'Press elo verflicht och iwwert de weidere Verlaf a virun allem iwwert d'Uerteeler vu Prozesser ze berichten, deenen hiren Ufank si behandelt hunn. Esou gëtt sëchergestallt, datt eng objektiv öffentlech Duerstellung vu Strofprozesser stattfënnt an datt Leit, deenen hir Schold an engem Prozess net bewise gëtt, och an der Öffentlechkeet als onschëlleg duergestallt ginn.

Dann, Här President, erlaabt mer e puer Sätz iwwert d'Déontologie vun der Press. Et gëtt zu dësem Zäitpunkt kee reelle Code de déontologie fir d'Beruffer vun der Press. Dat ass bedauerlech a mir géifen eis wënschen, datt deen Zoustand sech an der noer Zukunft ännert, fir datt gegebenefalls spéiderhin eng Rei vu Bestëmmungen am Gesetz kéinten esou ofgeännert ginn, datt se just nach misste subsidiaresch wierken, während d'Press sech selwer an hire professionellen Démarchë géif kontrolléieren.

Mir hunn awer nach kee Code de déontologie am eigentleche Sënn vum Wuert. Deen neie Presserot, dee weiderhi paritéitesch vu Journalisten an Editeure wäert besat sinn, muss sech der Aufgab unhuelen, esou e Code ze entwéckelen. Ech selwer a meng Fraktioun sinn nämlech der Meenung, datt, wéi all fräi Beruffer, och déi vum Journalist a vum Editeur sollten esou fonctionnéieren, datt eng wäitreechend prudentiell Autoregulatioun hiert Verhale regéiert.

Déi verantwortlech Ausübung vum Journalisteberuff, deen e considérablen Afloss op d'öffentlech Meenung ausübt, verlaangt, datt déi Betraffen och gewëllt si sech selwer verflichtend Verhalensregelen ze ginn. Natierlech wësse mer, datt de Grad vu Contraignance vun esou Regelen dovunner ofhänkt, ob de Presserot ka verflichtend Reglementer géigeniwwer vun de Beruffer, déi en iwwerwaacht, erloossen. Dee Problem befënnt sech jo um Wee vun der Klärung.

Här President, et schéngt wéi wa verschidden Editeure Problemer mat der Transparenz hätten, dat heescht mat der Verflichtung fir d'Aktionären - an dann nach net all, nëmmen déi déi méi wéi 25% hunn - an d'Identitéit vun de Membere vum Verwaltungsrot ze publizéieren. Ech froe mech, ob se eppes do ze fäerten hunn, well net all Editeuren hei am Land sech dëser Bestëmmung opposéiert hunn.

Wéinst der Influenz vun der Press op d'Meenungsbildung ass dës Transparenzbestëmmung noutwendeg. Dës Transparenz op all kommerziell Gesellschaften auszeweiden - wéi et haut an engem Leitartikel steet - ass dofir net ubruecht. Ech wëll awer hei soen, datt Gesellschaften, déi op der Bourse côtéiert sinn, dat heescht wou jidderee kann dran investéieren, eng vill méi wäitgräifend Informatiounsflicht hu wat hiert Aktionariat an d'Idenditéit vun hire Membere vun hirem Verwaltungsrot an esouguer vun hirem Management ugeet; dat gouf net an deem Leitartikel geschriwwen, hätt awer sollte vollständegkeetshalber drastoen.

Schliesslech, Här President, verknäifen ech mer net e puer Bemierkungen zu deene Phenomeenen, déi sech am Endspurt virum Vote vun dësem Projet esou zougedroen hunn. Ech wëll ënnersträichen, datt seelen esou e Projet esou laang, esou déif an esou komplett analyséiert, amendéiert a mat deene betraffene Beruffer diskutéiert gouf. Et ass e Projet, dee vun dëse Beruffer ugereegt gouf an dee si wollten hunn a mat deem déi iwwergrouss Majoritéit vun de Lëtzebuerger Journalisten an Editeuren och duerchaus zefridden ass.

Ganz zum Schluss vun de Virbereedungsaarbechten allerdéngs hu sech gewësse journalistesch a verlegeresch Kreeser nach eng Kéier géint dëse Projet opgebeemt, wat éischtens verwonnert huet an zweetens nun awer definitiv ze spéit war. Ech wëll also festhalen, datt trotz der Opposition de dernière minute vun e puer Elementer aus der Presselandschaft keng Rieds doriwwer ka goen, datt onzoulänglech Consultatioune gefouert goufen. Déi Streefeier, déi mer zum Schluss nach erlieft hunn, waren isoléiert Erscheinungen, deenen een net méi Wäert soll bäimoossen, wéi se hunn - an dat ass net vill.

De virleiende Projet ass en Text, dee Lëtzebuerg an d'Modernitéit vum Presserecht féiert. Als solleche begréissen ech selwer a meng Fraktioun en a wäerten e selbstverständlech stëmmen. De Projet ass eng gelonge Verbindung vun Dispositiounen, déi d'Ausdrocksfräiheet an der Press stäerken, a Bestëmmungen, déi d'Bierger an hirem Privatliewen an an hirer Éier géint ongerechtfäerdegt Attacke schützen. Mam Vote vun dësem Projet kritt d'Lëtzebuerger Press en Instrument an d'Hänn, mat deem d'Ausübung vun de Presseberuffer méi kloer a méi transparent gëtt. Mir maachen der Press Vertraue mam Vote vun dësem Projet a mir sinn iwwerzeegt, datt se mat dësem Vertrauen och esou ëmgeet, datt d'Qualitéit vun der Presseaarbecht an eisem Land doduerch nach besser gëtt.

Merci.

Plusieurs voix.-Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Den nächste Riedner ass den Här Bodry. Dir hutt d'Wuert, Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech menge bei all de Gesetzer, déi een hei an der Chamber mécht - an d'Regierung misst dat eigentlech bei al Reglement maachen, dat se hëlt - muss ee sech d'Virfro stellen: Brauche mer e Gesetz? Brauche mer eng Réglementatioun an enger bestëmmtener Matière? An esou musse mer eis och eng Virfro hei stellen: Brauche mer en neit Pressegesetz? Brauche mer e Gesetzestext, deen hei zu Lëtzebuerg d'Presseaarbecht an d'Ausübung vun der Pressefräiheet regelt?

Mir hunn eng Verfassung mat engem Artikel 24, déi d'Grondprinzipper festleet. Mir hunn e Gesetz vum Juli 1869 iwwert d'Press an d'Delikter, déi duerch déi verschidde Publikatiounsmëttele vollbruecht ginn. Mir hunn e Gesetz iwwert d'Pressehëllef a mir hunn natierlech och eng Rëtsch international Konventiounen a besonnesch déi europäesch Konventioun vun de Mënscherechter an déi Jurispru-

denz, déi sech ronderëm déi Konventioun opgebaut huet.

Als LSAP, nodeem mer déi Fro aviséiert hunn, soe mer: Jo, mir brauchen en neit Gesetz, well en neit Gesetz an där heite Matière nëtzlech ass. Och wann ee muss soen, dass d'Urgence, déi viru Joren do war, haut net méi an deemselwechte Mooss ass, wéi dat nach viru fënnef, sechs Joer de Fall war. Déi Urgence ass deemools komm duerch eng ganz Rëtsch vun Uerteeler hei zu Lëtzebuerg respektiv Jurisprudenze vun dem Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter, wou ee gemierkt huet, dass Problemer besti bei Interpretatioune vun den Texter an dass déi Interpretatioun, déi d'Lëtzebuerger Geriichter gemaach hunn, net onbedéngt déi war, déi vum Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter gemaach ginn ass, wat d'Ausübung vun der Pressefräiheet oder wat de Quelleschutz zum Beispill ugeet, wat awer zentral Punkte si vun der Ausübung vun der Presseaarbecht hei zu Lëtzebuerg.

Et war also en Zwang do fir ze handelen an et war och net d'Politik déi um Ursprong war vun där heiter Initiativ, mä et muss ee soen, dass et haaptsächlech d'Press a besonnesch d'Journalisteverbänn waren, déi jorelaang gefuerdert hunn, dass en neit Gesetz sollt kommen, well eben en Handlungsbedarf sengerzäit bestanen huet. Dat ass och haut sécherlech net falsch, och wann haut, wéi gesot, d'Urgence eng aner ass wéi virdrun, well och eis Geriichter entre-temps sech plus ou moins där europäescher Jurisprudenz ugepasst hunn.

Et ass awer e Fait, dass dat eng Matière ass, déi en évolution ass a sécherlech och nach bleift, souguer och nach wa mer deen heiten Text verabschiet hunn; an dat ass och gutt esou. Et soll een ni eng Situatioun figéieren oder festschreiwen, ouni dass eng Adaptatioun méiglech war.

Et muss een och wëssen, dass iwwer laang Zäit, iwwer Joren een och den Androck hat, als een dee mat an deenen Aarbechten implizéiert war um Niveau vum Parlament, zum Deel och an der viregter Regierung, dass och e Grondkonsensus bestanen huet iwwert déi wesentlech Ausriichtung vun engem neie Pressegesetz. Déi lescht Méint, déi lescht Wochen hu gewisen, dass dee Konsensus net méi an deemselwechte Mooss bestanen huet; dass et eng ganz Rëtsch vu Punkte gëtt, wou sech divergent Meenunge breet gemaach hunn.

Et kann ee bedaueren, dass dat esou spéit zustane komm ass, mä et bleift awer, mengen ech, d'Fro, ob déi Kritike berechtegt sinn, jo oder neen, a wa se berechtegt sinn, egal zu wat fir engem Zäitpunkt dass se geäussert sinn, da musse se seriö gepréift ginn an da muss och deementspriechend nogebessert ginn.

Wann ech kucke wat mer haut als Text virleien hunn opgrond vun deenen intensiven Aarbechten, déi op Regierungsniveau, um Niveau vun de Presseorganer gefouert gi sinn, déi de Conseil d'État gefouert huet mat engem ganz fondéierten Avis zu deem Ganzen, déi an der zoustänneger Kommissioun gefouert gi sinn - mir hate jo och en Débat d'orientation iwwert déi dote Fro virun e puer Joer hei an der Chamber -, da gesäit een, dass mer awer u sech en uerdentlechen Text hei hunn, dee sécherlech net perfekt ass, dat behaapt keen, souguer de Rapporteur huet dat hei net gemaach, deem ech och wëll am Numm vu menger Fraktioun awer fir seng Aarbecht hei félicitéieren. Et ass kee perfekten Text, mä awer en Text dee fir de Moment zumindest d'Strooss hält.

En Text, dat géif ech soen, deen en éierleche Versuch duerstellt, déi konvergent an heiansdo divergent Intérêtë vun deenen eenzelne Gruppen, déi duerch deen heiten Text betraff sinn, op e minimale gemeinsamen Nenner ze bréngen. Dat ass eng einfach Saach. Dat hei ass eng delikat Matière, et ass eng vun deene sensibelste Matièren iwwerhaapt an engem demokratesche Stat, well et hei drëm geet, d'Grondrecht vun der fräier Meenungsäusserung an och d'Kontrollfonctioun, déi och d'Press auszeüben huet op de Fonctionnement vum Stat a vun den Institutiounen, eigentlech héichzehalen a gläichzäiteg awer och dofir ze suergen, dass aner Grondfräiheeten a Grondrechter net mat Féiss getréppelt ginn. Et ass also drëm gaange fir deen delikaten Equiliber tëschent engem Grondrecht, dem Recht op fräi Meenungsäusserung, dem Recht op eng fräi Press, an Aklang ze bréngë mat aneren, och respektable Grondrechter, wéi zum Beispill de Schutz vun der Privatsphär, fir nëmmen eent hei opzezielen.

Datselwecht geschitt eigentlech och schonn haut an internationale Konventiounen. Am Artikel 10 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun gëtt jo och dee gläiche Versuch eigentlech gemaach, wou d'Pressefräiheet ganz héich gestallt gëtt, mä wou och gesot gëtt, déi kann awer duerch d'Gesetz ageschränkt gi wann en aneren héijeren öffentlechen Intérêt virläit, wann et drëm geet fir d'Autoritéit an d'Onofhängegkeet vun der Justiz héichzehalen oder wann et drëm geet fir de Schutz vun de Rechter a vum Ruff vun eenzelne Persounen ze garantéieren.

An deem Gläichgewiicht do spillt natierlech eng Fro eng zentral Roll, an dat ass och schonn aus den Interventioune vun de Virriedner ervirgaangen. Dat ass d'Fro vun der Responsabilitéit, d'Haftungsrecht an deem spezifeschen Domän vun der Presseaarbecht, wou wuel déi zivilrechtlech wéi awer och déi strofrechtlech Aspekter hei matspillen. Dat war och während laange Joren eigentlech den Diskussiounspunkt an deen ass, drolegerweis géif ech soen, an deene leschte Méint urplötzlech aus den Diskussioune verschwonnen.

A wat fir eng Léisung huet sech d'Kommissioun erabeweegt? Ech muss soen, d'Kommissioun huet hei de Regierungstext ofgeännert. Et war kloer d'Optioun - an déi ass gedroe gi praktesch op alle Bänken -, dass een hei sollt um Droit commun vun der Responsabilité civile am Artikel 1382 an 1383 vum Code civil festhalen, net vun deem ofwäichen. Well mer der Meenung waren, dass eigentlech duerch d'Applikatioun, déi d'Geriichter, och ënnert dem Liicht vun der europäescher Jurisprudenz, vun deem Text maachen, deen Text eigentlech der Press an deene Leit, déi vun der Press sech geschiedegt fillen, optimal Garantië gëtt. Do fanne mer eigentlech déi Iddi vun deem Gläichgewiicht tëschent divergenten Intérêten a Grondrechter erëm.

Doduerjer dass mer hei och kee spezifeschen Text virgesinn, deen noutgedrongenerweis figéiert ass, deen nëmmen d'Situatioun vun haut ka richteg ëmschreiwen, maache mer och déi heite Matière op fir weider Entwécklungen, jurisprudentiell Entwécklungen an deenen nächste Joren opgrond vun der Interpretatioun och vun der europäescher Mënscherechtskonventioun a besonnesch an hirem Artikel 10. Et war also och déi Sich no deem Gläichgewiicht, déi d'Kommissioun dozou bewogen huet, wéi de Conseil d'État dat mat Vigueur eigentlech gefrot huet och vum Parlament, de Regierungstext net ze iwwerhuelen, den Artikel 23 vum urspréngleche Projet de loi ze sträichen an domadder eigentlech den Droit commun vun der Responsabilité civile hei voll zur Geltung kommen ze loossen.

Mir hunn eis déi Décisioun net einfach gemaach. Mir hunn eis mat Expertë getraff. Dat war ee ganz flotten Disput, deen do stattfonnt huet virun enger Rei vu Jore schonn a wou effektiv zwou verschidde Konzeptiounen eigentlech openee getraff sinn: déi vum Lëtzebuerger Recht, vun der Responsabilité civile op där enger Säit, an déi vun der europäescher Konventioun, déi eigentlech d'Pressefräiheet liicht méi héich an der Ranguerdnung aschätzt wéi aner Fräiheeten, wat mir eigentlech an deem Mooss an eisem Rechtsopfaassen net esou kënnen deelen, wat och net eise Grondprinzipie vun der Interpretatioun vun de Grondrechter hei am Land entsprécht.

Mir haten et och net onbedéngt einfach als Politiker. Well de Politiker ass jo eigentlech an där heiter Fro op där enger Säit oft Kompliz vun der Press, Notznéisser och vun der Press, mä am selwechte Moment a gläich duerno kann en och Victime si vun enger gewësser Presseaarbecht, déi gemaach gëtt, an dat war och, mengen ech, ëmmer allgéigewäerteg an deenen Diskussiounen, déi mir an der Kommissioun selwer gefouert hunn. Dat erkläert och, dass eng Rei vun Ofstëmmungen op Detailpunkten net onbedéngt no der Parteizougehéieregkeet oder der Fraktiounszougehéieregkeet ofgezu si ginn, mä dass eis Ofstëmmungen eigentlech oft e perséinlecht Gefill vun deem eenzelne Member vun der Kommissioun erëmginn hunn. Dofir eegent sech och deen heiten Text net fir parteipolitesch Polemik, an ech si frou, dass dat bis elo och esou bliwwen ass.

Et ass och esou, dass mer mat eisen Aarbechten net ouni doucen Drock ware vu baussen. Hei si Lobbyen täteg gewiescht am Virfeld, an déi Lobbye waren och täteg bis zum Schluss, déi legitimerweis hir Intérêtë probéiert hu maximal duerchzesetzen. Dat waren d'Journalisten, iwwert hir Vereenegungen, dat waren d'Editeuren, et waren och aner Gruppen, déi sech gemellt hunn an där heiter Fro, an déi wollte bis zum Schluss nach Ofännerunge kréien an deem engen oder anere Punkt, fir hir Positioun méi staark ze maachen an deem heiten Text. Och do, mengen ech, dass mer et awer fäerdeg bruecht hunn, och bis zum Schluss deen Equilibersgedanken do oprecht ze halen.

Och wa mer - an dat ass fir eis Fraktioun och wichteg - fir d'Zukunft kloer maachen, dass mer opbleiwe fir Ännerungen, wa se dann néideg sinn opgrond vun där Entwécklung, déi sech an deenen nächste Jore wäert maachen, vun der praktescher Uwendung vun deem heiten Text, wou kee weess wéi dat genau wäert lafen. Besonnesch awer och wann, wat en Optrag ass vun deem neie Conseil de Presse, dee Conseil de Presse sech effektiv e Code de déontologie gëtt an dann d'Méiglechkeet besteet, effektiv eng Entschlackung vun deem Gesetzestext hei ze maachen, an, ähnlech wéi dat an anere Beruffsgruppen de Fall ass, déi doten Detailfroe vu Rechter a Flichten eigentlech regelen ze loossen ënnert dem Contrôle natierlech vum Parlament an ënnert deem Mooss, wou d'Parlament dat zouléisst.

Mä et soll een awer net eis Gesetzestexter iwwerfrachte mat Regelen, déi sech awer och musse kënnen entwéckelen an de Joren. Dat ass méi einfach wann een dat duerch de Beruffsgrupp selwer maache léisst, an dofir ass et fir eis och ganz wichteg, dass mer dohinner gaange sinn a mir hunn aus enger fakultativer Missioun vun deem Conseil de Presse, wéi d'Regierung et an hirem Text virgeschloen hat, eng obligatoresch Missioun gemaach. Natierlech ouni Sanktiounen, wat kënnt sinn, mä awer de Conseil de Presse huet duerch eisen Text hei d'Missioun, sech e Code de déontologie ze ginn. A mir kënnen nëmmen och vun eiser Säit aus insistéieren, dass se dat dote solle maachen, besonnesch wa se net wëllen, dass sech de Législateur an d'Exekutiv mussen an hir intern Affären améschen, wat ni gutt ass an engem demokratesche Stat, wat ëmmer nëmme kann eng provisoresch Moossnam sinn, wann aner Mechanismen net esou fonctionnéiere wéi ee sech dat kënnt virstellen.

Ech wëll och soen, dass mat Recht an den Diskussiounen, besonnesch awer och an där Motioun, déi elo virläit, déi meng Partei mat ënnerstëtzt an och iwwer meng Persoun mat ënnerschriwwe ginn ass, gefrot gëtt, dass nach soll ee wichtegen Domän an Zukunft geregelt ginn, dat ass dee vum Accès zu den Informatiounen. Dat gëllt fir d'Journalisten, mä, ech betounen dat awer, net nëmme fir d'Journalisten. Et ass fir eis Partei och ganz wichteg dass kloergestallt gëtt, wat fir en Accès de Bierger zu den Informatiounen huet. D'Recht op Informatioun vum Bierger, dat däerf net nëmmen e passiivt Recht si vum Bierger, mä dat muss een aktiivt Recht gi vum Bierger.

Mir hunn et an engem Domän hei am Land geregelt opgrond vum europäeschen Text, dat ass am Beräich vun den Ëmweltinformatiounen, wou de fräien Accès zu den Informatioune geregelt ass. Mir hunn et drolecherweis net gemaach an allen anere Beräicher, wou et keng legislativ Regele gëtt, an ech hu viru véier Joer eng Proposition de loi zu deem doten Thema abruecht, wou mer als Partei eben dee fräien Zougank zu den Informatioune wëlle festschreiwen a wou mer am Detail och soen, wéi dat an der Praxis muss geschéien. Ech muss feststellen, dass leider während véier Joer d'Regierung sech net konnt dozou opraffen, fir och nëmmen eng Prise de position zu menger Proposition de loi eranzereechen, an ech hoffen dass déi nächst Regierung op deem dote Feld méi Initiativgeescht weist, wéi dës Regierung dat während fënnef Joer elo gemaach huet. Et ass e wichtege Punkt.

D'Obligatioun vun Transparenz am Fonctionnement vum Stat, vum öffentleche Secteur, an et ass also wichteg, dass do Neel mat Käpp gemaach ginn an deenen nächste Joren, dat am Zesummenhank vläicht och vun deem Bilan no dräi Joer, d'Applikatioun vun deem heiten Text, fir op deem wesentleche Punkt do nach virunzekommen, wéi och mat Recht drop higewise gëtt, dass et wichteg ass, dass mer och eng Léisung fanne wat den Dateschutz an d'Datebanken ugeet, wat e ganz sensible Punkt ass, wou ee muss oppassen net ze vill Ausnahmeregelungen ze maachen a wou mer jo och en ähnleche Problem elo an enger anerer Hinsicht entdeckt hu beim Gesetzesprojet iwwert d'Reform vum Service de renseignement, wou de Conseil d'État mat Recht an no him och nach mat vill méi Vigueur eis national Kommissioun fir Mënscherechter op déi Problematik higewisen hunn, dass wann ee Secretë festleet, dass dann natierlech och eng journalistesch Aarbecht ganz schwéier gëtt, wann d'Journalisten och ënnert déi Stroofbestëmmunge falen. Leider war et net méiglech déi Fro méi auszediskutéieren, wat de Service de renseignement ugeet. Dat ass awer eng ganz wesentlech Fro an et ass also och wichteg, dass en nächst Parlament, eng nächst Regierung sech intensiv mat deem doten Dossier, deen onerleedegte Volet vun eiser Aarbecht nach befaasst. Mä dat soll eis net dovunner ofhalen, deen heiten Text zu Enn ze diskutéieren an och ofzestëmmen.

E puer Wuert zu deem Text hei aus der Siicht vun de Journalisten. D'Mady Delvaux kuckt dat Ganzt méi aus der Siicht vun de Bierger, där hir Lobby vläicht net esou vertratt ass, sief et gesäit een d'Chamber als Lobby vun de Bierger. Wou et awer wichteg ass, dass een deen heiten Text net nëmme gesäit als Text fir d'Press, mä awer och als Text fir de Bierger. Dat ass erëm déi Fro vum Equiliber, déi hei wichteg ass. Ech kucken also wierklech a kuerzer Form déi puer Punkten, déi d'Journaliste méi betreffen a wou och de Rapporteur schonn am Detail drop ze sprieche komm ass.

Wat hei gemaach gëtt ass de Versuch, et ass déi grouss Differenz zum alen Text vun 1869, deen eng méi repressiv Optik hat. Dat ass, dass hei d'Rechter an d'Flichte vum Journalist probéiert ginn ze ëmschreiwen, Froen, déi zu engem groussen Deel eigentlech an de Code de déontologie gehéieren, deen awer an där Form zu Lëtzebuerg net besteet.

D'Definitioun vum Journalist ass och e ganz wesentleche Punkt. Do gëtt ee lassgekoppelt vum Besëtz vun enger Pressekaart, mä et gëtt gesot, wann en eng journalistesch Aarbecht mécht, dann ass en e Journalist, egal ob en eng Pressekaart huet oder ob e keng huet. Da sinn déi Bestëmmungen him applicabel.

Wichteg schéngt mer och ze sinn, dass d'Autorerechter ofgeséchert gi mat der néideger Flexibilitéit. Et ass hei gesot ginn, selbstverständlech leet d'Gesetz de Prinzip fest. Näischt verhënnert, dass an engem kontraktuelle Verhältnis Journalist/Editeur dann am Detail geregelt gëtt, wéi dat an deem spezifesche Fall ausgesäit.

Quelleschutz, ass gesot ginn, gëtt gesetzlech geregelt, ass och haut duerch d'Jurisprudenz schonn unerkannt, mä ass awer wichteg, notamment opgrond vun deenen Incidenten, déi mer a leschter Zäit hei zu Lëtzebuerg op deem dote Punkt haten, fir dass mer dat kloer an de Gesetzestext aschreiwen.

An dann, wéi gesot, den zentrale Punkt vun der Responsabilitéit, wou d'Regierung wollt en direkte Lien maachen tëschent deene Rechter a Flichten, déi am Gesetz opgezielt sinn, wou d'Kommissioun awer no engem sorgfältegen Ofweie vun deenen eenzelnen Argumenter dozou iwwergaangen ass, fir deen dote Passus ganz aus dem Text ze sträichen, well mer der Meenung sinn, dass et méi richteg ass fir op dem Droit commun ze bleiwen. Firwat? Ech wëll mech hei inspiréieren un deene véier Argumenter, déi sengerzäit de Georges Raverani, President vum Verwaltungsgeriicht vu Lëtzebuerg an ee vun de Spezialisten vun dem Haftungsrecht zu Lëtzebuerg, an Diskussioune mat eiser Kommissioun ervirgehuewen huet. Et si véier Grënn, menger Usiicht no, déi dofir plädéieren, dass een net ee spezifesche Responsabilitéitssystem fir d'Press hei opbaut.

Éischte Grond ass deen, dass dat eigentlech e Friemkierper wär an eisem allgemenge Rechtssystem vun der Responsabilitéit.

Zweetens ass et esou, dass den aktuelle System mat der Jurisprudenz alles ofdeckt. Et gëtt also kee Grond, do nach zousätzlech eppes wëllen dobäi ze praffen.

Drëtte Grond ass deen, dass déi Reform riskéiert laanscht d'Zil erauszeschéissen.

A véierte Grond ass deen, dass et geféierlech wär op esou e Wee ze goen, well doduerch géif de System figéiert ginn an e kënnt sech net méi zesumme mat der internationaler Jurisprudenz entwéckelen.

Et ass och esou, dass, mat wéinegen Ausnahmen, awer esou spezifesch Regimer an der Responsabilitéit ëmmer am Sënn si vun der Verbesserung vun der Situatioun vun deenen, déi sech geschiedegt fillen, an net däerfen eigentlech am Sënn si vun deenen, déi de Schued verursaacht hunn. Alles dat sinn Argumenter, déi mer zu 100% deelen, an dofir si mer d'accord dass mer op deen dote Wee ginn.

Datselwecht gëllt fir d'Responsabilité en cascade, déi mer hunn, déi

aus historescher Ursaach gewuess ass, mä wou mer der Meenung sinn, wann een d'Situatioun haut kuckt, dass déi Argumenter vun deemools eigentlech haut och net esou falsch sinn, dass een also net soll op de Wee goe wéi d'Regierung dat préconiséiert hat an eng Responsabilité solidaire tëschent dem Auteur an deem Editeur anzeféieren, mä dass soll déi Cascade bestoe bleiwen, dass u sech de Collaborateur responsabel ass, a wann deen net bekannt ass, ass et den Editeur, a wann deen net bekannt ass, dann ass et den Diffuseur.

Och do hu mer eis leede gelooss vum Prinzip, dass ee muss vun der Victime ausgoen, dass soll hir Situatioun eigentlech ausschlaggebend sinn, fir ze kucken dass deejéinegen, dee geschiedegt ass, zu senge Rechter kënnt. An da fanne mer hei eng Rei vu strofrechtleche Bestëmmungen, déi awer deelweis och der spezifescher Situatioun vun der Press Rechnung droen. Dat maache mer zum Beispill duerch en Zousaz, deen an den Artikel 443 vum Code pénal iwwert d'Calomnie an d'Informatioun erakënnt, fir eben där spezieller Aufgab vun der Press Rechnung ze droen.

Wann ech also elo kuerz den Iwwerschlag maachen, si mir der Meenung, dass mat aller berechtegter Kritik op deem engen oder deem aneren Detailpunkt et esou ass, dass global gesinn deen heiten Text an der Rei ass; dass en an déi richteg Richtung geet. Dass mer der Meenung sinn, dass mer mussen eis d'Dier ophale fir weider Modifikatiounen, Adaptatiounen ze maachen opgrond vun der praktescher Uwendung vun deem heiten Text; dass d'Zil muss sinn eng Erliichterung, eng Oplackerung vun deem heiten Text ze kréien. Mir hunn effektiv dat längst Pressegesetz wäit a breet. Dat muss net onbedéngt sinn, mä dat hänkt ebe vun der Stäerkt of vun dem Journalisteverband, vun de Presseorganer alleguer, fir sech gemeinsam eben eens ze setzen op eng Rei vu Regelen.

Wann dat geschitt, wat mer wënschen, da brauche mer keen esou e laangen Text, mä bis dohinner ass et schonn nëtzlech esou en Text ze hunn an dofir wäert d'LSAP-Fraktioun och geschlossen deen heiten Text stëmmen.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger agedroen. Den Här Rippinger huet d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech misst haut dëst Parlament sech freeën a vläicht och kënnen e bësse stolz sinn - dat Parlament, wat esou oft kritiséiert gëtt -, e Gesetz ze änneren wat méi wéi 130 Joer al ass. An et net nëmmen einfach ze änneren, mä awer och dorauser e gutt Gesetz ze maachen, wat net nëmme fir d'Journalisten ass, aus eiser Siicht, mä awer och fir de Bierger e Gesetz, wat adaptéiert ass un d'21. Jorhonnert.

Wa mer dann dat noliesen, wat d'Press doriwwer geschriwwen huet nach de 7. Januar vun dësem Joer bei dem Empfang vun de Journalisten zum Neie Joer: „Und noch immer kein Pressegesetz. Auch dieses Jahr waren die Neujahrsreden beim Presseempfang vom Dauerbrenner Pressegesetz geprägt und der Präsident des Presserates, Josy Lorent, meinte denn auch gleich vorweg: 'Elo geet et duer.'", wann een dat also liest, da gesäit een an et kann ee schonn direkt op d'Fro äntwerten, déi ee sech awer, menger Meenung no, onbedéngt ganz am Ufank muss stellen: Brauche mer een neit Pressegesetz a brauche mer et virun allem elo?

D'Änwert ass zweemol aus eiser Siicht e kloert Jo. Net nëmmen, well dat Pressegesetz vun 1869 ass, mä well awer besonnesch an deene leschten 20, 25 Joer sech eng Jurisprudenz breet gemaach huet, déi natierlech och achséiert ass op den Artikel 10 vun der Mënscherechtskonventioun, an eng Jurisprudenz sech breet gemaach huet also fir dat Gesetz ze interpretéieren, auszeleeën, ze complétéieren, a wa mer bis op deem Punkt sinn, da muss een higoen an d'Gesetz änneren.

Et ass e bëssen erstaunlech, dass sou wéineg Beméiunge vum Gesetzgeber gemaach si ginn an deenen 130 Joer, obschonn et eng ganz Rei vun Editeurs- a Journalistevereenegunge ginn ass, déi ëmmer erëm Drock gemaach hunn. Dofir ass et vläicht interessant ze wëssen, dass 1984 de Pierre Werner eng Spezialkommissioun an d'Liewe geruff huet, wou Représentantë vun der Regierung, vum Parquet an zwou Journalistenassociatioune chargéiert goufen, den alen Text ze iwwerschaffen. Et konnt awer deemools keen Accord fonnt ginn.

De Statsminister Santer hat den 10. Februar 1988 e Gesetzesprojet déposéiert, mat deem awer nëmmen den Artikel 23 vum Gesetz vun 1869, wou et ëm den Droit de réponse geet, op aner Medie wéi just op d'Press sollt ausgedehnt ginn. De Statsrot hat deemols gemengt, dee Projet géif zu enger Restriction injustifiée des droits de défense de l'individu féieren, dofir ass deen abandonnéiert ginn. En ass och am Joer 2003 vum Rôle geholl ginn.

1997 huet de Conseil de Presse mat sengem deemolege President Henri Grethen en Avis iwwert d'Modernisatioun vum Gesetz vun 1869 rédigéiert, an opgrond vun deem Avis ass d'Reform vum Pressegesetz nees serió op de Métier geholl ginn.

Ech kann nëmmen am Numm vun eiser Fraktioun, fir dëst Gesetz, dat mer méi wéi véier Joer an der Chamber hei an der zouständeger Kommissioun diskutéiert hunn, jiddfereen, dee seng Responsabilitéit geholl huet, ganz häerzlech félicitéieren: d'Regierung mat deenen zouständege Ministeren, d'Parlament an de Conseil d'État. Mir hate laang, interessant, déifgräifend Diskussiounen. Meng ganz besonnesch Félicitatioune ginn awer un de President a Rapporteur, de Laurent Mosar, deen hei eng excellent Aarbecht gemaach huet. A wat mer besonnesch gefall huet, mir hunn an där Kommissioun net ëmmer der Regierung cédéiert, wa se gär eppes gehat hätt, a mir hunn deen Text aneschters erausginn, wéi en erakomm ass. Dat heescht, mir hunn op d'mannst 32 Amendementer erabruecht, sou dass mer dat Gesetz awer ganz staark konnte verbesseren.

Mäi Merci a meng Félicitatioune ginn awer och un all Vereenegungen, Organismen, Journalisten- an Editeursverbänn, déi an dëser legislativer Aarbecht matgewierkt hunn en quelque sorte duerch hir Berodung, a mir hate ganz vill Réunioune mat hinnen. Dofir misst een eigentlech soen, dass et e gewëssent Onverständnis ervirgeruff huet an der zouständeger Kommissioun, dass a leschter Minutt duerch all méiglech Interventiounen, frontal an hannenerëm, Stéiermanöver gemaach si ginn, fir am leschte Moment nach de Vote vun dësem Projet ze verhënneren. Do, muss ech soen, huet och déi staark Haltung vum President dozou gefouert, datt mer do net noginn hunn.

An dofir muss ech soen, ech war ganz erstaunt iwwert déi allerleschten an nei Entrevue, déi mer och besonnesch dem Grupp Editpress da gewährt hunn. Ech muss soen, wann ech da liesen, wat am Procès-verbal steet, do steet dann dran: „Monsieur Sold regrette que l'ALJ n'aie pas pu vraiment pour des raisons diverses participer aux délibérations liées au texte.", a wann ech dann och e bëssen dat liesen, wat de Commentaire vum Jay Schiltz ass zu der ALJ an der Editpress, dee Folgendes gesot huet: „D'Resultat bis elo, dat neit Pressegesetz, wann och net an alle Punkte perfekt, wäert kënnen als eent vun deene modernsten an Europa ugesi ginn. An do läit elo d'Kromm an der Heck." seet en, an ech zitéieren en: „Virun e puer Woche gouf de Projet de loi nämlech och vum Patron vun Editpress entdeckt, nodeems e sech bis dohin häerzlech wéineg drëm gekëmmert hat, an zënterhier schéngen all Mëttele recht, dat Gesetz u sengem weidere Wee duerch d'Instanzen ze hënneren." - Et sinn net ech, deen dat seet, sondern dat seet de Jay Schiltz an engem Commentaire an enger Moderatioun op Radio 100,7.

„Peinlech ass doriwwer eraus", seet en nach virun, „och den Ëmstand, datt déi Aktioun op déi onofhängeg Beruffsvertriedung vun engem groussen Deel vun de Lëtzebuerger Journalisten ausgerechent aus deem Grupp lancéiert gouf, hannert deem déi gréisste Gewerkschaft vum Land steet an där hire President an LSAP-Kandidat och President vum Verwaltungsrot vum Grupp Editpress ass." - Nach eng Kéier, et sinn net ech, deen dat seet, sondern dat ass eng Citatioun vun engem Journalist.

Et ass natierlech eng gewëssen Hassliebe tëschent de Journalisten an de Politiker, well een deen anere brauch - dat ass eng Selbstverständlechkeet. Ech muss allerdéngs soen, dass een och als Politiker ebe ganz oft muss en décke Pelz hunn an dass et och Zeitunge gëtt, déi meescht hei zu Lëtzebuerg, Dageszeitungen, déi ganz uerdentlech sinn, dass der awer ëmmer erëm aus der Rei danzen an dann net fäerten, fir d'Pifffaass ze huelen an dat dann domadder iwwert d'Politiker auszeschédden, wa se net onbedéngt vun därselwechter Bluttgrupp sinn. Ech ka perséinlech dovunner ee Liddche sangen. Et ass dann e gudden Trouscht, andeem datt ee ka soen: Et ass näischt méi al wéi d'Zeitung vu gëscht.

Zwee Punkten hu mer net undiskutéiert kritt an der Kommissioun, net eleng aus Zäitmangel, mä well dat an enger méi larger an och méi enger profunder, approfondéierter Diskussioun muss gemaach ginn, dat ass engersäits d'Recht vun de Journaliste fir den Zougank vun der Informatioun, de sougenannten Droit à l'information, e fundamentaalt Recht fir d'Journalisten, mä awer och fir de Bierger. Mir hunn et erëmgeholl an der Motioun, well mir kennen d'Limiten och do vun dem Droit à l'informatioun. Déi Limiten, dat sinn d'Vie privée, dat sinn Dossiere vun de Steieren, Dossiere vun der Gesondheet an esou viru vun deenen Eenzelnen, sou dass dat awer trotz allem enger laanger Diskussioun bedäerf, bis dass mer do en Text, menger Meenung no, kënne rédigéieren.

Da muss een awer och zur gläicher Zäit d'Verfassung änneren. Et kann een dat net einfach nëmmen duerch e Gesetz maachen, sondern d'Verfassung muss geännert ginn. Deen Débat muss, menger Meenung no, och hei an der Chamber preparéiert ginn. Et soll jo e Recht sinn - deen Droit à l'information - net nëmme fir d'Journalisten, mä zu gläicher Zäit awer och fir de Bierger.

Anerersäits, den zweete Punkt ass dee vum Dateschutz, notamment déi Sonderbestëmmunge fir d'Journalisten - jo, mä och hei gëtt et Limiten, well d'Fräiheet vun deem engen hält jo gewéinlech do op, wou déi vun deem aneren ugeet.

Vläicht e puer Iwwerleeungen zur Press am Allgemengen. 1991 huet d'UNO-Generalversammlung den 3. Mee zum Dag vun der Pressefräiheet erkläert. D'Recht op Informatioun, op fräi Meenungsäusserung an op Kritik ass e grondleeënd Mënscherecht. D'Imprimerie, d'Erfindung vum Gutenberg Mëtt vum 15. Jorhonnert huet d'Diffusioun vum Wëssen erméiglecht. Och wann ufanks virun allem nëmme Bibele gedréckt goufen, kuerz no der Aféierung vun der Imprimerie gouf et déi éischt Reglementer zum Droit de la presse an Europa. Déi éischt publizéiert Informatioune waren déi sougenannt Occasionnellen, mä ganz séier huet och do de politesche Pouvoir erkannt, wat fir eng Waff d'Press duerstellt, an och probéiert a verschiddene Länner deemno d'Press ze kontrolléieren.

De Vatikan huet d'Gefor och erkannt, wéi déi éischt kierchekritesch Publikatiounen am Enn vum 15. Jorhonnert verbreet goufen, an huet souwuel eng preventiv wéi och eng repressiv Zensur ausgeübt. Sou munch Publikatioun koum op den Index, de sougenannten Index librorum prohibitorum, deen iwwregens eréischt 1966 ofgeschaaft gouf.

Trotzdeem hu sech d'Iddie vun der Opklärung duerchsetze kënnen an oft gëtt d'Press jo och als de véierte Pouvoir duergestallt, oder souguer als e Contre-pouvoir. Et ass eng vun der Press hiren Aufgaben, op Mëssstänn um Niveau vun deenen dräi anere Pouvoiren, de legislativen, den executiven an de judiciairen, opmierksam ze maachen. Den Napoléon Bonaparte huet gesot: «Je redoute trois journaux plus que 100.000 bâillonnettes.» Dee Mann wousst vu wat dass e geschwat huet!

Wichteg Roll vun der Informatioun ass natierlech den Débat d'idées, d'Diskussioun vun den Iddien. Grad esou wichteg an deem Kontext ass den Esprit critique, eng gehéiereg Portioun Skepsis an de Recul säitens vum Public. A wa mer vu Sondagë schwätzen, vun deene jo vun haut u keng méi gemaach ginn, ass et jo och interessant ze wëssen, dass an deene Sondagen, déi gemaach si ginn, nëmme 55% vun de Wieler de Medien hei zu Lëtzebuerg vertrauen no dësem ILReS-Sondage. Souguer hannert de Parteien. De Parteie vertraue se 59% an der Press 55%.

Ähnlech Resultater ginn et natierlech och a Frankräich, wat d'Confiance an d'Medie betrëfft, well et ëmmer erëm, an do méi bien entendu wéi hei, e Risiko vun Dérapagë gëtt, Atteintes à la vie privée an Atteintes à la présomption d'innocence, Recherche du spectaculaire an enger Logique commerciale, Inexactituden an Approximatiounen.

Et kéint ee sech eigentlech jo mol d'Fro stellen hei zu Lëtzebuerg, wat d'Presselandschaft ubelaangt, déi éischt Pressefräiheet, déi gëtt et jo doduerjer, dass mer hei zu Lëtzebuerg all aner europäesch an international Publikatiounen ze kafe kréien. Dat ass jo eng vun deenen alleréischte Fräiheeten. Mä wat déi Lëtzebuerger Pressefräiheet ubelaangt, kéint ee sech mol déi Fro stellen: Gëtt et wierklech zu Lëtzebuerg eng onofhängeg Press? Ech hunn net gesot, keng fräi Press, mä eng onofhängeg Press. Zum Beispill ginn et Zeitungen, déi keng Parteizeitunge sinn. An deem gesamte Spektrum ginn et Zeitungen zum Beispill, déi net mat enger Parteiideologie sympathiséieren. Ginn et net Zeitungen, déi ganz besonnesch fréndlech mat de Vertrieder vun deenen engen oder deenen anere Parteien oder vläicht just de Contraire sinn? Wann ech den Här Asselborn zitéieren zum Budget, zu den Debatte vum Budget 2002, do huet e gesot, an ech zitéieren: „…dass d'Tageblatt eng autonom Zeitung ass, déi dat schreift wat se schreiwe wëll."

(Hilarité)

Der Gedanke ist.

Mä fir et nach eng Kéier ze veranschaulichen, ass et gutt wann een dat nach eng Kéier noliest, wat den Här Asselborn seet, well seng Sourcë si jo net schlecht, dass d'Tageblatt eng autonom Zeitung ass, déi dat schreift wat si schreiwe wëll. Fin de citation.

Ginn et net och Zeitungen, wann een de do zum Beispill den Actionnariat kuckt, déi och emol kommerziell Intérêtë spille loossen? Deemno déi provokativ Fro: Gëtt et zu Lëtzebuerg eng 100%eg fräi Press? An d'Journalisten, déi an engem Aarbechtsverhältnis sinn, also an engem Ofhängegkeetsverhältnis, do wär et mol interessant si ze froen, ob si eng 100%eg Fräiheet hunn dat ze schreiwen, wat se wëllen? Oder dat ze soen, wat se wëllen? An do ass zum Beispill en Aussproch vum Guy Bedos, dee mer ganz gutt gefall huet, dee mol gesot huet - obschonns ech de Guy Bedos eigentlech soss net ganz staark appréciéieren -: «Je croirais vraiment à la liberté de la presse quand un journaliste pourra écire ce qu'il pense vraiment de son journal et cela dans son journal.»

Also wann een dat bedenkt, da kënnt ee sech jo mol déi Froe stellen. Déi kënne mir net beäntweren, well mir net an deem Fall sinn.

1948 goufen et hei zu Lëtzebuerg nach insgesamt 82 Pressepublikatiounen. D'Aide à la presse ass vun enger DP-LSAP-Regierung agefouert ginn, duerch d'Gesetz vum 3. August 1998, iwwert d'Promotion de la presse écrite ass se verbessert ginn a si gouf fir d'éischt 1976 agefouert. A ville Länner ginn et dann och Chartes de déontologie, Pressecodex vun 1973 an Däitschland, Charte des devoirs professionnels des journalistes français. Mir hunn och de Lëtzebuerger Code de déontologie vun 1995 an doniewent gëtt et zum Beispill och nach eng Charte des journalistes de RTL à Luxembourg, wou notamment drasteet, ech zitéieren: «Le directeur est particulièrement attentif au respect du pluralisme, de l'objectivité globalement équilibrée et de l'impartialité dans la présentation de l'actualité et des informations.»

D'Haaptpunkten an deene Chartë grosso modo, an och an deene Coden quer duerch de Gaart, ass de Public net bëieren, d'Informatioun net truquéieren, keng Ligen erzielen, net op d'Kaart vum Spectaculaire setzen, d'Privatliewe respektéieren, keng Calomnies verbreeden, d'Quellen net altéréieren, de Plagiat refuséieren.

Wann een dat alles considéréiert, an eis Fraktioun ass och absolut domat d'accord, well och an deem Tiret steet vun der Motioun, déi erabruecht ginn ass, dass eben och esou e Code de déontologie hei zu Lëtzebuerg fir d'Journalisteverbänn an d'Editeursverbänn soll gemaach ginn.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Déi Haaptpunkte vum Projet de loi huet de Laurent Mosar in extenso hei duergeleucht, sou dass et nëmme géif Reditë ginn, wann ech nach eng Kéier dorobber géing insistéieren. Ech si mat allem d'accord a meng Fraktioun ass d'accord mat deem wat e gesot huet iwwert d'Qualitéit vum Journalist, iwwert d'Droits d'auteurs, notamment ganz besonnesch och - an do hu mer jo laang doriwwer diskutéiert - iwwert d'Protection des sources. An dann, e ganz wichtegt Element an deem Gesamten ass d'Gewëssensklausel, d'Ligne éditoriale, op déi ech och net méi brauch anzegoen.

Vläicht e Wuert nëmmen iwwert d'Responsabilitéit. Do hu mer eis staark gemaach, dass den aktuellen Text bäibehale gëtt an dass mer net op dee Wee gaange si wéi d'Auteure vun dem Projet de loi, déi, wéi de Rapporteur dat och ganz richteg gesot huet, ob et elo eng Derogatioun ass, ee Régime

dérogatoire oder aneschters genannt gëtt ass egal. D'Haaptsaach ass, mir si bei deem bliwwen, wéi et ass. Mir fannen dat och ganz gutt esou.

Dann, bien entendu, alles wat den Droit d'information postérieure ubelaangt, kënne mer och domadder d'accord sinn. Mir wäerten do ganz gäre mathëllefen an den Diskussiounen iwwert den Droit à l'information, an ech wëll meng Interventioun ofschléisse mat dem Droit de réponse.

Den Droit de réponse huet e franséische Jurist, de Perraud-Charmantier, beschriwwen, an ech zitéieren en: «La presse est libre, mais le public ne l'est pas moins qu'elle. Elle a ses droits, il en a aussi. Le droit de réponse est la liberté de la presse mise à la portée de tous. Plus la liberté de la presse est considérable et plus le droit de réponse doit être sauvegardé.»

Mir hu guer kee Problem, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet an eiser Gesamtheet, eis gesamt Fraktioun, ze stëmmen.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Fernand Greisen agedroen. Den Här Greisen huet d'Wuert.

M. Fernand Greisen *(ADR)*.- Merci, Här President.

„D'Pressegesetz wat mer hunn ass eent aus dem 19. Jorhonnert an dréit kloer nach d'Spure vun deem obregkeetsstaatlechen Denken, wat déizäit an nach Jorzéngten duerno eng charakteristesch Attitüd vum reguléierenden an observéierende Stat war.

Dat Gesetz gëtt net dem Buschtaf genau no applizéiert, ansonste Publikatioune regelméisseg net kënnten erschéngen, well dat manifest Verstéiss géint de Buschtaf vun deem Gesetz sinn."

Dir Dammen an Dir Hären, dëst sinn exakt d'Wierder vun engem Premier vun där Partei, déi dëst Denke jorzéngtelaang mat hirem Pressewiese betonnéiert huet. Et war den Här Juncker 1997 bei der Debatt iwwert d'Pressehëllef.

Mir soen: „Endlech kënnt et, dat neit Gesetz", an entgéint ville Verspriechen huet et ze laang gedauert. Well schonn 1994 huet et geheescht: Dës Regierung huet et sech zur Aufgab gemaach, en neit Pressegesetz ze konzipéieren an de Presseleit, de Journaliste méi Unerkennung, méi Schutz, méi Ofsécherung ze ginn an der Ausübung vun hirem schwéiere Beruff. Wann dëse Programm verwierklecht gëtt, da kënne mer mat rouegem Gewëssen a fënnef Joer eng positiv Bilanz virleeën. Elo sinn et der zéng.

Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op de Projet selwer ze schwätze kommen, wëll ech op déser Plaz all deene merci soen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn. Gewéinlech halen ech hei mam Weihwasserstreeën op, wann ech dëse selbstverständleche Merci fir eng selbstverständlech gutt Aarbecht ginn hunn. Bei dësem Projet ass et mer awer wichteg drop hinzeweisen, dass hei eng aussergewéinlech ëmfangräich an dichteg Aarbecht geleescht ginn ass an dass et dofir net iwwerdriwwen ass dem Rapporteur ze félicitéiere fir säin Asaz a seng positiv Aart a Weis ze schaffen.

Trotz klengem Gewulls am Tirang, wat sécherlech verständlech ass bei der Hetz an de leschten Deeg, ass säi schréftleche Bericht en Dokument, wat als Referenz op deem Gebidd ziele kann.

Ganz sécherlech wier dës Aarbecht net ouni déi zoustänneg Beamten aus der Chamber an de Ministèren zustane komm. Hinnen all ass ze félicitéieren a merci ze soe fir déi vill a gutt Aarbecht, déi oft ënner Drock a sécherlech mat villen Iwwerstonne geleescht ginn ass.

Dat ännert awer näischt dodrun, dass mer net zefridde kënne si mat der Aart a Weis, wéi dëse Projet an de leschten Deeg a Wochen iwwert de Knéi gebrach ginn ass. Ech wëll elo net an den Detail goen, dat ass hei scho gesot ginn.

Mä et ass dach schlëmm, wann ëmmer erëm, virum Enn vun enger Legislaturperiod, d'Majoritéit an d'Regierung versichen dat opzehuelen, wat se fënnef Joer laang verplempert haten. Dëst ass Murks an dobäi geschéie Feeler an Accidenter.

Déi wichtegst Iddien, sou wéi se an der Kommissioun behandelt gouf en, kann den ADR matdroen, mä net d'Responsabilitéit, ob sech net an eenzelnen Artikelen am Text nach nodréiglech Problemer erausstellen. Dëse Risiko muss d'Majoritéit selwer droen.

Den ADR wäert beim Ofstëmmen zum Projet Jo soen; op déi wichtegst grouss Themegebidder wäert ech nach zréckkommen.

D'Gesetz selwer brauch ech net méi virzestellen, dëst gouf vum Rapporteur a mengen anere Virriedner schonn am Detail gemaach.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et scho gesot, den ADR trëtt fir eng fräi Press an.

Wann ee wëllt eng fräi Press garantéieren, da muss d'Positioun vum Journalist géintiwwer sengem Editeur kloergestallt ginn, ob am Ugestallteverhältnis oder als fräiberuffleche Journalist.

Am Kapitel III geet et beim Artikel 4 dorëm, fir dem Journalist d'Recht zouzegestoen, eng öffentlech Kommunikatioun ënnert sengem eegenen Numm ze verweigeren, wann den Editeur substanziell Änerungen dru virgeholl huet.

Den ADR fënnt dëst Recht richteg, mä domat eleng ass awer net kloer, wéi een de Journalist virun de Konsequenze vun esou enger Verweigerung ka schützen. Mäi Virriedner huet just och dee Punkt erausgestrach.

Normalerweis ass dem Journalist seng Positioun méi schwaach wéi déi vum Editeur oder Diffuseur, sou dass eiser Meenung no de Journalist do besser protégéiert misst ginn.

Am selwechten Artikel gëtt fir d'éischt vun enger Ausriichtung, enger Ligne éditoriale vun de Medie geschwat.

De Journalist, dee sech d'Fräiheet hëlt, seng eegen Iwwerzeegung méi héich ze hale wéi sengem Editeur seng, muss ënnerstëtzt ginn.

Wann esou engem Journalist seng Conscience professionnelle et net zouléisst aner Meenungen ze vertrieden, wéi déi vum Editeur, dann huet en nëmmen eng Méiglechkeet: net méi fir dësen Éditeur ze schaffen. An, am Fall wou en ugestallt ass: kënnegen a versichen en neie Patron ze fannen.

Bei der Pressekonzentratioun hei am Land ass dëst mat aussergewéinlechem Risiko fir d'weidert Berufsliewe verbonnen. Dofir ass et dat mannst, wat d'Regierung konnt maachen, fir an esou engem Fall dem Journalist Urecht op Chômage ze ginn.

Dës Léisung gëtt selbstverständlech vum ADR ënnerstëtzt, obschonn et schwéier wäert ginn, fir kloer eng ënnerschiddlech Linn bei eise Medie festzestellen, ausser dass ee Grupp op deem anere seng Politiker heet; an dat nennen ech net eng Linn.

Dofir begréisst den ADR och déi Artikelen iwwert d'Bestëmmunge fir d'Besëtzverhältnisser, d'Identitéit vun Auteur oder Editeur vu Publikatioune kloer ze stellen an unzegesinn.

Besonnesch Donnéeën iwwert déi Persounen, déi am Hannergrond stinn, si wichteg, well déi Afloss huele kënnen duerch hir Participatiounen, doduerch dass se am Verwaltungsrot sëtzen oder soss eng leedend Positioun anhuelen.

Selbstverständlech sinn d'Bedeelegungen un anere Medien däitlech unzeginn, fir dass all ongesond Konzentratioun um Gebidd vun de Medie kloer gëtt. De Public däerf do näischt verheemlecht kréien.

An deem Zesummenhang ass déi lescht Aktioun vun der Editpress an hire sozialistesche Frënn a Propriétairen onverständlech. A leschter Minutt gëtt versicht dëse Projet ze stoppen, mat Ännerungen déi mol net vun der Majoritéit vun hirem Presserot gedroe sinn a wou anerer nodréiglech hir Ënnerschréft réckgängeg gemaach hunn.

Wourëm et ënner anerem haaptsächlech goung, ass, datt et net sollt bekannt ginn, wéi d'Zesummesetzung vum Aktionariat ass a wien am Verwaltungsrot ass.

Den ADR op alle Fall hält drop, dass all Lieser weess, wien d'Soen an de Medien huet, sou wéi et elo och gesetzlech festgeluecht ass.

Wëllt ee Fräiheet an der Press, an de Medie garantéieren, muss een der Press, also de Journalisten, Fräiheete gewähren, déi natierlech dann och mat zousätzleche Verflichtunge verbonne sinn.

An eisem Land gëtt et wuel net déi schwéier Violatioune vun de Rechter vu Journalisten, déi a Krichsgebidder oder an Diktaturen ëm hiert Liewe fäerte mussen, mä dach awer ëm Beruff a Carrière. Et ass dofir wichteg, déi noutwendeg Prinzipie gesetzlech festzeschreiwen. Fir den ADR sinn dës Prinzipien en Deel vun de Mënscherechter, déi als Fundament vun all wierklech demokratescher Gesellschaft, ënner allen Ëmstänn, ze verteidege sinn.

Zu dëse Fräiheete sinn ënnert dem Kapitel V eng Rei vun elementare Rechter geregelt, op déi ech wëll kuerz agoen.

Ausdrocksfräiheet an de Medie begräift d'Recht Informatiounen nozesichen, ze kommentéieren an ze veröffentlechen; ënnert wat fir enger Form och ëmmer. Dëst ass am Artikel 6 geregelt.

Wichteg ass dobäi fir de Public, dass eng däitlech Trennung vun Informatioun a Kommentar muss virgeholl ginn. Och dëst ass geregelt am Artikel 6 an ouni Anhale vun dëser Verflichtung ass dat vir genannte Recht bedeitungslos. Ech wëll dorop nach eng Kéier beim Kapitel vun de Verflichtungen zréckkommen.

Quelleschutz: Wëllt een d'Ausdrocksfräiheet an de Medie garantéieren a wëllt een der Press d'Recht gewähren Informatiounen nozesichen an ze veröffentlechen, da muss een och sécherstellen, dass d'Journaliste sech Informatioune bei deene verschiddenste Quelle verschafe kënnen.

Mat de Bestëmmunge vum Artikel 7 kritt de Journalist d'Recht zougestanen, seng Quellen a seng Informatiounen och viru Geriicht als Zeie fir sech ze behalen. Datselwecht zielt fir den Editeur a seng Mataarbechter, déi domat ze dinn hunn. Selbstverständlech gëllt dëst net, wann déi zoustänneg Autoritéiten am Kader vun der grousser Kriminalitéit ermëttelen, sou wéi am nächsten Artikel festgeluecht ass. Den ADR ka mat dëse Bestëmmungen averstane sinn.

Autorerechter: Den Artikel 9 hält fest, dass et keng Ausnahm zu de bestoende Gesetzer gëtt, wat d'Autorerechter fir journalistesch Wierker ubelaangt, déi awer d'Bedingunge vum Gesetz erfëlle mussen.

Den ADR ass domat averstanen, dass dem Journalist seng Produktiounen, grad sou wéi litteraresch a kënschtleresch Wierker, ënnert de Bedingunge vum zoustännege Gesetz geregelt ginn.

D'Fro huet sech gestallt, ob d'Produktioun vum Journalist, dee beim Patron ugestallt ass an déi an der Aarbechtszäit erstallt gouf, dann net dem Patron gehéiert. Sou wéi et och de Fall ass vun all Dossier, Expertise, Plang an esou weider vun aneren Ugestallte während der Aarbechtszäit.

An deem Fall kënnt de Patron-éditeur selwer iwwert d'Produkt verfüge fir weider Reproduktiounen a Veröffentlichungen. Dëst gouf net geregelt a muss am Kontrakt tëschent Patron a Journalist festgeluecht ginn.

Weider gesetzlech Verflichtungen iwwert Extrafräiheete fir d'Medie bedeiten zousätzlech Flichten. Nëmme wann dës gesetzlech Verflichtungen agehale ginn, kréien déi vir genannte Rechter hir Bedeitung.

Fir dass dës Verflichtungen, op déi ech am Eenzelne wëll agoen, awer och an der Praxis duerchgesat kënne ginn, muss d'Onofhängegkeet vun de Journaliste méi e grousse Stellewäert kréie wéi bis elo. Dass dat an där heiteger Situatioun net méiglech ass mam Gesetz iwwert d'finanziell Hëllef un d'Press a mat anere Gesetzer, déi d'Konzentratioun vu grousse Mediegruppen an enger Hand festleeën, dorop wëll ech zum Schluss nach eng Kéier ze schwätze kommen.

Elo zu de wichtegste Verflichtunge vun de Journalisten an de Medien.

D'Trennung vun Informatioun a Commentaire hunn ech schonn ugeschwat. Dës Bestëmmunge sinn och am Code de déontologie vun de Journaliste festgehalen, mä mir kennen all genuch Beispiller, wou dëse wichtege Prinzip an eisen Zeitungen, um Radio an op der Televisioun net agehale gouf.

Weider wichteg Aufgaben, déi och d'Ausdrocksfräiheet garantéieren, sinn am Kapitel V opgeziélt.

De Mataarbechter - Journalist oder net - vun engem Editeur huet d'Aufgab, alles wat e matdeelt genau an der Wourecht no erëmzeginn. Am Artikel 10 sinn och d'Obligatioune festgeschriwwen, fir virun der Veröffentlechung sou gutt wéi méiglech ze kontrolléieren, ob alles stëmmt.

Mir hoffen, dass de Gesetzestext „dans la mesure raisonnable de ses moyens et compte tenu des circonstances de l'espèce" do net ze flou ass an zu Ausleeungsschwieregkeete féiert. Et ass kloer, dass eng Duerstellung, déi net exakt erëmbruecht ginn ass, muss spontan vum Journalist selwer richteg gestallt ginn. An den Editeur muss dës Richtegstellung veröffentlechen, esou wéi et am Artikel 11 steet.

Dir Dammen an Dir Hären, ee vun deene groussen a wichtege Prinzipie vun engem Rechtsstat gëtt am Artikel 12 geregelt: All Ugekloten huet als onschëlleg ze gëllen esoulaang en net rechtsgülteg veruerteelt ass. Wann also esou eng Persoun virdrun an de Medien als schëlleg duergestallt gouf, kann de Riichter eng Richtegstellung op Käschte vum Responsablen duerchsetzen.

E kritesche Fall ass an den Ae vum ADR eng öffentlech Duerstellung, déi „en direct" iwwert d'Antenn geet. Hei mussen all Virkéierunge getraff ginn, dass déi virgenannte Prinzipien agehale ginn an den Auteur vun der Ausso kloer genannt ass mam Hiweis op den Onschëllegkeetsprinzip.

D'Recht op d'Privatsphär an de Medien ass eng kriddelech Saach. Et muss ee jo berücksichtegen, dass an enger fräier an demokratescher Gesellschaft parallell zum Grondrecht vum Eenzelnen op Respekt vum Privatliewen a fundamentaalt Recht op fräien Zougank vun der Öffentlechkeet zur Informatioun besteet. Am Artikel 14 ass dëst Recht festgeschriwwen, gradsou wéi d'Moossnamen, déi e Riichter ka veruerdnen am Fall wou Informatiounen aus dem Privatliewe vun enger Persoun bekannt gemaach ginn.

All Mënsch huet Urecht, dass seng perséinlech Éier a säi gudden Numm respektéiert ginn. Dëst gëtt kloer am Artikel 16 festgehalen. Och am heitege Code de déontologie vun 1979 vun de Journalisten ass de Respekt vun der Dignité humaine festgeschriwwen. Dass dëse Code net ëmmer agehale gëtt, ass schonn hei gesot ginn.

D'Protektioun vun de Mannerjährege ass wichteg. Et däerfe keng Informatioune bekannt gemaach ginn, déi zur Identifikatioun vun enger mannerjähreger Persoun féiere kënnten, esou wéi am Artikel 18 festgehalen. Och dëst ass fir den ADR e wichtege Punkt, deen elo gesetzlech geregelt ginn ass.

Zum Schluss vun deene Kapitele gëtt nach eng Kéier drop higewisen, dass d'Kontrollen, esou wéi se am Artikel 10 festgeluecht goufen, gewëssenhaft gemaach musse ginn. D'Obligatioun, virun der Publikatioun beim Betraffenen nozefroen, ass net zréckbehale ginn. Domat entsprécht den Artikel 20 sécherlech net ganz den Usprech vum ADR, dee verlaangt, dass d'Matdeelungen an de Medien esou genau wéi méiglech an der Wourecht no ze veröffentleche sinn.

Et muss och jiddferengem kloer sinn, dass eng öffentlech Matdeelung esou wäertvoll misst si fir de Public, dass se eppes zur Meenungsbildung vun der Allgemengheet bäidroe kann, dass e virrangegen Intérêt vun der Öffentlechkeet muss do sinn, ier dës Informatioun bruecht gëtt. Sou wéi et am Artikel 19 steet.

Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschloss vun dësem wichtege Kapitel nach eng Bemierkung. Am Vergläich mat ville Medien am Ausland ass eis Presselandschaft am grousse Ganze positiv ervirzehiewen. Ausnahme gëtt et sécherlech. Den ADR versteet a respektéiert, dass all Journalist d'Recht op seng eege Meenung huet an déi och ausdrécken däerf. Well awer d'Press, déi geschriwwe wéi déi op der Antenn, d'Sprooch an d'Bild als Matière première gebraucht, huet se d'Méiglechkeet, d'Wourecht ze verkleeden, ze verdréinen. Eleng d'Wiel vun den Ausdréck, déi benotzt gi fir e Mënsch ze bezeechnen, seet oft méi wéi de Rescht vun der Informatioun.

Ech nennen e Beispill. D'Ausso: E Politiker vun der XY-Partei huet en Autosaccident verursaacht. Dës Ausso suggéréiert op eng hannerlëschteg Aart a Weis en Zesummenhang vun der Qualitéit als XY-Politiker an engem Delinquent, ier een iwwerhaapt déi ganz Informatioun kennt. Ech si sécher, d'Press géif net breet treppelen: En Épicier aus der XY-Branche ass ugeklot ginn, an dat och nach e puermol widderhuelen, sou dass ënnerschwelleg gesot gëtt, aus dëser XY-Branche kéim net vill Guddes.

Méi schlëmm nach, an esou engem Fall ass de Prinzip iwwert de Koup gestouss ginn, dee festhält, dass all Ugekloten esoulaang onschëlleg ass bis e rechtsgülteg veruerteelt ass. Eng Uklo ass keng Veruerteelung, dëst muss laut Gesetz kloer gesot ginn. Iwwerhaapt stellt sech d'Fro nom öffentlechen Interessi a Wäert vun esou engem Fall. Deen ass hei sécherlech net ginn, also ass dës Duerstellung net zoulässeg laut Artikel 19.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Privatliewen, de gudden Numm an d'perséinlech Éier vun engem Mënsch, deen zoufälleg ënner anerem och nach Politiker ass, musse vu jiddferengem respektéiert ginn! Och da wa seng politesch Aarbecht net jiddferengem gefält. Ech wëll hei net mat weidere Beispiller kommen, wou Fotoen oder Karika-

ture Politiker an den Dreck zéien an anerer sech betraff fillen. Ech wëll och net mat Beispiller komme wou onverschiemt Ausnotzung vu private Problemer an enger Famill vill Misär verursaacht huet. Mä ech wëll drop hiweisen, dass och an eise Medien net alles propper ass an dass jiddferee vun eis dauernd gefuerdert ass, d'Anhale vun de virgenannte gesetzlech verankerten Obligatiounen am A ze behalen an d'Intoleranz op alle Gebidder ze bekämpfen. Dëst ass iwwregens och eng wichteg Aufgab vun de Medien.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, ass nach méi kloer, dass déi noutwendeg Fräiheet fir d'Press och eng verstäerkte Protektioun vun de Betraffene verlaangt am Fall wou se sech ongerecht behandelt fillen. Well do ass d'Press iwwermächteg. Kloer mussen dann d'Rechter vum Schwächsten, dem Betraffenen, ënnerstëtzt ginn. Dorop sinn d'Bestëmmungen am Kapitel 8 iwwert dee sougenannten Droit de réponse eng éischt Äntwert. D'Noutwendegkeet ass net ëmstridden. Jiddferee muss Urecht hunn op gratis Verbreedung vu senger Äntwert, soubal en an de Medie mam Numm oder soss erkenntlech gemaach gëtt. Am Artikel 36 ass dëst Recht geregelt.

Wéi dat Ganzt vir sech geet, zum Beispill wou a wéini d'Äntwert stoe muss, wéi grouss se däerf sinn, all dat ass an deenen nächsten Artikele geregelt a ka per Geriicht ageklot ginn. D'Recht op d'Richtegstellung vun Tatsaachen, déi sech als falsch erausstellen, oder wou e Mënsch an de Medie fälschlecherweis eragezu ginn ass, ass am nächste Kapitel 9 festgehalen. Op Eenzelheete wëll ech do net agoen. Den ADR ass mat deenen Iddien, esou wéi se am Artikel ausgedréckt sinn, averstanen. Och d'Prozedur, wéi se duerno festgeluecht gëtt, fir all déi virgenannte Geriichtsuerteeler och an de Medie bekannt ze maachen, fënnt den ADR richteg. Hei geet et drëm, dass zum Beispill e Fräisproch viru Geriicht gradsou vill Plaz an de Medie muss fanne wéi all Virveruerteelung vum onschëlleg Betraffenen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Problem oder zum Punkt vun der Responsabilité en cascade. Wat d'geschriwwe Press ubelaangt ass dës am Artikel 24 vun eiser Constitutioun verankert, dat ass hei scho gesot ginn. Den ADR huet an der Kommissioun d'Bestëmmunge vun den Artikelen 21 an 22 vun dësem Projet ënnerstëtzt, esou wéi se elo festgeluecht goufen. Hei gëtt festgehalen, dass fir d'Feeler, déi gemaach gi sinn, fir d'éischt de Mataarbechter oder Journalist zivil- a strofrechtlech responsabel ass (Art. 21). Eréischt wann deen net bekannt ass, kann den Editeur ugeklot ginn, an zum Schluss de Verdeeler, Diffuseur am Text genannt an och genau definéiert wourop et ukënnt.

De Rapporteur huet kloer op d'Noutwendegkeet higewisen, am Artikel 24 vun eiser Verfassung de Begrëff Imprimeur - oder d'Dréckerei - duerch en anere Begrëff ze ersetzen, deen och déi nei Medien an hir Verbreedung mat aschléisst. Domat ass den ADR averstanen an ech brauch net nach eng Kéier drop zréckzekommen.

Bei den Diskussiounen iwwert d'Verantwortung, esou wéi se an eisem Code civil fir jiddferee festgeluecht sinn, gouf dann och nach d'Fro diskutéiert, ob et Ausnahme kënnt gi fir de Medieberäich. D'Kommissioun huet awer décidéiert, dass dëse Prinzip op Basis vun den Artikelen 1382 an 1383 vum Code civil an entspriechend dem Artikel 10 vun der Europäescher Konventioun fir Mënscherechter ugewannt gëtt. Den ADR huet dës Iwwerleeung ënnerstëtzt well se richteg ass an e wichtege Prinzip anhält.

Iwwert d'Kapitel 7 zum Presserot a sengen Aufgabe brauch ech net méi vill bäizedroen zu deem, wat hei scho gesot ass. Wichteg Elementer si fir den ADR de Code de déontologie, dee sech d'Press selwer opleet an deem seng Uwendung och iwwerwaacht muss ginn. Wichteg fir all Betraffen ass d'Méiglechkeet, sech bei enger zoustänneger Kommissioun bekloen ze kënnen a gehollef ze kréien. A wichteg si fir d'Journalisten d'Bestëmmunge fir d'Ausstellung vun den obligatoresche Pressekaarten.

Op ee Punkt wëll ech awer nach hiweisen: De Projet gesäit vir, dass et dem Journalist verbueden ass, e kommerzielle Beruff an der Publicitéitsbranche dernieft auszeféieren. Den ADR ka mat dëser Bestëmmung averstane sinn. Mä wéi ass et da mat den Editeuren? Mir si sécher, dass et op d'mannst keng propper Situatioun duerstellt, wann e grousse Mediegrupp och an der Publicitéitsbranche aktiv ass. Zumindest däerft esou e Grupp net och nach mat Steiersue Pressehëllef kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och déi bescht Virsätz, fir mat dësem Projet d'Pressefräiheet ze garantéieren, hunn nëmmen dann e Sënn, wa mer de Courage hunn d'Gesetz iwwert d'finanziell Hëllef un d'Press ze reforméieren. Dëst gëllt fir d'Medien, déi iwwert d'Antenn kommen, grad esou wéi fir d'geschriwwe Press. Pressefräiheet gëtt et net wann d'Parteipolitik Meeschter iwwer bestëmmte Medien ass, wann Editeuren a Journalisten haaptsächlech Politiker sinn. An do kann och de Premier sech net erausrieden, wann e vu senger Presse amie schwätzt, fir d'Verbindung an d'Machtverhältnisser tëschent senger Partei an dem Presseimperium Saint-Paul ze verstoppen.

D'Pluralitéit vun de Medie gëtt et net, wann eng Konzentratioun vun de Medien eesäiteg an den Hänn vun ze wéinege besteet. D'Beispill Italien weist eis d'Gefore fir d'Demokratie an de Versuch vum Grupp Editpress fir d'Transparenz ze verhënneren ass och e Beispill, dass hei am Land esou Tendenze bestinn. Trotzdeem ginn hei am Land grad déi déckste Zeitungen, Radioen an Televisioune mat de meeschte Steiergelder ënnerstëtzt.

Mir sinn net géint steierlech Hëllef fir d'Press. Den ADR fënnt et richteg, dass d'Meenungsvielfalt an den Zeitunge verbessert muss ginn. De Beruff vum Journalist muss gefördert ginn. Den eenzelne Journalist muss geschützt gi fir seng Meenungsfräiheet ze garantéieren. Finanziell Hëllef fir d'geschriwwe Press, esou wéi se elo virgeholl gëtt, ass awer net akzeptabel. Heimat erreecht de Stat déi noutwendeg Ziler net. Et kascht de Steierzueler onnëtz Suen. Duerch déi zousätzlech Finanzhëllef duerch de Steierzueler gëtt de Monopol vun de grousse Zeitunge gestäerkt. Haut gëtt verhënnert, dass nei Zeitungen erauskommen. Déi fräi Press gëtt doduerch nach méi agëenkt. De gréissten Deel vun de Leit kritt eng eenzeg politesch Meenung presentéiert.

Et ginn ëmmer manner Journaliste gebraucht. De Journalist ass ëmmer méi ofhängeg vu sengem Patron a vun deem senger politescher Astellung. An och dëse Projet fir d'Pressefräiheet ännert dorunner wéineg, trotz den Artikele 4 a 5, wou versicht gëtt d'Journaliste vis-à-vis vun den Editeuren ze schützen. Ech nennen och hei e Beispill.

Wat fir Fräiheet huet e Journalist, wann e virun der Wiel steet, Carrière an engem grousse Grupp ze maachen, eventuell d'Presidentschaft vun engem kulturellen Institut vum Stat ze kréien, oder entlooss ze ginn, mat Urecht op Chômage, wann en net op gläicher Linn mam Editeur läit?

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech esou vill iwwert d'finanziell staatlech Hëllef fir déi geschriwwe Press geschwat hunn, esou fir däitlech ze maachen, dass mat dësem Projet eleng d'Pressefräiheet hei am Land net garantéiert ass. Mir brauchen eng nei Oplag vum Gesetz wat d'staatlech Hëllef un déi geschriwwe Press an och fir aner Medien nei a richteg regelt.

Och de Premier huet 1997 bei der Debatt iwwert d'Pressehëllef den Zesummenhank tëschent Pressehëllef a Presseförderung esou beluecht. Ech zitéieren: „Eenzel Kolleegen hunn hei zu Recht drop opmierksam gemaach, dass dat Gesetz iwwert d'Presseförderung nëtzlech kënnt ergänzt ginn, wesentlech verbreet oder verdéift ginn, doduerch dass mer eis en neit Pressegesetz géife ginn. Dat zielt och réciproque."

Beispiller, dass eng korrekt Pressehëllef méiglech ass, gëtt et am Ausland genuch. Fir Éisträich gëtt et keng Hëllef, wann eng Zeitung an engem Bundesland 15% oder am ganze Land 5% Oplag huet. An deem Fall kriten zwou grouss Lëtzebuerger Zeitungen näischt, well se schonn eng dominant Positioun am Zeitungswiesen hunn a well laut dëser Législatioun eng marktbeherrschend Positioun net och nach subventionéiert muss ginn.

Den ADR huet scho Virschléi fir d'Reform gemaach. Ze iwwerleeë wier zum Beispill eng Hëllef, déi ëmgedréit proportional opgedeelt géif zur Oplag, fir bestehend Monopoler ofzebauen. Ze iwwerleeë wier, dass all Hëllef gebonne wier un neutral a kontradiktoresch Berichter a Meenungen iwwer all politesch Meenung. A wann och all Journalist oder Editeur seng eege Meenung hu sollt a vertrieden däerf, esou muss dach kloer gestallt ginn, dass e politescht Engagement dann net däerf mat Steiersuen ënnerstëtzt ginn. Den ADR wäert sech asetze fir d'Pressehëllef an dës Richtung ze verbesseren.

Dir Dammen an Dir Hären, op d'Motioun, déi ech mat ënnerschriwwen hunn, wäert ech herno nach zréckkommen, an op mäi Wonsch, nach eventuell e Punkt dobäi ze fügen.

Zum Schluss vu menger Interventioun nach dat hei. Ech hätt och, wéi verschidde Riedner, hei dichteg Zitatiounen an Texter aus alle wichtegen Avisë kënnten zitéieren, fir meng Aussoen ze verschéineren. Wann ech dat net gemaach hunn, esou ass et net well ech dës Dokumenter net gelies hätt, net gutt géif fannen, a wann ech een Text a menger Iwwerleeung géif zitéieren, da wier et aus den Dokumenter vun eiser Sekretärin vun der Chamberkommissioun, der Madame Cocard, där ech wëllt fir hiert Entgéintkomme merci soen, da wier et aus enger Resolutioun iwwert d'Fräiheet vum Journalismus a vun de Mënscherechter. An enger Konventioun vun der europäescher Ministerkonferenz sinn aacht wichteg Prinzipie festgeschriwwen. Ech hu se hei, ech wëll se net virliesen, mä kloerstellen, dass hire Geescht am Code de déontologie vun de Journalisten an am Handele vun de Politiker misst erëmfonnt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet fir d'Ausdrocksfräiheet an de Medien ze regele stëmmt den ADR mat.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als lescht Diskussiounsriednerin ass d'Madame Renée Wagener agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

Entschëllegt, d'Madame Delvaux kënnt duerno nach.

Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat eigentlech am Ufank wëlles meng Interventioun an zwee Deeler opzedeelen. En éischten Deel, an deem ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet géif motivéieren, an en zweeten, wou ech eng Rei vu méi perséinleche Remarquë géif placéieren, perséinlech an deem Sënn, dass ech, wéi der all wësst, net nëmme stolz Besëtzerin vun enger Pressekaart sinn an domat laut geltendem Gesetz logescherweis ugestallte Journalistin, mä och nach Member vum Verwaltungsrot vun enger Wochenzeitung sinn. Ech hunn awer du gemierkt, dass et ganz schwéier wär fir déi Trennung duerchzezéien a getrei nom ale grénge Grondsaz, datt dat Perséinlecht och politesch ass, wëll ech hei déi zwee Aspekter zesummefléisse loossen.

Primordial wëll ech natierlech menger Aufgab als Spriecherin vu menger Fraktioun nokommen, mä eng Rei vun Erkenntnisser ergi sech ganz sécher aus menger 15-jähreger Erfahrung als Journalistin am Kontext vun der Lëtzebuerger Presselandschaft a verschidde Remarquë wäerten also vläicht de Bléckwénkel vun de Concernéierte méi staark an dës Diskussioun erabréngen. Si si par la force des choses subjektiv a parteiesch.

Här President, laut Étude des valeurs vun 2002 fënnt sech d'Press zu Lëtzebuerg op der drëttleschter Plaz erëm, wat d'Vertrauen an d'Institutioune betrëfft. Nëmme knapps all Zweeten huet es hei zu Lëtzebuerg. An et ass vläicht e schwaachen Trouscht, dass hannendrun, niewent de groussen Entreprisen, just nach d'politesch Parteie kommen, an déi nëmmen all Drëtte Vertrauen huet. Dëse Vertrauensmangel an heiansdo scho bal Mépris huet sécherlech eng Rei vu Grënn, déi net a Lëtzebuerg spezifesch sinn an et wier falsch dorauser simplistesch Konklusiounen ze zéien. Mä et ass vläicht net allze vill spekuléiert, wann een en Deel vun dësem Mangel u Vertrauen an d'Medien dem feelenden uerdnungspolitesche Kader engersäits an dem Machtpoker tëschent de mediepolitesche Acteuren anerersäits zouschreift, déi déi lescht Jorzéngten d'Medielandschaft zu Lëtzebuerg gepräegt hunn.

Lëtzebuerg huet sech de Luxus geleescht an d'21. Jorhonnert mat engem Pressegesetz aus dem 19. eranzegoen, an dass dat esou ass huet net nëmme mam feelende politesche Wëllen, mä och mam feelende Wëlle vun den etabléierte Medie selwer ze dinn, déi jorzéngtelaang mam Laisser-aller a mam Flou artistique gemengt hu gutt ze fueren an déi eréischt an de leschte Joren erkannt hunn, dass och fir si méi kloer a méi demokratesch Spillregele kënnte gewënnbréngend sinn.

D'Lëtzebuerger Medielandschaft ass dofir awer an deene leschte Joren ëmsou méi hefteg vun Ëmweltsumme charakteriséiert gewiescht. D'Radioliberaliséierung an d'Ofschafe vum quasi Monopol vun RTL-Radio, mat zudeem der Kreatioun vun engem öffentlech-rechtleche Radio, d'Opbrieche vum Club privé vun den traditionellen Zeitungshaiser, mat dem Opkomme vun neien Titelen zënter de spéiden 80er Joren an esouguer a leschter Zäit den ëmmer méi heefege Versich niewent RTL-Téle och audiovisuell Nischen auszenotzen.

Eng Rei vu Presseprozesser hunn awer och de Besoin däitlech gemaach, d'Rapporten tëschent der Press an dem liesenden oder dem geschriwwenen Individuum an tëschent den Zeitungshaiser an hirem Personal kloer ze regelen.

Dëse Projet de loi ass en hoffentlech wierksamen Apport zu dëser Entreprise. En ass awer och vläicht an engem gewësse Sënn e Friddenszeechen, well e vun enger Regierung am Sënn vu méi Demokratie an Equitéit ausgeschafft gouf, während vrun 20 Joer de Stee vun der Radiosliberaliséierung a viru 15 Joer vum Pressepluralismus vun enger klenger alternativer Autoritéit am Ufank géint de Wëlle vu Politik an etabléierte Medien an d'Rulle bruecht goufen.

Ech wéilt op dëser Plaz vläicht och eng Lanz brieche fir en Här, deen elo leider - neen, net leider - an der leschter Zäit schonn e bësse vill hei gelueft ginn ass, nämlech mäin ale Kolleeg Robert Garcia, deen net nëmme bei engem vun deenen éischte fräie Radioen d'Fangeren am Spill hat, mä deen och de Projet „Grénge Spoun - Woxx" tatkräfteg virubruecht huet, deen de jorzéngtelaange Status quo bei den Dages- a Wochenzeitungen a Fro gestallt huet.

Et wäert Leit heibanne ginn, déi fannen, dat géif net zum Thema vun haut gehéieren, mä ech wéilt awer d'Thees hei verteidegen, dass de virleiende Projet iwwert d'Pressefräiheet d'virleefegt Enn vun enger méi globaler Entwécklung an der Medielandschaft zu Lëtzebuerg ass.

Ech hunn et schonn ugedeit, déi Gréng wäerten dëse Projet stëmmen, esou wéi se och de Rapport vun der Mediekommissioun gestëmmt hunn.

Hei vläicht direkt och nach eng Klamer. Ech hu vun Ufank un, zënter datt ech an der Chamber sinn, zënter dass ech op dëser Tribün däerf d'Wuert ergräifen, kloer gemaach, dass ech nëmmen déi schrëftlech Rapporte géif luewen, déi méi géife bréngen wéi e Copy-paste vum Exposé des motifs oder vum Avis vum Conseil d'État, mä déi sech géifen duerch eng eegen Handschrëft auszeechnen. Dat ass hei de Fall, an duerfir wéilt ech dem Rapporteur félicitéieren, an iwwregens och fir déi Franchise, mat där en doran den Apport vu senge Collaborateuren erwähnt. Dat ass da vläicht esouzesoen eng Transpositioun vum neie Mediegesetz op déi parlamentaresch Verhältnisser, wat d'Droits d'auteur betrëfft. Et wier vläicht och schéin, wa se am Parlament géife Schoul maachen.

Här President, ech kommen dann zu den Haaptpunkte vum Gesetz. Ech fänken u mat der Ligne éditoriale. Dëse Punkt begräift zwou wichteg Komponenten. Engersäits, vis-à-vis vum Public, d'Obligatioun fir den Editeur d'politesch respektiv d'gesellschaftlech Orientatioun vu senger Zeitung kloer duerzeleeën - et geet also hei ëm d'Transparenz -, an anerersäits, vis-à-vis vu sengem Personal, dat soll wëssen, wou et mat sengem Patron drun ass, an dat soll och geschützt gi viru grousse Ännerunge vun dëser Ligne éditoriale.

Hei ass vill gestridde ginn. Et konnt een nëmme staunen iwwert dat Gedréins a Gekéiers vu Säite vun den Editeuren, a besonnesch och iwwert de Versuch vun engem bestëmmten Editeur sech kuerz viru Schluss och nach als Vertrieder vun de Journalisten auszeginn, nodeem e selwer eng Ofschwächung vum Schutz vun deeneselwechte Journalisten duerchgeboxt hat.

Et misst een hei vläicht an Erënnerung ruffen, dass de Conseil de Presse selwer, an deem d'Editeure jo gutt vertruede sinn, a sengem Avis vum 26. Abrëll 2001 guer näischt un esou enger Ligne éditoriale auszesetzen hat. Am Géigendeel. Hien huet souguer nach e puer Verbesserungsvirschléi gemaach, an a sengem Zousazavis vum 18. Juli 2003 récidivéiert en a seet e souguer, dass se all Joer misst veröffentlecht ginn.

Deeselwechten Dag awer goung en Avis vun der ALEJ eraus, also der Associatioun vun den Editeuren, vun deeneselwechte Leit also, déi och als Editeuren am Conseil de Presse vertruede sinn, wou gefrot gëtt, dass dee betreffenden Artikel radikal soll gestrach ginn, an zwar mat folgendem Argument, ech zitéieren: «L'ALEJ ne souhaite pas qu'un quelconque comportement déloyal des salariés soit légitimé par l'article sous avis.»

Dat ass eng relativ däitlech Sprooch. Deen Avis ass ënnerschriwwe vum Alvin Sold, President

vun der ALEJ, deeselwechten, dee viru 14 Deeg heibanne mat Krokodilstréinen d'Arbeiter der Stirn hei verteidegt huet a gemengt huet de System vun der Ligne éditoriale géif de Journaliste schueden, an deen den 8. Mäerz am Tageblatt geschriwwen huet, ech zitéieren: „Im Endeffekt betrügt das neue Gesetz die Luxemburger Journalisten um das angesprochene Privileg des Arbeitslosengeldes plus anderer an die Dienstzeit oder den Vertrag gekoppelten Entschädigungen, die ihnen zustehen könnten wie etwa ihren Berufskollegen in Frankreich."

Här President, mir si frou, dass dësen Artikel erhale bliwwen ass. Mir hätten natierlech déi éischt Versioun virgezunn, déi vun der ALEJ gekippt ginn ass. Mä do ware besser Entschiedegunge fir d'Journaliste virgesinn, wéi eben d'Indemnité de départ oder och d'Indemnité de préavis. Wéi gesot, d'Kommissioun huet do dem Drock vun den Editeuren nogínn, mam Argument, dass d'Patrone jo an hiren Aarbechtskontrakter kéinte méi wäit goen.

Virun allem awer si mer net frou driwwer, dass d'Ligne éditoriale awer e bëssen ofgeschwächt ginn ass. Zum Beispill brauch se just nach intern bekannt gemaach ze ginn an net méi an der Zeitung, sou wéi et am Ufank virgesi war. Si ass och net méi obligatoresch, wat vläicht dem Journalist oder der Journalistin net wéi deet, well deen oder déi sech dann och net méi muss drun halen, wann et keng gëtt, mä awer dem Public.

Ech hat zum Beispill suggéréiert, dass déi Ligne éditoriale hätt kënnen op den Internetsitë vun deene verschiddenen Zeitunge publizéiert ginn. Leider ass déi Propositioun net zréckbehale ginn.

En zweete Punkt. De Verwaltungsrot an d'Aktionariat solle vun den Zeitungen opgeluecht ginn. Och dës Bestëmmung fält ënnert de Rayon vun der Transparenz. Et ass interessant, wann een d'Procès verbaux nokuckt, wéi et do iwwer all ideologesch Differenzen ewech zu engem Schulterschluss vun den Editeure komm ass, an dass dëse Punkt schlussendlech och ee vun deene war, déi se nach gären a leschter Minutt geännert gehat hätten.

Dëse Punkt war an der leschter Sitzung vun der Kommissioun am stäerksten a Gefor, an d'Argumentatioun vum Här Biltgen, deen een ansonste fir säin Asaz a säi Bestriewe muss félicitéieren, fir den Intérêt vum Public mat deem vun engem Beruffsstand an Harmonie ze bréngen, war op eemol zimlech dürfteg. Hie wollt hei e soi-disant Sträit am Stot aus dem Wee raumen duerch d'Sträiche vun dësem Artikel. Dobäi war grad op dësem Punkt wéi gesot eng onhelleg Allianz um Wierken.

Drëtte Punkt, Här President, ass d'Responsabilité civile. Och hei goufe laang Debatte gefouert. D'Décisioun, déi geholl gouf, war schlussendlech méi am Intérêt vun de potenzielle Victimë wéi vun der Press, obwuel de Minister am Ufank do wollt eng Sonderstellung bei gewësse Punkten aféieren an duerchsetzen, dass d'Artikelen 1382 vum Code civil fir si net oder an ofgeschwächter Form géife spillen.

Dat ass e kruziale Punkt, well et war eng vun den Ursaachen, firwat et zu dësem Gesetz komm ass. Et ass wuel ee vun deene schwieregste Choixen, déi d'Kommissioun par rapport zur Stoussrichtung vum Gesetz huet missen huelen. Et muss sech och an Zukunft weisen, ob ouni deen expliziten Text, deen am Ufank virgesi war, d'Jurisprudenz an den Impakt vun der Mënscherechtskonventioun duerginn, fir dass zu Lëtzebuerg esou Saache wéi e Fierschterprozess definitiv der Vergaangenheet ugehéieren.

Nächste Punkt, de Presserot an de Code de déontologie. Här President, ech muss éierlech soen, dass ech am Ufank extrem skeptesch war iwwert dee Modell vu Presserot, dee mat där Reform viséiert war, déi am neie Projet jo dann och enthalen ass. Et ass sécherlech richteg, dass déi aktuell Bestëmmungen net méi duerginn. Mä hei gëtt elo ganz kloer de Presserot als Organ definéiert, wat sech selwer soll kontrolléieren. Ech hu mech beléiere gelooss, dass dat och am Ausland esou gehandhaabt gëtt. Mä d'Aart a Weis wéi de Presserot sech an de leschte Joerzéngten a verschiddene Froe verhalen huet, an d'Aart a Weis vu sengem Fonctionnéieren oder heiansdo éischter Net-Fonctionnéieren, ass net dozou ugedoen, fir vill Vertrauen an dee Gremium ze entwéckelen.

Ee Beispill ass grad de Code de déontologie. Éischtens huet de Presserot et selwer ni fäerdeg bruecht méi wéi eng oder zwou Säite Pabeier do ze produzéieren. Zweetens hunn déiselwecht Leit, déi hir Hausaufgabe während Joren net gemaach hunn, elo de Culot ze kräischen, dass esou vill an deem neie Gesetz reglementéiert géif ginn, datt iwwerreglementéiert géif ginn - souguer -, an dass eng Rei vu Punkte besser an esou engem Code géife stoen.

Méi allgemeng kann ee sech iwwerhaapt wonneren iwwert deen éischte reduzéierten Asaz, deen de Presserot bei dësem Gesetzesprojet gewisen huet, zumindest an deene leschte Méint. Mir haten en Avis vun dräi Säite vum Presserot, während d'ALJ sech wéinstens vun engem Jurist e längeren Avis ausschaffe gelooss huet. Et war interessant, dass mer bis kuerz viru Schluss als Kommissioun am Fong net vum Presserot sollicitéiert goufen.

En zweet Beispill, wat de Presserot betrëfft, ass awer och d'Commission des Plaintes innerhalb vum Conseil de Presse, déi elo nei geschafen oder besser gesot reforméiert soll ginn - déi et also scho gëtt, mä déi hir Roll awer ni wierklech gespillt huet. Eng Kritik, déi iwwregens och gedeelt gëtt vum Statsrot a sengem éischten Avis.

Ee Beispill ass schliesslech d'Kaartekommissioun, wou ech Ufank den 90er Jore konnt hautno materliewen, mat wéi engen zweifelhafte Methoden déi Kaarten dem „GréngeSpoun" während zwee Joer refuséiert goufen, fir dass deen net kéint an de Genoss vun der staatlecher Pressehëllef kommen. Well d'aktuellt Pressehëllefgesetz jo d'Presenz vu fënnef Journalistes attitrés viraussetzt. Eng erstaunlech Retizenz iwwregens och am Verglach zu nofolgende Blieder, déi vläicht grousse Verlagshaiser méi no stinn, wou e Krack méi Flexibilitéit gewise gouf. E Beispill also, wat e Gremium, dee sech selwer kontrolléiert, alles sou fäerdeg bréngt. Iwwregens huet och d'ALJ deemools eng éischter zweifelhaft Positioun vertrueden, an och d'Regierung Santer huet sech net grad en Denkmal gesat. Ech wéilt de Maître Marc Elvinger hei zitéieren, deem den deemolege „GréngeSpoun" zu engem grousse Deel seng Victoire a Saache Pressekaarten a Pressehëllef verdankt. Hien huet a sengem Plädoyer virum Contentieux vum Statsrot dës Affär als, ech zitéieren: «de nature à dégoûter de la politique - de la politique mesquine, j'entends - ceux qui ne le seraient pas d'ores et déjà».

Et ass iwwregens eng vun deene klenge Kritiken, déi ech wéilt um Rapport vun der Kommissioun formuléieren, dass dës Affär, an där de Presserot sech selwer als protektionistescht Organ entlarvt huet, an déi awer déi dringend noutwendeg Reform vum Presserot offensichtlech gemaach huet, déi mat dësem Gesetz da jo och soll stattfannen, mat kengem Wuert erwähnt gëtt.

An och wann elo e bësse méi Struktur an dat Ganzt kënnt, sou behält de Presserot dach awer nach eng gewësse Machtpositioun par rapport zum eenzelne Journalist, oder der Journalistin, vun där een net weess, wéi ee se wäert benotzen.

Ech hunn an der Kommissioun drop higewisen, dass notamment d'Problematik vun de Kaarten och weiderhi géif bestoen, a krut do geäntwert, dee Problem wär an deem Sënn geléist, dass d'Kaarten haut net méi géifen déi Roll spillen, wéi dat fréier de Fall wor, an dass ee se och net méi doduerch kéint refuséiert kréien, datt een zum Beispill net fest ugestallt ass. Dat ass alles schéin a gutt. Et bleift awer, dass mer nach ëmmer e Pressehëllefgesetz vun 1998 hunn, wat seet, dass ee fënnef Vollzäitjournaliste mat Pressekaart muss hunn, fir dass eng Zeitung ka Pressehëllef kréien. An deem Sënn ass d'Problematik allerhéchstens fir d'Journalisten am Beruffsalldag vum Dësch, mä net fir d'Zeitungen, déi Konditioune fir d'Pressehëllef mussen erfëllen.

Wat geännert huet ass haaptsächlech, dass de Presserot déi Kaarten net méi esou einfach kann zréckhalen, wéi dat fréier de Fall wor, an datt et besser Recoursméiglechkeete gëtt. Ëmgedréint kéint ee sech natierlech froen, ob déi Bestëmmung am Gesetz vun '98 iwwert d'Pressehëllef net iwwert déi heite Reform e bësse vun hirem ursprüngleche Sënn verléiert.

Nach eng weider Remarque op dëser Plaz. Et ass schonn erstaunlech, mat wéi enger Liichtegkeet sech de Presserot vum Konzept vum Beruffstitel „Journalist" verabschiet, nodeems hei jorelaang eng ganz aner Klack gelaut gouf. Hei gëtt een d'Gefill net lass, dass ee kritikabele Korporatismus duerch en onsoziale Liberalismus ersat ginn ass. An ech wéilt do de Jean-Claude Wolff zitéieren, bis viru kuerzem President vun der ALJ, deen an enger Broschür fir 75 Joer ALEJ gemengt huet: „Die Tendenz nimmt zu, die Zahl festangestellter Mitarbeiter zu beschränken, und immer mehr Arbeit an freischaffende Mitarbeiter auszulagern. Dank unserer Sozialgesetze gibt es für Festangestellte Lohnabmachungen, Arbeitsrecht, Personalvertretungen, Urlaubsanspruch, soziale Sicherheit, die diesen Namen verdienen. Unsere Kollegen und Kolleginnen, die freiberuflich tätig sind, können oft davon nur träumen."

E weidere kritesche Punkt ass dee vun der Zesummesetzung vum Presserot, dee jo elo soll aus mindestens 14 Membere bestoen, zur Halschent vun Editeuren an zur Halschent vu Journalisten. Do stellt sech dann awer menger Meenung no d'Fro, wien alles Journalist ass a wien Editeur ass. An dat rezent Trauerspill ronderëm d'ALJ, déi jo vum Här Sold a senge Vollstrecker definitiv zur Hausgewerkschaft degradéiert ginn ass, huet e wesentleche Punkt däitlech gemaach. Nämlech dass d'ALJ eigentlech keng Gewerkschaft am klassesche Sënn ass, well do och Direkteren an Direktesche vun Zeitungen dra vertruede sinn, a wann et muss sinn, da bréngen déi et ganz gutt fäerdeg, fir hir Leit op Linn ze bréngen.

D'Membere vum Presserot, sou gesäit deen neien Text et vir, ginn elo genannt op Propositioun vun den, ech zitéieren: «milieux professionnels respectifs». Wann et also muer Wahle gëtt fir de Presserot, da stellt sech d'Fro wéi déi Leit gewielt ginn. Falls dat iwwert déi mëttlerweil zwou gläichgeschalten Associatioune vun ALJ an UJL sollt geschéien, dann ass et also problematesch, well d'Représentativitéit hei net gekläert ass. Dat gëllt iwwregens och fir d'Associatioun vun den Editeuren.

Op alle Fall hu mer de Risiko, dass mer herno e Presserot hunn, deen aus siwen Editeuren an op där anerer Säit aus siwen Direkteren oder Rédacteurs en chef zesumme gesat ass, an da wär et fir mech net wierklech representativ.

Nächste Punkt, d'Trennung tëschent Informatioun a Commentaire. Och hei kann ee prinzipiell deene Recht ginn, déi soen, dat hei gehéiert an e Code de déontologie, wann een iwwerhaapt mengt, dass gudde Journalismus sech inévitablement duerch esou eng Trennung géif charakteriséieren. Ech wéilt hei d'Journalistin Josée Hansen zitéieren, déi an engem Artikel am „Lëtzebuerger Land" par rapport zu dësem Punkt vun „Aberration" geschwat huet an den europäesche Stil vum „Journalisme d'opinion" héichgehalen huet. Mä da muss een natierlech och direkt dobäi soen, dass d'Journalisten an d'Editeure vläicht selwer schold sinn, wann et huet missen esou wäit kommen, wa si net déi néideg Viraarbecht a Propositiounen do geleescht hunn.

Eng Rei vun anere Punkte wéi d'Responsabilité en cascade, d'Droits d'auteur, de Respect de la vie privée, d'Protection des mineurs, d'Protection des sources, den Droit de réponse, och fir d'Associations de fait, si Punkten, déi eiser Meenung no gutt geregelt sinn, an ech wäert net weider drop agoen.

Här President, meng Konklusioune fale vläicht e bësse méi laang aus, well et hei dréms geet, la part des choses ze maachen, vun deem wat dat neit Gesetz bréngt a wat net.

Et ass sécherlech e grousse Schrëtt no vir, an duerfir hu mir eis an der Mediekommissioun och scho kloer positionnéiert an duerfir wäerte mer et och matstëmmen. Et bréngt méi Klorheet, wat d'Rechter an d'Pflichte vun de Journalisten ugeet, vis-à-vis vun hiren Direktioune sougutt wéi vis-à-vis vum Public. Et bréngt méi Transparenz an d'Medielandschaft an et schaaft e bessere Kader fir d'Beruffsvertriedung vum Presserot.

Et ass awer, och wa jorelaang dru geschafft ginn ass, kee fäerdegt Gesetz. Ech sinn iwwerzeegt, dass déi nächst Joren nach drunner wäert verbessert ginn, an an där Motioun, déi mer zesummen ënnerschriwwen hunn, gëtt jo och d'Thematik opgeworf, ob een déi sougenannten Iwwerréglementatioun net erëm sollt e bëssen zréckhuelen, dee Moment wou e Code de déontologie géif virleien, deen déi Aufgab géif iwwerhuelen, fir déi Punkten opzehuelen.

Ee wichtege Punkt, vun deem mer hoffen, dass e schnellstens bäikënnt, ass dee vum Accès vun de Journalisten zur Informatioun. Och hei wéilt ech e Beispill aus dem Lëtzebuerger Pressealldag zitéieren, nämlech dat vum Centre de rétention am Prisong, also dem Block wou d'Sans-papiers festgehal ginn, bis datt hir Ofschiebung organiséiert ass. Während et an Däitschland zum Beispill op Ufro prinzipiell Zougank fir d'Press gëtt, par rapport zu Abschiebezentren, krut déi Wochenzeitung, där ech nostinn, op schrëftlech Ufro hin, eng kloer Ofso vum Justizminister. Dat sinn also d'Zoustänn zu Lëtzebuerg.

Anescht wor et iwwregens am Fall vun engem RTL-Team, dat eng Delegatioun vum Ombudscomité bei engem Besuch am Abschiebezentrum um Findel begleet huet.

Et gëtt awer, an dat zum gesamte Prisongsberäich, eng Recommandatioun vum Comité des ministres, vum Conseil de l'Europe, déi zum Beispill als Prinzip festhält, ech zitéieren: «Les journalistes devraient être autorisés à avoir des contacts avec les personnes qui purgent des peines d'emprisonnement, pour autant que cela ne nuise pas à la bonne administration de la justice, aux droits des prisonniers et du personnel pénitentiaire ou à la sécurité dans les prisons.»

Déiselwecht Recommandatioun hält iwwregens och en équitablen Accès vun alle Journalisten zu den Informatiounen an dësem Beräich fest.

Hei wär also och eng kloer Regelung am Sënn vum Informatiounsrecht, net nëmme vun der Press, mä indirekt och vum Public dréngend néideg, an dat ass jo och e Punkt, dee mer an der Motioun drastoen hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, den Oflaf vun der Diskussioun ronderëm d'Pressegesetz hunn ech elo mat verschiddene Beispiller scho geschildert, an dass an dësem Dossier d'Press net ëmmer duerch Kompetenz a Sachlechkeet bestach huet an dass zumindest eenzel Leit nach versicht hunn, deenen, déi tatsächlech geschafft haten, de schwaarze Péiter unzedréinen a virun allem deenen, déi net hirer Meenung waren, den Aarm ze béien.

Victimë woren dobäi net nëmmen d'Mediekommissioun an de Minister, an engem Mooss wéi ech en hei an der Chamber nach net oft erlieft hunn - anscheinend huet souguer eng Réunioun mam iewechte Chef, dem Här Juncker stattfonnt, wat net onbedéngt fir dee schwätzt, wann e sech dozou hiergëtt -, mä betraff wor och den Oflaf vum Positiounéierungsprozess innerhalb vum Presserot, wou e regelrechten Eeërdanz vu Setzen an Erëm-zréckzéie vun Ënnerschrëfte stattfonnt huet, iwwer e Bréif an deem d'Kommissioun opgefuerdert gouf, de Projet awer nach eng Kéier ze iwwerschaffen, am Kloertext eigentlech zréckzezéien, an am allerschlëmmsten an eigentlech och total sënnlos d'Sprenge vun der ALJ, doduerch dass d'Verlagshaus Editpress do de Comité iwwerholl huet an d'ALJ endgülteg zu enger Hausgewerkschaft gemaach huet.

Domat hu mir där, mat der St. Paulus Gewerkschaft UJL, elo zwou, während eng Herd vu Journalistinnen a Journalisten, déi sech net wollte gläich schalte loossen, hir Memberskaart an der ALJ ofginn hunn an elo momentan guer net méi associéiert sinn. Vu dass näischt esou schlecht ass, dass et net och fir iergendeppes gutt kéint sinn, wär dat heite vläicht de Moment, fir zu Lëtzebuerg eng richteg Journalistegewerkschaft ze grënnen, an där d'Journalisten net ënnert der Schlapp vun hire Patrone stinn. Och dat géif zur Pressefräiheet bäidroen, grad esou wéi hoffentlech dëst Gesetz.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Mady Delvaux-Stehres agedroen. D'Madame Delvaux-Stehres huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres *(LSAP)*.- Merci, Här President.

Obscho scho vill Intervenantë vill Interessantes zu dësem Gesetzesprojet hei op der Tribün de Moie gesot hunn, fillen ech mech awer beruff, ee Wuert zu dësem Text ze soen, a sief et nëmme fir dem Laurent Mosar merci ze soen, souwuel als Rapporteur, fir deen excellente Rapport, mä awer och als President, dee mat vill Gedold a vill Engagement déi Kommissioun presidéiert huet, wou mir laang, intensiv an hefteg diskutéiert hunn.

Och dobaussen ass vill diskutéiert a gestridde ginn, zwëschen Journalisten an Editeuren, och d'Juristen hu mat Passioun iwwert de Régime vun der Responsabilitéit vun de Journalisten debattéiert, an iwwert deem ganze Gestreits a Geplänkels, mengen ech awer, wär et gutt ze erënneren, dass mir e Gesetz iwwert d'Meenungsfräiheet an der Press adoptéieren, e Gesetz wat

och dee richtegen Equiliber soll schafen tëschent där Fräiheet, der Pressefräiheet, an deenen anere Mënscherechter - déi da sinn: e Recht op e Privatliewen, d'Présomption d'innocence, de Respekt vun der Éier -, an déi existenziell Fro, ob eng Fräiheet oder ee Mënscherecht deem anere kann oder soll iwwergeuerdnet sinn, déi fënnt wahrscheinlech keng Äntwert oder vill méi fënnt se jee no geographescher Lag a jee no Situatioun eng aner Äntwert.

An dofir ass et derwäert, un déi wichteg Prinzipien erëm ze erënneren, dass d'Pressefräiheet, d'Meenungsfräiheet wichteg ass fir d'Funktionéiere vun enger Demokratie. An heiansdo an eisem alen Europa huet ee vläicht d'Tendenz ze mengen, dass dat jo selbstverständlech wär an dass mir déi Pressefräiheet net méi sou vill misste schützen. Wa mir dann awer iwwert d'Grenzen eraus kucken, da stelle mir fest, dass dës Pressefräiheet a ville Länner an der Welt an och an Europa net esou respektéiert gëtt wéi se misst ginn, a mir, déi deenen neie Länner esou gär Lektioune maachen, mussen also exemplaresch sinn an den Texter an och an der Praxis, wat de Respekt vun der Pressefräiheet ugeet.

Här President, als net Jurist an och als net Journalist, wëllt ech dat Gesetz hei kommentéiere vum Standpunkt vun deem drëtten Element an der Press, dat heescht de Publikum. Well d'Press ass jo kee Selbstzweck, si adresséiert sech jo un e Publikum, an un e méiglechst grousst Publikum.

Als Konsument vun der Informatioun oder als Bierger hunn ech jo eng Erwaardung un d'Press an ech erwaarden, dass se mir vill Informatioune liwweren, fir dass ech mir kann eng Meenung maache vum Geschéien an der Welt. Dofir fannen ech et och wichteg, dass d'Journalisten hir Informatiounsaarbecht kënne maachen, dass se en Accès hunn zur Informatioun - deen hu se iwwert dëst Gesetz nach net kritt, mä dee solle se jo och geschwë kréien - an dass se och grouss Rechter hunn, vill Rechter, och e Recht fir Sourcen ze protégéieren. Als Konsument hunn ech awer och d'Erwaardung un d'Journalisten, dass se eng vérifiéiert Informatioun ginn, well ech wëll mir meng Meenung jo net op falsche Prémissë misse maachen. An ech hunn och d'Erwaardung un d'Press an un d'Journalisten, dass, wann eng falsch Informatioun erausgaangen ass - an dat ka jo ëmmer virkommen - a wa si et mierken, se déi da spontan rektifizéieren.

An dann en nächste Punkt. Ech hu gäre kritesch Journalisten, besonnesch wann hir Kritik spirituell ass a wann et gutt gemaach ass. Mä ech maache mir awer gär meng Meenung selwer an ech hunn net gär, wann de Journalist mir se virknat an dofir hätt ech gären, dass de Journalist an d'Press géifen eng Trennung maachen tëschent Berichterstattung an tëschent Kommentar. Dat sinn d'Erwaardungen, déi ech un eng Press hunn, an dat sinn och eigentlech d'Flichte vun de Journalisten.

Ob déi Flichten elo an engem Gesetz stinn oder an engem Code de déontologie, dat, muss ech éierlech soen, ass mir zimlech egal. Ech ka mat deenen zwou Variante liewen an ech wëll elo net drop agoen, firwat dat do an dësem Gesetz steet. Ech sinn och all Moment bereet, wann et am Code de déontologie steet, fir dann d'Gesetz ze iwwerschaffen an et erëm eraus ze huelen. Mä et ass wichteg, dass et enzwouch steet.

Här President, als Bierger sinn ech jo net nëmme Konsument vun der Informatioun, mä ech ka jo och mol en Thema ginn an der Press - an ech schwätzen elo net als Politikerin, well mir si jo meeschtens frou, wann an der Press vun eis geschwat gëtt a mir maache schrecklech vill, fir dass mer iwwerhaapt an d'Press kommen.

(Hilarité)

Ech sinn awer och frou, wann net falsch iwwer mech bericht gëtt, an ech wëll och soen, dass och d'Politiker an d'Politikerinnen e Recht hunn op hir Éier, e Recht hunn, dass hir Présomption d'innocence respektéiert gëtt an dass och hiert Privatliewe respektéiert gëtt; wann och vläicht manner wéi bei anere Leit.

Mä net nëmme Politiker kënnen Opfer gi vun der Press, och normal Bierger, also Net-Politiker, kënnen an der Press schlecht behandelt ginn a sech geschiedegt fillen. An dofir fannen ech et gutt, dass an dësem Gesetz iwwert d'Pressefräiheet och drasteet, wéi eng Rechter d'Journaliste musse respektéiere vun den normale Leit; an dat ass de Respekt vun deenen hirem Privatliewen, de Respekt vun der Présomption d'innocence, de Respekt vun der Éier an och d'Protection des mineurs.

Natierlech sinn déi Prinzipien net nei, si stinn an der bestoender Gesetzgebung an do ass gesot ginn: Déi misst een net onbedéngt an e speziellt Gesetz verankeren. Ech fannen dat awer, och erëm als Bierger, gutt, dass sech an engem Text meng Rechter erëmfannen an dass ech mech net muss duerch all méiglech Codë wullen, fir ze fanne wat meng Rechter sinn.

Wann elo déi nobel a wäertvoll Prinzipien och an deem Gesetz stinn, da wäert et jo awer nach geschéien, dass Mënsche sech wäerte beschwéieren an dass se sech attackéiert fillen. An dofir fannen ech déi zwee Mechanismen, déi virgesi sinn, och gutt.

Éischtens den Droit de réponse. Deen ass et jo schonn an der geschriwwener Press ginn an ech fannen et gutt, dass deen op all d'Presseorganer ausgedehnt ass. Ech fannen dat e wichtegt Element, fir eben déi perséinlech Fräiheeten do kënne besser ze beschützen.

Dat zweet Element ass déi Commission des Plaintes am Presserot, déi elo obligatoresch ass, a wou een, dee sech geschiedegt, diffaméiert fillt, vrun engem Presseorgan ka reklaméieren, an déi Kommissioun sollt déi Plainte dann ënnersichen an eventuell Recommandatiounen ausschwätzen.

Déi Kommissioun ass kee Gericht - ech mengen, dat kann een net oft genuch hei soen -, mä ech mengen awer, dass et eng nëtzlech Instanz ass fir ze verhënneren, dass d'Leit mussen op d'Gericht goen, wa se sech attackéiert fillen. An et ass och, géif ech mengen, fir d'Journaliste gutt, dass et esou ee Gremium gëtt, dat am Fong virgeschalt ass.

Här President, a mengen Ae schaaft dat heite Gesetz e gudden Equiliber tëschent der Pressefräiheet an deene perséinleche Rechter. Ech hoffen, dass et sech an der Praxis wäert bewäerten. Ech denke jo net, dass et nach honnert Joer oder méi wéi honnert Joer kritt an ech stëmmen dat heite Gesetz mat guddem Gewëssen.

Ech soen Iech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, emol fir d'éischt merci un Iech all hei, un d'Orateuren, well ech mengen, dass et eng ganz gutt sachlech objektiv a kritesch Debatt war. Eng Debatt, déi och dësem Gesetz Rechnung dréit, well et ass e Gesetz wou vläicht laang dru geschafft gouf, mä ech mengen et gouf gutt dru geschafft, an och wann et doudsécher net op alle Punkte ka perfekt sinn - wéi iwwregens kaum e Gesetz ka sinn -, ass et mengen ech e Gesetz, wat an der europäescher Landschaft Modellcharakter huet an och hei op e grousse Konsens baséiert, wéi de Laurent Mosar dat schonn a senger Aganksried ervirgeruff huet.

Ech wëll hei och him besonnesch merci soe fir déi vill Aarbecht, déi hien an der Kommissioun gemaach huet, grad wéi ech awer och net wëll verfeelen, de Mataarbechter am Service des Médias et des Communications merci ze soe fir déi vill Aarbecht, déi scho Jore virdru bei eis am Haus gemaach gouf, an och nach weider parallell. De Laurent Mosar hat net nëmmen hei gutt um Text ze schaffen, mä och nach eng onerschütterlech Rou bis zum Schluss, an egal wat ëmmer erëm vun neien Avatare komm ass, huet en déi Rou bewahrt an huet et fäerdeg bruecht, dass mer hei ouni gehetzt ze sinn awer zum Schluss vun der Legislaturperiod en Text virleeën, dee mer ëmmer erëm frësch diskutéiert hunn a wou mer wierklech - mengen ech - all Komma gekuckt hunn.

An ech mengen och dat war eng gutt Saach. Et ass vläicht virdrun ugeklongen, dass een ze vill ëmmer erëm op verschidde Froen zréckkomm ass, mä bei esou engem wesentlechen Text fir Grondrechter a Fräiheete mengen ech war et scho richteg, dass mer zesummen an där Kommissioun heiansdo Texter fënnefmol gekuckt hunn, mä herno ass eppes erauskomm, wou ech jo haut gespuert hunn, dass e risege Konsens an dësem Haus ass.

Ech mengen, dat ass jo och eng gutt Saach, well am Ausland, ech wëll net vun Italien schwätzen, mä wa mer kucke wéi am Ausland iwwer Pressetexter a Medientexter diskutéiert gëtt, do kritt ee grouss Ausenanersetzunge wou et wierklech drëm geet, fir politesch Aflossnahm ze hunn. Hei hu mer dat fäerdeg bruecht, an dat war vun Ufank un eise Wonsch och als Regierung, fir en ausgewogenen Text ze maachen, wou jiddferee sech kann am grousse Konsens erëmfannen.

An der Mediekommissioun ass den Text, wéi de Jean-Paul Rippinger gesot huet, verbessert ginn. Dir erlaabt mer als Kommunikatiounsminister dat awer e bëssen ze relativéieren. Mir hunn eisen urspréngleche Regierungstext op enger Partie Punkte méi staark fonnt wéi deen, deen hei erauskomm ass. Et sinn awer och Punkten, wou et effektiv soen, dass d'Kommissioun méi staark ginn ass wéi mir, zum Beispill wat d'Roll vum Conseil de Presse ubelaangt, wou mir net esou staark waren. Opgrond vun deene Gespréicher, déi se mat den interesséierte Kreesser hat, wollt d'Kommissioun méi wäit goen an ass och méi wäit gaangen.

Ech soen awer och nach eng Kéier hei, ech mengen och d'Regierung war ëmmer erëm bereet fir op Texter dann net ze insistéieren an huet hei zesumme mat der Mediekommissioun eng gutt Aarbecht gemaach. Ech menge bei esou engem Text muss een ëmmer erëm diskutéieren an e Konsens an der Mëtt fannen. Och d'Regierung war bereet mat der Kommissioun dee Konsens ze sichen.

Wann ech op d'Geschicht vun der Press zréckkommen, muss een natierlech zréckgoen, wéi et schonn eng Kéier ugeklongen ass, op de Gutenberg. Et muss een ëmmer wëssen, ech soen dat och als Kommunikatiounsminister, all technesch Revolutioun an der Kommunikatioun huet och ëmmer gesellschaftlech Neierunge mat sech bruecht. Ech soen och ëmmer, well ugeklongen ass, dass am Ufank nëmme Bibele gedréckt goufen, och de Luther wär net méiglech gewiescht ouni de Gutenberg, soss wär iwwerhaapt net iwwert eng Kierchereformatioun an deem Mooss diskutéiert ginn.

Bei der Press kann een zréckgoen, zu London gouf et déi éischt Zeitung, dat war d'„Weekly News", 1624. A Frankräich gëtt den Théophraste Renaudot 1631 mat senger „Gazette" als éischte Créateur vun enger Press ugesinn. An och schonn deemools, wann een do zréckgeet, war eng grouss Diskussioun: Wat ass méi wichteg, de Fait oder de Commentaire? Déi Zäit war de Fait u sech dat Wichtegst, dat heescht „les nouvelles", et huet een eppes missen nei, frësch um Ball, ënnert d'Leit bréngen. Och schonn deemools gouf et awer Diskussiounen: Wann ech wëll eppes ganz séier ënnert d'Leit bréngen wat nei ass, ass et dann och richteg oder hunn ech ze séier à chaud reagéiert? All déi Froen, déi mer eis haut stellen, gëtt et schonn zénter Jorhonnerte wou et d'Press gëtt.

Et muss een och wëssen, wann een op d'Geschicht zréckgeet, an dat ass ee vun den Haaptpunkte wa mer iwwert d'Cascade diskutéieren: Et muss ee wëssen, dass deen, deen d'Muecht hat, déi Zäit wou d'Press erfonnt gouf, den Imprimeur war. An dohier ass och déi Verlagerung komm op den Imprimeur. Dat war deen Eenzegen, deen u sech d'wirtschaftlech an och d'technesch Muecht hat, iwwerhaapt eng Zeitung erauszebréngen. Dee war méi wichteg wéi den Auteur an den Editeur. Ganz oft war en awer och Auteur an Editeur. Mä den Imprimeur war dee Wichtegsten.

Dat huet da mat sech bruecht, dass nach bis elo, wou mer dëst Gesetz an och dës Verfassungsänderung stëmmen, den Imprimeur dee war, deen, wann ee wollt kucken, wiem gëss de d'Schold, wie klos de un, dee Leschte war, deen ee fonnt huet, an deen huet dann déi lescht Responsabilitéit sollen droen. Dat ass haut net méi esou. Ech menge jiddferee kann haut op sengem Bordcomputer, Heemcomputer, Imprimeur spillen. Dofir ass et scho richteg, dass mer net méi vum Imprimeur schwätzen.

Deen, deen haut d'Muecht huet, ass u sech den Editeur. Ech kommen nach eng Kéier op d'Roll vum Editeur am Pressewiesen zréck. Deen deen haut d'Muecht huet ass den Editeur, obwuel ee sech kann d'Fro stellen, an der neier Welt, mat den neien Technologien, ob net den Diffuseur - wéi och d'Chamberkommissioun dat hei eragestallt huet - vläicht an Zukunft déi gréisste Muecht huet, well deen et u sech ass, deen elo décidéiert: Geet elo iergendeppes nach méi wäit weider wéi den Editeur dat kann diffuséieren?

Ech wëll awer och soen, dass een zum Beispill bei deem Text d'Roll vum Diffuseur an deem Cascadesystem muss kucken, wéi dat evoluéiert. Ech soen och nach eng Kéier hei wat ech an der Chamberkommissioun gesot hunn: Ech hu vum Juristeschen aus e puer Douten, ob mer dat wierklech uerdentlech ëmrahmt hunn oder net. Och do muss een dann, wéi an der Motioun och verlaangt gëtt, no dräi Joer kucken: Wat huet dat bruecht, wat huet dat net bruecht? Mä ech wëll awer der Kommissioun zegutt rechnen, dass se déi geschichtlech Evolutioun vum Muechtverhältnis vum Imprimeur, deen haut keng Muecht huet, zum Editeur respektiv an Zukunft vläicht ëmmer méi zum Diffuseur awer hei scho virausgezunn huet.

Wann een e Pressegesetz mécht, muss een haut nom Equiliber vun de Rechter kucken, wéi och fréier, mä awer haut vill méi wéi fréier, well mer awer an enger anerer Welt liewe wéi déi nach, déi d'Verfassung deemools consacréiert huet, wou se gesot hunn, keng Zensur dierf agefouert ginn. Et ass och gutt, dass d'Verfassung deen Text bäibehält. Haut liewe mer an enger Welt wou ee muss kucken, den Equiliber tëschent Grondrechter a Grondfräiheeten ze maachen. Op där enger Säit fanne mer do souwuel d'Liberté d'expression wéi awer och d'Recht vum Bierger, Informatiounen ze kréien.

Ech mengen et dierf een d'Pressefräiheet net nëmme gesinn, dass een d'Recht huet fir ze soen, ech dierf elo schreiwe wat ech wëll an ech muss dat diffuséiere wat ech wëll. Et muss een och op där anerer Säit d'Recht gesi vum Bierger, fir Informatiounen ze kréien. Doduerch ass och de Journalist respektiv d'Zeitungen e gewëssene Serviceprovider par rapport zu de Fräiheeten, well wann deen et net mécht, da kënnt de Bierger net un d'Fräiheeten. Dat ass dee Block vu Recht a Fräiheet, deen op där enger Säit steet.

(Coups de cloche de la Présidence)

Op där anerer Säit hu mer natierlech d'Grondrechter an d'Fräiheete vun deem Eenzelnen, d'Madame Delvaux sot et virdrun, éischter perséinlech Fräiheeten, an déi musse respektéiert ginn.

Natierlech, wa mer elo soen, wéi maache mer deen Equiliber, muss een dovunner ausgoen, dass deen éischte Block, deen ech genannt hunn, vläicht awer méi wichteg ass, well deen e Grondprinzip ass, deen awer muss - wéi och den Artikel 10 vun der Mënscherechtskonventioun et seet - an engem Geescht vu Proportionalitéit ausgeluecht ginn. Dat heescht e kann ageschränkt ginn, mä e kann ëmmer nëmme sou wäit ageschränkt ginn, wéi et och tatsächlech in concreto néideg ass, fir eben déi Grondfräiheeten a -rechter vun deem Eenzelnen ze protégéieren. Dofir muss all Text emol prinzipiell sech op d'Liberté d'expression an op d'Recht fir deen Eenzelnen op Informatioun beruffen.

Da kommen ech zum Punkt, dee jo besonnesch déi lescht Zäit ëmmer erëm opgeworf gouf, deen awer vun Ufank un am Raum stoung: Maache mer e grousst Gesetz oder maache mer Autorégulatioun? Regléiere mer d'Froen iwwert de Code de déontologie, iwwert de Conseil de Presse, dee selwer och Disziplinrecht huet? Nun ass meng Opinioun, egal op wat fir engen Domänen ech aktiv sinn, bekannt. Ech soen et oft genuch, am Aarbechts- a Sozialrecht, ech sot et ganz vill als Telekomsminister: Ech si méi frou, an där Welt an där mer liewen, wa mer net alles versichen iwwert d'Gesetz ze regelen, well et gëtt ëmmer méi schwiereg alles iwwert d'Gesetz ze regelen. Ech sinn en Unhänger vun Autorégulatioun, voire vu Corégulatioun. Déi Diskussioun hate mer och am Mediegesetz, wou mer och amgaange sinn drun ze schaffen. Ech sti prinzipiell dofir an. Ech hu léiwer, et gëtt Autorégulatioun a Corégulatioun, wéi et gëtt alles iwwer Gesetz regléiert.

Elo muss een awer d'Virgeschicht vun dësem Gesetz gutt kennen. Wat d'Virvirgeschicht vun dësem Gesetz ubelaangt, huet de Jean-Paul Rippinger dat elo hei gemaach. Mir hunn net eréischt zënter 1999 ugefaangen iwwer nei Pressegesetzer ze diskutéieren. Do gouf et souwuel bei de sukzessive Regierunge wéi awer och bei de Journalisten a bei hire Verbänn während Jorzéngten Iwwerleeungen dozou, also et ass näischt Neits.

Mä d'Virgeschicht hei vun dëser Legislaturperiod war einfach déi, dass et eng Partie vun Uerteeler gouf zu Lëtzebuerg, wou sech d'Fro gestallt huet: Si se kompatibel mat der Mënscherechtskonventioun oder net? Et sinn der jo och da bis op d'Mënscherechtskonventioun gaangen, wéi déi berühmte Fierschtergeschicht, wou dann eng Partie interessant Saachen erauskoumen, och iwwregens fir dat heite Gesetz. Nämlech déi, dass den Artikel 1382 an anerer vum Code civil, déi soen, jiddferee muss fir de Schued deen e mécht opkommen, prinzipiell net géint d'Pressefräiheet verstéisst, mä dass am konkrete Fall e muss esou ausgeluecht ginn nom Principe de proportionnalité, dass en

awer net d'Pressefräiheet a Fro stellt.

Dat war fir eis och als Regierung eng wesentlech Bestätegung vun där Philosophie wou mir dra waren. An am Zitatiounsrecht konkret huet deen Uerteel eis gesot, wat déi Jurisprudenz virdrun zu Lëtzebuerg falsch gemaach huet, an deen Text dréit elo selbstverständlech där Jurisprudenz vum Mënscherechtshaff Rechnung. Mä mir haten natierlech dee Problem, an deen hu mer och an Zukunft, dass mir eben e klengt Land sinn an dass mer net honnerte vu Presseprozesser kréien. Gott sei Dank, soen ech, dass mer net honnerte vu Presseprozesser hunn!

Mä doduerch hu mer, aneschters wéi am Ausland, dann do net e risegen Echafaudage vu Jurisprudenzen, déi herno fest do stinn, mä d'Jurisprudence ponctuelle, a si versicht zu eppes ze kommen.

Dobäi ass awer komm, dass et eng Zäit vun Onsécherheet war an dass déi Journalisteverbänn, mat deene mer geschwat hunn, iwwregens och grad wéi de Conseil de Presse, wéinst eiser klenger Gréisst, an en fait dass een deen anere kennt, eis als Regierung mat op de Wee ginn hunn, mir hätte gären, a besonnesch ebe well déi Jurisprudenz dunn nach net ofgeséchert war, e Pressegesetz, wat kloer ass, wat net nëmmen e reng juristesche Charakter huet, net nëmmen an e puer Sätz grouss Prinzipie sinn, mä wat esouwuel fir de Riichter wéi fir de Journalist pedagogesch an och ofsécherend wierkt.

Dat war déi Diskussioun, déi mir haten, an dat war déi Zäit déi virherrschend Meenung, an dofir hu mir deen Text och esou gemaach, dass mer gesot hunn, eng Partie Saachen, déi een net bräicht ze schreiwen, schreiwe mer awer, fir och sécher ze sinn, dass de Riichter op dee Wee geet, dat anhält, an dass mer och sécher sinn, dass de Journalist weess, dès le départ, wat muss ech maachen, wat muss ech net maachen, fir och conforme ze sinn, dass net iergendeen herno op eemol Saache fënnt, fir mech a Fro ze stellen.

Wann ech als Journalist verønsé-chert sinn, ier dass ech mä Bic huelen a schreiwen, oder mäi Laptop huelen a schreiwen, an dat veröffentlechen, jo da géing ech vläicht verschidde Saachen net schreiwen, net veröffentlechen, an dat ass net gutt fir d'Pressewelt. Dat war d'Ursaach, firwat dass mer dat heite gemaach hunn. Mir sinn awer absolut d'accord, dass wann elo en Ëmdenke kënnt, wann elo deen neie Conseil de Presse, an deen ech all Hoffnung leeën, seet, mir ginn op de Wee vun engem Code de déontologie. Mir hunn och, an dat ass och eng Verfassungsfro, wéi wäit e Code de déontologie iwwerhaapt ka rechtsverbindlech sinn oder net. Dee kann dat doudsécher zum aktuellen Artikel 36 net sinn. Wa mer also e rechtsverbindleche Code de déontologie kréien, kann een absolut erëm, op verschidde Punkte selbstverständlech, e subsidiaresche Charakter vum Pressegesetz an enger zweeter Phas maachen.

Ech mengen, et muss een elo kucken, wat bréngt d'Gesetz. Mir musse kucken, wéi schafft dee Conseil de Presse elo an Zukunft: Ech mengen, dass, nodeem dass dëst Gesetz gestëmmt ass, erëm vill Rou kënnt an dass dee Conseil de Presse dierft mat alle Kräfte gutt zesumme schaffen, an da kucke mer dat doten an dräi Joer eis nach eng Kéier un. Mä en attendant, mengen ech, ass et awer gutt, dass all déi Prinzipien elo emol an engem Text stinn. Wann se herno an engem Text sti wou se besser stinn, ass dat net eppes wou mir eis missten op de Kënn späitzen, au contraire, mä dann ass dat eng normal Evolutioun.

Just wat d'Droits an d'Devoirs ubelaangt an d'Responsabilité civile, do huet sech nämlech déi Fro gestallt, schreiwe mer guer näischt an d'Gesetz a mir soen, majo de Riichter muss d'Jurisprudenz vum europäesche Mënschegeriichtshaff unerkennen, oder schreiwe mer alles an d'Gesetz. Mir hu vill an d'Gesetz geschriwwen, mir hunn och deen Artikel drageschriwwen, wou mer gesot hunn, den Artikel 1382 gëtt interpretéiert am Liicht vun den Droits et Devoirs wéi mer se hei fixéieren. Ech deelen do nach wie vor net d'Approche vum Rapporteur, dee mengt, mir hätten do wëllen e Régime dérogatoire aféieren. Wann een de Statsrot noliest, deen denkt dat och net. Mir hate jo och gréisser Diskussiounen doriwwer. Ech soen awer nach eng Kéier, dass ech mengen, dass am Endeffekt et esou oder esou erauskënnt, mä ech soen awer, dass mir och deen Artikel esou gemënzt hate während enger Zäit wou d'Jurisprudenz net sécher war, wou zu Stroossbuerg nach net alles décidéiert war, dass mer awer wollte Rou an d'Spill bréngen an einfach hei kloer Texter schreiwen.

Ech hu vun der pedagogescher Valeur geschwat vum Text. Ech mengen, och fir d'Leit dobaussen ass et gutt wann een esou en Text huet, wou d'Droits et Devoirs vum Journalist kloer dra stinn. Och dat bréngt eng gewësse Rou mat sech.

Wéi gesot, et ass mir egal wou deen Text steet, mä iergendwou muss deen esou stoen, dass jiddereen Zougank zu deem Text huet.

Ech wëll awer e puer Wuert an dësem Haus soen iwwert d'Roll an d'Verhältnis vum Editeur par rapport zum Journalist, ëmsou méi wou dat och eppes ass, wat mech als Aarbechtsminister ganz staark betrëfft, a well dat och eng Diskussioun war, déi zum Schluss nach eng Kéier gefouert gouf. Et muss ee ganz einfach wëssen, dass den Editeur en Entrepreneur ass. Dat ass e Wirtschaftsunternehmen spezieller Aart. Natierlech spillt et eng Roll, et spillt d'Roll vum véierte Pouvoir am Land. Et huet ganz vill Verantwortung ze iwwerhuele par rapport zu de Leit. Et ass awer e Wirtschaftsunternehmen an et muss och kënne wirtschaftlech funktionéieren. Dat ass kee Selbstzweck, do musse Suen erakommen, well et gi jo och Suen eraus.

Also muss een dat ëmmer am Kapp hunn, wat och mat sech bréngt, dass déi Journalisten, déi am Haus schaffen, déi e Contrat de travail hunn, Salariéë sinn an dass déi e Lien de subordination hunn; dass et evident ass, dass muss kënnen den Editeur soen, ech hätt elo gären dat oder dat. Dat muss einfach kloer sinn, an dat kënnt och aus dësem Text implicite eraus, dass de Journalist net einfach ka schreiwe wat e wëllt, mä e muss do schonn dat maache wat den Editeur gären hätt, mä - an dat ass en Artikel, wou ech ganz frou sinn, dass en dra stoe bliwwen ass - de Journalist huet awer och eng intellektuell Valeur an en huet eng juristesch Responsabilitéit ze droen, an déi dréit e mat senger Ënnerschrëft. An ech géif mengen, dass et esouguer normal wär, wann et net géif am Text stoen, mä ech hu léiwer et steet dran, dass wann en Editeur zu engem Journalist seet, du dierfs dat net schreiwen, dass en net da kann eegemächteg, wann et ëm substanziell Saache geet, op eemol an engem Text, deen ënner engem Nom de plume vun engem Journalist eraus kënnt, elo soen, elo gëtt dat dote gestrach, oder et gëtt ëmgemodelt esou wéi ech et gären hätt. Dat geet intellektuell net an ech mengen, et ass och richteg dass mer deen Equiliber hei esou duergestallt hunn.

Dat dote Recht, dass en Artikel, deen ënner enger Signature vun engem Journalist veröffentlecht gëtt, net kann eegemächteg substanziell verännert ginn, huet eigentlech näischt mat den Droits d'auteur ze dinn. D'Droits d'auteur ass erëm eng aner Geschicht. D'Droits d'auteur war och eng laang Diskussioun. De Laurent Mosar huet hei laang a breet erkläert, wéi elo de Prinzip ass. Dat ass erëm eng aner Geschicht. Dat gëtt am Contrat de travail, oder am Contrat de louage d'ouvrage, wann et e fräischaffende Journalist ass, geregelt.

Ee Wuert zu der Clause de conscience. D'Renée Wagener sot virdrun, deen éischten Text vun der Clause de conscience hätt hatt léiwer gehat. Ech och als Aarbechtsminister, well ech e méi korrekt fonnt hu par rapport zum Droit du travail. Ech var awer selwer bereet, well d'Editeuren net frou waren ee Moment, ech sinn elo net méi esou sécher, opgrond vu leschte Saachen déi ech gelies hunn. E steet awer elo esou do wéi en ass. Ech hat d'Impressioun dass d'Editeuren awer zu Recht gefaart hunn, do kënnte Schuedensersatzfuerderungen u si kommen, a mir waren eis eens an der Chamberkommissioun fir ze soen: Gutt, mir maachen elo net eppes, wou op eemol herno riseg Prozesser géint d'Medie kommen. Dat war ni an eisem Sënn, mä mir maachen et esou, dass awer de Journalist, dee wéinst der Clause de conscience ophält, Recht op de Chômage kritt, an dofir war ech als Aarbechtsminister och bereet an de Chômagetexter esou ze wullen - souwisou, esou vill Fäll wäerten et zu Lëtzebuerg net ginn -, fir do eppes ze maachen. Mä ech mengen och dat ass awer eng wichteg Saach wou mer en derogatiivt Recht fir de Journalist erabruecht hunn, well en awer net nëmmen e Salarié ass, mä awer och eng gewëssen eege Verantwortung ze droen huet.

Dann e Wuert zu de Pigisten, de Fräischaffenden. Dat ass eppes wat et ëmmer erëm gëtt am Journalismus, an zu Recht gëtt et dat, well et gi jo fräischaffend Journalisten. Wann zum Beispill e groussen Nodeel bei eisem aktuelle Pressewiese bestanen huet, dat ass dass eigentlech nëmmen e Journalist konnt eng Journalistekaart kréien, deen och an engem Salariatsverhältnis war, während een, dee fräischaffend war, net konnt eng Journalistekaart kréien. Et ginn awer vill fräischaffend Journalisten, a besonnesch wat de Recherchejournalismus ubelaangt, de richtegen investigative Journalismus, do ginn et der eng ganz Partie. Dofir ass et scho wichteg, dass mer dat och consacréiert hunn. Et gëtt natierlech ëmmer erëm d'Gefor vun de Faux-indépendanten, wou et scho Fäll gouf, déi och konnte geléist ginn, a wou natierlech den Aarbechtsminister net frou ass, wann et Faux-indépendantë gëtt. Just Journalismus mécht et net ëmmer einfach fir erauszefannen, wat ass e Faux-indépendant, wat ass e reellen Indépendant. Gitt awer emol dovunner aus, dass den Aarbechtsminister déi dote Problematik net vergëesst.

Nach e bësse mat der Geschicht Relatioun, wat ass d'Roll vum Editeur, ass dann och deen Artikel vun der Transparenz komm. D'Madame Wagener sot virdrun, si wär net frou gewiescht, dass ech gesot hunn, d'Kommissioun sollt op deen Artikel verzichten. Madame Wagener, ech soen dat nach eng Kéier, ech fannen, dass deen Artikel gutt ass. Ech fannen awer och, dass et elo net deen ass, mat deem alles soll stoen a falen. Et ass bestëmmt net dee wichtegsten Artikel an deem ganze Gesetz, an dofir, well et och drëm gaangen ass, an et geet nach haut drëm, dass mer mat deem Gesetz net d'Leit auserneen dividéieren, mä zesumme féieren, hunn ech do vehement plädéiert, fir lech ze soen, majo kuckt elo hei net dorop, a verzichte jiddefalls drop, wann dat Rou bréngt. Ech hoffen, dass dat awer trotzdeem kënnt.

Den Artikel gouf vu bal kengem gefuerdert. Et war d'Regierung, déi selwer an de Projet geschriwwen huet, dass mer scho mengen, dass eng gewëssen Transparenz ubruecht ass, well et jo net hei bei dem Editeur ëm eng Entreprise wéi eng aner geet, mä eng, déi eng gewësse Verantwortung huet, an dass d'Leit och sollen e gewëssent Recht hu fir ze wëssen, wien do dran ass. Do ass et allerdéngs esou, dass ganz vill, och hei zu Lëtzebuerg, elo an der leschter Diskussioun da vu sech aus fräiwëlleg esou Saache publizéiert hunn.

Mä nach eng Kéier soen ech, dass dat net de spréngende Punkt ass, mä ee vu verschiddene Punkten, déi hei sinn. Fir mech ass de spréngende Punkt hei d'Liberté d'expression wierklech no vir ze bréngen, déi als Prinzip ze verankeren, awer och an engem vertrauensvolle Prinzip, an engem responsabilitéitsgedroenen Equiliber hei duerchzesetzen. Ech mengen an deem Sënn ass dat Gesetz ganz gutt.

Et léist net alles. D'Aide à la presse ass ugeschwat ginn. Dozou wëll ech awer just soen: Aide à la presse p.r. zu «concentration». Gitt mol dovunner aus, dass mer e klengt Land sinn. Natierlech, wann een hei eng Zeitung huet, déi eng Oplag vun 80.000 huet, dann ass dat riseg an dann ass et schwiereg fir eng aner Zeitung fir op déiselwecht ze kommen, mä am Ausland ass dat Peanuts. Dofir muss een awer och oppassen, fir net eis hei ze vergläiche mat Frankräich oder Däitschland an op eemol ze mengen, mir missten eng Konzentratioun hei um Lëtzebuerger Plang esou regléieren, wéi se an Däitschland oder Frankräich oder an Amerika misst regléiert ginn.

Mir sinn e klengt Land a wa mir ufänke kengem méi ze erlaben, wirtschaftlech grouss ze ginn an alle Pressegruppen, déi mer hunn, wëllen ze soen, Dir musst nach ëmmer méi kleng ginn, jo dann erlabe mer och deenen net, an engem wirtschaftleche Kampf an der Groussregioun ze bestoen. Dofir mengen ech mat allen d'Aide-à-la-presse-Gesetz, dat ass jo virdru geännert ginn. Regelméisseg kommen nach nei Réglementatiounen eraus vun der Regierung, fir dat an engem uerdentlechen Equiliber ze behalen, mä ech mengen, dass de Prinzip vun deem Pressegesetz nach wie vor net esou schlecht ass, och wann ee ka mat alle Modalitéite frësch diskutéieren.

Mir sollen net op eemol déi kleng Lëtzebuerger Diskussioun op eng aner bréngen. Kleng Lëtzebuerger Diskussioun - Dir musst dovunner ausgoen, dass mer hei Presseorganer hunn, Quotidienen, déi 4.000, 5.0000, 6.0000 oder awer net vill méi Oplag pro Dag hunn. Ouni Aide à la presse kënnten déi net iwwerliewen. Dat ass déi eng Säit an déi aner Saach ass, dass mer awer och net solle soen, mir brauchen nach just eng staatlech finanzéiert Press. Dofir fannen ech den Equiliber, deen d'Aide-à-la-presse-Gesetz bréngt, grosso modo net schlecht.

Accès à l'information, dat ass scho richteg hei gesot ginn, dat ass keng Saach, déi eenzeg an eleng de Journalist ugeet. Déi geet jiddfereen eppes un. Dat ass keng einfach Saach. Well natierlech musse mer och do kucken, dass net eenzel Informatiounen erauskommen. Bei Accès à l'information muss och deen Eenzelnen nach ëmmer kënne geschützt ginn. Ech dierf jo och net op eemol lo eppes vum Stat wëllen erauskréien iwwert deen Accès à l'information, wat mäin Noper ugeet. Do schaffe mer an der Regierung drun. Ech hoffen, dass dann och déi Viraarbechte kënne vun der nächster Regierung esou séier wéi méiglech ofgeschloss ginn.

Mir schaffen och, soen ech dann als Kommunikatiounsminister, um Dateschutz, wou mer scho Réuniounen hate mam Conseil de Presse, a wou mer awer elo näischt wollten - an do ware mer eis eens - iwwert de Knéi briechen, mä dat sinn ira et studio ugoen, an dann an deem neien Dateschutzgesetz - well dat si mer och amgaangen ze iwwerschaffen - och do déi Fro nach eng Kéier opwerfen.

Dir Dammen an Dir Hären, dat waren dann och déi puer Grondiwwerleeungen, déi ech hei wollt maachen. Och vu mir aus soen ech, dass dat heite Gesetz doudsécher an deenen nächste Joren op deem engen oder aneren Artikel ofgeännert gëtt. Mä ech mengen, dass et a senge Grondausriichtungen e gudde Worf ass. Ech si frou iwwert de Konsensus. Dir wäert och nach gesinn, dass et e Gesetz ass, mat deem mer - an dat huet elo schonn ugefaangen - am internationale Vergläich als Modellland duergestallt gi fir Pressefräiheet. Ech mengen dat ass eppes, wou mer sollten alleguerten heibannen zesummen houfreg drop sinn.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Ier mer zur Lecture an zum Vote kommen, komme mer awer fir d'éischt zum Second vote constitutionnel vum Revisiounsprojet 3934 iwwert den Artikl 24 vun der Verfassung.

Et sief drun erënnert, dass bei dësem Vote vun dëser Verfassungsrevisioun nom Artikel 114 ofgestëmmt gëtt. Dat heescht, dass mindestens zwee Drëttel vun den Deputéierte mussen dofir stëmmen an datt de Vote par procuratioun net erlaabt ass.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Verfassungsrevisioun, den honorabelen Här Jean-Paul Rippinger. D'Viraussetzung, fir dass mer mam Gesetz conforme sinn, ass, dass dat doten elo fir d'éischt gestëmmt gëtt.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP), rapporteur du projet de révision 3924*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dënschdeg, de 27. Januar 2004, hu mer hei dee Projet de révision vum Artikel 24 vun der Verfassung gestëmmt. Ech hunn deemools Folgendes gesot: „Wann d'Chamber haut der Revisioun vum Artikel 24 vun eiser Verfassung zoustëmmt, dann dréckt se domadder onweigerlech hire Wëllen aus, nach dës Legislaturperiod de Projet de loi 4910 iwwert d'Liberté d'expression dans les médias, dat sougenannte Pressegesetz, hei am Plenum ze diskutéieren an zu enger Ofstëmmung ze bréngen."

Et war also de Préalabel, den Artikel 24 vun eiser Verfassung ze änneren, ier mer dat Gesetz vun haut also kënnen ofstëmmen. No dem Artikel 114 vun eiser Verfassung, där neier Redaktioun, ass jo en Délai vun dräi Méint virgesinn, a wann an deem Délai keen e Referendum ufreet, da kënnt deen Text, dee mer deemools ugeholl hunn, zu engem zweete Vote. Vu dass jo awer keen Eenzelne vun den Deputéierten an och keng Grupp vun den Deputéierten a keng Fraktiounen esou e Referendum ugefrot hunn, fir den Artikel 24 ze änneren, kënne mer e roueg hei zur Ofstëmmung bréngen, an zwar an där Teneur, wéi mer deen Artikel de 27. Januar 2004 hei ugeholl hunn, nämlech: Den éischte Saz vun deem Artikel, dee mat Nodrock d'Pressefräiheet consacréiert, bleift bestoen. Dee bezitt sech dann op jiddfer Bierger an op jiddfer Form vu Pressefräiheet, dat heescht déi geschriwwe Press, déi geschwate Press an déi televiséiert Press.

De Saz iwwert d'Zensur, dass déi ni kann hei zu Lëtzebuerg agefouert ginn, bleift bestoen, an d'Sätz 3, 4 a 5 bleiwe gestrach,

well se net méi zäitgeméiss sinn. Dat si folgend Alinéaen, déi esou redigéiert sinn: D'Journaliste brauche kee Cautionnement ze leeschte méi, dat heescht eventuell Amenden ze bezuelen. Dat ass net méi zäitgeméiss. Den Droit du timbre ass ofgeschaaft an d'Responsabilité en cascade hu mer aus der Verfassung erausgeholl. Mir hunn et elo, wéi dat jo haut de ganzen Dag ugeklongen ass, an dat neit Gesetz erageschriwwen.

Deemno ass keen Hindernis méi do, Här President, fir dass mer den Artikel 24 vun der Verfassung a senger neier Versioun haut hei ofstëmmen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Wuert dozou huet nach den Alex Bodry gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et brauch een net méi déi Debatt nach eng Kéier ze féieren, déi mer viru gutt dräi Méint hei an der Chamber gefouert hunn. Deen heiten Text mécht eppes, wat mengen ech richteg ass. En hëlt d'Responsabilité en cascade aus der Verfassung eraus. Mat deem Vote duerno brénge mer se an eis normal Législatioun eran.

Ech verheemlechen net, dass meng Partei Demandeur ass fir, wat d'Press ugeet, och de Prinzip vum Pressepluralismus méi staark och an der Verfassung ze verankeren. Dat geschitt mat deem heiten Text net, sou dass mer mengen, dass mer also hei net e Schlussstréch zéien, well eis verfassungsgeberech Aarbecht an deem dote Beräich ugeet, mä dass och eng nächst Chamber als Constituante nach eng Kéier deen dote Volet op de Métier huelen an do nach zousätzlech Prezisiounen an d'Verfassung erschreiwe muss. Dat gesot, wäert eis Fraktioun deen heiten Text stëmmen.

M. le Président.- Freet soss kee méi d'Wuert? Den Här Urbany freet d'Wuert. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, ech hat beim éischte Vote hei géint déi Verfassungsännerung gestëmmt, well de Principe de la cascade eben elo aus der Verfassung erausgeholl gëtt. An och wann dat elo garantéiert gëtt an deem neie Pressegesetz, esou ass awer net méi déi Brems do an Zukunft, fir eventuell engem spéidere Législateur net ze erméiglechen, de Principe de la cascade erëm ofzeschafen. Ech hätt kee Problem dobäi gesinn an ech hätt et noutwendeg souguer fonnt, dass dee Prinzip do an der Verfassung einfach dra bliwwe wier als Garantie och an Zukunft.

Ech hat och nach kritiséiert deemools beim éischte Vote, dass mer elo deen Text erëm hierstellen an där Form, wéi en 1856 beim Statsstreech vum Wëllem dem Zweeten an d'Verfassung agefouert ginn ass, a während awer déi Verfassung 1848 an 1868 eng ganz Partie Saache virgesinn hat, déi an déi Richtung gaange si vu méi Garantien. Duerfir wäert ech och dës Kéier géint deen Text hei stëmmen.

M. le Président.- Den Här Minister Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Jo, ganz kuerz.

Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, zu deem dote leschte Punkt, dass mer net méi an därselwechter Welt liewen, och technesch gesinn, wéi deemools. Wann dat deemools - iwwregens net nëmme fir de Bierger - an der Verfassung stung - do ass och zan Deel un de Stat geduecht ginn an net nëmmen un de Bierger -, da war dat deemools aneschters. Haut si mer an enger anerer technologescher, juristescher Welt, esou dass ech net mengen, dass déi Gefor, dass elo iwwerhaapt kee méi verantwortlech wier fir eppes, géif bestoen, wann näischt méi an der Verfassung steet.

Ech menge schonn, dass et duergeet iwwert de Principe, wee penal ze vill Verantwortung dréit an deenen dote Fäll. Dat ass penal an zivil, also zivil a penal, dass dat duer geet, wann een dat am Gesetz stoe léisst. An ech sinn och nach eng Kéier frou, dass eben déi aner Saachen, déi Errungenschaften, déi deemools de Constituant am 19. Jorhonnert erobert huet, nämlech d'Pressefräiheet iwwerhaapt ze kréien, dass een déi Referenz dra stoe léisst. An ech fannen, dass d'Cascade net méi dran ass, gëtt awer just an där doter Hisiicht dem Text 24 eng ganz aner Vue.

Ech wëll dann, Här President, zum Schluss och nach eng Kéier hei merci soen, net nëmmen am Numm vun der Regierung, mä och am Numm vum Premierminister, deen net kann haut hei sinn, well e war hei, mä en huet nach aner Verpflichtungen, mä deen deen Dossier hei ganz staark, vun Ufank un ech wëll net soe matbegleet, mä matgestalt huet. Mir sinn alleguer frou an der Regierung, dass dat haut iwwert d'Bühn geet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ier mer elo ofstëmmen, erënneren ech drun, datt d'Chamber an hirer Sitzung vum 27. Januar den Artikel 24 vun der Verfassung a folgenden Termë gestëmmt huet.

Lecture du texte du projet de révision 3924 (par M. Jean Spautz)

Den Artikel 24 vun der Verfassung ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen also elo am Second vote iwwert dee virleienden Text of.

Second vote constitutionnel du projet de révision 3924

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

Dir musst perséinlech stëmmen. Et ass kee Vote par procuration virgesinn.

D'Ännerung vum Artikel 24 vun der Verfassung ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen an 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz et Fred Sunnen;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

M. Alex Bodry, Mmes Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err, MM. Ben Fayot, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch et M. Georges Wohlfart;

MM. Jean Colombera, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

A voté non: M. Serge Urbany.

Eng Dispens vum zweete Vote constitutionnel ass net erfuerdert. Déi ass erlaanscht.

Da komme mer elo zur Lecture vun den Artikele vum Projet de loi 4910.

Lecture du texte du projet de loi 4910 (par M. Nico Loes)

D'Artikelen 1 bis 86 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kéimen dann elo zum Vote vum virleiende Projet 4910.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 4910 et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 4910 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Lucien Clement), MM. Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Marco Schank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler (par M. Théo Stendebach);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Gusty Graas), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Maggy Nagel), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Georges Wohlfart), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Fernand Greisen), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo nach zu enger Motioun, déi vum Här Laurent Mosar agereecht ginn ass. Si ass ausgedeelt ginn, Dir hutt se virleien a mir stëmmen elo driwwer of.

Par main levée?

(Assentiment)

Ween dofir ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

(Interruptions)

Une voix.- Den Här Greisen freet nach d'Wuert.

M. le Président.- Ah, zu där Motioun! Jo, Här Greisen.

M. Fernand Greisen *(ADR)*.- Merci, Här President. Wéi mer déi Motioun hei an der Kommissioun virgeluecht kritt hunn, hunn ech am Numm vum ADR mäin Accord ginn an den ADR steet och zu deem Accord. Mä an der Réunioun hunn ech gefrot, ob et méiglech wier nach eng Positioun dobäizebréngen, an zwar dass och soll d'Pressegesetz, wat d'Pressehëllef regelt, iwwerschafft ginn; an dat ass net geschitt.

Dofir géif ech nach gären eng zousätzlech Motioun an deem Sënn erabréngen, wéi ech et virdrun erkläert hunn.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 3 août 1998 règle le subventionnement de la presse écrite luxembourgeoise et vise à assurer le pluralisme des opinions;

- considérant que la dite loi n'établit pas de règles précises visant à garantir une information objective garantissant le pluralisme des opinions;

- considérant que les organes de presse à faible tirage doivent obtenir une aide plus forte et que celle des organes de presse à gros tirage doit être réduite en conséquence;

- considérant que la création d'organes de presse nouveaux doit être encouragée;

invite le Gouvernement

- à réformer la loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite en réduisant les aides accordées à des organes de presse à fort tirage au profit des organes de presse à faible tirage;

- à préciser les règles imposées aux organes de presse subventionnés dans le but de garantir une information objective et le pluralisme des opinions.

(s.) Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

M. le Président.- Merci. Déi muss dann nach ausgedeelt ginn.

Motion 1

Mir stëmmen dann elo of iwwert déi Motioun 1.

(Interruptions)

Ma jo, mir stëmmen jo elo of iwwert d'Motioun 1.

(Interruptions)

Fir déi aner hutt Der jo nach keen Text.

(Interruptions)

Mir stëmmen elo net iwwert déi zweet of. Iwwert déi zweet gëtt ofgestëmmt wann den Text verbreet ass, an dat ass dann de Mëtten. Elo brauche mer net driwwer ofzestëmmen. Dir hutt den Text net virleien.

Vote par main levée

Wie fir d'Motioun Nummer 1 ass, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen. Wien ass dergéint? Wien enthält sech?

Ech stelle fest, d'Motioun 1 ass eestëmmeg ugeholl.

Iwwert déi aner Motioun kënne mer net ofstëmmen, well déi ass net ausgedeelt ginn. Do hat nach keen den Text.

Une voix.- Mä Dir hutt en awer!

Une autre voix.- Jo, Här President, Dir kéint se jo eng Kéier virliesen.

M. le Président.- Wat gelift? Solle mer se virliesen?

Une voix.- Ech weess net wat dra steet.

M. le Président.- Also mir stëmmen dann direkt de Mëtten wa mer d'Sitzung ufänken of, wa jiddferee se da viru sech leien huet a sech konnt mam Text vertraut maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder wiere mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Moien ukomm.

(Interruption)

Ah, den Här Rippinger freet d'Wuert nach.

2. Ordre du jour

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, kënnt Der mer erklären, firwat dass mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm sinn? No mengen Informatioune war geschter an der Presidentekonferenz gesot ginn, dass mer net nëmme gëschter, mä och haut iwwer Mëtteg géife fueren an ech hu keng Connaissance vun enger Décisioun vun der Conférence des Présidents, dass dat net sollt de Fall sinn - an de Minister ass do -, an dofir hätt ech gäre vun Iech Explikatiounen, firwat dass mer elo ophalen an ereischt um hallwer dräi ufänken.

M. le Président.- Ma jo mir hate geduecht elo eng kleng Paus ze maachen.

(Interruptions diverses)

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, wien ass dat „mir"?

M. le Président.- Op dem Ordre du jour, dee mer haut de Mëtten hunn, si lauter wichteg Punkten. Wann d'Leit dauernd hin an hier lafen, dann hutt der sechs Leit an déi aner sëtzen énnenan. An do hu mer geduecht et wier besser mir hätten elo eng kleng Paus gemaach an dann hätte mer…

(Interruptions diverses et brouhaha général)

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Wat ass dat doten da fir eppes? Dat gëtt et dach net.

Une voix.- Dat ass dach keng kleng Paus bis hallwer dräi!

M. le Président.- Mä et sinn awer vill Projeten, déi um Ordre du jour stinn.

Une voix.- No sechs Auer sëtzt souwisou kee méi hei!

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Mä ech wéisst awer gären nach, ween dat ass „mir"?

M. le Président.- Also, wann dat Äre Wonsch ass esou weider ze fueren an dass dann hei plädéiert gëtt…

Plusieurs voix.- Jo!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Den Här Bausch freet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, an der Presidentekonferenz war et net esou décidéiert ginn, wéi den Här Rippinger dat seet. Mir sinn dovunner ausgaangen, datt de Projet iwwert d'Mediegesetz géif vill méi laang bëusprochen, datt dee géif bis wäit an de Mëtteg eran diskutéiert ginn an et ass esou, dass…

Plusieurs voix.- Oh!

Une voix.- Firwat ass dann d'Iesse komm?

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Loosst den Här Bausch dach schwätzen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech gesi bei der Demokratescher Partei, déi jäitzen hei vun Honger, oder wéi?

Plusieurs voix.- Neen, neen!

(Hilarité et interruptions diverses)

Une voix.- Mir wëlle schaffen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ma loosst dach den Här Bausch schwätzen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wëll Iech just soen, Här President, datt den Här Camille Gira an ech elo um eng Auer eng aner Réunioun hunn.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- …esou ofgemaach.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, Här Rippinger, well dat esou ofgemaach war; dat ass awer kee Problem.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Da wiert Der also beim Pressegesetz net derbäi gewiescht, wann dat esou laang gedauert hätt.

(Hilarité et interruptions diverses)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Also, d'Madame Wagener bei den Diskussiounen…

(Interruption)

Also, Här Helminger, wann ech de Moie gezielt hätt, wéi vill Leit vun Iech haut op de Bänke gesiess hätten, dat waren der net vill.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Da lauschtert mol, Kolleegen. Loosst elo mol den Här Bausch schwätzen.

Une voix.- Mir sinn um hallwer dräi erëm hei, wéi gesot ginn ass.

Une autre voix.- Neen, neen.

Plusieurs voix.- Nom Vote!

(Interruptions diverses et brouhaha général)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Bon, Här President, ech mengen ech komme mol op d'Pult erop, well do ass wahrscheinlech eng besser Akustik wéi hei.

Här President, ech wëll soen, datt mir eis wëllen un dat hale wat ofgemaach war. Et war ofgemaach - nach eng Kéier -, datt wann d'Pressegesetz effektiv géing iwwert d'Mëttesstonn nach weider diskutéiert ginn, wa mer net géinge fäerdeg ginn, dann hätte mir ons dru gehalen. D'Madame Wagener ass eis mandatéiert Spriecherin fir d'Pressegesetz an ech géing awer elo bieden, datt mer den Ordre du jour esou anhale wéi um Pabeier iwwregens steet, nämlech datt um hallwer dräi de Second vote soll gemaach ginn an och effektiv d'Interpellatioun soll diskutéiert ginn a mir sollen eis wann ech gelift dorunner halen, well et geet hei drëms...

(Brouhaha général)

M. le Président.- Loosst dach de Riedner schwätzen!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Also, Här President, dat ass dach awer onwahrscheinlech.

M. le Président.- Ech mengen, dat ass awer en aarmséilegt Hausspill, wat mer de Leit dobausse ginn. Et mengt een, et wier een hei an enger Wiertschaft. Et schwätzt een hei an et schwätzt een do, oder op der Bauerekiermes zu Housen. Also dat do ass net seriö.

(Hilarité)

Une voix.- Do ass et nach vill méi schéin!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Den Här Bausch schwätzt elo an déi aner solle roueg sinn an nolauschteren. A ween nach gären d'Wuert hätt, dee freet et, an da kënnt en heihinner an e seet wat en ze soen huet.

Une voix.- Richteg esou, Här President.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President.

Här President, mir wëssen alleguerten, a mir vun eiser Säit aus ware souwiesou net frou iwwert déi Aart a Weis, wéi deen Ordre du jour hei zesummegestallt ginn ass, mä zumindest verlaange mer dann awer, datt mer en Fonctioun wéi d'Majoritéit selwer mat den Ordre du jour zesummegesat huet vun dem Zäitraum hier, datt d'Leit sech wéinstens minimal kënnen andeelen, fir dann och uerdentlech iwwert déi Projeten hei ze diskutéieren; datt d'Debatte sollen an engem Klima oflafen, dee minimal uerdentlech ass; datt mer dat solle respektéieren. Dir wësst, wéi gesot, mir hu souwisou géint dee ganzen Ordre du jour gestëmmt, well mer fannen, datt dat Ganzt hei vu vir bis hannen iwwerstierzt ass, net seriö ass, mä da kommt mir halen eis awer elo wéinstens un dat wat hei um Pabeier steet, an um Pabeier steet, ëm 14.30 Auer soll déi Debatt sinn iwwert d'Waasserwirtschaftsamt…

(Interruption)

…an déi Interpellatioun.

(Interruption)

Här President, wann ech gelift.

Sollt dat elo net de Fall sinn, da muss d'Majoritéit sech eben doriwwer ewechsetzen. Dir hutt jo eng Majoritéit hei am Parlament, mä op alle Fall, mir bedeelegen eis dann net un deem ganzen Zirkus méi.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Bodry huet d'Wuert nach gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, ech wollt och an deemselwechte Sënn hei awer kloerstellen an d'Majoritéit vläicht un hiren eegene Vote erënneren, dee si geholl huet wéi se den Ordre du jour gutt geheescht huet vun dëser Sitzungswoch. Den Ordre du jour vun dëser Sitzungswoch gesäit ganz kloer vir, dass mer de Mëtten um 14.30 Auer - jeudi 13 mai, 14.30 heures - den 4998 hunn.

(Interruptions)

Une voix.- Dat war gëschter esou.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Mir hunn deen net um 12.30 Auer drop stoen, mir hunn en um 14.30 Auer drop stoen.

(Interruptions)

Une voix.- Gëschter stoung et net esou dran.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Am Géigesaz zu gëschter…

(Interruptions)

Här President, ech wier frou wann ech kënnt meng Ausféierungen hei weiderféieren.

Am Géigesaz zu gëschter si mer dës Kéier am Timing mat dran.

Une voix.- Très bien.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Mir sinn elo 12.35 Auer. Mat deem eenzege Punkt, deen an der Moiessitzung programméiert war, ware mer fäerdeg.

Une voix.- D'Leit si méi domm wéi de Gebrauch.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et gëtt also kee Grond Projeten ëm zwou Stonne virzezéien. Dat war gëschter anescht. Gëschter ware mer däitlech am Verzuch…

(Interruptions diverses)

… mat eise Projeten an duerfir ass décidéiert gi fir all déi Projeten, déi moies sollten evakuéiert ginn, kënnen ze evakuéiere virun der Sitzung mëttes, fir déi drunzehänken, a mir sinn duerchgefuer. Ech fannen et net seriö wéi hei probéiert gëtt hei déi Aarbecht ze maachen. Ech souz eng Kéier hei mat siwe Leit. Mir waren nach zu siwen Deputéierten!

(Interruptions)

Här President, Dir waart derbäi. Mir waren nach zu siwen Deputéierten, wéi hei iwwert de Projet diskutéiert ginn ass. Wann dat esou weidergeet, sinn ech mer sécher, wa mer deen nächste Projet diskutéieren, da wäerte sechs Leit hei sëtzen. Wann dat doten d'Bild ass, wat mir wëllen als Chamber dobausse ginn, da stëmmt dat doten.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Den Här Rippinger.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat mer just erlaabt Iech eng Fro ze stellen. Ganz am Ufank vun dëser Diskussioun. Ech hat Iech gefrot, firwat fuere mer net iwwer Mëtteg, an Dir hutt mer geäntwert, well anscheinend d'Deputéierten hei géingen hin an hier lafen. Dat wier d'Ursaach firwat dass mer géifen déi Sëtzung iwwer Mëtteg reportéieren op hallwer dräi. Elo kréien ech vun deene Grénge gesot, dass si en aneren Termin haten. Si hätten deen Termin jo och gehat oder hunn…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Neen, dat ass net d'Ursaach.

Also, Här Rippinger, dat stëmmt net, wat Der sot. De Problem ass deen, d'Mediegesetz sollt iwwert d'Mëttegstonn diskutéiert ginn.

(Interruption)

Oh, sidd Dir nëmme roueg, well wat Dir elo grad hei fir e Bild ofginn hutt, also dat war net…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Plusieurs voix.- Oh!

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Här President, ech sinn op jidde Fall mat dem Här Bausch net d'accord wann e seet, dat wär net an der Conférence des Présidents esou diskutéiert ginn, well et ass gëschter jo esou duerchgezu ginn!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ma neen!

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Et ass gëschter duerchgezu ginn, och wa mer en Ordre du jour kritt hu wou 14 Auer 30 stoung, well mer gesot hunn, an dat ass jo am Intérêt vun alle Parteien, well sämtlech Parteien owes Wahlversammlungen hunn, fir dass mer mat Zäite solle fäerdeg sinn an dass mer och kënnen a Rou an ouni Stress vun hei aus an déi Wahlversammlunge goen. Dofir dat Argument vum Här Bodry, wat fir e Bild mer hei géifen ofginn, dat zielt net, sondern mir sinn an enger Situatioun, an all Partei, net nëmmen déi eng oder déi aner, all Partei ass an där Situatioun, dass mer hei en Ordre du jour ze absolvéieren hunn an zur gläicher Zäit owes mussen a Wahlversammlunge goen.

Iwwregens: Wann dat wouer wär, wat den Här Bausch an den Här Bodry gesot hunn, dass mer gesot hätte 14 Auer 30, da froen ech mech firwat dass den zoustännege Minister hei ass.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Da kann e jo selwer dozou Stellung huelen! Da froen ech mech firwat. Dat beweist jo…

M. le Président.- Lauschtert dach emol no!

(Interruptions diverses)

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Dat beweist jo, Här President, dass dat net stëmmt, soss wär de Minister net hei. An ech muss soen, ech kann net novollzéien an ech weisen dat och wäit vu mer, wann den Här Bausch seet, dat wär net an der Conférence des Présidents esou décidéiert ginn, well…

(Interruption)

Ma virgëschter stoung et och um Pabeier. Dat ass dach en Dialogue de sourds, dat heiten!

(Brouhaha général)

Ma sécher, et steet och do a mir hunn et duerchgezunn. Wann Dir haut de Mëtteg keng Zäit hutt, da sot dat. Sot dass Der eng Pressekonferenz hutt. Sot eis dat dach, dass Der eng Pressekonferenz hutt.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Oh, setzen! Also!

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Da bekennt wéinstens Faarf. Da si mer d'accord, da gi mer Iech…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Dir kënnt jo muer an der Zeitung liesen, ob eng Pressekonferenz war oder net.

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- Mir ginn Iech Zäit. Wann Dir sot, Dir géift eng Pressekonferenz ofhalen, …

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ma neen, Här President!

M. Jean-Paul Rippinger *(DP)*.- …da si mir d'accord fir eis ze ajournéieren op 14 Auer 30.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ja, Här Bausch!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech fannen et wierklech aarmeséileg! Den Här Rippinger ka jo muer an der Zeitung noliesen, ob mir eng Pressekonferenz haten oder net. Ech soen Iech just, mir hunn…

(Interruptions diverses)

Oh neen, eng Réunioun! Dir hutt och permanent Réuniounen. Et ass jo net dat de Problem. Kommt mir sinn awer fir zwee Su seriö! Et steet um Ziedel drop, wéi et décidéiert gi war, a mir kënnen natierlech elo hei nach laang a breet diskutéieren. Mir bleiwe bei eiser Meenung an domat ass et fäerdeg!

M. le Président.- Jo, Dir Dammen an Dir Hären, also ech maachen elo eng Propositioun. Effektiv ass en Dënschdeg, virgëschter, wéi d'Sitzung ugaangen ass, d'Wuert gefrot ginn zum Ordre du jour an dunn ass driwwer ofgestëmmt ginn. Dunn ass den Ordre du jour, wéi den Alex Bodry mat Recht gesot huet, esou ugeholl gi wéi en do war.

Gëschter ware mer hannendran, aus Grënn déi Der kennt, an dunn hu mer eppes gemaach wat mer soss net maachen, mir si riicht duerchgefuer. Haut si mer am Déngen dran, an dofir war ech der Meenung, et wär besser wann een elo mateneen zougemaach hätt an da wäre mer erëm mateneen eropkomm a mir hätten eng uerdentlech Aarbecht gemaach. Well mer hu ganz wichteg Projeten an ech fäerten den Owend, wann dann ofgestëmmt gëtt, dann hu mer der nach fënnef, sechs hei leien an da rëselen d'Leit de Kapp.

Dofir loosse mer elo ofstëmmen nach eng Kéier, d'Chamber ass jo bereet: Wien derfir ass fir virunzefueren, dee soll d'Hand an d'Luucht strecken. Oder sidd Der derfir fir ze ënnerbriechen?

(Interruptions diverses)

Jo, mir hunn elo geschwat, vun all Säit huet ee geschwat, et huet och ee vun Iech geschwat.

(Brouhaha général)

Ah neen! D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.47 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Ordre du jour

1. 4998 - Projet de loi portant création d'une Administration de la gestion de l'eau - Second vote constitutionnel

   Interpellation de M. Alex Bodry au sujet de la politique de l'eau

   (Prise de position au sujet du projet de loi - Présentation du sujet de l'interpellation - Discussion générale)

2. Dépôt d'une motion

3. 4998 - Projet de loi portant création d'une Administration de la gestion de l'eau - Second vote constitutionnel

   Interpellation de M. Alex Bodry au sujet de la politique de l'eau (suite)

   (Second vote constitutionnel)

4. 5317 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier et de compléter la loi électorale modifiée du 18 février 2003

   (Rapport de la Commission des Affaires intérieures - Discussion générale - Lecture du texte de la proposition de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 3924 - Projet de révision de l'article 24 de la Constitution

   4910 - Projet de loi sur la liberté d'expression dans les médias (suite)

   (Motion - Vote)

6. 4486 - Projet de loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain

   (Rapport de la Commission des Affaires intérieures - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi)

7. 5319 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour la circonscription régionale de la Police Grand-Ducale à Grevenmacher

   (Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi)

8. Débat de consultation sur le plan sectoriel mobilophonie

   (Présentation du sujet du débat de consultation - Débat)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; Mme Erna Hennicot-Schoepges, MM. Michel Wolter, Henri Grethen et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da komme mer elo zum zweete Vote constitutionnel vum Projet de loi 4998 iwwert d'Schafung vun engem Waasseramt, zesumme mat der Interpellatioun vum Här Alex Bodry iwwert d'Waasserpolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn agedroen: déi Häre Sunnen a Graas. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi 4998, den honorabelen Här Marco Schank.

1. 4998 - Projet de loi portant création d'une Administration de la gestion de l'eau - Second vote constitutionnel

Interpellation de M. Alex Bodry au sujet de la politique de l'eau

M. Marco Schank *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 11. Februar dëses Joers hu mer hei am Haus e Projet déi éischte Kéier gestëmmt, de Projet 4998 fir d'Schafe vun engem Waasserwirtschaftsamt.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Et war am Spierkelt.

M. Marco Schank *(CSV), rapporteur.*- Et war am Spierkelt, ganz genee Här Jaerling.

Vu datt fir dëse Projet de Statsrot keng Dispens vum zweete Vote ginn huet, komme mir haut, dräi Méint méi spéit, no der éischter Offstëmmung op de Projet zréck.

Ech wollt mech op dëser Plaz kuerz halen, well schonns eng Kéier alles gesot gouf.

De Projet bëinhalt d'Fuerderung no enger zentraler Instanz, déi sech ausschliesslech ëm d'Gestioun vun eise Waasserressourcë bekëmmert, also e ganz wichtege Projet.

Ech erënneren drun, datt de Statsrot der Meenung war, fir de Projet nei op de Leescht ze huelen, well en de Projet wollt an d'Kaderdirektiv 2000/60/CE vum 23. Oktober 2000 iwwer eng gemeinschaftlech Politik am Beräich vum Waasser integréieren. De Statsrot huet dobäi eng Opposition formelle ausgeschwat. Ech wëll awer nach eng Kéier soen, datt de Statsrot kee Problem mam Prinzip vum Waasserwirtschaftsamt hat, an och maner oder kee Problem mat engem Kadergesetz, wou et eben ëm d'Personalstrukture geet, mä éischter e grondleeënde Problem well e gesot huet, maacht ee Gesetz an transposéiert gläichzäiteg d'Direktive cadre.

Här President, opgrond vun deene Froen, déi de Conseil d'État opgeworf huet, wollt ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt ee breede Konsens an der Kommissioun bestanen huet iwwert de Prinzip vum Waasserwirtschaftsamt. An dëse Prinzip gouf souwuel am Avis vum Statsrot wéi och am Avis vun der Beamtekummer confirméiert.

Ech erënneren och drun, datt de Minister an der Kommissioun op d'Problematik vun der Ëmsetzung vun der Kaderdirektiv higewisen huet, an zwar duerch d'Tatsaach, datt den Text eng komplex Matière ass, déi eben an deene verschiddenen EU-Memberlänner op verschidden Opfaassungen an och Interpretatioune stéisst. Dobäi kënnt, datt d'europäesch Kommissioun réischt just oder viru kuerzem dee leschte Volet vun enger Serie vun Documents-guides fäerdeg gestallt huet, déi sollen hëllefen eng méiglechst koordinéiert Transpositioun vun der Directive cadre ze erliichteren. Et kann also nach e Koup Zäit laanscht goen, ier dës Direktiv definitiv sprochräif ass.

De Minister hat och an deem Zesummenhang gemengt, egal ween Innenminister oder Waasserminister an där nächster Regierung gëtt, datt et nach kéint zwee Joer oder zwee an en halleft Joer daueren, bis d'un point de vue procédural d'Direktiv an d'national Gesetzgebung kann ëmgesat ginn. Dat géif dann awer mat sech bréngen, datt mer d'Beamten, déi zënter véier an en halleft Joer op eng definitiv Nominatioun waarden, misste siwe Joer oder nach méi laang, siwen an en halleft Joer waarde loossen, bis een hinnen e Kader ginn hätt.

Ech mengen, datt mir mat dësem Gesetz enger zukünfteger Regierung e wichtegen Outil, e wichtege Moyen an de Grapp ginn, fir déi inhaltlech Waasserpolitik ze bestreiden, déi déi nächst Legislatur haaptsächlech wäert mussen um Ordre du jour hunn. Deemno bréngen ech och eng zweete Kéier den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Interpellant, den honorabelen Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren dann haut zesummen, eigentlech an engem Siess, de Gesetzesprojet an zweeter Lecture vun der Schafung vun engem Waasserwirtschaftsamt, a gläichzäiteg och meng Interpellatioun, déi ech am Oktober d'lescht Joer ugefrot hat iwwert d'Waasserpolitik vun der Regierung. Et ass vläicht net de beschte Moment fir esou eng Diskussioun am Detail ze féieren.

Ech géif och aus Respekt virum Ordre du jour vun der Chamber an aus Respekt viru mir selwer a virun dem Thema och probéieren, deen zweeten Deel iwwert d'Interpellatioun net ze vill breet ze striewen, well mer och nach eng ganz Rëtsch vun anere Punkten hei um Ordre du jour hunn. Mä ech sinn awer der fester Iwwerzeegung, dass een dee Gesetzesprojet hei iwwert d'Schafung vun engem Waasserwirtschaftsamt net däerf lassgeléist diskutéiere vun der Fro, wéi, insgesamt gesinn, d'Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg laangfristeg ausgeriicht gëtt. Et ass op deem Punkt, wou mer jo och eng Kritik ugesat hu beim Projet de loi iwwert d'Waasserwirtschaftsamt, dass eigentlech deen doten inhaltlechen Aspekt an deem Gesetz net erëm ze fannen ass, wat a sengen ambitéisen Ziler relativ déif ugestapelt huet, andeem et e rengt Kadergesetz ginn ass fir eng nei Verwaltung.

Den zweete Vote zu engem Gesetzesprojet ass keen alldeegleche Phenomeen hei am Parlament, glécklecherweis. Dat ass de Beleg dofir, dass eng profund Divergenz besteet tëschent der Meenung vun der Majoritéit vum Parlament an dem Statsrot. Dat ass och hei net anescht. D'Iddi vun der Schafung vun engem Waasserwirtschaftsamt ass richteg, och richteg fir eis Partei. Mir haten et an eisem Wahlprogramm 1999 stoen, wéi aner Parteien och. Mä mir sinn awer der Meenung, dass déi Ëmsetzung vun där richteger Iddi eng ganz Rëtsch vun handwierklechen an och inhaltleche Mängel opweist, déi esou grave sinn, dass mer deen heiten Text och an enger zweeter Lecture net kënne stëmmen. Well e kënnt an déi zweet Lecture an därselwechter Versioun wéi an där éischter Lecture hei am Parlament. D'Regierung war net wëlles, fir iergendeppes un deem Text ze änneren.

Wat ass de Feeler, dee geschitt ass? Mä anstatt fir d'éischt e Verwaltungskadergesetz ze schafen, parallell dozou e laangfristegt Konzept fir d'Waasserwirtschaft hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen, ass d'Regierung dohinner gaangen an huet aus verschiddene bestehende Verwaltunge Leit ofgezunn, se détachéiert an e Ministère a gemaach wéi wann d'Waasserwirtschaftsamt ouni Texter géif schonn elo bestoen. Fir d'éischt also sinn d'Leit zesummegezu ginn, an duerno gëtt déi gesetzlech Grondlag eigentlech dofir geschaaft.

Mir sinn der Meenung, dass een hätt missen ëmgekéiert fueren. Fir d'éischt a schnell en neit Gesetz maachen, wou een de richtege Kader setzt, wou een op inhaltlech Akzenter setzt, an dann duerno natierlech d'Ëmännerung um Terrain virhuelen an déi Leit dann an enger Verwaltung zesummeféieren.

Anstatt och fir d'éischt déi gesetzlech Kompetenze propper festzeleeën, ass d'Regierung och do en anere Wee gaangen. Se huet am Summer '99 iwwer Arrêté grand-ducal, wat d'Zesummesetzung vun der Regierung ugeet, an engem Handstréch, an engem Fiederstréch sämtlech Kompetenzen am Waasserberäich op den Innenminister zougefouert. Dat huet se ouni Dialog gemaach, ouni Transparenz gemaach. Dat stoung a kengem Wahlprogramm. D'Regierung huet dat am Summer hanner verschlossenen Dieren an de Koalitiounsverhandlungen einfach esou décidéiert, iwwert d'Käpp vun de Leit ewech, an dat war sécherlech net gutt. Dat ass scho méi wéi en handwierkleche Mangel bei der Ausaarbechtung vun esou enger Reform.

Déiselwecht Parteien, d'CSV an d'DP, ware sech och schnell eens, erëm eng Kéier an deeneselwechte Koalitiounsverhandlungen am Summer '99, fir dem Ëmweltministère, duerch déi Verleeung vun de Waasserkompetenzen, praktesch een Drëttel vu senge legislative Kompetenzen op ee Schlag ewech ze huelen, ouni awer un engem Gesetzestext änneren ze goen, a gläichzäiteg och him e gudden Deel vu senge finanzielle Mëttelen ewech ze huelen, well bal d'Halschent vun de Finanzmëttele vum fréieren Ëmweltfong sinn an de Waasserberäich gestach ginn. Et ass elo en anere Ministère deen iwwert déi finanziell Mëttelen do verfügt.

Dat ass alles, wéi gesot, geschitt, ouni dass ee virun de Wahlen dat ugekënnegt hätt, ouni dass dat öffentlech diskutéiert gi wär. Dat huet de Grand-Duc einfach zur Ënnerschrëft dohinner geluecht kritt, an de Souverain huet dat gemaach, wat en an esou Fäll ëmmer mécht, en huet ënnerschriwwen. Dat war net déi richteg Aart a Weis fir hei ze fueren.

An dass dat net richteg ass, beweist jo och d'Haltung vun der Demokratescher Partei. Déi zwar hei alles brav matstëmmt, mä déi awer net midd gëtt op hire Kongresser, op anere Kongresser, wou hir Ëmweltspriecher optrieden, an hirem Wahlprogramm fir déi nächst Period, just de Contraire vun deem ze verlaangen, wat si selwer mat d'accord waren 1999 ze maachen, dat heescht d'Kompetenze vun deem Waasserwirtschaftsamt elo erëm eng Kéier an den Ëmweltministère ze féieren, a si waren d'accord, dat beim Innenminister unzesiedelen.

Dat war wahrscheinlech de Präis, deen huet misse bezuelt ginn, fir dat Waasserwirtschaftsamt iwwerhaapt kënnen op d'Been ze kréien. Well virdrun ass dat doten och diskutéiert ginn an et ass haaptsächlech gescheitert un der Oppositioun vun den CSV-Ministeren, déi net wollte Kompetenzen oftrieden, besonnesch net un en LSAP-Ëmweltminister. Elo, wann et natierlech un den CSV-Innenminister geet, ass dat eppes ganz aneschters. Da loosse mer u sech déi Kompetenzen do ganz liicht transferéieren.

Wichteg ass sécherlech, dass mir déi Kompetenzen zesummeleeën, wichteg ass, dass mir eng Verwaltung kréien, déi zouständeg ass fir dat Ganzt do auszeféieren. Mä et bleift ee Feeler, an dee Feeler muss réckgängeg gemaach ginn an enger nächster Legislaturperiod. Dat ass, dass déi Kompetenze beim Innenministère ugesiedelt ginn, mat enger Argumentatioun och nach, déi esou gestréckt ass, dass, wann ee se zu Enn féiert, praktesch all Ressortsministèrë géife verschwannen; op jidde Fall den Ëmweltministère net méi eng Existenzberechtegung hätt, well och am Offallberäich ass e groussen Deel vun de Kompetenzen, deen haut bei de Gemenge läit. Och do ass also den Innenministère d'Genehmegungsbehörde an och do wär et also logesch ze soen, majo dann iwwerdroe mir déi Kompetenzen do och nach bei den Innenminister.

Also, dat Ganzt hält sech net.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Dat war keng gutt Décisioun, mä et ass eng Décisioun, déi sécherlech erëm guttzemaachen ass. No deenen nächste Wahle misst sech op deem dote Punkt och hei an der Chamber kënnen eng Majoritéit erausschielen.

Dee Gesetzesprojet hei stécht net nëmme Kritik a vu Säite vun der Oppositioun, mä dee Gesetzesprojet huet - an dofir si mir iwwerhaapt nach eng zweete Kéier hei zesummen an der Chamber - virun allem och d'Kritik missen astieche vum Conseil d'État. An ech wëll hei nëmmen nach eng Kéier d'Konklusioune vun deem ganz kriteschen Avis vum Conseil d'État liesen, déi dozou gefouert hunn, dass e seng Opposition formelle wouer gemaach huet an dass en net d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Votum ginn huet.

De Conseil d'État seet a sengem Avis zum Regierungsprojet, de 25. November 2003: «En guise de conclusion et par référence aux nombreuses incohérences que présente le projet sous avis, le Conseil d'État ne peut marquer son accord avec celui-ci.» Et ass also eng prinzipiell, allgemeng negativ Haltung vum Statsrot zu deem Regierungstext hei; an e fiert weider: «Il recommande, sous peine d'opposition formelle, de reprendre le projet sur le métier en tenant compte de la directive-cadre 2000/60/CE dans le domaine de l'eau qui doit de toute façon être transposée au plus tard au cours du premier semestre de l'année 2004. Le projet amendé devrait permettre de définir à la fois une politique intégrée de l'eau et les structures administratives nécessaires à la mise en œuvre de cette politique, une loi-cadre devant logiquement être la suite d'une loi sur le contenu, et non l'inverse.»

Et ass déi Argumentatioun, déi mir och net midd ginn eigentlech hei ze féieren, zënter dass deen dote Projet an der Diskussioun ass. D'Regierungsmajoritéit setzt sech ganz einfach mat grousser Selbstherrlechkeet iwwert déi fundamental Kritike vum Statsrot ewech. Anstatt also hei, wat ëmmer verlaangt gëtt, a wat och den Innenminister a senger Funktioun als Landesplanungsminister net midd gëtt ëmmer hei ze fuerderen, vernetzt ze denken, anstatt integrativ un d'Problematik vun der Waasserpolitik erunzegoen, gëtt hei e Saucisson-

nage - de Fayot Ben ass schonn iwwert dat Wuert gefall - gemaach, an deem Sënn dass fir d'éischt d'Strukturen diskutéiert ginn, lassgeléist vun enger Diskussioun iwwert de Fong. Et misst ee parallell déi zwou Diskussioune féieren.

Ech verstinn, dass eng gewëssen Urgence ass, fir eng Verwaltungsreform duerchzesetzen. Dofir brauch een dat vläicht net eent hannert deem aneren ze maachen, mä et hätt een zumindest misse parallell déi Diskussioun féieren, an dat vermësse mir an deem heite Projet. Et gëtt a kengem Moment an deem ganzen Text, emol net am Exposé des motifs, eng Referenz gemaach op d'inhaltlech Ausriichtung vun der Waasserpolitik an deenen nächste Joren hei zu Lëtzebuerg, wou eng fundamental Diskussioun néideg ass, déi och wäert net einfach ginn opgrond vun deenen europäeschen Texter, déi mir gehale sinn an eist nationaalt Recht ëmzesetzen, a wou eigentlech den éischten Délai schonn am Dezember 2003 ofgelaf ass, a wou mir nach ëmmer vu Regierungssäit emol net e Projet vun engem Gesetz zu där Ëmsetzung vun där europäescher Direktiv virleien hunn.

Dräi Joer huet et gedauert, bis dëst Kadergesetz fir eng nei Verwaltung an d'legislativ Prozedur erageféiert ginn ass, déi da selwer och nach etlech Zäit an Usproch geholl huet.

Et muss een och soen, dass mer op ville Punkten net sou wäit virukomm sinn, wéi muncheree sech dat gewënscht huet a sech d'Regierung jo och selwer virgeholl hat. Och dës Regierung ass net entscheedend virukomm beim Ausweise vu Waasserschutzgebidder. Souwäit ech weess - ech misst eppes verpasst hunn - ass net ee Waasserschutzgebitt iwwer Règlement grand-ducal ausgewise ginn. Or, et war e feste Punkt am Regierungsprogramm, dass do géifen Neel mat Käpp gemaach ginn. Anscheinend waren déi vu virdrun jo incapabel fir dat ze maachen. Dës Koalitioun hat sech virgeholl, fir dat vill besser ze maachen.

Do muss een objektiv feststellen, dass dat en Echec bleift vun deene sukzessive Regierungen. Ech sinn och a Wahlzäiten net esou blann, dass ech virun de Realitéite géif d'Ae verschléissen, mä wann dat esou ass, da gëtt et jo Ursaache firwat dat sou ass, an da muss ee probéieren, an do hat dës Regierung jo awer och fënnef Joer Zäit, fir un deenen Ursaachen do eppes ze maachen, dass een op deem dote Punkt méi schnell virukënnt.

Wou ech mir och Suerge maachen, dat ass d'Fro, wéi wäit iwwert déi nächst Jore genügend Finanzmëttele vu Säite vum Stat an och vun de Gemengen zur Verfügung stinn, fir déi immens Investissementer am Beräich vun der Waasserqualitéitserhalung respektiv vun der Sanéierung vun den Ofwässer ze investéieren. Et ass mir e Rätsel, wéi, bei Stats- a Gemengeneinnahmen, déi déi nächst een, zwee Joer stagnéiere wäerten, et wäert méiglech sinn, fir deen immense Programm, deen noutwendeg ass, a wou och international Verflichtunge vu Lëtzebuerg do stinn, ze realiséieren a fir domadder eens ze ginn.

Mir hunn nach d'lescht Woch hei immens déck Projete gestëmmt am Beräich vun der Sanéierung vun den Ofwaasser, besonnesch elo am Beräich, sief dat Stauséi, sief dat Uelzecht. Ech entdecken awer am Dokument vun der Regierung eigentlech net an deem gewënschte Mooss déi Krediter, déi misste mëttelfristeg do sinn. Dat si jo Saachen, déi net elo zéng Joer méi daueren, mä déi an dem nächste Joer direkt u wäerte goen an an den nächsten dräi, véier Joer och musse virugoen. Ech entdecken an deenen Tableauen, déi d'Regierung Enn vum leschte Joer presentéiert huet, net realistesch Zuele wéi mir et kéinte fäerdeg bréngen, déi ambitiéis Projeten, déi néideg sinn, och an engem géuerdneten an an engem akzeptabelen Zäitraum iwwert d'Bühn ze bréngen.

Dobäi kommen déi vill kleng Projeten, déi doniewent kommen. Dobäi kommen déi Investissementer, déi d'Gemenge mussen an hirem Gemengekanalnetz maachen, déi net sou staark vum Stat subventionéiert ginn, wou de Gros zu de Laaschte vun de Gemengen ass. Och dat chiffréiert sech an och dat sinn Investissementer, déi musse gemaach ginn. Et ass net ëmmer d'éischt Prioritéit vun der Politik, fir déi Investissementer an de Bueden ze maachen.

Mir ass et e Rätsel a mir gëtt et Angscht, wann ech gesinn, wat eigentlech dat ass, wat misst geleescht ginn an deenen nächste Joren op deenen dote Pläng, a wat d'Finanzmëttele sinn, déi elo vun öffentlecher Säit mol einstweile virgesi sinn, fir dann déi dote grouss Zilsetzungen ze erreechen. Wann net méi gemaach gëtt an deem dote Fall, da leie mir wäit ewech vun der Zilsetzung vun der europäescher Kaderdirektiv iwwert d'Waasser, da wäerte mir déi Ziler an deem Zäitraum net erreechen. Do mussen also zousätzlech Efforte gemaach ginn, an dozou gehéiert natierlech och d'Fro vun zousätzleche Finanzmëttelen, déi ee sech muss stellen, a virun där een net dierf einfach de Kapp an de Sand stiechen a maachen, wéi wann do keng Problemer géife bestoen. Hei, also an der heite Matière, ass et net sou séier eng Fro vun Texter, hei ass et eng Fro vu Praxis, vun Aarbecht, déi um Terrain ze maachen ass, vu Projeten, déi mussen zügeg duerch d'Prozedure kënne goen, a Projeten, déi och esou an der Ausféierung opgestallt sinn, dass se och finanziell an deene virgesinnen Zäiten och kënne mat begleet ginn.

Dat ass, mengen ech, déi grouss Erausfuerderung, déi op de Stat an op d'Gemengen an deenen nächste Jore wäert zoukommen, an et ass déi Diskussioun, déi mir och am Parlament musse féieren, net eréischt fënnef Minutte virum Enn vun enger Parlamentssessioun, mä et wär néideg gewiescht, am Laf vun der leschter Period déi doten Diskussioun ze féieren am Zesummenhang mat der Ausaarbechtung vun deem Projet vun der Reform vum Waasserwirtschaftsamt. Da wäre mir haut vläicht e bësse méi wäit, da géife mir haut vläicht méi kloer gesinn. Well do muss och, mengen ech, Cartes sur table gespillt ginn, do mussen all d'Zuelen op den Dësch kommen, do muss een der Realitéit an d'Ae kucken, an et muss ee sech bewosst ginn, dass dat, wat elo wéi gesot an offiziellen Dokumenter vun dëser Regierung virgesinn ass, bei wäitem net duergeet, fir kënnen déi Aarbechten do ze maachen, an déi Zuelen och iwwregens völleg onrealistesch sinn. Wann ech déi Tableaue kucken, da ginn déi esou schéin op. Do gëtt mat ronnen Zuele geschafft, wat da Joer fir Joer soll do investéiert ginn.

Een, deen d'Praxis kennt, dee weess dass déi Zuelen hannen a vir net kënne stëmmen an net stëmmen an deem heite Fall; dass hei Makulatur gemaach gëtt fir d'Finanzinspektioun iergendwéi mat an d'Boot ze kréien, mä dass et net esou wäert lafen. Mir mécht et Angscht, wann ech gesinn, dass effektiv Enn 2007 praktesch och de Waasserfong eidel ass an net méi genuch Suen do sinn, fir déi Dépensen, déi dann 2008 komme wäerten, kënnen ze bezuelen, souguer mat zousätzlechen Dotatiounen iwwert déi nächst Statsbudgeten.

Alles dat also beonrouegt mech zudéifst an där doter Fro, nach méi wéi deen heite Projet, mä et beonrouegt mech einfach, wéi et an deem ganze Beräich soll weider goen. Wéini bréngen mir et fäerdeg, dass och déi ganz Regierung dat doten zu enger absoluter Prioritéit mécht a sech och bewosst ass, dass wa mer an d'Waasser investéieren, dass dat och en Deel Gesondheetspolitik ass, dass et hei net nëmmen ëm eng Fro geet vun iergendwéi prinzipiellem Ëmweltschutz, wou et dann eigentlech liicht ass, e bëssen de Geck ze maachen, besonnesch an Zäiten, wou et wirtschaftlech méi lues geet? Mä hei geet et eigentlech ëm eis Gesondheet, hei geet et ëm d'Drénkwaasser, hei geet et ëm d'Waasserleef. Déi musse propper sinn. An alles dat, mengen ech, muss zu engem Sujet ginn an dierf eigentlech net déi drëttrangeg Uerdnung kréien, déi et nach während deene leschte Jore verstäerkt kritt huet, wou sech op déi Verwaltungsreform konzentréiert ginn ass. An ech hunn den Androck, dass mat där doter…

Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG)*.- Ma da misst Der den Här Castegnaro emol drun erënneren, wéi wichteg dass den Ëmweltschutz ass!

(Interruptions)

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Alex Bodry *(LSAP), interpellateur*.- Den Här Castegnaro sëtzt net hei vis-à-vis vu mir, ech hunn hei den Här Wolter vis-à-vis vu mir sëtzen an ech riichte mech emol an éischter Linn hei un déi Leit, déi heibanne sëtzen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Wann ech gelift, e bësse méi roueg hei. Ech weess, dass Wahle virun der Dier stinn, mä ech mengen hei geet et ëm e seriöe Problem an et sollt hei eng gemeinsam Suerg sinn a keng bëlleg Parteipolemik, fir dass et hei aus deenen Debatten eraus, iwwer all Parteigrenzen eraus, fir jiddfereen heibannen, an net déi puer Leit, déi sech ëm d'Ëmweltpolitik an deene jeeweilege Parteie bekëmmeren, ëm eng essentiell Fro geet, déi muss an déi éischt Rei vun de Prioritéite gesat ginn an net, wéi gesot, als drëttrangeg Questioun behandelt ginn.

Une voix.- Très bien.

M. Alex Bodry *(LSAP), interpellateur*.- E Wuert och nach eng Kéier zu deem heiten Text, wou haaptsächlech och zwee Punkten dra sinn, déi een an där Hinsicht bedenklech maachen. Dat ass op deem enge Punkt, wou et ëm d'Ofännerung vum Naturschutzgesetz geet a wou eng duebel Autorisatioun an dat Gesetz vum Naturschutzminister a vum Minister, deen d'Waasserpolitik a senge Kompetenzen huet, ageschriwwe gëtt. Domadder gëtt eigentlech eng Trennung tëschent deenen zwee festgeschriwwen an doduerjer, dass also zwee Ministeren an engem Text stinn, gëtt et relativ kloer, dass dat an den Ae vum dem Auteur vun deem Text och zwou verschidde Persounen an Zukunft solle sinn, soss bräicht een deen Text jo net an deem dote Sënn ëmzeänneren.

Et ass och, menger Ansicht no, juristesch gewot ze soen: Zwee Ministere sollten opgrond vun deemselwechten Text eng Autorisatioun ginn. Dat heescht, opgrond vun deeneselwechte Kritären eng Autorisatioun ze ginn ass onméiglech, well et onméiglech ass, dass zwou verschidde Meenungen erauskommen, well jo déiselwecht Kritäre vun deenen eenzelne Leit mussen appliziéiert ginn oder awer iwwerflësseg, wann et souwisou muss datselwecht sinn, mä da brauch een och nëmmen eng Autorisatioun am Gesetzestext virzegesinn a keng zwou. Dat ass net am Sënn vun de Vereinfachung vun den administrative Prozeduren, wou och an der Politik ganz vill driwwer Rieds geet an ëmmer erëm de Contraire gemaach gëtt.

Eigentlech och e Widdersproch, mat där eegener Philosophie vun der Regierung, ass dat, wat am Kommodosberäich festgehale ginn ass, wou steet, fir de ganze Waasserberäich ass ee Minister zoustänneg, dat ass den Innenminister, awer beim Kommodo ass dat net de Fall, do bleift eigentlech den Ëmweltminister zoustänneg, just dass den Ëmweltminister keng technesch Verwaltung méi huet fir kënnen déi Dossieren do ze preparéieren, well dat ass d'Waasserwirtschaftsamt an déi ënnerstinn dem Innenminister.

Et ass also eng völleg onkohärent Léisung, déi hei fonnt ginn ass, selbstverständlech opgrond vum Widderstand vun de Wirtschaftskreeser, déi gesot hunn: Net nach e Minister am Kommodo! Dunn ass d'Regierung natierlech an d'Knéie gaangen an et ass eppes Juristesches eraus komm, wat e klengt Monster ass, wat eigentlech kee kann zefridde stellen a wat e Broch mat der eegener Approche duerstellt, déi d'Regierung sech hei ginn huet fir sämtlech Kompetenze bei enger Stell unzesiedelen an ee Minister zoustänneg ze maachen. Hei ass elo dann awer nach den Ëmweltminister, deen iwwert d'Hannerdier an en Deelberäich kënnt, mä en huet d'Mëttelen net fir seng Kompetenzen eigentlech hei och kënnen auszeüben.

Wann een den Text kuckt, stellt een och nach eng ganz Rei vun anere Problemer fest, déi eigentlech net duerch deen heiten Text geléist gi sinn, déi elo am Fong duerch deen heiten Text nei entstinn. D'Fro - dat wësse mir schonn -, wou d'Kompetenzgerangel elo schonn zënter Joren amgaangen ass. D'Renaturéierung vun eise Fléissgewässer, wou d'Eaux et Forêts soen, mir sinn zoustänneg dofir, wou awer opgrond vun enger allgemenger Zoustännegkeet och d'Waasserwirtschaftsamt kënnt datselwecht vu sech behaapten. Et ass och de Fait, dass de Service de Géologie vun de Ponts & Chaussées, deen awer och Bohrunge féiert, bei de Ponts & Chaussées bleift, deen also hei net mat an d'Waasserwirtschaftsamt eriwwer komm ass. An, wéi gesot, et ass déi Onkohärenz mat der Kommodosabteilung „Waasser“, déi dat Wesen och net esou richteg anordert a bei der Ëmweltverwaltung wäert bestoe bleiwen, obwuel awer dann de Gros vun den technesche Kompetenze an deem neie Waasserwirtschaftsamt wäert konzentréiert sinn. Och dat ass keng rationell Léisung an och keng bëlleg Léisung, déi d'Regierung hei gewielt huet. Et ass also nach Klärungsbedarf, deen op deenen eenzelne Punkten do besteet, an ech sinn der Meenung, dass do nei Konflikter praktesch mat programméiert sinn, déi vläicht elo op anere Plaze wäerte stattfanne wéi virdrun, mä et ass net esou dass mat deem heiten Text sämtlech Problemer geléist wären, sondern et sinn zum Deel nei Problemer, déi duerch deen heiten neien Text enstinn.

Wichteg schéngt mir och ze sinn, dass ee bei der Struktur vun deem Waasserwirtschaftsamt zwee Gesiichtspunkte berücksichtegt, an dat schéngt an deem Organigramm, dee sech an dem Gesetzestext erëmspiegelt, net berücksichtegt ze sinn. Éischtens d'Wichtegkeet vun Öffentlechkeetsaarbechten, d'Informatioun vun de Bierger. Dat ass eppes, dat fënnt een an der Struktur vum Waasserwirtschaftsamt net erëm. Dat muss an eisen Aen en extrae Service ginn, deen déi wesentlech Aufgab vun der opklärender Informatioun vun de Bierger duerchféiert. Eng modern Verwaltung muss déi néideg Moyene kréien, fir grad an deem dote Beräich op deem sensibele Punkt vun der Qualitéit vum Waasser kënne virzegoen. Dofir muss do en eegene Service virgesi ginn. A mir mengen och dass et wichteg wär, fir hei en extrae Service fir eng juristesch Abteilung virzegesinn. Mat deene séllege juristesche Froen, déi sech an deem dote Beräich stellen, ass et eigentlech normal, dass een och do d'Kompetenz an enger Verwaltung usiedelt, fir kënne schnell, ouni dass muss eng Referenz geholl ginn op iergend e Ministère a ministeriell Strukturen, sur place an hirer Verwaltung déi juristesch Froen do och uerdentlech, schnell an am Sënn vum Bierger an engem gudde Fonctionnement vun enger Verwaltung ze behandelen.

Esou dass et also, wann een alles zesummen zielt, ganz vill Inkohärenzen a Mängel an deem heiten Text ginn, déi eis dozou bréngen, ähnlech wéi de Statsrot dat gemaach huet, fir hei eng negativ Ofstëmmung zu deem Ganzen ze ginn.

E puer Wuert och nach eng Kéier iwwert d'Waasserpolitik am Allgemengen. Ech hu schonn eenzel Aspekter a mengem éischten Deel ugeschniddten. Ech wëll dat awer nach eng Kéier e bësse méi am Detail op eenzelne Punkte maachen an der Regierung eng Rëtsch vu Froe stellen, wéi wäit si an hiren Iwwerleeungen ass, quitte dass, wéi gesot, hiert Mandat elo gläich ofleeft. Mä et ass awer wichteg ze gesinn, wéi d'Virbereedung zu Aarbechten an der Regierung an d'Diskussioun an der Regierung gelaf sinn, och wann an der Öffentlechkeet eng kontradiktoresch Diskussiounen nëmmen a ganz begrenztem Mooss zu deenen eenzelne Punkte stattfonnt hunn.

An et geet jo haaptsächlech natierlech ëm d'Ëmsetzung vun der Kaderdirektiv vum 23. Oktober am Joer 2000, wou mir elo wierklech um Punkt sinn, dass déi Direktiv hei sou lues misst an d'Nationalrecht iwwerholl gi sinn. Wou mir wëssen, dass d'Bréissel selwer eng Rei zousätzlech Iwwerleeunge gemaach gi sinn an dat Ganzt e bëssen an de Verzuch bruecht huet. Mä trotzdeem ass dat heiten eng essentiell Fro, wou mir, mengen ech, eng Rei vu Virentscheedungen ze huele kréien, déi eigentlech d'Waasserpolitik an deenen nächste Jore wäerten hei zu Lëtzebuerg nohalteg orientéieren.

Dofir ass eis Meenung, dass et wichteg ass am Waasserberäich alles zesummen ze féieren, d'Strukturen zesummen ze féieren an eng Strategie ze ginn, déi anenee gräift a sämtleche Sparte vun der Waasserpolitik. Wat d'Waasserqualitéit ugeet vun de Fléissgewässer, mä och vum Drénkwaasser, wat d'Fro vun deene quantitativen Aspekter vum Waasser ugeet, ech denken do haaptsächlech un d'Grondwaasser, mä och wat den Héichwaasserschutz ugeet, ass et wichteg, dass een do laangfristeg eng integréiert Gesamtkonzeptioun huet, wou et soll higoen. Do muss also en Aktiounsplang kommen, gekoppelt u prezis Zilsetzungen, u quantifizéiert Zilsetzungen, mat engem Zäitplan,g awer och mat deenen néidegen Instrumenter, fir kënnen déi Zilsetzungen do an deem Zäitplang ze erreechen.

Bis elo gëtt et net vill an där doter Hinsicht wat öffentlech zougänglech war. Et gëtt dee pluriannuellen Investitiounsplang vun der Regierung, wou ech scho gesot hunn, dass deen um Terrain riskéiert relativ staark niewent der Realitéit ze leien, an et gëtt e sektorielle Plang iwwer Iwwerschwemmungsgebitter. Fir de Rescht gëtt et keen offiziellt Dokument, wat déi integréiert Approche eigentlech géif no bausse n duerleeën. Dat musse mer awer, mengen ech, maachen, wa mer wëllen och déi Direktive cadre uerdentlech ëmsetzen a wa mer och wëllen an der Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg entscheedend virukommen an deenen nächste Joren.

Et stelle sech also eng ganz Rëtsch vu méi prinzipielle Froen, an ech wëllt se hei opzielen, an ech wär frou wann de Minister géif kuerz probéieren, zumindest deelweis, op déi Froen do anzegoen an och ze soen, wéi wäit d'Regierung an hiren Iwwerleeungen zu deenen eenzelne Punkte steet.

Déi éischt Fro ass déi vun der Kompetenzopdeelung tëschent de Gemengen an dem Stat an der Fro haaptsächlech vum Drénkwaasser. Et ass jo do, wou eigentlech haut eng Grondkompetenz vun de Gemenge besteet, iwwert d'Gemenge selwer, iwwert d'Gemengesyndikater, iwwert d'Syndicats mixtes och zum Deel, a wou sech d'Fro stellt, soll et do weider goen, oder huet d'Regierung wëlles an eng aner Richtung ze goen, dat Ganzt eigentlech op den nationalen Niveau ze hiewen.

An eisen Ae wär et schued, wann dat sollt geschéien, well ech der Meenung sinn, dass eigentlech awer, wann de richtege Kader gesat ass, et wichteg ass, och no un de Problemer, dat heescht um Niveau vun de Gemenge kënnen an deem Beräich vum Drénkwaasser aktiv ze ginn. Et däerf ni esou wäit kommen, dass d'Gemenge sech iwwert eng Kompetenzverlagerung géifen desinteresséieren, wat sech op deem Punkt do deet, a da soen, et ass jo de Stat deen dat dote mécht an dann ass d'Saach jo dann an der Rei. Also et ass scho mengen ech wichteg, weiderhin eng dezentral Approche zu där Drénkwaasserfro do ze hunn.

Dann ass d'Fro natierlech och an deem ganze Beräich, an där Welt vu Liberaliséierung, déi jo viru kengem Secteur Halt mécht, wéi wäit d'Regierung muss a wéi wäit se wëllt eigentlech d'Dieren opmaachen, dass och Privatboîten hei kënnen aktiv an deem dote Beräich ginn. Als sozialistesch Partei fanne mer et net gutt, wa bei esou enger Fro, notamment vum Drénkwaasser, wou et ëm eng Grondversuergung geet, duerch eng Privatiséierungswell, eng Liberaliséierungswell de qualitativen Aspekt an den Hannergrond géif geroden an et géif just nach de wirtschaftlechen Aspekt an de Vierdergrond kommen. Dofir ass et an eisen Ae wichteg, dass dat doten an der öffentlecher Hand bleift an dass d'Drénkwaasserversuergung net däerf privatiséiert ginn hei zu Lëtzebuerg.

Wat sinn d'Absichte vun der Regierung an deem dote Punkt? Wéi gesäit et aus mat der Ëmsetzung vum Veruersaacherprinzip? De Principe pollueur-payeur, dee mer jo erëmfannen am Text vun der Direktiv selwer, an enger relativ ausschweifender Form, net ganz prezis, mä wou awer zumindest d'Richtung déi ass, dass soll Rechnung gedroe ginn deem dote Prinzip, bei der Festleeung och vum Drénkwaasserpräis, vum Waasserpräis, mä awer och natierlech bei der Tarificatioun. A wou d'Direktiv eigentlech och hei seet, Dir kënnt weider differenzéieren tëschent den Haushalter, tëschent der Landwirtschaft an tëschent de Betriber.

Mer wëssen, dass jo och den Innenminister an der Vergaangenheet oft Schwieregkeeten hat, fir zum Beispill bei den Haushalter eng Staffelung ze akzeptéieren. Wann ech d'Direktiv liesen, geet déi awer duerchaus an déi dote Richtung fir méi nuancéiert do virzegoen an an den Tariffer och uspornend ze ginn, eigentlech fir ze spuere beim Konsum vum Drénkwaasser. Dofir wollt ech och da vum Minister wëssen, ob hie bei senger prinzipieller Haltung bleift oder net der Meenung ass, dass ee misst op deen dote Wee goen an och do bei den Tariffer genuch Spillraum loossen, fir also och Incitatioune mat anzebauen, fir eigentlech bei der Drénkwaassernotzung méi spuersam virzegoen.

Wéi gesäit et mat enger allgemenger Ofwaassertax aus? Et ass eng Iddi déi mol eng virecht Regierung hat, déi et a ville Länner gëtt; an Däitschland, an der Schwäiz an an Éisträich gëtt et se. A wou ech mer d'Fro stellen, ganz éierlech, mat deem Investissement, dee virun der Dier steet, mat deene Milliarden, déi wäerte mussen an den nächsten zéng Joer an deem Beräich investéiert ginn; ob dat doten net awer en noutwendegt Iwwel ass, fir iwwert esou eng Ofwaassertax nozedenken, fir iwwerhaapt kënnen duerch deen ambitéise Programm do ze finanzéieren. Och do wär ech frou, wann ech eng Stellungnahm kéint kréien, wéi wäit d'Regierung sech dozou eng Meenung gemaach huet.

Aussoe si schonn ze liese gewiescht, ze héiere gewiescht iwwert d'Subventiounspolitik an deem Ganzen. Mir bénéficiéieren hei zu Lëtzebuerg zënter de 60er Joren enger ganz grosszügeger Subventiounspolitik vu Säite vum Stat mat 90% vun de Kläranlage selwer, vun den Haaptkollekteren, déi iwwert de Statsbudget finanzéiert ginn, 10% nach vun de Gemengen, natierlech haaptsächlech zu Laaschte vun de Gemengen. Et stellt sech d'Fro: Ass d'Regierung der Meenung, dass opgrond vum Text vun der Direktiv dat doten net méi méiglech wär?

Ech liesen dat net an deemselwechte Mooss dodraus, mä et sinn esou Aussoe ginn, wat d'Interpretatioun vun deem heiten Text ugeet. Also dofir och meng Fro un d'Regierung: Wéi wëllt se deen doten Deel vun der Direktive cadre dann elo an d'Nationalrecht ëmsetzen?

Dann eng lescht Fro - dat ass eng Fro déi ech schonn ugeschnidden hat. Dat ass déi, ob de Minister wierklech der Meenung ass, dass dat, wat elo hei am Statsbudget steet vun Einnahmen, respektiv vu geplangtenen Ausgabe fir déi nächst Joren, duergeet, fir wierklech all déi Projeten, all déi Programmer an deem gewënschten Zäitraum duerchzezéien, an ob do net awer misst nach zolidd nogeschoss ginn, wann ee sech wëllt wierklech Mëttelen och vu sengen Ambitioune ginn.

Voilà, méi wäit wëll ech d'Diskussioun haut net dreiwen, och aus Respekt virun deenen anere wichtege Punkten, déi nach um Ordre du jour sinn.

éi gesot, eis Partei wäert Nee stëmmen zum Gesetzestext. An ech hoffen, dass mer awer domadder net e Schlussstrich zéien ënnert d'Diskussioun iwwert d'Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg, mä dass déi monter weidergeet.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Fred Sunnen agedroen. Den Här Sunnen huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Fred Sunnen *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn an der Legislaturperiod, an déser zënter 1999, e puer mol schonn d'Geleeënheet gehat, fir eis méi genee mat der Waasserpolitik vun eiser Regierung ze beschäftegen. Dat war de Fall bei der Interpellatioun vu mengem Fraktiounskolleeg Lucien Weiler iwwert d'Héichwaasser, d'Debatten zum Waasserwirtschaftsamt, d'Orientéierungsdebatt iwwert d'Kompetenzopdeelung zwëschent dem Stat an de Gemengen oder bei de Gesetzer iwwer verschidde Kläranlagen. En Zeechen also, dass sech an dësem Beräich eppes gedoen huet. An dat ass och de Mérite vum Innenminister, dee couragéiert un dës Matière erugeet. Ech denken datt ech mech a menger Interventioun drop beschränke kann, fir nach eng Kéier e puer Aspekter aus dësen Debatten opzegräifen.

De Kolleeg Alex Bodry huet hei eng ganz Partie Froen opgeworf, déi pertinent sinn. Pertinent dowéinst, well d'Politik opgefuerdert ass, an der Waasserwirtschaftspolitik op nei Weeër ze goen. Mir brauchen eng nohalteg an eng integréiert Waasserpolitik, well d'Waasser e vitaalt Element ass, och fir eist Land. Ech brauch do nëmmen den Noostkonflikt ze erwähnen, wou d'Waasser e kruzialen Enjeu duerstellt, an engem Konflikt, dee scho méi wéi een halleft Jorhonnert undauert.

Mä och fir e Wuelstandsland wéi Lëtzebuerg muss et eng Selbstverständlechkeet sinn, an och eng Noutwendegkeet, datt mer beduecht a räsonnabel mat eisem Waasser ëmginn an eist politescht Handelen no déser Prémisse ausriichten.

Fir datt mer esou eng Politik kënnen an d'Weeër leeden, ass et noutwenneg, haut déi néideg Jalonen ze setzen, fir nohalteg mat der Ressource Waasser ëmzegoen. Och zu Lëtzebuerg ass d'Waasserpolitik ëmmer en Enjeu gewiescht. Sou ass an de 50er Joren eist Land op de Wee gaangen, fir d'Drénkwaasserversuergung iwwert de Wee vum Stausee op der Uewersauer ofzedecken. En anere wichtege Volet ass d'Héichwaasserproblematik, déi duerch d'Zersiedlung vun eisem Land eng intensiv Landwirtschaft an Ëmweltfléss an de leschte Joren ëmmer méi akut ginn ass. An net zu lescht ass den Ëmweltschutz e feste Bestanddeel vu bal all Beräich vun der Politik ginn, eng Matière, déi natierlech de Schutz vum Waasser als eng vun den Haaptachsen ugesäit. Et sinn dëst alles Deelberäicher vun enger vaster an technesch héichkomplizéierter Matière, déi mer am heitege Kontext vernetzt musse betruechten an déi enger duerchduechter an nohalteger Koordinéierung bedäerfen.

Ech hat déi virecht Woch, wéi mer iwwert d'Kläranlagen diskutéiert hunn, drop higewisen, datt mer um Enn vun déser Legislaturperiod eise Soll an dësem Beräich zu engem groussen Deel schonn erfëllt hunn. Mam Vote vum Gesetz iwwert d'Waasserwirtschaftsamt kritt déi Zesummenaarbecht, déi zënter 1999 schonn am Beräich vun der Waasserpolitik besteet, hir gesetzlech Basis. A mir si frou, datt mer an dësem Dossier an déser Legislaturperiod konnten endlech Neel mat Käpp maachen, well d'Diskussiounen ronderëm esou eng zentral Administratioun bis an den Ufank vun den 90er Joren zréckreechen.

D'Schafung vum Waasserwirtschaftsamt ass niewent der Reform vun der Police, déi mam Gesetz vum 31. Mee 1999 versiegelt ginn ass, déi wichtegst Verwaltungsreform aus de leschte Joren. E verantwortungsvollen Ëmgang mat der Ressource Waasser setzt viraus, dass mir eis och um administrative Plang déi noutwendeg Moyene ginn. D'Fuerderung vun enger Bündelung vun all dësen Aspekter vun enger effikasser Waasserpolitik a vun den implizéierten Instanzen, Verwaltungen a Servicer ass net nei. Iwwert d'Schafung vun enger Zentralverwaltung fir d'Waasser ass zu Lëtzebuerg säit den 80er Jore mat Ausnahm vum ADR ëmmer e politesche Konsens gewiescht. Dat gesäit een, wann ee beispillsweis d'Debatt vum Oktober 1990 iwwert d'Waasser am Detail noliest.

Et huet awer 14 Joer gedauert, bis mir dat Gesetz iwwert d'Administration de la gestion de l'eau konnte stëmmen. Zu dësem Gesetz sti mir, well et d'Kréinung ass vun engem Engagement, dat mir 1999 am Koalitiounsaccord geholl hunn. Et ass dat e wichtege Schrëtt an d'Richtung vun enger integréierter Waasserwirtschaftspolitik.

Här President, et ass kloer, dass mir hei net stoe bleiwen dierfen. Déi personell Organisatioun vun enger Administratioun, d'Bündelung vu Kompetenzen, stelle sécher eng wichteg Viraussetzung duer. Mä et geet elo drëm, fir d'Objektiver vun déser Administratioun, déi am Gesetz ageschriwwe goufen, mat Musek ze erfëllen.

Ech wëll nach eng Kéier den Artikel 2 vum Gesetz iwwert d'Waasserwirtschaftsamt an Erënnerung ruffen, dee ganz genau definéiert, wat fir Missioune sech dës Administratioun verschriwwen huet: «L'administration poursuit une gestion intégrée et durable des ressources d'eau et du milieu aquatique et en assure une protection efficace. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires fixant les attributions d'autres administrations et services relevant de l'État et des communes, elle est notamment chargée

1. d'étudier les problèmes concernant la gestion et la protection de l'eau;

2. de conseiller les autorités publiques et les collectivités sur toutes les questions du domaine de l'eau;

3. de veiller à l'observation des dispositions légales, réglementaires et administratives en matière de gestion et de protection de l'eau et d'exercer la police y relative;

4. de contribuer à l'élaboration de plans d'aménagement et de gestion de l'eau et à la définition de programmes de mesures à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés;

5. d'engager les mesures correctives et curatives nécessaires pour améliorer l'état qualitatif et quantitatif des eaux superficielles et souterraines et d'entreprendre toute action pour en prévenir la pollution ou la détérioration;

6. de coordonner les actions en matière de lutte contre les inondations;

7. d'instruire les dossiers de demandes d'autorisations au titre de la législation sur la gestion et la protection des eaux;

8. de réaliser des travaux d'analyse et de laboratoire dans le domaine de l'eau;

9. de mener des travaux de recherche dans le domaine de l'eau;

10. de participer sur le plan des institutions internationales à l'élaboration et à l'application de la politique commune en matière de gestion de l'eau;

11. de déterminer l'état de la meilleure technique disponible en matière de technologies dans le domaine de l'eau;

12. d'assurer l'information du public et d'encourager toute initiative en matière de gestion durable de l'eau.»

Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 2 definéiert domadder ganz kloer an op eng komplett Aart a Weis, wat een ënner enger integréierter Waasserwirtschaftspolitik ze verstoen huet. Dës Administratioun ass also dat wesentlecht Instrument fir dee Wee, dee mir an dësem Beräich gewëllt sinn ze goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Waasserwirtschaftsamt ass en Instrument, dat eis behëlleflech ass, fir déi europäesch Kaderdirektiv iwwert d'Waasser adequat ëmzesetzen. Déi europäesch Direktiv 2000/60 ass eng eminent wichteg Direktiv, déi sech sécherlech op eis national Waasserpolitik auswierke wäert, wat den Alex Bodry jo och a senger Froestellung ervirgehuewen huet. Se ass ouni Zweifel de Kader vun eiser zukünfteger Waasserwirtschaftspolitik.

Den Innenminister hat a senger Interventioun zum Waasserwirtschaftsamt schonn erkläert, dass déi Waasserpolitik, déi Lëtzebuerg haut scho praktizéiert, am wäiteste Sënn den Zilsetzunge vun der Kaderdirektiv entsprécht. Et ass kloer, dass mer no der Ëmsetzung vun déser Direktiv eis Waasserpolitik mussen an den Detailer adaptéieren. Dobäi kënnt, dass d'Integralitéit vun den Elementer vun déser Direktiv nach net bis an den Detail gewosst ass. Déi iewescht EU-Présidence ass am Moment drëm bemëit, fir den Dossier weiderzebréngen an ze finaliséieren.

Meng Fraktioun ass der Meenung, dass d'Direktiv eis Waasserwirtschaftspolitik complétéiert an d'Haaptelement vun enger integréierter Waasserpolitik duerstellt. Am Kontext vun den Aarbechten an der Commission de l'Intérieur iwwert d'Schafung vun engem Waasserwirtschaftsamt gouf säitens vum Ministère preziséiert, dass et sech awer ëm eng sensibel an technesch komplex Matière handelt, déi opgeschafft muss ginn.

An der Debatt iwwert dat Gesetz ass och eng Motioun gestëmmt ginn, déi op eng schnell Ëmsetzung vun déser Direktiv drängt. Mir hoffen dofir, dass Lëtzebuerg an den zouständege Gremien um europäesche Plang säi Gewiicht an d'Wo leet, fir dës Direktiv schnell ëmsetzen ze kënnen.

Här President, mir als CSV denken, dass mir eng integréiert Waasserpolitik nëmmen zesumme mat eise Gemenge vollzéie kënnen. Am Kader vun der Debatt iwwert d'Kompetenzopdeelung tëschent dem Stat an de Gemengen hate mir och dëse Volet ugeschwat, wéi d'Gemenge kënnen an dës Politik mat agebonne ginn. Ech wëll dofir nach eng Kéier d'Konklusioun aus dem Rapport vun der zouständeger Commission de l'Intérieur vum 30. September 2003 an Erënnerung ruffen, wou d'Kommissioun ënner anerem festgehalen huet - ech zitéieren: «En matière de la gestion des eaux usées et des déchets, la commission estime que le rôle de l'État est essentiel. Pour ces raisons le Gouvernement est invité à participer plus activement aux compétences communales en matière de traitement des eaux usées ainsi qu'en matière de gestion des déchets. À cet effet, à l'exemple du SEBES, on pourrait imaginer des syndicats intercommunaux mixtes composés d'une part par des représentants des communes et d'autre part par des représentants du Ministère de l'Intérieur.» An dësem Sënn gouf och eng Motioun eragereecht an ugeholl.

D'Waasser an d'Ofwaasser sinn haut eng därech an technesch Matière. Den Innenminister Michel Wolter hat a senger Grondsazried an der Debatt vum 27. November 2003 e puer interessant Pisten opgeworf, déi och nach haut hir Gültegkeet hunn, an op déi wëllt ech kuerz zréckkommen.

Mir hu bis d'Joer 2012 bis 2015 eng Direktiv ëmzesetzen, déi eng ganz Partie vu Komponenten enthält, déi déi Regierungen, déi elo no déser kommen, wäerten an d'Flicht huelen. Ech wëll nëmmen e puer vun dësen Elementer opgräifen. Et mussen zum Beispill nei Funktioune geschaaft gi wéi de Monitoring. Des Weidere musse Qualitéitskontrollen duerchgefouert a Moossnamen ergraff ginn, déi souwuel d'Qualitéit wéi och d'Quantitéit vum Waasser laangfristeg garantéieren.

Doniewent muss de sou genannte Prix-vérité agefouert ginn, an dee sech all d'Facteuren, déi de Waasserpräis haut ausmaachen, mat abannen. Dat heescht och, dass d'Subsiden, déi de Stat an d'Kläranlage pompelt, an dësem Calcul mat a Betruecht gezu musse ginn.

Weider musse Quelleschutzgebidder ausgewise ginn a Weeër fonnt ginn, wéi an Zukunft déi Leit, déi op dëse Gebidder schaffen, op anere Plazen erëm réaffectéiert kënne ginn. Wéi gesot sinn d'Gemengen och hei opgefuerdert, fir de Paradigmewiessel an der Waasserpolitik mat unzepacken. Bei 118 Gemengen ass dat net einfach, well et heescht vun ale Praktiken Ofstand ze huelen. Mä eng national integréiert Waasserpolitik erfuerdert de Wëllen zur Kooperatioun vun den eenzelne Gemengen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Alex Bodry huet och d'Problematik vum Waasserpräis ugeschnidden. An ech denken, a meng Fraktioun ass och déser Meenung, dass mer Weeër musse

fannen, fir een eenheetleche Waasserpräis ze schafen, ouni op de Prinzip vun de Staffelungen ze verzichten. D'Industrie, d'Baueren, d'Betriber kënnen a mussen net deeselwechte Präis bezuelen. D'Erausfiltréiere vum esou genannte Prix-vérité, d'Berechtegung dovunner, d'Ausweisung vu Quelleschutzgebidder an d'Festleeë vun de Kompensatioune si wesentlech Elementer vun enger integréierter Waasserwirtschaftspolitik.

Et geet also drëm, fir sech zesummenzesetzen an ze kucken, wéi een d'Gestioun vum Waasser a vum Ofwaasser koordinéiere kann. E Wee dohinner, an de Minister hat dëst schonn a senger remarquabeler Interventioun vum 27. November 2003 proposéiert, wier eng sou genannte Compétence mixte, wéi mir se am Rapport festgehalen hunn, wou en nationale Syndikat an d'Liewe geruff géif ginn, dee sech der Problematik esouwuel vum Waasser wéi vum Ofwaasser unhëlt an deen zesumme mam Stat a mat de Gemengen organiséiert gëtt. Mir sinn haut an enger anerer Situatioun, wou mer eng disparat an onorganiséiert Struktur hunn. Nach ëmmer si vill Gemengen net Member an de Syndikater, déi sech um regionalen an interkommunale Plang zesummegedoen hunn, fir dëse Beräich zesummen ze organiséieren.

Wa mer awer gären eng integréiert Waasserwirtschaftspolitik hätten, da musse sech eis Gemengen zesummeschléissen, fir den Objektiver, déi am Artikel 2 vum Gesetz iwwert d'Waasserwirtschaftsamt ageschriwwe sinn, gerecht ze ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt nach gären e puer grondsätzlech Gedanken uféieren, wéi fir d'CSV an Zukunft eng modern an nohalteg Waasserpolitik ausgesi muss. Eng nohalteg Waasserhaushalts- a Waasserwirtschaftspolitik bedeit fir eis d'Garantéiere vun optimalem Schutz fir eis Gewässer géint d'Verschmotzungen an aner Belaaschtungen, bei gläichzäiteger räsonnabler Notzung vun eise Waasserressourcen duerch de Bierger.

No der Waasserkaderrichtlinn vum 23. Oktober 2003 mussen all Uewerflächewaasser a Grondwaasser bis spéitstens 2015 an en ökologesch einwandfräien Zoustand bruecht ginn. Am Kontext vun dëser Richtlinn musse sech déi kommend Regierunge konsequent fir déi ofschléissend Ëmsetzung vum nationalen Ofwaasserentsuergungsprogramm asetzen.

Dem Ausbau vu grousse Kläranlagen un der Uelzecht an un der Sauer an dem Bau vun Ofwaasserrengegungsanlagen un der Musel kommen hei Schlësselrollen zou. Dobäi musse Moossname kommen a wierksam Instrumenter an d'Liewe geruff ginn, déi an Zukunft d'Reduktioun vun der Belaaschtung vun den uewer- an ënnerierdesche Gewässer duerch Ofwässer besonnesch am Beräich vun der Landwirtschaft am Sënn vun engem verbesserte Quelleschutz an enger sécherer Drénkwaasserversuergung assuréieren.

Mir setzen eis och dofir an, datt d'Renaturéierungsmoossname fir eis fléissend Gewässer weidergefouert an ausgebaut musse ginn. Dofir plädéiere mer och fir d'Opstellung vun engem nationale Leitplang an dësem Beräich. Doniewent sollen déi Moossnamen no ekologesch sënnvollen a wirtschaftlech vertrietbare Kritären ausgeriicht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Innenminister Michel Wolter hat an der Interpellatioun iwwert d'Héichwaasser vum 3. Abrëll 2003 drop higewisen, datt et keen alles ëmfaassenden Héichwaasserschutz gëtt an datt et sech ëm eng laangwiereg Aarbecht handelt, fir dësem Phenomeen Meeschter ze ginn. All Héichwaasser weist ëmmer erëm op Schwaachstellen am System hin, déi een duerch déi eng oder aner Moossnamen opgefaange kritt. Dem Héichwaasserschutz kënnt fir eis eng verstäerkten Opmierksamkeet zou. Et muss virun allem um preventive Plang vill geschéien, andeems all Acteur, esouwuel de Stat wéi och d'Gemengen, mä och de Privatmann incitéiert gi fir sech mat verschiddene Moossnamen ze familiariséieren, fir verschidden désastréis Effete vum Héichwaasser ofzefiederen. Mir setzen eis wéinst dësen Ursaache fir e preventiven Héichwaasserschutz an.

Et gëllt virun allem déi natierlech Iwwerschwemmungsgebidder ze erhalen, respektiv zréckzegewannen. Op deene Plazen, wou dëst noutwendeg ass, solle verschidde Moossname baulecher Natur realiséiert ginn. Et ass aus den Erfahrungen aus dem Héichwaasser vun 1993 an 1995 eraus fir eis evident, datt d'Preventioun net duergeet. Ouni technesch Moossnamen, wéi beispillsweis Schutzmaueren, komme mer mëttel- a laangfristeg net aus. Speziell an dësem Beräich muss de Stat zesumme mat de betraffene Gemengen e stéchhaltegt Konzept ausschaffen. Den Héichwaasserschutz kascht vill Geld an eng ganz Rei Gemenge sinn haut net an der Lag déi Käschten integral opzebréngen. Deemno brauche mer um Niveau vun alle Gemengen e Mentalitéitswandel, deen agesäit, datt d'Problematik vum Héichwaasser net eleng e kommunalen oder regionale Sujet ass, deen ausschliesslech vun de betraffene Gemengen ze droen ass. Et ass en nationale Problem, well mer an de vergaangene Jorzéngten eis Landzersiedlung a Flächeversigelung viru gedriwwen hunn, wat déi ursprünglech an natierlech Waasserofleef gestéiert huet. An deem Sënn muss iwwerpréift ginn, wéi een zukünfteg am Kader vun engem solidaresche Finanzéierungsinstrument kënnt déi net betraffe Gemengen un de Moossname géint d'Héichwaasser associéieren.

Här President, ech denken, datt den zoustännegen Innenminister eis nach déi eng oder aner Prezisioun an dësem Beräich ka ginn. Ech hunn heimat versicht fir d'Prioritéite vun der CSV opzezeechnen. Op déi nächst Regierung waart vill Aarbecht an dësem Domän, déi mer als Parlament kritescht awer sachlech beliichte mussen.

Ech soen Iech merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, u sech erlaabt jo deen Débat vun haut, wann ech emol éischter d'Interpellatioun an de Vierdergrond setzen, vläicht sech méi fundamental Gedanken ze maachen iwwert de Bilan, deen dës Regierung opzeweisen huet wat d'Gewässerschutzpolitik ubelaangt, awer och fir e Constat ze maache wéi d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass.

Ech menge ganz kloer, wat dës Legislaturperiod gekennzeechent huet war ouni Zweifel de Vote an d'Schafe vum Waasserwirtschaftsamt, wat jo dann haut elo definitiv clôturéiert gëtt. Ech wëll nach eng Kéier hei ënnerstraichen, datt d'Demokratesch Partei scho ganz laang ëmmer erëm gefuerdert huet, datt d'Kompetenzen, déi alt bis op sechs Ministèrë verdeelt waren, misste gebündelt ginn, fir dass ee kënnt méi eng kohärent Gewässerschutzpolitik an d'Wee leeden. Dat war ënnert deene fréiere Regierungen net méiglech, obwuel do och Efforten, zumindest theoretescher Natur, do waren, obwuel och do grouss Fuerderunge gestallt goufe vu riets a vu lénks, mä um Terrain ass u sech ni eppes Konkretes geschitt.

Dee grousse Mérite, deen also ouni Zweifel dës politesch Majoritéit huet, ass deen, dass et fäerdeg bruecht ginn ass fir e Waasserwirtschaftsamt ze schafe mat all deene Problemer, déi dat comportéiert huet, och mat all deene punktuellen Nodeeler, déi de Moment nach bestinn an déi eis och wäerten nach eng kleng Zäit begleeden.

Mä d'Tatsaach, datt mer elo déi Struktur geschafen hunn, erlaabt awer fir an Zukunft trotzdeem elo vill méi eng intensiv Waasserschutzpolitik ze maachen.

Et ass also evident, datt d'Demokratesch Partei, déi dat Gesetz gestëmmt huet, net mat där ganz grousser Euphorie, dat ginn ech ganz gären zou, dorobber kommen ech och nach zréck, mä virun allem well mer awer der Meenung sinn, datt et eng wichteg Décisioun ass an datt virun allem awer och eng wichteg Etapp realiséiert ginn ass. Dowéinst ass et och normal, datt mer haut och den zweete Vote wäerte positiv ofstëmmen.

Sécher, et handelt sech hei ëm e Kadergesetz an awer kënnt een natierlech net derlaanscht fir erëm eng Kéier déi kruzial Fro vun der Kompetenz opzewerfen. Do huet eis Meenung net geännert. Déi ass och nozeliesen an eisem Wahlprogramm, wou mer nach eng Kéier ënnerstraichen, mir sinn a mir bleiwen der Meenung, datt e Waasserschutzamt an den Environnement gehéiert. Virdrun ass hei e bësselche vum sozialistesche Spriecher duergestallt ginn, wéi wann d'Demokratesch Partei dat einfach esou geschléckt hätt. Mä, wéi gesot, nach eng Kéier, Här Bodry, zumindest si mer awer dës Kéier vill méi e wäite Schrëtt no vir komm, wéi dat ënnert deene fréiere Regierungen de Fall war, well mer d'Struktur geschafen hunn a well et d'Méiglechkeet bitt sech bei enger neier Zesummesetzung vun enger neier Koalitioun, an dat dierft kee grousse legislativen Effort sinn, fir et dann dohinner ze setzen, wou et eiser Meenung no och higehéiert, an zwar an den Ëmweltministère.

Ech wëll mech awer trotzdeem hei an haut e bësselche mat der Interpellatioun beschäftegen, déi vum honorablen Alex Bodry ugefrot ginn ass, well do eng Rei vun interessante Froen opgeworf goufen, Froen, déi ouni Zweifel och solle méi analyséiert ginn.

Et spiert een, datt eng gewëssen Angscht dobausse besteet wat d'Drénkwaasser ubelaangt, besonnesch well mer elo an enger Zäit si wou d'Liberaliséierungswell vu Bréissel aus iwwer all Länner vun Europa rullt. Mir mierken dat um Niveau vum Stroum. Mir mierken dat um Niveau vum Gas, an do ass natierlech awer och d'Fuerderung vun eenzelne Leit, dass dat soll ausgedehnt ginn op d'Waasser. Et muss een allerdéngs hei eng wichteg Remarque maachen. Et gëtt nun awer nach ëmmer e fundamentalen Ënnerscheed tëschent Stroum, Gas a Waasser. D'Waasser ass ee liewenswichtegt Element a virun allem geet et och ëm d'Qualitéit vum Waasser, an do muss ee vill méi virsiichteg sinn. D'kommerziell Iwwerleeungen däerfen op kee Fall am Vierdergrond stoen an ech wëll och hei d'Regierung félicitéieren, datt se op kompetenter Plaz ganz kloer gesot huet, dass se net wëllt, dass d'Waasser och soll an dee ganze Liberaliséierungsprozess mat integréiert ginn.

Et ass wichteg, datt mer déi Positioun an Zukunft wäerte mat aller Iwwerzeegung vertrieden. Wat awer natierlech virun allem muss iwwerluecht ginn, dat ass de Prinzip vum Pollueur-payeur. Dat ass e Prinzip, deen och scho jorelaang net nëmmen hei, mä och dobausse vill diskutéiert gëtt, ouni dass en awer leider appliquéiert gëtt. Besonnesch um Niveau vum Waasser géing sech awer do d'Méiglechkeet bidden, fir deen och duerchzesetzen.

(Interruptions diverses)

Mir haten eis als Demokratesch Partei schonn 1997 u sech fir e gestaffelten Drénkwaasserpräis agesat, wou mer gesot hunn, dass u sech dee vitale Verbrauch - dat ass dee Verbrauch, deen u sech all Mënsch brauch, all Dag respektiv all Joer, fir sengen normale Flichten nozekommen - net soll mat där Tax beluecht ginn an dass een a soll eng Staffelung virhuelen, fir dass wierklech déi Leit, déi iwwerméisseg Waasser verbrauchen a wou ganz kloer nogewise ka ginn, dass dat fir Zwecker ass, wat net zu der absoluter Noutwendegkeet gehéiert, dass dat soll mat engem anere Präis beluecht ginn.

Dat wär u sech dee richtege Wee. D'Fräiheet wär weiderhi ginn, dass een d'Waasser kënnt konsuméieren, mä dass een awer dofir och muss en anere Präis bezuelen.

(Interruption)

Den Här Bodry huet dann hei dat esou ganz diplomatesch duerchklénge gelooss, déi viregt Regierung hätt d'Iddi gehat vun engem gestaffelte Waasserpräis. Ech wëll Iech awer drun erënneren, Dir wësst…

(Interruption)

Neen, neen, Dir hat och…

M. Alex Bodry *(LSAP), interpellateur.*- Dir hat mech falsch verstanen. Meng Iddi, wat ech wollt soe war, et gëtt Gemengen, déi gestaffelt Waasserpräisser agefouert hunn an déi missten…

M. Gusty Graas *(DP)*.- Neen, Dir hutt och d'Relatioun gemaach op dee Projet, deen déi viregt Regierung…

M. Alex Bodry *(LSAP), interpellateur.*- Dat war d'Tax.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Awer och d'Waassertax, voilà.

M. Alex Bodry *(LSAP), interpellateur.*- Dat huet näischt mam gestaffelte Präis ze dinn.

M. Gusty Graas *(DP)*.- ...hei ënnerbreet. Dat ass richteg, mä ech wëll awer nach eng Kéier drop hiweisen: Firwat ass déi deemools am spréchwuertleche Sënn vum Wuert buede gaangen? Mä ebe well se falsch ugepaakt war. Dir wollt einfach eng Tax direkt um éischte Liter applizéieren, dat heescht Dir wollt eng uniforme Tax aféieren, an dat entsprécht awer net dem Principe pollueur-payeur. An dat war och d'Ursaach firwat dass deemools zu Recht u sech dee Projet net konnt realiséiert ginn.

Mir bleiwen der Meenung, dass eise Modell dee richtegen ass, fir wéi gesot eng ökologesch Taxéierung vun dem Drénkwaasserpräis virzehuelen. Ech bedaueren och hei, dass den Innenminister eenzelne Gemenge Problemer gemaach huet oder wéinstens duerchbléckе gelooss huet, dass e kee Frënd vum gestaffelte Waasserpräis ass.

M. Alex Bodry *(LSAP), interpellateur.*- E refuséiert dat.

M. Gusty Graas *(DP)*.- An dat ass eng Diskussioun, déi muss ouni Zweifel nach eng Kéier opgerullt ginn, well dat geet an dat Konzept eran wat mir als Demokratesch Partei och virgesinn, dass ee wéi gesot soll e gestaffelte Waasserpräis awer och deementspriechend aféieren.

Wa mer scho beim Drénkwaasser sinn, da muss een natierlech och e Wuert iwwert dee sou genannten Harmoniséierungspräis verléieren. A fir dass ee sech och do richteg versteet: Mir sinn u sech fir en uniformë Präis, mä dee gëllt dann héchstens bis bei de Waasserbehälter an net bis bei den Endproduzent. Do muss een also kloer d'Differenz maachen.

Ech muss do e bëssen emol an d'Geschicht och nach eng Kéier zréckgoen. U sech hate mer dat jo hei zu Lëtzebuerg, an zwar huet jo deemools en Accord bestanen tëschent der DEA, der SES an der Stad Lëtzebuerg, dat war nach ënnert dem fréieren Innenminister Jean Wolter an d'Wee geluecht ginn. Déi Konventioun jiddefalls ass deemools vun der Stad Lëtzebuerg zwar opgekënnegt ginn, mä et war eng nei dunn a Kraaft getrueden tëschent der SEBES an der DEA, déi et erlaabt huet, dass déi Gemengen, déi an deene Syndikater waren, en uniformë Waasserpräis kruten.

Wat ass du virun engem gudde Joer geschitt? Déi ass du vu Säite vum Innenministère opgekënnegt ginn, mam Resultat dass et eben effektiv de Moment zwee verschidden Drénkwaasserpräisser gëtt, dat heescht, déi fir de SEBES bezuelen 30 Frang - ech bleiwen elo emol nach bei de Lëtzebuerger Suen - de m³ an déi an der DEA 40 Frang de m³. Mir sinn also der Meenung, do soll effektiv eng Harmoniséierung kommen, mä wéi gesot nach eng Kéier, déi huet awer nëmme Gültegkeet bis bei de Waasserbehälter. Firwat? Mä aus deem ganz einfache Grond, well dann oft d'Differenz ugeet. Mir hu Gemengen, déi immens Efforte maachen, fir den Drénkwaasserréseau an der Rei ze halen, déi immens Efforte maachen, fir d'Ofwaasser ze klären…

(Interruption)

Jo, déi si jo net an där Diskussioun elo hei mat dran. An da gëtt et natierlech och déi Luussepätteren, déi mengen et wär net wichteg fir Efforten ze maache fir d'Ofwaasser ze klären an esou weider, sou dass et do zu enger Ongerechtegkeet kéim, wann een also och en uniformë Präis géing maache fir den Endkonsument. Mir sinn also der Meenung, dass dat net soll kommen.

Wa mer natierlech elo déi ominéis Direktiv do huelen, 2000/60/CE, déi eis eng Rei vu Contraintë gëtt, wëll ech awer och emol eng Kéier hei ënnerstraichen - an dat mécht een awer e bëssen traureg an där ganzer Gewässerschutzpolitik -, dass mer zënter Joren ëmmer erëm Oplage kréien, sief dat um internationalen Niveau, sief dat um nationalen Niveau, mä domadder geet et net duer! Mir kënnen déi beschten Direktiven hei stëmmen, mir kënnen déi beschte Gesetzer hei stëmmen: Wa mir se an der Praxis net ëmsetzen, komme mer och net vill weider!

Ech wëll do op ee Punkt hiweisen, dat sinn d'Quelleschutzgebidder. Et ass hei de Mëtteg scho vu mengen zwee Virriedner zu Recht behaapt ginn, dass een op deem Punkt muss méi offensiv virgoen. Ech wëll allerdéngs drun erënneren, mir hunn e Gesetz vun 1906 - vun 1906! -, wat nach ëmmer a Kraaft ass iwwert d'öffentlech Gesondheet. Mä do steet schonn dran, dass d'Gemenge musse Quelleschutzzonen ausweisen. D'Resultat ass bekannt, wat entretemps an deenen 98 Joer geschitt ass, nämlech relativ wéineg.

An och am Waasserschutzgesetz vun 1993, wou déi Kompetenz dem Stat iwwerdroe ginn ass, kenne mer d'Suite: Och do ass näischt geschitt. Also et ass ëmmer flott fir Gesetzer a Reglementer opzestellen, mä wa mer selwer net derfir suergen, dass se agehale ginn, da brauche mer eis net ze wonneren, dass mer wéi gesot an der Ofwaassersanéierung net vill weiderkommen.

Dat bréngt mech dann och zu engem drëtte wichtege Punkt vun där Interpellatioun hei, dat ass natierlech och d'Qualitéit vun eise Baachen a vun eise Flëss, iwwert déi een natierlech ganz vill kënnt soen. Allgemeng muss ee feststellen, dass mer hei zu Lëtzebuerg trotzdeem nach eng ganz Rei vu Problemer hunn. Wann een déi biologesch, chemesch a physikalesch Qualitéit analyséiert an et referéiert ee sech och op déi Waasserkaart,

déi jo all Joers publizéiert gëtt, da muss ee feststellen, dass op ville Plazen u sech de Status quo doheem ass an dass d'Qualitéit sech vun eenzelne Gewässerleef an deene leschte Jorzéngte kaum bis guer net verbessert huet.

Ech maache Referenz besonnesch op de Süden, ech huelen d'Uelzecht, ech huelen d'Mess, ech huelen d'Gander, ech huelen d'Diddelenger Baach, an ech kënnt déi Lëscht weiderféieren, déi nach wie vor an engem wierklech desolaten Zoustand sinn. Et gëtt jo ee ganz gudde Bioindikator, de Fëschbestand, dee jo beweist, a wéi engem schlechten Zoustand all déi Gewässerleef sinn. Dat ass wéi gesot ze bedaueren, an do hu mer, an do soll een dat och ganz éierlech a kloer soen, nach e groussen Nachholbedarf ze maachen.

Sécher, et sinn ënnert dëser Regierung trotzdeem eng Rei vu wichtege Efforte gemaach ginn. Mir hu véier gréisser Kläranlageprojeten hei diskutéiert an och décidéiert. Dat ass d'Moderniséierung, den Ausbau vun der Kläranlag vu Schëffleng, dann hu mer elo d'leschtWoch rezenterweis Beggen an Hesper gestëmmt, an och dann d'Kläranlag am Heischtergronn. Dat sinn u sech also positiv Elementer, mä…

(Interruptions diverses)

Och nach Texter, déi Saach ass an der Rei, mä Gott sei Dank dass mer wéinstens d'Texter elo hunn. Mä et huet een awer heiansdo d'Gefill wéi wa mer awer an der Entwécklung nach hannendrulafen. An dat ass de Problem, well mer ebe kee Gläichschrëtt hunn tëschent der Urbaniséierung an der gläichzäiteger Flicht fir d'Gewässer och ze sanéieren.

Ech wëll dann awer, wa mer scho bei de Kläranlage sinn, och drop hiweisen, et geet natierlech net nëmmen duer, dass een eng Kläranlag baut. Mir hu vill ze vill Kläranlagen duerch d'Land, wou nëmmen eng eenzeg Stuf funktionéiert, dat heescht déi sou genannte mechanesch Stuf, wat haut méi schlecht wéi gutt ass, wat u sech de Gewässer méi schuet. Also missten och do immens Efforte gemaach ginn, dass zumindest eng biologesch Klärung dobäikënnt. Haut muss och nach eng sou genannten drëtt Stuf funktionéieren, sief dat Phosphatfällung, sief dat Stéckstoffeliminéierung an esou weider.

Da kommen natierlech nach aner Problemer op eis duer, déi de Moment nach e bëssen tabuiséiert ginn, an do wëll ech virun allem op d'Medikamenteréckstänn nach eng Kéier ze schwätze kommen, déi sech ëmmer méi bemierkbar maachen an eisen Ofwässer. Wann ee mat internationalen Experte schwätzt, confirméieren déi ganz kloer, dass dat en eeschte Problem ass an dass dat ëmmer méi e grousse Problem an der Ofwässerklärung gëtt, well et eben och do oft technesch schwéier ass, fir eben déi toxesch Stoffer ze eliminéieren. Et ass nogewise ginn an enger internationaler Etüd, dass ronn 5.000 Stoffer de Moment, déi an eise Gewässer sinn, ganz héich toxesch Wierkungen hunn, sou dass mer och elo schonn zu dësem Zäitpunkt mussen déi Problematik an der Planung mat iwwerhuelen.

En anert wichtegt Element ass natierlech d'Renaturéierung vun eise Gewässerleef, an et weess een, wann ee gären d'Autoépuratioun vun engem Gewässerlaf steigert, dass een do muss enorm Efforte maachen. Och do mierkt een, dass vläicht net ëmmer dee Rhythmus spillt, deen u sech misst do sinn.

An e leschte Punkt, deen awer och immens wichteg ass fir d'Gesamtgewässerschutzpolitik an Zukunft, dat ass natierlech awer och: Wat fir eng Roll sollen an Zukunft d'Gemenge spillen? De Moment hu mer jo d'Situatioun, dass d'Gemengen u sech responsabel sinn, och vum legislative Standpunkt aus gekuckt, fir eben d'Waassersanéierungen. Mir wëssen awer an der Praxis, dass do eng Rei vu Gemenge sech schwéier dinn, sief dat well de politesche Wëlle feelt, sief dat och well de finanzielle Volet feelt, esou dass d'Iwwerleeung nach eng Kéier soll gefouert ginn, awéifern dass een d'Waasserwirtschaftsamt soll nach méi kompetent maachen an dem Bau vun de Kläranlagen.

Wa mer bei de Kläranlage sinn, hunn ech lech gesot, dass et nach eng Rei vu Retardë gëtt, an ech kommen net dolaanscht, ëmmer erëm drop hinzeweisen, dat ass d'Musel, do ass…

Une voix.- Dat hätt Der net gesot, wann den Här Strotz hei gewiescht wier.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Och wann den Här Strotz hei wier, hätt ech et awer gesot, obwuel ee fairerweis muss soen, et gëtt e gewëssene Liichtbléck, awer e gewëssenen, mä där Liichtblécker ware schonn e puermol do an ob eemol war dat Liicht erëm verschwonnen.

Deen neiste positive Moment ass op der Uewermusel ze verzeechnen, wou dann elo dee Syndikat, praktesch aus de Startbléck eraus ass, de REWERE, Remerschen, Réimech an da Wellesteen, zesumme mat där däitscher Gemeng Perl eng Kläranlag wëllt bedreiwen a déi soll dann awer och an Zukunft vun dem EVS, dat heescht dem Entsorgungsverband Saar, exploitéiert ginn. Mir ass gesot ginn, dass do besonnesch vu Lëtzebuerger Säit aus, wou virun allem am Ministère och net onbedéngt déi néideg Ënnerstëtzung kéim, an do kann de Minister eis jo dann, en ass zwar elo net hei, mä da kann en eis jo trotzdeem duerno vläicht emol Erklärunge ginn, wéi wäit dat dee Projet ass.

Ofschléissend wëll ech hei nach eng Kéier ënnersträichen: Mir hu vill Efforten an deene leschte Joren um Niveau vum Gewässerschutz gemaach, mä, et muss ee realistesch sinn, et bleift nach villes ze realiséieren. Jiddefalls wäert d'Demokratesch Partei, déi sech nach ëmmer ganz kloer fir e kohärente Gewässerschutz ausgeschwat huet, och an Zukunft dofir astoen. Selbstverständlech ass dat och ofhängeg vun eise finanzielle Moyenen an dat wäert och ee vun de grousse Problemer an der Zukunft ginn, falls eis wirtschaftlech Situatioun sollt an Zukunft manner gutt si wéi se jo alt emol och nach viru kuerzer Zäit war, wäert dat natierlech och kënnen eng Répercussioun op d'Alimentatioun vum Fonds pour la gestion de l'eau hunn.

Ech bleiwen awer der Meenung, datt mer och do mussen eng gewësse Prioritéit setzen an datt mer eis och bewosst sinn, datt dat eng Verflichtung ass fir, wéi gesot, eis Gewässerleef erëm eng Kéier oder zumindest wäitgehend an deen Zoustand ze versetzen, wou se higehéieren.

Ech soen lech merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächsten Diskussiounsriedner ass den Här Camille Gira agedroen.

Une voix.- Neen, den Här Mehlen ass nach virdrun.

M. le Président.- Also e steet awer net hei.

Une autre voix.- Fuert der Rei no, Här President.

M. le Président.- Den Här Mehlen dann. Also, den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Et wär mer awer egal gewiescht, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech weess net ob et de Leit échappéiert ass, datt mer an engem Mount Wahlen hunn.

(Interruptions et hilarité)

Ech hu mech gefrot: Wéisou interpelléieren d'Sozialisten d'Regierung elo kuerz virun Torschluss iwwer hir Waasserpolitik, wa se jo iwwerzeecht sinn, déi nächste Kéier an der Regierung ze sinn an dat Ganzt selwer an d'Hand ze huelen.

(Interruptions)

Ech stellen dofir fest, Här President, datt den Här Bodry sech preventiv elo jo selwer interpelléiert huet, fir datt e weess wat e soll maachen, fir deen onwahrscheinleche Fall datt en dann déi nächste Kéier an...

(Hilarité)

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. Alex Bodry *(LSAP), interpellateur*.- Här President, erlaabt mer, dass ech dem Här Mehlen eng Fro stellen: Wéisou huet den Här Jaerling gëschter eng Proposition de loi hei abruecht?

Plusieurs voix.- Neen, et wor eng Motioun.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Jo, do war eppes schief gaangen. Et war eng Motioun, déi sech un déi Nach-Regierung adresséiert huet, déi jo nach e bëssen Zäit huet.

M. Alex Bodry *(LSAP), interpellateur*.- Ech mengen d'Motioun huet och nach e bëssen Zäit!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Eng Interpellatioun, mengen ech, do si mer eis eens, dat ass eng Saach déi méi à longue vue geet, wou ee wierklech Philosophien entwéckelt a kuckt wéi et da längerfristeg soll weidergoen. Dat als introduktiv Remarque. Ech hunn awer näischt dergéint, datt mer hei iwwert esou eng wichteg Saach wéi d'Waasser schwätzen.

M. Alex Bodry *(LSAP), interpellateur*.- Dir kennt déi lescht Sondagen!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech hat awer, Här President, elo net wëlles, well ee jo guer net weess, wien déi nächste Kéier an der Regierung sëtzt, …

Plusieurs voix.- Ouh?!!

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- …fir hei déi grouss Interpellatioun matzemaachen, …

Une voix.- Ech menge mir wëssen awer, ween et gëtt!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- …d'autant plus wou à maintes reprises hei iwwert d'Waasser praktesch alles gesot ginn ass wat ze soen ass an entre-temps sech praktesch näischt beweegt huet. Dofir fält et mer net an, fir hei elo nach eng Kéier datselwecht Stréi ze dreschen. Ech wollt awer zu e puer Saachen, déi meng Virriedner hei gesot hunn, kuerz Stellung bezéien.

Hei huet den Här Graas, wann ech em gutt nogelauschtert hunn, de Prinzip Pollueur-payeur reklaméiert. Dat ass eppes, dat kann een novollzéien, do kann een och dermat d'accord sinn, mä da muss de Prinzip sech flächendeckend iwwerall applizéieren. An, Här Graas - ech hat eng Zwëscheremarque gemaach, déi mengen ech net duerchkomm ass -, ech soen dann awer och: Wa mer et beim Waasseramt applizéieren, da musse mer et iwwerall applizéieren. Da geet et net, datt mer bei der ARBED op engem verseuchten Terrain total doduerch kucken an net d'Responsabilitéit akloen an au contraire hire verseuchten Terrain méi deier bezuele wéi anerwäerts e propperen Terrain kascht; dat dozou.

Une voix.- Très bien.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Dann ass d'Héichwaasserproblematik jo eng, déi ëmmer erëm héichkënnt. Mir haten elo déi leschtJoren d'Chance, datt et e bësse méi roueg war op deem Gebidd, obschonn a ganz Europa rondrëm nees Katastrophe passéiert sinn. Dat heescht mir kënnen eis elo scho bal d'Wahrscheinlechkeet ausrechnen, wéini datt mer dann erëm eng Kéier selwer derbäi sinn. Och do ass net vill geschitt an ech wëll dem Här Sunnen soen, deen hei iwwert d'Renaturéierung an d'Erhalung vun den natierlechen Iwwerschwemmungsgebitter geschwat huet, datt dat an der Theorie deelweis richteg ass, datt et awer an der Praxis häerzlech wéineg brëngt, well all déi Iwwerschwemmungsgebitter, déi mer hunn, hunn eng gewësse Capacitéit fir Waasser ze stockéieren, e bësselchen zréckzehalen - loosse mer et esou soen -, mä wa se vollgelaf sinn, a leeft et hannendru grad esou virun, wéi et uewen eraleeft.

Une voix.- Hutt Der da Virschléi?

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech hunn déi Virschléi schonn 1991 gemaach, wann ech mech gutt erënneren.

Mir sinn der Meenung - an do ass bis elo nach näischt geschitt -, datt ee soll, am Accord mat de Propriétairen, iwwerall do - an do hu mer flächendeckend vill Méiglechkeeten -, wou sech Stockéierungsmoossname maache loossen, e groussen Deel vun eiser Landesfläch huelen an duerch kleng Barragen einfach aus Buedem, déi e Meter oder annerhallwe Meter héich sinn an e bëssen ugeplanzt sinn, enorm vill Waasser kéint zréckhalen. An et gëtt nëmmen eng Méiglechkeet, fir deem richteg virzebeugen, an dat ass déi do.

Ech sinn d'accord, datt een d'Iwwerschwemmungsgebitter soll oprecht an intakt halen, datt een op kee Fall scho soll dra bauen, sou wéi dat nach viru guer net esou laanger Zäit zu Alzeng geschitt ass. Mä mir mussen zousätzlech, well duerch de Klimachangement d'Gefor besteet, datt mer där schwéierer Katastrophen, duerch d'Erwärmung vun der Temperatur an doduerch Späichercapacitéit vun der Loft, méi kréien, dermat rechnen, datt mer méi dacks esou schwéier Crue kréien, an da musse mer wierklech seriös virbeugend schaffen an dat kann nëmme sinn, datt mer d'Waasser zréckhalen. Et kann net dra leien, datt mer probéieren d'Waasser méiglechst séier lass ze ginn, dann ass ëmmer erëm deen ënnendrun deen Dommen derbäi.

Här President, wat d'Gesetz ubelaangt, wou mer haut den zweete Vote hunn, wëll ech och net alles widderhuelen, wat ech den 11. Februar hei gesot hunn. Ech wëll kuerz résuméieren: An deem Gesetz geet et ëm eng grouss Réforme administrative, an do ginn eng ganz Partie Kompetenzen a Verwaltungen zesummegeluecht. Dat betrëfft eng hallefdose Ministèren a fënnef Verwaltungen an ech hunn deemools gesot, an ech widderhuelen dat hei, datt mir mat dem Prinzip vun der Zesummeleeung vun deene Verwaltungen, vun deene Kompetenzen d'accord sinn, mä wann een an den Detail geet, da gesäit een datt et awer op ville Plaze quiitscht.

De Statsrot huet ënner anerem kritiséiert, a mir kënnen eis deem absolut uschléissen, datt bei verschiddenen Autorisatiounen - zum Beispill Aarbechten u Waasserleef oder un den Uwänner an esou weider - ëmmer nach zwou Autorisatiounsconjointes noutwendeg sinn, wat absolut net bräicht ze sinn. Wa mir da jo ëmmer vu Réforme administrative a Simplification administrative schwätzen, ass hei erëm eng Geleeënheet verpasst ginn, fir dach op dee Wee ze goen, datt een do mat enger eenzeger Autorisatioun vun der Plaz kënnt.

Dann ass als nächst jo déi éiweg diskutéiert Fro: Woufir ass d'Waasser beim Intérieur, misst et net bei den Environnement kommen? Ech widderhuelen dat, wat ech deemools gesot hunn, an d'Gesetz seet dat un a fir sech net; d'Gesetz schwätzt vum Minister, deen d'Kompetenze vum Waasser ënnert sech huet.

Et kann ee sech op de Standpunkt stellen, datt et dem Grand-Duc fräigestallt ass seng Regierung ze organiséiere wéi hie wëllt.

(Interruption)

Ech sinn elo diesbezüglech net vun Erfahrung belaascht, den Här Bodry wahrscheinlech e bësse méi, …

(Interruption)

…, datt de Grand-Duc vläicht net ze schwéier un där Décisioun do ze droen huet.

(Interruptions et hilarité)

Mir gi jo mol dervun ass, datt en dat, wat seng Regierung a puncto Organisatioun ënnert sech ausgemaach huet, grosso modo iwwerhëlt, obschonn en heiansdo vläicht besser hätt e géing se drop hiweisen, datt munches, wat do gemaach gëtt, net ganz glécklech ass, wéi dat jo och bei dëser Regierung de Fall war.

Mä mir sinn awer domat d'accord, wann ee seet, datt een d'Waasser soll bei den Environnement leeën. D'Waasser huet eng ganz Partie Facetten, mä déi vum Environnement iwwerweien, an duerfir si mir och d'accord, datt een dat soll dann nominativ ënnert d'Kompetenze vum Ëmweltminister setzen.

De Statsrot kritiséiert och, an déi Diskussioun hätt ee gläichzäiteg misse féieren, datt hei Kompetenze vun der Administration des Eaux et Forêts ewechgeholl ginn an datt bei där Administration des Eaux et Forêts, wat eng al, traditiounsräich Administratioun ass, ëmmer méi amputéiert gëtt; datt lescht Enns net méi ganz vill iwwreg bleift, wat contraire ass zu deem Audit, deen d'Regierung selwer ordonnéiert hat. Mir froen eis: Woufir ginn dann esou Auditen hei eigentlech ordonnéiert, wann herno de Contraire gemaach gëtt? Dann huet ee wahrscheinlech eng Geleeënheet verpasst, fir e bësse Steiergelder ze spueren.

Mir si jiddefalls der Meenung, datt een aus där Administration des Eaux et Forêts, well se steet, well eng Struktur do ass a well se fonctionnéiert, déi Zentraladministratioun vun der Gestioun vum Environnement hätt solle maachen an d'Waasser dann och dohinner ginn.

Des Weidere bedaure mir och, datt dës Geleeënheet verpasst ginn ass, fir endlech een eenzege kohärenten Text ze maachen, deen déi ganz Waassergesetzgebung betrëfft. Dat géing et deene Leit vun den Administratiounen, awer och deene Leit, déi dermat ze dinn hunn, et e bësse méi liicht maachen, fir mat där Matière ëmzegoen.

Här President, dat waren déi Remarquen, déi ech dozou wollt maachen. Mir bleiwe bei eiser Meenung, déi mer déi leschte Kéier haten. Mir kënnen deem Gesetz hei eis Zoustëmmung net ginn, dofir wäerte mer eis enthalen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert zum Waasserwirtschaftsamt guer näischt méi soen. Ech hunn alles gesot beim éischte Vote. Et gëtt an tëschenzäit fir eis keen neit Argument, fir fir dat Gesetz ze stëmmen. Mir wäerten also och dës Kéier dergéint stëmmen, mat deenen Argumenter, déi bekannt sinn, déi och hei scho vu Virriedner erwähnt si ginn.

Ech wëll mech och kuerz hale bei der Interpellatioun. Ech gesinn, éierlech gesot, net méi ganz de Sënn vun enger Interpellatioun ee Mount virun de Wahlen. Et muss een awer soen, dass den Här Bodry se am Oktober d'lescht Joer agereecht hat, an et hätt sécherlech nach Sënn gemaach, d'lescht Joer am November iwwert d'Waasserpolitik vun dëser Regierung am Kontext „Ëmsetzung - nei Direktiv" ze schwätzen. Dat hätt Sënn gemaach. Do hätt een nach eng Rei Optioune kënne mat op de Wee ginn. Wat dat elo soll, weess ech wierklech net esou richteg, an duerfir am Telegrammstil eis Positiounen, déi sécherlech och net nei sinn, déi relativ bekannt sinn, zu enger Rei vun deene Froen, déi den Här Bodry opgeworf huet.

Zu de Kompetenzen: Och mir sinn der Meenung, dass wann een de Subsidiaritéitsprinzip uwennt, et fir eis net a Fro kënnt, dass de Stat sech soll ëm Waasser an Ofwaasser bekëmmeren. Fir eis gëtt et keen Argument firwat et da soll besser goen. Mir gesinn éischter, dass een déi Saach soll an der Mëtt ulageren. Mer si gär d'accord fir ze soen: Et ass schwiereg eng Waasser- an eng Ofwaasserpolitik, oder 118 verschidde Waasser- an Ofwaasserpolitiken, ze koordinéieren. Dat ass bal ein Ding der Unmöglichkeit. Mä wann een awer a Richtung geet, déi awer, a mengen Aen, wann ech dat esou ka suivéieren, um gudde Wee ass, nämlech besonnesch am Ofwaasserberäich neierdéngs d'Gemengen ze regruppéieren, a wann ech aus eegener Erfahrung awer de Qualitéitssprong erliewen, wann ee Member ass vun esou engem Syndikat wéi de SIDERO zum Beispill, wéi et fir meng Gemeng de Fall ass, da mierkt een awer, dass einfach mat vill méi Know-how déi ganz Problemer kënnen ugepaakt ginn. Dass ee Suivi ass vun de Kläranlagen, dass de Rendement vun de Kläranlagen op eemol ganz stënterlech an d'Luucht geet, ouni vill méi Opwand, well een einfach méi spezialiséiert Leit kann astellen.

Mir deelen och déi Politik vum Innenminister fir ze soen: Déi Gemengen, déi erëm d'Schlaumeiere wëlle spillen an déi net wëllen an esou Syndikater goen, déi sollen och net Subsidie kréie fir nach Kläranlagen ze maachen. Mir si bestëmmt keng déi am Verdacht stinn, dass mer Gemenge wëllen Autonomie ewech huelen, mä et gëtt awer Limitë vun der Kierchtuermspolitik, an dat do ass e Punkt wou mer sécherlech den Innenminister ënnerstëtzen.

Ech weess och net, ob mer esou e Supersyndikat bräichten iwwert d'ganzt Land. Wann déi Syndikater eng gewësse Gréisstenuerdnung hunn, mengen ech, hunn déi scho Masse critique genuch, fir autonom kënnen ze funktionéieren.

Zur Privatiséierung brauch ech nëmmen ee Wuert ze soen: Eis Positioun war, ass a wäert och an Zukunft dozou kloer sinn. Déi kënnt fir eis net a Fro. Beim Waasser scho guer net. An et liicht eis och net a beim Ofwaasser. Et gëtt sécherlech Nopeschlänner, déi historesch gesinn eng aner Traditioun hunn, wou et och vläicht einegermoosse funktionéiert. Mä mir mengen och, dass Ofwaasser och e spezielle Problem ass, dass hannert dem Ofwaasser d'Flëss erëm stinn an dass d'Flëss och en Allgemenggutt sinn an dass een net do nëmme wirtschaftlech Kritäre kann uleeën.

Et ass schwéier ze chiffréieren, wat dat ekonomesch wäert ass, wann d'Mënschen erëm kënnen an d'Sauer buede goen. Dat ass schwiereg ze chiffréieren, ekonomesch, an duerfir plädéiere mir derfir, dass mer och am Ofwaasserberäich ganz strikt dat an öffentlecher Hand behalen.

Dann zum Präis, iwwert dee jo scho jorzéngtelaang diskutéiert gëtt a jo elo gemengt gëtt, et kéim en neie Moment iwwert d'Direktiv, dass endlech de Pollueur-payeur soll ugewannt ginn.

Dir wësst, datt mir fervent Unhänger si vum Prinzip Pollueur-payeur. Ech verstinn och déi Opreegung deelweis net déi opkënnt, well et ass jo net esou dass, wann een elo mar de Prinzip Pollueur-payeur uwennt, op eemol d'Waasser oder d'Ofwaasser méi deier gëtt. Well d'Käschte fir d'Waasser an d'Käschte fir d'Ofwaasser, déi sinn do. Mir léien eis just de Moment enorm an déi eegen Täsch. Et si Leit vun der Ëmweltverwaltung, oder vum Waasserwirtschaftsamt, déi hunn ausgerechent, dass mer eis jährlech fir dräi Milliarde Lëtzebuerger Frang an d'Täsch léien, well mer net de richtege Präis applizéieren un d'Clienten, déi d'Waasser an d'Ofwaasser notzen, mä iwwert Ëmweeër, iwwer aner Budgete musse mer déi dräi Milliarden opbréngen. An da stellen ech hei d'Fro, well am Kontext Pollueur-payeur jo ganz schnell gesot gëtt: „Dat ass onsozial, wann een do de Präis applizéiert."

Mir bleiwe bei eiser Meenung, datt déi aktuell Situatioun onsozial ass, virun allem aus zwou Ursaachen. Éischtens kann ee feststellen, dass de Moment d'Haushalter d'Betriber quer subventionéieren, well ganz oft hunn d'Betriber vill méi bëlleg Präisser wéi d'Haushalter. An zweetens ass et dach de Moment esou - kommt mer sinn dach éierlech -, e bescheidenen Haushalt, deen net vill Waasser brauch, dee subventionéiert dach elo déi mat de Schwämmen an de Whirlpoolen. Dat ass d'Realitéit dobaussen an déi dräi Milliarden, déi feelen awer op anere Plazen am Budget, wou et da ganz oft op d'Käschte vun deene Sozialschwaache geet.

Dofir nach eng Kéier: Mir sinn der Meenung, et soll een Ëmweltpolitik mat ëmweltpoliteschen Instrumenter maachen an et soll ee Sozialpolitik mat sozialpoliteschen Instrumenter maachen. Wann ee béides vermëscht, wéi dat leider vill ze vill laang gemaach ginn ass, da kënnt ënnert dem Strich eng onsozial Politik derbäi eraus.

Mir hätte gär, dass jiddferee säi Waasser a säin Ofwaasser bezilt, an da solle mer deenen 10, 15 oder 20% vu Familljen, déi wierklech eventuell e bëssen an d'Labrente kéimen, iwwer sozialpolitesch Instrumenter hëllefen. All de Rescht ass wierklech Selbstbedruch.

Zum Präis och nach: Et ass an eisen Aen net de Prix unique de Problem. Ech weess net ob dat esou dramatesch ass, wann an där enger Gemeng d'Waasser e puer Cent méi deier ass wéi an där anerer. Wa mer, Här President, am ganze Land de Prix-vérité uwenden, da si mer souwisou net méi wäit aus de Féiss vum Prix unique. Mä wann awer, wéi elo éinescht och richtegerweis hei vum Gusty Graas gesot ginn ass, déi eng Gemeng Prioritéite gesat huet, wann déi eng Gemeng och iwwer Investissementer an der Vergaangenheet zum Beispill derfir gesuergt huet, dass se hir eege Quellen nach huet, an eventuell hiert Drénkwaasser, gutt Drénkwaasser méi bëlleg hire Bierger a Biergerinne kann zur Verfügung stellen, firwat solle mer déi dann op eemol bestrofen, dass déi mussen e Präis un hir Leit froen, well aner Leit sech et einfach gemaach hunn, einfach un d'SEBES raccordéiert hunn an domat vläicht méi een héije Präis hunn. Firwat net e gewëssene Benchmarking loossen am Waasserberäich?

Och am Ofwaasserberäich stellen ech fest, dass dat och scho geschitt, dass e SIDERO säi Waasserpräis pro Fudder oder pro Einwohnergläichheet vergläicht mat engem SIDEN, a wann een do grouss Ënnerscheeder feststellt, da bréngt dat jo och ee gewëssent Nodenke mat sech fir ze soen: Ma firwat bréngen déi do et fäerdeg Ofwaasser ze klären zu engem Präis, deen awer eng Rei Cent oder en Zéngtel Euro méi niddreg ass?

Sou dass mir mengen, dass eigentlech eng gesond Konkurrenz an deem Beräich guer net ka schueden. Mir si fir de Prix-vérité an da wäerte mer gesinn, dass lues a lues dee sech souwisou iwwer Land wäert ugläichen.

Dann zu där berühmter Taxe écologique, déi vun där viregter Regierung probéiert gi war, wou herno gesot ginn ass, et wier kee Mënsch fir déi Taxë gewiescht. Dat ass net richteg. Mir waren deemools fir eng Ofwaassertax. Mir ware just dergéint, wéi déi sollt gefouert ginn. Déi sollt nämlech uniform iwwert d'ganzt Land verdeelt ginn an och opgehuewe ginn. Mir waren der Meenung, dass dat eigentlech iwwerhaapt paradox wier, well do hätten déi Gemengen an deenen hir Leit, déi scho Kläranlagen haten, gradesou vill misse bezuele wéi anerer.

Mir kenne Modeller aus dem Ausland, wou et esou ass, dass eng uniform Ofwaassertax bezuelt gëtt, a wa Regiounen, wa Gemenge sinn, déi scho ganz vill investéiert hunn an hir Kläranlagen an noweise kënnen, dass dat Waasser, wat se an de Vorfluter schécken, praktesch total gekläert ass, da kënnen déi en Deel vun där Ofwaassertax halen, fir hir Frais de fonctionnement ze bezuelen. An déi Gemengen, wou nach näischt ass, déi mussen déi ganz Tax aféieren. Ech mengen, dat kréien d'Bierger relativ séier mat, an déi soen: Lauschtert, mir mussen hei sou vill pro Fudder Waasser bezuelen an den Dreck leeft awer an d'Musel oder wou och ëmmer. Mä mir mengen, dass dat eigentlech en excellent Instrument ka sinn, fir haaptsächlech Gemengeverantwortlech ze motivéieren, fir och an hirer Gemeng, fir an hirer Regioun aktiv ze ginn. Wa muer ee mat enger Iddi kënnt, fir sou eng Ofwaassertax landeswäit anzeféieren, si mir sécherlech bereet och doriwwer matzediskutéieren.

Well mir si jo, Här President, grad haut an där perverser Situatioun, dass déi Leit, déi de Knascht an d'Baach lafe loossen, an d'Musel oder wou och soss ëmmer, manner bezuele wéi déi, déi haut hir Kläranlage gebaut hunn an natierlech hir Frais de fonctionnement op der Box hunn a kucken déi eenegermoossen ze decken. Et ass instruktiv, wann ee sech d'Circulaire vum Innenministère vum Juli 2003 erviirhëlt, wou de Résumé vu sämtleche Waasser-, Ofwaasser- a Mülltaxen am Land sinn, da kann ee praktesch un den Taxen, déi fixéiert sinn, erausfannen, wou dann elo scho Kläranlage sinn a wou keng sinn.

An et ass schued, dass den Här Strotz net hei ass, dann hätt ech mer natierlech d'Freed gemaach fir him ze soen, dass et evident ass, dass bei him a senger Gemeng als Beispill e Fudder Ofwaasser nëmmen 0,2 Euro kascht, währenddeem zum Beispill an der Gemeng Biekerech en der 0,8 kascht. Ganz einfach, well mir zwou fonkelnei Kläranlagen hunn, well mer am SIDERO sinn, vun deem mer d'Rechnunge kréie fir déi Kläranlagen, a mer natierlech net wëllen, dass mer e Lach am Budget kréie wéinst deene Rechnungen, déi mer mussen un de SIDERO bezuelen.

Et deet mer Leed, Här President, dat ass déi pervers Situatioun, déi mer scho Jorzéngte matschleefen. Nach eng Kéier: Déi Leit op der Musel bezuele praktesch keng Ofwaassertax a loossen einfach alles an d'Musel lafen. Dat ass net de Leit hir Schold, mä awer de politesch Responsabelen hir. Anzwousch anescht am Land si Gemengen déi investéiert hunn, do mussen d'Leit vill bezuelen. Dat ass wierklech eng pervers Situatioun, dat ass och net ekologesch, dat ass och net sozial. Dofir gëtt et héich Zäit, dass do eppes ännert.

Wéi sou oft, muss dann anscheinend eng europäesch Direktiv kommen, déi d'Welt erëm vum Kapp op d'Féiss stellt. Mir sinn der Meenung, dass dat gutt ass, da musse mer driwwer diskutéieren, da musse mer déi do Perversitéiten aus der Welt schafen. Mech freet dat. Mir sinn och gär bereet, déi Diskussioun matzeféieren.

Ech wëll awer och soen, dass ech dat Gefill hunn, dass déi Diskussioun ganz oft an de politesche Kreesser geféiert gëtt an dass um Terrain längst d'Leit agesinn hunn, dass, wann ee Kläranlage baut, dat eppes kascht, an dass et de Leit och dat Wäert ass, wann dat eppes kascht. Ech hunn dat op jidde Fall festgestallt bei eis - an ech hu gekuckt, et ass déi zweethéchst Ofwaassertax am ganze Land, et ass just nach Wolz déi méi eng héich Ofwaassertax huet wéi d'Gemeng Biekerech.

Ech kann Iech soen, mir hate schonn Dossieren an der Gemeng wou et héich hiergaangen ass. Ech kann Iech awer soen, dass mer déi doten Tax an deene leschte Jore systematesch ugehuewen hunn an dass ech bis haut nach deen éischten Tëlefon ze kréien hunn op d'Gemeng, dass Leit sech opgereegt hunn, dass mir eng héich Ofwaassertax hunn. Firwat? Mä well d'Leit gesinn hunn, dass Kläranlage gebaut si ginn, well d'Leit gesinn hunn, dass Baachen erëm méi propper gi sinn. Et ass iwwerhaapt kee Problem dat anzeféieren. Wann een dat landeswäit géing aféieren, si mir der Meenung, dass och dat machbar wier.

Dat ass fir mech och deen eenzege Wee, fir dass mer déi néideg Suen zesummekréien an deenen nächste Joren a Jorzéngte fir e Programm ze kréien. Nach eng Kéier, wann d'Leit gesinn, dass mer am Summer erëm kënnen an d'Ënnersauer buede goen, ech mengen dass dat deene meeschten deen een oder aneren Euro pro Joer Wäert ass.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech fannen et gutt, dass den Interpellant eis hei mat deene Froen do befaasst huet, bei engem Projet, an deem et jo eigentlech net just nëmmen ëm Strukturfroe geet, well ech mengen déi Froen, déi hei opgeworf si gi vun him an och vun aneren Diskussiounsriedner, dat sinn déi wichteg Froen, déi sech an Zukunft stellen a puncto Waasserpolitik.

Ee vun deene groussen Aspekter vun där Fro ass jo dee vun der Wirtschaftlechkeet vum Waasser. An enger Erklärung, déi ech fonnt hunn aus dem Joer 1992 vun der internationaler Waasserkonferenz vun Dublin, hunn ech folgend Definéierung fonnt: „Wasser ist ein endliches und verletzliches Gut, das absolut notwendig ist für Leben, Entwicklung und Umwelt." An e bësse weider heescht et do: „Wasser hat einen wirtschaftlichen Wert. Wasser als wirtschaftliches Gut zu betrachten ist ein guter Weg zu effizientem und angemessenem Verbrauch."

Här President, mir si sécherlech der Meenung, dass ee soll eng gesamtekonomesch Vue hunn, besonnesch wann et ëm sou wichteg Ressourcë vun der Mënschheet geet wéi d'Waasser, mä ech mengen awer och dass sech d'Fro stellt ëmmer nach: Wou gëtt déi Wirtschaftlechkeet definéiert an no wat fir Kritären?

Ech mengen, dass ëm déi Fro do eng grouss Ausernanersetzung entstanen ass, an dass déi Ausernanersetzung op engem ganz konkreten Hannergrond entstanen ass, dee guer net esou wäit vun eis ewech ass. A ville Länner ass jo bekanntlech d'Waasserversuergung nach ëmmer haaptsächlech vun öffentleche Betriber assuréiert. Dat ass de Fall zu Lëtzebuerg, dat ass och gréisstendeels nach de Fall an Däitschland. Mä a Frankräich - a scho ganz laang - ass d'Waasserversuergung a privaten Hänn, an zwar haaptsächlech vun zwee Konzerner, de Grupp SUEZ, déi fréier Lyonnaise des Eaux, an de Grupp Vivendi, déi fréier Générale des Eaux.

Dee ganze Secteur ass awer a voller Entwécklung. Wann ech gesot hunn, an Däitschland ass et virun allem nach öffentlech, sou muss een awer och wëssen, dass den Energiekonzern RWE duerch seng Fusioun virun allem mat dem englesche Konzern Thames mëttlerweil zur Nummer 3 um Weltmaart ginn ass. Dat heescht, mir sinn awer ëmmerhin ëmringt vun engem wirtschaftlechen Ëmfeld, wat awer däitlech vun der Privatiséierungsfro gepräegt ass. Ech mengen och, dass déi Interessen, wann international Verhandlunge gefouert ginn, wou Lëtzebuerg mat derbäi ass iwwert de Wee vun der EU-Kommissioun, och wann zu Lëtzebuerg d'Politik sech fir de Moment zimlech eens ass fir ze soen, dass mer keng Privatiséierung vum Waasser wëllen, awer wesentlech déi zukünfteg europäesch Politik matbestëmme wäerten.

Déi europäesch Direktiv, déi Kaderdirektiv 2000/60, déi nach net applicabel ass fir de Moment, gesäit zum Beispill eng Récupératioun vum Käschtepunkt vum Waasser iwwert de Präis nom Principe pollueur-payeur als Méiglechkeet vir. Ech mengen zwar nach net als Obligatioun, mä als Méiglechkeet. Et läit jo och de Moment nach keng Liberaliséierungsdirektiv vir, ähnlech wéi dat beim Elektreschen zum Beispill oder wéi dat beim Gas de Fall ass.

Da kënnt dee ganze Volet vun de Verhandlungen am GATS iwwert d'Déngschtleeschtunge weltwäit, wou jo d'EU wëll de Maart vum Waasser opmaachen an den Entwécklungslänner an och do ganz konkret Projeten huet, déi och erëm eng Kéier vun deeneselwechte bestëmmt ginn, déi ech elo virdrun hei genannt hunn.

Et ass zwar esou, dass eis Aussenhandelsministesch, d'Madame Polfer, eis hei kloer verséchert huet, dass net géif dru geduecht ginn, och net vun der europäescher Kommissioun aus, fir den europäesche Maart opzemaache fir eng Privatiséierung a fir Konkurrenzbedingungen ze schafen am Waasserberäich.

Ech wëll dozou soen, éischtens emol, dass dat awer e gewëssent Zeechen ass vun Doppelmoral, well wa mer grad den äermste Länner dat virschreiwe mat deene Konsequenzen, déi mer jo awer u verschiddene Beispiller - an Argentinien zum Beispill oder Südafrika - ganz krass erlieft hu bei esou Privatiséierungsgeschichten; dann ass et e bëssen en Zeeche vun Doppelmoral menger Meenung no, wa mer soen: „SUEZ, Vivendi an esou weider, gitt lass an Afrika privatiséieren!" - mä hei fir de Moment wëlle mer keng Privatiséierung.

Mä ech mengen och, wat déi europäesch Länner betrëfft, dass een déi Bedenken nach muss oprecht erhalen, dass een déi Ängschte muss oprecht erhalen an dass déi Fro vun der Privatiséierung nach net ganz ausgestanen ass, menger Meenung no. Esou Verhandlungen

och am GATS kënnen eng Eegendynamik entwéckelen an déi Richtung. Déi Konzerner bleiwe jo weiderhi ganz aktiv an hunn d'Liberaliséierungsfro vum Waasser mat Sécherheet och an deenen nächste Joren op hirer Agenda stoen.

Dofir mengen ech, och wa mer ee Mount virun de Wahle sinn - da riicht sech dat vläicht net un déi Regierung, déi de Moment am Amt ass, mä da riicht et sech un déi Regierung, déi no de Wahle wäert kommen - et ass wichteg, dass d'Parteien, dass d'Politik zu Lëtzebuerg sech definéiert par rapport zu deene wichtege Froen an ech fannen och, dass do grad esou kuerz virun de Wahlen déi Interpellatioun hei hir Bedeitung huet. Et geet do ëm Enjeuxen, déi ginn esouguer iwwert d'Waasser eraus, well déi Konzerner, vun deenen ech geschwat hunn, bidde jo net isoléiert d'Déngschtleeschtung Waasser un, mä déi bidde kombinéiert eng ganz Rei vun aneren Déngschtleeschtungen un, déi och an de Gemengesecteur eraginn, wéi zum Beispill um Gebitt vun der Energie, vun der Offallwirtschaft oder vum Verkéier oder och um Gebitt vun de sozialen Déngschtleeschtungen.

Ech kommen elo op déi Fro, déi hei eng wichteg Roll spillt. Dat ass déi vum Präis vum Waasser. An ech mengen, dass se eng wichteg Roll spillt, och wa mer an enger öffentlecher Optik diskutéieren an net nëmmen a puncto Privatiséierung.

Den Här Minister huet am Oktober 2003 geschwat vum Prix-vérité vun 3 Euro fir de m³ Waasser, an zwar am ganze Land, deen awer net onbedéngt misst weidergi ginn un d'Verbraucher. Ech mengen awer, dass sech déi Diskussioun hei och afügt an déi iwwer käschtendeckend Taxen am allgemengen an de Gemengen, déi mer jo zënter enger Partie Jore féieren a wou déi meescht Parteien heibannen, wann net esouguer alleguer, ausser menger, der Meenung sinn, dass déi käschtendeckend Taxe missten an Zukunft agefouert ginn.

Engersäits werft dat mat Sécherheet déi Fro op, wann ee schwätzt vun engem Prix-vérité fir d'ganzt Land, vun der Gemengenautonomie. An Däitschland, fir ee Beispill ze ginn, ass de Fait, dass d'Waasser vu ganz ville Gemengen an Eegeregie gefouert an et do Dausenden an Dausende vu Waasserwierker gëtt, en entscheedend Hindernis fir d'RWE, déi lokal kommunal Betriber opzekafen, an d'Deutsche Bank huet geschwat vun engem „Bremsklotz im Weltmarkt" an där Hisiicht.

Dofir, och wann elo de Moment e Konsens vläicht heibanne besteet fir d'Waasser net ze privatiséieren, mengen ech awer, dass wa mer ginn a Richtung käschtendeckende Prix unique am ganze Land, sinn dat op d'mannst awer Schrëtt, déi net där Entwécklung am Wee stinn, dass et emol eng Kéier spéider ka vill méi interessant a vill méi séier goe fir d'Waasser ze privatiséieren a fir den Accès vu private Konzerner un d'Waassernetz ze realiséieren.

Ech weess och, datt déi ganz Debatt hei en ekologeschen Aspekt huet an ech si wuelverstanen net fir d'Verschwendung vum Waasser. Mir sinn och fir e spuersamen Ëmgank mam Waasser, wat e wichtegt, en ëmfindlecht a keen onbegrenzte Grondelement vum Liewen ass an dass déi Fro sech stellt an allen Hypotheesen.

Ech wëll op déi Fro vum Waasserpräis versichen an zwee Voleten ze äntwerten. Deen éischten huet e sozialen, deen zweeten en ökologeschen Aspekt.

Ech mengen éischtens, dass muss dofir gesuergt ginn, dass de Grondbesoin u Waasser, deen e Stot huet - dat kann ee rechnen no der Zuel vun de Membere vun deem Stot - ofgedeckt gëtt duerch eng Tax, déi reduzéiert ass par rapport zum Gestehungspräis. Aus wat fir engen Ursaachen? Mä well an enger Gesellschaft, déi net aus gläiche Membere besteet, et menger Meenung no onverzichtbar ass, fir iwwert dee Wee e gläichen Accès zu där Grondressource vum Waasser ze schafen.

E wichtegt Element bei deem Ganzen: Nom Krich, dee ganze Wuelfahrts- a Sozialstat, deen do entstanen ass, war jo d'Ëmverdeelung iwwert allgemeng Steieren, eng sozial Ëmverdeelung déi geschitt ass, eng Ëmverdeelung vun uewen no ënnen, iwwer allgemeng Steieren, iwwer progressiv Akommessteieren an iwwer Steiere vun de Betriber.

Den Här Gira huet gesot, mir sollen eis net an d'eegen Täsch léien. Mä de Problem ass ebe just, dass jidderee seng Täsch huet an dass d'Täsch vun deenen, déi kënne Steiere bezuelen, vun deene Betriber, déi Benefisser maachen…

(Interruption)

Här Gira, iwwert de Wee vun de Gemengeneinnahmen, déi gi jo awer gespeist vun der Gewerbesteier, dass also déi Leit, déi kënne Steiere bezuelen, Betriber déi Benefisser maachen zum Beispill oder Leit, déi ganz vill verdéngen, iwwert de Wee vun enger Ëmverdeelung awer kënnen dann déi Gemengekeese speisen, aus deenen da garantéiert gëtt, dass all Mënsch e gläichen Accès zum Waasser huet, zu engem Präis, dee geholl gëtt bei där Quantitéit Waasser, déi noutwendeg ass, wou een dovun ausgeet dass se noutwendeg ass, fir dass d'Leit hir Grondbesoinë mam Waasser kënnen erfëllen.

Mir mengen, dass eng sozial Ëmverdeelung, esou wéi se virgeschloe ginn ass, och vum Här Gira, iwwer sozial Zoulagen, wéi zum Beispill iwwert de Wee vum Grompereгeld an de Gemengen, oder vun den Heizkäschtenzoulagen, oder ech weess net wat fir enge sozialen Zouschëss, dass dat am Fong geholl e Retour ass virun déi Zäit wou mer de Sozialstat haten, am Fong geholl e Retour an den Aarmebürosystem, an ech fannen et wierklech…

Dir kënnt jo herno nach eppes soen, meng Riedezäit ass elo geschwënn eriwwer. Ech wëll dofir dee Gedanken hei zu Enn féieren, Här Gira.

(Interruption)

Ech fannen et entwürdegend, dass Leit, déi hir Waassertax net kënne bezuelen, mussen op Ärer Gemeng zum Beispill virspriechen, fir do e sozialen Zouschoss ze kréien iwwert de Wee vum Grompereгeld. Ech fannen dat eng entwürdegend Prozedur an ech fannen am Iwwregen och, dass de Käschtepunkt vun de Gemengendéngschtleeschtungen am Allgemengen, wann ech kucke wéi déi Rechnungen ausfalen a leschter Zäit a ville Gemengen - dat ass awer schonn trotzdeem eng appréciabel Zomm, wou och e Mëttelverdénger kann der Meenung sinn, dass dat awer scho säi Budget ëmfindlech belaascht.

Zweetens, mengen ech awer selbstverständlech och…

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Wann der lech provozéiert fillt, Här Gira, mir kënnen och nach gäre fënnef Minutten drun hänken an dann eng Diskussioun, e Face-à-face hei maachen iwwert déi dote Fro. Mä wann dat net esou ass, ech sinn elo schonn op zwielef Minutten, ech hunn der eelef, Dir wësst dat, ech hunn och e ganz strenge President.

M. le Président.- En ass net ze streng, soss hätt en lech d'Wuert schonn entzunn.

(Hilarité)

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Ech hunn et jo och e bëssen am Geck gesot.

Dat zweet Element ass awer effektiv en ekologescht Element. Ech mengen, dass een dat och soll berücksichtegen. Ech mengen, datt alles wat iwwert den normale Verbrauch vum Waasser erausgeet, dat wat d'Leit net liewensnoutwendeg brauchen - et gëtt dacks hei geschwat vu Leit, déi eng Piscine hunn, et gëtt vu Leit geschwat, déi Fëschweieren hunn an esou weider - selbstverständlech sinn ech och der Meenung, dass fir dat wat iwwert den normale Verbrauch erausgeet en normale Präis och soll berechent ginn, deen op d'mannst käschtendeckend ass.

Dat heescht, mir trieden am Fong geholl a fir eng Taxepolitik, déi zwee Elementer bëinhalt, dat Soziaalt an dat Ekologescht, an ech mengen dass e wichtegt Instrument an déi Richtung differenzéiert Taxe sinn, wou een de Verbrauch ka moossen a berechnen, net nëmmen iwwregens wat d'Waasser ugeet, mä och zum Beispill wat den Offall ugeet. A grad déi differenzéiert Taxen, muss ech awer feststellen, dat ass och vun engem vu menge Virriedner hei gesot ginn, gi jo awer systematesch vum Innenminister verhënnert.

D'Gemeng Suessem huet eng differenzéiert Waassertax. Déi wollt déi upasse virun enger Partie Joren, et ass schonn eng gutt Zäit hier. Du huet se gesot kritt, dat géif net goen. Dat heescht, do wou esou Elementer bestinn, déi am Fong geholl ganz an déiselwecht Richtung gi wéi ech elo hei entwéckelt hunn - déi differenzéiert Waassertax ass genau dat, e soziaalt Element, e Grondverbrauch, dee méi bëlleg facturéiert gëtt wéi de Käschtepunkt ass, an doriwwer eraus en Element woumat gekuckt gëtt, wéi héich de Verbrauch ass a wéi héich eventuell d'Ëmwelt belaascht gëtt - déi Zort vun differenzéierten Taxe gëtt systematesch vum Innenminister ofgelehnt. Da si mer scho ganz séier um Enn an da komme mer bei déi Léisunge vläicht, déi a gewëssen Hannerkäpp awer nach ëmmer schwiewen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt all de Riedner merci soen. Zum Projet de loi sinn ech wéi esou oft a leschter Zäit mam Här Gira d'accord fir ze soen, dass mer en fin de compte am Februar scho bal alles hei diskutéiert hunn, wat ze diskutéiere war.

Ech wëll nach eng Kéier soen, dass mer 20 Joer laang eng Debatt an dësem Land gefouert hunn, fir d'Waasserkompetenzen an eng Hand ze bréngen. Et ass 15 Joer laang dovunner diskutéiert ginn, fir d'éischt ze kucken inhaltlech eens ze ginn an dann de Kader ze setzen, an dass mer domadder kee Millimeter virukomm sinn. Dass mir an dëser Legislatur de Contraire gemaach hunn, dat ass och vläicht net deen allerbeschte Wee, mä an där doten Diskussioun gëtt et - mengen ech - kee gudde Wee, an dass mer duerch dee Projet de loi hei e gudde Strapp weiderkomm sinn, well mer elo d'Struktur hunn op déi mer dann déi Diskussioun, déi muss kommen, iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv kënne féieren.

Zum Zweete sinn ech net domadder d'accord wa gemaach gëtt - wéi ech dat e puermol gelies hunn - wéi wann déi zwar elo beienee wieren, mä wéi wa se net géife matenee schaffen. Ech fannen, dass en der Waasserwirtschaft an deem Service immens gutt entretemps matenee geschafft gëtt. Et ass richteg, dass do Leit beienee komme vu verschiddenen Horizonten, dass déi eng Rei vun Zäit brauche fir beieneen ze fannen. Well dat wat 50 Joer an 100 Joer ausernee war, dat fënnt sech net innerhalb vu sechs Méint beieneen. Net an de Käpp an och net an der Philosophie. Mä duerch de Fait, dass déi Leit elo praktesch eng ganz Legislatur scho konnte matenee schaffen, gesi mer awer am Detail an am Inhalt wesentlech Rapprochementer par rapport zu deem wat mer fréier haten.

Drëttens ass et och net esou, dass mer dee Projet de loi stëmmen, well mer net nom Conseil d'État géife kucken. Mir kucken d'Avisë vum Conseil d'État ëmmer ganz genau. Mä mir sinn an deem heite Projet ganz fundamental net mat deem d'accord wat de Conseil d'État gesot huet, andeem en en fin de compte seng Opposition formelle baséiert huet éischtens op d'Fro, wat fir ee Ministère d'Kompetenz iwwert d'Waasserwirtschaft soll hunn. Mir sinn der Meenung, dass dat de Conseil d'État näischt ugeet. Dat ass d'Regierung, dat ass de Grand-Duc, deen déi Kompetenzopdeelung ophëlt.

Zum Zweeten huet de Conseil d'État en inhaltleche Lien gemaach tëschent dem Waasserwirtschaftsamt an der Ëmsetzung vun der Direktiv. Och do si mer der Meenung, dass do kee bindende Lien besteet. Et ass also net well mer onfrëndlech mam Conseil d'État wéilte sinn, mä et ass einfach well den Avis, deen de Conseil d'État eis ginn huet, a well déi Opposition-formellen, déi en exprimméiert huet, einfach net eis Zoustëmmung kënne fannen, ënner kengen Ëmstänn, wou mer drop gehalen hunn, deen zweete Vote hei ze maachen.

Zum Här Bodry senge Froe wollt ech soen, dass et jo awer net grad esou ass wéi wa mer an dëser Legislatur iwwert d'Waasser nach ni hei diskutéiert hätten. Mir haten emol schonn Débaten am Hierscht, wéi mer iwwer État/communes geschwat hunn, do ass en Deel vu menger Ried doréms gaangen. Mir hunn am Februar vun dësem Joer och hei bei der éischter Lecture en détail iwwer Waasserpolitik diskutéiert.

Perséinlech bedaueren ech et, dass mer net méi wäit inhaltlech komm sinn. Ech hätt gären eng Diskussioun gefouert iwwert d'Ausriichtung vun der Direktiv, mä „à l'impossible nul n'est tenu". A wa mer wëssen, dass mer dëst Joer am Abrëll eréischt déi lescht Ausféierungsbestëmmunge krute fir emol gewuer ze ginn, wat fir eng Meenung d'Kommissioun dann iwwerhaapt huet, wéi een déi Direktiv sollt ëmsetzen - déi hu bal véier Joer gebraucht fir deen Text, dee se am Joer 2000 am Fong op den Instanzewee ginn hunn, selwer emol ze interpretéieren -, fir dass mer wësse wat si da gären hätten, da kann ech net am Joer 1999 oder am Joer 2001 eng Diskussioun féiere wann ech am Joer 2004 eréischt gesot kréien, wat déi Leit, déi à la base si vun deem Text, iwwerhaapt mat deem Text wëlle maachen.

Meng Propos wär déi, well ech och haut de Mëtteg an der Diskussioun - vläicht mat Ausnahm vum Här Urbany, deen eng ganz aner Richtung wëllt goen - awer dach eng ganz grouss Unnäherung vun de Positioune gesinn - ech fannen, dass déi eenzel Riedner, déi hei geschwat hunn, guer net esou wäit inhaltlech ausernee sinn -, dass ee misst probéieren, am Hierscht tëschent deenen eenzelne politesche Gruppéierungen, Parteien, awer och mat den Techniker vum Terrain eng Zort „brainstorming" ze maachen, eng Zort Diskussiounsronn, e ronnen Dësch, wéi een dat och ëmmer wëllt nennen, fir déi Froen hei souwuel vum politesche wéi och vum technesche Standpunkt aus eng Kéier ze kucken, ze analyséieren an ze probéieren, ob een net zu enger gemeinsamer Positioun kéint fannen.

Ech menge mat e bësse gudde Wëllen de part et d'autre kéint een op déi wesentlech Froen, déi d'Zukunft vun der Waasserwirtschaft hei zu Lëtzebuerg ubelaangen, eng Äntwert fannen. Dat souwuel am Respekt vun den nationalpolitesche Considératiounen, déi do mussen erafléissen, wéi och am Respekt vun de kommunalpolitesche Intérêten, déi vläicht net ëmmer 100%eg déiselwecht sinn, mä wou ech awer aus der Diskussioun, déi mäi Virgänger, den Här Spautz, an den 80er Jore gefouert huet iwwert d'Fro vum Waasserpräis bis haut, dach wesentlech Unnäherunge vun de Positioune festgestallt hu par rapport zu deem, wat an den 80er Joren en fin de compte d'Positiounen nach waren, déi och inhaltlech vill méi wäit ausenaner gaange si wéi dat deemools de Fall war.

Mir mengen - an do kommen ech op déi eenzel Froen, déi den Här Bodry ugeschwat huet, woubäi ech selbstverständlech zum Deel och nëmme meng Meenung als dee Minister kann ausdrécken, deen de Ressort a senger Kompetenz huet, zum Deel och Regierungspolitik oder eng Regierungsmeenung kann ausdrécken -, an dat hunn ech am Hierscht vum leschte Joer gesot, dass een op en anere Wee misst goen, fir eng Gesamtpolitik an der Waasserwirtschaft ze definéieren. Mir mengen, dass dee richtege Wee an déi Richtung kéint goen, dass een ähnlech wéi beim SEBES eng Instanz géif schafen, e Syndikat géif schafen, wéi och ëmmer, wou de Stat an d'Gemengen zesumme géifen déi wesentlech Punkte vun der Politik mateneen diskutéieren.

Well et en fin de compte zwou Säite vun därselwechter Medail sinn. Du brauchs nationalpolitesch Kritären, Ziler, déi s de definéiers, du brauchs lokalpolitesch eng Ëmsetzung, a mir schéngt et ze sinn, wann een eng permanent Plattform géif schafen, wou deenen engen hir Souciën an deenen aneren hir Contrainté beienee kommen, dass ee vläicht méi wäit géif komme wéi dat elo de Fall ass.

D'Masse critique ass ugeschwat ginn. Mir waren e Méindeg virun aacht Deeg bei „Zéng Joer SIDERO". Déi do waren hu gesinn, an dofir insistéieren ech och, dass déi Professionell aus dem Secteur mat do diskutéieren, dass sech och am SIDERO wéi op anere Plaze ganz vill Gedanken doriwwer gemaach gëtt an dass sech zum Deel, jiddefalls war dat dat wat den Direkter deemools gesot huet, Gedanke gemaach gëtt, ob déi Taille vun deene Syndikater, wéi se definéiert ginn ass am Ufank vun den 90er Joren, ob déi Masse critique genuch hiergëtt fir en fin de compte eng optimal Politik kënnen ze maachen.

Si hunn als Techniker zum Deel d'Impressioun, dass se vläicht a gewëssenen Deeler vun der Politik nach net grouss genuch si fir eng Rei vun Economie-d'échellen ze maachen, déi dann den Endpräis méi bëlleg géife maache wéi dat haut de Fall ass. Ech mengen dat ass op d'mannst emol Sujet à discussion. Dat misst een eng Kéier genau kucken.

Esou wéi mer och gewëllt sinn - an do trieden ech leider heiansdo e puer Leit op d'Féiss - dat emol ëmzesetzen, wat den Här Lahure 1991 virgeschloen huet, nämlech dass mer bei Waasser an Ofwaasser eis a regional Syndikater zesummefannen, well wa mer déi regional Syndikater emol hätten a wann all Gemeng an esou engem Syndikat wier, da géife mer och deen Zesummeschloss tëschent nationaler a kommunaler Ebene besser an enger Zort SEBES hikréien. Dofir hunn ech och engem Députémaire vru e puer Méint gesot, wat jo en fin de compte vun lech ëmmer verlaangt gëtt, dass, wann en net bereet ass, an e Syndikat ze goen, mir net méi bereet sinn, him e Subsid ze ginn.

Elo ass den Här Gira ganz begeeschtert dovunner. Mä dee betreffende Buergermeeschter ass awer der Meenung, dass dat géint de Prinzip vun der Autonomie communale géif goen, well och wann hien net an e Syndikat wéilt goen, misst den Innenminister him déi 90% Subsid ginn. Do gesäit een op deem Punkt, wéi op villen anere Punkten, dass, wann een et eescht mengt mat där appliziéierter Form vun der Politik, déi doranner besteet, dass Subsidiepolitik och Incitatiounspolitik soll sinn, fir eng gewësse Politik ze maachen, jee nodeem mat wiem een da schwätzt, et ganz verschidden Interpretatiounen driwwer gëtt wat dat da bedeit.

Mir sinn net der Meenung, dass een d'Waasser privatiséiere soll. D'Regierung huet iterativ gesot, dass se do dergéint wär, an ech mengen do ass eng Unité de vue hei an der Chamber, an ech mengen och, an doriwwer soll een am Hierscht diskutéieren am Kader vun der Ëmsetzung, dass mer dach eng Rei Argumenter hunn, zum Beispill d'Propriétéitsverhältnisser. Déi meescht Quellen, déi sinn an de Propriétéitsverhältnisser vun den ëffentlechen Hänn, dat heescht haaptsächlech vun de Gemengen. Ech ka mer net virstellen, dass, och wann eng Kéier eng Privatisatioun géif kommen an déi sech iwwer Lëtzebuerg géif ewechsetzen, een domadder gezwonge wär, seng Propriétéitsverhältnisser opzeginn an de Verkaf vun de Quelle virzehuelen.

Wa mir eng Politik maachen, wou mir en fin de compte d'Basis, dat heescht d'Quellen an d'Uewerflächewaasser souwisou - dat kënne mer jo sécher net privatiséieren -, an ëffentlecher Hand halen, da gesinn ech perséinlech de Risiko vun enger méiglecher Privatiséierung relativ geréng. Mir mussen allerdéngs sécherstellen à terme, dass dat dann och an ëffentlecher Hand bleift an dass net Verschiddener sech vun de Sue lackele loosse fir dann dat, wat se hunn, déi Propriétéit, déi se hunn, un e Privaten ze verkafen. Dat schéngt mir schonn eng wesentlech Brems ze sinn, vill méi wéi d'Fro ob een e gemeinsame Präis oder net soll hunn, fir entgéintzewierke mat enger national gesteierter Politik géint deen Onsënn, deen doranner géif bestoen, fir dat Grondliewensmëttel Waasser, wat mer hunn, ze privatiséieren.

Wat fir eng Konsequenzen dass d'Applikatioun vum Principe pollueur-payeur op d'Fixatioun vum Waasserpräis kritt: D'Direktiv gesäit vir, dass mer de Prix-vérité musse fixéieren. Prix-vérité heescht net direkt Prix unique; kann an engem Prix unique landen, wa mer der Meenung sinn, dass mer landeswäit deeselwechte Präis sollen ubidden. Woubäi mer, wa mer iwwert deeselwechte Präis schwätzen, mengen ech, de Behälterpräis diskutéieren an deen dann an d'Gemeng kënnt. D'Gemenge mussen eng Kompetenz behalen a sollen eng Kompetenz selbstverständlech behalen iwwert d'Distributioun am Réseau iwwert den Ënnerhalt vum Réseau um Territoire vun hirer Gemeng, sou wéi dat haut de Fall ass. Ech perséinlech wär éischter favorable, en eenheetleche Waasserpräis um Behälter ze maachen; tout cela est sujet à discussion.

Ech sinn och mam Här Gira d'accord, dass een net permanent soll probéieren Ëmweltpolitik a Sozialpolitik mateneen ze vermëschen. Dat ass d'ailleurs fir mech d'Ursaach, firwat dass déi Initiativ vun der viregter Regierung en fin de compte capotéiert ass, well probéiert ginn ass ëmwelt- a sozialpolitesch Aspekter an enger Tax mateneen ze kombinéieren a well dat einfach duerch d'Diversitéit vun eiser Populatioun, duerch d'Diversitéit vun der Aart a Weis, wéi mer fonctionnéieren, op eemol zu engem Punkt gefouert huet, wou de System esou komplizéiert gi wier, dass en en fin de compte landeswäit net applicabel war. An ech géif soen, dass dat den Haaptpunkt an der viregter Regierung war, firwat dass déi Fro vun der Ofwassertax gescheitert ass.

En Argument, firwat dass ee fir den Ortsbehälter vläicht och e Prix unitaire soll maachen ass deen, well mer an eisem Waasser och eng Rei vun neie Saachen elo wäerten erakréien, wéi zum Beispill déi Ausweisung vun de Waasserschutzgebidder, wou den Här Bodry zu Recht gesot huet, dass mer net virukomm sinn; wat awer net nëmmen der Regierung hir Schold ass. Et ass och vläicht der Regierung hir Schold, mä mir brauchen och e kommunalpolitesche Partner, dee bereet ass fir an déi Richtung matzegoen, an do hunn der an dëser Legislatur ganz wéineg d'Hand gehuewe fir ze soen: Mir sinn déi éischt, déi dat do gäre maachen. A well mer e System iwwert d'ganzt Land brauchen, a well ech mer an deem Domän net ka virstellen, dass mer alt nees 118 verschidde Prinzipien do maachen, géif ech derfir plädéieren, dass mer géife probéieren ee System ze fannen, wann et ëm d'Ausweisunge vu Waasserschutzgebidder geet, well et jo net nëmmen ëm d'Ausweisung geet, mä et geet och ëm d'Fro: Wéi rénuméréieren ech den Ausfall vun deene Leit, déi dann elo an deene Waasserschutzgebidder schaffen? Wéi bréngen ech déi derzou, dass déi manner düngen, datt se hir Produktiounsmethoden ëmstellen?

An dofir mengen ech, dass ee besser hätt déi gesamt Struktur vun deem Waasserpräis national ze gesinn, quitte dass een deenen eenzelne Gemengen d'Méiglechkeet léisst, iwwer eng Differenzéierung vum Präis, dann nach lokalpolitesch hiren ökologeschen Akzent ze setzen, wa se deen um Niveau vun der Gemeng wëlle setzen. An et ass jo contrairement zu deem, wat ëmmer gesot gëtt, net um Niveau vun der Gemeng, wou den Intérieur seng Oppositiounen an deene leschte Jore gemaach huet, mä et ass un der differenzéierter Behandlung um Niveau vun der sozialer Tarifikatioun, wou mer eis Problemer haten a wou mer jo d'ailleurs och um Tribunal administratif eng ganz Rei Kéiere Recht kruten.

D'Taxe à l'épuration de l'eau: Kann déi bäibehale ginn? Mir sinn der Meenung, dass dat méiglech ass. Mir sinn net der Meenung, dass de komplette Prinzip vum Subventionnement ewechfält. Wann dat d'Initiativ vun den europäeschen Instanzen wier: Ma jo wat musse mer da maachen? Da musse mer, amplaz datt mer elo 90% vum Subsid un d'Gemenge ginn, déi Suen iwwer eng aner Form un d'Gemenge ginn, fir se en mesure ze setzen, déi Kläranlagen ze bauen. Et schéngt mer ausser der Virstellungskraaft ze si fir ze soen, dee Subsid géife mer ewech fale loossen an d'Gemenge missten 100% vun de Kläranlage bezuelen. Mat wat sollte se et bezuelen? Vun ëffentlecher Hand investéiere mer hei wäit iwwer eng Milliard pro Joer, an ob mer elo esou bezuelen oder aneschters bezuelen, et ass en Investissement deen d'ëffentlech Hand muss maachen. An do, mengen ech, komme mer net derlaanscht, dass de Stat de Gemengen do ënnert d'Äerm gräift. Wann en dat net méi ka maachen, wann en dat net méi däerft maachen, da musse mer de Gemengen op engem anere Wee d'Moyene gi fir dat ze maachen.

Derbäi kënnt fir mech och - do sinn ech nach eng Kéier mam Här Gira d'accord -, dass mer an Zukunft iwwert de Prix-vérité mol eng richteg Facturatioun vun all deem maachen, wat d'ëffentlech Hand do investéiert. Wa mer wëssen, dass mer déi 90% Subsid haut net an de Käschtepräis era berechnen, da weess ee wat mer effektiv all Joer u Rentréeën do leie loossen, déi mer awer dringend noutwendeg an deem Fong kéinte gebrauchen, respektiv d'Gemenge kéinte brauche fir hir Kläranlagen ze bezuelen, respektiv kéinte gebrauche fir hir Réseauen an der Riicht ze halen.

Mir brauchen an der Zukunft ganz vill Investissementer. Mir rechnen, dass mer eng ganz Rei vu Milliounen, wéinstens eng 350 Milliounen, op déi nächst zéng Joer an d'Kläranlagepolitik mussen investéieren. Mir hunn e gudden Deel dovunner. Mir si jo elo op engem Niveau vun iwwer enger Milliard pro Joer, déi mer an d'Kläranlagen era bezuelen. An ech sinn e bësse manner pessimistesch, wéi den Här Bodry, dee seet: Hu mer d'Suen nach fir d'Zukunft? Well de Fong à ce moment dotéiert ass mat enger Capacitéit vun 136 Milliounen Euro, mir hunn also 136 Milliounen Euro am Fong dran.

A wann ech dovun ausginn, Här Bodry, dass mer weiderfueren déi Suen auszeginn, wéi an deene leschte fënnef Joer, an der Moyenne waren dat 25 Milliounen Euro, dat sech aus enger Rei vu Facteuré berechent, nämlech haaptsächlech och de Facteur, dass mer net d'Capacitéit hu fir méi ze bauen. Eng Saach ass jo, wat s du alles muss maachen, an dat anert ass den Know-how an d'Capacitéit, déi s du muss hunn, fir et iwwerhaapt och kënnen an esou engem Délai ze realiséieren; wann ech also 25 Milliounen Euro d'Joer huele mol fënnef, da wären déi ganz nächst Legislaturperiod d'Investissementer elo scho gedeckt ouni supplementar Dotatiounen, déi à concurrence vun 20 Milliounen Euro d'Joer am Plan pluriannuel stinn, an ouni supplementar Dotatiounen, déi ech awer hoffen, dass mer an een, zwee Joer, wa mer déi Diskussioun iwwert de Waasserpräis an iwwert de Coût réel ofgeschloss hunn, dann och nach eng Kéier iwwert de Präis an dee Fong géifen eraginn, fir dass mer déi Politik do kéinte finanzéieren.

Et ass eng wesentlech Politik vum Stat, déi mer hei maachen, an ech soen a menge Rieden, wa mer déi Kläranlagen aweien: Et ass ee vun deene gréissten individuelle Posten, dee mer all Joer hunn an eisem Budget. Wann ee seet, eng Milliard där aller Lëtzebuerger Frang, 25 Milliounen, déi ginn an d'Kläranlagepolitik, an dat scho säit zéng, fofzéng Joer - et ass lues a lues ugaangen a mir sinn elo iwwert d'Milliard komm - dann, mengen ech, datt sech am Fong an deem Sënn eng nächst Regierung kéint engagéiere fir ze soen, dass de Wëllen do besteet, well en och an alle Parteie besteet, fir déi Politik an deenen nächste Jore virunzeféieren.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Bausch huet d'Wuert.

2. Dépôt d'une motion

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, just ganz kuerz.

Ech wollt en Dépôt maache vun enger Motioun aus Aktualitéitsgrënn, an zwar dréit et sech bei där Motioun ëm déi relativ grave Situatioun wat d'Mënscherechter ubelaangt an de Prisongen am Irak, a mir wollten d'Regierung opfuerderen, net nëmme ganz kloer dës Mënscherechtsverletzungen ze condamnéieren, mä doriwwer eraus och, datt se sech engagéiert bei der Présidence vun der Europäescher Unioun, fir datt: 1. d'gesamt Europäesch Unioun dat geschlosse condamnéiert; 2. eng Enquête publique impartiale an totalement indépendante iwwert déi Folterungen, déi do gemaach gi sinn, duerchgezu gëtt; 3. d'ONGen an d'Vertriedunge vun de Vereenegten Natiounen, wéi och d'Croix-Rouge, onageschränkten Accès kréien zu de Prisongen am Irak, fir d'Mënscherechtssituatioun kënnen ze iwwerpréiwen; 4. sech ganz strikt un d'Konventioun vun de Vereenegten Natioune gehale gëtt wat Folter ubelaangt; a 5. d'Europäesch Unioun dofir suergt, datt déi ganz Affär do virun d'Cour pénale internationale gedroe gëtt.

Här President, dat ass dat, wat an der Motioun steet. Ech wollt déi elo hei déposéieren an ech hoffen, datt mer d'Geleeënheet kréien am Laf vun deene leschte Sëtzunge viru Schluss vun dëser Legislaturperiod nach eng Kéier iwwert déi Motioun hei kuerz ze schwätzen an dann och eestëmmeg heibannen unzehuelen.

Plusieurs voix.- Très bien.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que les révélations sur les violations des droits de l'homme à la prison d'Abou Ghraib sont extrêmement graves;

- considérant que les tortures et séquestrations commises risquent de renforcer encore les tensions entre les forces de la Coalition et le peuple irakien;

- considérant que le peuple irakien, traumatisé par une dictature brutale, ne doit pas se retrouver de nouveau confronté à de telles pratiques inacceptables;

- considérant que l'organisation non-gouvernementale Amnesty International a reçu de nombreuses informations faisant état d'actes de torture et de mauvais traitements infligés par les forces de la Coalition au cours de l'année dernière et a dressé un rapport accablant;

- considérant que pratiquement aucune de ces allégations de torture et de mauvais traitements n'a fait l'objet d'une enquête adéquate par les autorités;

- considérant que face à de telles violations des droits de l'homme, les États européens ne peuvent en aucun cas rester indifférents et qu'il est urgent que l'Union européenne se positionne clairement et fermement;

invite le Gouvernement

- à condamner clairement les violations des droits de l'homme révélées;

- à s'engager auprès de la présidence de l'Union européenne afin qu'une position commune face à ces tortures soit adoptée;

- de veiller à ce que cette position repose sur les principes suivants:

condamnation des violations des droits de l'homme à la prison d'Abou Ghraib;

enquête publique, impartiale et totalement indépendante sur ces actes de torture et publication des résultats de ces enquêtes;

accès illimité aux prisons de l'Irak pour la Croix-Rouge, toutes les organisations des Nations Unies et les ONG de défense des droits de l'homme;

application stricte de la convention des Nations Unies contre la torture;

la Cour pénale internationale doit être chargée de l'affaire des tortures et séquestrations commises à la prison d'Abou Ghraib.

(s.) François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Dagmar Reuter-Angelsberg, Renée Wagener.

3. 4998 - Projet de loi portant création d'une Administration de la gestion de l'eau - Second vote constitutionnel

Interpellation de M. Alex Bodry au sujet de la politique de l'eau (suite)

M. le Président.- Mir stëmmen dann elo of iwwert de Gesetzesprojet, dee mer elo grad diskutéiert hunn. Mir brauche keng Lecture vun den Artikele méi virzehuelen, well et en zweete Vote constitutionnel ass a mir kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 4998 ass am zweete Vote constitutionnel ugeholl mat 31 Jo-, 15 Nee-Stëmmen a 6 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Marie-Josée Frank (par M. Marco Schank), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Jean-Marie Halsdorf), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marcel Sauber (par M. Paul-Henri Meyers), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz (par M. Théo Stendebach), Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Niki Bettendorf), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Jean-Paul Rippinger), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Alexandre Krieps) et John Schummer (par M. Claude Meisch).

Ont voté non: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err (par M. Lucien Lux), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer (par M. Jean-Pierre Klein) et Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

MM. François Bausch (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Camille Gira, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Domadder wier dee Punkt ofgeschloss. Mir kommen elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 4486 iwwert d'Gemengen- an d'Städteplanung.

Une voix.- Neen. Et kënnt fir d'éischt nach de Projet iwwert d'Loi électorale.

(Interruptions)

M. le Président.- Mir hunn also elo d'Diskussioun zur Propositioun de loi 5317 iwwert d'Ofännerung vum Wahlgesetz. Et sinn agedroen: déi Häre Klein a Graas. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Propositioun de loi, den honorabelen Här Marco Schank.

4. 5317 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier et de compléter la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Marco Schank *(CSV)*, *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Propositioun de loi 5317 ass de 24. Mäerz 2004 vu mengem Fraktiounskolleeg Lucien Weiler déposéiert ginn. De Statsrot huet de 27. Abréll säin Avis ofginn an säin Accord. De 6. Mee gouf dunn de Rapport eestëmmeg ugeholl.

Den Objet vun dëser Proposition de loi besteet am Redressement vun e puer Erreurs matérielles, déi sech an d'Dispositioune vum Wahlgesetz vum 18. Februar 2003 ageschlach hunn.

Mir hunn et hei mat dräi Artikelen ze dinn, wou mer Ännerunge wëlle virhuelen. Am Artikel 8 wëlle mer explizit deenen zwou getrennte Lëschte Rechnung droen, engersäits der Lëscht vun de Ressortissantë vun engem anere Memberland vun der EU fir d'Europawahlen an anerersäits och der Lëscht vun den Électeurs étrangers fir d'Gemengewahlen.

An der Textveraarbechtung waren zousätzlech zwee Termen ewech gefall, nämlech am Saz „qui acquiert la nationalité luxembourgeoise après le 31 mars de l'année précédant celle", déi zwee Wierder ware verluer gaangen, „au cours de laquelle auront lieu".

Ee weidere Feeler vun der Textveraarbechtung gëtt dann am Artikel 59 redresséiert, wou ee Bout de phrase ewech gefall war, deen d'Manéier regléiert, wéi d'Presidente vu verschiddene Wahlbüroen désignéiert ginn.

An dann ass eng drëtt Erreur matérielle, déi sech am Artikel 126 fënnt vum Wahlgesetz, wou hannert engem Saz eng Dispositioun ewech gefall ass, déi am ale Gesetz figuréiert huet. Dëse Saz ass erëm drugehaang ginn an dat war de Saz: «Le contrat de travail peut être remplacé par une convention d'honoraires dans le cas où il s'agit de l'engagement d'un avocat, inscrit au tableau de l'un des ordres des avocats, ou d'un membre d'une autre profession indépendante, dont l'accès et l'exercice sont réglementés.»

Här President, heimat géife mer déi puer Feeler redresséieren, déi deemools weder dem Ministère, nach de Membere vun der zoustänneger Kommissioun opgefall waren. Zum Schluss géif ech den Accord vu menger Fraktioun zu dëser Propositioun bréngen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Den Här Klein huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass eng Proposition de loi, wou mer e puer Erreurs matérielles redresséieren. De Statsrot stellt fest, dass dat heiten e weidere Beweis ass, dass mer dat Wahlgesetz vun 2003 iwwerstiirzt haten. Mir hu schonn e puer Retouchen dru gemaach an d'Erfahrung wäert och weisen, nom 13. Juni, dass mer nach e puer Korrekture mussen dru maachen.

Ech wollt awer do am Kader vum Artikel 8, deen hei en cause ass, wou och Redressementer dru gemaach ginn, an e puer Sätz soen, wat fir Ongereimtheeten aus deem Artikel 8 kënnen entstoen, an zwar wa Persoune Lëtzebuerger ginn. Do misst derfir gesuergt ginn, dass an Zukunft mer déi géingen d'selwecht behandele wéi déi déi 18 Joer kréien, dass déi Leit, déi Lëtzebuerger ginn, och kënnen direkt mat stëmme goen. Par analogie, wéi gesot, zu deene Lëtzebuerger, déi 18 Joer kréien.

Mir hunn do um Prinzip vun der Fixitéit oder vun der Permanence vun de Wielerlëschte gekraazt, an da kënne mer - mir loosse jo déi vun 18 Joer direkt mat stëmme goen - déi mat stëmme goe loossen, déi am Laf vum Joer, nom Arrêté vun de Wielerlëschten, Lëtzebuerger ginn, da kënne mer déi och direkt zu de Wahlen zouloossen.

Do géing ech d'Regierung biede fir duerno ze kucken, dass een an deem Sënn géing d'Wahlgesetz ergänzen. Dat gesot, géif ech zu där Proposition de loi den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass jo haut fir d'drëtt wou mer dëst Wahlgesetz elo nach eng Kéier op de Métier huelen. Ech wëll dem Rapporteur, dem Marco Schank, merci soen, datt e sech nach eng Kéier zur Verfügung gestallt huet, fir déi Redressementer virzehuelen.

Wann een natierlech esou e komplext Gesetz huet, kann et virkommen, datt eenzel Feeler engem net direkt opfalen. Ech hoffen, wéi gesot, datt mer haut awer elo dann esou e gutt Gesetz gestëmmt hunn, definitiv, datt dat, wat haut an engem Mount sech ofspillt a wou Dausende vu Leit sech mussen domat ofginn, awer eng gutt Basis ass; datt déi ganz Prozedur och ouni Problemer kann iwwert d'Bühn goen.

Selbstverständlech bréngen ech och den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Robert Mehlen agedroen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, den Här Klein huet schonn drop higewisen, datt de Statsrot kritiséiert huet, datt heiansdo rubbeleg geschafft gëtt.

Ech wëll do hannendrun hänken, datt de Statsminister selwer sech viru kuerzem driwwer beklot huet, datt déi Texter, déi d'Regierung presentéiert, net ëmmer zur vollster Zefriddenheet vun der Regierung selwer ausfalen. En huet vu schwammegen Texter geschwat an esou weider.

Also et mierkt een, datt awer diesbezüglech, wat déi gesetzgeberech Aarbecht ubelaangt, dach munches net esou leeft wéi et soll. Do misst ee sech awer mol iwwerleeën, ob een net verschidde Prozeduren e bëssen ännert oder wéi een do dergéint ka virgoen. Ech muss Iech soen, et fält engem zum Beispill am Mémorial déi lescht Zäit och esou dack op, datt Saache musse korrigéiert ginn, well se falsch publizéiert si ginn. Dat huet et fréier an deem Mooss och net ginn. Iergendeppes funktionéiert hei net méi esou wéi et sollt.

Mä trotzdeem, dovunner ofgesinn, wëll ech awer am Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu dëser Proposition de loi, dat heescht zu dësen Ännerungen am Wahlgesetz bréngen.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wollt soen, dass mir d'Wahlgesetz net gestëmmt haten deemools, well mer der Meenung waren, dass et net progressiv genuch wier.

Mir hunn awer kee Problem fir déi materiell Feeler, déi hei geschitt sinn, ze stëmmen, dass awer elo alles korrekt ka fir sech goen.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikele vun der Proposition de loi 5317.

Lecture du texte de la proposition de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen also dann of iwwert déi virleiend Gesetzespropositioun.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Nee oder si enthale sech.

D'Proposition de loi 5317 ass eestëmmeg ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank (par M. Marco Schank), MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Marcel Sauber (par M. Paul-Henri Meyers), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz (par M. Théo Stendebach), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Nelly Stein);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Jean-Paul Rippinger), MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Xavier Bettel) et John Schummer (par M. Gusty Graas);

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jean Asselborn), Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Ben Fayot), Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch et M. Georges Wohlfart (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

5. 3924 - Projet de révision de l'article 24 de la Constitution

4910 - Projet de loi sur la liberté d'expression dans les médias (suite)

Dann hu mer nach ee Punkt hei um Ordre du jour, et ass d'Motioun Nummer 2, déi den Här Fernand Greisen de Moien abruecht huet zum Projet de loi 4910 iwwert d'Pressegesetz.

Motion 2

Mir kënnen dann an engems och elo doriwwer ofstëmmen.

Vote

Geet dat par main levée?

(Négation)

Mir stëmmen dann of iwwert déi Motioun vum Här Greisen.

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen.

(Interruptions)

Wéi ass et, funktionéiert Äre Stëmmapparat?

(Négation)

Also, mir schiben de Vote do op. Do schéngt eppes net ze klawwéieren. Da fänke mer u mat der Diskussioun zum Projet de loi 4486 iwwert d'Gemengen- a Städteplanung.

(Interruption)

Wat gelift?

Une voix.- Kënne mir dann net esou stëmmen?

M. le Président.- Majo, ech hat jo gefrot, fir par main levée ze stëmmen. Do ware se dergéint.

(Interruptions)

Si haten e Vote électronique verlaangt. Sidd Der elo d'accord, fir par main levée ze stëmmen?

(Assentiment)

Mir stëmmen elo driwwer of.

Vote par main levée

Déi déi fir d'Motioun 2 sinn, déi si gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

(Brouhaha général)

Lo hieft deen, deen dergéint ass, d'Hand an d'Luucht.

(Brouhaha général)

Wien enthält sech?

Also, de Fall ass kloer. D'Motioun 2 ass mat grousser Mehrheet ofgelehnt.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4486 iwwert d'Gemengen- an d'Städteplanung. Et sinn agedroen: den Här Halsdorf, d'Madame Mutsch, déi Häre Graas, Jaerling, Gira a Klein. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marco Schank.

6. 4486 - Projet de loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Marco Schank *(CSV)*, *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 4486 iwwert d'Reform vum 37er Gesetz, wéi mer et an de Gemengen nennen, wat mer elo haut zur Ofstëmmung virleien hunn, ass natierlech en eminent wichtegt Gesetz fir d'Gemengen, well et hei ëm näischt manner wéi den Aménagement vun hirem Territoire geet, an dat fir déi nächst Joren an ënner Ëmstänn och Jorzéngten.

Dëst neit Gesetz kënnt zu engem Moment - an dat huet eng gewëss Symbolik -, wou mer ufänken iwwert d'Ëmsetzung vum integrative Verkéiers- a Landesentwécklungskonzept, dem IVL, ze schwätzen. Virun e puer Wochen hate mer jo an deem Kontext een Débat de consultation. Den Innenminister Michel Wolter huet schonn e puer Mol drop higewisen, datt den IVL ouni eis Gemengen net kann ëmgesat ginn. Ech weess, datt dat een Travail de longue haleine ass, fir eis Gemengen dovun ze iwwerzeegen an och anzebannen an dee Prozess. Mä ech hoffen, datt dëst een Engagement ass, wat sech sécher loune wäert.

D'37er Gesetz iwwert den Aménagement communal war och schonns fréier, also an der Zäit, e wichtegt Gesetz als éischten Usaz fir iwwerhaapt urbanistesch Standpunkte virzebréngen an och ze organiséieren. Et ass evident, datt ee Gesetz, wat fir d'30er Joren eigentlech ursprénglech bestëmmt war, nobäi also 70 Joer al ass - quitte datt et eng Kéier an de 60er Jore geännert ginn ass -, haut net méi kann den Exigencë vun enger moderner an nohalteger Landesplanung entspriechen.

Trotzdeem sinn d'Méritë vun dësem Gesetz, dat an de 60er Jore wéi gesot reforméiert gouf, onverkennbar. Trotz sengem héijen Alter huet eist sou genannt 37er Gesetz zum Deel deemools als revolutionär gegollt, zum Beispill well scho fir déi Zäit, an Dir wësst dat, d'Expropriatioun dra war, fir Habitations à coût modéré ze schafen.

D'Paradigmen an der Landesplanung hu sech geännert - Dir wësst dat -, well sech eist Land geännert huet. Eisen Territoire ass definitiv net vergréisserbar an dofir musse mer mat Beduecht a Verstand un déi Erausfuerderungen erugoen, déi sech eis am Beräich vun der Gestaltung ebe vun eisen Dierfer a vun eise Stied stellen.

Här President, eng Reform vum 37er Gesetz drängt sech op, well mir musse léieren, déi verschidde Funktiounen an och Missioune vum Aménagement du territoire mateneen ze vernetzen. Dat ass wahrscheinlech déi wichtegst Aufgab an Zukunft. Doriwwer eraus solle respektiv mussen och d'Gedanke vun enger nohalteger Entwécklung an d'Gesetz mat afléissen.

D'Entwécklung vun eise Gemengen an eise Stied muss sech ganz däitlech haut verännerte Rahmebedingungen upassen. Hei geet et an éischter Linn drëms, fir d'Funktiounen an d'Dimensioune vun enger Stad, vun enger Gemeng mateneen an Aklang ze bréngen. Dozou gehéiere souwuel déi ekonomesch, déi sozial, déi kulturell Funktioune vun enger Stad, vun enger Gemeng wéi och ëmweltechnesch Aufgaben, déi eng modern Gemeng muss bewältegen.

Et ass kloer, datt haut de Logement an och den Transport déi Domäner duerstellen, déi an éischter Linn hei viséiert sinn an op déi eis Gemengeverantwortlech ganz vill Emprisen hunn.

Een zweeten Aspekt ass dee vun engem modernen Aménagement, wéi gesot, wou déi nohalteg Entwécklung eng ganz wichteg Roll spillt, ee Konzept, wat ëmmer erëm méi staark muss an den Débat dobaussen afléissen. Mir haten am Joer 2002 eng Orientéierungsdebatt iwwert den Développement durable a mir hunn net méi spéit wéi gëschter dann och e Gesetz gestëmmt, wou mer eis Strukture ginn, wou mer Gremien eis ginn, fir den Développement durable ganz konkret weiderzebréngen.

D'Regierung huet nei Konzepter op d'Schinn gesat, déi zum engen d'Landesplanung ausriichten, nei ausriichten, an zum aneren awer och der Transportpolitik nei Prioritéite setzen. Ech mengen domat den IVL - ech hunn e schonn erwähnt -, awer och „mobilitéit.lu". Konzepter, déi awer nëmme Sënn wäerte maachen an Zukunft, wa mer vernetzt an integrativ déi generell Ausriichtung vun eise Gesetzer ebe grad dëse Konzepter och upassen.

Wat u sech d'Strategien ubelaangt, esou seet d'Gesetz vum 21. Mee 1999, also d'Landesplanungsgesetz, datt de Programme directeur d'Synthèse vun de sektorielle Pläng duerstellt an d'Koordinatioun zwëschent deenen eenzelnen Objektiven, déi do festgeleucht sinn, och hierstellt. De Programme directeur ëmfaasst bekanntlech souwuel den Développement urbain a rural wéi och den Transport, d'Télécommunicatiounen, d'Ekologie an esou weider.

A sengem Avis complémentaire vum 25. November 2003 huet dann och de Statsrot zu Recht op d'Noutwendegkeete vun esou engem integréierte Konzept higewisen a mécht och de Lien mat dem IVL. Den IVL zitt a senger Konsequenz aner Mesuren no sech a puncto Aménagement vun de Gemengen. D'Auteure vun dësem Projet de loi ware sech dees och bewosst an hunn och där neier Evolutioun do däitlech Rechnung gedroen, wat d'Mesures d'exécution vun de PAGen, vun de PAPen ubelaangt. Zum Beispill d'Zones de développement, d'Zones à restructurer, d'Réserves foncières, de Remembrement urbain - deen an zwee gedeelt gouf -, d'Droits de préemption oder och d'Expropriation pour cause d'utilité publique.

De Lien elo mat der Gesetzesvirlag ass also ganz séier gemaach, well et ouni Zweifel ee ganz wichtege Bausteen bei der Ëmsetzung vum IVL duerstellt, an och eis Gemenge verstäerkt natierlech wäerte gefuerdert ginn an Zukunft.

Ech mengen, ech brauch doriwwer eraus och net drun ze erënneren, datt d'Konzept vu „mobilitéit.lu" d'Ambitioun huet, fir de „modal split" tëschent dem Individualverkéier an dem ëffentleche Transport op 25 zu 75 wëllen eropzesetzen. Doraus ergëtt sech dann eben och, datt eis Gemengen an eis Stied zesumme mam Stat dësen Objektiv da beispillsweis bei dem Bau vu Schinnen oder och vu Stroossen am A behale mussen.

Dat heescht deemno an der Essenz näischt aneschters wéi eng vernetzten Approche un den Aménagement du territoire, un den Aménagement communal, déi mer mat dësem Text wäerte consacréieren.

Här President, de Projet mat der Nummer 4486 huet schonn eng laang Virgeschicht; ech wëll net soen e laange Baart, mä d'Diskussioune ronderëm d'Reform vum 37er Gesetz gi bis an d'Joer 1993 zréck. D'Regierung hat 1993 en Text ausgeschafft, deen dräi Joer méi spéit vum Statsrot aviséiert gouf. De Projet huet missen iwwerschafft ginn. Deen neien Text gouf am November 1998 an der Chamber deponéiert. De Statsrot huet dann de 14. Juli 2002 en éischten Avis ofginn. Den 22. November 2002 huet den Innenminister eng Partie Amendementer un de Statsrot virugereecht, deen dann a sengem Avis complémentaire de 25. November 2003 zu dësen Amendementer Stellung geholl huet, an d'Kommissioun huet Enn Mäerz vun dësem Joer eng Partie Amendementer ugeholl, déi da vum Statsrot nach eng Kéier den 20. Abrëll aviséiert goufen.

An net manner wéi néng Sitzungen ass dann den Text gekuckt ginn am Detail an ouni Hetz, a mat deene respektiven Avisë vum Statsrot gouf sech dann do beschäftegt. Dobäi kommen nach zwou Entrevuen, déi mer haten, ënner anerem mat dem OAI, dem Ordre des Architectes et Ingénieurs-conseils an och der Ligue du Coin de Terre et du Foyer am Kontext mat de Jardins familiaux. Dann haten de Syvicol engersäits an de Mouvement écologique anerersäits en Avis ausgeschafft, déi an hiren Texter dann och, hirer Meenung no, op Schwaachstellen am Text higewisen hunn.

De schrëftleche Rapport konnt an der Kommissiounssitzung vum 6. Mee ugeholl ginn. Dir Dammen an Dir Hären, d'Reform besteet aus fënnef Voleten an erlaabt mer, datt ech vläicht kuerz op déi fënnef Voleten aginn, well déi am Fong d'Substanz vun deem neie 37er Gesetz ausmaachen.

Fir d'éischt emol weist de Statsrot zu Recht a sengem Avis vum 14. Juni 2000 dorobber hin, datt sech dat neit Gesetz muss um Landesplanungsgesetz vun 1999 orientéieren. Ech mengen, datt dat eng logesch Saach ass, fir eben an Zukunft Widdersprëch an der Planung ze eliminéieren. An dës Approche ass och an de grousse Linnen am Text vu vir bis hanne bäibehale ginn.

1. Den Aménagement communal vun haut, esou wéi en elo am Kader vun dësem Gesetz definéiert ass, muss sech der nohalteger Entwécklung unhuelen. Dat steet am Artikel 1 vum Gesetz vun 1999; ech zitéieren dee Saz nach eng Kéier: «L'aménagement du territoire poursuit le développement du territoire national en respectant les particularités et les ressources propres des diverses régions qui le composent.» A genau dat, wann der den IVL am Kapp hutt, kënnt dann erëm erëm. Am IVL heescht dat dann, et soll ee regionale Begabunge vu Regiounen entspriechen, dat heescht, och dat ass wichteg fir en zukünftegen Aménagement.

2. Den zweeten Objektiv vum neie Gesetz iwwert den Aménagement communal harmoniséiert déi verschidde Planungsdokumenter, déi an der Vergaangenheet vläicht net ëmmer den héchste Qualitéitsgrad haten, an den Text gesäit och vir, datt d'Gemengeverantwortlech all sechs Joer hire PAG mussen iwwerkucken, iwwerschaffen an upassen.

Op der anerer Säit gesäit den Text vir, datt d'Ausschaffe vun esou engem Plang muss duerch eng préalabel Etüd gestäipt ginn, déi ënner anerem muss kucken, ob sech de PAG an déi general Politik vum Aménagement du territoire apasst.

Och do erëm déi Verzahnung vun deene verschiddenen Niveauen.

Eng lescht Mesure gesäit vir, datt all PAG, dee kuerz virun der Adoptioun steet, muss begleet gi vun engem sou genannte Rapport de présentation.

3. Den Text établéiert eng kloer an eng logesch Hierarchie tëschent den eenzelne Planungsinstrumenter op kommunalem Niveau, esou wéi et de Statsrot schonn 1996 eigentlech gefuerdert hat. D'PAPen, déi sou genannt Plans d'aménagement particulier beschäftege sech an Zukunft méi prezis mat der konkreter Ëmsetzung vum PAG, deen a senge groussen Zich am Gesetz definéiert ass a wou de geneeën Inhalt iwwer Règlement grand-ducal dann och definéiert gëtt.

4. D'Gesetz proposéiert doriwwer eraus och verschidde Moyenen an Outilë fir d'Ëmsetzung vum PAG; dat ëmmer am Kontext vun der nohalteger Entwécklung. Ech ginn do déi puer Beispiller. Fir d'éischt emol déi sou genannt Zones de développement, déi Zones à restructurer, déi als Intérêt général definéiert kënne ginn, an och do erëm déi generell Politik vum Aménagement du territoire op deene verschiddenen Niveauen, kommunal, regional an national.

Da gëtt de Remembrement urbain nei definéiert. Deen ass et schonn am ale Gesetz ginn. Dir wësst dat. Dat Instrument hei gëtt elo vläicht manner komplizéiert, well dat an der Vergaangenheet esou war an doduerch och dat Instrument manner dacks applizéiert gouf. Mir schwätzen elo vun engem Remembrement conventionnel a vun engem Remembrement légal. Fir deen éischte brauch een eng absolut Majoritéit vun de Propriétairen, déi deem mussen zoustëmmen, a bei deem zweete kann de Minister éischtens e Projet ausschaffe loossen op seng eegen Initiativ, zweetens op Initiativ vun engem Fënneftel vun de Propriétairen, respektiv och op Initiativ vun enger Gemeng.

Eng weider Mesure am Gesetz ass d'Rectification des limites de fonds. Dat bedeit, datt Limitë vun Nopeschterritoirë kënne redresséiert ginn. Och eng wichteg an einfach Prozedur. Si entsprécht dem Remembrement conventionnel a si berout op dem Accord tëschent den eenzelnen Noperen.

D'Gesetz gesäit och vir, datt d'Gemengen eng sou genannt Réserve foncière kënnen ausweisen, mat der Méiglechkeet vun enger Obligation de construire, woubäi d'Expropriation als allerlescht Mëttel kann ugewannt ginn.

Da gëtt och am Text d'Expropriation pour cause d'utilité publique nei definéiert.

5. Als leschte wichtegen Aspekt vum Gesetz ginn d'Prozedure fir d'Adoptioun vun de PAGen an och vun de PAPen net onwesentlech vereinfacht. Zum Beispill gëtt et e Verzicht op den zweete Vote am Gemengerot, am Fall wou de PAG nom éischte Vote net contestéiert gëtt.

Dëse Projet kann dann direkt dem Innenminister ënnerbreet ginn, wann d'Délaien ofgelaf sinn. Iwwerhaapt ass et e wichtege Bestanddeel vun deem neien Text. Délaië sinn agefouert ginn, räsonnabel Zäitlimitë si fixéiert ginn, wat d'Unhuelen an d'Ëmsetzung vun engem PAG vereinfacht a beschleunegt.

Fir de PAP gëllt datselwecht. Et bleift doriwwer eraus vläicht nach ze soen, datt de PAP an Zukunft un den Innenminister weidergeleet gëtt an net méi un d'Commission d'aménagement. De Ministère kuckt ob e conforme, respektiv kompatibel ass.

Ech denken, datt ech fir weider Prezisioune kann op de schrëftleche Rapport verweisen. Bleift nach ze soen, datt de Statsrot net manner wéi dräi Avisen zu dësem Text ofginn huet an ech géif mengen, déi meescht vu senge Virschléi sinn och berücksichtegt ginn an deem Text hei.

Här President, ech wëll meng Interventioun mat den Aarbechte vun eiser Kommissioun ofschléissen, déi net manner wéi 15 Amendementer ausgeschafft huet a mat deene sech de Statsrot och an deenen allergréissten Zich averstane gewisen huet. D'Kommissioun huet zum Beispill am Artikel 2, dat ass den Artikel vun den Objectifs, bei der Notioun vun der Mixitéit de Begrëff „fonctionnel" gestrach, well den Terme esou méi generell ass an datt och eben eng aner Dimensioun, ënner anerem d'Sozialdimensioun, dann do mat abegraff ass.

Am Artikel 4 ass den Term, respektiv d'Professioun vum Urbanist bäigefügt ginn. Dann am Artikel 7 ass preziséiert ginn, datt eng sou genannt Personne qualifiée fir d'Ausschaffung vun engem PAG och d'Experienz am Beräich vun der Raumplanung matbréngе muss.

D'Memberen aus der Kommissioun hunn och gemengt, datt den Délai vun zwee Joer no der definitiver Adoptioun vun engem PAG, wou eng qualifizéiert Persoun kee Mandat méi dierft kréien, fir e PAP oder ee Bauprojet um Territoire vun där Gemeng auszeschaffen, ze laang ass. Dofir gouf deen Délai och aus dem Text erausgeholl.

Am Artikel 23 ass den Term „voirie" duerch den Term „réseau de circulation" ersat ginn, well dësen Term méi breet gefächert ass an all Zorte vu Verkéiersweeër, also och zum Beispill Vëlosweeër, mat abegräift.

Beim Artikel 29 huet d'Kommissioun gemengt, datt all PAP kënnt op säin Impakt hin op déi ganz Lokalitéit duerch eng Etüd gepréift ginn. Fir dëser Suerg Rechnung ze droen, an och de Recommandatioune vum dem Statsrot a vun der Kommissioun, huet de Ministère proposéiert, fir an der Prozedur vum PAP d'Evaluatioun vun engem Projet an de Présentatiounsrapport vun engem PAP ze integréieren.

Dann huet och nach d'Majoritéit vun de Kommissiounsmembere gemengt, datt d'Gemengen eréischt vun enger Awunnerzuel vun iwwer 10.000 u missten en Architekt astellen. Am initialen Text waren do 6.000 Awunner virgesinn. Et ass gemengt ginn, esou en Engagement géif fir d'Gemengen ze vill deier ginn.

Nach ofschléissend eng Remarque zum Thema Energie. Mir hunn och an der Kommissioun doriwwer geschwat, fir de Volet Energie an d'Gesetz ze kréien. Mir hunn eis awer dovun iwwerzeege gelooss, datt et am Kader vun dësem Gesetz net ze maache wier, also juristesch gesi misst d'Gesetz vum 5. August 1993 geännert ginn. Insgesamt war de Wëlle vun der Kommissioun do, fir an esou eng Richtung ze goen. Perséinlech sinn ech der Meenung, datt een an Zukunft e Wee soll fanne fir enger Gemeng d'Méiglechkeet ze ginn e Faktor wéi d'Energie, deen ënnert der Kompetenz vum Stat ass, ze kontrolléieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, ech konnt mat mengem Rapport d'Haaptelementer vun dësem wichtege Gesetz fir d'Gemengen e bësselche méi no bréngen. Zum Schluss nach vläicht eng oder zwou Konklusiounen, fir e bëssen déi Verzahnung ze weisen.

Mir hunn 1999 e modernt Landesplanungsgesetz kritt. Mir haten duerno een Débat iwwert de Programme directeur. Mir haten een Débat iwwert d'Kompetenze Stat/Gemengen am Hierscht. Mir hunn déi éischt Plans sectoriels, déi virleien, an et kommen nach wichteger no iwwert de Logement, eis Landschaft, den Transport, d'Zones d'activité. Mir hu gëschter d'Gesetz iwwert den Développement durable gestëmmt, an och do gëtt et en entspriechende Plang. Haut elo läit en neit 37er Gesetz vir an do geschitt déi Verzahnung, déi mer brauchen tëschent dem lokalen, dem regionalen an dem nationalen Niveau an der Planung an an der Entwécklung vun eisem Land.

Lëtzebuerg brauch, wat den Aménagement du territoire ubelaangt, sécher och e Mentalitéitswandel. Ech hunn et schonn eemol hei uewe gesot. Bei eis wäert et duebel schwéier gi fir déi richteg Jalonen ze setzen, net fir d'lescht well mer esou kleng sinn an d'Virgäertercher esou no beienee leien. Perséinlech sinn ech awer ganz optimistesch, datt d'Gemengen ëmmer méi op d'Kooperatioun wäerte setzen an och no an no vereenzelt op Fusioune wäerte setzen. Mat der Reform vum 37er Gesetz kréie mer ee modernt Instrument fir den Aménagement du territoire der heiteger Zäit unzepassen.

Ech wollt awer ofschléissend all eise Mataarbechterinnen a Mataarbechter merci soen, déi beim Zustanekomme vun dësem Gesetz gehollef hunn. Engersäits dem Greffe, awer och de Mataarbechter an der Fraktioun, dem zoustännege Ministère a menge Kolleeginnen a Kolleegen an der Chamberkommissioun fir hiren Engagement, well dëst Gesetz och eng ganz komplex Matière duerstellt. Dat gesot, géif ech mech freeën, wa méiglechst vill Kolleeginnen a Kolleegen dëst Gesetz géife stëmmen.

Ech wollt awer no der Presentatioun vu mengem Rapport als President vun der Intérieurskommissioun an och als Member vu menger Fraktioun nach zwee Sätz soen an op d'Virwërf äntwerte vum honorable Kolleeg Jempy Klein leschten Dënschdeg un d'Adress vun der Kommissioun. Ech wollt nach eng Kéier däitlech maachen, datt eigentlech iwwerhaapt net gehetzt ginn ass, well mer schonn am November 2003, nodeem mer den Avis complémentaire haten, ugefaangen hunn ze schaffen an néng Kommissiounen, a mir hunn dat mat ganz vill Sérénitéit gemaach.

(Interruption)

Nodeem datt mer den Avis haten, hu mer ugefaangen, Här Jempy Klein. An ech wollt awer mäi Kolleeg Deputéierte Camille Gira als Zeien huelen - hien ass elo net do -, datt mer eigentlech iwwerhaapt net gehetzt hunn.

(Interruptions diverses)

Zu deem zweete Virworf, deen den Här Klein gemaach huet am Kontext mat dem Avis, dee mer net méi hätte kënnen am Detail kucken, den Avis vum Syvicol an och dee vun der Stad Lëtzebuerg, muss ech awer soen, datt een deen Avis och éischter hätt kënne maachen, an et ass net der Kommissioun hir Schold, datt de Syvicol net mat enger Demande fir een Avis am Fong befaasst ginn ass.

(Interruptions diverses)

Jo, mä ech wollt just soen, den Avis vum Mouvement écologique, deen hate mer mat Zäit, deen hate mer niewendru leie wéi mer geschafft hunn, an dee vun der Stad Lëtzebuerg, dee krute mer wierklech eng Minutt virun zwielef, an dann ass et natierlech immens schwéier fir op esou Avisen nach kënne Rücksicht ze huelen.

Dat gesot, soen ech Iech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz, mengen ech, gëtt e Meilestee gesat hei zu Lëtzebuerg an der Landesplanung. Et ass fir mech e Schrëtt dee vergläichbar ass mat esou soziale Meilesteng wéi d'Fleegeversécherung, déi hei gesat gi sinn. Haut ass e wichtegen Dag, an ëmsou méi wichteg ass et wa mer wëssen, dass Lëtzebuerg e klengen Territoire huet, eng fix Surface huet, an op där anerer Säit awer verlaangt eise wirtschaftleche Wuesstum eng grouss Produktivitéit, esou dass ee muss kloer wëssen, se vu wat ee schwätzt. Dat muss ee sech kloer organiséieren.

Une voix.- Jo.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- An d'Zäitspan vun dësem Projet de loi weist och am Fong geholl eng aner aussergewéinlech Dimensioun. Dat Gesetz ass jo vun 1937, et geet zréck op déi däitsch a franséisch Gesetzgebung vun 1902 an 1918 an Däitschland an 1919 a Frankräich. Grad aus dëser zweefacher Origine si verschidde Konfusiounen, oder verschidden Elementer déi net esou kloer waren an deem 37er Gesetz, déi elo heimat verbessert ginn.

Historesch kann ee jo och am Rapport noliesen, deen den Här Schank elo grad gemaach huet, deem ech merci wëll soe fir dee gudde Rapport, dass 1843, 1844, 1873 an 1876 déi véier Datume sinn, wou an der Lëtzebuerger Gesetzgebung Gesetzer gestëmmt gi sinn, déi mam Territoire ze dinn haten indirekt. Dat huet also dann, kann ee bal soen, 61 Joer gedauert bis dëst Gesetz 1937 gestëmmt ginn ass, an elo dauert et nees eng Kéier 67 Joer bis mer dat heite Gesetz stëmmen.

Wéi wichteg awer deen Débat, wéi permanent deen Débat war, wëll ech illustréieren un enger Recherche, déi ech gemaach hunn an de 70er Joren. Do hate mer emol eng Koalitioun vun enger Regierung Thorn/Vouel/Berg an do stoung am Regierungsprogramm dran, dass d'Gesetz vum Aménagement des villes et autres agglomérations misst adaptéiert ginn. An do war eng Interpellatioun den 9. November 1978, dat sinn elo 26 Joer hier. Ech mengen et ass flott dat emol eng Kéier virzeliesen, wat do diskutéiert ginn ass, fir ze weisen dass déi Thematik, déi haut aktuell ass, och schonn dunn aktuell war.

Deemools huet den Här Albert Busser gesot: „Scho Joer an Dag gëtt dervu geschwat a geschriwwen, dass dëst Gesetz, dat 1937 e ganz fortschrëttlecht war, eiser Zäit misst ugepasst ginn. Et ass an engem Rechtsstat, wéi mer e wëlle sinn, ganz einfach net ze veräntwerten an net ze verzeien, dass esou liewenswichteg Problemer wéi d'Populatioun, wéi d'Amélioratioun de la qualité de vie an d'harmonescht Wuesse vun eisen Uertschafte mat esou enger onbegräiflecher Wurschtegkeet behandelt ginn, an dat vun enger Regierung, déi eis 1974 de Paradäis op dëser Welt versprach hat. Dës Regierung, déi esou iwwerhieflech iwwer all déi aner Leit ewechkuckt, huet och an dësem Fall hire Regierungsprogramm net agehalen, dee si versprach hat ze realiséieren."

An dann huet en och nach gesot: „Huele mer erëm d'Gesetz vum 12. Juni 1937. Et misst dach an eiser Zäit eng Selbstverständlechkeet sinn, dass all Gemeng e legale Bebauungsplang hätt, deen duerch seng Bestëmmungen d'Erhalung vun der natierlecher Ëmwelt an eng harmonesch Entwécklung vun der Bebauung vun eise Stied an Uertschafte souwuel architektonesch wéi urbanistesch géif garantéieren.

Just de Géigendeel ass de Fall, an et huet an de leschte Joren eng Zersiedlung, e wëllt Wuessen, eng Zerstéierung vun eisen architektoneschen an urbanistesche Patrimoinë stattfonnt, dat, an dat ass dat mannst wat ee ka soen, ënnert dem zougedréckten A vum Minister stattfonnt huet an dat zum gréissten Deel hätt kënne vermidde ginn, wann de Minister onparteiesch streng d'Gesetz vum 1937 duerchgeféiert hätt oder wann hien

et reforméiert hätt. Do läit säi grousst onverzeilecht Versoen a seng Flucht aus der Verantwortung virum Land fest."

Kloer ass, déi Elementer, déi hei an dësen Aussoe sinn, déi si konstant an déi fanne mer och haut erëm. An den Här Joseph Wohlfart huet och deemools geäntwert: „D'Gesetz selwer, dat op eng 50-järeg Bewährungsprouf zréckgräift, war e gutt Instrument fir ons Gemengen, souwuel beim Baue wéi och beim Plangen an den Uertschaften. Dass et zurzäit an de meeschten Erkenntnisser an an der Konzeptioun vun der Landesplanung, dem Städtebau, der Bebauung vun onse Gemengen aus onser spezieller Optik an de gesamten Erfahrungen entspriechend muss geännert ginn, dat ass onëmgänglech."

An du sot en: „Dofir sinn ech haut zefridden der Chamber matdeelen ze kënnen, dass no längerer an intensiver Zesummenaarbecht vu menge kompetente Servicer de leschte Freideg, den 3. November, en Avant-projet de loi concernant l'urbanisme et l'aménagement du territoire des communes dem Conseil de Gouvernement zougestallt gouf. Hei ass d'Dokument, dat de leschte Freideg un de Conseil gaangen ass. Ech hoffen, dass mer et a 14 Deeg an enger éischter Liesung am Conseil de Gouvernement kënnen duerchgoen."

Do gesi mer also, dat si 26 Joer hier, do ass schonn dervu geschwat gi wéi wann et en Definitivum wär, an et huet ebe 26 Joer gedauert bis dësen Definitivum do ass. An deen ass haut do, an dofir mécht et engem wierklech Freed an et ass och wichteg, dee Moment hei esou ze appréciéiere wéi en ass, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, esou e wichtegt Gesetz, eent vun deene wichtegste Gesetzer wat d'Gemeng huet, wéi de President vum Syvicol Jempy Klein ëmmer seet, haut kënnen ze verabschieden.

Ech ka mech nëmmen deene Wierder vum Här Schank, vum President vun der Kommissioun, uschléissen, och wann ech Generalsekretär vum Syvicol sinn, dass ech dat Gefill net hunn, dass mer dat Gesetz hei duerchgebaatscht hätten. Dat kann net de Fall sinn. Ech géif éischter soen, a wann ech Iech d'Datumen nach eng Kéier wierklech prezis soen, dat heiten ass e gutt Beispill wéi d'Zesummenaarbecht tëschent Parlament a Statsrot stattfonnt huet.

(Interruptions diverses)

D'Gesetz gouf 1993 am Februar déposéiert. Am November 1996, also dräi Joer an néng Méint duerno, huet de Statsrot aviséiert an dorophin ass jo en neien Text entstanen, dee ganz kloer - an dat ass wichteg - den Observatioune vum Statsrot Rechnung gedroen huet, an dee Projet gouf den 10. November 1998 déposéiert. Dat ass dee Projet, dee mer haut diskutéieren. De Statsrot huet 2001 am Juni aviséiert an d'Regierung huet am November 2002 nach eng Kéier amendéiert.

An den éischten Avis complémentaire, Här Klein, an elo si mer um Punkt, deen ass de 25. November 2003 komm, do ware jo och dann d'Vakanzen duerno, an d'Aarbechten hunn ugefaangen de 15. Januar 2004 an déi hu gedauert bis de 25. Mäerz 2004. Dat ass trotzdeem an néng Réuniounen eng zilstrebeg Aarbecht gewiescht, an ech géif mengen, et wär hei net onbedéngt ze séier gaangen, well op déi Haaptproblemer, déi mer am Syvicol haten, si mer jo deelweis agaangen.

Éischtens emol sinn d'Règlements grand-ducaux jo elo gréisstendeels do, déi kann ee kucken, an de Vote, dee mer haut maachen, mengen ech, ass an enger konstruktiver Aarbecht an an engem gudde Klima an der Kommissioun geschitt. Dat huet de President och nach gesot an dat muss een och emol nach eng Kéier hei ervirsträichen.

D'Zäit schéngt wierklech laang, mä mir mussen dëst Gesetz ëmsetzen an ech si frou doriwwer, well dëst ass, wéi ech et virdru scho gesot hunn, e wichtege Bausteen an et ass esouguer de leschte Bausteen vun enger Rei vu Gesetzer, wou eent an dat anert iwwergeet. Ech nennen do zwee Gesetzer, déi zum Schluss vun der leschter Legislatur och hei an dëser Chamber gestëmmt gi sinn, déi grad esou wichteg sinn an déi de Lien maache mat dësem Gesetz. Dat ass fir d'éischt Gesetz vum 21. Mee 1999, dat déi national Gesetzgebung vum Aménagement du territoire bestëmmt, an dat zweet Gesetz, dat mer den 10. Juni 1999 gestëmmt hunn, war d'Kommodosgesetzgebung, an dës zwee spillen eng wichteg Roll an dëse ganzen Elementer. Zwee aner Gesetzer, déi een net däerf vergiessen, ass natierlech d'Naturschutzgesetz vum 11. August 1982 an och d'Gesetzgebung iwwert d'Gréngpläng an déi ländlech Entwécklungspläng.

Dat Ganzt ass also e wichtege Package vu legislativen Instrumenter an déi hunn natierlech och mam IVL e ganz anert Liicht kritt. An d'Mérite vum 37er Gesetz huet de Rapporteur och scho genannt. Et war schonn e fortschrëttlecht Gesetz fir e modernen Urbanismus, well de soziale Wunnengsbau gouf do institutionaliséiert an och d'Konservatioun vu Sitë war an dësem Gesetz verankert. Mä haut heescht modernen Urbanismus awer eppes aneschters. Dat heescht am Fong geholl ee Mélange vu wirtschaftlechen, sozialen a kulturellen Elementer, eng Mixitéit, déi natierlech vun de Gemengen ofhänkt, déi sech awer dann an den Dichte vun der Siedlung am Transport an an der Mobilitéit ausdréckt, ouni d'Esthetik ze vergiessen an dat Ganzt an engem harmoneschen an effikasse Konzept, wou Nohaltegkeet a Liewensqualitéit - gesond Ëmwelt, géif ech soen - eng wichteg Roll spillen.

Dëst Gesetz ass eng Technik, déi gebraucht gëtt justement fir eng kloer Démarche am IVL ze hunn, fir den theoretesche Modell, deen de Minister Wolter eis presentéiert huet, an enger gewëssener Komplementaritéit praktesch ëmzesetzen; an där qualitativ Elementer ginn et vill.

Ech wëll zum Beispill eent huelen: Den Urbanist. Den Urbanist ass ganz, ganz wichteg. Hien huet Know-how, hien huet technesch Kompetenzen a weess ëmzesetze wéi soll gebaut ginn, wéi vill soll gebaut ginn, an dofir ass et och gutt a wichteg fir dës Institutioun an de Gemengen ze verankeren. Mir sinn op 10.000 Leit gaangen, ech hätt zwar léiwer oder grad esou gär gehat, mir wäre bei 6.000 bliwwen. Well et ass zwar wouer, de Käschtepunkt ass do, mä d'Gemenge ginn immens mat dësem Gesetz responsabiliséiert an da musse se sech och outilléieren, fir déi Responsabilitéit wouer ze huelen, an och nëmmen esou kënne mer den IVL ëmsetzen, wa jiddfereen op deenen eenzelne Plaze seng Responsabilitéit hëlt.

Wéi gesot, den Urbanist ass a mengen Aen e Garant fir eng nohalteg Entwécklung, déi multifunktionell ass. Et brauch een eng grouss Mobiliséierung, wann ee vun Nohaltegkeet schwätzt. Do mussen all Kräfte geholl ginn, do muss responsabiliséiert ginn an am Fong geholl - dat hunn de Rapporteur an och de Minister scho méi oft gesot - steet eng Mentalitéitsännerung un, an déi musse mer einfach gesinn. Dee Gesellschaftsmodell IVL ass eng grouss Erausfuerderung an déi daërfe mer net ratéieren. D'Politik muss hei d'Impulser ginn an am Mëttelpunkt steet wéi ëmmer d'Wirtschaft an net d'Demographie, well d'Demographie hänkt vun der Wirtschaft of, an net d'Wirtschaft vun der Demographie.

Wéi soll dat dann elo urbaniséiert ginn? Wéi solle mer hei konkret virgoen? Stat a Gemenge schaffen Hand an Hand, dat Ganzt gëtt op Basis ebe vun deenen aktuelle Gesetzgebunge koordinéiert an hei, géif ech soen, muss op lokalem, regionalem an nationalem Niveau eng kohärent Wiesselwierkung vun deene verschiddenen Instrumenter stattfannen. Et muss eng real Situatioun gekuckt ginn an d'Erfahrunge mussen eben an de Programme directeur afléissen, deen do d'Akzenter setzt, deen déi sektoriell Komponente brengt, deen d'Objektiver setzt an eng Hierarchie an deem Ganze mécht. Eng Hierarchie déi esou ass, dass déi Elementer, déi den IVL duerstellen, d'Entwécklung vu Stat a Land, Transport, Telekommunikatioun, d'Ëmwelt an déi natierlech Ressourcen an de Schutz vun der Ëmwelt a vun den natierleche Ressourcen an engem globale Konzept ëmgesat ginn.

An dëse wichtege Pion, dëst Gesetz, dëst Standbeen ass eben d'Gesetz iwwert de Gemengenaménagement. An elo geet et drëm, an dat ass jo dat, wat dann am Gesetz verankert gëtt: Wéi soll den Aménagementsplang praktesch ëmgesat ginn?

Dëst Gesetz, mengen ech, ass eng richteg an eng gutt Äntwert an do hu mer verschidden Elementer, déi een do kann opzielen. Et ass eng grouss zäitlech Dimensioun an enger Projektioun dran, géif ech soen. Dat sinn déi Entwécklungszonen, déi am Fong geholl d'Iwwerleeungen, déi national, regional a lokal gemaach ginn, déi do ëmgesat ginn, d'Zone fir ze restruktuéieren, déi och an dësem Gesetz verankert ginn, an och d'Baureserven oder d'Grondreserve si ganz wichteg.

Do gëtt jo gemengt, d'Gemengen hätte limitéiert Reserve fir esou Grondreserven ze maachen an de Statsrot hat do proposéiert, fir en Etablissement public ze maachen. Ech mengen, déi Iddi fir regional Fongen ze maachen, déi déi Suen da géifen ophuelen an déi da kënnten an déi Baureserve fléissen, déi wier besser. Dës Iddi, déi bei den Diskussiounen iwwert d'Kompetenze geféiert ginn ass, ass jo an enger Motioun vum Här Schank niddergeschriwwe ginn, an ech mengen dat soll ee sech och mierken.

Nach weider Elementer, fir dës Aménagéierungspläng praktesch ëmzesetzen, sinn d'städtesch Remembrementen, déi jo mat zwou Prozedure méi einfach gi sinn - d'Commission d'aménagement brauch jo net méi ze intervenéieren -, d'Rectificatioun vun de Limitë vun de Fongen an dann natierlech d'Virkafsrecht, dat sech zwar nëmmen op d'Entwécklungszone bezitt, an natierlech och d'Ierfpacht, also Emphytéose, a last but not least gëtt hei och d'Enteegnung, also d'Expropriatioun fir ëffentlech Notzung vill besser wéi se war.

An all dës Elementer sinn eben déi lokal Instrumenter a si musse gebraucht gi fir den IVL ëmzesetzen, fir op dëser Plattform ze schaffen. Well de Moment hu mer eng Ëmbrochstëmmung an eng gewëssen Dynamik, an dofir ass et de Moment wichteg fir Neel mat Käpp ze maachen. An ech géif soen, mir wësse wéi dat Haus ausgesäit, dat soll eist Land organiséieren. Mir wëssen dass Detailer, wéi eng Kichen oder e Buedzëmmer soll ausgesinn - erlaabt mer dee Verglach - scho wichteg sinn, mä awer net esou wichteg, dass mer dee Projet mussen zrécksetzen.

Dofir soen ech et nach eng Kéier: D'Règlements grand-ducaux sinn do, d'finanziell Incidencen, déi och notamment vum Syvicol opgeworf si ginn, sinn elo och schwéier ze évaluéieren, och wa mer nach sechs Méint waarden. Ech mengen, et sollt een einfach esou fonctionnéieren, dass déi - wéi géif ech soen - Intrinsèques déi eigentlech Problemer, déi optrieden, da sollt herno léisen. An et ass méi einfach ee Règlement grand-ducal ze léise wéi ee Gesetz, an déi Règlements grand-ducaux leie vir, ech mengen déi wiere gutt, well mir beweegen eis an engem Geescht, wou och vum Syvicol aus e grousse Konsensus do ass, an dofir muss schnell a kohärent gehandelt ginn.

Virdrun ass et ugeklongen: „mobilitéit.lu". Dat Transportkonzept ass wierklech e Stéchwuert, wat mer eis alleguerte sollten zu Häerz huelen. An et muss een och wëssen, dass de „modal split" vu 25% - 25/75 - net an engem loftleere Raum steet. Hei musse mer wierklech eng concertéiert Aktioun maachen. D'Problemer sinn do. De Wunnengsbau gëtt oft ugeschwat, dee kann och heimat deelweis geléist ginn, d'Deirecht vun den eenzelnen Terrainen an esou weider, all dës Elementer mussen an dësem wichtegen Instrument, géif ech soen, gesammelt ginn.

(Interruption)

Wat sot Der, Här Lux?

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Et ass alles geléist!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Et ass alles geléist, da sinn ech frou, wann Der där Iwwerzeegung sidd, dann hu mer e grousse Konsensus do.

Ech kann Iech just soen, dass dëst neit Gesetz eng Harmoniséierung vun de Prozedure brengt. Et ass méi performant, de Remembrement - an ech hunn et scho gesot - ass méi einfach an d'Expropriatioune si méi prezis. Et erlaabt méi e schnellt Virgoen, well et gëtt jo gesot, dëst Gesetz wär e bësse streng an autoritär, mä op där anerer Säit ass et awer och organisatoresch strikt, wat gutt ass.

D'PAPe musse jo net méi an en zweete Vote an de Minister muss jo och an engem Délai vun dräi Méint beim PAG oder beim PAP eng Reaktioun weisen. Et geet hei och méi nuancéiert vir an dat kann een och doduerjer weisen, dass déi lokal a regional Particularitéite besser anenee fléissen.

Gëschter hate mer zu Déifferdeng eng grouss Réunioun iwwer justement d'PAGen oder, géif ech soen, de Plan d'aménagement vum Kuerdall, an do konnt ee gutt gesi wéi wichteg et ass, datt déi eenzel PAGen een op deen aneren zouginn an ofgestëmmt ginn an dass sech och munches am Detail maache léist. Dat beweisen zum Beispill d'Diskussioune mam Gaart an Heem, wou d'Schreebergäert opgefouert gi sinn...

(Interruption)

Jo, där ware keng do. Déi sinn awer do an ënner Zones de jardins familliaux ass et méiglech déi an de Pictogrammen erëmzefannen; dat beweist also, datt an deem heite Gesetz vill Nuancë sinn.

Och wat d'Qualitéit ugeet, mengen ech, ass op d'Spezialiséierung, d'Qualifikatioun an d'Experienz vun deene Leit, déi hei mussen handelen, gesat ginn. Dofir muss jo op Avis vun der Commission d'aménagement déi Lëscht vu qualifizéierten Architekte virleien. Den OAI huet zwar Problemer domat. Hie mengt, déi Lëscht wär ze restriktiv. Et ass sécherlech net einfach fir ze soen, wien ass elo apte a wien ass elo net apte, well jo d'Experienz eng grouss Roll spillt.

Wann ech eis Gemeng huelen, do hu mer eng Architektin, déi schafft elo eelef Joer op der Péitenger Gemeng a si mécht eng ganz gutt Aarbecht am Beräich vum Aménagement du territoire. Ass si apte, ass si net apte? Do kommen Diskussiounen, mä ech mengen et sollt een dee Modell esou lafe loossen. Dee Modell hei oder dëst Gesetz ass op Erfahrungswäerter opgebaut ginn an et soll een déi spille loossen a kucke wat dobäi erauskënnt.

Kloer ass, dass d'Commission d'aménagement gutt definéiert ass. Si ass zwar am Mouvement écologique Kritiken ausgesat. Ech kann awer nëmme soen - och wann ech elo als Péitenger Buergermeeschter e Wuert soen -, dass ech gutt Erfahrunge mat där Kommissioun gemaach hunn. Wa mer Prioritéiten oder verschidden Avisë festzesetzen haten, hu mer ëmmer ee Konsensus fonnt. Ech mengen, dës Kommissioun ass de Koordinator tëschent de regionalen, nationalen a lokalen Interessen oder Considératiounen, an iergendwéi mécht se hir Hausaufgab net schlecht.

An ech hunn et scho gesot, d'Gemeng huet d'Responsabilitéit iwwert dëst Gesetz. Dës Kommissioun ass méi kloer a méi prezis an op där anerer Säit gëtt et, duerch hir Zesummesetzung, duerch hire Fonctionnement mat hiren Attributiounen, eng gewësse Komplementaritéit. An d'Zesummesetzung baut wierklech op d'Erfahrungswäerter op, well do gëtt jo dran opgeféiert: «une autre personne particulièrement qualifiée en raison de ses fonctions ou de ses compétences». A wann ech dat esou liesen, Här Klein, da kéint dat och zum Beispill e Gewieltene sinn, dat ass jo dat wat de Syvicol '99 proposéiert hat, well deen ass qualifizéiert an en huet och Kompetenzen.

(Interruption)

Déi zweet Personne particulièrement qualifiée en raison de ses fonctions et de ses compétences dans l'aménagement du territoire ass och op d'Experienz opgebaut, an den Urbanist, deen dran ass, Här Klein, wollt ech Iech och soen, stoung och am Avis vum Syvicol vun '99.

Mer sinn also hei an engem grousse Konsensus, géif ech mengen, an et wär richteg, wéi mer hei virginn.

Da sinn nach aner Qualitéitsgarantien dran. Dat ass jo fir all sechs Joer eng Revisioun ze maachen, eng Bestandsopnahm ze maachen. Dat ass wichteg. Doduerch kréie mer eng gewëssen Dynamik, an déi muss jo och motivéiert ginn. Dat, mengen ech, wär och richteg, well jo muss eng regional Ofstëmmung gemaach ginn. Déi regional Dimensioun ka sech doran erëmfannen, dass een d'Motivatioune kuckt vun deenen Ännerungen.

Et muss een natierlech elo kucken, wéi dat déi sechs Joren elo funktionéiert, mat der Mandatsdauer, déi och sechs Joer sinn, ob dat net problematesch gëtt. Mä ech mengen dat sollt ee mol probéieren, dat wär net schlecht.

An och déi visionär Dimensioun vun dësem Projet, déi jo wëllt, dass Disponibilitéiten a Reserve vun Terraine gemaach kënne ginn, ass wichteg an et soll een déi nach eng Kéier ervirsträichen.

A last but not least och nach de PAP, déi spillen eng grouss Schlësselstellung an déi sinn och mengen ech a mengen Aen e Garant fir Qualitéit. Mir wollte jo do als Kommissioun eng Étude d'impact op PAPe setzen, am Artikel 29, mä mir sinn domat jo net duerchkomm beim Statsrot. An ech mengen déi Iwwerleeunge vum Statsrot wäre richteg. Hie seet jo, Impaktstudie heescht Terminologie vu Kommodo-Inkommodo-Gesetzgebung, an do ass et dann eng aner Logik, wéi wa mer eis am Aménagement vum Territoire beweegen. Wann ech Aménagement du territoire soen, da mengen ech domat d'Kompetenz vun der Gemeng. Or, de Kommodo, dat ass awer éischter d'Kompetenz vum Aarbechts- oder Ëmweltminister, sou dass een hei Kompetenzverschiebungen huet.

Des Weidere muss een och feststellen, dat seet jo de Statsrot, dass weder PAP nach PAG an de

Règlements grand-ducaux, dat sinn déi vum 14. September 2000 a vum 16. Juli 1999, opgefouert ginn. Also ass et esou, dass een am Fong geholl net kann eng Impaktstudie maache wéi mir eis dat virgestallt hunn.

De Statsrot mengt jo, de PAP géif jo jugéiert ginn iwwert d'Kommodosgesetz, iwwert déi Betriber oder déi Etablissementer, déi um Territoire sinn, deen eben dee PAP duerstellt. Déi Iwwerleeung schéngt richteg ze sinn a sou menge mer hätte mer awer genuch Garantien, dass den Impakt vun deenen eenzelne PAP kann iwwert de PAG scho cadréiert ginn an dass mer also do net an eng Situatioun kommen, déi net duerchsiichteg wär.

Erlaabt mer och, dass ech am PAP och nach drop hiweisen, dass an deem Règlement grand-ducal nei Notioune kommen, déi ganz wichteg sinn, an zwar de CMU, de Coefficient maximal d'utilisation du sol, de COS, de Coefficient d'occupation du sol, an och fir d'Industrien de CUS, de Coefficient d'utilisation du sol.

Dat si wichteg Elementer fir eng global Evaluatioun ze maachen. Et kann een doran och noliesen, dass bis op een 250stel d'Pläng musse gemaach ginn. Wat also weist, dass mir och vill méi an den Detail gi wéi bis elo an dass och dat zu Versteesdemech an zu enger besserer Interpretatioun vun deenen eenzelne PAPe méiglech mécht.

Et sinn och e puer kritesch Téin ugeklongen, op déi ech wollt agoen. Do gëtt zum Beispill gemengt, d'Definitioune vu PAG, PAP, Plan de lotissement a Plan de morcellement wären net prezis genuch. Et gëtt och gesot, et wär eng Vermëschung vu Plan d'aménagement, Plan d'aménagement général, Plan de lotissement, all déi Pläng. An do muss ech awer soen, dass ech dat net esou gesinn. Ech mengen hei missten och d'Erfahrungswäerter weisen, dass dat net esou ass. Et wär elo ze wäit fir dat am Detail ze développéieren, well et sinn nach aner Elementer, déi och wichteg sinn an déi gutt kommentéiert ginn, wéi zum Beispill dat vun der Nohaltegkeet. Do gëtt gesot, dat wär eng gutt Definitioun.

Eng aner Kritik déi opkënnt, dat ass déi dass gesot gëtt, et wäre keng Sanktioune wann d'Délaien net respektéiert ginn. Dozou géif ech soen: Mussen da wierklech Délaien dra kommen, fir dass eng Gemeng hir Hausaufgab mécht. D'Gemeng huet jo eng Autonomie communale an eng gewësse Responsabilitéit, sou dass ech dovunner ausginn, dass déi Délaien, fir déi do ze bestrofen, näischt bréngen an dass d'Gemengen do hir Responsabilitéit huelen an hir Hausaufgab maachen.

Da ginn och juristesch Froen opgeworf um Kader vun de Reklamatiounen iwwert eng Lettre recommandée. Do muss een och feststellen, dass d'Kommissioun esou wäit gaangen ass, dass d'Publikatioun a véier Zeitunge muss stattfannen, doriwwer eraus och am Mémorial an am Reider. Ech mengen hei wär den Informatiounsfloss awer garantéiert. E wär bal maximalistesch an och relativ deier, well véier Publikatioune pro Projet, dat kascht scho Geld, an ech mengen dat wär eng richteg Approche.

Dann ass d'Fro opgeworf ginn, bei engem Remembrement, wa Leit sech do eens sinn an dëst géif net dem PAG entspriechen. Ech géif och mengen, hei wäre mer net an enger Sakgaass, well et kéint de cas en cas esou virgaange ginn, dass dann herno de PAG ugepasst gëtt, dass dat also keng Problemstellung gëtt.

Grad esou d'Iddi vun engem Lotissement vertical, dat eng nei Dimensioun wär, fir nach méi performant virun ze kommen. Ech mengen, déi ass dran. Lotissement vertical, doranner verstinn ech jo dann, dass ee seet, wéi no uewe gebaut gëtt, zwee Niveauen, dräi Niveauen, ob ech also eng dräidimensional Visioun hu vum Bauen. Déi kënnt mengen ech automatesch um Niveau vum PAP an d'Diskussioun an déi gëtt dann och realiséiert.

An och fir ze soen, hei wär keng nei Bautepolitik, wéi et och verschiddener geschriwwen hunn. Ech mengen, déi wär implicitement hei dran, well den IVL, dee setzt jo Liewensqualitéit an nohalteg Entwécklung viraus, an déi wier dann a mengen Aen och an deem Moment ginn.

Grad esou déi Remarque fir Iwwerganksbestëmmungen, dass do kéint de Projet d'aménagement blockéiert ginn. Dat ass och net richteg. Do hu mer jo eng Note kritt iwwer dräi Cas de figure, déi kloer festleeën an den Iwwerganksbestëmmungen, wa Gemenge kee PAG hunn, musse se sech direkt conforméieren; wa Gemengen ee PAG hunn, dee beim Minister approuvéiert ass, da musse se jo sechs Joer upassen; wa Gemengen ee PAG hunn, oder ee PAP, deen eng Approbatioun vum Minister huet, da muss dee PAP eventuell reviséiert ginn, mä e bleift rechtlech bestoen. Dat ass dat wat ganz wichteg ass. An da gëtt et nach deen drëtte Cas de figure, wou e PAG an e PAP eng Prozedur entaméiert hunn, déi mussen an 12 Méint fäerdeg gemaach ginn, soss musse se duerno nees eng Kéier ganz vu vir ufänken.

Och d'Règlements communaux vun de Baute mussen an zwee Joer conforméiert ginn. Och dësen Délai schéngt richteg ze sinn.

Ech wollt nach e puer Remarquë maachen, och zu enger Note déi ech gesinn hu vun de Gemengen, vun der Gemeng Lëtzebuerg, déi dës Versioun kommentéiert huet, déi verschidde Saache festgestallt huet, a wou ech verschidde Prezisioune wollt soen.

Dat éischt, gëtt gesot, fir all sechs Joer ze reviséieren, do misst d'Approbatioun vum Minister do sinn, ob dat Sënn géif maachen. Ech géif soen, et ass eise Ministre de tutelle, dat mécht Sënn. An de Minister muss dat jo kucken an engem regionale Kontext, sou dass déi Saach mengen ech domat logesch wär. Déi géif och déi néideg Garantie bréngen, dass mer hei eng Situatioun kréien, déi wierklech kohärent ass.

Den Dossier wär net komplett, gëtt gesot. Et steet do, den Dossier an der Prozedur vum PAG wär net komplett. Mä wann een do kuckt, am Kapitel 2 an och an de Règlements grand-ducaux, do sti vill Elementer fir d'Prozedur vum PAG méi komplett ze maachen.

An et gëtt och d'Iddi opgeworf vun de Baulücken. Do misst jo an dësem Gesetz näischt geschéien. Do muss ech awer soen, dass grad esou wéi d'Diskussioun déi mer hate mat der Energie, wou och gesot ginn ass, do misst anescht légiféréiert ginn, mengen ech och hei, wat d'Baulücken ugeet, misst och do iwwert d'Taxen, iwwert d'Fiscalitéit, iwwert déi Schinn légiféréiert ginn.

Nach zwou Remarquen zum Artikel 28, wou gesot gëtt, wéini mir déi Réceptioun vum PAP da géifen ulafen. Ma déi kann nëmmen ulafen, wann net nëmmen eng Esquisse do läit, mä wann dee Projet do läit, deen inhaltlech an an der Form dem Gesetz entsprécht, an dofir ass déi Situatioun och kloer.

An och eng Remarque am Numm an als Spriecher vun der CSV-Fraktioun ass déi, dass fir op 30% opzegoen, fir dee Raum op 30% erop ze setzen, wou ee misst dann ofginn, wann ee géif lotisséieren. An eisen Aen ass dat och net déi richteg Approche. Well dat géif dozou bäiféieren, dass d'Terrainen nach géife méi deier ginn, sou dass een dann och hei soll bei 25% bleiwen.

Wann ech dann ofschléissend, Här President, dëst Gesetz muss nach eng Kéier kuerz résuméieren an déi Haaptakzenter ervirhiewen, stellen ech fest, dass dëst Gesetz sech op d'Basisprinzipie vum Aménagement du territoire baséiert. An doduerch gëtt implicitement, wat a mengen Ae wichteg ass, de Liewensniveau garantéiert, d'wirtschaftlech Kompetitivitéit ass och garantéiert an eng besser Energienotzung ass och domat inhaltlech verbonnen.

Déi nohalteg Elementer sinn awer alleguerte present an och d'Hierarchien, wéi mer se an eiser Gesellschaft hunn, vun nationalen, regionalen a lokalen Organisatiounen an Elementer fléissen an. De Plan vert an de Stadtentwicklungsplan kënne ganz gutt hei agebonne ginn. An och d'Iddi déi ëmmer opkënnt, fir d'Nopeschgemengen an d'Prozedur anzeschléissen, déi och schonn am Syvicol '99 opgeworf ginn ass, ass am Fong geholl hifälleg, well mer et jo am Fong geholl elo esou maachen: Mir hunn de ProSud - am Süden zum Beispill - an de SIKOR; zwee Syndikater, déi sollen da regional iwwert den Aménagement du territoire diskutéieren.

Dofir, mengen ech, hu mer och mat dësen neien Instrumenter eng nei Dimensioun kritt an eis Gesetzgebung. Ech mengen an ech sinn der Iwwerzeegung, dass dës Viraussetzungen déi sinn, dass dëst Gesetz och an den nächste 60 Joer wäert säi Wee sécher a gutt maachen. Ech wëll och domat den Accord vun der CSV-Fraktioun bréngen, déi dëse Projet sécherlech stëmme wäert.

Ech soen Iech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. D'Madame Mutsch huet d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Ech mengen do wiere mer eis all eens, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass dat 37er Gesetz, wéi mir et nennen, reformbedürfteg ass. Do si mir jo och am Aklang mat all deenen, déi sech dozou prononcéiert hunn, ob dat heibannen ass oder bei de Gemengeresponsabelen, oder och wann et de Syvicol oder den Ordre des Architectes ass. Domat hu mir kee Problem.

Mir sinn och d'accord, dass dat heite Gesetz och elo muss d'Rahmebedingunge schafen oder d'Modalitéite klären, ronderëm déi den IVL sech kann développéieren. Och domadder si mir d'accord. A mir sinn och d'accord, dass mer en neit wichtegt Instrument brauchen, fir kënnen den Développement durable anzekloen, wann et muss sinn. Och mat den Objektiver vun dësem Gesetz si mer d'accord, sou wéi se hei opgefouert sinn. Natierlech musse mer kucken, dass mer e bëssen an der Linn leie vun deem Gesetz iwwert den Aménagement du territoire vun 1999. Mir sinn och d'accord, dass déi eenzel Instrumenter mussen harmoniséiert ginn, mat deenen een d'Planificatioune mécht, an och d'Hierarchie vun deenen Instrumenter muss nei gekuckt ginn, well mir wëlle jo och déi lokal, regional an national Niveaue matenee verbannen.

Flott ass et och, dass déi Gemengen, déi dat bis elo scho gemaach hunn, an et sinn der jo eng Rëtsch, gestäerkt ginn an allem, wat d'Stadentwécklung ubelaangt. Déi Instrumenter ginn en valeur gesat, mat de Zones de développement, mat de Zones de réserve. Schued an deem Zesummenhang ass just - an et huet schonn een et virdru gesot -, dass dee Fonds pour le développement urbain net festgehale ginn ass, mä insgesamt ass awer d'Instrument vun der Stadentwécklung e gutt Instrument an och e wichtegt Instrument.

Et ass och hei gesot ginn, dass d'37er Gesetz - an och dat stëmmt - net méi der Komplexitéit vun der Matière, déi hei traitéiert gëtt, konnt gerecht sinn. Dat gesäit ee schonn eleng doduerch, dass mir vun 59 op 110 Artikelen an d'Luucht gaange sinn, fir all déi Froen, déi sech ronderëm d'37er Gesetz scho gestallt hunn, oder nei nach stellen, kënne mat ze kucken. An dat beweist och déi Komplexitéit vun de Règlements grand-ducaux, néng un der Zuel, wou mir jo net aus purer Béisaartegkeet gefrot hunn, fir se ze kréien, mä ganz einfach fir ze wëssen, wou mir dru sinn.

Et sinn awer zwou Suergen, déi mir hunn, ronderëm dat heite Gesetz, an déi Suerge ginn an zwou Richtungen. Déi eng - an och hei sti mir net eleng do - ass d'praktesch Ëmsetzung vun deem heite Gesetz, wou mir zweifelen net um Bien-fondé vun dësem Gesetz, och net un de gudden Intentioune vun dësem Gesetz, mä mir froen eis ganz einfach, a wéi gesot net eleng, wat dat bedeit fir de Fonctionnement vun de Gemengen, wat dat bedeit fir de Personalopwand an de Gemengen, wat dat bedeit fir d'praktescht Schaffen an de Gemengen a wat och de finanziellen Impakt ubelaangt. Mech berouegt dat net, wann hei gesot gëtt, mir wëssen dat och nach net a sechs Méint. Mir mussen et awer haut schonn esou stëmmen.

Dann déi zweet Suerg, déi mir hunn, dat ass déi, déi mir och net entkräft kritt hunn no den Ausféierunge vun de Majoritéitsparteien - oder zumindest enger dovunner -, dat ass déi Angscht, déi mir hunn, dass d'Autonomie communale zwar hei net ausser Kraaft gesat gëtt, awer zumindest awer liicht ugekraazt gëtt, well awer et relativ däitlech ass, dass de Minister diktéiert, wat Aménagement communal ass, an dass d'Gemengen déi sinn, déi dat exekutéieren. Dat ass op alle Fall eist Gefill, an ech probéieren, un enger Rëtsch vu Beispiller oder vu Froen, déi zwou Suergen ze artikuléieren an dann herno och eis Konklusioun als Fraktioun mat op de Wee ze ginn.

Zum Beispill de PAG all sechs Joer. E Beispill. Bon, kommt mir spillen emol eng Kéier duerch, loosse mir emol soen, eng Gemeng fënnt hire PAG sou gutt. Si hätten dann déi Étude préparatoire, dee Rapport de présentation, dee sou genannte Rapport vum Schäfferot - ech wëll Iech jo net soen, wat dat alles un Opwand bedeit -, mä loosse mir emol soen, dat wär dann alles gemaach, an da géing de Schäfferot zur Konklusioun komm, dass de PAG nach tipp topp wär an dee bräicht iwwerhaapt guer keng Modifikatiounen ze kréien. An dann décidéiert en dat am Gemengerot mat enger Délibération motivée. Da refuséiert awer de Minister déi doten Délibératioun, mam Motiv dass déi Décisioun net conforme ass zum Artikel 2 vun dësem Gesetz, wou jo do d'Objektiven ausgefouert sinn, an déi awer - ech mengen, doriwwer musse mir eis eens sinn - zwar alleguerte ganz nobel sinn, mä awer och alleguerte relativ vague sinn.

Bon, et kann een da soen, de Minister huet eppes korrigéiert, well e war awer der Meenung, dass - Dat ass einfach elo en Szenario, gellt! - dee PAG misst iwwerschafft gi wéinst deem Projet, wéinst hei, wéinst do.

Mä ech mengen awer, dass d'Interpretatioun dovunner ass, dass en dee Pouvoir huet, fir eventuell och géint d'Meenung vun de Gemengen ze imposéieren, dann déi Revisioun do ze maachen. Dat ass fir eis eent vun de Beispiller, dass eigentlech an Zukunft déi Autonomie, wéi mir se an der Vergaangenheet kannt hunn, an där Form net méi do ass.

Zu de Prozedure vu PAG a PAP, déi sech jo zimlech gläichen, wann ee mol vun där enger oder anerer klenger Saach wéi Réunion publique ofgesäit, do fanne mir et - an dat ass positiv - couragéiert, dass gesot gëtt, dass d'Commission d'aménagement en Avis muss ginn an engem Délai vu sechs Méint. Et wär och flott gewiescht, wa mir nach bei enger Rei vun anere Saachen esou couragéiert Délaie gehat hätten. Dat ass awer net de Fall. Mä et muss ee sech awer trotzdeem froen, wann nëmmen eng kleng Modifikatioun vun engem PAG gemaach gëtt, da si sechs Méint awer vill, sou dass et ganz flott wär, wann de Minister - en ass leider elo net selwer hei, mä e lauschtert vläicht am Bistro…

M. le Président.- En ass op den Tëlefon geruff ginn.

(Interruption)

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Gutt, et war net béis gemengt, mir maachen dat alleguerten heiansdo. Gitt lo näischt sichen!

(Interruption)

Gitt lo näischt sichen!

Une voix.- Et ass eis Buvette.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Et ass eis Buvette, voilà!

M. le Président.- En ass op den Tëlefon geruff ginn.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Dat ass och an der Rei.

Wann d'Commission d'aménagement net sechs Méint brauch fir ze tranchéieren iwwer esou eng Modifikatioun, wär et gutt, dass dann en Examen préliminaire ka kommen oder eng virleefeg Äntwert a wéi engen Délaien. Dat wär vläicht interessant, fir dass d'Gemengen, déi just minimal Ännerungen hunn, net awer riskéiere sechs Méint ze waarden, fir kënne virunzekommen.

Dann als anert Beispill de Vote définitif oder, wéi mir soen, den zweete Vote. Hei par contre ass den Délai och couragéiert, awer am anere Sënn, nämlech couragéiert, well dräi Méint eigentlech kuerz berechent ginn, wann ee rechent vum Datum vum provisoresche Vote aus, wat jo dann och alles iwwert de Minister leeft, an da muss praktesch de Schäfferot scho vu virera froen, also wann e scho kann ofschätzen, dass et méi wéi dräi Méint dauert, da muss e schonn am Virfeld kucke fir unzefroen, dass deen Délai eventuell verlängert gëtt. An der Praxis wäert dat dozou féieren - dat ass meng Iwwerzeegung -, dass e schonn, soubal den Enn vun der Publikatioun ass, wäert eng Demande motivée mat areechen un de Minister, fir direkt vun Ufank u sécherzestellen, dass en, wann et iwwert déi dräi Méint erausgeet, dann awer nach an den Délaie ka bleiwen, déi en eventuell ka verlängert kréien.

Da géing mech vläicht och nach interesséieren, wat dann d'Konsequenz vun der Prozedur wär, wann de Schäfferot dee PAP dee Vote définitif net an de Gemengerot mat erakënnt. Dat wär vläicht och interessant, fir ze wëssen. A wat wär d'Konsequenz, wann d'Prozedur vun engem PAP oder vun enger Modifikatioun vun engem PAG net weidergereecht gëtt? Mir huet do déi Ausféierung vu mengem Virriedner net Satisfaktioun ginn, well et ass jo net ëmmer vu schlechtem Wëllen, wou dat ausgeet, mä et si jo och heiansdo aner Ëmstänn, déi kënnen dozou féieren.

Dann zu de Prozedure vum PAP tel quel am Zesummenhang mat den Objektiven, wéi se am Artikel 2 formuléiert ginn. Den Artikel 30 gesäit jo däitlech vir, dass de Minister, schonn ier en d'Commission d'aménagement saiséiert, kuckt, ob de Projet conforme a kompatibel ass mat den Dispositioune vum Gesetz, a méi speziell mat den Objektiver, déi an deem berühmten Artikel 2 dra stinn.

Also, eis Fantasie geet op alle Fall duer. Loosse mir do emol soen, fir ze soen, dass et do eng ganz Panoplie vun Argumenter gëtt; déi kéinten de Minister dozou féiere fir ëmmer eppes Klenges ze fannen, wat eventuell net conforme ass zu den Objektiver vum Gesetz. Zemools wou et jo awer, wa mir se noliesen, an dat musse mir éierlech soen, relativ allgemeng Richtlinne sinn, déi mir an deem Artikel 2 do hunn, an déi dote Saach stéisst bei eis op Onverständnis. Well mir haten dach och an der Vergaangenheet schonn oft d'Diskussiounen an de Gemengen an hei an der Chamber, dass de Minister, deen eigentlech dem 37er Gesetz no jo nëmmen d'Legalitéit vun de Projeten ze préifen hätt, heiansdo och géing kucken iwwert d'Legalitéit eraus, fir sech och ze prononcéieren iwwert d'Opportunitéit vun eenzelne Projeten. Mir hunn dach x-mol hei schonn driwwer geschwat. Majo, déi Befugnisser, déi ginn hei nach weider ausgebaut. Doduerch, dass elo net just d'Conformitéit gepréift gëtt, mä expressément doduerch, dass et hei dra steet, och d'Kompatibilitéit mat den Dispositioune vum Gesetz, an doduerch kënnt déi ganz Notioun vun der Opportunitéit nees eran. An ech fannen dass dat net gutt ass fir e Minister, fir sech ze behafte mat deem dote Verdacht, dass en awer just wëllt sech an d'Gemengegeschäfter amëschen. Mir fannen dat dote keng gutt Saach a mir fannen dat doten net flott.

Fir d'Baugenehmegungen ass jo d'Entwécklung esou, dass net méi de Schäfferot, mä de Buergermeeschter eleng intervenéiert, an ech wonnere mech e bëssen, dass hei gesot gi war - ech mengen et war esouguer e Spriecher vun der Oppositioun, awer net vun eis -, mir bräichten dach net all d'Règlements grand-ducaux, fir eis zu dësem Gesetz ze prononcéieren. Ech mengen awer, dass grad bei engem Gesetz wéi deem heiten déi Règlements grands-ducaux essentiell sinn, zumools wann et ëm Baugenehmegunge geet, ëm kommunal Bautereglementer, well et soll ee jo awer wëssen, dass d'Titres vun deem Règlement grand-ducal zwar dräi Säite sinn. Dat iwwerbléckt een nach. Mä déi Detailmodalitéiten, dat sinn 300 Säiten, an do steet wierklech alles dran, an déi Reperkussiounen, déi déi Règlements grands-ducaux op de Fonctionnement hunn, sinn awer net happeg, kann ech Iech soen. Dat ass net näischt wat do dra steet an dofir wëllt ech hei - an dat ass vläicht positiv -, merci soen, dass mir d'Geleeënheet haten all déi Règlements grands-ducaux ze kréien als Kommissiounsmemberen, och wann déi lescht eréischt virun enger Woch komm sinn.

Dat gëtt deenen, déi esouwuel hei an der Chamber Responsabilitéiten hunn, wéi och an hire Gemenge Responsabilitéiten hunn, an eventuell mat de Servicer wëlle Récksprooch huelen, natierlech schlecht Méiglechkeeten, fir ze kucke wat dann elo d'Reperkussioune vun deem heite Gesetz op de Fonctionnement an op d'alldeeglecht Liewen an enger Gemeng wäerten hunn.

Dat muss een eis zougestoen, dass mer dat op dëser Plaz hei soen, an dat gëllt am besonnesche fir de Règlement grand-ducal ronderëm d'Baugenehmegungen, well dat geheit all eis Geflogenheeten, déi mer bis elo haten, op d'Kopp, an ech kommen herno nach eng Kéier kuerz dorop ze schwätzen, well dee Règlement grand-ducal preziséiert all Matièren, all Strukturen an all Detailbestëmmunge ronderëm dat Reglement, sou dass eigentlech fir d'Gemenge selwer net méi vill bleift, ausser dem Niveau dee se wëlle bauen, d'Surfacen déi se wëlle fräi loossen an d'Déift vun de Konstruktiounen an nach eng ganz kleng Rëtsch vun aneren Detailer. Ech kommen nach dozou.

Et steet am Artikel 38: «Chaque commune est tenue d'éditer dans le cadre de son projet ou plan d'aménagement général un règlement sur les bâtisses des voies publiques et les sites.» Bon, wuel verstanen, wann hei steet „dans le cadre de son projet ou plan d'aménagement général", dann ass domat natierlech de PAG a senger neier Versioun gemengt. Dat schéngt mer jo evident ze sinn. Dat heescht, déi Bautereglementer déi elo kommen oder déi ënnerwee sinn, déi mussen natierlech ëmmer a Relatioun zu deem neie PAG sinn. Dofir géing et eis e bëssen interesséieren, fir vläicht eng Informatioun ze kréien, wat dann ass mat deene ville Gemengen, déi zum Deel elo schonn zënter Joren en attente si vun hirem PAG, dee se agereecht hunn - een, zwee, dräi, fënnef Joer hunn ech alt schonn héieren -; wéi elo déi Iwwerganksmodalitéiten am Detail sinn, en attendant dass eben ee muss elo en neie PAG erareechen an eventuell mat sengem Bautereglement prett ass oder dat iwwerschafft huet oder an der nächster Zukunft wëlles hat ze iwwerschaffen.

Ech kommen dann nach eng Kéier op dee Règlement grand-ducal zréck, dee berühmten do, deen alles traitéiert ronderëm d'Baugenehmegungen, an dat muss jo da vum Buergermeeschter eleng kontrolléiert ginn an der Zukunft, virum Ausstelle vun der Baugenehmegung, an och no der Exekutioun vun den Aarbechten.

Do ass déi éischt Fro, déi mir eis stellen: Mat wiem mécht e Buergermeeschter déi dote Kontrollaarbechten? Eiser Meenung no muss do zousätzlecht Personal agestallt ginn, an net just hei eleng. Et ass e Règlement de police an d'Exekutioun vun deem Reglement ënnersteet dem Buergermeeschter.

A wat steet do alles dran? Chauffage, Ventilatioun, Confort sanitaire, Eaux pluvieux, Station d'épuration, Matériel de construction et d'isolation, Antennen, Ëmweltnormen, Accès bâtiment, Parkingsnormen, Parkingsmodalitéiten, Voiepubliques-Normen, Transport en commun, Mobilité urbaine, Signalisatioun an Eclairage. Et ass also eng ganz Panoplie déi do dran ass a wou dann och de Buergermeeschter d'Responsabilitéit huet beim Contrôle, ob dat doten dann tatsächlech esou ass.

An der Vergaangenheet ass deen dote Contrôle jo awer zum Deel gemaach gi vun Administratiounen, respektiv vun der Inspection du Travail et des Mines, vum Environnement an esou weider. Dat heescht, an der Zukunft, wa mer dat richteg interpretéieren, misst eigentlech all Infraktioun vum Buergermeeschter signaléiert ginn an och constatéiert a poursuivéiert ginn, zumools wou de Règlement grand-ducal och d'Form an de Modus fir déi Instruktioun do definéiert an och alles ronderëm d'Delivréiere vum Permis.

Also wann hei gesot gëtt, dat gesi mer elo déi nächst Méint, da soen ech Iech elo schonn, dass dat dote wäert konkret dozou féieren, dass an der Zukunft entweder sech déi méi grouss Gemengen héichspezialiséiert Personal zur Säit stellen, fir iwwerhaapt dat doten ënner Kontroll ze kréien, oder déi, déi vläicht kee Service elo hunn oder net d'Méiglechkeeten hunn, fir herno a Richtung vun esou engem Service ze goen, dass dann eng onheemlech Laxitude wäert entstoe ronderëm déi Baugenehmegungen, déi ausgestallt ginn, wou dann déi do Contrainten, déi awer ganz ëmfaassend sinn, wat eigentlech eng flott Geschicht wier, dass se esou ëmfaassend sinn, wou dann herno eng net méi novollzéibar ass a wou dann herno Baugenehmegunge vill méi large ausgestallt ginn, mat vill manner Kontroll a mat vill manner guddem Gewëssen ausgestallt ginn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Eiser Meenung no bewege mer eis awer bei deem heite Gesetz e bëssen ewech vun engem Prinzip, dee mer beim 37er Gesetz haten. Mir hate beim 37er Gesetz de Prinzip, dass et de kommunal Gewieltenen, de Gemengerotsmember, de Schäfferot, de Buergermeeschter wieren, déi am nooste bei der Populatioun wieren, fir och mandatéiert ze sinn, fir den Aménagement du territoire communal ze dirigéieren, fir och do seng Touche personnelle als politesch Responsabel materanzebréngen, wat net forcément déiselwecht Touche personnelle ass wéi eventuell déi vun engem Minister oder vun enger Regierung, mä dat ass jo awer grad dat wat eng Autonomie communale ausmécht.

Eiser Meenung no ass dat heite Gesetz awer vill manner fir d'Gemengen, mä vill méi fir e Minister als Chef d'orchestre vum Aménagement communal en Instrument, fir wierklech mat Hëllef vu sengem Ministère, vun der Commission d'aménagement an de Règlements grands-ducaux, déi mer jo elo hunn, dee ganzen Aménagement communal trotzdeem an de Grapp ze huelen, wat ka bei verschidde gelagerten nationale Bestëmmungen eng gutt a wichteg Saach sinn, awer wat bei enger ganzer Rëtsch vu Bestëmmungen, wéi beispillsweis bei de Baugenehmegungen, oder och bei enger Rei vu Modalitéite ronderëm d'PAPen, awer net onbedéngt vun de Gemengen d'selwecht gewënscht ass oder d'selwecht gesi gëtt, ouni dass een de Gemengen dobäi sollt ënnerstellen, dass se net och déi Prémisse vum Développement durable an déi Prémissen, déi am IVL agefloss ginn a wou all Fraktioune positiv aviséiert hunn, wäerten als Richtlinnen huelen, fir dat heiten ëmzesetzen. Well eigentlech huet de Buergermeeschter an Zukunft jo just nach d'Kompetenz fir en Zertifkat auszestellen, ënnert der Approbation ministérielle, a fir Permisen auszestellen, en conformité mat deem heite Gesetz.

Bis elo war et jo awer trotzdeem esou, an ech wëll dat nach eng Kéier soen, well et jo awer wichteg ass dass, ier mer dat heite Gesetz haten, mer trotzdeem vu Gemeng zu Gemeng grouss Ënnerscheeder haten, am gudden an am schlechte Sënn, dat wëll ech hei gären zouginn, mä mir haten awer ënnerschiddlech PAGen. Mir haten ënnerschiddlech politesch Vuen. Dat ass normal, och a Gemenge gëtt et ënnerschiddlech politesch Vuen. Mä et war awer och eng gewëssen Experienz do, déi virun allem och duerch d'Kontinuitéit an de Servicer garantéiert ginn ass. Mä op alle Fall waren d'Gemengen awer Maîtres d'oeuvre vun hirem Aménagement communal.

An zwee Joer wäert et esou sinn, dass all d'Bautereglementer zum gréissten Deel vun de Gemenge sech onheemlech wäerte gläichen, forcément, well mer jo e Règlement grand-ducal hunn, wou einfach all Modalitéiten dran definéiert sinn.

(Interruptions diverses)

Eigentlech misst et och an enger zukünfteger Etapp méiglech sinn, dass d'Baugenehmegung kéint ausgestallt gi vun enger ministerieller Instanz oder vum Minister selwer, well jo eigentlech souwisou definéiert gëtt op nationalem Plang, wat an deene Baugenehmegungen do drasteet. Dat wier, wann een dat esou weiderdreift, an der nächster Etapp eigentlech och méiglech, wann een all déi dote Saachen zentraliséiert.

Mir hunn och opmierksam gekuckt, an dat ass jo duerch d'Avisë vum Statsrot elo net méi de Fall, dass et an enger éischter Versioun souguer virgesi war, fir d'Autorité centrale mat der Police judiciaire iwwert d'staatlech Fonctionnairen ze beoptragen. Dat ass net méi dran, wéinst enger Opposition formelle vum Statsrot. Et ass och d'Police communale des bâtisses…

(Interruptions diverses)

Déi staatlech an déi kommunal. Ma ech liesen Iech et herno vir.

Une voix.- Liest eis et elo vir!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Mir sinn op alle Fall frou, dass dat net méi dran ass. Ech hunn et net hei leien, soss hätt ech Iech et direkt virgelies.

Dat ass op alle Fall elo net méi dran an dat fanne mer gutt. Mä dat weist op alle Fall, dass mer eis awer hei fortbewege vun dem Spillraum, deen d'Gemenge bis elo trotzdeem hate fir selwer ze definéieren, wéi si den Aménagement communal op hirem Territoire gesinn.

Ech wéilt dofir nach eng Kéier soen, dass déi zwou Haaptsuergen, déi mir hei hunn - an op d'Prozedur wëll ech net agoen, well de President vum Syvicol dat bestëmmt gären och nach wëllt maachen -, …

(Interruptions diverses)

…dass mer hei net Suergen hu ronderëm de Bien-fondé an déi gutt Intentioune vun dësem Gesetz, mä dass mer Suergen hunn ëm d'praktesch Ëmsetzung an ëm de finanziellen Impakt vun dësem Gesetz. Dofir kënne mer dat och net deele wat hei vum Rapporteur - deen awer doriwwer eraus e ganz gudde Rapport gemaach huet - gemengt gëtt, et wier just dem Här Klein seng Suerg, dass déi Aarbechten do ze schnell virugaange sinn.

D'Aarbechte si vläicht propper viru sech gaangen, mä déi Detailinformatiounen, déi mer gebraucht hu fir déi Aarbechten do en detail ze maachen, déi hate mer bis zum Schluss, bis op e puer Ausnahmen, net, an ech schwätze vun de Règlements grand-ducaux.

Ech géing dann zu de Qualifikatioune kommen.

(Interruption)

Dëse Saz ass eiser Meenung no haaptsächlech en Outil fir de Minister, fir den Aménagement communal ze géréieren an ze dirigéieren, a virun allem och e bessert Kontrollinstrument ze kréie fir déi ganz Panoplie vu Bestëmmunge ronderëm den Aménagement communal an de Gréff ze kréien.

Ech wéilt ofschléissend en Zitat virliesen, dat ënnerschriwwen ass vum President vum Syvicol a vum Secrétaire général, dem Här Halsdorf, dass si, ech loossen den éischten Deel ewech: «…à craindre dans ce contexte le danger de voir le Gouvernement dicter la politique en matière d'aménagement communal et les communes devenir de simples courroies de transmission de cette volonté.»

Majo mir mussen dozou soen, dass do souwuel de President wéi och de Secrétaire général dat richteg interpretéiert hunn.

Fir eis ass et och keng Satisfaktioun, dass et hei wäert esou goe wéi de Moien de Medieminister am Zesummenhang mat engem anere Gesetz gesot huet, dass et elo scho feststeet, dass dat heite Gesetz wäert an e puer Méint amendéiert ginn. Mir hätte léiwer et wier wéi mam 37er Gesetz, wat praktesch guer keng Amendementer en cours de route hat, well et e Gesetz war wat net esou vill, mä awer ganz strikt Regelen hat, amplaz enger Panoplie vu Regelen, déi herno dowéinster, well se an der Praxis wäerten dozou féieren, dass se nëmme schlecht oder mat onheemlechem Personal- a Finanzopwand kënnen duerchgefouert ginn, awer net wäerte respektéiert ginn an no e puer Méint forcément wäerte missen amendéiert ginn.

Mir hätte léiwer gehat - an dat ass da mäi Schluss -, mir hätten eis déi bëssen Zäit geholl fir aus deem Gesetz, wou eng gutt Intentioun dohannert ass a wou jiddfereen d'accord ass, dass et muss de Relais vum 37er Gesetz huelen, e Gesetz ze maache wou herno d'Gemenge kënnen domadder liewen, wou mer wéi beim IVL eng breet Diskussioun ufänken, eng breet Consultatioun och mat deenen, déi déi Gesetzer herno an der Praxis musse liewen an ëmsetzen, an da mengen ech hätte mer dat Gesetz hei à l'unanimité kënne stëmmen. Mir fir eisen Deel wäerten eis aus genee deenen Ursaache bei deem dote Gesetz enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

M Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Madame Mutsch, ech wollt Iech just un eppes nach erënneren. Dir hutt dee Bréif do zitéiert. Et ass richteg, dass dee Bréif geschriwwe ginn ass, mä zu engem Zäitpunkt wou d'Règlement-grand-ducauxen nach net virlouchen. Déi louchen herno alleguerte vir, wat selten ass.

(Interruptions diverses)

Et ass selten, dass e Gesetz hei an der Chamber gestëmmt ginn ass, wou all Règlement-grand-ducaux virlouchen. Dat war hei de Fall. Dat ass remarquabel an dat muss een ervirsträichen. Dee Moment wou mer dee Bréif geschriwwen hunn, stëmmt et, du waren déi nach net do. Déi waren dunn do. D'Madame Scholtes huet dat organiséiert. Déi huet eng ganz gutt Aarbecht gemaach. Si verdéngt och e Merci hei vun de Responsabele vun der Kommissioun, an duerfir mengen ech muss een dat, wat d'Madame Mutsch gesot huet, an deem Brëll kucken, deen ech Iech elo grad gesot hunn.

Une voix.- Doriwwer schwätze mer herno nach.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

Une voix.- Gusty, fënnef Minutten!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Sechs an eng hallef.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Hutt Der eng Pressekonferenz, Här Graas?

M. Gusty Graas *(DP)*.- Jo, jo, muer liest Der et an der Zeitung. Ënnert Ärer.

(Interruption)

Et ass engem awer vill méi liicht gemaach wann ee weess, datt keen nolauschtert vun der eegener Fraktioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et an engem Domän Regele gëtt, déi musse respektéiert ginn, dann ass dat jo awer ouni Zweifel an der Bautepolitik, an dat haut vill méi wéi jee. Kohärent bauen ass ouni Zweifel haut eppes wat gefrot ass, an de kontrolléierte Wuesstum muss och enger Rei vu Regelen ënnerworf ginn, besonnesch wat den Territoire ubelaangt.

Et ass natierlech awer an deene leschte Joren oder Jorzéngte festgestallt ginn, datt do awer zimlech wahllos kann ee bal soen duerch d'Land gebaut ginn ass, an et hu sech och an deem Sënn eng ganz Rei vu Konfliktsituatiounen agestallt. Fir déi u sech ze évitéieren an och fir u sech an Zukunft esou Problemer ze évitéieren, besteet eben doranner d'Konscht fir elo e gëuerdnet Mateneeliewen ze realiséieren, wou ebe wunnen, schaffen an och Fräizäit kënnen openeen ofgestëmmt ginn. Duerfir fält jo eben der Urbanismuspolitik haut esou eng wichteg Roll zou, an dat fänkt jo awer ouni Zweifel um kommunale Plang un.

Mä anescht wéi 1937 muss natierlech haut awer en aneren Esprit gëllen, well et ass u sech an der

Urbanismuspolitik awer eng nei Komponent derbäikomm, an dat ass déi vum Développement durable. De Conseil d'État, dee jo och net onbedéngt als e Gremium bekannt ass, wat sech elo schrecklech mat ökologesche Froen an der Déift beschäftegt, huet awer och d'Auteure souguer vun dësem Projet de loi félicitéiert, datt den Terme an och den Esprit vum Développement durable hei mat integréiert ginn ass.

Mir hunn an deene leschte Jore jo eng Rei vu legislativen Instrumenter hei geschafen, déi eis d'Méiglechkeet ginn, och d'Nohaltegkeet ëmzesetzen, an ech erënneren net méi spéit un d'Debatten, déi mer virgëschter haten.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Léiwer net! Léiwer net!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Dach, Här Bodry. Dat ware ganz interessant Debatten, an dat waren och Debatten, déi fir d'Zukunft…

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- D'Debatte waren interessant, den Text war awer schlecht.

M. Gusty Graas *(DP)*.- …vun dësem Land ouni Zweifel vu grousser Wichtegkeet sinn.

Um Terrain gesäit natierlech allerdéngs leider d'Situatioun oft munchmol aneschters aus, well ebe sech net oft genuch vläicht nach un den Esprit vun der Nohaltegkeet gehale gëtt, obwuel dat awer net onbedéngt a priori ëmmer d'Schold vun der Politik ass. Ech mengen och, dat soll awer emol hei gesot ginn.

Well nach huet een awer heiansdo d'Gefill wéi wann d'Denken an d'Wierken, wat wéi gesot d'Nohaltegkeet ubelaangt, an eiser Gesellschaft nach net staark genuch verankert wieren. De Rapporteur schéngt jo awer och an deem Sënn ze denken, an ech profitéieren och direkt vun der Geleeënheet hei fir dem Marco Schank merci ze soe fir säin excellente Rapport. Hien huet sech wéi gesot och mat der Thematik Développement durable ofginn an dowéinst wëll ech en och hei kuerz zitéieren: «Il est évident, voire indispensable que le Luxembourg doive franchir le cap des déclarations solennelles pour enfin intégrer les impératives du développement durable dans l'action politique notamment en matière de développement communal et urbain.» An dëst Gesetz soll op alle Fall dozou bäidroen, fir dem Prinzip vum Développement durable nach verstäerkt Rechnung ze droen.

Urbanistesch gestalten heescht awer och d'Wunnen esou realiséieren, datt eng Atmosphär ka geschafe ginn, déi d'Liewen agréabel mécht; an dozou gehéiert jo awer mat Sécherheet och d'Verkéiersgestaltung. Natierlech ginn och d'Meenungen auserneen, wat den Urbansimus ubelaangt. Urbanismus ass eppes wat net ëmmer kann objektiv gesi ginn, well eben do d'Meenungen, wéi gesot, oft differenzéieren.

Ech mengen awer, datt een trotzdeem soll eng gewësse Kritik och zu der Bautepolitik huelen, déi an deene leschte Jorzéngten op verschiddene Plazen hei zu Lëtzebuerg realiséiert ginn ass. An et ass och ze bedaueren, datt an eenzelne Gemengen och d'Gebailechkeete mat enger héijer architektonescher Substanz leider zerstéiert goufen. Et gi wahrscheinlech vill Gemengepäpp - an heibanne sinn der jo awer och -, déi kënnten e Beispill aus hire Gemengen zitéieren. Virun allem an de 60er an an de 70er Joren hat jo awer eng Bautepolitik hei zu Lëtzebuerg agesat, déi sech u sech zum Deel duerch fantasielos, kann ee scho bal soen, Héichbauten, Appartementshaiser ausgezeechent hat an och op ville Plazen d'Séil vun enger Uertschaft dach zum Deel zerstéiert hat.

Duerfir mussen eben haut aner Prémissë gëllen. Instrumenter hu mer eis jo u sech scho genuch ginn. Ech denken ënner anerem och un de Programme directeur, sou wéi en am Mäerz 2003 vun der Regierung ugeholl gi war, an natierlech awer och den IVL, deen eis och d'Méiglechkeet gëtt fir an der Bautepolitik an an der Urbanismuspolitik nei Weeër ze beschreiden.

De Projet de loi vun haut ass - an et si schonn e puer Virriedner, déi dat hei ënnerstrach hunn - net esou richteg as de Startbléck erauskomm an e geet u sech scho bis op d'Joer 1993 zréck, mä en erlaabt eis awer trotzdeem, d'Bautepolitik un eng méi modern Approche unzepassen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et natierlech hei mat engem ganz extrem komplexe Gesetz ze dinn, wat awer och - dat muss een hei soen - ganz minutiéis an eiser Kommissioun preparéiert gouf. An ech wëll och hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir virun allem och deene Leit vun dem zoustännege Ministère merci ze soen, déi awer mat vill Akribie a mat vill Asaz dozou bäigedroen hunn, datt am Endeffekt hei awer e gutt Gesetz erauskomm ass.

Ech mengen Eenegkeet huet awer op alle Bänke bestanen, datt et huet misse reforméiert ginn, datt d'37er Gesetz iwwerfälleg war an datt et huet missen dem modernen Zäitgeescht ugepasst ginn. Och wann een iwwert d'Form oder d'Aart a Weis, wéi d'Gesetz elo zustane komm ass, selbstverständlech kann diskutéieren.

Et sinn ouni Zweifel och eng Rei wichteg Bestëmmungen dra komm, déi awer elo mussen an der Zukunft beweisen, ob mer de legislative Kader vläicht net awer plazeweis ze vill enk gesträppt hunn. De Syvicol huet sech jo och a sengem Avis vum 22. Mäerz 2004 zimlech kritesch ausgedréckt, Här President, an e mécht sech och Suergen iwwert déi vill nei Prozeduren, déi natierlech och am Kader vun dësem Gesetz geschafe gi sinn. Jiddefalls, egal wéi gutt oder wéi schlecht dëst Gesetz och ass…

(Interruption)

… - ech sinn zwar éischter der Meenung, datt et gutt ass -, an Zukunft muss ee jiddefalls méi wéi jee och Spezialist sinn, fir duerch déi Législatioun iwwert d'Bebaue vun eisen Uertschafte kënne kloer doduerch ze gesinn.

Une voix.- Ah jo.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ze begréissen ass awer och, datt qualifizéiert Persounen, déi de PAG opstellen, eng Rei Contrainten operluecht ginn, well grad an der Bautepolitik muss awer och e gewëssene Garde-fou virgesi ginn, fir datt keng Abusën entstinn an datt net och déi Leit, déi PAGen u sech entwerfen, herno géingen do gewësse partikular Interessen dovunner spille loossen.

Et ass och beluewegend hei ervirzehiewen, datt mer och eng Rei vun interessanten Entrevuë mat interesséierte Kreeser haten. Ech denken zum Beispill och un d'Klenggäertnerliga, déi en eegene Problem zur Sprooch bruecht huet, deen een awer och net soll ënnerschätzen, an zwar dee vun der Kreatioun vun der Cité jardinière. Ech mengen, déi Fuerderung soll een och ganz eescht huelen, well duerch d'Schafung vun esou Citéen d'Kultivéiere vu sengem eegene Gaart u sech ka gerett ginn. Ech denke virun allem un déi méi grouss Agglomeratiounen, wou et haut oft net méiglech ass en eegene Gaart ze hunn, an dann ass et awer wichteg, datt ee virun allem deene Leit, déi dee Besoin verspieren - an et ass en interessanten a wichtege Besoin -, dann awer déi Infrastruktur géing zur Verfügung stellen.

Ech sinn also och der Meenung, wann eng serió Demande do ass, datt eng Gemeng och deem soll Rechnung droen, a wann d'Gemengen, wéi gesot, och nach Propriétaire wieren, da kënnt een déi Saach nach vill besser strukturéieren.

Den Artikel 9 vun deem zoustännege groussherzogleche Reglement erlaabt jo dann elo de Gemengen an hirem PAG sou genannt Zones de jardins familiaux auszeweisen. Da war jo och den Ordre des Architectes bei eis a mir sinn och effektiv der Meenung, datt ee bei der Opstellung vun der Lëscht vun deene Leit, déi herno agrééiert sinn e PAG auszeschaffen, muss mat kloere Kritäre virgoen.

Duerch dëst Gesetz kréien d'Gemengen - an ech hunn dat jo schonn deelweis hei gesot - awer och nei Contrainten operluecht. Ech denken zum Beispill dodrun, datt jo elo muss all sechs Joer de PAG op de Métier geholl ginn. All Kommunalpolitiker weess, datt dat natierlech e schwieregen an e komplexen Exercice ass, an d'Fro ass ze stellen, ob déi sechs Joer net awer ze vill en enken Délai duerstellen. Mä wichteg ass et awer, datt eng Gemeng sech permanent Gedanke mécht, wéi hire PAG nach kënnt adaptéiert ginn.

Dann och d'Tatsaach, datt elo bei engem PAG u sech och nach eng detailléiert Etüd muss gemaach ginn iwwer Optioune fir d'Zukunft, dat wäert natierlech och eenzel Gemenge virun zousätzlech Problemer stellen. Dernieft muss jo dann och nach en deementspriechende Rapport gemaach ginn. Dat bréngt bei ville Gemengen e Surplus un adminstrativer Aarbecht mat sech, déi se natierlech och net kënnen eleng maachen, an do musse si also och vu Spezialiste begleet ginn, well se och soss iwwerfuerdert sinn; ech denken natierlech hei virun allem un déi méi kleng Gemengen. Dat soll guer net pejorativ gemengt sinn, mä dat ass awer nun eben eng Tatsaach.

An awer si mer als DP der Meenung, datt et awer kee grousse Sënn gemaach hätt fir deene Gemengen, déi méi wéi 6.000 Leit zielen, sou wéi et jo och ursprénglech geplangt war, ze octroyéieren, datt se missten en Architekt astellen. Ech mengen hei soll een awer d'Autonomie communale spille loossen an d'Gemenge missten awer och d'Méiglechkeet hu selwer ze décidéieren, ob se mussen esou eng Persoun rekrutéieren oder net. Well et däerf ee jo awer net vergiessen, datt dat jo awer och nach mat zousätzleche Personalkäschte belaascht ass an, wéi gesot, duerfir si mer awer och zefridden, bal zefridde muss ech soen, datt elo konnt e Kompromëss fonnt ginn an datt u sech déi Contrainte do nëmme fir Gemenge gëllt, déi méi wéi 10.000 Awunner hunn. Wéi gesot, et soll een hei de Gemengen awer déi gewësse Marge loossen.

An da wëll ech awer och drop hiweisen, datt et jo awer eng sëlleche Privatbüroen hei zu Lëtzebuerg ginn, déi selon les besoins roueg kënne vun de Gemengen engagéiert ginn, fir kënnen déi Aarbechten auszehuelen. Jiddefalls ass de Beweis awer och doduerch bruecht, datt an Zukunft d'Gemengen nach méi an d'Flicht geholl gi wat d'Landesplanung ubelaangt.

(M. Nico Loes prend la Présidence)

Ech menge mir als Demokratesch Partei si jo bekannt, datt mer eis enorm asetze fir de Prinzip vun der Autonomie communale. Allerdéngs muss ee ganz fairerweis hei ënnersträichen, wann et ëm eng national Landesplanung geet, datt dann awer eng Rei vu Richtlinne mussen ausgewise ginn, un déi awer och d'Gemenge sech ze halen hunn, well mer soss keng Kohärenz an déi ganz Planung erakréien.

Vu datt et sech hei wierklech ëm eng ganz komplex Matière handelt, muss natierlech awer och eng adequat Informatiounspolitik gemaach ginn. Ech denken hei virun allem un de Bierger dobaussen. De Bierger, dee vill Problemer huet - an dat ass och liicht nozevollzéien - fir duerch ganz vill Prozeduren duerchzekucken. Och dat ass net pejorativ gemengt. Mir hunn eben eng ganz komplex Législatioun a ganz ville Beräicher a mir wësse jo och, besonnesch als Kommunalpolitiker, datt vill Décisiounen, déi vu Gemengeréit geholl ginn, besonnesch wann et sech elo ëm méi schwéierfälleg administrativ Prozeduren handelt, der Öffentlechkeet zu engem gudden Deel net bekannt sinn. Dofir mussen also nach weider Ustrengunge vun de Gemenge gemaach ginn, fir d'Bierger optimal ze informéieren.

Et ass och duerfir ubruecht, datt an Zukunft d'Modifikatioune vum PAG mussen a véier Dageszeitunge publizéiert ginn. Dat ass net nëmme gutt fir de Pressepluralismus, mä dat dréit och dozou bäi, datt d'Leit dobaussen och vill méi Méiglechkeeten hu sech do ze informéieren. Ech mengen awer och, datt een am Zäitalter vun der Informatik misst dem Site Internet nach eng vill méi grouss Bedeitung ginn, datt awer och iwwert dee Wee de Bierger sou vill wéi méiglech Informatioune matgedeelt ginn, besonnesch och wat d'Bautepolitik ubelaangt. A vu datt dat am Gesetz net esou zréckbehale ginn ass, kann een dat vläicht dem Intérieur mat op de Wee ginn. Ech gi jo dovunner aus, datt hei nach eng extra Circulaire ausgeschafft gëtt, fir dat Gesetz am Detail de Gemengenautoritéiten ze erklären, an datt een do och vläicht d'Recommandatioun mat op de Wee gëtt, datt se och sollen e Maximum vun hiren Internetsitë gebrauche fir, wéi gesot, déi Informatiounen ze divulguéieren.

D'Tatsaach, datt och elo e Règlement des bâtisses type fir d'Bautepolitik ausgeschafft gëtt, beweist jo och, datt de Wëllen do ass vun den Auteuren, fir méi Harmoniséierung an der Bautepolitik um kommunale Plang unzestriewen. U sech ass dat och eng verständnesvoll Saach, well d'Gemengen - an ech denken hei erëm eng Kéier virun allem un déi méi kleng Gemengen - dach oft vläicht op esou Richtlinnen ugewise gi fir ze kucken, wéi kann ech mech entwéckelen, wéi wäit sollen awer och meng Moyenë genotzt ginn, fir datt awer eng Kohärenz a menger ganzer Bautepolitik bestoe bleift.

Iwwert d'Mixitéit an deenen eenzelne Citéen hu mer eis vill ënnerhalen, mir hunn eis kontradiktoresch ënnerhalen. Mir sinn als Demokratesch Partei jiddefalls der Meenung, datt een do net soll ze vill dirigistesch virgoen, datt een de Gemengen hei net soll ze vill Oplage maachen, mä datt een de Gemenge soll awer d'Méiglechkeet iwwerloossen, wéi déi sozial Struktur soll an hirer Agglomératioun ausgesinn. Ech mengen, d'Gemenge si grouss an al genuch fir ze décidéieren, wéi u sech soll herno d'Mixitéit innerhalb hirer Uertschaft ausgesinn.

Här President, déi beschte Gesetzer verfeelen natierlech awer och hiren Zweck, wa se net mat deem richtegen an deem néidegen Esprit gesi ginn a wa mer net bereet sinn an der Landesplanung nach vill méi kloer an Zukunft op eis Ziler hinzeschaffen, dat heescht virun allem och de Landverbrauch anzeschränken oder och méi rationell ze notzen. Da brauche mer eis jiddefalls net ze wonneren, datt d'Liewensqualitéit an Zukunft wäert nach méi drënner leiden. Jiddefalls mussen och nei Lotissementer haut vill méi no ekologesche Gesiichtspunkte gesi ginn an esou datt den natierleche Liewensraum net däerf ze vill dorënner leiden.

An där ganzer Diskussioun däerf natierlech de regionalen Aspekt net vergiess ginn. Et ass evident, datt virun allem um Niveau vun de Regioune vill méi enk nach muss zesumme geschafft ginn. Do sinn awer gutt Beispiller. Ech erënneren un de ProSud zum Beispill, wou awer och elo zwielef Gemengen aus dem Süden sech zesumme gedoen hunn a wou elo eng gutt Struktur entstanen ass, fir och net nëmmen um Niveau vun der Landesplanung, mä doriwwer eraus awer och vill méi eng geziilten Zesummenaarbecht an d'Wee ze leeden. An dann natierlech muss een och erëm eng Kéier Referenz op den IVL maachen, deen eis jo awer och d'Méiglechkeet gëtt, virun allem fir um regionale Plang nach méi enk zesummen ze schaffen. Mä och do bei där Ëmsetzung mussen d'Gemengen, wéi gesot, ee vun den Haaptacteure sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech virdru gesot hunn, datt dëst Gesetz zimlech komplex wier, da muss een awer och drop hiweisen, datt jo awer och eng Rei vu Prozedurvereinfachungen hei elo dra sinn. Ech denken, datt dat virun allem och d'Gemengeréit wäert interesséieren an déi wäerten och doriwwer net onfrou sinn. Zum Beispill d'Ewechfale vum zweete Vote duerch de Conseil, wa keng Reklamatioun komm ass, ass ouni Zweifel eng gutt Saach a reit sech an eng logesch Suite an, fir datt een dee ganzen administrative Wee vereinfacht.

An deem Kontext muss een och drop hiweisen, datt d'Commission d'aménagement banne sechs Méint, nodeems datt se de kompletten Dossier kritt huet, muss een Avis ofginn. Och dat ass eng Verbesserung sonder Zweifel. Et muss een allerdéngs an deem Kontext preziséieren, wat ënnert engem kompletten Dossier vläicht ze verstoen ass.

An da si mer natierlech als Demokratesch Partei besonnesch zefridden, well dat eng Fuerderung ass, déi mer zënter Jore scho stellen, datt an Zukunft de PAP net méi muss der Commission d'aménagement ënnerbreet ginn. Well dat huet jo awer oft an der Vergaangenheet zu deelweis onnéidege Retardë gefouert an och, ouni der Commission d'aménagement elo ze no ze trieden - ech weess, déi Leit maachen och dat Bescht -, mä munchmol si jo awer do Avisen zréckbehale ginn, déi an de Gemengen net ëmmer op dat ganz grousst Verständnis gefall sinn. Dat huet awer och zum Deel dermat ze dinn, datt natierlech och déi Leit net kënnen all déi lokal Begebenheeten am Detail kennen.

D'Element vun der Konventioun jiddefalls gëtt jo och elo hei institutionaliséiert. U sech ass dat jo och eng gutt Saach. An der Praxis si jo u sech schonn esou Konventiounen zwëschent de Gemengen an de Promoteuren ofgeschloss ginn. Jiddefalls huet et hei dee Virdeel, datt d'Promoteuren elo an Zukunft hir Obligatioune méi konkret iwwermëttelt kréien. Natierlech ass dat awer och vum Käschtestandpunkt hier e Virdeel, well jo dann elo net méi u sech kënnen herno Saachen entstoen, déi am Virfeld anescht interpretéiert gi waren. Jiddefalls, doduerch datt den Délai am Gesetz ageschriwwen ass, gëtt och méi eng Sécherheet vis-à-vis vun de Bauhäre festgehalen, well d'Promoteuren eben elo ganz kloer wëssen, zu wéi engem Zäitpunkt datt se wat musse realiséiert hunn. Genausou wéi d'Stad Lëtzebuerg, déi jo e ganz interessanten Avis - leider e bësse spéit - ofginn huet - awer ganz interessant, muss een hei ënnersträichen -, froe mer eis och, ob et net besser wier, wa Modifikatioune vum PAG vun enger Gemeng missten d'office och den Nopeschgemenge matgedeelt ginn. Well haut, ech hunn dat virdru scho gesot, muss ee méi interkommunal, méi regional denken, an dowéinst wier och déi Information mat Sécherheet net vu Muttwëll.

An ech géing och hei da vläicht dem Innenministère dat mat op de Wee ginn, wann déi Circulaire rédigéiert gëtt, an dat wäert jo och dann net méi allze laang daueren, datt een och vläicht do d'Recommandatioun dra virgesäit, datt d'Gemenge sollen esou vill wéi méiglech am Verbond mat hiren Nopeschgemenge schaffen, wann Ännerunge vum PAG virgeholl ginn.

Interessant ass dann awer och den Artikel 24 vum Gesetz. Well hei si mer jo voll an der Diskussioun vun der Participatioun vum Bierger un deenen eenzelnen Infrastrukturen. De Bierger muss och hautdësdaags wëssen, datt d'Schafe vun Infrastrukture wéi Stroossen, wéi Schoulen, wéi Sport- a Kulturzentren natierlech enorm vill Geld kascht an datt dat och net alles zum Nulltarif ze kréien ass. Mir maachen eis jo och ëmmer vill Gedanken iwwert den Autofinanzement vun de Gemengen. Hei bitt sech u sech eng Geleeënheet de Gemengen nei Méiglechkeeten ze ginn, och hir eege Recetten ze verbesseren. De Flächeverbrauch, respektiv d'Versigelung kéint och un dës Tax gekoppelt ginn. Allerdéngs muss dëse Punkt verdéift ginn an ech wëll och hei ënnersträichen, datt mir als Demokratesch Partei alles anescht wéi Demandeur sinn, datt déi allgemeng Taxen- a Steierlaascht soll erhéicht ginn, sou datt, wann een de Wee géing goen, fir de Gemenge méi Fräiraum ze gi bei der Fixatioun vun esou enger Tax, dat awer an der gesamter Steierpolitik muss gesi ginn.

Op där anerer Säit däerf een natierlech net vergiessen, datt elo op Basis vum Artikel 29 nach muss e Rapport bäigeluecht ginn, wat zum Beispill d'PAP ubelaangt. Och do muss ee vläicht differenzéieren tëschent PAP a PAP. Mir hu PAPen, déi begräifen zwee, dräi oder véier Haiser. Do sinn zwar och Ännerungen dran. Dat heescht, och do kann ee gewësse Modifikatioune maachen an datt net déi Contraintë musse gëllen, déi allgemeng fir d'PAPe virgesi ginn. Sou mengen ech, datt een déi Rapporten awer och muss ëmmer a Fonctioun setze vun dem Objet vun dem PAP. Et gëtt jo, wéi gesot, dann awer och Exceptiounen, wou u sech iwwerhaapt kee PAP muss gemaach ginn.

En delikate Sujet ass jo awer ouni Zweifel och d'Expropriatioun. Et ass ganz kloer e schwéieren Exercice fir eng Expropriatioun virzehuelen. Allerdéngs muss een an engem Rechtsstat och ofschätze kënnen, wéini datt u sech d'Interesse vun der Allgemengheet Virrang vis-à-vis vun de Partikularinteressen huet. D'Gemenge kréie jo elo op Basis vun dësem Gesetz och d'Méiglechkeet, esou eng Prozedur anzeleeden. De Conseil d'État stellt mat Sécherheet och net zu Onrecht d'Fro, ob d'Gemenge genuch outilléiert si fir esou Operatiounen duerchzezéien. Besonnesch erëm eng Kéier, wéi gesot: Kleng Gemengen dierften an där Matière et net esou einfach hunn.

Ouni Zweifel ginn an dësem Gesetz eng Rei vun neie Méiglechkeete fir d'Gemenge geschafen, hirem Terrain nei oder spezifesch Attributiounen ze ginn. Allerdéngs muss een och do scho praktesch erëm e Fachmann si fir derduerch ze gesinn. Ech denken un d'Zone de développement, d'Zone à restructurer, de Remembrement urbain, d'Rectification de la limite de fonds oder d'Création de disponibilité foncière. Virun allem wat d'Entwécklungszonen ugeet, déi erlaben et jiddefalls de Gemengen, an Zukunft hirem Territoire nach méi spezifesch Objektiver ze ginn. Besonnesch fir gréisser Gemenge kann dat ganz interessant sinn. Wéi gesot, et ass u sech keen direkt neit Element. Et gi schonn eenzel Gemengen, déi sech dorobber beruffen. Mä et ass awer trotzdeem e wichtegt Element, wat de gesamten Urbanismus vun enger Gemeng ubelaangt a fir, wéi gesot, och kënnen d'Attraktivitéit vun der Gemeng deementspriechend ze erhéijen.

Ech wëll dann zum Schluss nach kuerz op zwee Punkten agoen. Éischtens d'Grondreserven, dat heescht d'Gemenge kënne jo sou genannte Réserves foncières elo ausweisen, dat un éischter Linn am Intérêt vum Logement. Mir wëssen, datt mer grad an deem Beräich eng grouss Nofro hunn, datt mer do eng Rei vu Problemer hunn an datt d'Präisser jo och nach ëmmer esou geréng sinn, datt jiddferee sech kënnt eppes leeschten. Also hei sinn d'Gemengen och schonn an Zukunft gefuerdert, fir där Demande entgéint ze kommen. Dat huet natierlech dann awer als Konsequenz déi héich Präisser, datt vill jonk Leit sech mussen héich verschëlden, alt oft bis iwwer 30 Joer. Sou datt ech der Meenung sinn, datt d'Gemengen hei awer eng gewësse Verflichtung fir d'Zukunft hunn.

Deen zweete Punkt wollt ech nach hei ënnersträichen, dat ass d'Obligation de construire. Ech mengen och hei soll ee sech kengen Illusiounen higinn a mengen, datt ee Gemengerot kënnt elo d'Leit obligéieren, wa se no engem Délai - loosst mer soe vun dräi Joer - net gebaut hätten, datt se da géingen expropriéiert ginn. Dat sinn an der Theorie ganz flott Virstellungen, mä an der Praxis weess een - an d'Buergermeeschteren an d'Schäffe wëssen dat nach besser -, datt dat net ëmmer esou evident ass.

Ech maachen och hei eng Referenz op d'Logementsgesetz, wou jo d'Gemengen theoretesch d'Méiglechkeet hu fir e Propriétaire, dee säin Haus net verlount, deen et eidel stoe léisst, ze forcéieren et ze verlounen. Ech wéisst awer mol gär, wéi vill vun deenen 118 Gemengen déi Prozedur an deene leschte Joren ugewannt hätten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn, wéi gesot, scho vun der Komplexitéit vun dësem Gesetz geschwat. Ech hunn och scho gesot, datt et wichteg wär, datt eng Circulaire géing elo esou séier wéi méiglech un d'Gemenge goen. Et wär och vläicht wichteg, datt och nach eng geziilten Informatiounscampagne géing gemaach ginn, fir, wéi gesot, de Gemengenautoritéiten dëst komplext Gesetz nach méi no ze bréngen.

Jiddefalls, d'Demokratesch Partei ass awer der Meenung, datt trotz deem gedrongenen Inhalt deelweis et awer e gutt Gesetz ass, datt et eis ouni Zweifel e Schrëtt no vir an der Urbaniséierung, virun allem an der kohärenter Urbaniséierung bréngt. Ze hoffen ass jiddefalls, datt d'Wuesse vun eise Gemenge mat dësem Text nach méi kohärent gëtt an datt virun allem awer och den Esprit vun der Nohaltegkeet méi wäert mat considéréiert ginn. Well virun allem gëtt jo awer duerch dëst Gesetz och nach e Lien hiergestallt zu dem Naturschutzgesetz an och zu dem nationale Plang vun der Nohaltegkeet.

Ech wëll ofschléissend awer och dem Marco Schank merci soe fir säi Rapport a selbstverständlech och d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Merci, Här Graas. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Aly Jaerling ageschriwwen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, fir d'éischt, well ech jo hei hu missen de Mëtteg an de Muere kämpfe fir op d'Riednerpult ze kommen an dat mer net gegléckt ass, wëll ech da just nach awer ganz kuerz op dee Kuddelmuddel agoen, deen hei opgefouert ginn ass am Zesummenhang mam Ordre du jour, wou ech just nëmme kuerz wëll bemierken, dass den Här Rippinger Recht hat wéi e gesot huet, dass an der Presidentekonferenz festgehale ginn ass, dass den Ordre du jour géif iwwer Mëtteg weidergefouert ginn. Ech wollt dat just hei preziséieren. Well ech war live derbäi.

(Interruptions)

An den Här Krecké an den Här Bausch waren och derbäi.

M. le Président.- Här Jaerling, schwätzt elo wann ech gelift zum Projet. Den Ordre du jour hu mer ofgeschloss.

(Interruptions)

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Elo ass d'Thema ofgeschloss, well ech sinn de Mueren net zu Wuert komm. Sou!

Här President, elo zum Projet. Dem Här Rapporteur, awer och alle Membere vun der Intérieurskommissioun wëll ech virop merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer net nëmme bei dësem Projet haten, mä och während deene fënnef Joer, wou ech d'Éier hat an dëser Kommissioun kënne matzeschaffen.

Wat elo dëse Projet ubelaangt, bei deem mer eis als ADR wäerten enthalen, stelle mir eis d'Fro, wéisou datt net dervu profitéiert ginn ass fir een neien Text ze schafen, an deem all déi Instrumenter am Zesummenhang mat der Planung respektiv der Organisatioun vum Aménagement national du territoire integréiert wieren. Well am gläichen Zäitraum hu mer et jo fäerdeg bruecht, wéi dëst Gesetz entstanen ass, den IVL auszeschaffen, wou all déi Dispositiounen dran enthale sinn, sou datt also schonn Iddien an Texter an Ausaarbechtung waren. Ech kann och do nëmmen d'Iwwerleeunge vun der Madame Mutsch deelen, déi mengen ech eng ähnlech Iwwerleeung vertrueden huet, dass mer besser gehat hätten eis méi Zäit ze loossen an dann en integralen, koordinéierten Text auszeschaffen, da bräichte mer vläicht net déi hei Texter spéitstens an zwee Joer erëm ze revidéieren.

Ech wëll just e puer Bemierkungen hei maachen, ganz kuerz, iwwer zwee Punkten, mat deene mer net kënnen d'accord sinn. Dëst Gesetz gesäit en urbanistesche Remembrement vir, deen d'Valeurë vun den Terrainen opdeelt an nei definéiert. Dat wär net de Problem, mä wat eis awer hei besonnesch stéiert, mat wat mer net d'accord sinn, dat ass dass de Prinzip vun den Enteegnungen an dësem Gesetz praktesch generaliséiert gëtt. Wann dat sollt d'Regel ginn, da bewege mer eis awer ganz kloer a Richtung Planwirtschaft, an da wäerten den Här Urbany an och den Här Gira sech ganz sécher freeën.

(Interruptions)

Zumools hei dra steet, datt d'Méiglechkeet besteet, datt déi enteegent Terrainë kënne gebraucht ginn, fir u privat Promoteure weiderzeleeden. Dat ass awer en Ënnerscheed, wann d'Enteegnung drasteet fir d'Utilité publique wéi am 37er Gesetz. Dat ass eng Saach, mä hei steet dran, dass awer d'Enteegnunge kënne gebraucht ginn, Leit enteegent kënne ginn, fir un aner privat Promoteure weiderzeginn.

Dat ass awer e kapitalen Ënnerscheed, Här Gira, a wann Der dat net verstanen hutt, da liest Äert Gesetz nach eng Kéier no.

(Interruptions diverses)

An dat steet ganz kloer am Artikel 96. Am Artikel 96 vun dësem Gesetz gëtt dat méiglech gemaach an domadder si mir als ADR net d'accord. Den ARD ass kategoresch géint esou Mesuren.

Jiddferee muss d'Urecht behalen op säi Grondbesëtz an och d'Recht behalen, deen iergendwann emol zum beschtméigleche Präis ze verkafen, wann en dat wëll, oder selwer ze bebauen zu deem Zäitpunkt, wou en et och fir richteg empfënnt. Voilà. A weder de Stat nach d'Gemengen hunn d'Recht sech doranner anzeméschen. Op jidde Fall kënne mir domadder net d'accord sinn, well hei och de Risiko besteet, dass Leit, déi sech Terrainen uschafen zum Beispill fir hir Kanner oder hir Enkelkanner, och déi Terrainen ewechgeholl kréien. Ech mengen, eleng schonn duerch dee Risiko, deen heimatter besteet, ass et schonn derwäert fir do dergéint ze sinn.

Dann, woumat mer och net kënnen d'accord sinn, dat ass mam Artikel 99, deen de Gemengen iwwer 10.000 Awunner e Service technique octroyéiert mat mindestens engem Architekt an engem diploméierten Ingenieur an Aménagement du territoire an am Urbanismus, an do derbäi och nach een oder e puer Fonctionnairen aus der Carrière vum Ingénieur technicien. Wéi ass et, wann d'Gemengen, wat jo bei där heiteger Situatioun net ka ganz ausgeschloss ginn, keng Suen hu fir esou e Service ze finanzéieren? Wéi ass et, wa mer keng Lëtzebuerger zur Verfügung hu fir déi Fonctionnairesposten ze besetzen? Wäerte mer dann d'Fonction publique fir Auslänner opmaachen, oder wat fir eng Léisunge wäerte mer dann do siche goen?

(Interruption)

Awer net am Fonctionnairesstatut, Här Gira.

(Interruption)

Dach, hei steet kloer am Gesetz dran, dass an deem Zesummenhang mat deem Service technique do Fonctionnairë mussen agestallt ginn. Ech mengen, dat steet ganz kloer am Gesetz. Ech hunn dat net erfonnt. Dat steet dran an ech hat esouguer mäi Bréll un, wéi ech et gelies hunn.

Provozéiere mer net hei och alt erëm eng Kéier eng Concurrence déloyale vis-à-vis vum Privatsecteur? Gi mer do net erëm hin a mir ginn do an de Privatsecteur gutt Leit ewechhuelen, fir se dann an dee méi lukrativen öffentlechen Déngscht eranzeloossen? Firwat loosse mer de Gemengen net de Choix, fir och kënne bei all Projet, vu Projet zu Projet, mat Privatentreprisen aus deene Beräicher ze schaffen, anstatt hinnen déi Servicer hei ze octroyéieren? Woubäi ech dann och nach wëll soen, dass d'Privatentreprisen och eng ganz Rei Saache géife vill méi bëlleg maachen, wéi wann dat vu Gemengeservicer gemaach gëtt.

Ech wëll och nach just e puer Wuert soen zu der Philosophie vun der Mixitéit, déi hei an deem Gesetz virgesinn ass. Ech mengen, mir si kloer fir eng Mixitéit. Mä et muss eng gesond Mixitéit ginn. Mä mir stellen eis awer d'Fro, bei deene Baupräisser, déi mer haut hunn, an an där Entwécklung geet et jo nach weider, wat fir eng Mixitéit dass een da ka schafen.

Ech mengen do ass de Problem, dass mer eng Mixitéit schafe vu Räicher a méi Räicher, bei där awer déi Leit, déi sech effektiv déi Terrainen oder déi Baupräisser haut net kënne leeschten, op der Streck bleiwen. Ech mengen do bleiwen och nach eng Rei Mesuren ze maachen, fir och do déi Mixitéit esou gesond ze maachen, wéi se an der Philosophie vun dësem Gesetz erwënscht ass. Dat kann een net nëmmen de Gemengen iwwerloossen. Do mussen och vum Stat aus nach aner Iwwerleeunge komme bei der Ënnerstëtzung vun de Leit, fir dass och Leit mat normale Paië sech kënnen een Eegenheem leeschten.

Dat war kuerz dat, wat ech nach wollt hei zu deem Gesetz bäifügen, well dat meescht jo scho gesot ass. Dat sinn och déi Ursaachen, firwat datt mer eis als ADR bei dësem Gesetz wäerten enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Camille Gira ageschriwwen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll et direkt am Ufank vu menger Interventioun soen: Déi Gréng hu sech duerchgerongen dëst Gesetz ze stëmmen. Et ass sécher, dëst Gesetz ass net perfekt. Dëst Gesetz ass och net komplett. Dëst Gesetz ass sécherlech verbesserungswürdeg an ech mengen, wann een elo wierklech vun den Echéancen hier nach e Mount Zäit gehat hätt, dann hätte mer och nach vläicht déi eng oder aner Verbesserung fäerdeg bruecht.

Ech wëll awer hei kloer an däitlech betounen, dass an eisen Aen dëst Gesetz net zu deene gehéiert, wou mir en Dënschdeg gefuerdert hunn et vum Ordre du jour ze huelen. Mir hu bal an zéng Sitzungen intensiv un dësem Gesetz geschafft. Mir hunn eng ganz Rei Amendementer zesummen ausgeschafft. Et war eng ganz konstruktiv Diskussioun, och tëschent Majoritéit an Oppositioun, an esou wéi ech dem deemolege Rapporteur de Virworf gemaach hunn, dass d'Loi électorale wierklech bâcléiert ginn ass, wëll ech awer hei fairerweis soen, dass ech hei net där Meenung sinn. Ech wëll em merci soe fir déi konstruktiv Manéier, wéi mer un dëst Gesetz erugaange sinn, wat e ganz komplizéiert Gesetz och scho war. Och dat vun 1937 war keen einfacht Gesetz. Dat erliewe mer als Gemengeverantwortlech all Dag op eise Gemengen.

Mä ech mengen, mir hunn zesummen eng uerdentlech valabel parlamentaresch Aarbecht gemaach an ech perséinlech hat op jidde Fall net dat Gefill, datt dat hei bâcléiert wier an ech wëll awer och betounen, dass nach rar bei engem Gesetz wierklech sämtlech Règlements grands-ducaux bis an de leschten Detail eis virlouchen. An een, dee sech Zäit geholl hat a Loscht hat dat duerchzeknaen, dee konnt wierklech bis an de leschten Detail d'Implikatiounen, net nëmme vun dësem Gesetz, mä och vun de Règlements grandsducaux novollzéien. An ech wier frou wann dat méi oft an dëser Chamber de Fall wier, dass een net eidel Hülse géing stëmmen, mä och dat wat bannen dran ass.

Dofir, ech sinn elo éinescht, wéi ech, net am Bistro, mä an der Bar war ënnen e Stack méi déif, an der Buvette, als Zeie vum Presidentrapporteur gehol ginn. Ech muss em do wierklech Recht ginn. Et stëmmt net, dass hei gehetzt ginn ass, an och déi lescht Amendementer sinn an aller Rou gestëmmt ginn an duerchgezu ginn.

Här President, mir stëmmen ënner anerem a virun allem och dëst Gesetz als Gréng, well mer der Meenung sinn, dass dëst Gesetz néideg ass. Mir stëmmen dëst Gesetz well et gebraucht gëtt, an dat gesäit jiddereen, mengen ech, dee mat oppenen Aen duerch eis Dierfer a Stied fiert. Et muss ee Qualitéitssprong an der Gestaltung vun eise Siedlunge kommen. Et gëtt héich Zäit, dass mer eppes géint d'Banaliséierung vun eisen Uertschafte maachen. Et gëtt héich Zäit, dass mer Moossname géint d'Zersiedlung vun eise Landschaften ergräifen. An déi Leit, déi wëllen eppes géint dës Tendenzen ënnerhuelen, kréie mat dësem Gesetz e valabelt Instrument an de Grapp.

Mir stëmmen och dëst Gesetz, well mer der Meenung sinn, dass de Moment gënschteg ass fir dëst Gesetz ze stëmmen. Den IVL huet et fäerdeg bruecht, dass eng gewësse Sensibiliséierung, esouwuel bei de Gemengeverantwortlechen, ech géing esouguer soen an der Populatioun entstanen ass fir déi ganz Problematik, an ech sinn der

Meenung, dass dëst e ganz wichtegt Instrument fir den Aspekt Siedlungsentwécklung bei der Ëmsetzung vum IVL ass.

Dofir schéngt et mer och sënnvoll déi zwou Problematiken zesummen unzegoen an och eng Sensibiliséierungscampagne dobaussen ze maachen, wou déi zwee Aspekter mat erageholl ginn, wou een de Gesamtaspekt IVL soll probéieren esou wäit wéi méiglech ënnert d'Leit ze bréngen an an engems awer profitéieren, fir besonnesch de Gemengeverantwortlechen, mä och deene concernéierte Leit, ech denken un Architekten, Urbanisten, Promoteuren an esou weider, an engems dat hei Gesetz méi no ze bréngen an och ze weisen, a wéi enger Hisiicht dëst Gesetz en Instrument ka sinn a soll si fir eng Rei Paradigmewiessel am Kontext vun der Urbaniséierung an der Entwécklung vum Lëtzebuerger Land mat sech ze bréngen.

An tatsächlech, Här President, mir sinn der Meenung, dass et eng Rei Verbesserunge bréngt vis-à-vis vun deem Gesetz vun 1937, wat doriwwer eraus, an dat hu schonn eng Rei Leit gesot, awer ganz grouss Verdéngschter hat. Et ass och esou, mengen ech, dass Leit, déi haut eng verantwortlech Entwécklungspolitik vun hirer Gemeng, vun hiren Uertschafte wëlle maachen, och gutt konnte schaffe mat deem Gesetz vun 1937. Och dat mierkt een, wann ee mat oppenen Aen duerch d'Land fiert. Buergermeeschteren, Conseilleren, Gemengeréit hunn deelweis mat deemselwechte Gesetz et fäerdeg bruecht. Déi eng hunn et fäerdeg bruecht hir Entwécklung am Grapp ze halen, aner Leit hunn et net fäerdeg bruecht, sinn iwwerrannt gi vu Promoteuren an anere Leit, an dorobber kommen ech herno selbstverständlech nach eng Kéier zréck, fir och kloerzestellen, dass e Gesetz net duergeet fir déi Problematik, déi ech hei ëmrass hunn, an de Grëff ze kréien, mä et ass awer schonn eng gutt Basis.

Déi Verbesserungen, déi mir gesinn, sinn eng Rei. Ech wëll se net am Detail hei opzielen. Ech wëll se kuerz skizzéieren.

Mir hunn endlech e Bezuch zum Gesetz vun 1999 iwwert den Aménagement du territoire an och de Programme directeur. Mir hunn awer Kritäre vum Développement durable dran an ech menge schonn, dass esou e Kritär och emol viru Geriicht eng Kéier kann erbäigezu gi fir ze soen, ma esou wéi hei eng Uertschaft wiisst, besonnesch am soziale Beräich, dat ass eppes wat mir ganz um Häerz läit. Architektonesch an esthetesch Feeler kann een nach vläicht redresséieren, mä wann an enger Gemeinschaft dat soziaalt Gefüge bis op der Kopp ass, da brauch et net eng, mä da brauch et zwou oder dräi Generatiounen, ier mer dat an der Kopp hunn, an ech menge schonn, dass et do och objektiv Kritäre gëtt fir ze soen, dat hei ass zum Beispill e Lotissement wat einfach par rapport zu dem Kär vun der Uertschaft ze grouss ass. Dat ass net soutenabel. Domat geheie mer d'soziaalt Gefüge an enger Uertschaft op d'Kopp, an dofir si mir och frou, dass dee Begrëff awer och an dëst Gesetz Afloss fonnt huet.

Da mengen ech och, dass et gelongen ass, eigentlech iwwert e pragmatesche Wee, an zwar iwwert d'Étude préparatoire, eng Integratioun vun den Aspekter Duerfentwécklung, Stadentwécklung a Plan vert afléissen ze loossen. Mir wëssen alleguer, dass mer eis scho seit Jorzéngte schwéier dinn, déi verschidden Instrumenter vun der Duerf- a Stadentwécklung aneneegräifen ze loossen. Mir hunn dës Duerfentwécklungspläng gemaach. Et sinn eenzel Stied, déi och Stadentwécklungspläng gemaach hunn. Ee Moment huet praktesch all Gemeng och e Plan vert gemaach. Et ass awer ni gelongen an et wier och bestëmmt keen einfacht juristescht Ënnerfaangen, déi dräi, véier Instrumenter an e kohärenten Text ze paken.

Dofir, muss ech soen, sinn ech eigentlech zefridde mat där pragmatescher Approche, déi hei geschitt ass, andeem ech deenen do Instrumenter elo net direkt eng legal Basis ginn, mä andeem ech einfach meng Étude préparatoire, fir en neie Bebauungsplang opzesetzen, esou gestalten an och an engem Règlement grand-ducal esou festsetzen, dass eigentlech de facto zumindest e Ministad- oder Duerfentwécklungsplang an och d'Aspekter vum Plan vert mussen afléissen am neie Bebauungsplang.

Ech muss soen, dass dat an eisen Aen awer och e Fortschrëtt ass. Dass mer ënner Bebauungsplang net nëmme méi verstinn, wou däerf elo gebaut ginn a wou net a wou hält de Perimeter op a wou fänkt en un. Dat war awer dat wat ganz oft an de Gemengeréit bis elo deen eenzege Sujet war, wann et geheescht huet, mir änneren eise Bebauungsplang. Ech menge schonn, dass hei eng aner Qualitéit an d'Diskussioune wäert erakommen, dass awer elo all Gemengerot e bësse méi wäit muss denke wéi just déi do Saachen ze klären.

Dann ass en Detail, dee vläicht engem, deen net esou gewinnt ass am Alldag sech musse mat der Problematik ze beschäftegen, deem géing dat hei elo net opfalen, mä fir mech ass de Fait, dass deemnächst all PAP muss d'éischt un de Schäfferot goen, ier en un d'Commission d'aménagement geet, e substanzielle Paradigmewiessel. Ech mengen, domat kréien d'Gemengen emol endlech erëm d'Mainmise op dat wat bei hinne geschitt. Well et ass an der Praxis politesch net esou einfach, wann de Promoteur scho Geld an de Projet gestach huet, wann en de Wee gemaach huet iwwert d'Commission d'aménagement, fir dann zum Beispill wierklech radikal ze soen, dat do kënnt iwwerhaapt net a Fro, wat Dir hei gemaach hutt.

Dat hei wäert sécherlech d'Zesummespill tëschent privater Initiativ a politescher Responsabilitéit wesentlech änneren. An ech mengen, wann da Leit komme mat Projeten déi total farfelu sinn, dann hoffen ech dass genuch Schäfferéit de politesche Courage hu fir och direkt ze soen: Hei, vergiesst dat do. Gitt erëm zréck a maacht Är Hausaufgaben a kommt emol mat engem valable Projet heihin an da schwätze mer doriwwer.

An da mengen ech, dass och eng Commission d'aménagement vläicht et méi liicht an Zukunft huet, wa se awer schonn emol Projete kritt, déi duerch de Bréll vun de Schäfferéit gefiltert sinn an och duerch deen Avis succinct vun de Schäfferéit awer weess, ob dee Projet do fir zwee Sou an där jeeweileger Gemeng gedroen ass oder ob dat do e Promoteur ass, deen esouguer probéiert laanscht de Schäfferot an de Gemengerot e Projet duerchzeboxen, dee wierklech awer guer net an déi Géigend passt.

Da sinn nei wichteg Instrumenter an deem Gesetz dra wéi d'Zones de développement, d'Zones à restructurer, wou ech perséinlech ganz frou sinn, dass do fir d'éischt emol, an dat ass awer och e Paradigmewiessel, d'Virkafsrecht fir d'öffentlech Hand geschafe gëtt. Ech maache mer och do näischt vir, dass elo muer dat dote soll flächendeckend an alle Gemengen agesat ginn. Mä nach eng Kéier: Dat gëtt awer engem Schäfferot, engem Gemengerot, dee wëllt selwer eng aktiv Roll spillen an der Entwécklung vu senger Gemeng, Méiglechkeeten, eng Chance ze hunn um fräie Maart.

Och do wësse mer wéi schwiereg et ass, de Moment als Gemeng u Bauterrain ze kommen, well e privaten Promoteur ëmmer nach ganz aner Méiglechkeeten huet, mat engem Propriétaire eens ze ginn. Ech wëll net soen, dass dat gang und gäbe ass, mä et weess een awer, dass do alt eng Rei Euro oder honnertdausende vun Euroen ënnert dem Dësch ginn. Et kann een och nach aner Arrangementer fannen. Hei kréie mer als Gemeng awer eng Méiglechkeet, do méi eng aktiv Roll ze spillen. Datselwecht ass bei de Réserves foncières.

Da mengen ech och, dass et muss méiglech sinn, nodeem d'Utilité publique deklaréiert ginn ass - an Här Jaerling, dat hutt Der net gesot, Dir kënnt net nëmmen deen een Artikel zitéieren, Dir musst och deen Artikel virdrun zitéieren. Do steet nämlech ganz kloer dran, dass déi Expropriatioun nëmme ka geschéien, wa virdrun no enger klorer Prozedur d'Utilité publique deklaréiert ginn ass. Well esou wéi Dir et hei duergestallt hutt, wär ech nämlech och mat Iech d'accord. Et kann net sinn, dass ee kann expropriéiert ginn, an da kritt e Privatpromoteur et. Ma hei ass jo eng ganz Prozedur virdrun. Fir d'éischt muss emol d'Utilité publique deklaréiert ginn.

Mir als Gréng sinn der Meenung, dass awer de Fait, dass een d'Chance huet, Besëtz ze hunn, net nëmme Rechter, mä och Flichte gëtt. An ech soen Iech awer och als Buergermeeschter: Et kann awer net sinn, wann een dräi Hektar bescht Bauland mëtten am Duerf huet, wat alle Kritäre vun engem IVL géing entspriechen, dass dann ee Querkapp, dee wëllt spekuléieren an nach iwwer Joren a Jorzéngte Milliounen dobäigewannen, kann eng ganz Entwécklung vun enger Uertschaft ophalen!

Här Jaerling, do sinn ech wierklech net mat Iech d'accord. Dat huet näischt méi mat fundamentale Mënscherechter ze dinn, mä do mëssbraucht ee seng Chance, Propriétaire vun engem Terrain ze sinn, fir d'Allgemengheet wierklech fir domm ze verkafen! An do, muss ech Iech soen, hätt ech als Buergermeeschter awer och keng Hemmungen, wann, nodeem all Méiglechkeeten, fir am Gudde mat esou engem Mënsch eens ze ginn, erschöpft wären, hätt ech perséinlech kee Problem, fir dann awer och déi Utilité publique ze deklaréieren an ze soen: Hei geet Allgemeinrecht vor Privatrecht!

Privatbesëtz bréngt net nëmme Rechter, mä bréngt och Flichten, an hei ass vläicht e ganz wichtegen Aspekt wou een och muss déi Leit, déi d'Chance hu Proprietéit ze hunn, an d'Flicht eranhuelen.

An da schlussendlech gëtt och eppes festgehalen, wat zwar scho ganz oft gängeg Praxis ass, nämlech dass bei engem PAP eng Konventioun dobäikënnt. Wéi gesot, eng ganz Rei Gemenge maachen dat schonn. Ech hunn awer dat Gefill, leider nach laang net all. Dat gëtt engem och als Gemeng d'Méiglechkeet, awer och e Promoteur mat erunzezéien.

A schlussendlech kënnt et zu enger Harmoniséierung hei am Land. Ech bedauere wierklech d'Architekten an d'Urbanisten, dass, wa se iergendwou e Projet maachen, se sech fir d'éischt emol mussen hisetzen an am Detail dee jeeweilege Bebauungsplang vun där Gemeng studéieren. Mir hunn 118 verschidde Bebauungspläng, mir hunn 118 verschidde Bautereglementer, mir hu verschidden Termen: Wat an där enger Gemeng Zone différée ass, heescht an enger anerer Gemeng schonn erëm eppes aneschters.

Dofir begréisse mir als Gréng absolut déi Harmoniséierung, déi hei an d'Bestëmmunge kënnt. An ech weess net, dofir kann ech och net gradsou d'Bedenke vun der Madame Mutsch deelen, ob mir eis do richteg verstinn. Wann ech op jidde Fall dee Règlement grand-ducal iwwert d'Bautereglement richteg verstanen hunn, dann ass dat e Virschlag, deen ausgeschafft ginn ass an deen eigentlech soll dozou féieren, dass eng gewëssen Harmoniséierung kënnt.

Wann ech awer richteg verstanen hunn, huet awer all Gemeng d'Recht, hiert Bautereglement weiderhin a voller Autonomie ze stëmmen. A wa se mengt, si misst en total anert stëmmen, da stëmmt se ganz anescht. Esou hunn ech et verstanen. An ech begréissen, dass fir eemol e kohärenten Text do läit, wou ee sech kann dat eraussichen. Et ass evident, dass mer och an Zukunft nach wäerten zu Biekerech en anert Bautereglement wéi zu Esch hunn, mä ech mengen awer, dass déi ganz Démarche hei awer eng Harmoniséierung vun de Bautereglementer, vun de Bebauungspläng bréngt.

Mir hunn eng Légende type an deemnächst wäert zu Esch eng Zone différée eppes Ähnleches bedeite wéi zu Biekerech, wat de Moment net de Fall ass, an da fannen ech awer wierklech keen Agrëff, dat muss ech Iech awer ganz éierlech soen, Här President, an d'Autonomie, mä dat féiert zu enger Harmoniséierung vun de Prozeduren. Dat erlaabt och, dass mer méi schnell gewëssen Dossiere kënnen evakuéieren.

Am Résumé also eng ganz Rei Verbesserunge vis-à-vis vum Gesetz vun 1937. Wa mer dat Gesetz net gestëmmt hätten an eis eventuell enthalen hätten, da wär et aus zwou Ursaache gewiescht, nämlech well eis zwee Aspekter feelen an deem Gesetz.

Dat eent ass deen iwwert d'Energie. Ech sinn der Meenung, dass mer hei eng Geleeënheet gehat hätten dofir ze suergen, dass déi a mengen Ae wichtegst Erausfuerderung vum 21. Jorhonnert, nämlech d'Energiefro, hätt kënnen a missen hei erakommen. Wann et deemnächst méiglech ass, dass a Gemengen - an ech hoffen, dass dat ëmmer méi a méi kënnt - Nahwärmenetzer geluecht ginn, da mengen ech misst eng Gemeng d'Méiglechkeet hunn, a gewëssen Zonen en Anschlusszwang fir un esou Nahwärmenetzer ze maachen a kënnen ze deklaréieren.

Wa mer dat net kréien, da komme mer menger Meenung no net weider, da bleift et um Niveau vun de Pilotprojeten an dann dauert et nach Joren a Jorzéngten, bis mer dee leschte Propriétaire dozou hunn, dass dee sech och uschléisst. Ech weess, ech gi gären zou, mir hu jo och laang doriwwer diskutéiert, dass de Moment eng relativ onsécher respektiv net existent legislativ Basis an deem dote Beräich do ass. Ech wär dann awer wierklech frou, wann déi nächst Regierung géing direkt am Ufank vun der Legislaturperiod deen doten Aspekt kucken an eng legal Basis schafen, fir dass d'Gemengen déi dote Méiglechkeet kréien.

Ech plädéieren hei net dofir - dass ech do richteg verstan ginn -, dass et dat iwwerall misst ginn, mä déi Gemengen, déi d'Chance hunn oder Projeten an deem Beräich hunn - ech denken un d'Auskoppele vun der GuD-Zentral zu Esch als Beispill -, ech ka mer virstellen, wann do déi zwou Gemengen net iergendwéi eng Kéier kënne soen: Ma déi heite ganz Quartieren, déi hunn en Anschlusszwang, an all Kéiers wann engem seng Heizung futti ass, da gëtt en einfach gezwongen, do unzeschléissen.

Ech wëll soen, dass mer do net d'Rad géingen nei erfannen. Da dote gëtt et längst a Länner wéi Dänemark, déi wäit fort si mat Nahwärmenetzer an de Stied an esou weider an esou fort. Ech mengen dat wär en Aspekt, dee mer dréngend brauchen. Soss brauche mer wierklech net méi iwwer Kyoto ze schwätzen, mir brauchen net iwwer Klimaschutz ze schwätzen, wa mer dat doten net kréien.

An dat Zweet ass dat wat d'Madame Mutsch och schonn opgeworf huet, d'Entwécklungsgesellschaft. Ech menge schonn, dass dat e wichtegt Instrument gewiescht wär. Et sti ganz oft och a klenge Gemengen al Bauerenhäff eidel, oder soss Strukturen, a grad déi kleng Gemengen hunn net de Budget fir esou Objeten opzekafen, ze plangen, se an d'Rei ze setzen an duerno eventuell erëm ze verkafen oder ze vermieten. Ech menge mir hu sécherlech Instrumenter fir soziale Wunnengsbau ze maachen, mä mir missten och Instrumenter hu fir Wunnengsbau ze maache fir Leit, déi net ënnert déi sozial Konditioune falen, an dat wär awer e flott Instrument gewiescht.

Ech fäerte wann dat dote weiderhin deenen eenzelne Gemengen iwwerlooss ass, da wäert an deem Beräich net vill geschéien, well dat awer vill Gemengen dépasséiert, souwuel vum techneschen Knowhow wéi vun de finanzielle Capacitéiten. An do wär ech perséinlech och ganz frou gewiescht, wa mer praktesch e Fonds du logement bis kritt hätten, deen zesumme mat de Gemengen och wierklech systematesch iwwer Land gaange wär an esou Objete gemaach hätt.

Et géing eis net nëmmen erlaben, d'Präisser ze drécken, besonnesch vun de Bauplazen. Et géing eis och eng Rei Pilotprojeten erlaben, de Leit dobaussen ze weisen, dass tëschent dem Bungalow mat aacht Ar an dem Appartementshaus mat 30 Appartementer een och nach Täschesiedlunge ka schafen, déi méi kompakt si wéi e Bungalow, mä wou awer d'Liewensqualitéit ganz gutt ass, jo souguer méi grouss, wéi wa jiddfereen eng Buerg ronderëm säin Haische baut.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et éinescht schonn ugeschwat, ech maache mer awer och näischt vir: De Vote eleng vun dësem Gesetz wäert net duergoen, fir méi Qualitéit an den Urbanismus zu Lëtzebuerg ze bréngen a méi Liewensqualitéit an eis Dierfer a Stied. A mengen Ae mussen do esou séier wéi méiglech nach eng Rei ganz aner Moossnamen dobäikommen. Ech bedaueren net, dass hei eng Circulaire vum Ministère de l'Intérieur duergeet, fir an de Gemengen éischtens d'Gesetz an d'Praxis ëmzesetzen, och fir déi néideg Sensibilitéit ze entwéckelen.

Ech menge schonn, dass hei eng Rei regional Réunioune sollte gemaach ginn, wou och u konkrete Beispiller soll gewise ginn, wéi et an der Vergaangenheet funktionéiert huet, mam 37er Gesetz, wéi et mat deem neie wäert funktionéieren. Da mengen ech och, dass grad fir déi kleng Gemengen eng Hëllefstellung vum Ministère muss kommen. Dofir sinn ech scho frou, dass am Beräich Ënnerlagen, wat weess ech, Bebauungsplang, Bautereglement, elo schonn eng Rei Texter do leien; och an de Konventioune läit jo an Tëschenzäit eppes vir. Dat si vläicht Klengegkeeten, mä et ass genau dat wat d'Liewen dobaussen an de Gemenge vereinfacht a wat dozou bäidréit, dass mer e bësse méi eng uniforme Bebauung iwwer Land kréien.

Et sinn awer och ganz aner Leit nach gefuerdert, an ech hat grad de Questionnaire vun der OAI, deen un déi eenzel Parteie verschéckt ginn ass, wou se froen, wéi mir da géingen als Politiker d'Responsabilitéit gesinn, fir hinne méi Aufgaben ze ginn. Ech muss soen, déi Leit oder hire Beruffsstand musse sech awer och selwer heiansdo e bësse mat der Nues huelen an do muss awer och nach villes geschéien.

Ech hu mol eng Kéier an engem Artikel vun dem OAI gelies, d'Buergermeeschtere wären amgaangen d'Lëtzebuerger Land dobaussen ze verschampléieren. Ech war do relativ rosen, well et ass jo awer esou, Här President, op de Pläng vun deene ville grujeleche Bungalowen a vun deene ville gräissle-

chen Appartementshaiser, déi dobaussen am Land entstinn, ass neierens d'Ënnerschrëft vum Buergermeeschter drop, mä do ass ëmmer d'Ënnerschrëft vun engem Architekt drop, an ech weess, dass déi Ënnerschrëft do ganz oft just pro forma ass, mä awer 50.000 Frang Wäert ass.

Dann, muss ech soen, muss den OAI bei sech a bei hire Memberen ufänken an dofir suergen, dass déi schwaarz Schof bei hinnen - an där gëtt et awer eng Rei - d'Handwierk geluecht kréien, dass wann Architekt drop steet, och Architekt dra steet, an dass mir net weider Clés-en-mains-Geschichte kréien, wou een awer ganz labber iwwert d'Joer mat e puer Ënnerschrëfte wesentlech méi verdéngt wéi mir alleguerten, déi heibanne sëtzen; dat gehéiert awer och dozou. Et muss dach och awer méiglech sinn, dass sech Architekten net nëmmen op gréisser ëffentlech Bauten a Prestigeobjete stierzen, mä sech och nach derwäert fanne Pläng ze maache fir en Eefamilljenhaus oder fir e klengt Lotissement mat véier, fënnef Haiser oder fir eng Ëmwandelung vun engem Bauerenhaff. Heiansdo hunn ech dat Gefill, dass awer och do eng Rei Leit et net méi derwäert fanne sech Gedanken ze maachen a sech Zäit ze huelen, fir ze weisen dass een och do Liewensqualitéit am Klenge ka schafen.

Da stellt sech fir mech d'Fro vun der Qualifikatioun vun de Promoteuren. Et ass esou e wichtege Beruff an eisem Land a bei engem Land, wat esou dynamesch wiesst a puncto Demokratie, spillen déi Leit eng wichteg Roll. Ech kennen de Projet vum Droit d'établissement net am Detail an ech weess net ob een heibannen ass, dee mir kann eng Äntwert ginn. Gëtt endlech an deem neie Gesetz och eng minimal Qualifikatioun fir d'Promoteure verlaangt? Geschitt dat, …

(Interruption)

…da sinn ech frou doriwwer. Well als eenzel Qualifikatioun wëllen esou schnell wéi méiglech esou vill ewéi méiglech Geld verdéngen, dat, fannen ech, ass e bësse schappeg als Qualifikatioun fir deen dote wichtege Beruff kënnen auszeüben. Op jidde Fall muss do och nach ganz villes geschéien.

Da bleiwe mir als Gréng dobäi, ouni eng substanziell Reform vun der Grondsteier bleift villes, wat hei op dësem Pult diskutéiert ginn ass, och am Kontext IVL, Makulatur. Mir hu 6.300 Hektar, déi disponibel si fir an d'Bebauung, och fir Entreprisen nidderzeleeën. Mir bleiwe bei eiser Meenung. Wann net eng substanziell Grondsteierreform kënnt, déi wierklech Drock op déi Leit mécht, déi déi 6.300 Terraine besëtzen, dann, mengen ech, geschitt net ganz vill. An ech wollt an deem Kontext och froen: Wat ass aus där Motioun ginn, déi mir hei am Kontext vun der Debatt iwwert d'Stadgemenge gestëmmt haten, wou mir als éischt dee klenge Schrëtt gefrot haten, ob et beim Impôt foncier machbar wär fir den A, wat land- a fortwirtschafltech Terrainen ubelaangt, vun dem B ze splécken, wat nämlech d'Terrainen am Perimeter wären? Ass domat eppes geschitt, Här Minister?

Ech wär frou, wann ech do eng Äntwert kréich. A wann do nach näischt geschitt ass, da wär ech ganz frou gewuer ze ginn, firwat nach näischt geschitt ass. Do kéinten eng Rei Gemenge mam gudde Beispill virgoen an hir Terrainen innerhalb vum Perimeter méi staark belaaschte wéi baussen.

Dann ass et awer esou - an och dat seet den OAI an sengem Text ganz richteg -, mir mussen alleguerten erëm e Gespier kréie fir Proportiounen, fir Qualitéit, fir Baue mat der Natur. D'Technik huet haut keng Grenze méi. Mir kënnen haut Haiser egal wouhi setzen, matsen an d'Supp a matsen an den Hang - eng Rei rëtschen der zwar duerno, mä dat hält awer déi duerno net of fir nach en Haus niewendrun ze setzen. De Fait, dass d'Leit immens vill reesen an an enger gudder Atmosphär eng Vakanz an enger spuenescher Hacienda verbréngen, bréngt se dann dozou, dass se, wa se heem kommen an hiren Dram vun engem Haischen am Gréngé wëllen erfëllen, sech dann natierlech permanent un déi 14 Deeg a Spuenien erënneren a mengen, si missten elo déi Liewensqualitéit an en éisleker Duerf bréngen an hir Hacienda do opriichten.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

A schlussendlech déi extrem Individualiséierung, wou d'Leit net méi d'Gefill dofir hunn, fir als ugepasstent Element an engem ganze Grupp och kënnen dozou bäizedroen, dass eng Strooss harmonesch ass, dass en Duerf flott bleift. Dat sinn alles Tendenzen, déi mir natierlech an eiser ganzer Gesellschaft matgemaach hunn an déi et sécherlech net esou einfach wäert si vun haut op muer erëm ëmzedréien. Et ass net einfach de Leit kloer ze maachen - als Buergermeeschter weess een dat -, dass en Duerf méi ass wéi d'Zomm vun deenen eenzelnen Haiser an dass heiansdo en eenzelt Haus et fäerdeg bréngt, fir eng ganz Strooss ze verschampléieren.

Dat ass sécherlech e laange Prozess. De Georges Calteux hat et an de 70er, 80er Jore fäerdeg bruecht, eng verlueregaange Sensibilitéit fir deen ale Patrimoine erëm waach ze maachen an ze entwéckelen - ech mierken dat all Dag an der Gemeng bei eis. Et ass haut keen Thema méi. Jiddfereen, deen haut en alt Bauerenhaus keeft, dee weess wat en ze maachen huet. Do brauch ee kengem méi op d'Fangeren ze klappen, dat ass esou a Leif a Blutt iwwergaangen, dobausse geschéie praktesch keng Feeler méi. Ech stellen och mat Genugtuung fest, dass déi auslännesch Matbierger a Matbiergerinnen, déi bei eis kommen, ganz schnell gesinn a verstinn, wat sech do gehéiert a wat net passt. An dofir, mengen ech, misste mir Reesender a Saachen Urbanismus iwwer Land schécken, mir misste Vendeuren a Saachen Architektur an d'Dierfer an an d'Stied schécken, fir erëm e Bewosstsäin fir zäitgeméiss an zäitgenësseg Architektur ze entwéckelen a mir misste kloer maachen, wat nohaltegen Urbanismus soll sinn.

Et steet also eng gewalteg Aufgab virun eis. Dat ass schonn am normale ganz schwéier, mä an engem Land, wou d'Demographie esou galoppéiert, ass et nach vill méi schwéier. A wann an där Demographie och nach esou vill auslännesch Leit komme fir mat enger anerer Geschicht, mat enger anerer Kultur, mat enger anerer Traditioun ze bauen an d'Liewen ze organiséieren, dann ass et dräifach schwéier. Mä op där anerer Säit, fannen ech, ass et awer eng Chance fir Lëtzebuerg. Mir kéinte weisen, dass et machbar ass zäitgeméiss Architektur ze maachen, wou Afléss aus ville Kulturkreeser afléissen. Ech mengen, dass eis dat bis elo nach net gelongen ass, an dat ass eng grouss Erausfuerderung.

Ech weess, wéi gesot, dass dëst Gesetz sécherlech et net wäert fäerdeg bréngen, all dës Problemer ze léisen, mä déi nächst Regierung kann a muss op jidde Fall hëllefen, dass déi nächst Gemengeréit dëst Instrument am Sënn vun enger nohalteger Entwécklung vu Lëtzebuerg benotzen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Den Här Klein huet d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur merci fir säi gudde Rapport, deen en hei virgedroen huet. Ech félicitéieren him och fir déi Kraaft, déi hien agesat huet, fir ze versichen eis ze iwwerzeegen, dass hei an dësem Projet sollt eng gutt Viraarbecht geleescht gi sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Mutsch huet ausféierlech op d'Mängel vun dësem Projet de loi higewisen. Mängel, déi eis dozou bewege fir eis bei dësem Projet de loi ze enthalen. Dëse Projet de loi soll d'Transpositioun si vum Geescht vum Gesetz vun 1999, iwwert den Aménagement du territoire, op den Territoire vun de Gemengen. Et ass och en Instrument fir den IVL ëmzesetzen an et ass och en Instrument fir de Programme directeur d'aménagement du territoire ëmzesetzen - sollt et sinn.

D'Gemengepolitiker wësse wat fir eng Wichtegkeet dës Gesetzgebung fir se huet, fir d'Gemengeréit, d'Schäfferéit a besonnesch d'Buergermeeschteren, deenen hiert Handwierksgeschier et ass - a mir hunn all Dag domadder ze dinn. Dat war och schonn de Fall fir d'Gesetz vun 1937, wou mir wëssen, dass dat Gesetz fir de kommunale Politiker méi agesat ginn ass wéi dat organescht Gesetz vun 1988, wat méi fir d'Verwaltung do ass. Mä dat heiten ass wierklech eppes woumadder dass déi kommunal Politiker beständeg amgaange sinn ze schaffen, an dofir wéilt ech direkt kritiséieren, dass bei der Ausschaffung vun dësem Projet de loi déi Haaptacteuren, d'Gemengen, net genuch agebonne waren, praktesch guer net agebonne waren.

Dat Gesetz hei huet eng laang Virgeschicht, 1993 ass schonn driwwer geschwat ginn an ënnert dem Innenminister Jean Spautz, deen haut eise Chamberspresident ass, ass de Projet de loi déposéiert ginn. 1999 ass de Syvicol fir d'éischt mam deemolegen Text befaasst ginn, fir en Avis ofzeginn. D'Versioun vun deemools ass och vum Syvicol ënnersicht ginn an deen huet och dozou seng Stellung geholl.

Zur leschter Versioun ass d'Vertriedung vun de Gemengen net méi gefrot ginn. Se huet sech awer selwer befaasst an huet hiren Avis den 22. Määerz un déi zoustänneg Kommissioun vun der Chamber ofgeliwwert. An et ass iwwerhaapt keng Notiz geholl ginn iwwert de Contenu vun deem Avis. Et ass just zur Kenntnis geholl ginn, dass mer gesot haten, dass mer geschriwwen haten, dass mer kritiséiert hunn, dass mer net méi befaasst gi wieren, a mer sinn zur Konklusioun komm, mir hunn d'Règlements grand-ducaux net kritt, a mer hu gesot, dass just an de Règlements grand-ducaux d'Detailer wären, wou d'Gemengen am meeschten domat ze dinn hätten, a mir wéilten déi gesinn an doriwwer nach eis ausdrécken, ier d'Chamber sollt hei iwwert dëse Projet de loi befannen.

(Interruptions)

Mir hu selbstverständlech déi Règlements grand-ducaux net kritt, mä d'lescht Woch eréischt. Sou dass mir an der Onméiglechkeet waren, fir eis zu dëse Règlements grand-ducaux auszedrécken. Mir hunn nämlech geschriwwen: «Devant ces facteurs inpondérables, le comité tient à ce qu'il soit procédé au sursis du vote de la loi et que la possibilité soit offerte au Syvicol de s'exprimer au sujet des règlements grand-ducaux restés en souffrance.»

Den Här Generalsekretär vum Syvicol kënnt selbstverständlech heihinner an e seet, ma mir hu jo awer elo déi Règlements grand-ducaux kritt, mä mir hunn awer net driwwer befonnt. Mir hate keng Zäit, mir waren an der materieller Onméiglechkeet fir doriwwer ze schwätzen. Wou solle mir dann och nach an esou engem Koup vun Texter, an esou enger Wull vun Texter, wou mer op den Ensembel vun de Règlements grand-ducaux gewaart hunn, an aacht Deeg hei eisen Avis dozou ofginn. Mir haten eisen Avis zum Fong vum Gesetz ofginn an ech hunn Iech gesot, dass dem Contenu vun deem Avis net Rechnung gedroe ginn ass. An dat fannen ech traureg, dass just der Meenung vun den Acteuren, déi mat dësem Projet de loi ze di kréien a bis elo ëmmer haten, iwwerhaapt net nogelauschtert ginn ass.

(Interruptions)

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Et sinn eng ganz Rei Leit déi haut gesprach hunn, déi och Acteur sinn.

(Interruption)

Une voix.- Mä de President vum Syvicol war dach net Member an der Kommissioun.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här Minister, et ass jo net fir d'éischt dass dat elo virkënnt, dass Dir de Syvicol an Texter net frot, wou d'Gemengen impliziéiert sinn.

Duerfir géing ech nach eng Kéier plädéieren an hei vun der Geleeënheet profitéieren, an ech géing dat widderhuelen, wat mer schonn ëmmer gesot hunn, dass ee sollt de Syvicol als Chambre professionnelle institutionnaliséieren a se obligatoirement befaasse mat Problemer, déi en Impakt op d'Gemengen hunn.

Mir hunn Iech dat geschriwwen an Dir hutt eis jo och geäntwert. Dir sidd och där Meenung an Dir hutt gesot, dass dat elo géif diskutéiert ginn am Kader vun den 13 Punkten, déi Der hei opgeworf hutt am Kader vun der Definéierung vun de Kompetenzen tëschent Stat a Gemengen. Dir sidd selwer där Iwwerzeegung, dass dat muss esou geschéien. Mä ech géing nach eng Kéier widderhuelen: An deem heite wichtegen Dossier, deen en Haaptinstrument ass an de Gemengen, fir d'Gemengeréit, fir d'Buergermeeschteren, fir d'Schäffen, dass do d'Gemengen net gefrot gi sinn, net genuch gefrot gi sinn, net agebonne gi sinn an de Viraarbechten an an den Ausaarbechte vun dësem Projet de loi, an dat ass dee Message deen ech vum Syvicol wëll eriwwer ginn. Ech maachen en Appel un Iech, dass an Zukunft esou eppes um Wee vun de Prozeduren net méi sollt virkommen.

Ech soen Iech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat d'lescht Woch, wéi mer d'Pompjeesgesetz gestëmmt hunn, gesot, dass et am Liewe vum Politiker där enger Deeg ginn an där aner, an de Mëtten ass nees där enger een. Se häufe sech, muss ech soen, zum Enn vun dëser Legislatur, wat vläicht als Konsequenz huet dass ee gesäit, dass een zwou Legislature muss op engem Poste sinn, bis een eemol den Tour vun engem Ministère gemaach huet. Dat och als Äntwert vläicht op déi lescht Remarque vum Här Klein, dass mer eis Prozeduren ëmmer nach kënne verlängeren, ëmmer nach nei Leit froen, mä iergendwann eng Kéier muss een an enger Legislatur iwwert d'Prozedur och kënnen Neel mat Käpp maachen.

Wann an enger Chamber 45 Gemengepolitiker sëtzen, wann de President vum Syvicol an de Generalsekretär vum Syvicol an där zoustänneger Chamberskommissioun sëtzen, wann e Projet de loi wéi deen hei säit Joren um Instanzewee ass, wann deen 3-mol vum Conseil d'État viséiert gëtt, wann de Syvicol 1999 säin Avis driwwer ofginn hätt a wann de Syvicol in due time eppes dozou ze soe gehat hätt, hätt en dat och roueg kënnen am Dezember oder am Januar vun dësem Joer maachen, an dann hätt d'Chamberskommissioun och sécher kënnen op deen Avis nach Stellung huelen. Et ass allerdéngs esou, dass wann ee vum November u weess, dass Amendementer ënnerwee sinn, déi aviséiert sinn, an et kënnt een de 25. Määerz mat enger Stellungnahm, da riskéiert ee selbstverständlech heiansdo vun der Zäit iwwerholl ze sinn.

Dat Gesetz hei ass en extrem wichtegt Gesetz. Ech hunn an deene leschten zwou Stonnen dat Wuert IVL ëmmer erëm héieren, bal an alle Rieden ass et gesot ginn. Sou en Terme, dee virun dräi Méint oder viru véier Méint en fin de compte nach bal net am politesche Gebrauch war, deen elo an all Ried zitéiert gëtt. Ech si ganz frou doriwwer, mä dee Projet, dee mer hei diskutéieren, ass en fin de compte een, wou mer an engem wesentlechen Deel vun eiser Politik d'Konklusioune vun der Landesplanung ëmsetzen. An dofir sinn ech extrem iwwerraascht, muss ech soen, iwwert d'Meenung, déi hei vun der Madame Mutsch vertruede ginn ass, fir ze soen, dee Projet hei géif d'Gemenge praktesch entmündegen an dat Gesetz géif elo ënnert d'Tutelle vum Innenministère gesat ginn, wann aus därselwechter Partei e Minister viru fënnef Joer e Landesplanungsgesetz déposéiert huet an déiselwecht Partei net midd ginn ass während Joren ze soen dass et wichteg wär, dass een d'Landesplanungsgesetz an d'Gemengeplanungsgesetz géif harmoniséieren an dass een do eng Hierarchie géif dra kréien an dass ee sécher géif stellen, dass d'Gemengeplanung en Deel vun der Landesplanung ass. Déiselwecht Partei sot dat d'ailleurs am Débat iwwert den IVL, dee mer virun e puer Méint nach haten, an dann de Spriecher vun därselwechter Partei, et ass net deeselwechten, dass dann en anere Spriecher vun der Partei kënnt a seet, dass et en fin de compte net gutt wär, dass d'Gemengen elo hir Totalautonomie do géife verléieren, datt se sech missten an e Carcan oder an e Kader setzen, dat wär en fin de compte eppes ganz Schlechtes.

Nach méi blass erstaunt sinn ech, wann ech vun der LSAP aus héieren, dass et en fin de compte schlecht wär, dass mer elo Règlement-typë géifen ausschaffen. Dass mer dat, wat aus dem Gemengesecteur an och vum Syvicol säit Jore gefuerdert gëtt, nämlech dass mer an eng Uniformiséierung erakomme vun deenen eenzelnen Zonen, déi mer awer elo kréien duerch dat Gesetz hei, dass mer, wann een eng Zone à réserve huet oder wann een eng Zone à faible densité huet, egal a wat fir enger Gemeng an Zukunft een ass, dass een déiselwecht Nomenclature huet, an net 127 oder 118 Nomenclaturen eventuell ka fannen; dass mer e Règlement type ausschaffe wëllen, wou mer de Gemengen am Bautereglement wëlle soen, a wat fir eng Richtung dass ee ka goen. Dass dat awer net heescht, dass dee Règlement type vun de Gemengen tel quel muss iwwerholl ginn an dass et an Zukunft nëmmen nach ee Bautereglement am Land gëtt. Mä dass mer einfach d'Basis mol schafen, dass mer iwwert déiselwecht Saache schwätzen an dass dann déi eenzel Gemenge selbstverständlech am Kader vun hirer Autonomie d'Méiglechkeet behalen, fir dee Règlement type op d'Noutwendegkeeten an op d'Erausfuerderunge vun hirer Gemeng unzepassen, déi jo net déiselwecht sinn ob s de an enger Landgemeng bass oder an enger städtescher Gemeng, déi am urbane Raum aneschters si wéi am ländleche Raum.

Da muss ech soen, dass ech e bëssen awer aus der Iwwerraschung net erauskommen. Den Här Jaerling huet, an den Här Gira huet em am Fong schonn drop geäntwert, den duebele Spagat misse maachen, fir op där enger Säit ze erklären, datt si géint all Zort vun Expropriatioun wären, an op där anerer Säit awer der Meenung sinn, dass et net kann esou weider goen, dass Leit mat méi enger niddreger Pai sech keen Terrain méi kënne leeschten.

Ech muss einfach soen, do gëtt et eng Relatioun tëschent deenen zwou Saachen. A wann een dem Stat an de Gemenge mat aller Nodrock wëll verbidde fir d'Méiglechkeeten ze schafen, déi mer hei am Gesetz schafen, fir kënne Propriétaire ze ginn, awer net egal wéi, no enger ganz seriöser Prozedur dat kënnen ze maachen, well - wéi den Här Gira et richteg gesot huet - et dach net ka sinn, wann s de ee Lotissement vun dräi Hektar oder fënnef Hektar hues, an du hues een oder zwee Leit, déi mat e puer Ar do an der Mëtt draleien, an déi sinn net bereet fir matzemaachen, dass dann en fin de compte déi ganz Projete gestoppt ginn. An ech setzen dat an de Kader vun de Konklusiounen alt nees vum IVL, dat heescht vun der Landesplanung, dass mer musse geziilt an Zukunft op gewëssene Plazen Entwécklungsraim schafen, jo da musse mer der ëffentlecher Hand och d'Méiglechkeet ginn, no kloer definéierte Kritären och Propriétaire kënnen ze ginn. Dat heescht net, dass mer de Leit keng Sue ginn. Dat heescht net, dass déi Leit net op enger anerer Plaz sech da vläicht...

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Ginn d'Terrainen da méi bëlleg, wann Der d'Leit enteegent? Neen!

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Ech sinn der Meenung, datt se da méi bëlleg kënne ginn.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Awer net wann Der se weider gitt och un e Privatpromoteur. Dat ass genau datselwecht vun Terrain, dat gëtt kee Sue méi bëlleg.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Ma Här Jaerling, dat ass zum Beispill ganz falsch wat Der do sot.

(Interruption)

Well wann Der nämlech an enger Konventioun als Gemeng duerno zu deem Promoteur sot, deen dat dann développéiert, dass e säin Terrain net zu engem Präis däerf verkafen, dee méi héich ass wéi X an dee konventionell festgeleucht ass, da kritt Der deen dote Problem absolut an de Grëff. An dat ass en Zukunftsmodell, deen ech perséinlech ganz staark an Zukunft wäert ënnerstëtzen, well et de wesentlechste Facteur ass fir op d'Deierecht vum Präis anzegoen. Wa mir gesinn, dass elo Wise mat 500.000 a 700.000 Frang den Ar am Fong schonn als Grondpräis verkaaft ginn, ier mir iwwerhaapt an d'Prozedur kommen, dann ass dat dee wesentlechste Punkt an der ganzer Prozedur, wou mir op eng Verbëllegung vun de Präisser kënnen awierken.

Dat heescht net, dass mir de Leit näischt ginn, mä dat heescht, dass mir de Leit e korrekte Präis ginn, fir dass deen Deel, dee si zum Mehrwäert bäidroen, nämlech d'Zurverfügungstelle vum Land, net iwwerreprésentéiert ass par rapport zu deenen aneren Deeler, déi dozou bäidroen, nämlech d'Baukäschten an de Benefiss vun deem, deen en fin de compte de Projet wëll développéieren.

Ech si mam Här Gira - ech kommen aus der Iwwerraschung iergendwann eng Kéier net méi eraus - op enger ganzer Rei Punkten nees 100%eg d'accord. Ech sinn och der Meenung, dass de Fait, dass an Zukunft de PAP iwwert d'Gemeng muss goen, eng wesentlech Stäerkung ass vun der Gemengekompetenz, déi allerdéngs och eng Contrepartie huet. D'Contrepartie ass, dass mer an d'Gesetz Délaien agebaut hunn, binne welchen d'Gemengen och elo Projeten, déi kommen an déi vun der Kommissioun aviséiert sinn, dann an de Plenum vun hirem Gemengerot musse komme loossen, an dass et also eriwwer ass mat där Politik, déi an enger Rei vu Gemengen ageräss huet an deene leschte Joren, fir Projeten, wa se net genehm waren aus iergendengem Grond, einfach net op den Ordre du jour vum Conseil communal ze huelen an domadder sech en fin de compte dann erauszespillen.

Ech sinn absolut net dogéint, dass mir driwwer diskutéieren, a wéi engem Mooss dass mir eng Energiepolitik gemengepolitesch ëmsetzen. Ech sinn dogéint, dass ee géif an eng Richtung goen, sou wéi ech op villen Domäner dogéint sinn, dass mir an eng Richtung géife goen, dass „in splendid isolation" all Buergermeeschter oder all Gemengerot seng Energiepolitik géif definéieren. Ech plädéieren nodrécklech dofir, dass mir effektiv an där nächster Legislaturperiod kucken, wéi mir tëschent dem Stat an de Gemengen eng Definitioun kréie vun enger nationaler Energiepolitik, déi sech da regional a lokal ëmsetze kann.

Ech muss soen, ech sinn e bësse geschiedegt gewiescht an dëser Legislatur duerch eng Rei Projeten, déi mengem Verständnis vun Energiepolitik, sou wéi ech et mengen, am Fong entgéintgeschriwwen si ginn, a wou mir jo och prozesséiert hu géint déi eng oder déi aner Gemeng, fir verschidde Praktiken, déi en fin de compte aus de Gemengen en Déngschtleeschtungsservice gemaach hate mat Benefiss, besonnesch och an deem doten Domän, fir deem Anhalt ze bidden.

Ech sinn och fir d'Entwécklungsgesellschaft. Ech ka soen, well jo d'Regierungspolitik méi kompliziéiert ass wéi dat, dass ee sech awer och an der Politik net ëmmer mat allem duerchgesat kritt, wat ee gären hätt. Ech sinn nodrécklech der Meenung, dass mir eng Entwécklungsgesellschaft brauchen, wou mer net e Fonds de logement bis maachen, mä en anere Fonds de logement, bei deem mir et fäerdeg bréngen, déi Attributiounen, déi de Fonds de logement haut huet, mat neien Attributiounen, notamment déi fir zesumme mat de Gemengen an eng Richtung ze goen, ze maachen.

Et ass allerdéngs gescheitert an dësem Essai, eben un der Positioun vun deem zoustännege Ministère, déi am Fong doranner eng Konkurrenz gesinn hu par rapport zu deem, wat si haut maachen. Ech hunn d'Hoffnung awer net opginn, dass mir, och aus de Konklusiounen nees vun der Landesplanung IVL eraus, do an engem nächstem Essai zu enger koordinéierter Politik kommen.

Ech soen net, dass den Innenminister déi Kompetenz muss hunn. Déi ka roueg beim Logementsminister leien. Mä den integrativen Usaz ass wichteg, fir ze kucke wéi mir et fäerdeg bréngen, déi nëmmen am Logement social, mä awer och um Niveau vun der Reconvertéierung vun Terrainen an de Stied oder an der Entwécklung oder an de Frichen oder an der neier Prospectioun vun Entwécklungsgesellschaften, Progrèsen ze maachen an an déi Richtung ze goen.

Dat Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng gutt Saach, well mir der Meenung waren, dass no bal 70 Joer eng gesetzlech Grondlag fir e moderne Städtebau misst kommen. Ech dierf och drun erënneren, sou wéi den Här Halsdorf dat gemaach huet, dass de Projet, deen haut virläit, bei wäitem net deen éischten Ulaf ass, mä dass mir zënter 1978 doriwwer diskutéieren, an dass et och an den 90er Joren zwee Projete gebraucht huet, bis mir dohinner komm sinn, wou mir haut sinn.

Ech ginn zou, dass et vläicht seng Grënn hat, dass deen éischte Projet, deen nach vu mengem Virgänger déposéiert ginn ass, vum Statsrot ofgelehnt ginn ass, an dass mir och an engem éischte Jet, dee mir gemaach haten, éischter gekuckt hunn, d'37er Gesetz ze aktualiséieren, an dass en fin de compte déi Kompetenzopdeelung, eben dass d'Landesplanung an Intérieur beienee komm sinn, plus de Fait dass mir säit 1999 dat neit Landesplanungsgesetz hunn, dass dat eis am Fong elo d'Geleeënheet ginn huet, fir déi Hierarchiséierung eranzekréien, vun där mir virdrun diskutéiert hunn.

Et ass e wichtegt Gesetz; et huet Répercussiounen op d'Liewensqualitéit vun eise Bierger, awer och op de Fonctionnement vun de Gemengen, déi hei virun neien Erausfuerderunge stinn. Et ass fir mech evident, dass eng wichteg Konsequenz aus der Ëmsetzung vun deem heitege Gesetz wäert an der Moderniséierung vun eise Gemengestrukture leien. An do si mir nees en plein débat, dee mir jo am Oktober ugefaangen hunn, iwwert déi nei Opdeelung vun de Kompetenzen tësche Stat a Gemengen, a wéi mir et fäerdeg bréngen eis Gemengen allegueren op en Niveau de compétence ze bréngen, deenen et hinnen erlaabt, dat Gesetz hei ëmzesetzen.

Ech bleiwe bei der Meenung, déi ech och an der Kommissioun an op anere Plaze gesot hunn, dass, wa mir net eng grondleeënd Moderniséierung vun eise Gemengestrukture kréien, ganz vill Gemengen hei extrem Schwieregkeete wäerte kréien, inhaltlech dat Gesetz hei iwwerhaapt ëmzesetzen, well et eng komplett aner Philosophie huet, well et vill méi intensiv Viraarbechte bedéngt, an dass d'Gemeng sech par rapport zu hirer Zukunft muss ausernaner setzen, dass d'Gemeng net nëmmen op sech selwer bezunn an d'Zukunft muss kucken, mä sech och an de regionale Kontext muss erabewegen. Et gëtt also an der Viraarbecht eng ganz aner Optik, an do hunn ech liicht Zweifel, dass mir mat der jëtzeger Aart a Weis, wéi mir funktionéieren, dat souwuel politesch wéi och administrativ an technesch hannendru bewerkstellegt kréien.

Et ass wichteg fir d'Landesplanung, well mer, wéi ech gesot hunn, d'Kontinuitéit vum 1999er Gesetz hei ofsécheren iwwert d'Landesplanung, an domat och de Begrëff vun der nohalteger Siedlungsentwécklung um lokalen Niveau verankert kréien.

Vill Riedner hu gesot, et ass keen einfacht Gesetz, et handelt sech hei ëm eng technesch a komplex Matière, an déi d'Deputéierten aus der Intérieurskommissioun mat ganz vill Asaz sech ageschafft hunn an och intensiv diskutéiert hunn.

Ech wéilt dem Rapporteur an alle Membere vun der Kommissioun félicitéieren an och merci soe fir déi Diskussioun, sou wéi ech och wëll vun der Geleeënheet profitéiere fir menge Beamte merci ze soen, déi an deene leschte Joren eng ganz intensiv Aarbecht geleescht hunn, fir de Suivi vun deem Projet hei ze maachen.

Ech wollt op fënnef Punkte méi speziell agoen, firwat dass mir dat Gesetz brauchen, wat d'Erneierunge sinn, wéi mir den Iwwergank tëschent deem alen an deem neie Gesetz hikréien, wéi mir d'Informatioun an d'Formatioun vun de Gemengen an den Acteuren aus der Bauwirtschaft sécher kënne stellen a wéi dat neit Gesetz hëlleft d'Landesplanung ëmzesetzen.

Éischtens: Firwat brauche mir en neit Gesetz? Mä well mir festgestallt hunn, dass et grouss Ënnerscheeder gëtt tëschent deem, wat 1937 ënner Städtebau verstane ginn ass, a wat mir haut drënner verstinn. De Städtebau aus den 30er Jore war gepräegt vun der Volontéit, den Awunner an de Stied saluber Liewensverhältnisser ze sécheren. Dës Suerg koum aus dem 19. Jorhonnert nach eriwwer.

Wat deemools nach ze spiere war, dat war d'Noutwendegkeet an d'Volontéit, iwwerall d'Land erëm opzebauen. Ech mengen, mir waren an enger Zäit nom Éischte Krich, an dofir hunn d'Gemenge mat enger gewëssener Awunnerzuel d'Obligatioun kritt, esou genannte Plans d'aménagement général opzestellen. Mir fannen am 37er Gesetz d'Iddië vun deene grousse Stadtbaumeister vun där Zäit - ech denken do un den Oberbaurat Stübben, deen an den 20er Joer um Lampertsberg, awer och um Belair an zu Esch gutt gegliddert Quartiere mat enger héijer städtebaulecher Qualitéit entwéckelt huet. Ënner anerem sollte Plans d'alignement an och esthetesch Regelen am 37er Gesetz hëllefen, dës Qualitéit ze sécheren.

D'sozial Dimensioun vum 37er Gesetz verdéngt et ervirgestrach ze ginn. Ech denken do un déi vill zitéiert Expropriations pour maisons et jardins d'ouvriers. Bemierkenswäert ass och, dass schonns deemools de Bierger d'Méiglechkeet hat, am Kader vun enger prezis definéierter Prozedur géint Pläng ze reklaméieren.

D'Philosophie vum Städtebau huet allerdéngs eng immens Evolutioun an och e puer Aller-retourë gemaach. Nëmmen ee Stéchwuert: D'Charta vun Athen, déi aus dem Congrès international d'architecture moderne, wéi dat deemools geheescht huet, aus dem Joer 1933 ervirgaangen ass, huet eng ganz kloer Trennung vu städtesche Funktioune propagéiert. An der Tëschenzäit si mir erëm fir méi eng grouss Duerchmëschung vun dëse Funktiounen, well doduerch d'Weeër méi kuerz an d'Stied méi lieweg ginn. D'Funktiounsentflechtung huet den Autosverkéier provozéiert an an de 60er Joren huet d'Meenung virgeherrscht, dass eng autogerecht Stad de Symbol vun der Fräiheet vum Bierger wier. De Stroossebau huet deemools d'Entscheedungsbild vu ville Stied gepräegt. Haut ginn d'Stroossen zréckgebaut, fir Liewensqualitéit a Sécherheet erëmzefannen. An de 60er an an de 70er Joren ass vill gesëndegt gi wat den Ëmgang mat der bestehender Bausubstanz ugeet, deen no heitege Kritären eng äusserst diskutabel Qualitéit huet.

Eréischt an den 80er Joren ass eng verstäerkte Sensibilitéit fir de gebaute Patrimoine opkomm. Gläichzäiteg ass d'Bedeitung vun Natur- a Landschaftsschutz erkannt ginn.

Dëse klengen Exkurs war a mengen Aen noutwendeg fir an Erënnerung ze ruffen, dass am Städtebau an deene leschte 70 Joer villes sech geännert huet. Et ka jo wuel keen am Eescht mengen, dass mer d'Entwécklung vun den Uertschafte vun haut op der Grondlag vun engem Gesetz kéinte geréieren, deem säi Planungsverständnis op den éischte Véirel vum 20. Jorhonnert zréckgeet, woubäi ech trotzdeem muss mat ganz grousser Bewonnerung kucken, an dat ass och en Zeechen an e Bewäis dass et e ganz gutt Gesetz war wat 1937 gemaach ginn ass, wat fir eng trotzdeem Qualitéit méiglech war, och bis haut, fir aus dem Gesetz do erauszehuelen. Mä mir brauchen en neit Gesetz. Well mir hunn dëst Joer iwwer 450.000 Leit an eisem Land wunnen. Et waren der knapps 300.000, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass. Tëschent 1935 an 1980 si 67.000 Awunner an d'Land bäikomm. Tëschent 1981 an 2004 sinn et der 85.400.

Et sinn also an deene leschte 23 Joer 20.000 Leit méi an d'Lëtzebuerger Land bäikomm, wéi an deene 46 Joer, dat heescht an deem dueblen Zäitraum virdrun.

Mir hunn haut bal 300.000 Aarbechtsplazen. Dat sinn esou vill Aarbechtsplaze wéi mer deemools, wéi d'Gesetz geschafe ginn ass, Awunner am Land haten.

Dass den IVL eis weist, dass wann d'Entwécklung vun de leschten 20 Joer virugeschriwwe gëtt, mer iergendwann eng Kéier tëschent 500.000 a 550.000 Awunner a Richtung 2020 zu Lëtzebuerg wäerte sinn, ënnerstraicht also d'Noutwendegkeet vun deem Gesetz, déi och nach doduerch weider noutwendeg gëtt, datt mer, wann d'Gréisst vun eisen Haushalter weider ofhëlt, esou wéi dat am Ausland haut de Fall ass, an den nächste Joren e ganz grousse Bedarf u Wunnengen hunn.

Mir hu festgestallt, dass tëschent 1991 an 2001 den duerchschnëttleche Prokappverbrauch hei zu Lëtzebuerg vu 44,7 op 49,2 m^2 gewuess ass, dass also all Bierger am Land innerhalb vun 10 Joer bal fënnef m^2 méi Fläch brauch, dass mer awer nëmmen 13 Wunnunitéiten um Hektar zu Lëtzebuerg bauen, a wann een all déi Phenomeener zesummenhëlt, Bevölkerungswuesstem, méi Aarbechtsplazen, Persounen, also d'Kompositioun vun den Haushalter, déi méi kleng gëtt, d'm^2 pro Kapp déi wuessen an déi kleng Densitéit, déi mer zu Lëtzebuerg bauen, da gesäit een, dass eng ganz grouss Erausfuerderung och op d'kommunal Planung kënnt, dat och besonnesch da wann et drëm geet ze kucke wéi mer elo déi 6.300 Hektar, déi mer an eise Perimeteren haut schonn ausgewisen hunn, emol prioritär zu enger Bebauung kënne féieren, ier mer weiderfueren d'Perimeteren ëmmer méi grouss a méi grouss ze maachen.

Den IVL huet eis effektiv, mengen ech, d'Aen opgemaach an deem Domän, an d'Gesetz, wat mer haut stëmmen, gëtt eis eng ganz Rei Äntwerten op déi Erausfuerderungen, déi do kommen. Mir wëllen, an dat sinn déi wesentlech Neierungen am Gesetz, d'Kritäre vun enger nohalteger Entwécklung differenzéieren a berücksichtegen. Mir wëllen eng Verbesserung vun der Qualitéit, der Kohärenz an der Transparenz vun de Planungsdokumenter erreechen. Mir wëllen eng Definitioun vun enger klorer Hierarchie tëschent deene verschiddene Planungsinstrumenter erreechen. Mir wëlle véiertens d'Schafe vun den Instrumenter, déi eng geziilten Ëmsetzung vun de Plans d'aménagement erlaabt, a mir hunn zum fënneften eng Prozedur op den Instanzewee ginn, déi eng Vereinfachung, Harmoniséierung a Prezisioun vun de Prozedure par rapport zu dem bestehende System wäert kréien.

Wéi kréie mer den Iwwergank tëschent deem alen an deem neie Gesetz an de Grëff? Ech mengen, d'Gesetz gesäit an aller Däitlechkeet, an aller Klorheet vir, wéi mer déi Prozeduren, déi elo nach en cours sinn, innerhalb vun engem räsonnablen Délai ëmänneren, et nach kënnen no deenen ale Prozeduren, an dass mer dann an déi nei Prozedur eraginn, dass mer méi Wäert drop leeën, dass d'Gemengen an Zukunft méi heefeg iwwer hire PAG an iwwer hir Bebauungspolitik diskutéieren, dass de PAP an Zukunft eng Exekutioun gëtt vum PAG an datt och kloer am Gesetz drasteet, wat et d'ailleurs säit dem Gesetz vun 1937 war, just dass et an deene leschte Joren net méi esou appliziéiert ginn ass, dass ganz oft de PAP dozou gebraucht ginn ass, fir en fin de compte eng Exceptioun duerchzekréie vun deem wat am PAG dra stong.

E wichtege Punkt - deen ass vun e puer Riedner ugeschwat ginn, an et ass fir mech den A und O vun der Réussite vun deem Projet - ass deen, dass mer d'Informatioun an d'Formatioun vun den Acteuren an deenen nächste Méint a Joren hikréien.

Mir sinn eis bewosst, dass an deenen Domäner eng grouss Eraus-

fuerderung op eis alleguerte wäert duerkommen a mir sinn dofir amgaangen eng Informatiouns-, Kommunikatiouns- a Formatiounsstrategie zum Gesetz ze entwéckelen. Wichteg ass et dobäi, dass mer esouwuel d'Politiker wéi d'Technikер an de Gemengen, mä awer och d'Professionnels du bâtiment erreecht kréien an dass déi d'Philosophie vun deem Gesetz hei richteg an de Kapp erakréien. Mir hu wëlles dëst iwwer Informatioun a Formatioun ze maachen, also déi klassesch Mëttelen iwwer Formatiounscoursen am INAP, awer och déi net klassesch Mëttelen, dass mer gären hätten an dass mer wëllen, dass eis gewielte Gemengevertrieder nees mussen an eng Richtung kommen, dass déi och bereet sinn an déi Coursen ze kommen, fir do déi néideg Kenntnisser ze kréien.

A well mer wëssen, dass net all Gemeng déiselwecht Vitesse huet an dass mer awer Erfahrungswäerter brauchen, well jo dat ambitiéist Zil vum Gesetz ass, dass mer innerhalb vun deenen nächste sechs Joer en fin de compte déi 118 PAGen iwwerschaffe sollen a se online setze mat der Landesplanung, hu mer an de Projet de budget fir d'Joer 2005 dräi Projets pilote ageschriwwen, wou mer e PAG mat senger Étude préparatoire an engem städteschen, an engem ländlechen an enger peri-urbaner Gemeng erstellen. Mir musse kucken, dass mer also dräi Fräiwëlleger fannen, déi bereet sinn déi doten Experienz mat eis ze maachen, fir dass mer och do Erfahrungswäerter kréien, déi mer dann deene Gemengen, déi hannendru kommen, kënnen zur Verfügung stellen, fir dass si dovunner kënne profitéieren.

Ech hunn et virdrun och gesot, dat Gesetz hëlleft d'Landesplanung ëmzesetzen. An der Landesplanung ass et nun eemol esou, dass een net alles kann hunn. Et kann een net op där enger Säit soen, mir hätte gären dass national Kritären definéiert ginn an dass déi da regional- a lokalpolitesch ëmgesat sinn, an op där anerer Säit dann dofir plädéieren, dass et wuel richteg ass, mä awer all Gemeng nach muss kënne maache wat se wëllt, wéini se wëllt an an engem Ëmfang wéi si et wëllt.

Mir sinn an der Situatioun, dass d'eenzel Intérêtë vun 118 Gemengen net ëmmer deckungsgläich si mam Intérêt général vum Stat a mir kréien duerch deen Outil hei d'Méiglechkeet, fir awer an deem Domän emol eng Kéier de Gemengen och prezis kënnen ze soen, a wat fir eng Richtung dass mir mengen dass eben déi national politesch Kritären, déi mer setzen, och lokalpolitesch ëmgesat kënne ginn.

Ech hunn et gesot, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz hei bréngt eng grouss Erausfuerderung op eise kommunale Secteur. Et ass e modernt Gesetz. Et ass e Gesetz an deem d'Relatioun tëschent Landesplanung a Gemengeplanung hiergestallt gëtt an och hierarchiséiert gëtt, kloer hierarchiséiert gëtt an der Linn vum Gesetz vun 1999 an och an der Linn vum Programme directeur, dee mer an der Chamber diskutéiert hunn an an der Regierung am Joer 2003 ugepaakt hunn.

Kee Gesetz ass perfekt, mä ech sinn awer stolz drop, dass mer hei ouni Géigestëmm dat Gesetz, wat en zukunftsweisend Gesetz ass a wat eise Gemengen extrem vill Méiglechkeete gëtt, fir an Zukunft hir Gemengeplanung ze maachen, iwwert den Instanzewee bruecht hunn. D'Zukunft wäert eis weisen, ob mer dee richtege Choix gemaach hunn.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 110 si gelies an ugeholl.

(Le quorum n'est pas atteint.)

Domadder wier dee Punkt ofgeschloss. De Vote geschitt an der Sitzung vun der nächster Woch.

Da kéime mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5319 iwwer en neit Gebai fir d'Polizei zu Gréiwemaacher. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Scheuer a Belling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement.

M. John Schummer *(DP)*.- Här President, ech ersetzen den Här Belling. Et wäert net einfach ginn, mä ech probéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- An ech mengen, ech muss den Här Scheuer dann och ersetzen.

M. le Président.- Also den Här Clement huet d'Wuert.

7. 5319 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour la circonscription régionale de la Police Grand-Ducale à Grevenmacher

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Policegesetz vum 31. Mee 1999 huet eis Police grondleeënd reforméiert andeems...

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Lückentext.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur*.- Ech hu jo net de Contraire behaapt, Här Bodry.

...andeems d'Gendarmerie an d'Police zesummegeluecht goufen. Domadder verbonne waren a sinn eng ganz Rei Objektiver, haaptsächlech awer dee fir d'Police zu enger méi biergernoer Institutioun ze maachen. D'Organisatioun vun der Police as duerch dëst Gesetz och méi staark regionaliséiert ginn. Doriwwer eraus goufen déi intern Prozedure vereinfacht an en etlech Missioune goufen och zesummegeluecht fir d'Aarbecht vun der Police Grand-Ducale an Zukunft ze optimiséieren.

D'Reformen, déi mam 99er Gesetz an d'Wee geluecht goufen, a virun allem d'Reorganisatioun vun der Police, hu sech an e puer Phase vollzunn. Fir dës Reform duerchzesetzen huet de Subsidiaritéitsprinzip an der Policeorganisatioun Anzuch gehalen, andeems wéi gesot op territorialem Plang d'Police regionaliséiert gouf. Domadder goufe sechs regional Circonscriptiounen an d'Liewe geruff, déi hire jeeweilege Sëtz an der Stad, zu Esch, zu Miersch, zu Capellen, zu Dikrech an zu Gréiwemaacher hunn.

D'Circonscription régionale vu Gréiwemaacher ass säit dem Oktober 2002 aktiv an huet e Centre d'intervention principal, deen an dräi Gruppe mat aacht Fonctionnairen op engem Territoire vun zéng Gemenge schafft. Doriwwer eraus besteet en zweete Centre d'intervention zu Iechternach, deen och an dräi Gruppe mat véier Fonctionnairë fir aacht Gemengen aktiv ass, an deen zu Réimech, dee fir zwielef Gemengen zoustänneg ass, deen zu dräi Gruppe schafft a wou an all Grupp véier Fonctionnairen agedeelt sinn.

Laut den Zuele vun der Police schaffe ronn 50 Fonctionnairen an der Circonscriptioun, wann een d'Aarbechter aus dem SREC matrechent. Bis 2009 ass geplangt fir d'Personal vun der Circonscriptioun Gréiwemaacher op 80 Fonctionnairen opzestocken. D'Regionalisatioun, Här President, ass awer nach net ganz ofgeschloss, vu datt verschidde Servicer wéi d'Cellule Police technique oder de Service régional de la Police de la Route an de Service régional de Police spéciale nach net installéiert gi sinn.

Aus dësen Zuele geet ervir, datt et och um infrastrukturelle Plang zur Erneierung komme muss. Zum géigewäertegen Zäitpunkt ass d'Police zu Gréiwemaacher op zwee Sitë verdeelt, an dat op 6, rue de la Moselle, an op 12, rue Schaffmillen. 80 Fonctionnairë bis 2009 sprengen awer nun d'Capacitéite vun dëse bestehende Raim. Aus dëse Grënn ass och en Neibau onbedéngt noutwendeg ginn, fir der Police am Osten déi beschte Konditiounen zur Verfügung ze stellen, fir d'Erausfuerderungen, déi d'99er Reform un d'Police Grand-Ducale ëmmer nach duerstellt, dann och kënnen ze meeschteren.

Dat ass och den Haaptobjet vun dësem Projet, deen den 29. Määerz 2004 vun der Bauteministesch, der Madame Erna Hennicot-Schoepges, am Parlament agereecht gouf. De Statsrot huet säin Avis de 27. Abrëll 2004 agereecht, an der Kommissiounssitzung vum 3. Mee 2004 ass de Rapporteur désignéiert ginn an den Text vum Projet esou wéi den Avis vum Statsrot sinn aviséiert ginn. De schrëftleche Rapport konnt dunn an der Sëtzung vum 11. Mee 2004 ugeholl ginn.

Dat neit Gebai kënnt, wéi gesot, op Gréiwemaacher laanscht d'Musel op der Wäistrooss, de Site ass do wou fréier den Hotel Frisch stoung. Dat Gebai gouf vum Stat kaf an Ufank 2002 ofgerappt; et huet och kee besonneschen architektonesche Wäert duergestallt.

M. Nico Loes *(CSV)*.- Do hutt Der emol ganz Recht.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur*.- Den Här Loes kennt dat Gebai.

Dat neit Gebai ëmfaasst also all d'Servicer vun der Police Grand-Ducale, an dat souwuel um administrative Plang wéi och um Plang vun der Direktioun, der Formation continue a vun de Spezialmissioune vun der Police. Dat neit Gebai ass siwen Deeg an der Woch 24 op 24 Stonnen op. De Public ka sech an der Réceptioun umellen an de Beamten, nodeem en da gefrot huet, empfänkt dann déi jeeweileg Persoun an deenen extra dofir virgesinnene Büroen.

Et ass virgesinn, datt d'Gebai net fir de Public allgemeng zougänglech ass; dat ass eng vun de Sécherheetsmoossnamen, déi hei an dësem Projet sinn. Et ass doriwwer eraus geplangt, datt d'Fonctionnairë vun der Police esou vill wéi méiglech och vun zivilem Personal déchargéiert ginn, fir datt d'Fonctionnairë vun der Police eng besser a méi eng grouss Presenz um Terrain kënne garantéieren. Déi Servicer, déi am neie Centre ënnerbruecht sinn, sinn d'Generaldirektioun, den SREC, d'Police technique, d'Police de la route, d'Police spéciale, de Commissariat de proximité esou wéi de Centre d'intervention principal.

Op deen architektoneschen Aspekt vum Projet wëll ech net am Detail agoen. Ech verweisen dofir op den Exposé des motifs an d'Pläng, déi an de parlamentareschen Dokumenter enthale sinn. Mir kruten och an der leschter Sitzung e flotte faarwegen Dossier mat Photomontage vun deem neie Gebai. Ech wëll mech hei awer trotzdeem kuerz op e puer Aspekter konzentréieren. Dat neit Gebai soll duerch seng Lokalisatioun no un der Musel eng Zort nei Entrée visuelle vun der Stad Gréiwemaacher duerstellen. Aus dësen optesche Bewegungen eraus huet den Architekt e Gebai entworf, dat net parallell zur Musel gebaut gëtt.

D'Gebai integréiert sech optimal an harmonesch an den Entourage vum Site an ass esou konzipéiert, datt et engersäits eng oppe Struktur duerstelle soll an anerersäits awer d'Sécherheet vun der Struktur zu all Moment garantéiert bleift.

Dat neit Gebai huet dräi Niveauen, woubäi den Niveau null an der Haaptsaach de Fräiloftparking ass an eng öffentlech Plaz an eng Gréngzon ëmfaasst. Den Niveau eent setzt sech aus zwee Bléck zesummen; an engem sinn d'Büroen ënnerbruecht an deen aneren Deel ass fir den Espace public gedeecht, deen ech elo grad ugeschwat hunn. Dësen Deel ëmfaasst ënner anerem eng Surface d'accueil, eng Surface d'attente, Auditiounssäll an e grousse Versammlungsraum, deen och fir Fortbildungscoursë genotzt ka ginn. D'Niveauen zwee an dräi hunn déiselwecht geometresch Struktur wéi de Block fir d'Personal um éischten Niveau. Um Rez-de-chaussée sinn och nach den ënnerierdesche Parking, technesch Lokaler, Archiven an och e puer Arrestzelle virgesinn. D'Nettosurface vum ganze Gebai bedréit 4.010 m²; deemno genuch Plaz fir déi Beamten, déi haut do schaffen, an och fir déi, déi an den nächste Joren nach do agestallt solle ginn.

Ech wëll nach op e puer Aspekter agoen, déi sech op den ëmwelttechnesche Volet bezéien. De Projet versicht esou vill ewéi méiglech, déi alternativ Energieressourcen ze notzen a virun allem d'CO_2-Emissioune vum Gebai ze reduzéieren. De Centre gëtt adequat équipéiert, fir sech am Summer virun ze vill Sonnenastrahlung an Iwwerhëtzung vun den Aussewänn ze schützen. De Wanter gi selbstverständlech déi Sonnestrahle fir d'Hëtzt genotzt. En aneren ekologeschen Aspekt betrëfft d'Utilisatioun vum Waasser vun der Musel fir d'Ventilatioun ze killen; d'Gebai huet also keng klassesch Klimaanlag.

Wat déi aner technesch Finessen ubelaangt, esou beschreift de Projet de loi déi Ausstattung vum Gebai op véier Säiten an ech kann deemno doriwwer ewech goen, andeems ech op de Projet de loi verweisen.

De Projet kascht 2,3 Milliounen Euro.

(Interruption)

Milliounen Euro, Här Asselborn.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Ech hat Milliarde verstanen.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur*.- Oh, dofir keeft een e bësse méi wéi en Haus an e Projet fir d'Police.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 27. Abrëll 2004 de Projet grondsätzlech fir gutt befonnt an d'Kommissioun huet sech mat deenen textuellen Ëmännerungen, déi de Statsrot virgeschloen huet, och averstane gewisen. Den Indice, deen am Projet uginn ass, bleift awer am neien Text bestoen, well sech d'Käschte vum Projet all Semester upasse wäerten, am Fall wou den Indice dann an d'Luucht goe géif.

Nach e puer Wierder iwwert d'Aarbechten an der Kommissioun. De Projet gouf eis vun de Responsabele vun der Administration des Bâtiments publics a vun der Police am Detail presentéiert. Ervirzehiewen an deem Kontext ass de Fait, datt d'Prozedur fir e Reclassement vum Site - deen néideg ass; de Site muss an eng Zone de Bâtiments publics ëmklasséiert ginn - vun der Stad Gréiwemaacher muss virgeholl ginn, datt déi amgaangen ass.

Dernieth ass et kloer, datt de Commissariat de police de proximité, dee sech zur Zäit a Gréiwemaacher selwer befënnt, als Antenn bestoe bleift. Am Fall wou de Site sollt - well e jo no un der Musel läit - iwwerschwemmt ginn, besteet d'Méiglechkeet fir hannen iwwer e Wéngertswee weiderhin awer och an d'Gebai eranzekommen. Et muss een awer och preziséieren, datt de Site, wéi en elo do ass, nach net iwwerschwemmt ginn ass, esou datt sech de Problem vum Héichwaasser net an deem Mooss wäert stellen. Héchstens kéint sech de Problem vläicht eng Kéier stelle vum Accès, datt d'Strooss vu lénks oder vu riets mol kënnt iwwerschwemmt sinn, mä de Site selwer wäert sech dem Problem Héichwaasser net stellen.

Mir kruten an der Kommissioun och nach wat den Timing ugeet preziséiert, datt déi administrativ Prozeduren, wéi Ëmklasséierungen - déi hunn ech ugeschwat -, wéi Commodo-Incommodo, ugelaf sinn. E bësselchen droleg ass et eis awer allerdéngs virkomm, datt déi éischt Tranche, wat dee finanzielle Volet ugeet, eréischt fir 2008 virgesinn ass. Vu datt awer fir deen Zäitraum och virgeplangt ass d'Personal vu 50 op 80 Unitéiten opzestocken, si mer an der Kommissioun der Meenung gewiescht, datt dëse Volet nach eng Kéier misst iwwerpréift ginn. Mir hunn och an deem Geescht eng Motioun, déi ech Iech wëllt iwwerreechen, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant que le Gouvernement entend construire un nouveau bâtiment pour la circonscription régionale de la Police Grand-Ducale à Grevenmacher;

- constatant que l'instauration des Centres d'intervention constitue une première priorité pour le Gouvernement afin de garantir à la population une présence policière 24 heures sur 24;

- constatant qu'il est prévu d'augmenter le personnel policier à 80 unités dans la circonscription régionale jusqu'en 2009;

- regrettant que la construction du bâtiment pour la circonscription régionale de la Police Grand-Ducale à Grevenmacher ne figure au programme pluriannuel d'investissements qu'à partir de 2008;

- estimant toutefois que la mise à disposition des infrastructures pour le compte de la Police Grand-Ducale doit être assurée dans un délai raisonnable afin de garantir un service policier de qualité et permanent;

invite le Gouvernement

- à inscrire la construction du nouveau bâtiment pour la circonscription régionale de la Police Grand-Ducale à Grevenmacher dans le programme pluriannuel d'investissements 2003-2007;

- à entamer les travaux relatifs à la construction du bâtiment dans les plus brefs délais.

(s.) Lucien Clement, Jeannot Krecké, Claude Meisch, John Schummer, Nicolas Strotz.

Här President, ech denken, datt dat hei e gudden Invest ass fir d'Polizeiinfrastruktur a virun allem fir de Bezierk Osten. D'Police huet sech mam 99er Gesetz nei Ziler gesat, fir besser op de Bierger duerzegoen a fir d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren. Dat gëllt jo dann och fir déi regional Circonscriptioun vu Gréiwemaacher, wou elo e performante Centre gebaut gëtt. Ech hoffen, datt deemnächst mat dësen Aarbechten ugefaange ka ginn. Mam Accord vu menger Fraktioun géif ech dann och meng Interventioun an deem Mooss schléissen.

Ech soen Iech merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Freet een d'Wuert? Den Här Strotz freet d'Wuert.

Discussion générale

M. Nicolas Strotz *(CSV)*.- Ech wollt just soen, datt den Här Rapporteur, wéi en de Chiffer genannt huet, vun 2 Milliarde geschwat huet an du vun 2 Milliounen, et sinn 12.300.000.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Dat hunn ech gesot!

M. Nicolas Strotz *(CSV).*- Neen, neen. Et sinn 12,3 Millioune n Euro; just dat zur Rectificatioun.

Une voix.- Den Här Strotz hat net richteg verstanen.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Also dann hat ech et richteg am Kapp. 12,3 Millioune n hunn ech am Kapp. Den Här Asselborn huet mech ganz doruechter bruecht.

M. le Président.- D'Saach ass elo gekläert. Den Här Alex Bodry huet elo d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, just kuerz, fir den Accord vu mi nger Fraktioun hei anzebréngen. Ech kennen den Detail vun dem Bauprojet net, mä ech gesinn awer, an dat ass mengen ech awer eppes Positives, dass déi Zesummeleeung vu Gendarmerie a Police och dozou gefouert huet, dass eigentlech ganz vill an nei modern Gebailechkeeten investéiert ginn ass; wat soss ëmmer méi schwéier ass. Dat gëtt heiansdo duerch eben eng administrativ Reform, déi zum Schluss vun der leschter Legislaturperiod och duerchgezu ginn ass, déclenchéiert oder beschleunegt. Ech mengen ee vun de Schwéierpunkten niewent der Proximitéit war d'Regionaliséierung vu ganz ville Servicer, notamment fir um Niveau vun all Regioun hei am Land e Polizeiservice 24 Stonnen op 24 Stonne kënnen ze bewerkstellegen. Dat ass elo mat Phase realiséiert ginn a selbstverständlech muss een dann natierlech och dofir suergen, dass déi néideg Infrastrukturen zur Verfügung gestallt ginn.

Hei geet am Fong d'Regierung en ähnleche Wee wéi et och an anere Lokalitéite scho gaangen ass. Ech hunn d'Beispill Diddeleng, wou eigentlech och d'Proximitéit an der Regioun op enger Plaz zesummegefouert ginn ass. Dat erlaabt, mengen ech, och méi e rationellt Schaffen, well déi raimlech Trennung vun deenen zwee Servicer och net onbedéngt gutt ass an et och oft, mengen ech, fir de Bierger eng Konfusioun an onnéideg administrativ Démarchë mat sech bréngt. Esou dass ech mengen: Vum Prinzip hier ass dat hei de richtege Projet. Wéi gesot, ech wëll mech net zu deem bauleschen Aspekt äusseren, deen ech net weider studéiert hunn, mä ech mengen ech kënnt den Accord vu menger Fraktioun zu deem dote Projet abréngen.

M. le Président.- Freet nach een d'Wuert? Den Här Huss freet d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, et ass kloer, datt och eis Fraktioun dee Bau hei, dee soll effektiv esou séier wéi méiglech gebaut ginn zu Gréiwemaacher, ënnerstëtzt.

M. le Président.- Den Här John Schummer.

M. John Schummer *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll fir d'alleréischt mäi Fraktiounskolleg Jeannot Belling entschëllegen, well deen hat sech preparéiert fir dat hei ze maachen.

(Interruptions)

Mä vu dass d'Kolleege vun der gréng er Fraktioun drop gehalen hunn, de Mëtten eng Coupure ze maache vun zwou Stonnen, huet den Här Belling éischter misse fortgoen, soss géing hien hei elo schwätzen. Mir wären d'accord gewiescht fir weider ze schwätzen.

(Interruptions)

Ech wollt dat just nach eng Kéier rappeléieren an dem Här Bodry wollt ech soen: Selbstverständlech sinn ech och mat deem d'accord wat e gesot huet. Dës Regierung ass amgaang wierklech déi eidel Hüls, déi mer géierft hu vun der Fusioun, elo mat Liewen ze erfëllen a voll ze maachen an et ass alles um gudde Wee elo.

(Interruptions diverses)

Dat gesot, wëll ech nach dem Rapporteur Lucien Clement villmools merci soe fir säin ausféierleche Rapport, wat mir et évitéiert och nach drop zréckzekommen, a selbstverständlech wäert d'Demokratesch Partei deen hei Projet stëmmen.

Ech soen Iech merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Aly Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Och dem Här Rapporteur merci fir säi Rapport. Ech hoffe just, dass esou no bei der Musel dat Gebai net iergendwéi zur Waasserschutzpolizei gëtt an dass mer do keng Iwwerraschungen erliewen. Mä och awer den Accord vun eiser Fraktioun.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Bauteminister, d'Madame Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics.*- Här President, ech soen der Chamber merci, datt dëse Projet nach konnt gestëmmt ginn. Et ass ee wichtegt Gesetz an ech wëll och drop hiweisen, datt déi Brigade vu Gréiwemaacher ënnert ganz schlechte Konditiounen huet misse schaffen. Dofir sinn ech frou, datt mer hei elo sou séier wéi méiglech kënnen ukommen. Ech wëll nach e puer Bemierkunge maachen zu der Motioun, déi Der abruecht hutt am Numm vun der Kommissioun, wann ech dat gutt verstanen hunn.

Här President, de Pluriannuel, dat ass ëmmer nëmmen eng Prospektioun, eng Hypothees, a selbstverständlech, wann ee Projeten huet déi méi wäit vir sinn, da kënne se och an der Planung virgezu ginn. Sou wäert dat dann hei bei dësem Projet méiglech sinn, sou wann d'Prospektioune fir 2008 waren. Dat ass de Stand vun dem leschte Budget, sou datt een déi Motioun och do kann unhuelen.

Et ass awer dee leschte Bauprojet, dee gestëmmt gëtt an dëser Legislaturperiod, Här President. Ech wëll do virun allem dem President vun der Kommissioun, dem Här Strotz, mäi Merci ausdrécken, mäin déifëmfonte Merci. Den Här Strotz, deen huet décidéiert net méi Kandidat ze sinn. En ass also deemno an där nächster Chamber net méi vertrueden. E war eng wichteg Stäip. En huet eng gewëssenhaft Aarbecht gemaach. En huet et och verstanen, a senger Kommissioun eng ganz gutt Atmosphär ze hunn. Ech wënschen dem Här Strotz vun Häerzen all Guddes an ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, wéi wäertvoll seng Mataarbecht mir war.

Ech wëll awer och deenen zwou Fraktioune vun de Gréngen a vun de Sozialiste merci soen. Well mir konnte vill konstruktiv Aarbecht an dëser Period um Niveau vun den öffentleche Baute maachen. Dat gesot, géif ech domadder och mäi Merci ausdrécke fir alles dat wat konnt geleescht ginn, ënnert munchmol schwierege Konditiounen, a wou een awer gespuert huet, datt den Interesse vum Land iwwer allen anere Considératioune gestanen huet.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ugeholl.

(Le quorum n'est pas atteint.)

Domadder wier dee Punkt ofgeschloss a mir kéimen dann zum leschte Punkt vun eisem Odre du jour, dat ass eng Consultatiounsdebatt iwwert d'Mobiltëlefonen. Et sinn agedroen: déi Hären Halsdorf, Bodry, Graas, Colombera an Huss. Et huet elo als éischten dann d'Wuert den Här Halsdorf.

(Interruption)

Ech wollt Iech dat nach soen, mat deene Motiounen déi agereecht gi sinn, den Här Jaerling huet d'Fro gestallt: Déi kommen d'nächst Woch op den Odre du jour.

D'Wuert huet elo den Här Jean-Marie Halsdorf.

(Interruptions)

Pardon. Den Här Innenminister Wolter huet d'Wuert.

8. Débat de consultation sur le plan sectoriel mobilophonie

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Mobilophonie zu Lëtzebuerg huet eng ganz gewalteg Entwécklung an deene leschte Jore kannt. Seit der Installatioun vun deenen éischten Antennen am Joer 1993 huet d'Zuel net opgehal ze wuessen. Zurzäit gëtt et ronn 420 Stations de base, déi vun dräi Opérateuren utiliséiert ginn. Och d'Unzuel vun den Abonnementer huet ganz staark zougeholl an ass vun 210.000 Abonnementer am Joer 1999 op 538.000 am Joer 2003 gestiegen. Dat ass ee Facteur vun zweeanenhallwen innerhalb vu fënnef Joer.

Eng Erhiewung, déi gemaach ginn ass vun der ILReS aus dem zweete Semester vum Joer 2002 huet gewisen, datt 79% vun alle Lëtzebuerger e GSM regelméisseg gebrauchen an ech si sécher, dass an deene leschten zwee Joer deen Taux och nach weider geklommen ass.

Déi meescht Antennen, iwwert déi mer jo haaptsächlech hei diskutéieren, well se de Relais maachen an d'Viraussetzung sinn, fir dass d'Mobilophonie iwwerhaapt ka fonctionnéieren, si ganz laang haaptsächlech no technesche Considératiounen opgeriicht ginn. Et ass eréischt méi kuerz, dass d'Attitüd geännert huet an dass och aner Aspekter wéi déi esthetesch Aspekter, d'Sécherheet an och Froe vun der Gesondheet méi an de Mëttelpunkt komm sinn.

Mir waren dofir gefuerdert fir eng Solutioun ze fannen op e Problem, dee sech duerch eng Jurisprudenz entwéckelt huet an dee riskéiert hätt, fir d'Mobilophonie zu Lëtzebuerg à long terme onméiglech ze maachen.

D'Gesetz vum 21. Mäerz 1997 iwwert d'Telekommunikatioune gesäit d'Lizenze vir, fir d'Exploitatioun vun der Mobilophonie ze maachen. An deem Gesetz gëtt d'Obligatioun de couverture nationale virgesinn. Déi Leit, déi dat bedreiwen, mussen 98% vun der Populatioun a 95% vum Territoire ofdecken.

An der Praxis, an dat spiere mer jo alleguerten, wa mer mam Handy ënnerwee sinn, wa mer dann ee Moment net am Réseau sinn, an déi Roserei, déi sech doraus ergëtt, ass en fin de compte awer praktesch eng 100%eg Couverture erfuerdert an och gëtt se vun deenen eenzelne Bedreiwer ugestrieft.

Et si verschidden Autorisatiounen noutwendeg, wann ee wëllt e Réseau opbauen. Et brauch een eng Bautegenehmegung, déi vum Buergermeeschter ausgeliwwert gëtt. Et brauch een eng Autorisation d'exploitation, déi aus dem Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés erausgeet. A wann esou eng Antenn an der Zone verte opgestallt gëtt, da brauch een och nach eng Autorisatioun en application vum Gesetz vum 19. Januar vun dësem Joer iwwert d'Protection de la nature.

D'Autorisatioun vum Kommodo kann eréischt ausgestallt ginn, wann déi Installatioun conforme ass mat der Definitioun vun der Zone am PAG vun där eenzelner Gemeng. An dat huet Problemer mat sech bruecht, well eises Wëssens - et gëtt driwwer diskutéiert, ob Biekerech, ob déi eppes soen, mä da wär et eng - 117 Gemengen op jiddfer Fall keng Zonen hunn, déi en fin de compte d'Installatioun vun der Mobilophonie expressis verbis erlaabt. Dat, well de Gros vun eise PAGen an de Gemengen aus enger Zäit staamt, wou et d'Mobilophonie einfach net ginn ass, also déi Gemengeresponsabel och net am virauseilende Gehorsam schonn am Fong konnten de Prinzip vun der Mobilophonie aschreiwen zu enger Zäit, wou en nach net do war.

D'Geriichter sinn an enger Rei vun Uerteeler zur Konklusioun komm, dass een awer nëmmen eng Antenn kann opriichten, wa se expressis verbis virgesi wier am Gemenge-PAG. Nun hate mer natierlech en Dilemma doranner. Waarde mer bis mer déi 118 PAGe vun de Gemenge geännert hunn, fir datt se conforme si fir kënnen d'Antennen opzehuelen? Dat hätt riskéiert, eis mol eng Kéier tëschent aacht an zéng Joer zréckzegeheien, an et hätt d'Existenz selwer vum Réseau an eisen Aen a Fro gestallt.

Oder gi mer an eng Richtung fir ze kucken, wéi een eng Sortie aus där Fro géif fannen? Dat d'autant plus, dass déi Considératiounen, déi jo ganz vill ugeschwat ginn, haaptsächlech déi Gesondheetsconsidératiounen, en fin de compte bis haut nach net tranchéiert gi sinn, well déi eréischt kënnen tranchéiert gi wann ee conforme ass zum PAG, a wann een net conforme ass zum PAG, een iwwerhaapt net op déi essentiell Fro vun der Gesondheet hikënnt.

De Plang, dee mer hei entwéckelt hunn, huet zum Zil fir déi dach zimlech anarchesch Verbreedung vun Installatioune vun Antennen onméiglech ze maachen, fir d'Gemengen ze responsabiliséieren an haaptsächlech dem Buergermeeschter ganz vill Méiglechkeeten ze gi fir, am Kader vu senge Kompetenze selbstverständlech, déi en huet, mat ze diskutéiere wou déi Antenne kënnen opgeriicht ginn. Dat am Intérêt vum Client - dat heescht vun eis alleguer, well wann ech soen 80% vun de Leit haten 2002 e GSM, da sinn et der haut héchstwahrscheinlech wäit an déi 80% -, dee gären hätt, dass dee Réseau iwwert d'ganzt Land géif fonctionnéieren, wat dann nees „in line" ass mat den Erausfuerderunge vum Gesetz vun 1997 wat de Bedreiwer vum Réseau praktesch obligéiert eng national Couverture ze ginn.

Mir haten, wéi gesot, dräi Méiglechkeeten. Déi éischt, déi mer direkt ausgeschloss hunn, nämlech waarde bis mer an allen 118 PAGen am Fong déi Zonen definéiert hätten, déi et géifen erlabe fir d'Mobilophonie ze definéieren, nom Prinzip vun der Autonomie communale, hu mer relativ séier écartéiert aus deene Grënn, déi ech virdru gesot hunn.

Zweetens, d'Méiglechkeet oder d'Iddi, déi mäi Kolleeg de François Biltgen an eisen Diskussioune préconiséiert huet, fir ze soen: Ma mir maachen eng Ëmännerung vun der Gesetzgebung vun 1937 iwwert den Aménagement communal, vum Gesetz vun 1999 iwwert den Aménagement du territoire a vum Gesetz vun 1982 iwwert d'Protection de la nature an et brauch ee just nach eng Autorisatioun op Basis vum Gesetz vun 1999 iwwert d'Établissements classés. Mir hätten also domadder am Fong d'Gemengenautonomie komplett ewechgeholl an aus dem Grond vun der Utilité publique hätte mer gesot: Dat ass eng national Kompetenz an d'Gemengen hunn näischt domadder ze dinn.

Dat ass op den heftege Widderstand vum Innenminister gestouss, deen doranner eng grave Atteinte um Prinzip vun der Autonomie communale gesinn hat an deen och no Diskussioune säi Kolleeg an der Regierung dervu konnt iwwerzeegen, dass et wichteg wier, dass d'Gemengen an där ganzer Prozedur am Kader vun hire Kompetenzen e wichtege Rôle géife spillen, an deen, mengen ech, an enger ganzer Rei vu Stellungnahmen, déi mer déi lescht Méint héieren hunn, oft net esou verstane ginn ass wéi en ze verstoe war.

Mir sinn nämlech der Meenung, dass d'Gemengen haut vill méi Kompetenzen hunn an eng ganz wichteg Roll ze spillen hunn a mir wollten en fin de compte net d'Gemengen aus där Responsabilitéit huelen, déi, wéi d'Praxis et bewisen huet - do kënnt ech Iech elo reieweis Beispiller bréngen, ech épargnéieren Iech déi -, en fin de compte haut net spillt. Et gëtt haut masseg Antennen an de Gemengen, och an deene Gemengen, déi zum Deel ganz negativ op dee Plan sectoriel hei geäntwert hunn, wou au su et au gré vun de Gemengeresponsabelen an ouni Autorisatioun Antennen opgeriicht si ginn. Mat deem System ass et haut eriwwer, wéi et och mat deem System vu muer u soll eriwwer sinn, dass sech en fin de compte opgereegt gëtt iwwert d'Installatioun vun esou Antennen an awer d'Aen zougepëtzt ginn, wann dann a Wunnquartieren op Haiser oder op kommunalen Installatiounen en fin de compte dat dann awer gemaach gëtt.

Mir hunn eis fir déi drëtt Solutioun entscheet, déi vum Plan sectoriel, well mer gäre gehat hätten, dass mer eng kloer Definitioun hätte vun den Attributioune vun deenen engen a vun deenen aneren. De Plan sectoriel baséiert op zéng Prinzipien.

1. Deen éischten ass deen, dass mer dat nach eng Kéier confirméiere wat implizit aus dem Gesetz vun 1997 erauszeliesen ass, dass mer et hei mat enger Utilité publique ze dinn hunn, well wa mer op där enger Säit 98% Couverture verlaangen, dann ass dat praktesch eng Couverture, déi d'Utilité publique beinhalt.

2. De Buergermeeschter muss all Autorisatioun vu Konstruktioun vun enger neier Antenn genehmegen, wat fir eis e ganz wesentleche Punkt ass am Kader vun der Autonomie communale; allerdéngs beschränkt op déi Saachen, déi de Buergermeeschter och a sengen Attributiounen a Kompetenzen huet.

3. Esou eng Autorisatioun kann nëmmen am Prinzip ausgi ginn, wann d'Installatioun conforme zum PAG ass, ausser de Requérant kënnt eng Derogatioun hunn. Dat heescht, an Zukunft sinn d'Gemenge bei der Ausaarbechtung vu deenen neie PAGen, déi jo elo mussen opgrond vun deem Gesetz kommen, wat mer elo just viru e puer Minutten diskutéiert hunn, gefuerdert fir sécherzestellen, datt an hire PAGen déi Zonë richteg definéiert sinn.

4. En attendant gesäit dee Plan sectoriel vir, dass Derogatioune kënne virgeholl ginn; an de Buergermeeschter huet also d'Méiglechkeet fir Derogatiounen unzeginn. Wann en dat net wëllt maachen oder wann en net mam Emplacement d'accord ass, da muss de Bedreiwer beweisen, dass operationell Imperativen en derzou bréngen, dass d'Antenn op enger gewëssener Positioun muss sinn an dass keen anert Argument, wat den Urbanismus ubelaangt, sech deem widderschreift.

5. De Buergermeeschter kann all Autorisatioun refuséieren, déi contraire zu deenen Zonen ass,

wou am PAG explizit virgesinn ass, dass een esou eng Antenn net däerf opriichten. Un de Gemengen ass et also elo an deenen nächste Joren ze kucken opgrond vun deene Kritären, wéi ech et virdru gesot hu wat den Urbanismus ubelaangt, ze definéiere wat fir eng Zonen, dass dat sinn.

6. De Buergermeeschter kann dann och nach d'Autorisatioun op eng ganz Rei vu spezifesche Kritäre baséieren an dat, le cas échéant, an Zesummenaarbecht mam Institut luxembourgeois de régulation.

7. E ganz wichtege Punkt, de Punkt siwen, deen ech an deene leschte Méint net oft an der Diskussioun héieren hunn, sinn d'Opérateuren, déi an Zukunft mussen d'Gemeng am Viraus informéiere wa se wëllen eng Antenn opriichten. Jo, mir ginn esou wäit, dass mer soen: Mir hätte gären, dass Gemeng fir Gemeng, an Zukunft d'Opérateuren de gesamte Réseau mat de Gemengeresponsabelen duerchdiskutéieren, fir dass een eng kohärent Politik kritt, dass een net au cas le cas fiert, eng Antenn hei, eng Antenn do, mä dass een e Réseau kann zesummeschléissen, deen esou ass, dass déi Antennen an der Gemeng esou placéiert ginn, dass eng optimal Couverture ka gereegelt ginn.

8. D'Dispositions transitoires fir déi Antennen; déi elo do sinn, do ginn et der, déi genehmegt sinn, do ginn et der, déi net genehmegt sinn. Et sinn der ganz vill, déi net genehmegt sinn, hunn ech virdru gesot, déi wou d'Gemengeresponsabel awer pertinemment wëssen, datt se do sinn, dat, d'autant plus, dass se ganz oft op Gebailechkeete vun der Gemeng selwer installéiert gi sinn. D'Dispositions transitoires erlaben et dem Buergermeeschter fir déi kënnen ze régulariséieren. Wa mer soen erlaben, dann ass et contrairement zu deem wat mer och hu misse liesen net esou, dass dat eng Flicht ass, dat ass eng Erlaabnis, déi no enger gewëssener Prozedur sech ofspille muss.

9. Dann, nees fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen, hu mer e Groupe interministériel agesat wou déi eenzel Acteuren derbäi sinn, déi d'Gemenge solle guidéieren an hinnen hëllefen zesumme mat den Opérateuren zu enger Léisung ze fannen, déi am Intérêt vun alle Parteien ass. Well hei geet et net drëm, fir ze probéieren d'Opérateure géint d'Gemengen auszespillen, d'Gemenge géint de Client auszespillen, mä mir hätte gären, dass mer zu enger Réglementatioun kommen, wou mer am Averständnis mat deenen eenzelne Parteien allgemeng zu enger Solutioun kënne kommen an dofir hu mer dee Groupe interministériel agesat.

10. An de Punkt zéng ass deen, dass mer den ILR chargéieren, fir en Inventaire vun den Emplacementer vun de Statiounen ze maachen, dee permanent à jour gesat soll ginn.

Mir hunn am Februar 2002 an engem Groupe de travail ugefaangen iwwert deen heite Plan sectoriel ze diskutéieren. Ech hu virdru gesot, wat d'Alternative waren, déi mer do zur Diskussioun haten, wat fir eng Solutioun, dass mer zréckbehalen hunn. De Regierungsrot huet sech de 14. Februar 2003 mat där Solutioun, déi mer tësche puer Ministèren duerchdiskutéiert haten, d'accord erklärt. Mir hunn den 29. Abrëll de ganze Plang an d'Prozedur ginn. Bis zum 17. September hunn 100 Gemengen hiren Avis ginn, sou wéi dat am Gesetz virgesinn ass. Et si 40 Avis favorables gewiescht, 13 mat verschiddene Reserven, 44 défavorable an 3 Avisën - dat hate mer jo scho bei deem éischten - hu mer beim beschte Wëllen net entchiffert kritt, ob dat e positiven oder en negativen Avis wier. Den 29. Januar vun dësem Joer huet den CSAT säin Avis ginn. Den 18. Februar vun dësem Joer huet den CIAT säin Avis ginn, sou wéi d'Gesetz dat och virgesäit.

Ech kommen dann zur Analys vun deenen Avisen, well an deenen Avisen en fin de compte déi haaptsächlech Kritiken, déi dësem Plan sectoriel zuwidderleien, dach behandelt si ginn.

Et sinn der zéng en fin de compte, wann een d'Reprochë kuckt, déi mer do erëmfonnt hunn.

Dat éischt ass, dass de Plan sectoriel d'Gesondheetsaspekter vun der Fro net géif behandelen.

Dat zweet wär, dass mer keng Definitioun vun de Zones sensibles an de Zones d'expulsion an deenen déi Installatioune komplett verbuede wären, géifen ausweisen.

Dat drëtt ass, dass gemengt ginn ass, dass d'Gemengeresponsabel net à même wäre fir d'Nécessité opérationnelle kënnen ze jugéieren.

Dat véiert war d'Fuerderung, dass d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur och op déi Installatioune géif appliquéiert ginn, déi ënner 100 Watt senden. Haut ass et jo esou, dass nëmmen déi mussen eng Kommodosprozedur maachen, déi iwwer 100 Watt senden.

Déi fënneft war d'Exigenz fir och e Permis de bâtir missen auszestellen, wann et sech ëm eng Installatioun handelt, déi an engem bestehende Gebai wier.

Dat sechst war d'Fro vun der Limitatioun vum Taux d'émission vun den Antennen. Déi misst een nach méi streng maache wéi déi, déi mer souwisou scho virgesinn hunn.

Dann hunn eng Rei Gemenge gefrot, dass een déi Émetteure systematesch an d'Gréngzon soll setzen, dass een also eng obligatoresch Distanz tëschent der bebauter Zon an der Zon, wou déi Antennen drop wären, géif fixéieren.

Eng aacht Kritik ass komm, dass mer d'Konstitutioun géife violéieren.

Eng néngt war déi, dass gemengt ginn ass, dass den Artikel 15 zu enger systematescher Régularisatioun vun de bestehenden Antenne géif féieren.

Eng zéngt war déi, dass Leit oder Gemenge bemängelt hunn, dass hei d'Utilité publique géif bruecht ginn.

An eng eeleft war déi, dass Kritike komm sinn iwwert d'Form, dass gesot ginn ass d'Partie écrite, d'Partie graphique ass net conforme zu dem Gesetz vun 1999 iwwert d'Landesplanung.

An ech géif da probéieren op déi haaptsächlechst vun deene Kritiken anzegoen. Ech hu se a véier Kategorië regruppéiert. Verschidde vun deene Kritike kann een nämlech matenee behandelen.

Dat éischt sinn all déi Kritiken, déi an der Relatioun komm si wat d'Gesondheet, de Rayonnement an esou weider ubelaangt, d'Kompetenz vun de Gemengen doran.

Éischtens, muss een nach eng Kéier rappeléieren, dass d'Gemenge keng Kompetenzen hunn an eisem Wëllen no och net wäerten a solle kréien, fir d'Froe vun de Radiatiounen oder de Principe de précaution kënnen ze applizéieren. D'Gemengen hunn och keng Kompetenz en matière vu Sécurité santé, salubrité vun hiren Administréën, also keng Compétence générale. Déi sinn nämlech duerch aner Gesetzer regléiert, nämlech duerch d'Gesetz vun 1999 iwwert d'Établissements publics.

Mir mengen net, dass ee soll zu enger 118-facher Interpretatioun vun deenen Norme kommen, mä dass et wichteg ass an deem heiten Domän eng Norm ze hunn, eng national Norm, déi sech en fin de compte appliziéiert, esou dass mer och déi Fuerderungen, déi do komm sinn, net wëllen an och net kënnen zréckbehalen. Et ass d'ailleurs esou, dass e Buergermeeschter, deen eng Installatioun vun enger Gemeng géif refuséiere mat deenen doten Argumenter, eng Illegalitéit géif begoen, well e sech an eng Kompetenz amëscht, déi nu wierklech net seng Kompetenz ass.

Eng zweet Fro, déi sech also gestallt huet, ass déi vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur. Déi kann nëmmen entaméiert gi wa mer d'Fro vum PAG gekläert hunn. Mir sinn zur Konklusioun komm, dass mer och bei deenen Emetteuren ënner 100 Watt, dat war eng vun de Kritiken, dass déi Kommodo-Inkommodo-Prozedur solle maachen, dass mer do effektiv eng Kommodo-Prozedur wäerten appliziéieren. Ech komme gläich nach dorobber zréck.

Wann een eis Norme kuckt an et vergläicht een se mat den Nopeschnormen an Europa, da stellt ee fest, dass mir déi geréngsten Normen hunn, déi et europawäit gëtt, nämlech bei de GSM-Antennen eng Norm vu maximal 3 Volt.

(Interruption)

Selbstverständlech heescht et guer näischt. Dann hätte mer jo och kënne méi strenger maachen, wann et näischt heescht. Ech stelle just fest, dass mir bei dräi Voltmeter si wat d'GSM-Antennen ubelaangt, dass Däitschland, wat jo nun awer den absolute Modell vun enger grénger Politik ass, bei 41 läit. Frankräich läit bei 41, Finnland läit bei 41, Holland läit bei 4, Norwegen läit bei 41, Portugal läit bei 41, Spuenien läit bei 41, Schweden läit bei 41, England läit bei 100. Mir leie bei dräi. Et gëtt kee Land an Europa wou d'Normen esou streng si wéi déi, déi mir an Zukunft wëllen appliziéieren.

Et kann een an deem Kontext soen, dass et sech bei deem sou genannte Salzbuerger Modell, dee jo vu verschiddene Leit préconiséiert gëtt, erausgestallt huet, dass dat eng Attrapp ass, dat fonctionnéiert iwwerhaapt net. Dat ass vun enger Universitéit gepréift ginn, mat engem offizielle Rapport, dee beweist, dass ënner enger gewëssener Stäerkt e Réseau iwwerhaapt net ze féieren ass an dass dat, wat do gezielt gëtt an deem sou genannte Salzbuerger Modell, du tape-à-l'oeil vu gewëssene Lokalpolitiker ass.

Wann een iwwerhaapt déi ganz Saach kuckt, da kënnt een net derlaanscht sech iwwer verschidde Saachen ze wonneren. Zum engen, dass mat den Antenne mer bei den dräi Voltmeter dee gréissten Troublement hunn a wann et ëm den Apparat geet mat deem mer alleguerten tëlefonéieren, dass do net mat därselwechter Energie vun deene Leit, déi géint dee Plang hei sinn, operéiert gëtt, wann et drëm geet ze kucken, wéi ass et dann heimadder a wéi ass et mat de Bestrahlungen, deenen een ausgesat ass wann een, wéi mir alleguerten, en Handy permanent bei der Broscht oder an der Täsch huet.

(Interruption)

Jo, Här Huss, Dir sidd wéi ëmmer déi löblech Ausnahm. Dir hutt dat vläicht gesot. Mir hunn eis jo an der Trap schonn oft iwwert déi Fro do ënnerhalen, mä Dir sidd nun hei net deen Eenzegen, deen interveneiert ass. Hei hunn nach 100 Gemengen interveneiert, wou all méiglech Saachen an den Avisë stongen. Hei huet déi sou genannte Société civile interveneiert, déi huet sech ganz grouss zu Wuert gemellt. Ech stelle just fest, wa mer dat kucken, wa mer also d'Stäerkt kucken, wa mer d'Leeschtung kucken, mat deene gesent gëtt, dass et…

(Interruption)

Neen, herno däerft Der alles soen, wat Der wëllt.

Mir stelle just fest, dass wa mer eng Antenn hu vun 100 Watt, mir schwätze jo ëmmer vun deenen iwwer 100 Watt an deenen ënner 100 Watt, dass dat mat sech bréngt, dass wa mer an direkter Linn, dass nämlech esou wéi déi Saache fonctionnéieren, dass mer no 60 Meter op deenen dräi Voltmeter sinn an dofir soll jo och d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur gemaach ginn, mä wa mer lénks a riets kucke vum Haaptstrahl, dass mer do zum Deel schonn no 20 Meter, respektiv no ënnen no dräi, véier Meter ënnert deenen dräi Voltmeter sinn, dass een dat en considératioun muss zéien. Dass de GSM, jee Produit mat zwee bis aacht Watt sent.

Elo seet een 100 Watt ass méi méi zwee bis aacht Watt. Just de Problem ass deen, dass wann Der de GSM beim Kapp hutt, dann hutt Der tëschent der Source, déi straalt an dem Récepteur, nämlech deen, deen de ganze Buttek an de Kapp kritt, hutt Der keng Distanz an da komme mer zu ganz interessante Resultater. Nämlech dass wa mer…

(Interruption)

Neen, iwwerhaapt kee Saz. Dir kënnt dat herno soen, esou wéi Der wëllt. Ech weess just, datt d'Experte mir gesot hunn, dass wann Dir tëlefonéiert mat engem Apparat an Dir hutt dee beim Kapp, da kritt Dir an de Kapp 20 Voltmeter. Dat ass siwemol méi wéi dat…

(Interruption)

Jo, kuerzzäiteg, dat kënne Fräiaarmsgespréicher sinn, dat kënnen Tëlefonsgespréicher si vun enger hallwer Stonn, wou Der also während enger hallwer Stonn déi zwanzeg Voltmeter an de Kapp praktesch ouni Problem erakritt.

(Interruption)

Här Huss, well Dir sidd deen eenzegen Expert hei am Land doriwwer, wierklech an all deene Saachen do. Soss kennt keen eppes dovunner.

All Kéiers wann hei dee gréngen Zip do geet, da sicht deen Handy hei d'Antenn, a wann deen d'Antenn sicht, da sent deen e Signal aus an dat Signal huet eng Stäerkt a jee méi wäit déi Antenn ewech ass, jee méi staark déi Maschinn hei muss fonctionnéieren.

Dat ass also contrairement zu deem wat mer a ganz ville Saache gelies hunn, esou dass mer Intérêt drun hunn, e Réseau ze hunn, wou mer ganz vill Antennen hu mat manner Puissance, well doduerch d'Leeschtung, déi den Appel an dat ass net nëmmen eemol all Véirelstonn, dat ass all puer Sekonnen eng Kéier, wou dee mat där Leeschtung am Fong muss goen, dass mer Intérêt hunn e System ze hu wou déi no beienee sinn, fir dass deen Apparat hei mat manner Stäerkt muss sende fir d'Signal ze captéiere wat noutwendeg ass, fir bei d'Antenn ze kommen.

Wa mir an der Boxentäsch eisen Apparat hei hunn, dann heescht dat, dass mir eis de ganzen Dag mat 20 Voltmeter an der Boxentäsch bestrahlen. Dat ass wesentlech méi wéi déi dräi, déi mer fir d'Antennë wëlle maachen. Wann Dir am Bus sidd an Dir stitt niewent enger Persoun, déi tëlefonéiert, da gitt Der während där ganzer Dauer vun deem Gespréich mat siwe Voltmeter, wann een dat wëllt esou soen, matbestrahlt. An deen drotlosen Tëlefon, deen d'Leit alleguerten doheem hunn - an d'Majoritéit vun de Leit hunn entretemps en Tëlefon doheem, deen ouni Drot fonctionnéiert -, dee sent en permanence mat enger Stäerkt vun dräi Voltmeter am Haus, déi net erauskommen.

Dat heescht mir missten, vu dass mer hei jo op d'Antennen esou keen drop sinn, eng Réglementatioun maachen, wou mer en fin de compte deen drotlosen Tëlefon doheem, deen awer all Mënsch huet, ouni dass jeemools - ausser dem Här Huss selbstverständlech, deen deen ass, deen eppes dovunner kennt - en fin de compte d'Leit enger Stäerkt ausgesat sinn, déi méi héich ass wéi déi, déi hei duerch d'Antennë wäert kommen.

(Interruption)

Ech hunn dat einfach eng Kéier misse soen, well, wann een déi Avisen duerchkuckt, déi mer esou lénks a riets kritt hunn, jo mat esou enger schrecklecher Konzentratioun probéiert gëtt, déi Antennen do kleng ze halen, fir dat emol esou ze soen. Mä mat all deenen anere Saachen, mat deene mer och beschäftegt sinn, zum Beispill wann Der Iech d'ganz Nuecht den Tëlefon nieft de Kapp leet, wat fir eng Konsequenzen, dass dat à long terme ka fir Iech hunn, domadder gëtt sech awer ganz wéineg ausenaner gesat.

Déi zweet Kritik, déi mer héieren hunn: Dee Plang wär net conforme zu eiser Verfassung. Ech muss soen, dass ech net verstinn, wéi een op esou eng Kritik ka kommen, well den Artikel 107 vun eiser Verfassung gesäit ganz kloer vir, dass d'Gesetz d'Gemengekompetenze kann anengen. Dat ass d'ailleurs och e Grondprinzip vum Gesetz vun 1999 iwwert den Aménagement du Territoire, an dat Gesetz huet dem Législateur jo expressis verbis d'Méiglechkeet gi fir sech iwwer Plan-sectorielë wéi déi hei en fin de compte der Autonomie communale ze substituéieren.

D'ailleurs och an der Charte européenne de l'Autonomie communale steet et ganz kloer dran, dass de Législateur sech selbstverständlech à tout moment der kommunaler Autonomie kann am Fong substituéieren, an net méi spéit wéi de Mëtteg féiere mer och dee Prinzip jo elo an eis Gemenge-PAGen definitiv an, dass mer soen, d'Landesplanung steet hierarchesch gesinn iwwert der Gemengeplanung.

Déi drëtt Kritik oder den drëtte Kritikendeel ass deen, dass gesot gëtt, den Artikel 15 géif virgesinn, dass d'Gemengen, dass d'Buergermeeschteren elo eng automatesch Régularisatioun misste maache vun deenen Antennen, déi elo opgeriicht sinn. Quod non, dat steet nämlech iwwerhaapt net dran. Et steet dran, dass et eng Peut-Considératioun ass, si kënnen dat maachen, si mussen awer - an dat ass eben aneschters wéi elo an engem gewëssenen Délai äntwerten - informéiert ginn, si mussen äntwerten, a wa se net domadder d'accord sinn, da mussen se Argumenter ubidde fir kënnen ze soen, firwat dass se net domadder d'accord sinn.

Déi Argumenter kënne selbstverständlech nëmmen urbanistescher Natur sinn, an ech soen nach eng Kéier: Mir hu jo déi Kommissioun bäigesat wou Vertrieder vun alle Parteien dobäi si fir ze kucken, dass mer de Gemengen eng zousätzlech Hëllef ginn, fir mat den Opérateuren zesummen eben e Réseau opzebauen an hire Gemengen, dee performant ass an dee fonctionnéiert.

Da kënnt jo eréischt déi Etapp wou vill Leit gesot hunn a vill Gemenge geschriwwen hu fir ze soen: Et gëtt net iwwert d'Santésprozedur an deem Plan sectoriel hei geschwat! Mä et ass net drëm gaangen. Ech soen et nach eng Kéier: De Plan sectoriel ass en Instrument vum Aménagement du Territoire, deem säin Objektiv ass et net fir aner Gesetzer ausser Kraaft ze setzen, an doduerch muss iwwert d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur am Fong all Antenn nach eng Kéier confirméiert ginn. Dat heescht de Buergermeeschter, dee gëtt d'Autorisatioun um Niveau vum Aménagement communal, an da muss iwwert d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur nach eng Kéier sécheregestallt ginn, dass déi Antennen och conforme sinn. Wa se net conforme sinn, da gi se selbstverständlech refuséiert.

Ech soen nach eng Kéier, dass mer awer trotzdeem der Meenung sinn, dass et besser ass, dass dat eng Plaz hei am Land ass, déi dat fir

d'ganzt Land organiséiert, wéi dass mer 118-mol an deenen 118 Gemengen do verschidden Interpretatioune géife kréien, woubäi ech, wann ech Buergermeeschter wier an ech géif mech eng Sekund och an déi Plaz wëllen eng Kéier setzen, da wär ech frou wann ech déi dote Froen net misst léisen, well ech nu wierklech mer net ka virstellen, wéi d'Kompetenz wär, ausser ech wär nu wierklech e Superfachmann wéi den Här Huss hei, deen dat kéint jugéieren. Mä ech bezweiwelen awer, dass de Gros vun eisen 118 Buergermeeschteren à même wär, fir wierklech wëssenschaftlech beluecht och kënnen ze kucken an och ze vérifiéieren ob d'Antennë conforme sinn zu den Normen, déi mer definéiert hunn.

Et kënnt nach eng Kritik iwwert d'Form vum Plan sectoriel, dass eng Rei vu Gemengen, awer och den CSAT an den CIAT bedaueren, dass dee GSM-Plang hei en atypesche Plan sectoriel wär, souwuel wat d'Partie écrite wéi och d'Partie graphique betrëfft. En typesche Plan sectoriel wär hirer Meenung no en Dokument an der Form vum Plan sectoriel „lycées", deen ech hei op dëser Tribün viru sechs Woche virgestallt hunn. Dee Lycéesplang, deen aus ganz vill Text, Statistiken, Analysen iwwert d'Bevölkerungsentwécklung, d'Demographie an de System vun de Regioune mat hiren Zentre besteet, deen als Zweck huet, d'Standuerter vun deenen nächste Lycéeë festzeleeën, esou dass si der Entwécklung vun de Regiounen entspriechen.

Nun ass et awer esou, an d'Wuert seet et, dass d'Mobilophonie a senger Funktioun näischt ze dinn huet mat festen, definitiven, fixë Standuerter a regionaler Entwécklung.

(Interruption)

Jo, wësst Der, mir schwätze jo net nëmme fir Iech. Mir schwätzen och fir Iech, mä an engem Dossier, deen esou wichteg ass, deen esou kontrovers diskutéiert ginn ass, wou esou vill Saachen och an deene leschte Méint gesot gi sinn, ass et net onwichteg, dass een eng Kéier de gesamte Lien dovunner mécht. Hei ass probéiert ginn op eng ganz komesch Aart a Weis Politik ze maachen, an da musst Der einfach der Regierung erlaben, dass se op déi Kritiken an op déi Ureegungen, déi do komm sinn, Äntwerte ka ginn. De Problem, dee mer also...

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hunn elo net Iech gemengt, ech hu si zwee hei gemengt.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- De Problem, dee mer also am Secteur vun der Mobilophonie ze léisen hunn, ass e ganz anere wéi d'Pénurie vu Standuertfroen am Secteur vun de Lycéeën. Dee konkrete Problem, dee mer haut musse léisen, ass deen, dass d'PAGe vun de Gemengen d'GSM-Antennë guer net virgesinn. Dat heescht, dass d'Antennen och keng Baugenehmegung kënne kréien, ausser an der Zone d'équipement public an an der Zone verte. Fir dëse Problem ze léisen, brauche mir keng wëssenschaftlech Approche wéi beim Lycéesplang, mä eng reglementaresch Approche, e reglementarescht Instrument.

D'Landesplanungsgesetz vun 1999 gëtt iwwregens keng Detailer doriwwer wéi eng Partie graphique an eng Partie écrite mussen ausgesinn. An eisen Aen iere sech also d'Gemengen an och den CSAT an den CIAT wa se soen, dass de Plan sectoriel „GSM" net conforme zum Gesetz wär. Mir sinn och der Meenung, dass et keng Alternativ zum Plang gëtt wéi en elo hei virläit. Wéilte mer et esou maache wéi den CSAT et proposéiert, nämlech de Réseau vum Stat entwerfen a bauen ze loossen, da misste mer d'Dauer ëm aacht bis zéng Joer zréckstellen a mir hätten de Problem vun der net Konformitéit vun den Antennen an de PAGen nawell net geléist.

Wéilte mer kee Plan sectoriel maachen, bléif nëmmen d'Méiglechkeet vun engem Spezialgesetz fir zu enger Rechtssécherheet ze kommen. Domadder hätte mer awer d'Gemengekompetenz an dësem Beräich ganz ausser Kraaft gesat an dat war net dee Wee, dee mer zréck wollte wielen. Deen atypesche Plan sectoriel „GSM-Antennen" ass haut déi beschte Léisung fir déi juristesch Situatioun ze kläre an de Gemengen e Matsproocherecht ze loosse wou déi nei Antennë sollen hikommen, respektiv aus urbanisteschen an aus esthetesche Grënn net däerfen hikommen.

Speziell zur Partie graphique: Et muss ee sech virun Ae féieren, dass de Réseau vun de Basisstatiounen net ëmmer gläich bleift, mä eppes Dynamesches ass. Och domadder hunn ech mech am Ufank emol misse befaassen an och beléiere loossen, well ech war am Ufank och der Meenung, dass et jo géif duergoen iwwert d'ganzt Land am Fong esou vill Standuerter virzegesinn an dann am Fong déi eenzel Antennen dropzehänken an dann hätte mer de Problem geléist.

D'Zuel vun den Antennen awer an domadder d'Gréisst vun deenen eenzelnen Zelle vum Réseau bestëmmt awer d'Frequenzen, déi zur Verfügung stinn. Wou déi Frequenzen an e puer Joer gebraucht ginn a wéi se gebraucht ginn, kann een net am Viraus soen, well dat vu ganz ville Facteuren ofhänkt, notamment vun der Densitéit, vun der Unzuel vu Leit, déi am Réseau wëllen aktiv sinn. De Souci, dee mer jo hunn, ass dee fir de Leit eng Couverture optimale 24 Stonnen op 24 am ganze Land kënnen zur Verfügung ze stellen.

Mir hunn also e Wee gesicht a mir hunn en och fonnt wéi een eng dynamesch Entwécklung op enger Kaart kéint festhalen. Den Artikel 14 vum Règlement grand-ducal gesäit vir, dass den ILR en interaktiven Internetsite entwéckelt, op dee jiddfereen, net nëmmen d'Gemengen, Zougrëff huet a sech esou iwwert déi aktuell Situatioun informéiere kann. Den ILR aktualiséiert seng Datebank soubal eng nei Antenn dobäikënnt oder eng al Antenn geréckelt gëtt.

Als Utilisateur gesäit een net nëmmen, wou genau sech d'Antenne befannen, mä och wien den Opérateur ass, säit wéini se a Betrib ass a wéi eng Puissance d'émissioun, dass se huet. Fir déi, déi keen Internetuschloss hunn oder net kënnen domadder ëmgoen, bleift ëmmer nach d'Méiglechkeet, fir sech op der Gemeng informéieren ze loossen. Wann Dir wëllt wëssen, wéi esou e Site ausgesäit, kënnt Dir Iech eng Kéier den Internetsite vum POS Aéroport ënner „findel.pos.lu" oder d'Homepage vum Bakom an der Schwäiz - Bundesamt fir Kommunikatioun - ukucken.

Schlussendlech, wann ech d'Kritike kucken, wann ech se mat den Erausfuerderunge vergläichen, déi mer hei hunn, wa mer se mat deene Reglementer a mat de Gesetzer vergläichen, déi en vigueur sinn an déi mer zum Deel och net wëllen aneschters gesi wéi an enger uniformer Applicatioun iwwert d'ganzt Land vun deeneselwechte Kritären, si mer zur Konklusioun komm, dass net vill vun de Kritike Rescht bleift - objektiv gesinn -, déi gemaach si ginn.

Et sinn zwou Saachen, déi mer wëllen änneren am Plan sectoriel „mobilophonie", no där Konsultatiounsprozedur, déi ech anzwousch schonn ugeschwat hunn, déi ech awer nach eng Kéier hei wëll widderhuelen. Déi éischt ass déi, dass mer am Artikel 14 do eng Mise à jour continuelle vun der Partie graphique virgesinn, dass mer also den ILR beoptraagt hunn net nëmmen op Kaarten, mä och iwwer en Internetsite am Fong praktesch en permanence dee leschte Stand vun deem Plang ze iwwerdroen, sou dass jiddfereen, net nëmmen d'Gemengen, och den Utilisateur à tout moment weess a sech kann dovunner iwwerzeegen, wou d'Antennen am Land da stinn.

An déi zweet ass déi, dass och d'Installatiounen ënner 100 Watt ënnert d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur solle kommen, dass also net nëmmen déi Emetteure mat enger Puissance d'émission vun iwwer 100 Watt där Contrainte ënnerleien, allerdéngs mat enger allégéierter Prozedur par rapport zu deem, wat d'Emetteuren iwwer 100 Watt hunn.

Schlussendlech hunn ech en Ziedel ausgedeelt. Bon, et sinn elo nach siwe Leit hei. Deenen anere kënnt Dir dat, Här President, heemschécken. Aacht mam President, pardon.

Une voix.- Lauter gudder!

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Lauter gudder.

Fir mol eng Kéier opzeraumen…

Une voix.- D'Majoritéit ass an der Minoritéit.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Dat ass net schlëmm. Et si Wahlzäiten.

(Interruptions)

Une voix.- Wa mer haut géifen ofstëmmen, da wier de Projet de règlement vum Dësch.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Mä et gëtt net ofgestëmmt iwwert de Projet de règlement. Ma jo, et ass awer…

(Interruptions)

Mir hunn dat esou arrangéiert, dass dat net noutwendeg ass. Ech wollt vläicht just nach eng Kéier weisen...

(Interruptions)

Ech wollt just eng Kéier weisen, wéi déi Antennen haut ausgesinn. Well een heiansdo d'Impressioun huet, dass also all Antenn, am Fong esou wéi mir dat traditionell gesinn, aus engem Mast besteet, wou uewen eppes drop ass. Hei ass déi vun Neumünster.

Une voix.- D'Strahle gesäit een net op der Foto.

M. le Président.- Da loosst de Minister dach schwätzen!

(Interruption)

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Hei ass déi vun Neumünster. Dat weist sech an engem klenge Krop. Et ass eng Antenn, déi ënner 100 Watt ass, déi esthetesch propper an d'Landschaft ka kommen. De Problem ass op jidde Fall net do. Ech ka mer nu wierklech net virstellen, dass do de Problem wier, deen d'Gemengen nach hätten um Niveau vun der Esthetik, fir esou Antenne kënnen ze genehmegen.

An zu där Froe vun der Emissioun, déi den Här Bodry och elo nach eng Kéier ugeschwat huet: Iwwerloosst deene Spezialisten, déi dofir do sinn, iwwerloosst deenen déi Aarbecht ze maachen, fir déi de Législateur se beoptraagt huet, nämlech ze kucken am Kader vun der Kommodo-Inkommodo Prozedur dofir ze suergen, dass d'Emissiounen d'Grenzwäerter net iwwerschreiden, déi mer hunn, wat déi nidderegst Grenzwäerter an Europa sinn. Gitt net op de ganz geféierleche Wee, gitt wierklech net op dee ganz geféierleche Wee, fir ze mengen d'Buergermeeschtere solle Riichter spillen a Saachen, fir déi se nu wierklech net déi richteg Fachkompetenz hunn.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf agedroen. Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

Débat

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Här President, Dir Hären, ech muss effektiv feststellen, dass keng Damm méi heibannen ass, an et ass iwwerhaapt schued, dass dësen Débat de consultation zu spéider Stonn hei stattfënnt iwwer eng Problematik, déi ganz wichteg ass an déi leider wéi gesot duerch d'Ëmstänn net deen Nidderschlag hei am Parlament fënnt, deen se verdéngt.

D'Froestellung an dëser Problematik ass ganz kloer: Brauche mer eng Regelung vun der Transmissioun an dësem Beräich? An déi ass schnell beäntwert: Jo, an zwar schnell. Mä wat stellt dëse Beräich u sech duer? Wat sinn d'Geforen? Wéi ass d'Situatioun elo? Wou leien d'Problemer? Natierlech ass et net esou einfach dat Ganzt unzegoen. Wann ee kuckt elo, wann ech mech als Persoun huelen, ech hu bal e bëssen eng gewësse GSM-Manie. Ech hu gären déi ganz Problematik. Ech hunn och méi där Apparaten. Dat heescht, ech hunn eng aner Approche dozou wéi aner Leit, déi vläicht kee GSM hunn oder nëmmen een hunn oder esou.

Do kann ech och e Beispill ginn, wat flott ass a wat ech mol eng Kéier op der Tribün erziele wëll. Dat war wéi mer d'Konsultatiounsprozedur gemaach hu vum Plan sectoriel zu Péiteng am Gemengerot. Ech hunn dann déi 15 Leit gefrot: „Wien huet dann elo e GSM?" Do waren der 13, déi een haten. Do hu mer dann ee Vote gemaach an eng Pattsituatioun kritt. Et huet eng Persoun sech enthalen, an déi hunn ech gefrot: „Firwat enthaalt Dir Iech dann?" „Ma jo" - seet deen - „ech hu mech enthalen, well ech kee GSM hunn." Do hunn ech gesot, dat ass awer eng flott Logik. Dat heescht, wann ech eppes net hunn, da geet dat mech näischt un. Ech mengen esou einfach ass et net. Hei brauche mer d'Solidaritéit an hei ass et och ganz wichteg, dass mer - Wéi géif ech soen? - an dësem Dossier konsequent virginn.

Et war och dëser Deeg an dem „Lëtzebuerger Wort" en Artikel, wou dra rapportéiert gëtt, dass am Fong geholl de GSM an Zukunft kann am Auto agebaut ginn, an dann hëlleft en den Autoen iwwer e Signal, dass déi an der Spuer bleiwen. Et ass also eng Sécherung fir d'Autofuerer, esou dass et generell Applicatioune gëtt, an dës Problematik eis all eppes ugeet.

De GSM ass e Gesellschaftsproblem an d'Utilité publique schéngt mer méi wéi evident. En ass e Bestanddeel vun enger moderner Kommunikatiounswelt, an zu Lëtzebuerg brauche mir eng seriö Kommunikatiounsinfrastruktur. Mir hunn och wirtschaftlech Argumenter, déi dat ënnerstraichen an déi eise Rôle zu Lëtzebuerg och weisen. Wa mer soen AOL, wa mer soen Amazon, wa mer soen SES zu Betzdorf, och eLuxembourg, dann ass et kloer, dass de GSM an esou e Kontext gehéiert. Nei Betriber, déi op Lëtzebuerg kommen, verlaangen och, dass d'GSMen op deene Plazen, wou déi Firme sech implantéieren, fonctionnéieren.

Wat bréngt eis elo esou e GSM? De Minister huet eng ganz exhaustive Duerstellung gemaach vun dësem Instrument. Mä et kann ee gären dee Verglach zéie mat engem Medikament, well mir hei och den Effet bénéfique kréien. Et ass jo och wéi bei de Medikamenter: Soulaang deen Effet bénéfique méi grouss ass wéi déi potenziell Niewewierkungen, dann ass d'Saach an der Rei. Well et gëtt kee Medikament, ob en aalt oder en neit, wat keng Niewewierkungen huet. Esou ass et och mat den Technologien. Déi si sécherlech do an et muss een nei Erfahrunge sammelen, sou kënne mer eventuell potenziell Risike besser ofschätzen, an dann déi och stramm ugoen - géif ech bal soen.

Ech rappeléiere gären aus deem Bléckwénkel eraus d'Interpellatioun vum Här Jean Huss iwwert d'Gesondheetsrisiken duerch elektromagnetesch Welle vu ganz déiwer an héijer Frequenz, déi mer hei an der Chamber haten - ech mengen, gutt ee Joer oder zwee Joer ass dat bal hier - a während där, géif ech soen, exhaustive iwwert dës Aspekter geschwat ginn ass. Ech wëll haut net grad esou am Detail op dësen Aspekt agoen - obschonn ech weess, dass den Här Huss wahrscheinlech do nach eng Kéier herno e klenge Spadséiergang duerch dës Effete maache wäert.

Ech hat gesot Effets bénéfiques vu GSMen, an déi gëtt et, an Dir kennt se alleguer: Noutsituatiounen, Katastrophen - do sinn ech iwwerzeegt, do si scho vill Mënscheliewe gerett gi mat GSMen -, Accidenter, wou schnell muss gehollef ginn, do kënne Mënscheliewe gerett ginn.

De GSM erliichtert am Fong geholl och dernieft nach déi mënschlech Kommunikatioun an e bréngt eng nei Form vu Kommunikatioun, nei Horizonter, nei Kritiken och. Ob dat elo besser ass, weess ech net. Eppes kann ee soen, ee Fazit kann een hei zéien: De soziale Benefiss ass awer bewisen. Deen ass doudsécher bewisen.

E kann och souguer wirtschaftlech Plus-value bréngen a klenge Betriber am Mëttelstand, wou zum Beispill den Handy kann iwwer eng Déviatioun eng Sekretärsaarbecht ersetzen. Mir gesinn also, dat bréngt eppes, dat Ganzt, déi ganz Problematik. Hei ass de GSM sécherlech eng positiv Erneierung.

D'Tatsaachen iwwert de Réseau hunn ech mer hei opgeschriwwen. Wéi ass d'Situatioun do? D'Technik als solch. 1993 hate mer déi éischt Apparater. Dat war déi éischt Generatioun. Elo si mer 10 Joer méi spéit. Elo kënne mer eng Evaluatioun maachen. Mir kréien Erfahrungswäerter, mir hu méi Abonnenten. Mir hunn elo déi zweet Generatioun. Mir fuere jo elo mat 900 an 1.800 MHz.

Ech mengen, et wier och emol interessant an dat hunn ech mer och esou opgeschriwwen, fir e kuerze Résumé ze maachen, wéi déi Frequenze sech situéieren, also wéi déi elektromagnetesch Felder sech am Fong geholl situéieren. Ech hu jo gesot, 900 an 1.800. Wann ech soen 900 MHz, da ginn am Fong awer d'Frequenze vun 880 an 915 respektiv vun 925 an 960 MHz benotzt. Also, mir gi bis op 960 erop an déi Frequenze ginn duer fir zéng Kilometer wäit ze kommen, wa keng Hindernisser do sinn - wat also beweist, wéi déi Energie sech da weiderdreift.

D'UMTSe gi vun 1.900 bis 2.300 MHz. Wann ech da kucken d'DECT-Téléfonen, déi virdrun ugeschwat gi sinn an op déi den Här Huss och nach herno ageet, déi leie bei 1.900 MHz; et ass also ongeféier ähnlech wéi d'UMTSen. Eis Mikrowellen, mat deene mer eist Iesse waarm maachen, leie bei 2.400 MHz. Et ass also just iwwert dem Beräich vum UMTS. An dann, witzegerweis, wat net gewosst ass, d'Televisiounsémetteuren an d'Radioémetteure gi vu 500 bis 840 MHz. Mir sinn also mat den Televisiounsémetteure bei bis zu 840 MHz. D'GSMe fänke scho bei 860 MHz un. Mir sinn also hei an engem Beräich, wou mer ganz no beienee leien.

Mir schwätzen haut iwwert d'Antennen, an d'Antennen dat ass nun emol e Réseau, en Zesummespill vu villen Antennen, an do gëtt et jo och nees e puer Zorten Antennen. De Minister huet dat jo och schonn ugeschwat. Et ginn d'Macro-cellulairen, d'Micro-cellulairen an d'Pico-cellulairen. D'Pico-cellulairë sinn déi, déi ganz wéineg Energie ofginn. D'Micro-cellulairen sinn déi ëm 100 Watt an d'Macro-cellulairë sinn déi ganz déck. Déi zwee

lescht fonctionnéiere wéi e GSM. Duerfir war dee Verglach, deen de Minister virdu gemaach huet, net falsch.

An hei kann een déi Klamer opmaachen: GSM-Antenn. Déi GSMen, déi mir an der Täsch hunn, déi kënne vun 250 Milliwatt bis 2 Watt senden. Déi 8 Watt, déi si just am Auto. Wann ech elo 20 Milliwatt um Niveau vum Kapp hunn, dann entsprécht dat 5 bis 10 Voltmeter. Wann ech 2 Watt beim Kapp hunn, dat ass d'Maximalleeschtung vum GSM, dann entsprécht dat Felder vu 50 bis 100 Volt pro Meter. Dat hänkt vun der Distanz of, well den Apparat passt sech automatesch un. Mä et beweist awer, wéi wichteg dass d'Distanz vum Apparat par rapport zum Mënsch oder par rapport zum Ouer, par rapport zum Kapp ass.

Wann ech op fënnef Meter vun enger Antenn ginn, déi jo 200 Milliwatt Leeschtung huet, da bréngt dëst e Feld vun 0,5 Voltmeter. Dat ass da fir ze weisen, wat d'Antenn ausmécht, also 0,5 Voltmeter. Wann ech awer elo e GSM huelen, Här Huss, an dat ass wierklech witzeg, wann ech e GSM huelen an ech huelen deen nëmme 15 Sekonne pro Dag, an dee GSM fonctionnéiert mat der Maximalleeschtung vun 2 Watt, dann entsprécht dat enger Belaaschtung vun engem permanente Feld vun 0,6 Volt pro Meter. Dat heescht also kloer: Et ass wichteg wéi een e GSM manipuléiert an et ass kloer, dass den Effet vun den Antennen net esou drastesch ass wéi dee vum Apparat selwer.

An d'DECTen, virdrun hat den Här Wolter dat och gesot, déi Donnéeën, déi ech hei hunn ass déi duerchschnëttlech Emissioun vum DECT, déi ass 10 Milliwatt, an dat entsprécht um Kapp engem Feld vun 10 bis 20 Volt pro Meter. Domat maachen ech déi Klamer zou. Mä ech wollt mol einfach weisen, op wat een do muss oppassen a wou d'Problematik sech stellt.

Réseauen zu Lëtzebuerg: d'Post huet 250 Antennen, Tango huet 170 Antennen. A mir hunn eng Situation de fait, de Minister huet se och ugeschwat, et sinn Antennen do, déi net autoriséiert goufen. Et sinn anerer do, déi missten opgeriicht gi fir d'Demande, well d'Demande do ass a fir en optimalen Empfang ze garantéieren, an dat besonnesch a Rushhouren. Also ass et kloer, eng Regulariséierung drängt sech op.

Der Post hire Réseau zeechent sech doduerch aus, dass si méi kleng Antennen hunn. Si hunn der méi. Si senden net esou staark, manner wéi 100 Watt hu se meeschtens a si sinn an enger Reechweit vu 500 Meter. Tango dergéint huet grouss Antennen, 1.000 Watt, déi gi 5 Kilometer wäit, mat enger limitéierter Zuel vu Clienten. Eis belsch Noperen, déi musse mer och net vergiessen, déi senden och schéin an eist Land eran. Déi hunn héich Antennen, déi hunn nämlech keng esou eng héich Densitéit, an hire Réseau dréint domat méi wäit hei an eist Land eran. Also déi zwee Systemer hunn e Pour an e Contre, mä mir liewen hei net op enger Insel a mir ginn och vu bausse bestrahlt. Dees soll ee sech bewosst sinn. 20% vun de Sitë gi vun der Post a vun Tango zesumme benotzt. Et gëtt awer och Plazen, wou dës Deelung vun de Siten aus Plazmangel net méiglech ass.

Eng Tatsaach, nach eng lescht an dësem Kontext: De Lëtzebuerger System ass esou gewuess, dass mer elo 2 Antennesystemer hunn. Alles op ee Réseau ze organiséieren, dat ass net méi méiglech. Mir sinn op engem „way of no return". Et muss och individuell ausgeschriwwe ginn.

Qualitativ, et ass schonn ugeschwat ginn: D'Grenzwäerter gehéieren zu deenen déifsten an Europa; 3 Volt pro Meter. Mä dat wëll ech och soen, déi 3 Volt pro Meter, déi fënnt ee sécherlech, awer déi fënnt een nëmme just op der Héicht vun der Antenn, dat heescht ongeféier op 20 Meter iwwert dem Buedem, an dës ginn ongeféier 50 bis 60 Meter, wéi de Minister et och gesot huet, vun der Antenn eraus gemooss. Dës Valeur, déi mer elo hunn, déi stellt laut Bedreiwer, wann een déi freet, d'Limite fir d'Réseauen ze bauen duer, well wa mer nach méi erofginn, soe si, brauche mer méi Antennen, an dat géif eng onméiglech Geschicht ginn. Den Här Huss wëllt eis jo herno beweisen, dass dat net esou ass. Et ass och dat, wéi ech informéiert si ginn.

An nach eppes wat ee muss soen: Déi Technologie, déi haut virläit, dat ass wierklech net de wesentleche Punkt. Ech weisen nach eng Kéier drop zréck. Frequenzméisseg ginn Televisioune bis 840 MHz an d'GSMe fänke scho bei 860 MHz un, oder 880 MHz; mer leien also hei ganz no beieneen.

Fazit, deen een hei kann zéien: Laut aktuelle wëssenschaftleche Kenntnisser ass keen Ënnerscheed ze maachen tëschent Radio- an Televisiounsstrahlen a GSM-Strahlen. Et ass och wichteg, dass een dat considéréiert.

Fir d'Zukunft muss een och wëssen, wat eis Réseauen ugeet, dass et bei allen neien Antennen eng Informatiounsflicht gëtt. Déi aner Bedreiwer ginn esou gewuer, wann nei Antenne geplangt ginn, wat dozou féiert, dass déi dräi Bedreiwer - säit gëschter hu mer jo en drëtte Bedreiwer - zesummen op ee Mast kommen. Dëst ass och aus esthetesche Iwwerleeunge gutt, fir esou ze regruppéieren. Souwisou huet Lëtzebuerg mat zwee Réseauen an d'Belsch mat dräi Réseauen net vill méi Antennen, wéi wa se nëmmen ee Réseau hätten.

D'UMTS-Technologie hat ech jo scho virdru schonn ugeschwat. Dës Antenne stinn och net wesentlech méi no beienee wéi déi, déi mer elo bei der Post hunn. Si stinn an engem Ëmkrees tëschent 300 a 500 Meter an 90% vun hinne kënnen op GSM-Sitë gesat ginn. Also hei hätte mer dann „GSM-Siten ass gläich UMTS-Siten". Vox mobile a Post, wësse mer, schaffen zesummen, an déi nei Antenne ginn och zesummen op ee Mast gesat an do kommen dann déi zwee Réseaue beieneen. Den UMTS wäert sech sécherlech entwéckelen, mä et ass awer net déi Léisung.

Ech géif éischter dee Verglach do maachen, den UMTS ass e bësse wéi ee Cadillac, géif ech soen, an de GPRS, dat ass de GSM, dat ass de Golf. Déi meescht Leit si mat engem Golf zefridden. Do sinn déi klassesch Applicatiounen drop. Dat geet duer. Dat geet eis alleguerten duer praktesch. An dat anert: Natierlech, den UMTS bréngt nei Saachen, mä dat ass wierklech ee Cadillac, dee brauch vill Energie, dee brauch vill Bensin a grad dës Problematik, mengen ech, wann ee se sou weist, déi erkläert och, firwat dass den UMTS sech net esou duerchgesat huet, firwat dass net deen erwaarten Duerchbroch komm ass.

(Interruption)

A vläicht och net wäert kommen. Dat musse mer kucken.

D'Gesondheetsaspekter, do wollt ech kuerz drop agoen, Här Huss. Dat ass d'Wierkung vun der Strahlung op de Mënsch. Do hu mer déi thermesch an déi athermesch Effeten. Déi thermesch Effetë si jo gemooss ginn. Do gëtt et als Limite 4 Watt pro Kilo. Wa mer déi Energie hunn, da geet d'Temperatur vum Kierper ee Grad an d'Luucht. D'GSM-Antenne sinn awer net capabel esou Temperaturstieger ze maachen, ausser direkt bei der Antenn.

Mä elo komme mer bei déi athermesch Effeten. Dat ass eng aner Geschicht. Do si jo Effeten, déi och geschildert ginn, wéi d'Reaktiounszäit, de Schlof, d'Elektrokardiogrammen, d'Electro-encéphalogrammen, pardon, déi variéieren, et geet op de Nervesystem, d'Konzentratioun, d'Middegkeet, Schlofstéierungen. Dat si lauter Elementer, déi hei zitéiert ginn. Mä eppes muss een awer och soen. Déi Symptomer, déi ganz oft beschriwwe ginn, déi et dann och wahrscheinlech gëtt, déi sinn awer och ganz oft mat Stresssituatioune gekoppelt. Esou dass et net ganz einfach ass, wëssenschaftlech ze kucken, de faire la part des choses fir ze soen, wat ass dat eent a wat ass dat anert. Ass dat eent duerch de Stress; ass dat eent net duerch de Stress?

Wat ee ka soen, ass eng Feststellung. Wëssenschaftlech Etüde befaasse sech awer besonnesch méi mat den Tëlefonë wéi mat den Antennen. Dat ass och eng Tatsaach. Et kann een och grosso modo feststellen, dass d'Effeten net reproductibel sinn, dass se statistesch net…

(Interruption)

Net ëmmer, wëssenschaftlech ass dat ganz schwéier. Dir kënnt eis jo dann herno erklären, Här Huss, wéi dat geet.

No den Donnéeën, déi ech hunn, ass et esou, statistesch wiere se net signifiant an et gëllt och Laangzäitrisiken natierlech ze evaluéieren.

Besonnesch déi thermesch Effeten, do hu mer jo virdrun driwwer geschwat, goufe bis dato evaluéiert. Hei leien d'Limiten effektiv bei 42 Volt pro Meter. Et ass sécher, de Principe de précaution muss spillen an dee wäert och spillen.

De Fazit, deen ee bis elo kann zéien, ass folgenden: Déi offiziell Instanzen, d'International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection, den ICNIRP, an d'OMS stelle fest, datt et keng zolidd wëssenschaftlech Basis gëtt fir d'Plaffonge vun de Strahlen, deene mer ausgesat sinn, erofzesetzen. Dat ass e Statement, dee kann een noliesen.

(Interruption)

Gutt. Dir kënnt mer dat herno soen. Loosst mech och mäi Beitrag fäerdeg maachen.

Duerfir, ech ka mech nëmmen drop verloossen, dat steet do. Dat ass eng offiziell Ulafsstell, eng offiziell Instanz, an déi soen dat. D'OMS seet dat och,a bei der OMS geet een net dovun aus, dass déi ënnerwandert wär vu Leit, déi net kompetent wären.

D'Maximalwäerter hei zu Lëtzebuerg, et ass ugeklongen, 3 Volt pro Meter; Kanton Salzburg, effektiv an Éisträich, 0,6 Volt pro Meter. Do huet jo den Här Roger Santini vum Institut National des Sciences Appliquées vu Lyon an den Neil Cherry aus Neuseeland, déi hunn de Modell ausgeschafft; an dann d'Belsch, do leie mer zwëschent 4,6 Voltmeter bei 900 MHz a 6,5 Voltmeter bei 1.800 MHz.

Gutt, dës Wäerter sinn do. Do kann ee vill driwwer diskutéieren. Mer wäerten och nach haut driwwer diskutéieren. Ech muss feststellen, dass mer do gutt leien, dass mer mat déi bescht an Europa hunn, an déi Wäerter muss een och eräm nees eng Kéier relativéieren. Well déi theoretesch Wäerter, déi gerechent Wäerter entspriechen net ëmmer de reelle Wäerter, dat muss een och mol soen. Dann d'Method fir ze moossen, déi ass net ëmmer déiselwecht. Déi variéiert an all System. D'Strahlung variéiert en fonctioun vun de Verbindungen, wa méi Verbindunge sinn, wa manner Verbindunge sinn. Wat méi elektresch Felder, wat méi Strahlungsquellen...

(Interruption)

Ech géif mer dat net umoossen. Den Här Huss ass „unreachable", géif den Englänner soen!

(Interruptions)

Mä méi elektresch Felder, méi Strahlungsquelle si mer ausgesat hei an eisem Land, ech hat et virdru gesot. Dee belsche Réseau, dee franséische Réseau, dat ass kloer.

Wann een eng Antenn hëlt zum Beispill, déi 12 Meter iwwert dem Buedem ass, dann huet een 1 Volt pro Meter, ab enger Héicht vun 2,5 Meter. Wann Der déi Antenn elo 2-mol méi héich maacht, Dir gitt op 24 Meter, dann ass et nëmme méi 0,6; a wann Der déi Antenn 36 Meter iwwert de Buedem setzt, dann ass et nëmme méi nach 0,3.

Une voix.- Dat ass ganz richteg.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Dat ass sécher. Dat ass fir déi Variabelen ze weisen, déi et gëtt.

M. Jean Asselborn *(LSAP)*.- Da kënne mer d'Antenne jo um Waasser opriichten.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Richteg. Ech gesinn, Här Asselborn, Dir verstitt och eppes. Dat mécht eis vill Freed.

(Hilarité)

Geet d'Zuel vun den Abonnenten an d'Luucht, da geet d'Leeschtung vun der Antenn och an d'Luucht. Dat muss ee wëssen. Dofir, et kommen ëmmer méi Abonnenten, dat spillt och ganz vill. Esou ass zum Beispill, wann een elo 2-mol méi Abonnenten huet, da geet déi elektresch Feldstäerkt ëm 41% an d'Luucht.

Hannert der Antenn, do fannt Der op 4,5 Meter scho Wäerter vun 3 Voltmeter, dat huet den Här Wolter och scho gesot. Mä eng aner Informatioun, wou et wichteg ass, dass et déi gëtt, dat ass, dass wann eng Antenn an engem Daach steet a wann do eng Dalle ass - eng Dalle, dat ass wichteg -, dann ass de Maximum nëmme méi 0,1 Volt pro Meter. Do gëtt et hei am Land esou e Modell, do stinn 18 Antennen an do gëtt nëmme méi 0,1 Voltmeter gemooss, also ass de Bëton, als Dalle, och wichteg fir esou Strahlen ofzehalen, an et muss ee wëssen - dat huet den Här Wolter och gesot - de Carré vun der Distanz spillt eng Roll. Dat heescht, wat ee méi ewech geet bei de GSMen a bei den Antennen, wat et méi erof geet.

(Interruptions)

Une voix.- Soll ech lech den Här Einstein zitéieren. Ech kann lech herno en Zitat ufänken.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Ech fuere mol weider.

Mä d'Energie, déi vum Tëlefon ofgeet, hänkt och dovunner of, wéi wäit d'Antenn ewech steet. An doraus muss ee schléissen: Sollen d'Antenne manner ofstrahlen, da mussen et der méi ginn, dann ass den eventuellen Tëlefonsbenotzer méi no bei der Antenn an esou strahlt den Tëlefon manner erof, den Här Wolter huet dat jo och virdru gesot, an esou bréngt d'Iddi fir d'Antennen aus den Uertschaften ze verbannen - dat ass wichteg - mat sech, dass méi Leeschtung muss aus dësen Antenne goen. Et ass also falsch, fir dat ze maachen an dat stoung jo a verschiddenen Avisën. Dat ass net gutt et soll een also esou vill ewéi méiglech d'Antennen esou no ewéi méiglech bei d'Utilisateure bréngen.

Geet den Tëlefon méi wäit vum Réseau ewech, da gëtt d'Leeschtung méi héich - dat hat ech jo gesot - an duerfir ass d'Tëlefonéieren aus engem Haus net esou gesond wéi wann een dobaussen ass. Wann Der am Haus tëlefonéiert, hutt Der bis e Facteur 100, deen d'Mauere spillen. Dofir tëlefonéiert ee besser virun der Dier a wat besonnesch wichteg ass a wat een nach eng Kéier hei muss rappeléieren, och wann net vill Leit heibanne sinn, dass Tëlefonéieren aus dem Auto immens schlecht ass. Dat ass wierklech ganz schlecht, well de Metall strahlt total of. Dat ass immens schlecht.

Une voix.- Wéi vill ass dat?

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Dat ass méi wéi 100, dee strahlt immens of.

An et muss ee feststellen, dass een hei an enger Cage de Faraday ass, dat heescht wann der d'Antenn baussen hutt ass dat net immens gutt. Also net aus dem Auto tëlefonéieren! Et ass net nëmme gesetzlech verbueden et ass och nach schlecht fir d'Gesondheet.

D'Aart a Weis wéi den Handy manipuléiert gëtt…

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här Halsdorf, Dir sidd hei ganz schlecht placéiert, fir hei anere Leit Lektiounen ze ginn.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- …ass méi problematesch wéi d'Basisstatioun.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir tëlefonéiert jo souguer heiansdo mat zwee Handyen!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Justement, ech sinn en connaissance de cause an dat ass gutt, wann ee weess wat ee mécht.

(Interruptions)

M. le Président.- An en ass Apdikter vu Beruff, hie versteet eppes dovunner.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Merci, Här President.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Här Halsdorf, sidd Dir méi krank wéi virdrun? Kënnt Der mer vläicht déi Äntwert do ginn. Sidd Dir méi krank wéi virdrun?

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Neen, ech sinn net méi krank.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Sidd Dir méi gesond?

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Ech mierken näischt. Wësst Der, dat ass schwéier, méi ass heiansdo manner a manner ass heiansdo méi. Dat ass net ëmmer esou einfach.

(Interruptions)

Une voix.- Et kéint och plötzlech kommen, Här Halsdorf.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Also eng global national Regelung ass néideg, dat ass ugeklongen an dat ass och esou. A wéi soll dat geschéien? D'Regierung, déi nach duerch den Här Biltgen vertrueden ass, deem ech och félicitéieren, dass en zu spéider Stonn nach hei an der Chamber sitzt, proposéiert hei e Plan sectoriel. Wéi ass et dann do mat de Lokalautoritéiten, dem Buergermeeschter, dem Schäfferot, dem Gemengerot, déi do Kompetenzen hunn? D'Antenne sti jo op Gemengenterritoire an d'Kompetenz vun der Gemeng beschränkt sech justement laut Constitutioun op hiren Territoire. De Buergermeeschter respektiv de Schäffen- a Gemengerot muss mat der Opstellung vun den Antenne befaasst ginn. Wéi ass et hei mam Matsproocherecht?

Dat sinn déi Froen, déi ee sech hei muss stellen. Bei Bautegenehmegunge gëtt jo de Buergermeeschter befaasst a bei PAPen ass et de Gemengerot, dee befaasst gëtt an d'Antenn als solch steet och net am PAG dran - dat muss een och feststellen. Par analogie zu deem wann eng Antenn gesat gëtt, misst de Buergermeeschter respektiv de Gemengerot also entscheeden, natierlech op Basis vum PAG, wat oder wat net soll sinn, ob eng Op-

stellung erlaabt ass oder net. Hei soll elo - déi Propositioun läit jo vir - e Plan sectoriel dat maachen an ech sinn der Meenung, dass dës Démarche richteg ass. Et steet am Wahlprogramm vun der CSV. Ech hunn en dofir op mengem Büro leien. Ech käint Iech e ganz virliesen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Als Dokument gëtt et dat do zwar net.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Ech kann Iech e siche goen. Waart, ech ginn Iech e sichen.

Une voix.- Kuckt op „www.csv.lu".

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat ass keen empiresche Beweis, dass dat Argument do richteg ass.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Här Bodry, et beweist awer, dass mer de la suite dans les idées hunn. Also do steet dran: „Der sektorielle Plan über Mobilfunkantennen ermöglicht den Gemeinden unkoordinierte Einrichtungen zu verhindern. Im Zeichen des Vorsorgeprinzips will die CSV weiterhin die strengsten Auflagen in Europa vornehmen…" - dat ass ganz wichteg - „…ohne den wirtschaftlichen Nutzen für Luxemburg in Frage zu stellen."

Une voix.- Wouranner gesitt Dir dann déi strengsten Direktiven? Si wëlle jo eppes Neies verformen. Wéi sinn déi dann?

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Do kënnt Dir jo herno nach Äre Statement bréngen. Fir mech ass et kloer, de politesche Wëllen ass fir do d'Spëtzt op deem Niveau ze sinn am gudde Sënn vum Wuert, dat soll een ervirstraichen an dat wollt ech och soen.

Déi aner Tatsaach, déi mer och hunn, ass - an den Här Wolter huet dat virdrun och ugeschwat -, dass mir immens divergent Meenunge beim Avis iwwert d'Konsultatiounsprozedur am Plan sectoriel gehat hunn. 40 Stéck hunn et gutt fonnt, 13 hate Reserven, 44 waren dergéint, 3 waren net prezis genuch. Dorauser muss ee schlussfolgeren, dass mer hei eng heterogen Haltung hunn, wou eng global kohärent Approche néideg ass, vu datt mer eng Utilité publique hunn, déi en nationalen Hannergrond huet. De Réseau ass also net lokal, mä national ze kucken an dës Problematik verlaangt eng national global Léisung.

Des Weidere muss ee feststellen, dass déi Erfahrungen, déi bis dato am Beräich beim Opstelle vun Antenne gemaach goufen, och Divergenze beim Opstelle bruecht hunn; an déi Avisë weise jo déi verschidden Appréciatiounen. Dofir brauche mer eng kohärent global Approche an dësem Dossier fir eng équitabel Verdeelung vun den Antennen ze kréien. An dat ass ebe méiglech, well och d'Spezialiste soen, dass e Réseau nëmme gesamt geplangt ka ginn an net lokal an duerfir ass dëst Instrument adequat a gutt.

Mir schwätze vu Kompetenze beim Opstellen, déi leie sécherlech net beim Buergermeeschter, mä éischter bei där neutraler interministerieller Kommissioun - an dat ass gutt esou - an de Buergermeeschter ka jo déi Experten uschwätzen an doriwwer eraus hunn d'Gemengenautoritéiten och d'Méiglechkeet bei der Bautegenehmegung respektiv beim Kommodo-Verfahren ee Wuert matzeschwätzen.

Ech ginn da kuerz op déi eenzel Artikelen an, wou ech e puer Prezisioune wollt ginn. Zum Artikel 3, do gëtt jo d'Utilité publique ausgeschwat, sous condition dass eng Autorisatioun laut Gesetzgebung iwwer Réseau a Servicer vun elektronescher Kommunikatioun virläit an déi Autorisatioun iwwert den Aménagement communal muss also do sinn an ass also och d'Conditio sine qua non; déi musse mer jo elo esou nennen, mir kënnen net méi vum 37er Gesetz schwätzen. Hei muss also eng Konformitéit mam PAG sinn.

Mä wann ech elo den Artikel 5 uschwätzen, do ka laanscht d'Gemengenautoritéiten décidéiert ginn an hei käint ee bal mengen dat wier esou eng Aart Chèque en blanc. Ech mengen awer net, dass dat esou ass, well do gëtt vun Impératifs opérationnels geschwat an déi Impératifs opérationnels, mengen ech, kéinten no objektiven a wëssenschaftleche Kritären novollzéibar sinn. Do gëtt et mathematesch Modeller, déi dat ausrechnen an ech géif net mengen, dass do kéint en Arbitraire geschéien. Deen ass a mengen Aen ausgeschloss.

(M. Jean Asselborn prend la Présidence)

Da gëtt och nach vun engem Intérêt prépondérant geschwat, also engem virrangegen Interesse par rapport zum Gesetz vun 1937, wat mer haut jo ëmgestëmmt hunn, zum Naturschutzgesetz vun 1982 an zum Aménagement-du-Territoire-Gesetz vun 1999. Hei muss also dëse virrangegen Interesse laut Artikel gi sinn, fir dass eng Autorisatioun méiglech ass an ech mengen do wier keen Arbitraire dran, dat wier eng kloer Geschicht, sou dass, och wann ee mengt dat kéint hei e Chèque en blanc sinn, dass dat net esou ass, dass deen Artikel 5 also och fir Gemengeresponsabel vivabel ass. Et si jo och informatesch Hëllefstellungen, déi déi Zonen auszeechnen, esou dass a mengen Aen net ka gefuddelt ginn.

Laut Artikel 6 muss gekuckt ginn, dass déi Antennen a bestoend Infrastrukture gesat ginn - dat ass och gutt.

An den Artikel 7 seet: „Sans entraîner des coûts excessifs." Gutt, dat ass och relativ arbitraire, mä ech mengen do kéint een och e Konsensus fanne fir esthetesch Verbesserungen ze kréien. Et ass e gewëssene Knätschgummi an dësem Ganzen dran, mä ech mengen et wier awer vertrietbar.

Beim Artikel 8 geet et drëm, dass de Buergermeeschter d'Zuel vun neien Implantatioune maximal limitéiere soll, dobäi awer méiglech Entwécklungen a Bedierfnisser a seng Décisioun afléisse léisst. An dat ass, mengen ech, awer net esou ohne, well wann de Buergermeeschter do muss méiglech Entwécklunge vu Bedierfnisser a seng Décisioun arechnen, dat ass net einfach fir dat virauszegesinn, an dat ass geféierlech, well wann do eng Persoun eng Kéier klot, da gëtt dat net esou einfach. Wann déi seet: Ech sinn der Meenung, Dir hätt dat dote misse gesinn. An de Buergermeeschter ass net där Meenung, dann ass dat eng Situatioun, wou ech frou wier, wann déi méi prezis kéint am Artikel 8 ginn oder wann ee se souguer géif eraushuelen. Mä den Här Biltgen ass jo hei als Jurist an hie kann eis do vläicht herno soen, wéi hien dat gesäit; mä dat ass fir mech e Punkt, deen net esou evident ass.

Am Artikel 9 gëtt vum Plan d'équipement et d'installation couvrant l'ensemble du territoire communal geschwat. Dat ass eng kloer Aussо, wou de Réseau an der Gemeng opgestallt gëtt. Mä wéi ass et mat de Réseauen an den Nopeschgemengen? Do misst och ee Lien gemaach ginn an dat ass och eppes, wat een hei muss ervirstraichen. Dëse Plang geet jo da bei déi Commission interministérielle, wou Spezialiste sëtzen, déi maachen en Avis an déi Kommissioun gëtt déi néideg Garantien, dass dat okay ass.

Et gëtt och gesot, dass geschützten Zone kreéiert ginn - dat ass och richteg. Et gëtt och gesot, dass Antenne mussen op Plazen opgeriicht ginn, dass se net visibel sinn oder onsiichtbar sinn - dat ass och gutt. D'Relatioune wéi ILR-Buergermeeschter oder ILR-Gemengenautoritéite sinn transparent an all Mënsch kann erausfannen, wou d'Antenne stinn. Dat ass am Règlement grand-ducal, géif ech soen, adequat geléist an och d'Iwwergangsbestëmmunge sinn an der Rei, wann een dat esou liest. Déi Regulariséierung ass duerchschaubar an transparent.

Dat ass wéi ech d'Saach gesinn, Här Bodry, Dir gesidd et wahrscheinlech anescht.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech gesinn et ganz anescht.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- Gutt.

An de Kommodo-Dossier bréngt dann nach déi néideg Garantien; dat ass fir mech e wichtegt Instrument, well do ass de Principe de précaution awer trotzdeem garantéiert. Mir hunn eng mat deene strengste Kommodosgesetzgebungen, esou dass ech och géif mengen, dass mer do Garantië kréien, déi vläicht aner Länner net hätten.

Ech wëll hei eng Klamer opmaachen: D'Grenzwäerter an der EU kéinten och mol eng Kéier harmoniséiert ginn an da mussen déi net no ënnen harmoniséiert ginn, mä déi kéinten och emol no uewen harmoniséiert ginn an da géif vläicht eppes ganz aneres dobäi erauskommen.

Nu kéint een nach déi Fro vun deenen Antennen ënner 100 Watt opwerfen, dat si jo déi Micro- a Pico-Cellulairen, do soll e Kommodo Klass véier, en allégéierte Kommodo gemaach ginn. Ech mengen, dat wier och vertrietbar, well déi Energien, déi do fortginn, dat sinn déiselwecht wéi bei den DECTen a bei de GSMen, sou dass dat iergendwéi a mengen Ae vertrietbar ass.

Ech kommen elo zum Schluss, Här President. Wat bréngt eis elo dës ganz Démarche?

Bon, dëse sektorielle Plan directeur huet a sech d'Aufgab fir am Geescht vum Aménagement du Territoire eng équitabel Verdeelung vun esou Statiounen ze garantéieren, wëssend awer och dass d'Bedreiwer no kommerzielle Kritäre fonctionnéieren, datt also och d'Zuel vun den Antennen duerch de Maart festgeluecht gëtt.

Zweetens, dës Démarche erméiglecht eis eng Applicatioun vun der Kommodo-Gesetzgebung, déi mer bis dato net ëmmer haten an drëttens kréie mer eng Regulariséierung an dem Opstelle vun den Antennen. Dat ass scho ganz vill an, an deem heiten Dossier soll ee keng Angscht maachen. Ech mengen, dat bréngt net vill.

Déi nei Technologie huet am Fong geholl den Duerchbroch gemaach. Potentiell Geforen, déi et eventuell gëtt, sinn awer nach net bewisen, obscho méi gefuerscht gëtt wéi jee. Dat muss een zwar och soen, obschonn ëmmer méi Leit têlefonéieren, wat statistesch awer misst méi Relevanz bréngen. Bewisen ass awer, dass wann all Bedreiwer hei zu Lëtzebuerg säi Réseau ofstellt, also kee Réseau méi zu Lëtzebuerg ass, dass trotzdeem a ganz Lëtzebuerg e GSM-Empfang méiglech ass, praktesch am ganze Land. Dat ass och eng Strahlung, déi also do ass. Däers muss ee sech och bewosst si wa mer diskutéieren.

Dofir mécht et och Sënn an dësem Kontext dee wirtschaftlechen Aspekt nach eng Kéier ervirzestraichen. Dëse Réseau oder dës Problematik, dëse ganzen Domän bréngt Aarbechtsplazen, Steiergelder kommen eran duerch dës Aktivitéiten. Dat ass eng gutt Saach. An all Konzernéiert, och d'Antennebedreiwer, hunn am Interesse vun der Transparenz a vun der Nohaltegkeet wierklech Intérêt hei ganz transparent ze schaffe par analogie zu deemselwechte wat ech virdru gesot hunn iwwert d'Medikamenter. Do huet een och all Intérêt, wann een e Medikament op de Maart bréngt, datt ee seet, dat do sinn d'Niewewierkungen an hei ass et e bëssen d'selwecht. Och hei, mengen ech, misst ee ganz nohalteg an transparent funktionéieren. Déi klengsten Niewewierkung muss considéréiert an analyséiert ginn. E strenge Suivi ass ubruecht fir dëse Secteur wierklech ze konsolidéieren, well d'Gesondheet an d'Wuelsi vun eise Matbierger grad wéi déi wirtschaftlech Interesse mussen hei beschtméiglech harmonéieren. Dëst kann nëmmen am Kompromëss geschéien a mir als CSV sinn iwwerzeegt, dass dës legislativ Démarche, déi hei virläit, e ganz gudde Kompromëss ass.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Merci, Här Halsdorf. Den nächste Riedner ass den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Merci, Här President Asselborn. Ech wëll dann, well mer zu spéider Stonn sinn a well esou mann Leit hei sinn, vläicht och nommen déi Leit begréissen, déi hei sinn: den Här Huss, den Här Colombera an den Här Halsdorf, plus Dir, Här President, Här Asselborn. Stelle mer fest, dass fir kuerz Momenter d'Oppositioun an enger klorer Majoritéit ass. Vläicht ass dat e gutt Zeeche fir déi Period nom 13. Juni. Mä Spaass bäisäit, well et ass effektiv e seriöt Thema, wat leider ënnert deene Konditiounen hei muss behandelt ginn, wéi mer vill Texter elo an deene leschten Deeg behandelen. Dat soll awer déi Leit net dovunner ofhalen, déi hei un där Debatt deelhuelen, hir Aarbecht probéiere seriö ze maachen.

Et ass effektiv e wesentleche Punkt an enger Prozedur vun der Landesplanung, déi hei duerchgezu gëtt. D'Regierung ass gehalen hire Projet vun engem Plan sectoriel der Chamber virzeleeën an et ass un der Chamber dann och an enger Debatt hir Meenung dozou ze äusseren.

Ech wëll dat dann och am Numm vu menger Fraktioun probéieren ze maachen. Mir hate schonn eng Kéier eng kuerz Diskussioun iwwert dat heiten Thema am Oktober 2003, also viru knapp siwe Méint, wou ech selwer eng Question avec débat ugefrot hat zu deem doten Thema opgrond vun deenen Avisen, déi an deenen eenzelne Gemengeréit geholl si ginn. Ech brauch also net méi alles dat ze widderhuele wat ech schonn deemools hei vu Froe gestallt hunn.

Entre-temps ass jo och déi offiziell Prozedur weidergaangen. Mir hunn elo net nëmme virleien d'Avisë vun deenen eenzelne Gemengeréit, déi duerch d'Bank awer kritesch ausgefall sinn. Mir hunn och zwee aner offiziell Avisë virleien, déi d'Prozedur virgesäit. Dat ass den Avis vum Conseil supérieur vum Aménagement du Territoire, deen negativ ass, an et ass den Avis vum Comité interministériel vum Aménagement du Territoire, zesummegestallt vun deenen héchste Beamten aus deene wichtegste Ministèrë beim Stat, deen a senger éischter Konklusioun och negativ ass.

D'Regierung ass also domat konfrontéiert, an ech bewonneren eigentlech den Optimismus mat deem den Innenminister hei an déi Debatt eragaangen ass, wéi wann dat dote selbstverständlech wär, offiziell Autoritéite sech plutôt negativ zu sengem Projet äusseren, deen en hei gemaach huet, wéi wann do praktesch kee Problem wär. Ech mengen, mir sollten dat seriö huele wat déi offiziell Gremien do gesot hunn, déi sech effektiv och am Detail mat dem Regierungsprojet befaasst hunn an als sozialistesch Fraktioun deele mer eigentlech déi Grondaschätzung, déi souwuel de Conseil supérieur wéi och de Comité interministériel vum Aménagement du Territoire geholl hunn. Cocasse ass jo, dass deen zweeten Avis, dee vum Comité interministériel, also eng Regierungsémanatioun, d'Ënnerschrëft dréit vun der Madame Scholtes, wat u sech zurzäit den héchste Beamten am Ministère de l'Intérieur ass, dee Ministère, deen eigentlech hei federführend fir déi ganz Prozedur ass.

Wat seet den Avis vum Comité interministériel? Ganz lues, fir dass och jiddereen et matkritt. Ech géif hei déi éischt Konklusioun huelen, wat déi wichtegst ass an do muss eng Äntwert vun der Regierung drop gi ginn. „Le CIAT arrive donc à la même conclusion que le Conseil supérieur de l'Aménagement du Territoire à savoir que le document présenté par le Gouvernement n'est pas un plan sectoriel au sens de la législation sur l'aménagement du territoire et il demande sa révision, respectivement l'élaboration d'un plan conforme aux dispositions précitées ou qui au moins se rapproche le plus d'un plan qui doit avoir un caractère prospectif."

Une voix.- Wat heescht dat op Lëtzebuergesch?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- De Comité interministériel seet eigentlech praktesch datselwecht wéi och de Conseil supérieur. De Conseil supérieur ass zesummegesat aus Experten an där doter Matière vun der Landesplanung, respektiv och Vertrieder vum Gemengesecteur an deen ass och ganz kritesch zu deem ganzen Text, net nëmmen op deem prinzipielle Punkt, ob an der Form dee Plan sectoriel, deen d'Regierung proposéiert, conforme ass zu eisem Gesetz vun 1999, ob en also legal ass. Mä dee seet ënner anerem och dat doten an en hätt gären, dass dee Programm de fond en comble géif iwwerschafft ginn.

Also, wann ech dat emol eng Kéier däerf zesummefaassen hei, well et ass am Innenminister senger Presentatioun e bëssen ënnergaangen, dass also u sech d'Halschent vun de Gemengen deem Ganzen negativ géintiwwerstinn, op verschidde Mängel higewisen hunn an dass virun allem awer déi zwou Autoritéiten, déi konsultéiert gi sinn, déi vun der Regierung selwer agesat si ginn, sech negativ zum Prinzip ausschwätzen. Dat ass e Fakt an dee kann een net duerch déi schéinste Riede ganz einfach ewechwëschen. Do muss ee schonn e bësse méi an de Fong vun de Saache goen.

Ech wëll dat probéieren ze maachen, well jo och déi Avisen do sécherlech beaflosst waren duerch eng Rei juristesch Stellungnahmen, déi komm sinn. Ech géif mengen, net vun deene mannste Juristen hei op der Plaz Lëtzebuerg, ob dat elo de Maître Roland Assa ass, deen eng Lettre ouverte un de Premierminister geschriwwen huet virun etleche Méint, an där en op de Verfassungsbroch higewisen huet, op d'Illegalitéit vun deenen Texter vun der Regierung higewisen huet, a respektiv och en Avis vum Maître Marc Elvinger, iwwregens och nieweberufflech Chambellan de la Cour, deen och mat villen Argumenter ageet op déi Regierungsinitiativ hei an deen och ganz kloer mengt, dass deen heiten Text net conforme wär zum Gesetz vun 1999, wat d'Base légale awer vun deem Plan sectoriel ass.

Wann en also net conforme ass, dann daagt dee ganze Plan sectoriel näischt an dee riskéiert vun eise Geriichter bei der éischter Kontestatioun ëmgeworf ze ginn, mat dem Schued, deen dat da fir all Opérateuren a fir all Mënsch, dee gehofft hat, dass hei géif eng Léisung vum Problem fonnt ginn, mat sech zitt.

Ech zitéieren och ganz gären aus deem Avis vum Maître Marc Elvinger e charakteristesche Passage: „Je considère, pour ma part, qu'en sa teneur actuelle, ce projet de

plan directeur sectoriel est illégal car non conforme aux exigences de la loi de 1999 qui lui sert de base légale en ce qu'il ne comporte pas de partie graphique telle que prévue par la loi (carence à laquelle le projet prétend palier moyennant des dispositions de la partie écrite qui, à mon avis, ne rentrent pas dans les prévisions de la loi 1999)."

Et gesäit een also, dass wann een elo ofgesi vun där Stellungnahm, déi den Hausjurist vum Ministère de l'Intérieur gemaach huet zu den Avisë vun de Gemengen, deen iwwregens sech hiräisse gelooss huet zu Appréciatiounen, déi Beamten net ze maachen hunn an enger schrëftlecher Stellungnahm.

Hien huet an engem Avis, deen offiziell matgedeelt ginn ass un de Conseil supérieur vun der Landesplanung an un de Comité interministériel vun der Landesplanung, gemengt e misst d'Gemengen areien no hirer Appartenance politique vun de Schäfferéit, dee vu „communes socialistes" schwätzt, dee vun enger „argumentation purement et simplement hypocrite" schwätzt vun eenzelne Gemengen, déi et gewot hu säin Text an de Regierungstext ze contestéieren. Dat ass eng Frechheet, an dee Mann ka frou sinn, dass en elo am Verwaltungsgeriicht sëtzt. Well soss hätt ech hei gefrot, dass disziplinaresch géint esou e Beamte virgaange gëtt.

Une voix.- Très bien.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et ass inakzeptabel vun engem Regierungsbeamten an engem offiziellen Dokument, dat offizielle Gremien zougestallt gëtt, esou Appréciatiounen ze maachen! Och en CSV-Beamten däerf esou eppes hei zu Lëtzebuerg net maachen!

Une voix.- Très bien.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech soen dat mat där néideger Kloerheet. Natierlech huet d'Regierung der Chamber dat doten Dokument verheemlecht! D'Chamber huet eng Version „light" kritt vun där Stellungnahm. Mä den Avis vum Affekot an den Avis vum Conseil supérieur vun der Landesplanung a vum Comité interministériel, déi beruffe sech op en Text vum November 2003, deen d'Chamber natierlech net matkritt huet, fir dass d'Chamber net sollt iwwert déi dote Passagen diskutéieren.

Et ass fir mech inakzeptabel, dass e Beamten an enger offizieller Note, déi un offiziell Gremië weidergereecht gëtt, esou eng Appréciation politique, politicienne mécht vu Stellungnahmen, déi an enger offizieller Prozedur vu Gemengeréit, net vu Schäfferéit an net nëmme vu sozialistesche Schäfferéit geholl gi sinn - et si 44 negativ Stellungnahmen hei an deem Ganzen dran - an dee mat enger Arroganz sonnergläichen iwwert déi Argumenter do ewechfiert!

Da misst d'Regierung sech vläicht d'Fro stellen, ob net am Virfeld hätt missen eng aner Informatioun vläicht vun de Gemenge gemaach ginn. Wéi ass dann hei verfuer ginn? Hei ass administrativ bürokratesch verfuer ginn. Hei ginn Texter, déi zum Deel onlieserlech sinn, déi een, wann een net an där Matière ass, net ka verstoen, einfach par courrier verschéckt un d'Gemengen. Da kënnen sech d'Gemengen domadder erëmschloen. Dat ass d'Haltung, déi d'Regierung an deem heite Fall hat, an ech akzeptéieren net, dass e Beamten sech zu esou Saachen ausléisst. Do gëtt et fir mech keng Excuse!

Une voix.- Très bien.

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Här President, ech kann net akzeptéieren, dass hei iwwer Beamten hiergefuer gëtt - wann een een attackéiert, dann ass et d'Regierung - an ech ka schonn iwwerhaapt net akzeptéieren, dass hei engem Beamten, wou ech iwwerhaapt net weess, wat en denkt, wat e mécht, ënnerstallt gëtt, deen hätt aus parteipolitesche Grënn hei eppes gemaach! Dat kann ech schonn iwwerhaapt net akzeptéieren! Dat sinn Attacken, Här Bodry, do wär ech frou wann Der Iech dowéinst géift entschëllegen.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här Minister, hei misst sech en aneren entschëllegen! Wann Dir Verantwortung hutt - da loosst mer esou schwätzen, Här Minister - wann Dir akzeptéiert, dass enger offizieller Stellungnahm...

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Ech kann net akzeptéieren, dass hei gesot gëtt, e Beamten hätt aus parteipolitesche Grënn eppes gemaach, Här Bodry!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ass dat e consciencieusë Beamten, Här Minister, dee schreift…

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Äntwert op dat wat ech Iech gesot hunn! Mä Dir äntwert net drop!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …, dee vun „communes socialistes"…

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Dir kommt hei mat der Drecksschleider amplaz objektiv ze schwätzen!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ass dat eng consciencieuse Aarbecht wann e Beamten an enger Note schreift vun „communes socialistes"? Ass dat eng seriö Aarbecht, wann an enger offizieller Note zu sämtleche Stellungnahmen, déi d'Gemengeréit ofginn hunn, dee Beamte schreift, d'Gemengen hätten eng „attitude purement et simplement hypocrite"? Ass dat de Verwaltungsjargon? Ass dat de Verwaltungsjargon, deen och nach cautionnéiert gëtt vun de Regierungsmemberen?

Ech denken net drun, mech hei ze excuséieren! Et ass un der Regierung sech ze excuséieren, dass an enger offizieller Note, an engem seriöen Dossier esou e Knascht op d'Gemengen erofgefuer gëtt! Dat ass net seriö, a wann dat den Niveau ass wou mer hei diskutéieren, et deet mer Leed, da kënne mer hei wierklech net zu engem Konsensus kommen!

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Dir hutt bis elo nach näischt zum Fong gesot, Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech wäert och zum Fong kommen an ech mengen ech hätt genuch zitéiert aus dem Avis. Wann Dir natierlech sot, dass de Comité interministériel vum Aménagement du Territoire, deen ech zitéiert hunn aus senge Konklusiounen, näischt zum Fong gesot huet, da stellt Der jo och eng ganz gutt Zensur aus fir d'Spëtzebeamte vun déser Regierung. Da wëssen si jo och, wat Dir vun hinnen haalt.

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Ech kommen op d'Avisën zréck. Ech kommen zréck op d'Avisën, Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wann ech hei zitéiert hunn d'Konklusioun aus dem Avis vum Conseil supérieur vun der Landesplanung an Dir sot, ech hätt näischt zum Fong gesot, dann deet et mer Leed, da sot Der och gläichzäiteg de Conseil supérieur vun der Landesplanung hätt näischt zum Fong gesot, well déi Leit hu sech mat där doter Fro ofginn an déi hunn eng…

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Här Bodry, ech äntwerten op d'Avisë vun deem Conseil supérieur, mä ech géif gären eppes vun Iech héieren! Bis elo hunn ech näischt vun Iech héieren ausser Zitater an ausser Ënnerstellungen!

(Interruptions diverses)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här Minister, wann Der wëllt esou léif sinn an Iech op déi Debatte vum Oktober 2003 referéieren, do fannt Der genau déi Kritikpunkten erëm. Ech hunn deemools scho kritiséiert...

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Ma ech hunn och deemools drop geäntwert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, mä et schéngt net nohalteg am Fong Nidderschlag fonnt ze hunn, well all déi Avisë si postérieur no Ärer Äntwert, déi Der d'leschte Kéier am Parlament ginn hutt, déi ginn op den Oktober zréck, an d'Avisë si postérieur zu Ärer Äntwert, déi Der gitt. Si schéngt also net onbedéngt och Uklang fonnt ze hu bei deenen offizielle Stellen, déi vun der Regierung konsultéiert gi sinn.

Wat hunn déi Gremien nämlech gemaach? Si hu gesot, wat gehéiert zu engem Plan sectoriel, a si si kucke gaangen, wat steet am Gesetz vun 1999. Effektiv ass d'Obligatioun do, dass e Plan sectoriel muss eng Partie écrite an eng Partie graphique begräifen. A si hunn natierlech och Referenz geholl op de Fall, dass gesot gëtt am Gesetz, dass dee Plang enger Form muss obligatoresch erkläert ginn duerch e Règlement grand-ducal.

D'Regierung ass dee Wee net gaangen. Si huet nëmmen eigentlech e Projet de règlement grand-ducal presentéiert. Si huet eigentlech kee Plang presentéiert an niewendrun e Projet de règlement grand-ducal, deen en Deel vum Plang, de juristeschen Deel vun deem Plang, praktesch géif ëmsetzen.

Mä virun allem awer ass deen heiten Text - an dat ass déi Analys vun deene Gremien, déi gemaach ginn ass, déi huet eng Referenz geholl op de Programme directeur vun der Landesplanung, wat en iwwergeuerdnet Dokument ass par rapport zum Plan sectoriel, an de Plan sectoriel ass gehale sech un de Programme directeur vun der Landesplanung ze halen, an et ass eng Referenz gemaach ginn op d'Kapitel 1, 2 Säit 57 vun deem Programm, wou kloer drasteet wéi eng Standardstruktur vun engem Plan sectoriel muss ausgesinn.

Ech wëll dat elo net hei zitéieren. Dat si véier verschidde Punkten. Et ass e Fait, dass, wann een dat Dokument kuckt wat d'Regierung ausgeschafft huet, dat net där Standardstruktur entsprécht, déi am Programme directeur steet, ouni dass d'Regierung eng Explikatioun gëtt, firwat dass se vun deem eegene Schema ofweicht wat se sech an hirem Programme directeur vun der Landesplanung ginn huet.

Dat war dat zumindest wat ee muss maachen, well de Programme directeur - dat brauch ech dem Minister hoffentlech net an Erënnerung ze ruffen - muss d'Décisiounen an d'Aktioune vun de Pouvoir-publicen orientéieren. Wann een also ofweicht vun enger Indicatioun vum Programme directeur, da muss een dat zumindest zolidd motivéieren, soss däerf een dat net maachen. D'Regierung huet dat an deem heite Fall net gemaach.

Sou dass den Haaptkritikpunkt, deen ech am Oktober 2003 hei vun döser Tribün aus geäussert hunn, deen iwwerholl ginn ass vun dem Conseil supérieur a vum Comité interministériel, doranner besteet, dass eigentlech deen heite Plang net conforme ass zum Gesetz vun 1999, net conforme ass zum Programme directeur vun der Landesplanung, a besonnesch an deem Punkt, dass déi Partie graphique eigentlech onkomplett ass. Onkomplett an deem Sënn well eigentlech hei nëmmen den Inventaire gemaach gëtt vun deem wat besteet an eigentlech an dem Plan sectoriel, an der Partie graphique net eng Projektioun an d'Zukunft gemaach gëtt, wat eigentlech misst d'Missioun vun engem Plang sinn.

Une voix.- Fir dass e Plang Sënn mécht.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- An dat ass eben och dat wat virgesinn ass am Programme directeur selwer, wou geschwat gëtt vu Besoins, Visions, Mesures. Et ass eben dat wat hei feelt, well et hält an dem grapheschen Deel praktesch op mam Inventaire vun deene bestehenden, zu engem grousssen Deel illegale Statiounen, an et gëtt eigentlech net probéiert...

(Interruption)

Mir wëssen, dass dat net einfach ass. Ech wëll dat net verheemlechen, mä dat ännert awer näischt un der juristescher Fragwürdegkeet, un der rechtlecher Wackelegkeet eigentlech vun deem Instrument wat d'Regierung hei asetzt fir e reelle Problem probéieren ze léisen.

An d'Regierung selwer hat jo laang Zäit Bedenken. Si mécht elo hei wéi wann dat elo selbstverständlech wär, dass een op deen dote Wee geet. Mä d'Regierung selwer, dat wësse mer, hat jo laang Zäit Bedenken op deen heite Wee ze goen, an den Innenminister huet selwer och…

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Mir hunn et gemaach an ech war bereet op dëse Wee ze goen, well en de Gemenge méi Matsproocherecht gëtt. Déi aner…

(Interruption)

Jo, ganz genee, Här Huss. Et gëtt de Gemenge méi Matsproocherecht.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Mir sinn zwar net méi zu vill heibannen, mä ech géif mengen, wann ee wëllt d'Wuert froen, egal op de Bänken hei oder op de Bänken do, dass Der d'Wuert frot. Ech mengen, da komme mer nach besser iwwert d'Bühn. Merci.

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Da wär ech och frou, Här President, wann Der heiansdo géift den Orateur drop hiweisen, dass een och an dësem Sall muss sech moderéieren.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Also déi Lektioun, et deet mer Leed, Här President, déi Lektiounen do vun engem…

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Ech kann net akzeptéieren, dass hei vun CSV-Beamte geschwat gëtt! Dee Saz, Här Bodry, dat ass deen eenzege Saz, dee Saz „Och en CSV-Beamten…"! Et gëtt keng CSV-Beamten! Et gëtt keng LSAP-Beamten, et gëtt keng gréng Beamten, et gëtt hei Beamten am Stat, an do gëtt et e Statut.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wann e Beamte Gemengen als „socialistes" bezeechent, dann däerf ech och e Beamten als CSV-Beamte bezeechnen.

Une voix.- Très bien.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat Recht huelen ech mer.

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Ech mierke mer dat doten. Wann dat déi Aart a Weis ass wéi Dir wëllt Politik maachen, Här Bodry, dann à la bonheur, à la bonheur!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Also, wësst Der Dir kënnt keen Drock op mech ausüben. Et ass mir zimlech egal wat Dir Iech mierkt a wat Der Iech net mierkt. Ech mierke mer och déi Aart a Weis, wéi hei verfuer gëtt an eenzelne Ministèren an dass dat och nach op d'Approbatioun vun de Regierungsmemberen trëfft. Dat léisst déif blécken iwwert déi Aart a Weis, wéi Dir et verstitt, wéi d'Aarbecht soll an deenen eenzelne Ministèrë gemaach ginn.

Ech hätt mer do awer vun Ärer Säit eng aner Reaktioun erwaart wéi déi, déi ech elo hei héieren hunn. Anstatt e bësse méi bescheiden ze sinn, sicht Dir elo deejéinegen, deen ee Feeltrëtt dénoncéiert, hei selwer als Auteur duerzestellen. Dat ass eng onpropper Aart a Weis, wéi deen Dossier hei...

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Et gëtt eng einfach Aart a Weis, et gëtt eng propper Aart a Weis eppes duerzestellen, an et gëtt eng onpropper Aart a Weis an Dir hutt hei versicht Ënnerstellungen ze maachen, déi ech muss réfutéieren. Ech kenne mol déi Note net, déi Dir zitéiert!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Da sot och léiwer näischt dozou.

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Ech hunn näischt un där Note gesot. Ech hunn Iech just ënnerbrach, wéi Dir hei parteipolitesch Ënnerstellunge gemaach hutt, Här Bodry. Dat ass dat Eenzegt, wat ech gesot hunn. An dobäi bleiwen ech.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech kennen d'Note an ech kennen den Auteur an ech stelle fest, dass Dir Iech net distanzéiert vun deem heiten Text. Voilà!

Loosse mer weider zum Plang kommen, well dorëms geet et hei an dozou wëll ech och Stellung bezéien an zu deenen Inkohärenzen, déi an deem heite Plang drastinn. Ech wëll also weider méi an den Detail goen, net elo d'Haaptargument hei invoquéieren, wat vun deenen offizielle Gremien invoquéiert ginn ass géint deen dote Plang, net fir deen dote Plang. Ech wëll awer och op den Detail ze schwätze kommen, haaptsächlech op deen zentrale Punkt, an dat ass den Artikel 5 vun deem Projet de règlement grand-ducal, deen ech schonn am Oktober hei dénoncéiert hunn, well ech mengen, dass en an eenzelne Punkten net conforme ass zu der Philosophie vun eisen Opdeelunge vun de Kompetenzen tëschent Stat a Gemengen an dass en och eng Rei vun anere Prinziper heurtéiert, déi eis allegueren missten eigentlech um Häerz leien.

An dat ass also ganz kloer d'Fro éischtens emol vun de Kompetenze vum Buergermeeschter. Do mécht d'Regierung op engem Punkt - dat ass den eenzege Punkt - e Rückzieher, andeem se seet, dass elo net méi soll am Text stoen, dass de Buergermeeschter muss eigentlech eng Autorisation ginn, wann eenzel Konditiounen erfëllt sinn. Dat war dee Punkt, deen ech schonn dénoncéiert hunn am Oktober 2003.

Deemools war d'Regierung nach net grad esou flexibel wéi elo, a wou d'Regierung also agesäit, dass se do ze wäit gaangen ass an dass se do net kann eigentlech dem Buergermeeschter eng Compétence liée gi par rapport zu iergendwellechen Avisë vu konsultative Gremien, datt de Buergermeeschter muss - soss wäre mer an der Illegalitéit an do géif e Verfassungsbroch sécherlech virleien - hei kënnen opgrond vun engem Avis consultatif nach ëmmer seng Décisioun en âme et conscience, dat heescht opgrond vun deenen

Texter, déi hien ze applizéieren huet, huelen. Ech stellen also fest, dass d'Regierung op deem dote Punkt d'Argumenter, déi och an den Avisën erëmzefanne sinn, déi mir och hei geäussert hunn, akzeptéiert.

Et bleift awer, dass ech nach wie vor Problemer hu mat deem Artikel 5, deen - dat wësse mer jo - wäit geet. Dee wäit geet an deen haaptsächlech och, mengen ech, e Broch duerstellt mat där Argumentatioun, déi d'Regierung och ëmmer erëm an d'Feld féiert, déi net ganz falsch ass, dat wëll ech soen, déi seet et däerf een hei keng Vermëschung maachen tëschent Kommodo op där enger Säit a Landesplanung op där anerer Säit. D'Kommodosgesetz leet d'Konditioune fest an d'Landesplanung setzt hir Konditioune fest no hirer Iwwerleeung. Ech deelen dat, dofir fannt Dir och a menger Stellungnahm net déi Konfusioun tëschent deem engen an deem aneren.

Mä d'Regierung selwer awer mécht dee Lien jo awer mat der Kommodosgesetzlechkeet an dat ass souguer den Haaptzweck…

(Interruption)

…vun deem Règlement grand-ducal hei, well et geet jo drëm fir ze reagéieren op eng Rei vun Uerteeler, déi eis Verwaltungsgeriichter geholl hunn an et geet drëm ze reagéieren, dass eigentlech opgrond vum Kommodosgesetz vun 1999 net däerf eng Kommodosautorisatioun ausgestallt ginn, wann déi Buedemnotzung, wou déi Aktivitéit soll hikommen, wann déi net déi Aktivitéit eigentlech erlaabt. Dat heescht, am Eenzelfall musse jo dann d'ITM oder d'Ëmweltverwaltung kucken, ob eigentlech déi Zort vun Aktivitéit, déi si soll autoriséieren, op deem Territoire, op där Parzell eigentlech iwwerhaapt däerf stattfannen.

Dat war, mengen ech, eng grouss Errungenschaft vun deenen zwee leschte Kommodosgesetzer, fir dat doten ze halen, well virdrun an deenen alen Texter war déi dote Méiglechkeet net - deen dote Lien ass net gemaach ginn. Abee, d'Regierung geet hei hin a si benotzt eigentlech hei dat Reglement, dat am Kader vun der Landesplanung geholl gëtt, fir genau deen dote Lien futtizemaachen, andeem se einfach seet, elo ass praktesch de ganzen Territoire vun alle Gemengen op, fir kënnen am Prinzip, wann aner Konditioune selbstverständlech erfëllt sinn, awer vum Prinzip hier esou eng Aktivitéit ze maachen, dat heescht also esou Antennen opzeriichten.

Dat geet schrecklech wäit. Ech mengen, dat fënnt een a ganz villen Avisën erëm vun de Gemengeréit, déi dat dote kritiséieren an déi och soen, dass dat doten eigentlech ee Schratt wahrscheinlech ze wäit geet. An zemools fënnt een dat doten natierlech nees an der Partie graphique vun deem Plan sectoriel net erëm. Dat ass an der Partie écrite, wou dat doten ass. Lo hat ech awer eppes ze dinn och mat deem Gesetz vun 1999 an och mat dem Virleefergesetz, wou fir d'éischt déi doten Disposition drastoung. Ech kann awer, mengen ech, hei soen, wat d'Absicht deemools vun den Auteure ware vun deem Text.

D'Absicht vun den Auteure war net, datt duerch eng Partie écrite an engem Plan sectoriel vun der Landesplanung kënnt op eemol eng Aktivitéit am ganze Land méiglech ginn. Dat war net d'Absicht, well wann dat esou weidergeet, jo da kann ee jo déi ganz Dispositioun aus dem Kommodosgesetz aushielegen. Da bleift jo näischt méi schlussendlech iwwreg vun där Dispositioun, déi awer richteg war vun hirer Essenz. D'Iddi war déi, dass selbstverständlech, wann et Pläng gëtt, déi bestëmmten Zone festleeën, déi Parzelle schaaft, datt am Fong gesot gëtt, wat fir eng Zon mat gewësse Servitudë beluecht ass, déi grefféiere sech jo dann op d'PAGe vun de Gemengen; a selbstverständlech sou wéi e PAG vun der Gemeng spillt, spillt dann natierlech och dat iwwergeuerdnet Instrument vun engem Plang vun der Landesplanung.

Et ass selbstverständlech, ech huelen d'Beispill vun den Iwwerschwemmungsgebitter, wou mer a ganz ville Gemengen esou Gebitter ausgewisen hunn iwwer e Règlement grand-ducal, an do ass da kloer, dass, wann een an engem Iwwerschwemmungsgebitt ass, do gewëssen Aktivitéiten och am Kader vum Kommodo net méi däerfen autoriséiert ginn, och wa vläicht de PAG vun der Gemeng nach déi Aktivitéiten do méiglech mécht. Dat war deemools d'Iddi.

Mä deemools ass och ni diskutéiert ginn, et huet keen dodru geduecht, dass ee mat engem Saz géif op eemol soen: Déi Aktivitéit do, déi ass ewell am ganze Land méiglech, egal, wat d'PAGe vun de Gemenge soen. Also d'Regierung geet hei ganz wäit. Ech ginn net sou wäit ze soen, dass et eng Illegalitéit wär, mä et ass zumindest awer eng fragwürdeg Ausdehnung vum Kommodosgesetz an de Méiglechkeeten, déi dat Gesetz do bitt. Dat muss ech ganz éierlech soen, ech soen dat hei ganz objektiv, well ech awer och deen Text eigentlech misst hei an der Chamber duerstellen a verteidegen. Ech weess awer, mengen ech, wat d'Absicht sengerzäit vun deene war, déi dofir gesuergt hunn, dass deen Text esou ass, wéi e schlussendlech ass. Also dat hei geet eigentlech schrecklech wäit.

Dann ass nach am Artikel 5 eppes Zweetes dran, wat eigentlech, menger Usiicht no, och net ka sinn, a wou ech mengen, dass de Conseil d'État dergéint - well deen heiten Text geet jo nach eng Kéier an de Conseil d'État, mir si jo net um Enn vun der Prozedur ukomm - Awänn wäert hunn.

Dat ass d'Fro: De Buergermeeschter kritt hei eigentlech d'Kompetenz fir d'Autorisatiounen ze ginn, awer gläichzäiteg kritt en awer gesot, no wat e sech muss riichten. Da kënnt dann d'Notioun era vun engem sou genannten Intérêt prépondérant défini sur la base vum Gesetz vun 1937 iwwert d'Gemengen; dat schéngt mer an der Rei ze sinn, dass dat elo en neien Text ass, op deen déi Referenz do gemaach muss ginn. D'Gesetz vun 1999 iwwert den Aménagement du Territoire muss och considéréiert ginn, wou ech net weess, ob de Buergermeeschter do Kompetenz huet ze préiwen, ob en Intérêt prépondérant opgrond vum Gesetz vun 1999 ginn ass, well dat Gesetz vun 1999 ass ee Gesetz, wat haaptsächlech dem Stat imposéiert, dass et eng Kompetenz eigentlech ass vun de Gemengen, fir dat Gesetz do ze applizéieren.

Da kënnt - do schéngt et mer kloer ze sinn, wat net geet -, dass de Buergermeeschter muss kucken, ob d'Gesetz vum 11. August 1982 iwwert den Naturschutz - et ass och en aneren Text entre-temps - eigentlech respektéiert ass. An ech mengen, hei gëtt eppes gemaach, wat d'Regierung soss andauernd kritiséiert.

D'Regierung kritiséiert net zu Onrecht, soen ech, eng Rei vu Kritike vun deene, déi komm sinn a soten: „Dir misst hei dëst an dat nach virgesinn." Neen, dat hei ass een Text vun der Landesplanung an d'Regierung muss sech selbstverständlech hei un de Kompetenzberäich vum 99er Gesetz iwwert d'Landesplanung halen. Et ass net dran, fir Strahleschutzbestëmmungen hei eranzebréngen. Do si mer eis ganz eens.

Mä par contre, mengen ech awer, wann d'Regierung an där Logik ass, däerf si jo awer och dem Buergermeeschter net Kritäre bei der Ausstellung vun den Autorisatioune ginn, wou hie keng Kompetenz huet fir déi Gesetzer ze iwwerpréiwen. De Buergermeeschter huet keng Kompetenz am Gesetz vun '99. De Minister huet keng Kompetenz am Gesetz iwwert den Naturschutz. Dat si Gesetzer, déi sech un déi staatlech Instanze riichten. Also kënnt Der net vum Buergermeeschter verlaangen, dass hie kontrolléiert, ob d'Gesetzer, déi dem Buergermeeschter keng Zoustännegkeet ginn, och a Wierklechkeet respektéiert ginn. Dat kënnt Der net maachen.

Ech mengen, dass also do op deem Artikel 5 deen Text hei feelerhaft ass. Ech mengen et ass net opgeworf ginn, dat Argument do. Dat ass eent wat ech selwer an der Lecture vun deem heiten Text fonnt hunn, an ech mengen, dass dat awer relativ stéchhalteg ass, wann ech mer dat eng Kéier esou virun Ae féieren.

An da sinn nach aner Saachen dran, déi handwierklech Mängel si vun deem heiten Text, déi awer och effektiv ahne loossen, dass d'Regierung sech net ëmmer un hir eege strikt Regel gehalen huet. Artikel 8, do kënnt dann awer och fir mech am Beräich vun de Bautegenehmegungen en neie Kritär eran, dee bis elo de Buergermeeschter net ze berücksichtegen hat. De Buergermeeschter hat d'Bautereglement ze applizéieren an hat net ze kucken, wéi deier da dat gëtt, wann en e Bautereglement applizéiert.

Ech wonnere mech also ganz staark, dass am Artikel 8 vun dem Projet vun der Regierung op eemol hei de Buergermeeschter och soll kucken, dass e bei sengem Permis net Contrainte festleet, déi „des coûts excessifs" géife mat sech zéien. Ech kenne bis elo nëmmen déi Notioun do vu „coûts excessifs" am Beräich vum Kommodo-Inkommodo. Elo huet d'Regierung eis awer andauernd verziilt, dat hei hätt jo beileiwen näischt mam Kommodo-Inkommodo ze doen. Also loosst mer wann ech gelift d'Kritären, déi et bis elo zu Lëtzebuerg nëmmen am Kommodosberäich gëtt, net hei och an d'Baugenehmegung mat eranhuelen.

Dat hei ass fir mech eppes wat och net acceptabel ass, well et de Broch duerstellt mat engem Prinzip, wou ech gemengt hunn, dee bis elo ëmmer en allgemeng gültege Charakter gehat hätt. De Buergermeeschter huet bei senge Baugenehmegungen, an, et deet mer Leed, och bei de GSMs-Antennen - mir däerfe jo hei net elo en Droit schafen, deen total niewent dem Droit commun läit - net ze kucken, ob dat, wat en eigentlech festleet, „des coûts excessifs" mat sech zitt oder net. Hien huet sech un d'Regelen ze halen, déi am Bautereglement stinn an hien huet déi ze applizéieren, egal ob et vill oder wéineg kascht. Sou gesinn et bis elo zumindest eis gängeg Jurisprudenz an eis gängeg Texter an deem dote Beräich vir. D'Regierung wier also ganz gutt beroden, och hei eng Modifikatioun vun hirem Text ze maachen.

Ech wëll nach en anere Punkt hei ervirhiewen - da fänken ech un esou lues midd ze ginn -, dat ass den Artikel 9. Den Artikel 9, wou eppes aneschters drasteet, wat an engem juristesch verbindlechen Text net däerf stoen. Den Artikel 9.2, ech wëll et hei just kuerz virliesen: „Lorsque l'exploitant projette d'implanter un réseau d'une certaine densité sur le territoire communal", da muss en dëst an dat maachen. An engem juristeschen Text muss ee soen, wat „d'une certaine densité" ass.

Dat do ass jo kee Kritär. Et ka jo net sinn, dass mer an engem juristesch verbindlechen Text, wou Prozeduren drop opgebaut sinn, eis kënne mat esou engem Text zefridde gi mat enger „certaine densité". Do musse schonn awer an engem definitiven Text genau novollzéibar Kritäre festgeluecht ginn, wou een da weess, wéini dass déi doten Obligatioun spillt a wéini dass se net spillt. Ech mengen also och op deem heite Punkt, Här Minister, wär den Text nach perfectibel a sollt een nach eng Kéier vun Regierungssäit am Detail doriwwer kucken, och wa wéineg Avisën, wann iwwerhaapt, op déi dote Problematik higewisen hunn.

Bon, mir kommen dann zum Artikel 11, wou ech och nach e Wuert wollt soen, an dann och nach zu den Dispositions transitoires.

Zone de protection explicite: Et ass jo ganz schéin, dass d'Regierung dat virgesäit, nach de Gemengen eng kleng Marge ze loossen an ze soen, nodeem fir d'éischt gesot gouf, um ganzen Territoire däerfen esou Installatiounen hikommen, wou dann esou eppes eventuell net däerf hikommen. Wou se dann natierlech, well se elo d'Gefor gesäit, dass eenzel Gemengen dozou iwwerginn an elo hire ganzen Territoire géifen als Zone d'exclusion bezeechnen, dann awer och kloer festleet, no wat fir enge Kritären d'Gemengen do däerfe fueren.

Ech froe mech awer, ob et do esou kloer ass, dass de Santéskritär net däerf berücksichtegt gi vun de Gemengen. De Buergermeeschter huet zwar keng allgemeng Kompetenz wat d'Santé publique ugeet, hien huet awer eng Kompetenz wat deen dote Beräich ugeet. Et schéngt mer awer fraglech ze sinn, ob net awer och e Buergermeeschter oder e Gemengerot, well de Gemengerot misst jo eigentlech déi Zone de protection do festleeën, net awer och d'Santésgesiichtspunkter muss kënne berücksichtegen, wann en esou Zone festleet. En däerf dat natierlech net arbiträr maachen. Wat jo och ganz kloer ass.

Souwisou, bei all Reglement, dee geholl gëtt, ass jo e Contrôle do vun de Geriichter. Et kann also Recours gemaach gi géint esou eng Décisioun an eventuell, wann eng falsch Décisioun geholl ginn ass, dann exposéiert sech deejéinegen och der Méiglechkeet, dass e muss Schuedensersatz bezuelen, wann en eng falsch Décisioun geholl huet.

Do gëtt et genuch Jurisprudenz an deem dote Punkt an dofir mengen ech, dass een hei awer sollt méi differenzéiert virgoen. Et ass jo awer trotzdeem e bësse fraglech an deem heite Fall, wou mer elo vun enger Jurisprudenz hierkommen, wou eis Verwaltungsgeriichter gesot hunn, au fur et à mesure dass ëmmer méi Uerteeler komm sinn, dass praktesch néierens däerf esou eppes opgebaut ginn, elo d'Regierung de System total ëmkéiert a seet: „Iwwerall däerf gebaut ginn.", a just de Contraire seet eigentlech vun deem, wat d'Interpretatioun vum geltende Recht ass. Just nach a gewéinlechen Ausnahmefäll an no genau festgeluechte Kritären däerfen dann d'Gemengen an hirem normalen Autonomiesrecht eigentlech just nach Zones d'exclusion virgesinn. Dat geet awer schonn als Aschnëtt an d'Gemengenautonomie. Dat dote geet wäit. Dat muss een éierlech soen. Ville Leit geet dat dote schonn ze wäit. Ech géif mol hei soen, et geet wäit an deem dote Beräich.

Ech wollt och nach e Wuert soen, ier ech op d'Dispositions transitoires kommen, zu där Affär nach - et ass relativ vir - iwwert d'Utilité publique. Dat ass jo och eng Fro, déi oft komm ass an den Avisën, déi och eng Rei vu prinzipielle Froen awer opwerft. Hei geet d'Regierung hin an engem Règlement grand-ducal, dass den Opbau vun esou Mobilphone-Systemer am Fong betruecht gëtt als d'utilité publique. Dat kann een akzeptéieren, géif ech mengen, am Beräich vun de GSMs-Antennen, wou och d'Obligatioun praktesch besteet, eng Couverture nationale ze maachen, praktesch bal op 100%.

Ech hunn allerdéngs vill manner Versteesdemech fir déi doten Utilité publique auszedehnen op d'UMTS-Netzer, déi déi Obligatioun do net hunn a wou éischter eng Approche purement commerciale eigentlech spillt an net esou séier eng Approche de service public, well se net d'Obligatioun hunn, fir flächendeckend eigentlech d'Land ze approvisionnéieren. Et si jo och alleguerte Privatgesellschaften an et ass ëmmer e Schrëtt, deen all Regierung sech, mengen ech, muss gutt iwwerleeën. Et ass net fir d'éischt wou esou ee Schrëtt gemaach gëtt, dat wëll ech net soen, mä et muss een awer ëmmer erëm eng Kéier kritesch froen: Ass et richteg? Well et ass jo e ganz schwerwiegenden Akt, deen hei gemaach gëtt, fir eng gewëssen Activité commerciale, dat ass et, als d'utilité publique ze bezeechnen.

D'Regierung mécht dat mat deem heiten Text. Mir als Partei hu Bedenken esou wäit an deem heite Fall ze goen. An ech mengen d'Regierung wier och gutt beroden, nach eng Kéier déi dote Fro ze diskutéieren a vläicht eng aner Léisung ze proposéieren.

Ech kommen da schlussendlech op d'Dispositions transitoires ze schwätzen, wou och schonn an der Vergaangenheet kontrovers diskutéiert ginn ass. Dat betrëfft also ganz kloer déi Statiounen, déi elo illegal sinn, wou d'Illegalitéit festgestallt ginn ass duerch een Uerteel oder wou d'Illegalitéit tacitement eigentlech zur Kenntnis geholl ginn ass an net nach duerch e rechtskräftegt Geriichtsuerteel festgestallt ginn ass.

Hei gëtt d'Regierung d'Méiglechkeet, et ass keen Automatismus, de Buergermeeschter kann, mä da muss e sech natierlech erëm un all déi Kritären halen, déi hei zousätzlech mat agebaut si ginn. E kann esou eppes och refuséieren, mä et gesäit een aus deem ganze Konzept eraus, dass et d'Absicht ass vun der Regierung, all déi bestehend Antennen ze legaliséieren, och wa se duerch Uerteeler bis elo illegal erkläert si ginn.

D'Regierung ka soen, et ass den héijen Intérêt vum Land, dass mer dat maachen. Dat ass dann an der Optik vun der Utilité publique fir dat Ganzt. Ech bieden awer och d'Regierung sech ee Moment an d'Haut vun deenen eranzeversetzen, déi sech iwwer Joren agesat hunn an iwwer e puer Instanze prozesséiert hunn, dass Recht eigentlech gesprach gëtt an dass vum Geriicht festgestallt gëtt, dass eng gewëssen Aktivitéit illegal ass, déi erreecht hunn, dass déi Aktivitéit gestoppt gëtt an déi elo op eemol mat engem Akt vun der Exekutiv konfrontéiert ginn, déi seet: Et ass erëm alles an der Rei, och wann de Riichter gesot huet, et ass illegal. Vun elo u kann et dann erëm legal sinn.

Et ass schéin, wann d'Regierung en Acte de pardon par rapport zu deene Leit mécht, déi esou illegal Saachen opgestallt hunn, si wosste jo oft net, dass et eng Illegalitéit war, déi Jurisprudenz huet sech jo och eréischt méi spéit entwéckelt. Mä ech géif awer net mat engem Handstreech iwwert d'Sensibilitéit vun deene Leit ewechfueren, déi dee Match do gemaach hunn, mat Passioun och duerchgefouert hunn an déi op eemol mat engem Akt vun der Regierung konfrontéiert sinn, deen dat Ganzt am Fong ëmdréint an eigentlech seet: Bon, d'Riichter hunn dat zwar gesot, mä vun elo un ass dat dann eben aneschters. D'Regierung ass an der Lag fir dat ze maachen. Et ass keng Illegalitéit, wa se dat mécht. Et ass awer dach vum Prinzip hier fragwürdeg wa se dat mécht.

Voilà, ech mengen ech wëll net méi wäit goen a mengen Ausféierungen zu deem heite Punkt. Dir gesitt, Här Minister, dass ech duerchaus och kann op den Detail ze schwätze kommen, dass ech net bei den Allgemenheete stoe bleiwen.

Ech hu Versteesdemech fir de Problem vun der Regierung. Ech mengen all Regierung hätt deen dote Problem gehat an ech verstinn och d'Suerg fir dat Netz opzebauen, mä d'Fro muss ee sech einfach stellen: Ass de Plan sectoriel dat géeegent Instrument fir dat doten ze maachen? D'Regierung huet jo selwer laang gezéckt, fir op deen dote Wee ze goen an egal wéi, géif ech mengen, dass et op jidde Fall d'Suerg vun der Regierung muss sinn am Sënn vun der Rechtssécherheet, dass hei e Wee beschratt gëtt, deen och de Wee hält. Dass et net direkt wann dee Reglement hei publizéiert gëtt Recours en annulation géint dee Règlement grand-ducal hagelt, mat grousse Chancë fir duerchzekommen an dass net herno wann et drëm geet fir dee Reglement op den eenzelnen Décisiounen ze applizéieren, et aner Recoursen hagelt, wéinst eventuellen Illegalitéite vun deem heite Reglement.

Dat ass, mengen ech, eng Fro, déi d'Regierung sech an deem heite Fall muss stellen, och opgrond vun deene kriteschen an deelweis negativen Avisën, déi an deenen offiziell gefrote Gremien hei zu deem heiten Text komm sinn.

Dofir komme mir zum Schluss, dass d'Regierung vläicht besser hätt, elo net mordicus op där heiter Schinn virunzebrätschen - si kënnt eng Kéier an d'Mauer rennen -, mä wierklech nach eng Kéier seriö soll all Punkte studéieren, déi opgeworf si ginn, och déi, déi ech vläicht hei zousätzlech nach opgeworf hunn, a probéieren do eng Léisung ze fannen, déi juristesch haltbar ass an déi dat Ganzt méiglech mécht.

E lescht Wuert nach zu deem Ganzen. Et wier sécherlech méi einfach gewiescht, wann deen heite Plan sectoriel net eleng gelooss gi wär respektiv eleng op den Instanzewee geschéckt gi wär, mä dass vu vireran eng Gesamtstrategie vun der Regierung do gewiescht wär, fir op déi Gesamtproblematik ze reagéieren, wou also souwuel déi normativ Aspekter gekuckt gi wären, de Gesondheetsschutz gekuckt gi wär, wou d'Ofännerung vum Reglement iwwert d'Nomenclature vun den Établissements classés duerchgezu gi wär, dat, wat den Innenminister elo ugekënnegt huet, d'Klass 4, dat hat en och schonn am Oktober d'lescht Joer ugekënnegt an et sinn awer elo sechs, siwe Méint hier, dat heescht, mir sinn do an Zäit vu sechs Méint am Fong nach net schrecklech wäit komm, dass een also do e Ganzt gemaach hätt an da wären och vläicht e puer Ängschte vun de Gemengen ewechgeholl ginn. Da wär och vläicht de Manque d'information, dee sécherlech op där enger oder anerer Plaz bestanen huet, vläicht net an deemselwechte Mooss opkomm.

Do, mengen ech, muss een der Regierung e Reproche maachen, dass se dat net als Gesamtkonzept ugaangen ass. A mir brauchen, mengen ech och, an där doter Fro net nëmme Verwaltungsvirschrëften, well déi Normen, déi als Normë bezeechent gi sinn, dat si keng juristesch bannend Normen, dat si Verwaltungsvirschrëften un déi d'Verwaltung sech soll hale wa se een Dossier traitéiert, mä déi kënnen zum Beispill net vun engem Aussestehenden ageklot ginn, well et nëmmen e Riichtwäert ass a keng rechtsverbindlech Norm, well d'Regierung dee Wee gaangen ass, wéi d'ITM et oft mécht, fir déi Saachen eigentlech iwwer Circulaires festzeleeën an net iwwer Règlements grand-ducaux festzeleeën.

Ech wëll d'Regierung och nach am Juristeschen op e Schwaachpunkt hiweisen a si hat Chance, dass bis elo eigentlech eis Verwaltungsgeriichter - ech menge well se ni e Flächebrand wollten ausléisen - ni op déi Argumenter agaange sinn. An zwar hu mer ganz vill Établissements classés, déi ënnert d'Klass 3 falen an et si jo och eng Rei vun Antennen, déi ënnert d'Klass 3 falen. D'Klass 3 gesäit eigentlech am Kommodosgesetz 1999 vir, dass Prescriptions générales musse par Règlement grand-ducal fixéiert ginn an dass de Minister oder d'Ministeren nëmmen nach kënne Prescriptions spécifiques festleeën, déi dann eigentlech zousätzlech zu deene Prescriptions générales sinn.

D'Regierung huet bis elo am Fall vun den Antennen, wéi och bis elo an allen anere Beräicher, zu kengem Établissement vun der Klass 3 e Règlement grand-ducal geholl, wou d'Prescriptions générales festgehale si ginn. An de Stat riskéiert eng Kéier kräfteg op d'Nues domadder ze falen, wann d'Verwaltungsgeriichter eng Kéier de Courage hunn an deen dote Moyen opgräifen a feststellen, dass eigentlech de Minister net ka Prescriptions particulières maachen, well d'Prescriptions générales iwwer e Règlement grand-ducal net geholl sinn.

Dofir och vu menger Säit den net polemeschen Appel, mä den éierlech gemengte Rotschlo un d'Regierung respektiv dann un d'Nofolgerin, derfir ze suergen, dass esou schnell ewéi méiglech aus dësem Sënn vu Rechtssécherheet och déi Règlements grand-ducaux geholl ginn; an dat gëllt natierlech och hei fir de Beräich vun de GSMs-Antennen.

Et ass also an eisen Ae wichteg, dass mer elo do verstäerkt géife probéieren, déi eenzel Elementer zesummenzebréngen, net nëmmen iwwer e Plan sectoriel déi raimlech Komponent diskutéieren an dann iergendwann erëm eng Kéier iwwert d'Komponent vun Inhalt, mä dass mer also derfir suergen, dass mer an deem heite Fall wierklech e Konzept hunn an dat och probéiere souwäit wéi méiglech öffentlech kontradiktoresch ze diskutéieren an dann och derfir ze suergen, dass dann och d'Bierger dat matgedeelt kréien an dann och d'Chance vun enger méi grousser Akzeptanz besteet.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Ech wollt lech just froen, Här Bodry, fir op dee klengen Incident mam Här Minister Biltgen zréckzekommen, ob Der bereet wiert dee Bréif, deen Der zitéiert hutt, an der Présidence ze déposéieren, fir dass de Minister dann och en connaissance de cause seng Äntwert kënnt dorobber virbereeden.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat kann ech maachen.

M. le Président.- Merci. Den nächsten Orateur ass den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, heiansdo kann a muss ee sech froen, wéi de Mënsch u sech konnt fonctionnéieren, wéi en nach keen Handy hat. Wat jo u sech virun zéng Joer e Luxus war, ass jo haut Standardausrüstung vu praktesch all Mënsch ginn an et gëtt jo net nëmme méi mam Handy télefonéiert et ginn SMSe gemaach et gëtt jo haut scho Faxe geschéckt an esou weider. Jiddefalls ass der Technik och nach keen Enn ofzegesinn, well all Dag gesäit ee jo, datt do nach nei Méiglechkeete geschafe ginn.

Wann eis Gesellschaft esou kommunikatiounsfreedeg ass, dann ass et jiddefalls och ganz normal, datt natierlech awer och déi deementspriechend technesch Infrastrukture musse geschaf ginn. Am Kloertext: Fir datt jiddfereen zu all Moment an op all Plaz erreechbar ass, muss natierlech e performant Antennennetz duerch d'Land opgeriicht ginn. A scho sëtze mer u sech tëschent zwee Still. Well obwuel, wéi gesot, jiddferee mengt op säi Portabelen ugewisen ze sinn, wëllt awer keen a senger Noperschaft iergendwéi eppes mat enger Antenn ze dinn hunn, well natierlech vun deenen Antenne gewësse Geforen ausginn; dat dierft haut net méi bestridde ginn.

Ech wëll direkt awer hei virauschécken, datt ech mech net an eng fachmännesch Diskussioun hei wëll aloossen, well ech ganz kloer zu de Laie gehéieren an dat och méi aus der Siicht vun esou engem gesinn. Mä natierlech informéiert ee sech, natierlech kuckt een, wat fir eng Inzidenzen, wat fir eng Konsequenze Strahlen op de mënschlechen Organismus kënnen hunn an dowéinst soll een awer och den Impakt net ënnerschätzen an et mussen och dofir Virsiichtsmoossname getraff gi fir, wéi gesot, all eventuelle Schued, deen duerch Strahle kann entstoen, ze minimiséiere respektiv souguer ze évitéieren.

Et schéngt jo och esou ze si wéi wann d'Zuel vun de sou genannten elektrosensibele Mënsche géing zouhuelen. Déi Leit reagéieren anscheinend vill méi empfindlech op elektromagnéitesch Felder, an heefeg festgestallte Symptomer sinn da Kappwéi, Schlofstéierung, Onwuelsinn an och souguer Häerzrhythmusstéierungen. Et gëtt u sech eng ganz Rei vu Studien, déi dat haut beleeën.

Mir mussen also kucke fir do, wéi och a villen aneren Domäner, en Equiliber ze fannen tëschent deem wierklech Noutwendegen an awer och dem Schutz vun eiser Gesondheet. D'Tatsaach, dass d'Installatioun vu GSM-Antennen als Utilité publique hei erkläert gouf, beweist jo awer och wat fir e Stellewäert mir u sech där ganzer Entwécklung elo schonn an eiser Gesellschaft ginn hunn. Dat ass e Punkt, deen derwäert wär fir en u sech nach ze verdéiwen. Den Alex Bodry huet dat scho gemaach, mä déi Fro ass berechtegt, inwiefern dass dat haut schonn als Utilité publique muss unerkannt ginn. Ech mengen awer, dass doduerjer net d'Opérateuren d'Recht däerfe kréien, fir de Choix vu privaten Terrainen u sech ze imposéieren, fir kënnen do dann och hir Installatioune virzehuelen.

Et kann ee jiddefalls och net ofstreiden, dass d'Mobiltélefonéieren natierlech haut awer och en immens wichtegen ekonomesche Faktor duerstellt, well vill Aarbechtsplazen hänken direkt oder indirekt vun deem Secteur of. A loosse mer och ganz éierlech sinn: Kënne mer eis haut eis Ekonomie ouni d'Mobiltélefonéieren nach virstellen? Eis Ekonomie wär net esou kompetitiv wa mer net déi Méiglechkeet hätten. Dat ass eng Tatsaach, ob et elo richteg oder net richteg ass, sief emol dohinnergestallt, mä et ass eng Tatsaach, mat där mer jiddefalls och musse liewen.

Den 30. Abrëll 2003 ware jo dunn d'Gemengen opgeruff ginn iwwert de Wee vun enger Circulaire, op Basis vum Artikel 9 vum Gesetz vum 21. Mee 1999 iwwert den Aménagement du Territoire, en Avis iwwert dëse sektorielle Plang ofzeginn. An dee Projet de règlement grand-ducal hat jo fir ganz vill Opreegung gesuergt, a wann ech hei esou duerch de Sall kucken, si jo mat Ausnahm vun engem Kolleeg, mengen ech, nach lauter Kommunalpolitiker heibannen, déi wësse jo awer och, wat fir eng hefteg Diskussiounen et a ville Gemengeréit gouf. Ronn 44 Gemengen hu sech jo och negativ zu deem Projet de règlement grand-ducal ausgeschwat, an do ass jo och net mat Kritik gespuert ginn. Och dat ass eng Tatsaach, dat kann een einfach net niéieren, do hunn ech absolut guer kee Problem fir dat als Majoritéitspolitiker hei esou ze soen. Do sinn Termë gebraucht gi wéi „médiocrité" oder wéi „insuffisance des éléments" oder „contradictoire" an esou weider.

Ech wëll awer nach eppes hei ënnersträichen. D'Parteipolitik huet menger Meenung no an deem doten Dossier awer keng Roll gespillt. Wann ech eng Analys maache vu sämtleche Gemengen, déi en Avis négatif ofginn hunn, da muss ech awer feststellen, dass dat queesch duerch de Gaart geet.

Une voix.- Genau! Jo!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Do si Gemengen, déi gefouert gi vu Majoritéitsparteien, déi, sougutt wéi d'Gemengen, déi vu sozialistaschen oder anerer gefouert ginn, en Avis négatif ofginn hunn. Sou dass een awer kann hei als Konklusioun soen, dass dat awer net duerch de parteipolitesche Brëll allgemeng gesi ginn ass, mä dass d'Gemenge schonn awer Effortë gemaach hunn an gekuckt hu fir esou wäit wéi méiglech e korrekten Avis ofzeginn.

An doniewent hunn natierlech och vill Associatiounen a Verbänn sech zu Wuert gemellt, wat awer och beweist, wéi sensibel déi ganz Problematik ass. Et ass u sech awer och méritoire, dass d'Leit sech dobausse Gedanken iwwert déi ganz Problematik maachen an dass d'Politik ouni Zweifel gefuerdert ass. Och eng Fédératioun, déi mir ganz no steet, dat ass d'Fédération des Conseillers démocrates, d'FCCD, hat de 25. August 2003 Stellung bezunn, wou mer och eng Rei vu Kritike geäussert hunn.

Engersäits, wat elo méi den technesche Volet ubelaangt, virun allem hu mer awer och den Zäitpunkt wou deen Dossier de Gemenge virgeluecht gouf monéiert. Mir wësse jo alleguerten, dass besonnesch an de Méint Mee, Juni d'Gemengen un éischter Linn mat der Schoulorganisatioun konfrontéiert sinn an dass praktesch no Mëtt Juli kee Gemengerot méi zesummekënnt. Dann däerf ee jiddefalls och net vergiessen, dass et sech hei ëm eng extrem komplex Matière handelt, déi och net kann einfach esou an enger Gemengerotssitzung ofgehaakt ginn.

Da kënnt en anere Problem dobäi, an do schwätzen ech awer elo aus der Schoul. Do denken ech emol un déi honnerte Kolleegen, déi an der Oppositioun an engem Gemengerot sëtzen. Ech soen lech wéi et mir gaangen ass. Ech kommen op d'Gemeng wou en Dossier loung, deen e Meter héich war, wou 15 Punkten drop waren a wou ee sollt bannent fënnef Deeg zu zwee Plan-sectorielen en Avis ofginn. Wéi soll een dat maachen, als net Fachmann, als net Ageweitene bannent fënnef Deeg eleng zu deem heiten Dossier en Avis ofzeginn? Dat ass reng onméiglech! Do war et net dran, e seriöen Discours ze féieren.

Ech maachen hei der Regierung kee Virworf. Dat ass a kenger Prozedur virgesinn. Ech kënnt éischter menge Gemengekolleegen e Virworf maachen, obwuel ech dat och net wëll elo hei maachen. Ech wëll just drop zréckkommen a soen, wa mer sou sensibel Dossieren hunn, mengen ech solle mer an Zukunft awer dann eng aner Informatiounspolitik maachen. Firwat net déi eng oder déi aner regional Versammlung am Virfeld fir d'Gemengenautoritéiten organiséieren, dass se do vu fachmännescher Säit awer och déi néideg Erklärunge kréien, dass se sech awer kënne méi en transparent Bild maachen?

Nach eng Kéier, ech weess dat ass a kenger Prozedur virgesinn, dowéinst soll dat och net esou direkt elo als Kritik hei higestallt ginn, mä et soll éischter als Ureegung gesi ginn, fir wa mer nach eng Kéier sollten esou e sensibelen Dossier kréien, vläicht dann awer déi Informatiounspolitik an deem Sënn dach trotzdeem besser duerzestellen.

Dann hu jo och - ech hunn lech et virdru gesot - eng Rei vun Associatiounen net mat Kritik gespuert, an och de Conseil supérieur de l'Aménagement du Territoire huet jo seng Kritik gemaach, wat och säi gutt Recht ass. Natierlech spillt an deem ganzen Dossier hei de juristeschen Aspekt eng ganz grouss Roll, den Alex Bodry ass do méi am Fong och schonn drop agaangen.

Mä besonnesch awer och d'Tatsaach, dass vill Gemenge sech Gedanke gemaach hunn ëm de gesondheetlechen Aspekt, am Kader vun dësem Plan sectoriel, däerf een natierlech och net ënnerschätzen. Dat ass vun der Regierung esou duergestallt gi wéi wann dat jo net d'Missioun vun de Gemenge wär. Dat ass richteg. Dat ass am Kader vun dësem Projet net d'Missioun vun de Gemengen. Dat muss ee faktesch esou gesinn, an och vum legislative Standpunkt hier ass dat richteg.

Op där anerer Säit mengen ech, dass een awer hei och soll de Gemengen eng immens breet Méiglechkeet ginn, sech méi global iwwert déi ganz Problematik do auszeschwätzen. Bon, den Innenministère huet och zu Recht drop higewisen, dass duerfir d'Kommodosprozedur do wär, a si hunn an engem Positiounsschreiwes ënner anerem Folgendes festgehalen: „La question de la protection de la santé est donc totalement étrangère aux compétences et instruments dont dispose le Ministre de l'Aménagement du Territoire." Dat ass richteg.

Ech wëll iwwregens soen, dass ech dëst Zitat aus enger Stellungnahm hu vum Mouvement écologique vum Februar 2004. Wann déi also net sollt richteg sinn, wat ech awer net wëll hei behaapten, da soll een awer ëmmerhin zitéieren, wou een esou Aussoen hierhuet. Richteg ass jiddefalls, dass am Kader vun dësem Projet de règlement grand-ducal den Aspekt vun der Gesondheet net muss berücksichtegt ginn.

Am Kader vun dem Kommodosgesetz brauch dann och zu dësem Zäitpunkt bis elo keng Enquête gemaach ze gi fir Emetteure wou d'Puissance jo manner wéi 100 Watt huet. Do ass jo och elo de Mëtteg hei confirméiert ginn, dass an deem Sënn soll dann d'Kommodosgesetz ofgeännert ginn. Dat ass eng Fuerderung, déi mir och am Virfeld scho gestallt hunn, déi mir och als richteg emfannen, a wat dann och soll esou séier wéi méiglech geschéien. Den Informatiounen no soll dat dann och jo de Fall sinn.

Well da gëtt de Gemenge jo awer d'Méiglechkeet ginn, besonnesch och dee gesondheetlechen Aspekt méi genee ënnert d'Lupp ze huelen an och deementspriechend Positioun ze bezéien. An ech mengen och, dass mer géingen enger Rei vun onnéidegen Diskussiounen an och da vläicht juristeschen Interventiounen aus dem Wee kënne goen.

Wat den Artikel 4 ubelaangt, dee seet jo, dass de Buergermeeschter eng Autorisatioun muss gi fir Antennen, déi ausserhalb vu Konstruktiounen opgeriicht ginn. Da stellt sech natierlech onweigerlech d'Fro: Wéi ass et da mat deenen Antennen, déi innerhalb vu Konstruktiounen opgeriicht ginn?

Une voix.- Voilà!

M. Gusty Graas *(DP)*.- An do si mer awer éischter dann och der Meenung, dass zumindest de Buergermeeschter awer och muss informéiert ginn an dass en och soll informéiert gi wann eng net signifikant Ännerung vun enger ausserlecher Installatioun virgeholl gëtt.

A wéi gesot, virun allem gëllt dat...

Une voix.- Firwat dann nëmmen informéiert ginn?

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ech géing mengen, dass dat zumindest awer alt scho mol e richtege Schrëtt wär, dass de Buergermeeschter dann awer Kenntnis huet wat op sengem Territoire vir

sech geet. Et muss een an enger zweeter Phas gegebenenfalls kucken, wéiwäit dass do eng aner Prozedur muss respektéiert ginn, wou de Buergermeeschter och dann Awierkungsméiglechkeete kritt.

Dann natierlech besonnesch den Artikel 5 an deem Reglementsprojet, deen huet jo zu ganz villen an och zu ganz heftegen Diskussiounen hei gefouert. Well de Buergermeeschter am Prinzip - ursprünglech war dat jo souguer virgesinn - muss eng Autorisatioun ginn, fir Basisstatiounen an deenen Zonen, déi u sech net dofir virgesi ginn, mä elo ass dat jo ëmgewandelt ginn, an elo ass jo d'Verb „muss" duerch d'Verb „kann" ersat ginn.

Am Artikel 6 ass mer opgefall, dass net manner wéi véiermol an dräi Sätz den Term „mesure du possible" virgesinn ass. Och als net Jurist stellt ee sech natierlech dann awer munch Froen. Gëtt dat net awer Fudder genuch hier, fir herno trotzdeem gewësse Rekursméiglechkeeten nach ëischter an d'Wee ze leeden, awer virun allem keng kloer Interpretatioun vun deem Term „mesure du possible" ze fannen? Et wär also vläicht besser gewiescht, wann een do e bëssche méi prezis gewiescht wär.

Mir begréissen dann awer, dass am Artikel 9 vum Projet eng Spezialkommissioun virgesinn ass, déi d'Gemenge soll guidéieren. Well, loosse mer eis och do kengen Illusiounen higinn, ech wëll hei kengem d'Kompetenz ofstreiden, mä déi vun deenen 118 Buergermeeschteren, déi vu sech aus kënne behaapten, si wären absolute Fachmann an där Matière hei, déi sollen de Fanger emol ausstrecken. Esou dass et ganz evident ass, si mussen hei ganz kloer guidéiert an och begleet ginn, an dowéinst wär et och vläicht derwäert, dass ee sech d'Fro géing stellen, ob an där Kommissioun net och Vertrieder vun de Gemengen, souguer vum ILR sollte vertruede sinn.

Une voix.- A vun den ONGen.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Also eis Fuerderung limitéiert sech elo emol op alle Fall ganz kloer op d'Gemengen un ëischter Linn.

Doniewent gesi mir et awer och als normal un, dass d'Buergermeeschtere musse vum Opérateur, deen en dichte Réseau wëllt an der Gemeng installéieren, en Equipementsplang virgeleucht kréien. A fir allen Diskussiounen och an där doter Problematik aus de Féiss ze goen, wär et awer och eiser Meenung no ubruecht, dass u sech misst an alle Fäll esou e Plang virleien, well, an do muss ech awer mengem Virriedner och an d'Wuert schwätzen: Wat heescht effektiv en „réseau d'une certaine densité"? Och dat misst awer vläicht e bësse méi spezifizéiert ginn, dass een awer méi eng genee Upak…

(Interruption)

Wéi gesot, ech loosse mech net - ech soen lech et ganz éierlech - an eng Täsch…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Juristesch ass et net einfach. Ce n'est pas évident.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Ah voilà, ech mengen et geet jo awer och hei virun allem ëm de juristeschen Aspekt. Quitte wéi gesot, dass de Buergermeeschter natierlech kann eng Preuve froen, dass d'Minimalkonditiounen erfëllt musse ginn, wéi se vun dem ILR festgesat ginn.

Mä d'Gemenge sti jo natierlech och an der Flicht, well jo an Zukunft hir PAGe mussen an deem Sënn ugepasst ginn. Mir hu jo och de Mëtteg hei vill iwwert d'PAGe geschwat, an zwar an deem Sënn, dass d'Konstruktioune vun esou Antennen duerch speziell ausgewisen Zonen autoriséiert oder och natierlech verbuede kënne ginn. Op jidde Fall, dat géing de Gemengen et och erlaben, méi eng kloer Basis ze schafen an och virun allem ze évitéieren, dass herno ërëm onnéideg juristesch Problemer géingen optauchen. Am Artikel 11 geet jo iwwert déi Zone de protection explicite dann och Rieds.

Och als positiv kann een den Artikel 14 interpretéieren, wou jo virgesinn ass, dass den ILR eng Base de données opstellt, wou dann iwwert den Internet all Bierger awer och d'Méiglechkeet huet, sech ze informéieren an och ka konsultéieren, wou dann elo déi eenzel Antennen opgeriicht ginn.

Bestehend Anlagen, déi net legal opgeriicht gi waren, sollen dann elo op Basis vum Artikel 15 kënne legaliséiert ginn. Och déi Prozedur werft natierlech eng Rei vu Froen op, well et ass een ni frou, wann een en Unhänger vu rechtsstaatleche Prinzipien ass, dass après coup Saachen, déi géint d'Gesetzer realiséiert goufen, dann awer nach solle guttgeheescht ginn. Dat ass eng allgemeng Approche iwwert déi ee laang ka philosophéieren, mä trotzdeem muss een awer och hei sech e puer Gedanke maachen.

Virun allem awer och, well wann no engem Mount de Refus d'autorisation jo net deklaréiert ass, da gëllt déi Autorisatioun automatesch als accordéiert. An e Mount ass kuerz. Mir wësse jo alleguerte gutt, wéi Gemenge funktionéieren. Dat ass elo net am pejorative Sënn hei gemengt. Mä bannent engem Mount zu engem kriddelechen, sensibelen, komplexen Dossier eng Äntwert ze ginn, dat ass och net ëmmer esou evident, esou dass een och hei d'Fro sech sollt stellen, ob deen Délai net sollt mindestens zwee Méint bedroen.

Une voix.- Très bien.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kritiséiert ass jo praktesch vun alle Gemenge ginn, et kann ee bal soen unisono, dass keng Partie graphique am Dossier géing leien, obwuel dat jo am Gesetz, virun allem am Artikel 7, iwwert d'Landesplanung virgesinn ass. Hei muss een natierlech och realistesch sinn, well et effektiv net esou einfach ass vläicht fir esou eng Partie graphique opzestellen. Besonnesch wann d'UMTS-Netz bis ganz operationell ass, da musse jo nach vill méi Antennen, mengen Informatiounen no, installéiert ginn. Da gëtt déi Aarbecht jiddefalls nach vill méi problematesch.

Déi Kritik ass berechtegt. Et muss een awer vläicht deelweis relativéieren. Trotzdeem kann een awer deen Aspekt net einfach ignoréieren, well da musse mer eis och Gedanke maache vläicht fir d'Gesetz vun 1999 unzepassen, well wéi gesot jo awer an dem Artikel 7 déi Partie graphique virgesinn ass. D'Fro, déi also hei nach muss gestallt ginn, ass: Musse mer net eng Adaptatioun deementspriechend da vum Gesetz virhuelen, fir esou Exceptioune vläicht dann och deementspriechend virzegesinn?

Mir bewegen eis natierlech hei an enger extrem komplexer Matière, wou een als net Spezialist enorm Problemer huet, och doduerchzekucken. Et gëtt jo behaapt, an hei bezéien ech mech dann elo ërëm op Spezialisten, wou ech keen dovunner sinn, dass et haut Mobilfunknetzer mat geréngerer Feldstäerkt géing ginn. Ähnlech wéi beim Satellitefernseh kéim esou eng Netzversuergung mat manner Sendeleeschtungen aus. Et ass ee wéi gesot natierlech net an der Lag doriwwer hei ze tranchéieren. Dat iwwerloossen ech de Spezialisten. Dat Eenzegt, wat ech awer da verlaangen, dass d'Spezialisten eis dann awer och kloer matdeelen, ob wierklech technesch Verbesserunge méiglech sinn, wou kann nogewise ginn, dass d'Problematik vun de Strahlunge manner grouss wär.

D'Tatsaach, dass jo och gegebenenfalls Mobilfunkantennë kënnen an Zonen opgeriicht ginn, déi u sech dofir net virgesi sinn, ass e weidert Argument, dass d'Gemenge jo dann awer och mussen d'Méiglechkeet kréien, sech technesch optimal an och neutral informéieren ze kënnen.

Une voix.- Neutral!

M. Gusty Graas *(DP)*.- Jo. A villen Avisën ass jo och gefrot ginn, dass misst méi eng rationell Notzung vum Terrain ugestrieft ginn. Dowéinst misst e speziellen nationale Plang opgestallt ginn. Dat schéngt och logesch ze sinn, an da si mer natierlech erëm zum Deel och an der Diskussioun iwwert d'Partie graphique vun dësem Reglement.

Een aneren Aspekt, dee vläicht elo hei nach net esou an d'Diskussioun komm ass, dat ass och virun allem deen estheteschen, deen een net soll ignoréieren, obwuel ee jo elo gesäit, dass déi Antennen, a spéitstens dat Bild, wat mir jo gewise kritt hunn, beweist jo, dass et awer haut Méiglechkeete gëtt, fir esthetesch esou virzegoen, dass keng Verschlechterung kann entstoen, obwuel mir jo awer duerch d'Land gewëssen Installatiounen hunn, déi d'Bild dobaussen net onbedéngt verbesseren. Also och hei mengen ech awer mussen d'Gemengen och d'Méiglechkeet hunn, anzewierken, fir och deem Aspekt do Rechnung ze droen.

Une voix.- Jo, mä dat ass awer net den Haaptaspekt.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Et ass mat Sécherheet net den Haaptaspekt, jo.

Da misst een och eiser Meenung no nach zousätzlech Richtlinnen an d'Reglement integréieren, wat natierlech de spezielle Schutz vläicht vu speziellen oder vun ausgewisenen Infrastrukturen ubelaangt. Ech denken u Schoulen, ech denken u Spideeler, ech denken u Crèchen oder och u Kannerspillplazen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend muss een awer ouni Zweifel soen, och wa mer de Moment nëmmen nach zu siwen heibanne sinn, dass deen Débat awer seng grouss Nëtzlechkeet huet, an dat kann een net ausser Uecht loossen, well et ass eng ganz wichteg Thematik, et ass eng Thematik, déi eis alleguerten ugeet. Gesamt gesi kommen ech net derlaanscht ze soen, dass dëst Reglement natierlech e puer Defiziter opweist, woubäi dat keng Katastroph ass. Et gëtt kee Reglement, et gëtt kee Gesetz, wat perfekt ass.

Une voix.- Et ka jo geännert ginn.

M. Gusty Graas *(DP)*.- D'Fro ass, ob net op deem engen oder anere Punkt vläicht awer eng gewëssen Adaptatioun muss kommen. Mir hunn als Demokratesch Partei eng realistesch Approche zu deem Ganzen. Mir stinn op där enger Säit kloer fir de performanten Ausbau vun de Basisstatioune fir Mobilkommunikatiounen, well dat einfach net méi aus eiser Gesellschaft ewechzedenken ass. Dat ass wéi gesot nach eng Kéier eng Tatsaach. Där kënne mer eis net verschléissen.

Mä op där anerer Säit muss een awer och dann de Courage hunn ze soen, dass domadder awer kann eng Gefor fir de Mënsch verbonne sinn. Deem musse mer op d'Spur goen, do musse mer e Maximum un Effortë maachen, fir de Schutz vun de Leit ze garantéieren.

An deem Sënn soen ech lech merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gusty Graas. Den nächste Riedner ass den Här Jean Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech si vläicht nach ee vun den Eenzegen, dee keen Handy huet, an ech si stolz drop…

Une voix.- Houfrech!

M. Jean Colombera *(ADR)*.- …houfrech souguer, einfach aus där Iwwerleeung eraus, well ech ganz vill mat Neurophysiologie ze dinn hunn. An do gesäit een awer, wann ee sech mat deem Domän beschäftegt, dass duerch d'Handyen u sech d'Bestrahlung vum Gehir awer net däerf minimiséiert ginn, an ech wëll herno nach e puer Wuert soen, e puer Remarquë maachen iwwert de Stress, deen den Här Halsdorf virdrun zitéiert huet. Ech mengen och, wann dat vläicht wirtschaftlech e gewëssene Plus huet, musse mer trotzdeem awer ganz virsiichteg sinn.

(Interruption)

Et ass gutt, Här Halsdorf, ech schwätzen dann iwwert de Stress. Et muss ee ganz virsiichteg sinn, wann een iwwert d'Gesondheet schwätzt.

Här President, Dir Hären - et si keng Dammen hei -, den aktuelle GSM-System, deen zënter 1993 hei zu Lëtzebuerg besteet an extrem leeschtungsfäeg ass, soll duerch een UMTS-Réseau ersat ginn, mat der Konsequenz, datt eng méi grouss Zuel vun Antenne gebraucht gëtt. Sprooch- a Bilddéngschter sou wéi Multimedia-Uwendungen, wéi Museksvideoen oder Spiller, ginn dann iwwer UMTS-Handyen ugebueden. Déi verschidden Opérateure fäerten, datt, wa Lëtzebuerg sech net ëmstellt, Lëtzebuerg, dat momentan anscheinend déi bescht GSM-Réseauen an Europa huet, wa Lëtzebuerg sech net weider an dësem Domän entwéckelt, da riskéiert Lëtzebuerg - an ech zitéieren - „stoen ze bleiwen an op eng vun de leschte Plazen ze falen, wat déi mobil Telekommunikatiounen ugeet."

Also muss eng Décisioun getraff ginn an en éischte Schratt gouf vun der Regierung gemaach. D'Regierung wëllt e Plan directeur sectoriel iwwert d'Basisstatioune vun der mobiler Telekommunikatioun obligatoresch maachen. Meng éischt Remarque ass, dass ech et einfach net richteg fannen, datt iergendeppes obligatoresch soll gemaach ginn, ouni ze wëssen, ob dësen Objet eng Répercussioun op d'Gesondheet vun de Leit huet oder net.

Bis elo gëtt et nach keng Etüd, déi offiziell bewisen huet, datt de mobilen Telekommunikatiounssystem onschiedlech ass. Au contraire, et kommen ëmmer méi Etüden zum Virschäin, déi viru Gesondheetsschied warnen. Wa mir am Beräich vum GSM mat Héichfrequenze vun 900 an 1.800 MHz konfrontéiert waren, da si mir am neien UMTS-System mat Héichfrequenze konfrontéiert, déi méi héich sinn, nämlech zwee GHz. Mir sinn eis bewosst a mir brauchen eis guer keng Illusioun ze maachen, et wäert och ni eng offiziell Etüd erauskommen, déi bestätege wäert, datt d'Handyë geféierlech sinn, obschonn d'OMS éischt Resultater 2003 ugekënnegt hat. Hei si vill ze vill finanziell Interessen am Spill an d'Gesondheet ass hei eben zweetrangeg.

D'Preventioun an de Principe de précaution däerfen a bestëmmte Beräicher eben net ugewannt ginn, well soss déi finanziell Interessen dorënner leiden. Dat ännert och net de Fait, dass eng Spezialkommissioun gegrënnt gëtt, och wann an dëser Kommissioun ee Vertrieder vum Gesondheetsministère mat drun deelhëlt. Dat ass einfach een Alibi, fir d'Gewëssen ze berouegen - méi net. Ech bleiwe bei menger Ausso. Et ass falsch an och irresponsabel, fir dëse Plan sectoriel obligatoresch ze dekla-réieren, well mer net alleguerten d'Elementer zur Verfügung hunn, fir d'Sécherheet vun de Leit dobaussen ze garantéieren. Mä de Minister huet eis awer virdru mat senger brillanter Rhetorik iwwerzeegt, datt d'Geforen net esou grouss sinn, wéi verschidde Leit dat mengen.

Ech wéilt awer hei gär Stellung huelen zur Ausso vum Här Halsdorf, dee virdru gesot huet, dass vläicht verschidde Kappwéien, verschidden Insomnien oder Häerzrhythmusstéierungen, duerch de Stress bedéngt sinn.

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV)*.- ...associéiert mat Stress, et ass schwéier de faire la part des choses.

M. Jean Colombera *(ADR)*.- …associéiert vläicht och.

Här Halsdorf, ech wëll lech elo gär, wann Dir wëllt, e bëssen ee physiologeschen Exkurs maache vun enger hallwer Minutt vläicht, ouni vill elo wëllen an d'Detailer eranzegoen.

(Interruption)

Dir wësst jo, de Stress, deen entsteet duerch eng Dysfonctioun vun den Nervenzellen. Dat heescht, déi integréiert Gehirfunktioune gi gestéiert an dann eréischt entsti Stresshormonen, dann eréischt gëtt den Immunsystem ofgeschwächt an dann eréischt kommen d'Krankheeten. Stellt lech zwee Nervenzelle vir. Déi éischt Nervenzell an déi zweet, déi si mat-enee verbonne mat engem Espace, deen nennt ee Synapse an deen ass ongeféier 40 Milliounstel Millimeter grouss, an do an där Synapse sinn Neurotransmitteren. Wann den Impuls vum éischten Nerv op den zweeten iwwersprëngt, ginn dann déi Neurotransmittere fräigesat.

Une voix.- Richteg!

M. Jean Colombera *(ADR)*.- Okay. Dee ganzen Nervesystem fonctionnéiert mat engem Mikrovoltage vu minus 70 Mikrovolt. Minus 70 Mikrovolt! Dat heescht, wann den Influx kënnt vum éischten Nerv, gëtt deen depolariséiert, d'Neurotransmittere gi fräi an den zweeten Nerv gëtt dann ugekuerbelt.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Jean Colombera *(ADR)*.- All Stimulus, deen a Räsonanz mat dësem Voltage kënnt, dee léist eng Depolarisatioun aus vum Nervesystem, an duerch de Fait, dass dëse Stimulus, an hei betounen ech, pulséiert ass - an dat ass wichteg -, pulséiert ass, kann dëse Stimulus d'Neurotransmitteren ausschöpfen, dat heescht, et si keng méi do, an déi integréiert Gehirfunktiounen, déi falen heimat aus, dann entsti Stresshormonen. Dann entsteet eng Immunschwächt an dann entsti Krankheeten, ënner anerem Kriibs, ënner anerem Gehirtumoren. Also, et ass ganz wichteg ze wëssen…

(Interruption)

Här Huss, bon, ech kann net alles soen…

(Hilarité)

Ech kann net esou déif an d'Physiologie eragoen, soss versteet kee méi eppes. Mä op jidde Fall...

(Interruptions)

Mä Dir gesitt jo, dass hei ee Voltage vu minus 70 Mikrovolt schonn duergeet, an dass een net däerf schwätzen vun dräi Volt oder 1,6 oder 0,6. Minus 70 Mikrovolt! Alles, wat a Räsonanz kënnt mat deem System ass hypergeféierlech. Dofir ass och d'Homeopathie bis elo ëmmer esou ënnerschätzt ginn. Mä si wierkt. Mä och well se an deenen energeteschen Dosen do fonctionnéiert.

Dës Regierung, ech wëll elo weiderfueren, entzitt sech awer hirer Responsabilitéit. Si geet esou wäit, dass si de Buergermeeschteren

d'Responsabilitéit iwwerléisst, ob esou eng Basisstatioun ausserhalb enger Konstruktioun autoriséiert gëtt oder net. Dat ass awer déi gréissten Hypokrisie vläicht, déi ee sech ka virstellen. Wann nämlech de Plan directeur sectoriel eng Kéier rechtskräfteg ass, a wann d'Basisstatiounen, esou wéi et am Regierungstext geschriwwe steet, zur Utilité publique deklaréiert ginn, da muss de Buergermeeschter dës Infrastrukturen autoriséieren.

Hien huet einfach keng aner Wiel, hie muss dat accordéieren, ausser wann hie kënnt beweisen, datt d'Schéinheet vun der Landschaft duerch dës Antenne gestéiert wier. Dat heescht duerch esthetesch Grënn, wann d'Faarf zum Beispill net an d'Landschaft passt. De Buergermeeschter kann och verlaangen, dass dës Basisstatioune verstoppt ginn an datt e regelméissegen Entretien stattfënnt, mä…

Une voix.- Gréng ugestrach!

M. Jean Colombera *(ADR)*.- …alles dat, wat de Buergermeeschter décidéiert, däerf fir d'Opérateuren net vill kaschten. Fazit: Am beschten, de Buergermeeschter léisst Gottes Waasser iwwer Gottes Land lafen a mëscht sech net ze vill a Saachen, déi hien näischt uginn, haaptsächlech déi Saachen, déi ze vill Käschte mat sech bréngen. Domadder ass d'Kaz aus dem Sak. Mir wäerten an Zukunft een Antennebësch hei am Land hunn, d'autant plus datt héchstwahrscheinlech all Opérateur seng eegen Installatioun och wëllt hunn.

Mobilfunkentreprisë rechne mat 225 bis 360 neie Basisstatiounen. Den ILR, den Institut Luxembourgeois de la Régulation, rechent mat 520 bis 780 neie Basisstatiounen, déi optauche wäerten. Dës Zuele sinn éischter richteg, well mir wëssen, datt fir den UMTS-Programm ze realiséieren all 100 bis 200 Meter esou eng Basisstatioun stoe muss kommen. Dat heescht, wa mer esou eng Gemeng huele wéi Housen, da mussen do ongeféier 100 Basisstatiounen opgeriicht ginn.

Wou bleift dann do de sou genannte Sécherheetsperimeter, fir d'Gesondheet net ze hypothéquéieren? Bei héije Frequenze misst bekanntlech ee minimale Sécherheetsperimeter garantéiert ginn. An de Clou bei der ganzer Saach ass, datt trotz deene ville Basisstatiounen, déi opgeriicht wäerte ginn, da mir awer nach vill Plazen am Land wäerten hunn, déi net duerch den UMTS-System ofgedeckt wäerte ginn, esou dass d'UMTS-Handyen nach weider mam traditionelle GSM-System équipéiert wäerte ginn. Dat heescht, si fonctionnéieren am Dualmodus a wann eng Zon net mam UMTS-System kann erreecht ginn, da gëtt automatesch op GSM iwwergeschalt. Et freet ee sech dann also, firwat esou vill Roserei, fir onbedéngt op all 100 bis 200 Meter esou eng Basisstatioun wëllen opzeriichten.

Als Äntwert op dës Fro seet d'Regierung am Exposé des motifs: All Utilisateur muss iwwerall an zu aller Zäit déi bescht Méiglechkeeten hunn, fir säin Handy ze gebrauchen. Et muss jiddferengem Utilisateur erlaabt sinn, sech während der Verbindung beliebend ze déplacéieren. Ech wéilt nach d'Regierung drun erënneren, dass mir ee Gesetz hunn, dat seet, datt et verbueden ass während dem Fueren ze télefonéieren, ausser bei enger Fräispriechanlag. Dat war bis elo de Fall am GSM-System. Ech ginn awer staark dovunner aus, datt d'Leit mam UMTS-System net wäerte Videospiller op hirem Handy praktizéieren, wa se mam Auto fueren, oder musse mir heifir erëm een anert Gesetz stëmme loossen.

Dir Herrschafte vun der Regierung, ech bieden Iech, wann Der eppes behaapt, dann iwwerleet e bësse wat Der sot a versicht net fir coûte que coûte mat egal welchen Argumenter Är Ziler duerchzesetzen. Mir hu mëttlerweil verstanen, Dir wëllt de Projet hei duerchsetzen.

En anere Punkt, dee beim Projet vun der Regierung stéiert, ass d'Zitat am Artikel 11, en ass schonn e puermol zitéiert ginn, datt de Buergermeeschter d'Autorisatioun refuséiere kann, wann d'Landschaft, d'Schutzdenkmäler oder verschidde Plazen, déi u vergaangen Evénementer erënneren, eppes vun hirer Schéinheet abéisse géifen. Wann esou Antennen implantéiert géife ginn, et sief dëst Material géif esou aménagéiert ginn, datt et net als solches ze gesi wier.

Datselwecht ass net wouer, wann d'Antennen op bestehend Gebaier, wéi Schoulen, Spideeler, Altersheimer opgeriicht ginn. Do gëtt d'Schéinheet jo net a Fro gestallt. An ech leeë meng Hand an d'Feier, datt hei alles ënnerholl wäert ginn, fir d'Leit dobaussen ze berouegen, fir dës Antennen esou ze verstoppen, dass nëmme kee sech méi opreegt. Wann dann iergendeen an der Schoul oder wou och ëmmer krank gëtt, da géif kee méi op de Gedanke kommen, et wär duerch Mobilfunkantennen, well déi jo kee méi gesäit. Si si jo iergendwéi verstoppt an onsichtbar.

(Interruption)

Dëst ass eng einfach Method, Här President, fir d'Leit bei d'Lisette ze féieren. An ech hoffen, datt ganz vill Leit sech dogéint wieren, datt vill Leit dogéint Stuerm lafen, bis de Gesondheetsproblem awer ofgekläert ass.

Wéi schlecht dass dësen Dossier ausgeschafft ass, beweist den Artikel 6. Dësen Artikel besteet ganz genau aus sechs Zeilen an hei gëtt 4-mol den Ausdrock „dans la mesure du possible“ ugewannt. Wann et méiglech ass, da ginn Antennen a bestehend Gebaier integréiert. Wann et méiglech ass, da mussen d'Réseauen esou installéiert ginn, datt keng nei Schanterchen gebaut solle ginn. Wann et méiglech ass, da soll ee keng Loftverbindungen hierstellen. Wann et méiglech ass, da sollen Zonen a Schutzdenkmäler vermiede ginn. Eleng dësen Artikel spriécht Bänner iwwert d'Ohnmacht vun der Regierung an dësem Dossier.

An dësem Projet huet een och d'Impressioun, datt d'Regierung op alle Fall verhënnere wëllt, datt Mobilfunkentreprisen ze vill staark finanziell belaascht solle ginn. „Sans entraîner des coûts excessifs“, esou am Artikel 7 an am Artikel 8. Hei huet een d'Impressioun, d'Regierung an d'Mobilfunkentreprisë géifen ënnert därselwechter Decke stiechen. Hei däerf awer op kee Fall gespuert ginn. Hei musse méi streng Sécherheetsmoossnamen applizéiert ginn, fir d'Gesondheet ze garantéieren.

Ee weidere Punkt, op deen een agoe muss, ass dee schlechte Stil vun dëser Regierung géigeniwwer vun de Gemengen. D'Gemengen, déi als éischt concernéiert sinn, hate keng Geleeënheet, fir un dësem Projet matzeschaffen. D'Gemenge mussen awer d'Geleeënheet kréien, fir am Numm vun hire Bierger iwwert d'Gesondheet, d'Sécherheet, d'Rou an d'Kammoudheet ee Wuert matzeschwätzen.

D'Gemengenautonomie ass mat dësem Projet ausser Kraaft gesat. De Buergermeeschter huet keng Initiativrechter, ausser bei esthetesche Kritären. Mat de Gemenge missten onbedéngt nei Plans d'aménagement généraux ausgeschafft ginn, fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren.

Och ass kee graphesche Plang opgestallt ginn, wou dann déi verschidde Basisstatiounen an de Gemengen opgestallt solle ginn. Alles ass nach am Niwwel. Alles ass ondäitlech a schwéier vun de Gemengenautoritéiten ze interpretéieren.

Kee Wonner, datt vun 100 Gemengen, déi hiren Avis ofginn hunn, 44 Gemenge géint dëse Projet gestëmmt hunn, an 13 Gemenge si favorabel mat plus ou moins grousse Bedenken.

Dëse Projet misst op jiddfer Fall réviséiert ginn, an der Kollaboratioun mat de Gemengendelegatiounen oder Vertrieder vum Syvicol.

Eng Konterprozedur, wéi mer et virdrun héieren hunn, gëtt elo virgesinn och fir déi Senderen, déi ënnert 100 Watt ausstrahlen, an eng Bauautorisatioun muss fir déi och dann envisagéiert ginn, fir Antennen, déi innerhalb vu Gebaier opgestallt ginn.

Esou wéi dëse Projet an den Artikele 4 a 5 presentéiert gëtt, wäerte juristesch Konflikter tëschent Gemengen a Mobilfunkentreprisen net ausbleiwen.

Mat dësem Projet gëtt dann och versicht, fir Installatiounen, déi elo schonns existéieren, mat oder ouni Genehmegung, ze regulariséieren. Domadder kann een och net d'accord sinn. Weder de Gesondheetsministère nach den Environnementsministère sinn an dëser Prozedur, um Ausschaffe vun dësem Projet mat abezu ginn. Et gëtt keng prezis Direktiven, wéi wäit zum Beispill dës Basisstatioune vu Schoulen, vu Crèchen, vu Wunnengen ewech musse sinn.

Dëse Projet reit sech leider ënnert der Rubrik „Nacht- und Nebelaktion“ vun dëser Regierung an. Jiddferee mécht egal wat a sengem Eck. Dëse Projet ass vun enger ganz schwaacher Qualitéit, wat den Inhalt ugeet. Wann dëse Projet esou ëmgesat gëtt, da kréie mir awer ganz grouss Problemer. Mir als ADR wäerten dëse Projet an dëser Form net ënnerstëtzen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Merci, Här Colombera. De leschte Riedner ass den Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng Schan fir d'Lëtzebuerger Parlament, dat wat haut hei iwwert d'Bühn geet, wéi mer hei dës Debatt féieren. Et ass elo zwanzeg fir eelef owes. Ech wäert elo nach schwätzen. Duerno kënnt de Minister nach. Mir sëtzen hei am Sall zu siwe Leit.

(Interruption)

Zu aacht Leit, dobäi eng kloer Mehrheet vun den Oppositiounsparteien. D'Debatte gi geleet vum Här Asselborn, Oppositiounspolitiker, an et sinn nach zwee Spriecher vun der Majoritéit hei am Sall.

(Interruptions)

Mir haten als Gréng géint den Ordre du jour, wéi e vun der CSV-DP-Majoritéit duerchgebaatscht ginn ass, protestéiert.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Ech soen, haut den Owend nach just „don't act“, et ass eng Schan fir d'Lëtzebuerger Parlament.

Zweetens, Här President, Dir hat virdrun - an dofir maachen ech Iech och déi Éier - an engem Zwëscheruff den Albert Einstein hei zitéiert. Ech maachen Iech am Kontext vun dëser Debatt d'Éier, Iech en Zitat vum Albert Einstein da virzedroen. Extra fir Iech.

M. le Président.- Merci, Här Deputéierten.

(Interruption)

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Wat awer ganz gutt zu dësem Thema passt: „Es ist von großer Bedeutung, dass die breite Öffentlichkeit Gelegenheit hat, sich über die Bestrebungen und Ergebnisse der wissenschaftlichen Forschung sachkundig und verständlich unterrichten zu können. Es genügt nicht, dass die einzelnen Resultate durch wenige Fachleute des entsprechenden Teilgebiets anerkannt, weiter bearbeitet und angewendet werden. Die Beschränkungen der wissenschaftlichen Erkenntnisse auf eine kleine Gruppe von Menschen schwächt den philosophischen Geist eines Volkes und führt zu dessen geistiger Verarmung.“

Et geet also hei Rieds iwwer Experten. Den Här Innenminister huet an enger Rei vu Bemierkunge mir visà-vis gemengt, ech géif mech hei opspillen, wéi wann ech an där Affär hei deen eenzegen Expert wier. Ech wëll hei betounen, dass ech bei wäitem dat net sinn. Ech hu mer just d'Méi gemaach, iwwer vill Lecture, net nëmme vun dësen Avisen, déi hei virleien, mä iwwer vill Lecture, iwwer Participatioun u Kongresser, déi nëmmen domadder ze dinn haten, mech eng kleng Iddi sachkundeg ze maachen, sou datt ech awer mengen iwwert dëse Sujet a Sachkenntnis oder a relativer Sachkenntnis hei kënnen deelzehuelen.

Da wëll ech, ier ech endlech zu mengem Virtrag kommen, deen ech virbereet hat, nach e puer Bemierkunge maachen zu Saachen, déi hei am Raum gesot gi sinn. Dat eent, wat d'Problematik vum Här Halsdorf ubelaangt, dee virdrun hei mat sengem Handy eng Demonstratioun gemaach huet, fir ze weise wou déi gréisste Strahlunge géifen hierkommen. En huet de Vergläich gemaach vun den Antennen engersäits, zweetens mam Handy selwer, an drëttens da mam DECT-Télefon.

Ech wëll do derbäi soen, datt Leit wéi ech oder Leit vun ONGen, déi deen heite Plang kritiséieren, och Kritike maache mat deem Ëmgank mam Apparat Handy, dat heescht mat deem onbedachten Ëmgank vun deem Apparat Handy. Wou hei am Land keng Opklärung doriwwer gemaach ginn ass bis elo, wéi ee virsiichteg domadder soll ëmgoen. Am Ënnerscheed beispillsweis vun eisem Nopeschland Däitschland, wou ëmmerhin d'Bundesamt fir Strahlenschutz, ënnert der Presidentschaft vum Här König, Matdeelungen erausginn huet, déi ganz kloer Hiweiser ginn, wéi ee virsiichteg mam Apparat Handy soll ëmgoen. A virun zwee Joer huet an England, no enger Etüd, déi do publizéiert ginn ass, ëmmerhin den englesche Gesondheetsminister an enger Matdeelung un d'Elteren, un d'Proffen an un d'Schouldirektere gesot: Hei, wann ech gelift, Handygebrauch bei Kanner aschränken, reduzéieren, well et spezifesch Gefore fir Kanner gëtt.

An drëttens wollt ech soen, den DECT-Apparat ass effektiv vun der Strahlung hier, fir mech, dat problemateschst. Dat hu mir, an där ONG wou ech schaffen, vun AKUT, an net nëmme mir, mä och d'Biergerfrequenz, d'ALMEN, d'Associatioun vun den Ëmweltmedeziner, huet zënter Jore gesot: Den DECT-Standard bei de sou genannte schnurlosen Télefonen ass dee gréisste Problem vu Strahlung, dee mer insgesamt an deem dote Beräich hunn.

Just, et gëtt awer och do Alternativen. Et ass jo net, datt een net kéint mat engem schnurlosen Télefon an engem Haus télefonéieren, et gëtt nach Apparater, an ech hu selwer esou een,- mat engem Standard, deen, am Vergläich dozou gesinn, relativ harmlos ass. Et ass de sou genannte fréieren analoge Standard, deen et beim normalen Télefon gëtt, deen der bei engem normalen Haustélefon och hutt, an dee Standard gëtt et nach ëmmer. Ech selwer hunn nach een, ech kennen och nach aner Leit déi en hunn. Just hunn d'Bedreiwer Siemens & Co. derfir gesuergt, dass ab 2008 europawäit dee Standard, deen harmlos ass, soll verbuede ginn an ersat ginn duerch en digitale gepulste Standard, dee problematesch ass. Dat ass de Punkt ëm deen et do geet.

Une voix.- En ass awer méi perfomant.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, en ass eng Iddi méi performant, dat ass wouer, mä d'Gesondheetsproblematik dobäi, déi ass awer doduerjer an deem Mooss multiplizéiert.

Datt et Elektrosensibler gëtt vun deenen de Vertrieder vun der Demokratescher Partei, den Här Gusty Graas, geschwat huet, dat ass evident, an ech wëll, och well Dir hei virdrun, Här Halsdorf, d'Weltgesondheetsorganisatioun zitéiert hutt, just ee Beispill dorauser huele vun der Weltgesondheetsorganisatioun an d'Elektrosensibilitéit beweisen um Beispill vun der Directrice vun der Weltgesondheetsorganisatioun, der fréierer norwegescher Ministerpresidentin Gro Harlem Brundtland, déi eréischt d'lescht Joer hir Demissioun ginn.

D'Gro Harlem Brundtland ass elektrosensibel. D'Gro Harlem Brundtland verdréit keen Handy. Si huet selwer keen Handy, mä si verdréit och an hirer direkter Ëmgebung, an engem Ëmfeld vu véier Meter, iwwerhaapt keen Handy méi. Ech liesen Iech dat aus engem Interview aus dem Dagbladet Oslo vum 9. Määrz 2002 vir, wou se deen Interview hei ginn huet, an ech kann Iech just mol e puer Zitater dorauser ginn. Si seet doranner Folgendes: „Es hat damit begonnen, dass ich eine lokale Wärmeentwicklung um das Ohr herum fühlte. Die Beschwerden entwickelten sich und gingen in ein starkes Unbehagen und Kopfschmerzen über, jedes Mal wenn ich mit einem Handy telefonierte. Ich konnte nicht umhin festzustellen, dass ich eine Sensitivität gegenüber Strahlen entwickelt hatte.“ Dat ass dann esou wäit gaangen, dass si hiren Handy ofgeschaft huet. Mä all Kéiers wann ee vun hire Beamten an de Raum erakomm ass wou si geschafft huet an en hat an der Paltongstäsch den Handy an den Handy war ugeschalt, dann huet si gläich duerno erëm Kappwéi kritt. A si hu se getest. Si selwer huet gesot a si schreift hei, fir datt kee soll denke si wär hysteresch: „Hei, test mech selwer.“ An d'Leit sinn erakomm ofwiesselnd Handy un, Handy aus, Handy un, Handy aus. Si huet all Kéiers an all Fall prezis gemierkt, ob den Handy u war oder ob den Handy aus war. An dofir seet d'Gro Harlem Brundtland an deem Interview hei: „Wann ech gelift, e virsiichtegen Ëmgank domadder.“

Si seet am Fong datselwecht, wat och de President vum Bundesamt fir Strahleschutz an Däitschland seet: „Wann ech gelift Handy, ...“, net einfach géint den Handy, „…mä wann ech gelift e virsiichtegen Ëmgank mam Handy, e bedachtsamen Ëmgank mam Handy a wann ech gelift d'Kanner virum Handy schützen.“

Dat heescht d'Kanner solle sou wéineg wéi méiglech iwwerhaapt mam Handy télefonéieren, seet de President vum Bundesamt fir Strahleschutz an Däitschland. Firwat? Ganz einfach, well medezinesch gesinn de Kapp vill méi kleng ass, d'Schädelknache si vill méi dënn, d'Strahlung geet vill méi déif an et si souguer Experimenter gemaach ginn a Spuenien déi weisen, datt déi Strahlung do, déi beim Kannerkapp erageet, do zu deenen aneren Ouer erauskënnt. Déi Experimenter si gemaach ginn. Ech wollt dat just soen, fir e puer Saache kloerzestellen, wat d'Problematik vun der Santé an deem dote Beräich ass a wou een un der Praxis ka gesinn - ech wäert herno nach mat e puer anere Beispiller dorobber zréckkommen, ech wëll awer elo zu mengem eigentleche Virtrag hei zréckkommen.

Et ass an deene leschte Joren, net nëmmen hei a Lëtzebuerg, mä an alle Länner, grouss Opreegung ginn, iwwerall do wou et zu Implan-

tatioune vu Mobilfunkstatioune komm ass. Et ass leider - bon et ass vläicht leider - méi diskutéiert ginn iwwert d'Antenne wéi iwwert d'Risike vum Handy selwer. Wat ech hei vun Ufank u wëll kloerstellen ass, dass weder ech, nach déi Gréng, nach d'Gemengeresponsabel déi negativ Avisë geschriwwen hunn, nach Leit an hirem Ëmfeld, nach déi ONGen, kee vun deenen alleguerte géint d'Installatioun vu Mobilfunkantennen ass.

Une voix.- Très bien.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Ech widderhuelen dee Saz, keen ass géint d'Installatioun vu Mobilfunkantennen, well mer brauche se, et ass objektiv. Wa mer wëlle mam Handy télefonéieren, da brauche mer och d'Antennen. Dat soll och kloer sinn, net dass eis do falsch Saachen ënnerstallt ginn. Dat eenzegt wat ass, bei där Installatioun vun deenen Antenne sinn all déi Leit, vun deenen ech geschwat hunn, der Meenung, datt een awer soll eng rationell Planung vun deenen Antenne maachen ënner Bëuechtung net nëmme vun de finanziellen Intérêtë vun den Opérateuren, mä ënner gläichzäiteger Bëuechtung vun deene gesondheetleche Bedenken déi geäussert ginn an déi an den Etüden erauskomm sinn, an déi zwee muss een ënnert en Hutt bréngen.

An ech soen hei op dëser Plaz an hoffen, dass dat vläicht eng kleng Iddi gelauschtert gëtt. Et ka jo sinn, datt dës Regierung dee Projet de règlement grand-ducal, deen elo virläit, am Intérêt vun den Opérateuren, oder am vermeintlechen Intérêt vun den Opérateuren, onverännert wëllt duerchbaatschen.

Ech soen Iech hei dat heiten: Wann déi Sturheet esou ass, da soen ech Iech hei viraus, datt net nëmmen no de Wahlen am Hierscht, mä nach an den nächste Jore permanent wäerte Konflikter ëm all Opstellung vun all Antenn sinn. Ech mengen, datt dat och fir d'Antennebedreiwer net interessant ass an datt et fir d'Antennebedreiwer a fir d'Regierung méi interessant wier, wa se sech géife wierklech endlech mat deene Leit, déi besuergt sinn, a mat den ONGen, déi sech drëm këmmeren, un en Dësch setzen a versichen eng rationell vernünfteg Planung ze maachen. Déi Leit, ob dat AKUT ass, ob dat d'Biergerfrequenz ass, ob et de Mouvement écologique ass, ob et d'ALMEN ass oder ob et anerer sinn, déi sinn zu enger vernünfteger Diskussioun mat den Opérateure bereet, fir zu vernünftege Léisungen ze kommen.

M. le Président.- Här Huss, géift Der vläicht wann ech gelift d'Bänk a Rou loossen, wann dat geet, well dat klaakt all Kéiers. Ech wollt Iech dat just soen, well wann Der drop schlot, dat klaakt all Kéiers.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Ech wäert da versichen d'Bänk ze schounen.

(Interruptions et hilarité)

Dir Dammen an Dir Hären, mir sollten hei bei der Diskussioun vun dësem Projet net ëm de Bräi rieden. Dee Projet hei ass jo haaptsächlech e Projet, dee sech ëm den Aménagement du territoire këmmert. Mä ech soen Iech, all déi Opreegung, all dat Gejäitz, all déi Diskussiounen, all dee Sträit, dee wier iwwerhaapt net do, wann d'Suerg ëm d'Gesondheet net bei de Leit wär. An et ass eleng ëm d'Gesondheet, oder zu 99%, wou d'Leit sech ëm d'Gesondheet Gedanke maachen, an net ëm d'Esthetik vun iergendenger Fassad oder ëm iergendeen Dénge wou d'Antennen opgestallt sinn. Den Haaptpunkt: D'Suerge vun de Leit sinn do an dann eréischt kommen déi aner, déi och wichteg sinn. Den Här Graas huet virdru gesot, et ass och wichteg, datt se awer d'Landschaft net verschandelen. Ech mengen dat ass schonn okay. Gutt, mä dat ass awer net d'Haaptsaach. D'Suerg vun de Leit dobaussen ass d'Suerg ëm hir Gesondheet.

Une voix.- Dat Ganzt ass nach méi komplex wéi Dir mengt, wann ee vergläicht mat de Fransousen, de Belsch an de Preisen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Ech weess dat. Dat, wat ech hei soen, bezitt sech net nëmmen op Lëtzebuerg, dat sinn allgemeng Bemierkungen och op déi aner Länner. Och wann ech virdru gesot hunn: Jo, an deenen anere Länner sinn nach méi héich Normen. Dann hunn ech kee Problem, well ech kritiséiere grad esougutt déi, déi do sinn, an déi, déi Normen do zougelooss hunn, wéi déi, déi ech hei kritiséieren. Dir hutt selwer gesot: Et ass keng parteipolitesch Geschicht an dësem Sënn. Ech sinn och där Meenung, et ass keng direkt parteipolitesch Geschicht. Ech kritiséieren och déi belsch fréier Gesondheetsministerin, déi zougelooss huet - dat war eng Gréng -, datt d'Grenzwäerter an der Belsch méi héich wären; kee Problem. Ech wollt deen Diskurs hei net féieren. Mir geet et hei nëmmen drëm eng rational Planung ze féieren, déi déi zwee Aspekter ka berücksichtegen.

Bon, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn zu dëser spéider Stonn, a well villes schonn hei gesot ginn ass, der Meenung, dass et kee Wäert huet all déi Saachen nach ze résuméieren. Ech deelen awer a groussen Zich déi Bedenken, déi an deem gemeinsamen Avis vum Mouvement écologique, vun der Biergerfrequenz an AKUT a vun de Médecins am Environnement geäussert gi sinn am Februar 2004. An eng Rei vun de Bedenke vun den Affekoten - vun deenen den Här Bodry hei geschwat huet - , déi ganz kritesch Avisë gemaach hunn: Och déi Bedenke soll ee seriö huelen.

An ech muss dat dann awer och hei soen, Här Biltgen, ech wëll hei dem Här Bodry ausdrécklech félicitéiere fir seng Ausféierungen, déi hien hei gemaach huet. Ech fannen, datt en eng absolut kompetent Analys gemaach huet vun deene juristeschen a landesplaneresche Bedenken, déi iwwert dëse Projet bestinn, an ech félicitéieren em ausdrécklech do dozou.

Dann zu den Avisë vun de Gemengen, déi der eis zougeschéckt hutt. Bon, e groussen Deel ass negativ, et sinn der och derbäi déi positiv sinn, mä wat richteg ass, wat den Här Graas och gesot huet, et si jo och vill CSV- oder DP- Buergermeeschteren oder Schäfferéit oder Gemengeréit mat Majoritéiten, déi och e ganz kriteschen Avis gemaach hunn. Ech mengen net, datt déi Gemengeréit alleguerte blöd sinn oder manipuléiert sinn oder fréizäiteg un Alzheimer leiden. Ech mengen déi Leit maache sech ganz seriö Gedanken iwwert déi Implantatiounen, iwwer méiglech Konsequenzen, well si, d'Buergermeeschteren, d'Schäfferéit an d'Gemengeréit, sinn déi, wann Antennen installéiert sinn a wa Protester si vu Leit géint déi Antennen, déi concernéiert sinn a si sinn déi, déi der op d'Schnëss kréie vun de Leit, a si sinn déi, déi vläicht bei den nächste Gemengewahle riskéieren der vum Wahlelektorat op d'Schnëss ze kréien, wéi een op Lëtzebuergesch seet.

Bon, dann hu mer jo niewent den Avisë vun de Gemengen den Avis vun dem Conseil supérieur de l'Aménagement du territoire, deen den Här Bodry zitéiert huet, mir hunn den Avis vum Comité interministériel de l'Aménagement du territoire, an deem eng Rei vu säftege Kritiken entsteet. An ech muss soen, ech ka mer et einfach net verwieren, den Här Bodry huet eng Rei vun esou Zitater bruecht.

Ech fannen déi Zitater esou schéin, dass ech se einfach nach eng Kéier muss hei virliesen, well se wierklech erëmginn, wat awer zwee Gremien, déi net déi mannste Gremien hei am Land sinn, zu dësem Projet de règlement gesot hunn: «Par ailleurs la loi du 20 mars 1999 précise dans son article 7 que les plans directeurs sectoriels comportent une partie écrite et une partie graphique. Or, lors de l'élaboration du plan sectoriel servant de base pour réseau public communication mobile, il n'a été tenu compte ni des critères définis au programme directeur, ni de la condition prévue à la loi de fournir une partie graphique.» An dann en anert Zitat nach vun dem Comité interministériel de l'Aménagement du territoire: «Le CIAT arrive donc à la même conclusion que le CSAT, à savoir que le document présenté n'est pas un plan sectoriel au sens de la législation sur l'aménagement du territoire. Il demande sa révision, respectivement l'élaboration d'un plan conforme aux dispositions précitées, ou qui au moins se rapproche de plus d'un plan qui doit avoir un caractère prospectif.»

Bon, dat sinn Zitater, déi net vu grénger Säit kommen, net vun ONG-Säit kommen. Dat si Saachen, déi vu wierklech héichstehende Gremie kommen, déi selwer aus de Ministèren zum Deel kommen. Ech mengen, dat si Saachen, déi een duerchaus kënnt seriö huelen a berücksichtegen.

Wat huet d'Regierung gemaach als Äntwert? Ech weess net wie vun der Regierung, et ass den Här Wolter. Wat huet e gemaach op all dës Kritiken, op déi Avis négatifs? Wat war d'Äntwert? D'Äntwert schéngt ze sinn, wann ech kucke wat um Dësch läit, mat deene minimalen Ännerungen, déi bis elo do dra sinn; dat schéngt jo esou ze sinn, wéi wann Dir dat onverännert wëllt duerchbaatschen. Dat ass eng éischt Äntwert, déi een zur Kenntnis hëlt. Dat ass eng arrogant Äntwert.

Dat Zweet ass awer dat, an do zitéieren ech nach eng Kéier, Här Biltgen, wat den Här Bodry scho gesot huet, well ech si genau därselwechter Meenung. Déi Äntwert, déi un d'Gemenge komm ass, an deem Pabeier hei, ech liese se vir: «Force est de constater que la plupart des avis négatifs qui exigent le respect du principe de précaution, ainsi que le respect des compétences communales en matière de santé et de sécurité, sont purement et simplement hypocrites.» Dat heescht, déi negativ Avisë vun de Gemengen ass Hypokrisie. «Alors les bourgmestres concernés ont préféré durant des années renfermer les yeux sur la situation existante dans leur commune.»

Firwat ass dat a mengen Aen eng Frechheet, de Gemengen dat dote virzewerfen? Ech soen Iech firwat et eng Frechheet ass. Mä ganz einfach, well an deene vergaangene Joren all déi Gemengepäpp vun den Opérateuren iwwert den Dësch gezu gi sinn. Déi Gemengepäpp hate keng Ahnung iwwer méiglech Bedenken. Si konnten och keng hunn, ganz einfach well all déi Erkenntnisser iwwer gesondheetlech méiglech Konsequenzen a gesondheetlech Schied eréischt an de leschten dräi, véier, fënnef Joer iwwerhaapt an d'öffentlech Diskussioun komm sinn. Dofir hu se dat einfach akzeptéiert, wat se do proposéiert kritt hunn. Si waren net au courant. Da kann een hinnen net nodréiglech, wa se net au courant waren, virwerfen, si wieren Hypokrite gewiescht, an doduerch ass déi Äntwert net seriö.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech kucken insgesamt en Androck ze kréie vun der Äntwert vun der Regierung an och vum Virgoe vun der Regierung heimadder, dat huet jo alles ganz schéin ausgesinn. Mir maachen en Avis zu engem Projet de règlement grand-ducal an da schécke mer en u sämtlech Gemengen, an dann herno huele mir eis den Avis vum Conseil supérieur de l'Aménagement du territoire a vum Comité interministériel; da gesäit dat aus: Wat si mir esou dialogfreedeg. Wat si mer esou transparent. Wat preparéiere mer en Dossier an engem demokrateschen, transparente Geescht.

Wann ech d'Äntwerten hei kucken, datt praktesch näischt geännert gëtt, obschonn all déi Avisen do waren, obschonn all déi Avisen negativ sinn, obscho grouss Bedenken a Suergen do si vun all deenen Associatiounen, vun den Affekoten, an net där mannster Affekoten, a vu Beamten aus den eegene Ministèren, déi datselwecht soen, da muss ech soen: War déi ganz Konsultatiounsphas seriö gemengt oder war et en Alibi, wann ee just herno genau datselwecht mécht, wéi een et souwisou wollt maachen, am Intérêt vu kuerzsiichtegen an onproduktiven Interesse vun Opérateuren?

Ech wëll, Dir Dammen an Dir Hären, net weider agoen op déi landes- a raumplaneresch a juristesch Aspekter, well den Här Bodry dat wierklech ganz gutt gemaach huet. Dat brauch een hei net ze widderhuelen.

Ech wëll awer op e puer Saachen agoen an op e puer méi déif goend Problemer an och op eenzel Falschaussoen an den Äntwerte vum Ministère par rapport zu dësem Plan sectoriel, well op eelef Punkten huet de Ministère jo geäntwert op déi Kritiken, déi geäussert gi sinn.

Dat Éischt wat d'Santé ubelaangt. Mir hu virdrun nach e klenge Punkt, deen an der Äntwert vum Ministère ass. Dat ass gläich am éischte Punkt, Zeil 1. Do steet schonn eng Ligen. Do gëtt gesot, et wier keng Gemeng, déi sech d'Méi gemaach hätt iwwerhaapt d'Dispositiounen am PAG virzehuelen, fir d'Antennen ze implantéieren.

Dat ass net wouer. Et deet mer Leed, dass mäi Kolleeg Gira elo just huet missen op d'Toilette, oder ech weess et net, mä op jidde Fall, d'Gemeng Biekerech huet dat gemaach. Et ass also net wouer, dass keng Gemeng et gemaach huet. Do wou e gréng Buergermeeschter wierklech d'Geschécker vun der Gemeng leet, ass dat gemaach ginn. Ech weess net wou et soss gemaach gët oder net, mä do ass et op jidde Fall gemaach ginn.

Da wat d'Problematik vun der Santé ubelaangt. Natierlech kann ee soen, hei ass reng Aménagement du territoire, mä an dëser Problematik geet dat net fir ze soen, dat heiten ass reng Aménagement du territoire, well d'Haaptproblematik an deem Ganzen awer eng Santésproblematik ass; op jidde Fall an eisen Aen. An doniewent eréischt déi aner Problemer, déi berechtegterweis hei virbruecht gi sinn, déi ech och deelen. Mä d'Suerg dobausse vun de Leit ass awer d'Santésproblematik. An dofir muss een natierlech, wann een iwwert d'Santésproblematik schwätzt, soen: Mä dat ass jo geregelt an der Kommodosgesetzgebung. An da gëtt gesot, an der Kommodosgesetzgebung, Lëtzebuerg huet déi schäerfste Grenzwäerter, 3 Voltmeter. Dat ass schéin a gutt, mir sinn déi Schäerfsten, also ka guer näischt passéieren. De Problem ass awer, dass et leider net stëmmt, dass bei 3 Voltmeter näischt ka passéieren. An et stëmmt och net, dass wann ee géif de Salzbuerger Grenzwäert huelen, wéi an der Äntwert vum Ministère steet, dee proposéiert ginn ass, dass da kee mam Handy méi kënnt télefonéieren. Dat ass e schlechte Witz. Ech ginn nach gläich drop an.

Mä zum Problem vun 3 Voltmeter als Gesondheetsschutz. Den Här Halsdorf huet hei déi sou genannten offiziell Institutioun zitéiert, déi déi Grenzwäerter do festleet vun der net ioniséierender Strahlung, währen se déi aner d'Grenzwäerter festleet fir déi radioaktiv Strahlung.

An deem enge Beräich, huele mer emol nëmmen ee Beispill eraus ënner villen, vun engem aneren, vun den Héichspannungsleitungen, vum normalen Elektresch. Wat ass do festgesat ginn als Grenzwäert? 100 Microtesla ass de Grenzwäert do. Vun 1979 u sinn Etüde gemaach ginn, déi nogewisen hunn, dass bei vill méi niddrege Grenzwäerter et kéint bei Kanner, déi ze vill no bei esou Héichspannunsleitungen oder bei elektreschen Installatioune wunnen, zu Leukämie kommen. Et ass ëmmer gestridde ginn. Et si Géigenetüde gemaach ginn, an ëmmer erëm hunn d'Etüden dat bewisen, bis dass schliesslech am Joer 2001, oder 2002, am Oktober de Kriibsfuerschungszentrum vun der Weltgesondheetsorganisatioun zu Lyon offiziell confirméiert huet, dass dat, wat 1979 gesot ginn ass, d'Leukämie bei Kanner, géif stëmmen, an net bei 100 Microtesla, mä bei 0,4 Microtesla. An ech soen Iech elo scho viraus, dass all déi offiziell Normen, déi elo festgesat gi sinn um europäeschen Niveau, um Weltniveau an esou virun, dass mer do an zéng, 15 Joer, leider wann et relativ spéit ass, wahrscheinlech déiselwecht Konklusioune kréien, dass mer effektiv largement ënnert deene Grenzwäerter an och ënnert de Lëtzebuerger Grenzwäerter vun 3 Voltmeter biologesch Effeten an och Gesondheetsschied hunn.

Wann een an der Wëssenschaft test, wéi eng Validitéit e Grenzwäert huet, da gëtt et ënnerschiddlech Bewäiskraaft. Et gëtt gesot, et ginn Tester, déi hunn eng total Wëssenschaftlechkeet; et sinn der, déi hunn eng manner Wëssenschaftlechkeet; an da gëtt gesot, et sinn och Etüden, déi hunn nëmmen Hiwäiskraaft, anerer hunn eng schwaach Hiwäiskraaft an esou virun.

Op dësem Gebitt hu mer eng ganz Rëtsch vun Etüden, déi gemaach gi sinn, esouwuel vum Handy selwer, wat d'Mobilfunkstatiounen, d'Antennen ubelaangt, ginn et der nach net vill. Dräi oder véier déi gemaach gi sinn, Etüde ronderëm. Déi si rezent. D'Bedreiwer hunn anscheinend bis haut net vill Interesse gehat, fir ronderëm de Mobilfunktantenne selwer Etüden ze maachen. Déi Etüde solle vun onofhängege Wëssenschaftler op Universitéite gemaach gi sinn. Wat hunn déi Leit festgestallt? Mä si hu festgestallt an deenen Etüden - ech kann eng zitéieren, dat ass eng vun der Uni Wien vum Professer Kundi. Do ass festgestallt ginn als Haaptursaach, dass et zu Häerzkreeslafproblemer géif kommen an zu enger Stéierung vun der Aufnahmegeschwindigkeit, „perceptual speed", an zwar sinn déi Symptomer festgestallt ginn net bei 3 Voltmeter wéi hei a Lëtzebuerg, mä bei 0,46 Voltmeter.

An enger zweeter Etüd ronderëm d'Mobilfunktantenne sinn d'Auswierkunge gekuckt ginn, an enger Etüd vu Gomes et Peretta an der Stad Murcia a Spuenien. Do ass eng signifikant Bezéiung fonnt ginn, mat Middegkeet, Reizbarkeet, Kappwéi, Übelkeit, Appetitverloscht, Unbehagen a Bewegungsstörungen, an zwar och an deeneselwechte Beräicher ongeféier, déi ech virdru vun der Etüd vun der Uni Wien zitéiert hunn.

De Professer Santini a Frankräich huet ähnlech Constaté gemaach, mat Problemer vu Leit ronderëm Mobilfunkantennen, jee nodeem wéi wäit se ewech gewunnt hunn a wéi staark d'Strahlung war.

Interessant op deem Gebitt sinn och d'Déiereversucher. An do gëtt et ee liewegen Déiereversuch. Deen ass virun een, zwee Joer a Bayern gewiescht. En huet do immens fir Opreegung gesuergt, zu Hearingen am Landtag vu Bayern, Fernsehemissiounen an esou virun. Do ware bei engem Bauer ganz vill Kéi an do war ni e Problem, an do sinn op eng Mobil-

funkstatioun, déi schonn do war, déi bis dohinner kee Problem gemaach huet, aner Statiounen nach dobäi komm, a vun deem Moment u sinn net nëmmen d'Kéi krank ginn, mä och d'Leit selwer am Haus si krank ginn. An typesch Saachen, déi ee konnt feststellen: Déi Kéi hunn total Verhaltungsstéierunge gehat, si hu vill manner Mëllech ginn, si hunn eng Missgeburt gehat, Fehlgeburte gehat. Et ass alles ënnersicht ginn, ob keng aner Ursaachen do wieren. Et waren awer keng aner Ursaachen do, well si hunn déi Kéi du geholl a si hu se op en anere Bauerenhaff geféiert, deen 20 Kilometer ewech war, wou keng Influenz do war vu Mobilfunkantennen. Wat ass geschitt? Déi Kéi hu sech lues a lues erholl.

A well Der virdru vun der Reproduzéierbarkeet geschwat hutt, Här Halsdorf: Dunn hu se d'Experienz ëmgekéiert gemaach. Mat Mënsche kann een dat jo net maachen, mä mat den Déieren hu se et gemaach. Si hunn d'Kéi erëm zréckbruecht. Wat ass geschitt? Du sinn erëm genau déiselwecht Symptomer opgetaucht, déi se am Ufank haten.

Dat heescht, et ginn Hiweiser an Indizien, zum Deel liicht Indizien, zum Deel staark Hiweiser. Beweiser, also et gëtt praktesch kee Gebitt, wou Der 100%eg Beweiser hutt. Dat wësst Dir. Mä Indizie sinn do, déi soen, mir musse virsiichteg sinn, an de Grenzwäert vun 3 Voltmeter, och wann deen esou niddreg ass am Verglach mam Ausland, ass nach ëmmer keng Garantie, dass keng Gesondheetsschued kënne virkommen. An dofir sinn international onofhängeg Fuerscher a Wëssenschaftler an Ëmweltmedeziner zu Salzburg, virun dräi Joer muss dat gewiescht sinn, zesumme komm an hunn driwwer diskutéiert, fir ze kucken, wéi kënne mer eppes maache fir dass de Mobilfunk awer viru kann normal funktionéieren a mer trotzdeem e gewëssene Gesondheetsschutz maachen. An du si se zu deem Kompromëss-Riichtwäert komm, dee si proposéiert hunn, vun ongeféier engem sechstel vun eisem Grenzwäert, dat heescht bei ongeféier 0,56.

M. le Président.- Här Huss, dierf ech just eppes soen, Dir hutt 30 Minutten, an Dir sidd elo op 27 Minutten. Just dass Der Iech kënnt ariichten.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Ah, okay, da muss ech méi séier maachen.

Si hunn dat also proposéiert. Dat ass natierlech net als offizielle Grenzwäert akzeptéiert ginn, well an engem bestëmmte Moment d'Bedreiwer, déi am Ufank zum Deel mat dobäi waren, herno erausgeklomme sinn aus dem Experiment, et pour cause, well et awer ëm méi kuerzfristeg Gewënninteresse gaangen ass.

Mä d'Ausso, déi hei am Regierungstext drasteet, dass bei 0,6 oder bei 0,5 beim Salzburger Wäert de Mobilfunk net ze bedreiwen ass, ass eng Ligen. Et ass carrément eng Ligen. An ech défiéiere jiddfereen heibannen. Mir kënnen dat d'nächst Woch hei an der Chamber demonstréieren. Wann déi Leit vum IRL déi Moossapparater hunn, da solle se heihinner moosse kommen. Da kucke mer emol, bei dem Här Biltgen, op senger Bänk oder bei sengem Kapp, oder bei Iech Här Halsdorf, oder beim Här Jaerling, wéivill konkret gemooss gëtt, wéivill den Immissiounswäert ass um Kierper. An ech maachen eng Wett mat Iech, datt dat emol net op 1 Voltmeter eropgeet, wa mer dat hei moossen. Et ass parfaitement méiglech mam Salzburger Grenzwäert de Mobilfunk funktionéieren ze loossen.

Bon, ech muss méi séier maachen. Iwwregens, hei ass nach e klengt Zitat aus der Werbebroschür vun E-Plus an Däitschland, „Ein Teil unserer Welt", do steet wierklech dran: „Die angegebene Unterschreitung" - well se iwwerall gemooss hunn - „liegt im Größenordnungsbereich des Salzburger Vorsorgewertes." Dat heescht si mussen iwwerall d'selwecht sinn a si kommen ni op 3 Voltmeter. Ech froe mech, firwat datt een dann esou stur muss sinn, esou e Grenzwäert oprechtzeerhalen, deen ee souwisou net praktesch net erreeche kann. Also doriwwer misst endlech emol seriö diskutéiert ginn!

Bon, ech wëll nach e puer Saache soen, just ganz kuerz am Telegrammstil. Et gëtt gesot hei am Text, oh, d'Buergermeeschteren, déi sinn duerchaus capabel fir do kënnen d'Nécessité opérationnelle anzegesinn, a wa se Froen dozou hunn, da kënne se sech jo wenden un eng nei Spezialkommissioun. Mä, Här Biltgen, déi nei Spezialkommissioun, dat ass alles schéin a gutt, mä esou wéi d'Kar am Dreck ass, besteet kee Vertraue méi vu baussen! Et besteet kee Vertraue méi do, wann an enger Spezialkommissioun ee Vertrieder vun der Santé, ee vum Environnement, ee vum Aménagement du territoire do drasëtzt, datt doduerjer d'Leit berouegt wieren. Dat ass haut net méi esou. Wann do net onofhängeg Expertë sinn, da gëtt haut net méi gegleeft.

De Punkt vun 100 Wattmeter, datt Der déi wëllt considéréieren iwwert en neien extrae Reglement; okay, dat ass e klenge Fortschrëtt. Wat awer problematesch ass, dat huet och den Här Colombera hei gesot, dat ass d'Problematik vun der Sichtbarkeet vun den Antennen a vun de Bannenantennen. Mir bleiwe bei der Meenung, datt et net duergeet Antennen onsiichtbar ze maachen oder se gréng unzesträichen. Mir mengen, datt all Antennen eng Genehmegung missten hunn, och déi Antennen, déi banne sinn.

Dann nach e leschte Punkt vläicht. Den Artikel 6 ass interessant. Do gëtt proposéiert, et soll ee kucken, da méiglechst vill Opérateuren op ee Standuert ze bréngen. Déi Iddi kléngt u sech ganz gutt. Dat kann een op eenzelne Plaze sécherlech maachen, mä et kann een et net generaliséieren. Well dat kéint bedeiten, datt op enger Plaz, wou elo Antenne sinn, wann dräi, véier aner Opérateurë mat dobäi sinn, datt doduerjer d'Strahlung awer fir déi direkt Anwunner, déi do sinn, op där Plaz awer vill ze vill staark géif ginn. Et kann een et duerchaus maachen, mä et ass wahrscheinlech awer keng allgemeng gülteg Regel.

Ech kommen zur Konklusioun. Ech muss jo, gellt?

M. le Président.- Dir hutt 10%, dat sinn dräi Minutten. Mä wann Der an enger Minutt fäerdeg sidd, da mengen ech gi mer eens.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, da geet et nach just duer fir d'Konklusioun. Et gëtt also fir déi Gréng an dësem Punkt zwou Méiglechkeeten: Entweder d'Regierung wëllt contre vents et marées dee Projet de règlement an där doter Form mat liichten Alibikorrekturen duerchpeitschen. Dat ass ee Choix, dee se huet. Ech ginn awer d'Garantie, datt dann de Konflikt ni wäert enden.

Oder et kënnt endlech zu enger anerer Léisung, et kënnt endlech zu engem wierklechen Dialog mat op där enger Säit dem Opérateur, op där anerer Säit der Regierung an op der drëtter Säit den ONGen, déi sech Suerge maachen. Deen Dialog ass vun den ONGe gewënscht, fir ze kucke fir konstruktiv Léisungen ze fannen. Dat ass deen zweete Wee, dee méiglech ass.

Ech hoffen, datt esou vill Vernunft do ass, fir net deen éischte Wee duerchzebaatschen. Ech hoffen, datt mir et fäerdeg bréngen, deen zweete Wee ze wielen, am Intérêt och vun den Opérateuren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss, och fir Är Disziplin, an ech géif dann der Regierung d'Wuert ginn. Den Här Biltgen, wann ech gelift.

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll, ier dass ech op déi eenzel Argumenter aginn, op den Ursprong kommen, woufir mer hei mussen agéieren. Et huet eppes ze di mam neie Kommodogesetz vun 1999, wat verschidde Problemer hat.

Éischtens ass dat Kommodogesetz a senger Reglementphas, do wou d'Klasse fixéiert ginn, esou wäit gaangen, dass déi Antennen, déi virdrun net ënner Kommodo gefall sinn, fir d'éischt emol ënnert eng Kommodoregelung gefall sinn. Dat huet Problemer geschaaft bei der Post, déi dat laang net richteg wollt akzeptéieren an eigentlech dovunner ausgaangen ass, dass se net kommodoflichteg wären an dass se kënnten hir Antennen iwwerall opriichten. Dat war e grousse Clinch, deen ech hat mat der Post wéi ech jonken Aarbechtsminister gouf.

Dat huet och mat sech bruecht, dass d'Leit sech gëiergert hunn, well d'Leit soen Antenn a menge Mast. Dat wat d'Leit opreegt, dat sinn d'Masten, déi op eemol, ouni dass se informéiert goufen, opgeriicht ginn. Sou ass eigentlech dee ganze Konflikt ugaangen.

Du koum déi zweet Phas, dat ass déi vun der Jurisprudenz, déi sech entwéckelt huet. Am 1999er Gesetz steet, dass de Buergermeeschter respektiv d'Regierung, do wou et d'Ministere si vun Ëmwelt oder Travail, hei sinn zwee Ministere befaasst, souwuel Ëmwelt wéi Travail, dass déi hir Genehmegungen nëmmen da kënne ginn, wann dat Objekt, wat genehmegungsflichteg ass, och am Plan d'aménagement général op där doter Plaz virgesinn ass.

Elo gëtt et natierlech verschidde Problemer. Et steet néierens an engem Plan d'aménagement général, hei kënnt eng Waasserleitung oder hei kënnt eng Gasleitung oder esou. Dat ass bei jiddferengem sous-entendu, dass dat iwwerall do muss leien. De Problem ass, dass an all deene Fäll et guer net drëm gaangen ass, dass e Buergermeeschter net wollt opriichten. Et gëtt een eenzege Fall vun deene Geriichtsaffären, do war de Buergermeeschter dergéint eng Antenn opzeriichten. All déi aner Fäll sinn der wou de Buergermeeschter jo gesot huet a wou duerno reklaméiert gouf, a wou d'Geriichter gesot hunn - d'Jurisprudenz ass ee Moment hin an hier gaangen, mä duerno hunn d'Geriichter gesot, och d'Cour administrative, also an zweeter Instanz: Majo eng Antenn, déi muss och an engem Plan d'aménagement général ausgewise ginn.

Do mengen ech jo nach wie vor, dass déi Jurisprudenz och hätt kënnen aneschters ginn, a si war ee Moment aneschters. Woufir? Et ass richteg, dass ëmmer erëm - ech hunn, wéi ech nach Affekot war, där Affären och gehat, mat deenen ech ze dinn hat - Antennen opgeriicht gi si vun Amateurfunker. Et huet sech dann ëmmer erëm d'Fro gestallt: Dierf deen, dierf deen net? Do gëtt et eng Onmass vu Jurisprudenzen.

Hei si mer an enger anerer Phas. Hei geet et net drëm fir ze soen, hei riichten Amateurfunker eng Antenn op. Hei si mer an enger Phas wou d'Regierung selwer seet - iwwregens am Kader vun enger europäescher Réglementatioun, well d'Regierung ass net fräi ze maachen oder net ze maachen, mä d'Regierung muss maachen -: Mir brauchen e Réseau vu Mobilophonie uechtert d'Land. An dann ass et praktesch technesch onméiglech fir ze soen, majo elo maache mir op enger Zon e Parc à antennes. Dat geet net, ëmsou méi wou et Klenger a Grousser gëtt a wou an de Käpp effektiv ëmmer verwiesselt gëtt, Mast an Antenn.

E Mast ass och eng Konstruktioun, déi och iwwregens e Permis all Kéiers brauch. Eng Antenn brauch net onbedéngt e Permis, well et net ëmmer eng Konstruktioun ass. Dat mécht d'Saach och am Verwaltungstechneschen net méi einfach, mä sou ass et geschitt. Wéi gesot, d'Jurisprudenz hätt kënnen aneschters sinn. Si ass elo net esou, mä d'Jurisprudenz bréngt eng technesch Onméiglechkeet mat sech, well et schwiereg ass Zone-d'antennen ze maachen a well dann nach eng Kéier déi Diskussioun dobäikënnt, déi mer schonn den Owend e puermol gefouert hunn.

Wat mer d'Puissance erofsetzen, wat mer natierlech méi Relaisen iwwerall brauchen, an déi Iddi fir ze soen, an der Stad Lëtzebuerg setze mir elo ee Park dohinner, do kënne se alleguerte stoe kommen, dat geet net! An dat ass eben dat wat hei, wou ech d'Jurisprudenz muss akzeptéieren, net richteg verstane gëtt, dass mir hei an engem anere Spill spillen.

Wat hu mer elo? Mir hunn elo e Resultat, dass mer relativ Chaos hunn. Mir hunn Antennen, déi funktionéieren, déi eng si genehmegt, déi aner sinn net genehmegt, géint déi eng gouf geklot, géint déi aner gouf net geklot, well et ass jo all Affär erëm eng eegen Affär an da muss ëmmer erëm eng Kéier den Esprit vum Législateur, also vum kommunale Législateur do nogekuckt ginn. Sou dass och Veronsécherung kënnt, Veronsécherung vun de Leit, Veronsécherung och vun den Opérateuren, an et muss een och wëssen, dass mer hei effektiv och Wirtschaftsentwécklung hunn. Et muss ee wëssen, dass dat och zur Wirtschaftsentwécklung bäidréit. Dat muss net à tout prix geschéien, dat wëlle mer och net. Mä et ass och Wirtschaftsentwécklung.

Ech liesen inbrünsteg d'Wahlprogramme vun alle Parteien, an ech liese praktesch iwwerall, mir misste manner Réglementatioun maache fir méi Wirtschaftswuesstum ze kréien. Hei si mer elo an enger Affär wou mer iwwerhaapt net méi kënne reglementéieren, opgrond vun där Jurisprudenz, esou dass d'Fro sech gestallt huet, wéi de Michel Wolter dat virdru gesot huet: Wéi gi mer vir?

Et wär jo eng Méiglechkeet gewiescht, dat wär déi einfachst gewiescht, dass d'Gemengen dat gemaach hätten - ech soen nach eng Kéier, hei sinn et d'Gemengen, déi Permisen ausgestallt hunn -, wat u sech d'Cour administrative seet, nämlech d'Gemengen hätten hire Plan d'aménagement général esou reforméiert, dass se hätte kënnen Antennen dran opstellen. Et gëtt eng Onmass.

Mir kennen d'Affär Nuddelsfabrik zu Diddeleng. Do huet de Buergermeeschter Permisen ausgestallt, mä och do ass de Plan d'aménagement général net geännert ginn. An ech verstinn dat, dass de Plan d'aménagement général schwiereg ka geännert ginn, opgrond vun där Impossibilité technique fir ze soen, d'Antenn kënnt do an do an do hin. Dat geet einfach net. Et kann een net genee e Plang maache fir ze soen, mir stellen do esou Antennen duerch d'Land op an dann ass d'ganzt Land couvréiert. Dat brauche mer net.

Une voix.- Et kann ee Berechnunge maachen. Et gëtt an Däitschland eng Rei vu Stied, déi dat an Zwëschenzäit gemaach hunn.

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- D'Mobilophonie ass en dynamesche Räsonnement. Wann op enger Plaz op eemol méi Leit wunne kommen, oder huele mer un, et kënnt eng Bank sech dohinner setzen, wou vill tëlefonéiert gëtt, dann ass déi Diskussioun erëm eng Kéier aneschters, da gëtt erëm méi Puissance gebraucht, beim UMTS nach ëmsou méi.

(Interruption)

Jo, mä dat kann een net am Viraus rechnen, dat kann een ëmmer nëmmen dynamesch maachen. Dat kann een dynamesch maachen. Dofir si mir der Meenung, et soll ee Regele maache fir déi Dynamik ze ginn, mä mir kënnen haut net - ech huelen eppes vir, wou ech duerno drop zréckkommen.

Här President, just fir ze soen, ech gesinn hei „Monsieur Jean-Pierre Klein, 0 Minutten an 0 Sekonnen".

(Hilarité)

Dat ass 2-mol falsch. Also éischtens hunn ech scho méi geschwat wéi 0 Minutten an 0 Sekonnen, an zweetens sinn ech net de Jean-Pierre Klein, virun deem ech awer grousse Respekt hunn.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Also, Här Minister, ech suivéieren Iech. Dir hutt lo ganz genee siwe Minutten a siwe Sekonne geschwat.

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Ech wär frou, wann ech nämlech d'Zäit hei gesinn, da weess ech mech och anzedeelen. Mä wann ech d'Zäit net gesinn, da gëtt dat méi schwiereg. Do steet se, gutt, okay.

Nach eng Kéier, dat ass de Problem. Dofir déi Alternativ, fir ze soen, d'Gemengen änneren hir Pläng ëm, dat funktionéiert net, dat packen d'Gemengen net.

Da war ech der Meenung, an ech bleiwen der Meenung, dass een hätt kënnen iwwer e Gesetz virgoen. Mä woufir huet d'Regierung décidéiert, op Insistéiere vum Innenminister, wéi e virdru gesot hutt, op de Plan sectoriel ze kommen? Mä fir eben an där ganzer Phas, an där ganzer Diskussioun d'Gemenge méi mat anzebannen an doduerch méi Basisdemokratie och ze bréngen, an doduerch och an eng Prozedur ze goen, déi méi laang Zäit brauch wéi déi, wa mir d'Gesetz hätte wëllen änneren. Dat ass d'Ursaach gewiescht an dofir kann ech Är Reprochen net akzeptéieren. Et ass gesot ginn, mir wéilten hei d'Gemenge widdert de Kapp stoussen: Dat ass net de Fall. Dofir ass déi heite Prozedur gesicht ginn.

Elo kommen ech zu de Kritiken. Et gëtt ëmmer erëm hei de Comité interministériel de l'Aménagement du Territoire, de CIAT, zitéiert. Ech sinn absolut bereet op deem Avis ze schaffen. Mä dann, wann ech glift, en huet fënnef Konklusiounen, ech hunn der bis elo nëmmen zwou héieren. Ech wëll Iech dann déi dräi aner awer och virliesen, déi dra stinn.

(Interruption)

Dir hutt nëmmen déi aner zitéiert, net alleguerten. Neen, neen. «Le CIAT prend acte de la création d'un groupe interministériel faisant fonction de groupe d'accompagnement pour guider les communes et les opérateurs dans l'application du règlement.» Dat kënnt also gutt u beim CIAT.

An da kënnt e wichtege Punkt: «En ce qui concerne le principe de précaution, le CIAT est d'avis que cette manière est suffisamment réglementée par la législation sur les établissements placés, et il propose en même temps le maintien du recours à l'utilité publique.» An da kënnt seng lescht Konklusioun: «Finalement le CIAT constate encore qu'il existe une complémentarité entre le plan sectoriel et la législation commodo, cette même complémentarité étant à rechercher dans le cas de l'élaboration du plan sectoriel le paysage à protéger.»

Ech mengen, wann ee sech op de CIAT referéiert, da soll een net nëmmen déi zwee éischt zitéieren, mä da soll een déi dräi lescht och zitéieren. Déi éischt, dat ass déi - dat widderhuelen ech nach eng Kéier -, dass et kee Plan sectoriel wär - au sens du mot - op déi kommen ech nach eng Kéier zréck, an déi zweet ass, dass d'Gemenge sollen hir PAGe revidéieren; do sinn ech awer der Meenung, dass dat net funktionéiert. Mä déi dräi lescht... Wa mir eis op de CIAT beruffen, da kommt, mir schwätzen iwwert dat Éischt, wat se gesot hunn: Ass et e Plan sectoriel au sens de la loi oder net? Awer da gi mir och dem CIAT Recht, dass de Principe de précaution...

Une voix.- Firwat musse mir dat da maachen?

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications.*- Voilà, Dir hutt en an den iewechten Himmel gelueft, an elo wou ech Saachen zitéieren, déi Iech net gefall hunn...

(Interruption)

Wann ech dann elo weiderkommen, huelen ech dann hiren éischte Punkt. Dat ass d'Conformitéit par rapport zum 1999er Gesetz, dat ass also an engems, wann een déi Avis juridiques liest, dat, wat iwwreg bleift vu grousser Kritik; dat ass dat formaalt, juristescht Element: Si mer hei conforme zum Gesetz, also zum Plan sectoriel, esou wéi d'1999er Gesetz et virgesäit? Do ass e Gesetz, wat mir gutt kennen, dat gouf - Ironie de l'histoire - 1999 just virun Toresschluss hei duerchgebaatscht, wéi Verschiddener dann haut géife soen, an dat Gesetz, wéi vill Gesetzer - wéi vill Gesetzer! -, déi d'envergure sinn, déi nei Prinzipie bréngen, n'est pas bonne dans sa rédaction. Et sinn eng ganz Partie vun onkloere Saachen.

Ech huelen emol d'Prozedur. Et ass bemängelt ginn, dass d'Gemengen nëmmen dräi Méint Zäit gehat hätten. Dobäi ass da komm, dass verschidde Schäfferéit hir Conseilleren net mat Zäiten informéiert hunn. Mä dat huet näischt mam Gesetz ze dinn, dat huet eppes mam Fonctionnement vun deem Schäfferot ze dinn an där Gemeng. Effektiv steet am Gesetz, dass d'Gemengen dräi Méint Zäit hunn. Et huet mech och gestéiert, dass d'Gemengen, an déi hu sech dru gehalen, an dräi Méint hiren Avis ofginn hunn, dass awer déi zwee Conseilen eigentlech do net limitéiert waren an dass déi ganz laang Zäit gebraucht hunn. Ech hunn dat och e bësselchen difforme fonnt, mä sou steet dat eben elo am Gesetz. Déi dräi Méint stinn am Gesetz, et ass net d'Regierung, déi gesot huet, Dir hutt keen anere Choix - dat steet am Gesetz.

Da kënnt deen anere Problem, dee Problem, deen elo zur Diskussioun steet: Wat ass eng Partie graphique? A wann een do d'Gesetz noliest, da muss een zouginn, dass d'Gesetz ganz onkloer ass, wat eng Partie graphique ass oder net. D'Interpretatioun, déi elo ëmmer kënnt - ech soen, et ass eng Interpretatioun -, déi mag richteg sinn, si ass fir mech falsch. Mä dat gesi mir am Laf vun der Diskussioun, dofir ass déi Diskussioun wichteg. D'Interpretatioun, déi elo do ass, dass dat eng Partie graphique ass „ne varietur", dass een eng Kéier géif soen, dat dote sinn d'Emplacementer.

Just an der Mobilophonie geet dat net. Elo stellt sech dann d'Fro, wann et an der Mobilophonie technesch net geet, eng Partie graphique „ne varietur" ze maachen, déi ëmmer statesch ass, a keng dynamesch Partie graphique ze maachen, wann déi Interpretatioun soll richteg sinn. Effektiv musse mir dann op de Wee vun engem Gesetz goen, a kënne mir op dee goen. Mä ech mengen, et soll een awer emol driwwer diskutéieren, ob net déi heiten Zort vu Partie graphique och conforme ass. An d'Partie graphique ass nämlech fir mech an deem Sënn wichteg als Informatioun vun de Leit.

Ech suivéieren och d'Debatt a Frankräich. Do ass ee vun den Haaptproblemer deen, dass d'Leit - wéi hei - och net wëssen, wat iwwerhaapt do ass. D'Leit sinn iwwerhaapt net informéiert. Da kënnt erëm déiselwecht Diskussioun: Wann e Mast do steet, da gesäit een en; wann eng Antenn iergendwou hänkt, da weess een et net, an da weess een emol iwwerhaapt net, wat op een duerkënnt.

Dofir hu mir jo och net hei Peanuts geännert. Mir hunn den Artikel 14 geännert, wou den ILR op den Internetsite eng dauernd à jour gesate Partie graphique mécht, wou d'Partie écrite d'Regele fixéiert, wéi kënnen Antennen autoriséiert ginn, an d'Partie graphique ass da keng „ne varietur", mä dat ass eng dynamesch, déi evoluéiert, awer déi dann och permanent dem Bierger, net nëmmen de Gemengen, wéi am Ufank virgesi war, dat war e Feeler, mä dem Bierger erlaabt fir informéiert ze ginn, wat op en zoukënnt.

Mir mengen, dass dat conforme wär zum 1999er Gesetz. Mir ginn dat dote jo och elo un de Statsrot. Ech mengen, et si jo vill Avisë komm. Mir ginn et un de Statsrot, an da muss een dat duerchkucken. Wéi gesot, mir sinn der Meenung dass et conforme wär, mä leider ass d'Gesetz vague an d'Interpretatioun och. Ech ginn och gären zou, dass d'Auteure vun deem Gesetz am Kapp nëmmen eng Partie graphique „ne varietur" haten. Et huet keen un eppes aneschters geduecht. Ech mengen awer nach wie vor, dass den Text dat géif zouloossen, mä dat musse mir kucken. Wann och de Statsrot do Bedenken hätt, da musse mer kucken, ob een net aus deem Plang, aus deem Reglement e Gesetz carrément mécht, mä ech mengen dofir sollte mir déi Diskussioun féieren.

Dat ass emol, wat d'Haaptugräifsfläch, déi wierklech juristesch fondéiert ass, ubelaangt. Ech menge mat där soll ee sech ausernee setzen - dat maache mir - an do weiderkucken.

Da wëll ech awer ee Wuert soen iwwert den Interesse eigentlech op esou e Plang ze goen an net op e Gesetz. Sou ee Plang, deen de Plan sectoriel ass, wou d'Gemenge mat agebonne sinn; well ech awer der Meenung sinn, dass d'Roll vun de Gemengen awer da méi grouss gëtt a si sinn net méi esou verongeschert wéi bis elo. Et wär eng aner Méiglechkeet fir ze soen, majo, mir kucke just, Principe de précaution an esou weider, an d'Gemenge brauchen iwwerhaapt keng Autorisatioun méi ze ginn, an d'Gemenge sinn ausgeschalt.

Ech mengen awer, dass et wichteg ass, dass de Buergermeeschter matschwätzt iwwert dat, wat seng Kompetenz ass, mat gegebenenfalls dem Gemengeschäfferot. Dat hänkt ëmmer dovunner of, wéi de PAG elo ass, oder wéi en net ass. Mä ech mengen, dass et jo gutt ass, dass e Buergermeeschter mat eng Roll spillt an dass en accompagnéiert gëtt vun deem Groupe interministériel. Elo ass en oft hëllefslos ausgeliwwert gewiescht, och den Opérateuren. Dofir bréngе mir dee Groupe interministériel do mat eran.

Da kënnt d'Fro vun der Utilité publique. D'Utilité publique steet eenzeg an eleng an dësem Text wéinst dem Naturschutzgesetz. D'Utilité publique wëll net soen - a mir hunn den Text do genau esou preziséiert, wéi mir et ëmmer geduecht hunn -, dass, wann ee kënnt, ee muss eng Autorisatioun kréien. Dat seet den Text définitivement net, a besonnesch seet en et net no deene Reformen, déi mir elo un deem Text ubruecht hunn opgrond vun der Diskussioun.

D'Fro ass opgeworf ginn: Wéi ass dat mat UMTS, déi hu keng Couverture nationale? Ech soen Iech, firwat mir keng Couverture nationale gemaach hunn. Mä well mir och net wollten. Et muss ee wëssen, dass mir hu misse véier Frequenzen ausschreiwen opgrond vun der europäescher Réglementatioun. Et si véier Lizenzen ausgedeelt ginn. Dräi wëlle maachen. Dee Véierten, deen huet nach Sputt fir et ze maachen oder net. Mä mir wollte verhënneren, dass mir duerch d'ganzt Land véier Réseauen hätten, déi dann iwwerall nach Antenne géife verstreeën. An eleng dofir hu mir gesot, majo mir obligéieren net zu enger Couverture nationale, an dofir hu mir och deemools schonn de Co-sharing gesot. Nämlech hu mer gesot, mir favoriséiere jiddfereen, dee sech zesummeleet.

Dat geschitt jo elo zum Beispill bei deem neie GSM-Opérateur, dee leet sech zesumme mat deem éischte GSM-Opérateur. Do funktionéiert dat. Ech mengen dat ass e Prinzip, deen d'Kommissioun vu Bréissel laang a Fro gestallt huet, oder net richteg akzeptéiert huet, a wou huet vill misse gekämpft ginn, fir iwwerhaapt op deen dote Wee ze kommen, well d'Kommissioun vu Bréissel ëmmer der Meenung war, mir brauche grouss Liberaliséierung a jiddferee muss Réseauen opriichten, amplaz dass mir iwwert d'Servicer geschwat hunn. Dat ass jo déi grouss Kritik, déi ech nach ëmmer der Liberaliséierung am Télekomssecteur maachen, mä do huet sech eng Majoritéit vu Länner duerchgesat, an d'Kommissioun huet do ganz vill Pouvoiren, déi gesäit dat nach haut esou.

Da kommen ech op d'Gesondheetsrisikoen an de Principe de précaution. Do sinn ech och ganz frou, dass bei der Debatt den Owend mol jiddferee sech eens war, dass, wa mir iwwert de Problem vum Mobilfunk schwätzen, een dat eng Kéier soll holistesch gesinn. Do ass et allerdéngs d'Fro, an da soll ee jo och eng Kéier diskutéiere mat der Kompetenzverdeelung, well den Aarbechtsminister, an da schwätzen ech hei als Aarbechtsminister, deen ass nëmmen zoustänneg fir d'Antennen, deen ass iwwerhaapt net zoustänneg fir d'Handyen - déi Kompetenz läit an anere Ministèren.

An dat Eenzegt, wat mir kënne maachen, den Ëmweltminister an den Aarbechtsminister hu sech zesummegesat, scho virun zwee Joer, a mir hunn hei dat gemaach, wat ëmmer och vun den Organisatioune gefuerdert ginn ass - vun enger Partie vun hinnen -, nämlech eis un d'Schwäizer Norme rapprochéiert. Ech hunn nach Zitater, dass dat gefrot ginn ass.

(Interruption)

Jo, et gëtt jo vill där Organisatiounen. Ech weess der awer e puer, bei deenen ech dat gelies hunn. Dat hu mir gemaach. Dat hu mir gemaach am Sënn vum Principe de précaution.

Wat seet de Principe de précaution? Ma de Principe de précaution seet, du muss oppassen, wann s du eppes net weess. Et geet ëm déi athermesch Effeten effektiv. Mir hu keng Beweiser. Dofir soll een esou niddreg wéi méiglech goen, wéi et nëmmen dran ass. Dofir hu mir dee Principe de précaution scho ganz fréi hei zu Lëtzebuerg applizéiert. Elo muss een awer wëssen, dass mir hei an engem europäeschen Ëmfeld sinn.

Da kommen ech op eng technesch Fro, déi opgeworf gouf. Dat ass déi: Et si keng Normen, et sinn nëmme Verwaltungsvirschréften. Et sinn effektiv nëmme Verwaltungsvirschréften an et si keng Normen. An ech soen Iech, dass ech bis elo ëmmer refuséiert hunn op den Normewee ze goen, well mir nämlech scho ganz vill Bréiwer vun der Kommissioun vu Bréissel kritt hunn, opgrond vu Plaintë vun Opérateuren, déi eis gesot hunn: „Dir hutt hei nei Règles techniques gemaach an Dir hutt déi net notifizéiert, well Dir musst déi fir d'éischt notifizéieren, an da musse mir Iech soen, ob se richteg sinn oder net." An ech weess, wat do eraus kënnt. Do kënnt eraus, dass, an dat ass déi grouss Gefor, also mir gi jo hei e Schrëtt méi wäit, mä ech wëll warnen dovunner, dass mir net herno eis Norme vun 3 Voltmeter ersat kréien duerch Norme vun 41 Voltmeter.

(Interruption)

Well ech hunn déi Diskussiounen iterativ am Conseil Télécom gefouert, wou ech zu der Kommissioun gesot hunn: „Lauschtert, mir sinn net dat eenzegt Land, mir hunn déi Diskussiounen dobausse mat de Leit. Do wär et gutt, dass Dir Iech och géift zu Wuert mellen." An do hunn ech als eenzeg Äntwert kritt: „Mir hunn eis zu Wuert gemellt, mir hu jo eng Recommandatioun ginn, an déi Recommandatioun ass 41 Voltmeter." „Dir maacht e Feeler", hunn ech oft reprochéiert kritt, „Dir maacht e riseg e Feeler an Dir gitt géint d'europäesch Gemeinschaft, wann Dir an Ären Normen drënner gitt."

Dat ass déi eenzeg Ursaach, firwat mir dat bis elo nach net a Reglementer drageschriwwen hunn, mä dass mer dat als Verwaltungsvirschrëfte si gelooss hunn, déi awer bei all Demande applizéiert ginn - do si mir ganz kloer dozou.

Da kommen ech op déi 3 Voltmeter. Dat ass den Owend awer e puermol ugeklongen. Dat ass eng technesch Fro: Wat sinn a wou moosst een 3 Voltmeter? Wann ech och den Owend déi verschidde Stellungnahmen huelen, da seet deen een, mir schwätzen dervun, wou mir fortginn; deen anere schwätzt dervun, wou mir ukommen. Et ass ganz kloer, dass mir och hei gemooss hunn an dass mat eiser Dräi-Voltmeter-Regel, dat, wat bei deem Eenzelnen ukënnt, dee ganz no ass, wäit ënner 3 Voltmeter ass. Mä et muss een awer eng Kéier soen, vu wou ee moosst.

An deem Moment sinn déi 3 Voltmeter eng Quantitéit, déi am Endeffekt bei de Leit ganz niddreg ass.

(Interruption)

Neen, neen, neen, dat hänkt dovunner of, wou ee moosst, an et bréngt dat wéi et ass.

Dann nach eng Kéier 3 Voltmeter. Et ass och den Owend ugeklongen, et misst ee soen, wou keng Antennen higestallt ginn. Bei Schoulen dierfte keng, bei Altersheimer dierfte keng - do muss ech soen, do gëtt et zwou Iwwerleeungen, dat ass eng technesch Iwwerleeung. Effektiv, et muss een oppassen, mat den Antennen, wou ee se stellt, wann technesch Instrumenter deregléiert kënne ginn. Dat ass fir d'Spideeler de Fall, do sinn der iwwregens scho vun der ITM geréckelt ginn, well d'Spideeler do gestéiert waren. Op d'mannst eng. An déi aner ass de Findel.

Elo kommen ech op déi aner, elo kommen ech op de Punkt. Dofir soen ech, wa mir vum Mënsch schwätzen, a vun der Influenz op de Mënsch, da kann ech net déi Diskussioun akzeptéieren, dass mir soen: Ah, bei Schoulen, do dierfe mir keng setzen, bei Altersheimer dierfe mir keng setzen. Da musse mer, an dat maache mir, allgemeng gülteg Kritäre festleeën, an dat sinn déi 3 Voltmeter, déi déi niddregst an Europa ass, an déi ass fir jiddfereen. Well mir kënne jo net soen, also wann eng Bestrahlung schlecht wär fir e Kand, oder fir en Eeleren, dann ass se net och schlecht fir en Erwuessenen.

(Interruption)

Dat heescht, eis ganz Propositioun wär falsch, an dofir hu mir dat net virgeschloen, fir ze soen: „Do dierft Dir keng, oder do dierft Dir keng." Mä dofir soe mir, majo mir hunn nom Principe de précaution ganz niddreg Wäerter hei festgesat, an domadder beschütze mir net nëmmen déi eng oder déi aner, mir beschütze se alleguerten.

Da kënnt nach eppes dobäi. Ech hu scho vun Europa geschwat. Da kënnt eppes dobäi, dat mir zur Zäit manifest gesinn, besonnesch zu Esch. Mir hunn ëmmer méi Plazen, wou mir auslännesch Réseaue kréien. Woufir? Majo, well déi ganz aner Wäerter hu wéi mir a mat enger ganz anerer Puissance hei eriwwerschreiden a mir ëmmer méi erofginn, mir u sech eis Opérateurë gängele fir manner Puissance ze hunn. Wa mir géifen esou wäit goe fir ze soen, a Lëtzebuerg kënnen d'Opérateuren iwwerhaapt net méi schaffen, dann hätte mir nawell d'Mobilophonie zu Lëtzebuerg, mä mir hätte se mat den héije Bestrahlungswäerter vum Ausland.

Dofir mengen ech, als Résumé, zwou Saachen. Dat éischt ass déi juristesch Fro, déi sech stellt bei dësem Plan sectoriel, dat ass d'Conformitéit zum 1999er Gesetz. Ech hu meng Iwwerleeungen dozou ginn. Ech mengen, do liese mir och nach de Avis vum Statsrot. Dat ass déi eng, an zu där anerer Saach soen ech awer nach eng Kéier, dass een dat muss trennen an dass mir hei als Lëtzebuerger Regierung eis Verantwortung iwwerholl hunn, wat de Principe de précaution ubelaangt.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir brauchen net ofzestëmmen a mir kënne jo net ofstëmmen iwwert dat heiten. Mä mir sinn awer frou, dass mir d'Diskussioun elo hannert eis bruecht hunn.

Ech géif Iech an dem Land, wann Dir wëllt, nach vläicht soen, wat d'nächst Woch op eis zoukënnt.

D'Chamber siégéiert en Dënschdeg, den 18. Mee, nomëttes um dräi Auer; e Mëttwoch, den 19. Mee, vu moies un duerchlafend, steet hei, mat enger Stonn Paus, tëschent hallwer eng an hallwer zwou; an dann och nach eng Kéier e Freideg, well den Donneschdeg ass e Feierdag, Christi Himmelfahrt, also e Freideg, den 21. Mee, nomëttes um hallwer dräi.

Um Ordre du jour hu mir e puer Projeten:

1. eng Resolutioun - domadder geet et un - iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes vun 2002;

2. de Projet 5045 iwwert d'Kollektivverträg nom Modell 4.

Dann de Mëttwoch, den 19. Mee, geet et un:

1. mam öffentlechen Transport, nom Modell 2, dat ass de Projet 5125;

2. de Commerce électronique, nom Modell 1, de Projet 5095;

3. kommen nach d'Projeten 5133, 5134 an 5135 iwwert d'Statssécherheet, nom Modell 2;

4. da kënnt de Projet iwwert de Blanchiment, nom Modell 1, den 5165;

5. de Projet 5335 iwwert d'Uwendung vum Statsbudget, nom Modell 1; a

6. nach ee Projet 5215 iwwert d'Kulturinstituter, nom Modell 1.

Dann de Freideg, den 21. mëttes, géife mer also ufänke mat:

1. den Naturalisatiounen, an

2. nach dee leschte Projet fir dës Legislaturperiod, wéi et jo dann ausgesäit, de Projet 5147 iwwert d'Droits d'établissement, nom Modell 2.

Ech woen elo ze froen, ob d'Chamber heimadder averstanen ass. A wann de Greffier mir den Accord gëtt, da géife mir da festhalen, dass mir zu eent, zwee, dräi, véier, fënnef, sechs, siwen, aacht d'accord wären, am Numm vun deene 60 Deputéierten, ze soen, dass mir eise provisoresche Assentiment ginn, well deen definitive kënne mir net ginn.

Voilà. Merci a kommt alleguerte gutt heem.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 23.38 heures)

MARDI, 18 MAI 2004

65E SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Ordre du jour *(Vote)*
2. Communications
3. 5333 - Proposition de loi créant un crédit d'impôt à la recherche - Déclaration de recevabilité
4. 4486 - Projet de loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain (suite)

   (Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
5. 5319 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour la circonscription régionale de la Police Grand-Ducale à Grevenmacher (suite)

   (Lecture du texte du projet de loi - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)
6. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2002 de la Cour des Comptes

   (Présentation - Discussion générale - Vote)
7. 5045 - Projet de loi concernant les relations collectives de travail, le règlement des conflits collectifs de travail ainsi que l'Office national de conciliation et modifiant
   1. la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;
   2. la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;
   3. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
   4. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
   5. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi

   (Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale)
8. Dépôt d'une motion
9. 5045 - Projet de loi concernant les relations collectives de travail, le règlement des conflits collectifs de travail ainsi que l'Office national de conciliation et modifiant
   1. la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;
   2. la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;
   3. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
   4. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
   5. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi (suite)

   (Discussion générale - Suite)
10. Motion de M. François Bausch relative à la violation des droits de l'Homme en Iraq *(Discussion générale)*
11. 5045 - Projet de loi concernant les relations collectives de travail, le règlement des conflits collectifs de travail ainsi que l'Office national de conciliation et modifiant
    1. la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;
    2. la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;
    3. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
    4. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
    5. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi (suite)

    (Discussion générale - Suite)
12. Motion de M. Aly Jaerling relative à la politique d'embauche du groupe Arcelor

    (Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Michel Wolter, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen et François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung iergendwellech Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Ordre du jour

M. Marc Zanussi *(LSAP)*.- Här President!

M. le Président.- Jo!

M. Marc Zanussi *(LSAP)*.- Ech wollt eppes zum Ordre du jour soen.

M. le Président.- Ja, Här Zanussi, wat hu mer dann?

M. Marc Zanussi *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt zum Ordre du jour vun dëser Woch d'Wuert ergräifen, a méi speziell zum Projet de loi, dee muer de Moien als éischten um Ordre du jour steet, de Projet 5125 iwwert d'Organisatioun vum öffentlechen Transport.

Mir wäerte ganz sécher muer de Moien héieren, dass de Rapporteur hei wäert soen, wat fir e wichtegt Gesetz dass mer hei diskutéieren, an aus där Iwwerleeung eraus wollt ech hei bemierken, wat och scho gelegentlech vrun enger leschter Sëtzung bemierkt ginn ass, dass dat heiten effektiv eent vun deene wichtege Gesetzer hätt kënne ginn. Mä mir bedaueren awer als Fraktioun ganz staark, dass et an der Kommissioun net méiglech war, eng anstänneg Diskussioun iwwert deen dote Projet ze féieren.

Ech wëll drun erënneren, dass mer den 30. Abrëll eng Sëtzung haten, wou zwee Punkten um Ordre du jour stoungen, direkt d'Amendementer vun der Regierung an d'Diskussioun iwwert den Avis complémentaire vum Conseil d'État. Eng Diskussioun war an där Kommissioun net méiglech. Si war och net gewënscht. Ech erënneren drun, dass mer deen dote Projet virun eppes méi wéi engem Joer eng Kéier an der Kommissioun virgestallt hunn, duerno guer net méi driwwer geschwat hunn. Ech wëll drun erënneren, dass mer als Kommissioun den Avis vum Conseil d'État iwwerhaapt net diskutéiert hunn.

Ech wëll drun erënneren, dass mer meng Proposition de loi, déi ech am Numm vun eiser Fraktioun deponéiert hunn, och net do konnten diskutéieren, an ech wëll drun erënneren, dass mer eng Manifestatioun hei virun der Chamber haten, mat Gewerkschafte vun alle Fuerwen, mat Ëmweltschutzorganisatiounen a mat de Représentantë vun de private Busentreprisen, déi absolut keng Berücksichtegung a keen oppent Ouer bei der Kommissioun fonnt hunn. Mir hunn als Fraktioun deemools zur Ofstëmmung bruecht gehat fir déi Organisatiounen nach ze empfänken, mä och mat der lueblecher Ënnerstëtzung vum Marcel Glesener ass eis dat net gelongen.

Déi aner Majoritéitsvertrieder waren dergéint. Ech stelle fest, dass dat wat vun der Demokratescher Partei an och vun der Regierung ëmmer an d'Vitrine gestallt ginn ass, nämlech den Dialog mat alle Kreesser, och hei alt erëm eng Kéier net funktionéiert huet a sech déi Iddi eigentlech als Seefeblos entpuppt. An dofir mengen ech, dass et am Intérêt vun alleguerten deene wier, déi e gudden öffentlechen Transport an e gutt Gesetz fir den öffentlechen Transport wënschen, domadder d'accord ze si fir dee Punkt haut vum Ordre du jour ze huelen an anstänneg an der Kommissioun mat alle Partner, déi eppes dozou ze soen hunn, ze diskutéieren an en dann duerno hei ze behandelen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech mengen den Här Schummer wollt eppes soen, oder net?

M. John Schummer *(DP)*.- Wann ech eppes wëll soen, strecken ech aus, an da froen ech mer d'Wuert!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ah!

(Hilarité)

Ech hunn awer, mengen ech, elo grad eppes héieren. Dunn hunn ech geduecht, Dir wéilt eppes soen.

(Interruptions diverses et hilarité)

Här President, dee Projet 5125 hu mer an der zoustänneger Kommissioun 3-mol diskutéiert, entre guillemets diskutéiert, eng Kéier 60 Minutten, do ass de Projet virgestallt gi vum Minister, eng Kéier zéng Minutten an eng Kéier fënnef Minutten.

An de Projet, dee mer muer um Ordre du jour hunn, ech géing wierklech all Kolleeginnen a Kolleegen heibannen opfuerderen - och déi, déi net an der Kommissioun sinn -, eng Kéier e genaue Bléck doran ze geheien ëm wat et sech dréit bei deem Projet, wéi komplizéiert dee Projet ass, wat fir eng Komplexitéit deen no sech zitt fir d'Gemengen, fir eenzel Acteuren am öffentlechen Transport zu Lëtzebuerg. Fir drop opmierksam ze maachen, datt mer et hei mat engem Gesetzesprojet ze dinn hunn, deen eigentlech méi eng breet Diskussioun verdéngt, deen och verdéngt, datt net dat geschitt wat oft vun dëser Regierung an och vun de Regierunge virdrun ëmmer behaapt ginn ass, datt oft Projeten aus der Chamber esou erausgi wéi se eragaange sinn. Et ass besonnesch bei dësem Projet wierklech noutwendeg, dass een dat eescht hëlt an e serió diskutéiert.

All Mënsch heibannen ass fir d'Reorganisatioun vum öffentlechen Transport. Et ass och jiddfereen der Meenung, datt mer e Gesetz brauchen, dat d'Reorganisatioun vum öffentlechen Transport nei regelt. Mä ech mengen awer, datt et derwäert ass, datt een iwwert esou e Sujet wéi deen dote sech méi laang ënnerhält, wéi mer dat an dësem Parlament gemaach hunn. Well soss maache mer eng legislativ Aarbecht, déi herno net nëmmen eng eidel Hüls bleift, mä déi vrun allem herno um Terrain ganz vill Schwieregkeeten huet an der Exekutioun.

Egal wéi een zu deem Gesetz, wat vum Transportminister Grethen deposéiert ginn ass a wat um Ordre du jour dës Woch steet, steet, muss ee sech bewosst sinn, datt d'Réussite vun esou engem Gesetz insgesamt wäitgehend dovunner ofhänkt, datt et am Virfeld en long et en large mat allen Acteuren, déi duerch dat Gesetz betraff sinn, duerchdiskutéiert ginn ass; datt eng breetméiglechst Akzeptanz besteet - eng gesamt Akzeptanz kritt een ni beim Gesetz -, mä zumindest eng breetméiglechst Akzeptanz besteet, well ansonste geet et schif bei der Reorganisatioun vum öffentlechen Transport.

Et ass och relativ kloer, ob een elo vu „mobilitéit.lu" schwätzt oder soss welchen Investissementer am öffentlechen Transport an Zukunft, wann déi Reorganisatioun hei net geléngt, déi mer brauchen hei zu Lëtzebuerg, da geet dat ganzt Experiment an déi wichteg Reform, déi mer brauchen am öffentlechen Transport, och insgesamt schif.

Duerfir, Här President, ech géing souguer esou wäit goen, datt ech hei wëll de Verglach maache vun där Reform, déi hei usteet, mat deem wat mer de Moment an der Tripartite souguer um nationalen Niveau an aneren Domäner, an anere Secteure vun eiser Ekonomie diskutéieren, an et ass fir mech duerfir onverständlech, datt hei e Projet esou séier bâcléiert gëtt wéi deen heiten, an net versicht gëtt, dee Wee ze goen, dee mer zu Lëtzebuerg eigentlech gewinnt si bei esou komplexen Dossieren, nämlech mat allen Acteuren ze diskutéieren, ze verhandelen, fir eben déi gréisstméiglechst Akzeptanz ze kréien, déi mer eigentlech eiser Meenung no bräichten, fir esou e Gesetz wéi dat heiten duerchzediskutéieren.

Duerfir, Här President, nach eng Kéier en Appel, och vun eiser Fraktioun aus, dëse Projet net an dëser Woch op den Ordre du jour ze loossen, en erofzehuele vum Ordre du jour an e wierklech zréckzeginn an d'Kommissioun, fir datt déi Entrevuë kënne stattfannen, fir datt kann um Terrain mat de Leit diskutéiert ginn. Ech mengen dat wier hei am Intérêt vun der Saach, ëm déi et eigentlech geet a fir déi jo anscheinend jiddfereen entre-temps - zumindest wann een d'Diskussioune verfollegt huet ronderëm den IVL zu Lëtzebuerg - steet. Här President, duerfir nach eng Kéier en Appel, kommt mir huelen de Projet 5125 vum Ordre du jour hei erof!

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Jo, mir stëmmen dann doriwwer of. Ah, den Här Greisen freet d'Wuert.

M. Fernand Greisen *(ADR)*.- Jo, Här President, just fir ze soen, den ADR ënnerstëtzt de Virschlag fir dee Projet vum Ordre du jour ze huelen. Deen Text ass esou wichteg a mir mengen net, dass en an där Form wéi en elo virläit scho genuch diskutéiert ass.

M. le Président.- Mir stëmmen dann elo of iwwert deen Antrag, ob mer deen Ordre du jour, deen lech virläit, dee vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass, esou si loossen oder ob mer dee Punkt erofhuelen.

Jo, Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech hunn och eng Fro zum Ordre du jour. Maache mer elo dee Punkt hei fäerdeg oder geet et iwwert dee ganzen Ordre du jour?

M. le Président.- Ma neen, mir maachen eent nom aneren. Elo schwätze mer iwwert den Ordre du jour. Den Antrag ass gemaach gi fir dee Gesetzesprojet erofzehuelen. Elo stëmmt d'Chamber of, ob se derfir ass oder dergéint.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Okay.

M. le Président.- Dat ass dat. Entweder ass se derfir oder si ass dergéint. Ech huelen zwar un, dass se dergéint ass, an dann huele mer deen nächste Punkt.

(Interruptions diverses et hilarité)

Jo, eent nom aneren.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, ech hunn zwar och nach eng Wuertmeldung.

M. le Président.- Huet dat eppes mam Ordre du jour ze dinn?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, zum Ordre du jour.

M. le Président.- Ech hunn awer d'Gefill, Äre Kolleeg huet dach awer...

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et geet hei ëm en anere Punkt. Duerfir soen ech, maacht Der elo gären deen heite Punkt, deen de Kolleeg Zanussi opbruecht huet, fäerdeg, oder maache mer dee ganzen Ordre du jour?

Une voix.- Neen, dee ganzen Ordre du jour.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dann hätt ech d'Wuert nach gären.

M. le Président.- Also ech verstinn net wat d'Differenz ass tëschent deem wat elo...

Une voix.- Jo dach, Här President. Loosst den Här Gibéryen no dëser Ofstëmmung nach eng Kéier zum Ordre du jour schwätzen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Mä mir kënne keng 2-mol driwwer schwätzen!

Et ass an der Rei. Et ass gutt. Dann hutt Der d'Wuert. Mä ech hunn d'Gefill, dass et eppes aneschters ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Et geet ëm eng Question parlementaire, déi mer gestallt hunn.

An zwar hu mer de 16. Dezember 2003 eng Question parlementaire gestallt, wou mer gefrot hu fir Informatiounen ze kréien iwwert déi cumulativ Fonctioune vun enger Rei vun héijere Statsfonctionnairen. An déi Questioun ass e puermol rappeléiert ginn, mir hunn awer keng Äntwert vun der Regierung kritt.

Duerfir hu mer lech gëschter, Här President, schrëftlech e Bréif zoukomme gelooss, datt, wa mer déi Question parlementaire net bis haut beäntwert hätten, dann hätte mer se gäre laut eisem Chambersreglement dës Woch op den Ordre du jour gesat.

Duerfir, vu datt mer keng schrëftlech Äntwert kritt hu bis haut, hätte mer se da gären dës Woch, wat eist Recht ass laut dem Chambersreglement, op den Ordre du jour mat derbäigesat.

M. le Président.- Jo, mä dat doten ass eppes aneschters wéi dat wat mer fir d'éischt gemaach hunn. Mir hätten dat doten eent nom anere kënne maachen. Abee elo hutt Der geschwat an elo stëmme mer of. Dir hutt Ärt Dénge jo elo virbruecht, awer dat hätt ee separat vun deem anere kënne behandelen. Bei deem enge geet et ëm den Transportprojet, an Dir hätt gären, dass eppes aneschters op den Ordre du jour kënnt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, dat hei ass awer elo e Recht wat mer als Deputéierten hunn! Well d'Fro net beäntwert ass, hu mer e Recht fir se d'office op den Ordre du jour setzen ze loossen.

Dofir wollt ech dat haut matdeelen, datt mer déi da mussen dës Woch op den Ordre du jour kréien, ouni datt mer doriwwer mussen ofstëmmen.

M. le Président.- Dir hutt mir e Bréif geschriwwe gëschter an Dir hätt och dorobber eng Äntwert kritt. Dir geheit elo zwou Saachen duercherneen.

Mä loosse mer hei virukommen. Mir hu vill Aarbecht nach ze maachen an net hei muttwëlleg d'Saach an d'Längt ze zéie mat Verfahrensfroen, déi ee soll klären duerch e Vote.

(Interruptions diverses)

Also, elo gëtt hei ofgestëmmt.

Vote

Déi dofir sinn, fir den Antrag, deen abruecht ginn ass, fir den Ordre du jour ëmzeänneren, sollen dofir stëmmen.

Déi gären hätten, dass den Ordre du jour net soll geännert ginn, déi soen neen.

Déi dofir sinn, dass e geännert gëtt, déi stëmme mat Jo, an déi déi dergéint sinn, stëmme mat Neen.

Den Antrag fir den Ordre du jour ze änneren ass verworf mat 33 Nee- a 25 Jo-Stëmmen. Den Ordre du jour gëtt also esou bäibehalen, wéi Dir et matgedeelt kritt hutt.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Marc Zanussi) et Marc Zanussi;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Dagmar Reuter-Angelsberg), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Nicolas Strotz), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer.

Wat déi Fro vum Här Gibéryen ubelaangt, do hunn ech dee Bréif direkt viruginn, fir eng Äntwert do ze kréien, well dee Minister muss jo natierlech dann do sinn, fir kënnen dorobber ze äntwerten. An ech waarden dodrop. Mir hu jo haut Sitzung a muer Sitzung a mir hunn nach de Freideg Sitzung. Also, ech waarden do op déi Äntwert. Ech ka mer net virstellen, dass mer do net solle eng Äntwert kréien, a jee nodeem wéi déi Äntwert dann ausfält, brénge mer dat dann zur Sprooch.

2. Communications

Da komme mer zu de Kommunikatiounen un d'Chamber:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, a déposé au Greffe de la Chambre, en date du 14 mai 2004, le projet de loi N° 5341 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale.

3) En date du 12 mai 2004 l'European School Parents Action Committee a remis la pétition N° 263 concernant les problèmes soulevés par la construction d'une deuxième école européenne à Mamer.

3. 5333 - Proposition de loi créant un crédit d'impôt à la recherche - Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 13. Mee huet d'Presidentekonferenz virgeschloen, d'Proposition de loi 5333 fir recevabel ze erklären. Si handelt iwwert d'steierlech Vergënschtegunge fir d'Forschung a gouf de 17. Abrëll vum Här Jacques-Yves Henckes déposéiert.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et schéngt de Fall ze sinn, wann ech gutt verstanen hunn.

Da komme mer elo zur Lecture vun den Artikelen an zur Ofstëmmung vum Projet de loi 4486 iwwert d'Gemengen- an d'Städteplanung. D'Diskussioun ass an der Sitzung vum 13. Mee ofgeschloss ginn. Den Text steet am Document parlementaire 4486.

4. 4486 - Projet de loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain (suite)

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 110 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen also of iwwert dee virleiende Gesetzesprojet 4486.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 4486 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen an 21 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Nicolas Strotz), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par M. Gusty Graas), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Marco Schroell), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen (par M. Gast Gibéryen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer zur Lecture vun den Artikelen an zur Ofstëmmung vum Projet de loi 5319 iwwer en neit Gebai fir d'Polizei zu Gréiwemaacher a vun der Motioun Nummer 1, déi den Här Lucien Clement den 13. Mee während der Diskussioun déposéiert huet.

5. 5319 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour la circonscription régionale de la Police Grand-Ducale à Grevenmacher (suite)

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 4 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen also of iwwert de Projet de loi 5319.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5319 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Nicolas Strotz), Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes (par Mme Simone Beissel), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Gusty Graas), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Ben Fayot) et Marc Zanussi;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun der Motioun, déi agereecht ginn ass.

Motion 1

Kënne mer do par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Da stëmme mer elo iwwert d'Motioun 1 of.

Vote par main levée

Dee fir déi Motioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech stelle fest, dass d'Motioun 1 eestëmmeg ugeholl ass.

Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer eng Resolutioun vun der Kontrollkommissioun iwwert d'Konte vum Joer 2002 vun der Cour des Comptes. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Krieps a Mehlen. Am Numm vun der Kontekontrollkommissioun presentéiert den Här Norbert Haupert den Text vun där Résolutioun, déi hie gëschter de 17. Mee um Greffe déposéiert huet an déi un all Deputéierte verdeelt gouf.

6. Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2002 de la Cour des Comptes

Présentation

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Här President, Dir hutt mech elo iwwerrascht, esou wéi den Här Krecké och, mat där Résolutioun. D'Kommissioun vun der Exekutioun vum Budget vun der Chamber huet den Avis vun de Réviseurë vun der Cour des Comptes gëschter gekuckt a si ass zur Konklusioun komm, datt d'Cour des Comptes am Fong gehollt hir Konten, esou wéi se presentéiert ginn, conformément zu den Texter, esou wéi se virleien, ofgeschloss huet.

Et muss ee besonnesch hei ernimmen, datt d'Cour des Comptes ganz haushaltlech mat hire Suen ëmgeet. Déi eenzeg Progressioun, déi se an hire Konte vun 2002 par rapport zu de Konte vun 2001 hat, huet sech reflektéiert an der Augmentatioun vun hirem Personal. Soss ass keng Augmentatioun vun hiren Dépensen ze verzeechnen.

Dat gesot, huet d'Kommissioun gëschter constatéiert, dass d'Konten an der Rei sinn a si proposéiert hei der Chamber Décharge ze gi vun deene Konten an de Rapport vun de Réviseuren unzehuelen.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu que le réviseur des comptes de la Cour des Comptes estime dans son rapport que „les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2002 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date";

- vu que la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire a marqué au cours de sa réunion du 17 mai 2004 son accord avec le rapport du réviseur des comptes;

approuve

les comptes de l'exercice 2002 de la Cour des Comptes.

(s.) Norbert Haupert, François Bausch, Jeannot Krecké, Alexandre Krieps, Robert Mehlen.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Den Här Krieps huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Här President, ech wollt mech am Numm vun der Demokratescher Fraktioun de Wierder vum Norbert Haupert uschléissen, d'Unanimitéit vun der Kommissioun an dëser Résolutioun ervirsträichen an den exemplaresche Charakter vun de Konte vun der Cour des Comptes. Ech géif dovunner ausgoen, dass een net manner erwaarde géif vun esou enger Institutioun. Ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Den Här Robert Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, och vun eiser Säit aus d'Feststellung, datt déi Konten exemplaresch gefouert sinn. Datt ee feststellt, datt d'Cour des Comptes ganz suergsam mat deene Mëttelen ëmgeet, déi si zur Verfügung gestallt kritt, an datt ee sech heiansdo géif wënschen, datt dat och beim Lëtzebuerger Stat esou de Fall wier.

Dat gesot, wëll ech soen, datt mir als Fraktioun selbstverständlech déi Décharge ginn.

Une voix.- Et ass net vu laanger Dauer!

M. le Président.- Ass d'Chamber d'accord fir par main levée ofzestëmmen?

(Assentiment)

Mir stëmmen also of.

Vote par main levée

Wien dofir ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Ech stelle fest, dass d'Résolutioun eestëmmeg ugeholl ass.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5045 iwwert d'Kollektivverträg. D'Riedezäit ass nom Modell 4 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Loes, Lux, Bettendorf a Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marcel Glesener.

7. 5045 - Projet de loi concernant les relations collectives de travail, le règlement des conflits collectifs de travail ainsi que l'Office national de conciliation et modifiant

1. la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;

2. la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;

3. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

5. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gesetz oder déi Reform iwwert d'Kollektivvertragsgesetz iwwert d'Schlichtungsamt asw. ass e Projet vu gréisster Wichtegkeet a vu gréisster Bedeitung. Et ass eng Reform, déi eng kontrovers laangjähreg Virgeschicht huet.

D'Kollektivvertragspolitik ass Gesellschaftspolitik. Iwwer Kollektivverträg ginn d'Aarbechtskonditioune vun iwwer 80% vun alle Leit, déi hei géint Loun a Gehalt schaffen, definéiert a geregelt. D'Aarbechtskonditioune beaflossen natierlech och d'Liewensgestaltung vun all deene Leit an hire Familljen. Et ass dat also Gesellschaftspolitik.

Akommes, Loun ass een Ausdrock vu Gesellschaftspolitik. D'Aarbechtsweis, ënner welche Konditiounen dausende vu Leit hei zu Lëtzebuerg schaffen, gëtt iwwer Kollektivverträg definéiert a geregelt. Aarbechtszäite gi virun allem och iwwer Kollektivverträg geregelt an Aarbechtsweis an Aarbechtszäite sinn enk verbonne mat der Liewensgestaltung a mat deem Fräiraum, deen den Eenzelnen huet, dee schafft, fir säi Liewen ze gestalten, a senger Famill an a senger Fräizäit. Och dat ass en Ausdrock vu Gesellschaftspolitik.

Doriwwer eraus wësse mer, datt d'Kollektivvertragsregelung, d'Kollektivvertragspolitik um Ursprong stoung vun der Entwécklung vun den Aarbechtszäiten, a wann ech gesinn, datt mer viru Jorzéngten nach an deenen Industriebetriber eng Aarbechtszäit vu 56 Stonne pro Woch haten, iwwer Kollektivverträg ass déi erofgesat ginn op 52 Stonnen, op 48 Stonnen, op 44 Stonnen, bis dann de Gesetzgeber, fir eng Cohésion sociale hei zu Lëtzebuerg ze erreechen, dann déi normal Aarbechtszäitgestaltung erofgesat huet op 40 Stonnen.

An haut diskutéiere mer iwwert d'35-Stonne-Woch an iwwer aner Forme vun Aarbechtsweisen an iwwer Aarbechtszäiten. Ech menge just do huet d'Kollektivvertragspolitik an d'Kollektivvertragswiesen eng wesentlech Aufgab an eng wesentlech Roll ze spillen.

Kolleeginnen a Kolleegen, mä net eleng déi zwee wesentlech Punkte si Géigestand vun der Kollektivvertragspolitik. Och d'Sécherheet an d'Gesondheetsbestëmmungen, an d'Sécherheet an d'Gesondheetswiesen op der Aarbechtsplaz ginn definéiert iwwer Kollektivverträg. Och dat ass Gesellschaftspolitik.

Iwwer Kollektivverträg gëtt definéiert ënnert welcher Form déi Leit, déi an de Betriber schaffen, kënne Gebrauch maache vun de sozialen Ariichtungen. Och dat ass Gesellschaftspolitik.

Bildung, Weiderbildung a Formatioun, déi ëmmer méi noutwendeg a wichteg gëtt an eiser Gesellschaft, gëtt iwwert d'Kollektivvertragspolitik geregelt an definéiert. Och dat ass Gesellschaftspolitik.

Wa mer haut vu Selbstverständlechkeete schwätzen, d'allgemeng Lounindexéierung fënnt och hiren Ursprong am Rumm vun der kollektivvertraglecher Entwécklung. An dofir verstinn ech och d'Gewerkschaften, déi sech wieren, datt iwwer Kollektivverträg d'allgemeng Lounindexéierung iergendwéi a Fro gestallt gëtt. Et kann net sinn, datt d'Kollektivvertragspolitik benotzt gëtt fir déi allgemeng Lounindexéierung hei zu Lëtzebuerg a Fro ze stellen.

Mir gesinn also, d'Kollektivvertragspolitik ass den Ausganskspunkt hei zu Lëtzebuerg vun der Sozialpartnerschaft. D'Kollektivvertragspolitik ass d'Alternativ zu der Klassenausenanersetzung, ass d'Alternativ zum Klassekampf. D'Kollektivvertragspolitik féiert dozou fir d'sozial Ongläichheeten auszeraumen an doriwwer eraus fir Spannungen an Ausenanersetzungen tëschent Arbeitnehmer an de Betriber an Arbeitgeber auszeschléissen an ze verhënneren. Esou gesinn ass d'Kollektivvertragspolitik d'Fundament vum soziale Fridden hei zu Lëtzebuerg schlechthin. D'Kollektivvertragspolitik ass déi éischt, déi wesentlech an déi däitlech fühlbar Fassong vu Matbestëmmung vun deene Leit, déi an de Betriber schaffen, vis-à-vis vun deem, wat sech an de Betriber deet.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt kuerz eng Kéier op d'Bedeitung an d'Wichtegkeet hiweisen, wat d'Kollektivvertragspolitik am Rumm vum Sozialdialog, am Rumm vun der Erreechung vum Liewensstandard an am Rumm och vun der Sozialpartnerschaft hei zu Lëtzebuerg a vum Sozialdialog bedeit. A well eben d'Kollektivvertragspolitik Gesellschaftspolitik ass an den Interesse vum Allgemengwuel ëmmer muss uewe stoen, ass et noutwendeg, datt d'Politik och déi noutwendeg Spillregele schaaft an den noutwendege Rumm schaaft, ënnert deem de gesamte Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg nëmme ka fonctionnéieren.

Dofir war et richteg a wichteg, datt de Gesetzgeber an d'Politik hir Responsabilitéit geholl hu fir éischtens ze definéieren, wien hei zu Lëtzebuerg Kollektivverträg kann aushandelen, wien hei zu Lëtzebuerg ka Kollektivverträg bindend ofschléissen. Wichteg ass et, datt iwwert de Gesetzeswee e Rumm geschaaft gëtt, wat an engem Kollektivvertrag muss dra sinn. Den Inhalt vum Kollektivvertrag ass onwahrscheinlech wichteg, an doriwwer eraus ass et och noutwendeg, datt d'Politik d'Verflichtunge vun de Sozialpartner am Zesummenhang mam Kollektivvertragswiesen definéiert a festleet.

Doriwwer eraus wësse mer, datt am Numm vun de Kollektivvertragsverhandlungen et an enger Ausenanersetzung net onbedéngt ëmmer zu engem Accord kënnt. Dofir ass et och noutwendeg a wichteg, datt, wa Sträitfäll entstinn, d'Politik hir Responsabilitéit hëlt an definéiert, ënner welleche Konditiounen déi ganz Schlichtungsprozedure kënne fonctionnéiere fir Sträitfäll ze évitéieren. Doriwwer eraus ass et och um Gesetzgeber fir am Rumm vun de Sozialkonflikter d'Friddensflicht vun deenen zwee Partner ze definéieren an doriwwer eraus och d'Streikrecht ze definéiere vun de Gewerkschaften an anerersäits Ausschléissungen ze definéieren, déi vum Patronat an engem Sträitfall kënne benotzt ginn.

Mir mengen, et ass dat Noutwendegst an dat Wichtegst wat am Rumm vun engem Kollektivvertragsgesetz definéiert gëtt. A wa mer dat bestehend Kollektivvertragsgesetz kucken, dann ass och deemools schonn 1965 de Versuch gemaach ginn, all déi Froen ze kläre, allerdéngs ënnert dem Zeeche vun den deemolege Gegebenheeten, déi awer grondleeënd geännert hunn, an d'Situatioun haut am Joer 2004 ass mat Sécherheet net méi déi wéi se dat 1965 war.

Wann ech elo nach eng Kéier op déi Grondbedingunge vum Kollektivvertragswiesen higewisen hunn, dann ass et och einfach ze verstoen, datt d'Fuerderung vun der jonker Gewerkschaftsbewegung, fir Kollektivverträg kënnen ofzeschléissen a fir esou d'Aarbechtsan d'Lounkonditiounen, d'Sécherheets- an d'Gesondheetsbestëmmunge vun deene Leit, déi an de Betriber schaffen, matzehëllefen ze décidéieren, schonn uganks dem 20. Jorhonnert hiren Ufank hat.

Mir gesinn, datt an deene Joren duerno, no 1900, et hei zu Lëtzebuerg opgrond vun dem Drock vun de Gewerkschaften, opgrond vun der Entstehung vun de Gewerkschaften, am Numm vum Pluralismus, et zu laangen Diskussioune komm ass a wou d'Fuerderungen ëmmer méi grouss gi sinn, fir och hei zu Lëtzebuerg ee Kollektivvertragsrecht anzeféieren. Eng éischt Initiativ berout um Joer 1917, wou de Pierre Dupong eng Proposition de loi an der Chamber deponéiert huet fir de Klassekampf ze évitéieren an d'Sozialpartnerschaft hei zu Lëtzebuerg anzeleeden.

Deen Débat ass vun 1917 u permanent hei an der Chamber kontrovers gefouert ginn. An eigentlech ass dee groussen Débat 1935 hei an der Chamber déclenchéiert ginn an et ass dozou komm, datt 1936 e Conseil national de Travail gebilt ginn ass, deen u sech de Virleefer war vun engem méi moderne Kollektivvertragsgesetz an in etwa d'Spillregelen definéiert huet, ënnert deenen d'Gewerkschaften, d'lénk Gewerkschaften deemools, mat de Betriber versicht hunn, iwwer Kollektivverträg d'Aarbechtsan d'Lounkonditioune vun de Leit, déi an de Betriber schaffen, ze regelen.

Déi Diskussioun ass ënnerbrach ginn am Zweete Weltkrich a si ass erëm frësch déclenchéiert ginn no 1945, an et war déi deemoleg Regierung, déi en Arrêté grand-ducal geholl huet, dat war 1945, fir den Office national de Conciliation anzesetzen, dee méiglech Sträitfäll sollt verhënneren am Numm vum Dialog an, wa Sträitfäll sollten optrieden, versiche fir déi ze regelen.

Déi Diskussioun ass da ganz kontrovers nach weidergefouert ginn no 1945 an et huet gedauert bis 1962, wéi den deemolegen Aarbechtsminister, den Dr. Emile Colling, hei am Parlament de 14. Juni 1962 e Gesetzesprojet erabruecht huet, deen dann Ulass ginn huet vun dräijährege schaarfen Diskussiounen an enger Spezialkommissioun. Et war de Jean Dupong, deen deemools Rapporteur war vun där ominöser Gesetzgebung, déi hiren Ofschloss fonnt huet den 12. Mee 1965 hei am Parlament, wou deemools vu 55 Deputéierte 50 Deputéierte fir de Projet gestëmmt hunn. Déi véier Kommunisten an ee Kolleeg vun der deemoleger CSV hu sech enthalen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn dee Réckbléck gemaach fir drop hinzeweisen, datt déi Kollektivvertragsgesetzgebung keng Selbstverständlechkeet war zu Lëtzebuerg an datt et Jorzéngte gedauert huet, bis d'Parlament seng Responsabilitéit hei voll konnt droen an de Gewerkschaften, de Betriber, der Ekonomie, der Wirtschaft effektiv dee Spillraum ginn huet an och dee Rumm gestach huet, ënnert deem se kéinte Kollektivverträg ofschléissen.

Ee wesentleche Punkt vun de Meenungsverschiddenheeten deemools, an deene Jore virun 1965, war: Wie kann, wien däerf Verhandlunge féieren a wie ka Kollektivverträg gülteg ofschléissen? An déi Diskussiounen, déi no 1965 am verstäerkte Mooss agetratt sinn, déi hunn d'Politik beschäftegt scho virun 1965. Dat ass 1965 gekläert ginn, andeem opgrond vun där deemoleger Situatioun gesot ginn ass: D'Vertragsflicht an d'Vertragsfäegkeet si gläichbedeitend mat nationaler Responsabilitéit. Deemools ass festgehale ginn an der Chamber den Terme vun der Vertragsfäegkeet, deen nëmme kënnt exekutéiert gi vun national representative Gewerkschaften, an et war relativ einfach.

Fir d'Aarbechter waren et zwou grouss Gewerkschaften, dat war den LAV an den LCGB, déi secteurméisseg iwwerschreidend fir all Salarié an all Arbeitnehmer aktiv waren an och deenen hir Interesse vertrueden hunn. Mat Ausnahm vun den Organisatiounen, déi de Kommunisten no stoungen, dat war den FLA, de Fräie Lëtzebuerger Aarbechterverband, deen awer nëmmen a bestëmmte Secteuren aktiv war, awer keng national Ausdehnung hat, an doriwwer eraus war et fir d'Privatbeamten d'FEP. Esou datt deemools décidéiert ginn ass, vertragsfäeg wäre fir d'Aarbechter den LAV an den LCGB, a fir d'Privatbeamten d'FEP.

Dat war deemools de Wëlle vun dem Gesetzgeber. Et war deemools och eng kontrovers Diskussioun, déi och kontrovers mam Statsrot gefouert ginn ass, well de Statsrot dee Moment och anerer Meenung war an net eleng op dee Wee gaang ass vun der nationaler Representativitéit, mä och déi sektoriell Representativitéit deemools ganz staark an de Vierdergrond gestallt huet. Mä, et war kloer, a wann een d'Débaten an d'Documents parlementaires nokuckt, da gesäit een, datt dat effektiv de Wonsch war deemools vun der Politik, vun der iwwergrousser Majoritéit hei an dësem Parlament.

Et huet awer net laang gedauert. No 1965 hu sech schonn eng ganz Rei vun Interpretatiounsfroe gestallt, wéi eng Rei vun Organisatiounen och d'Vertragsrecht bëusprocht hunn. Ech erënneren do un den neutralen Handwierkerverband, Virgängerorganisatioun vum NGL, dee schonn uganks der 70er Joren...

Une voix.- 1969!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur*.- Voilà. Merci.

Also e puer Joer nodeem de Gesetzgeber hei décidéiert huet, eng Plainte agereecht huet fir och d'Vertragsrecht ze kréien. Awer well den nationalen Handwierkerverband nëmmen en Deel, dat heescht d'Handwierker vum Lëtzebuerger Salariat vertrueden huet, war et relativ einfach deemools ze tranchéieren an et huet sech a Kontradiktioun gestallt, wann den NHV géif d'Vertragsrecht kréie par rapport zu de Prinzipie wéi de Gesetzgeber dat deemools 1965 hei festgeluecht huet.

Mä doriwwer eraus ass et zu weidere grousse Problemer hei zu Lëtzebuerg komm vu villen Interpretatiounsschwieregkeeten, déi awer och den Urspronk haten an enger engersäits verännerter Situatioun vun der wirtschaftlecher Situatioun hei zu Lëtzebuerg, virun allem awer, well och am Laf vu Joren no 1970 effektiv hei d'Ëmfeld vun der Gewerkschaftsbewegung wesentlech zu Lëtzebuerg changéiert huet.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

D'Ursaache vun der Noutwendegkeet vun enger Reform hu sech ergi virun allem opgrond vun der Wirtschaftskris, déi déclenchéiert ginn ass an der Stolindustrie, déi bewierkt huet, datt d'Zesummewuesse vun Aarbechter a Beamten als eng eenzeg Solidargemeinschaft an de Betriber an an anere Liewensberäicher sech ergin huet an noutwendeg war. Doriwwer eraus opgrond vun der Entwécklung vu méi Matbestëmmung sinn hei eng ganz Rei Institutiounen entstane wéi de Wirtschafts- a Sozialrot, d'SNCI, d'Tripartite, wou d'Fro sech gestallt huet an deene Gremien: Wie vertrëtt d'Arbeitnehmerschaft? An et ass zréckgegraff ginn op d'Entscheedunge vun der nationaler Representativitéit, déi am Gesetz vum 12. Juni 1965 definéiert waren, awer vläicht net esou konkret an net esou genau definéiert waren, sou datt et ëmmer Ulass ginn huet zu Interpretatioun.

An dann huet ee festgestallt, datt awer och déi Wirtschaftsbewegung hei opgrond vun der Krisenentwécklung sech strukturell verännert huet. Engersäits sinn aus deenen zwou Aarbechtergewerkschaften allgemeng Arbeitnehmergewerkschafte ginn. Dat trëfft fir den LCGB zou, deen och am Beräich vun de Privatbeamte Kollektivverträg ausgehandelt huet, ofgeschloss huet a bindend ënnerschriwwen huet, wéi beispillsweis bei RTL. An aus dem LAV ass 1979 den OGB-L ginn, net nëmmen eng Aarbechtergewerkschaft, mä eng allgemeng Salariatsorganisatioun, déi den Usproch gestallt huet, fir kënne Kollektivverträg ze maachen, souwuel fir Aarbechter wéi fir Beamten, wat u sech an deem Gesetz vun 1965 net esou kloer definéiert war.

Dann huet ee gläichzäiteg festgestallt den Zesummebroch vun der eenzeger Privatbeamtegewerkschaft, der FEP, déi sech opgedeelt huet an eng ganz Rei vun aneren Organisatiounen.

Wichteg war awer och d'Ëmstrukturéierung an eiser Ekonomie. Et ass en neie grousse Secteur entstanen. Eis Finanzplaz Lëtzebuerg ass entstanen an innerhalb der Finanzplaz huet eng Gewerkschaftsorganisatioun, déi net de Charakter vun der nationaler Representativitéit konnt beanspruchen, sech breet gemaach, huet sech staark gemaach, huet d'Vertraue kritt an ass mandatéiert gi vun deem iwwergroussen Deel vun de Leit, déi an deem Secteur schaffen, sou datt an deem Moment an deem grousse wichtege Secteur vun der Finanzplaz eng Gewerkschaft - d'ALEBA - entstanen ass, déi däitlech an determinant d'Representativitéit hat vun alle Leit, déi an deem Secteur geschafft hunn.

Dat huet dozou gefouert, datt effektiv ee sech huet misse Gedanke maachen iwwer eng Reform vun der Gesetzgebung vun 1965, well d'Ëmfeld grondleeënd changéiert hat par rapport zu 1965, an et noutwendeg war, fir d'Vertragsfäegkeet

ze déterminéieren, ëmsou méi et ëmmer méi zu Rechtsonsécherheet komm ass an de Relatiounen tësche Betriber, Wirtschaft an de Gewerkschaftsorganisatiounen.

De BIT ass widderhuelt ageschloss ginn no den Interventiounen ausganks der 60er Jore vum NHV an da vun der ALEBA, an et sinn d'Geriichter, de 24. Oktober 2000 an den 28. Juni 2001, déi dann eng bestëmmten Interpretatioun vum Gesetz ginn hu vun 1965 an d'Situatioun nach méi konfus gemaach hunn, wien dann elo hei zu Lëtzebuerg de Kritär vun der Vertragsfäegkeet géif erfëllen a wien de Kritär vun der nationaler Representativitéit kënnt erfëllen, fir kënnen d'Kollektivverträg ofzeschléissen.

Ech wëll dobäi awer eppes Prinzipielles soen: Wa mer Gesetzer hunn, déi Ulass ginn zu Interpretatiounen - an ech mengen, et ass kee Gesetz do, wat net Ulass gëtt zu Interpretatioun -, a wann dann d'Geriichter déi Gesetzer interpretéieren, dann ass et geféierlech an enger parlamentarescher Demokratie vun der Trennung vun de Gewalten, wann d'Justiz dem Gesetz eng Ausleeung gëtt ouni ze kucken, wat de Gesetzgeber wollt a wat de Gesetzgeber wollt bezwecke mat sengem Gesetz.

Ech wëll elo net hei de Geriichter hir Uerteeler kritiséieren, mä erlaabt mer awer deen Hiweis, datt et geféierlech ass, wa Geriichter d'Gesetzer interpretéieren ouni ze berücksichtegen dat, wat de Gesetzgeber bei der Verfaassung, an der Erstellung vum Gesetz décidéiert huet, ganz kloer, an och zum Ausdrock bruecht huet. Ech weess net, ob dést Gesetz, wat mer haut oder muer stëmmen, Ulass ka ginn an der Zukunft, well mat Sécherheet d'Zukunft wäert aneschters virgesi wéi haut d'Géigewaart ass an et zu enger Rei vun Interpretatiounsproblemer ka kommen.

Ech géif awer zum Ausdrock bréngen, datt de toute façon, wann et zu Interpretatiounsproblemer kënnt, awer gekuckt gëtt a gekuckt soll ginn, wat de Gesetzgeber wollt. An do gëtt et Documents parlementaires, déi bindend sinn an déi ganz eindeuteg sinn, wéi mer deen een oder deen anere Punkt gesinn an och wou mer eis selwer eng Interpretatioun gi par rapport zu dem plakege Gesetzestext.

All déi Diskussiounen hunn natierlech déclenchéiert, datt all Mënsch hei zu Lëtzebuerg der Meenung war, datt eng Reform iwwerfälleg wier. A scho virun de Wahle vun 1994 war et evident, datt d'Parteien, déi an d'Wahle gaange sinn, zum Ausdrock bruecht hunn, datt während där Legislaturperiod, déi no 1994 géif kommen, e Projet oder e Reformprojet misst an d'Weeër geleet ginn, fir endlech aus där ganzer Problematik erauszekommen an opgrond vun den heitege Begebenheeten ee Gesetzestext ze maachen, deen d'Rechtssécherheet kloer definéiert a wou et einfach kloer ass, wéi an der Zukunft, haut a muer, hei Kollektivverträg ënner welleche Konditioune kënnen ausgehandelt a beschloss ginn.

Vun 1994 bis 1999 waren hefteg Diskussiounen. Et ass kaum ee Kongress vun de Gewerkschaften ofgeschloss ginn, wou net vehement gefuerdert ginn ass, fir d'Kollektivvertragsgesetz ze reforméieren an d'Schlichtungsprozeduren ze verbesseren an ze aktualiséieren. Datselwecht hunn d'Vertrieder vun de Patronats- a Beruffschambere vehement a permanent verlaangt.

D'Regierung huet de Wirtschafts- a Sozialrot am Joer 1997 oder 1996 ëm een Avis gebieden. Do huet ee gesinn, wéi schwéier datt et war ee Konsens ze fannen, well et ass dann zu engem koordinéiertem Avis komm, den 23 Abrëll 1997, am Wirtschafts- a Sozialrot, mä et huet ee gesinn, datt vu Säite vun de Gewerkschafte grondleeënd aner Optioune préconiséiert gi si par rapport zu deenen, déi grouss Deeler vum Lëtzebuerger Patronat presentéiert hunn an zum Ausdrock bruecht hunn, esou datt u sech mat deem Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot een och net ganz kloer konnt gesinn, a wellech Richtung een e Konsens kënnt fannen.

Mäi Kolleeg Aly Jaerling huet dann och gemengt, datt mer hei am Parlament en Débat solle féieren - ech kann Iech och emol luewen, Här Jaerling - iwwer all déi Froen, déi mat der nationaler Representativitéit sech befaassen.

Laut deem Débat hei den 30. November 2000 an der Chamber, wou all Partei konnt seng Meenung soen, wéi se d'Evolutioun vun deene Probleemer géif gesinn, a wellech Virschléi ee kënnt maache fir an Zukunft endlech Rechtssécherheet hei zu Lëtzebuerg ze schafen, fir aus deem Dilemma erauszekommen a fir ee fir allemol d'Vertragsfäegkeet kloer ze definéieren, sous-entendu datt een d'Vertragsfäegkeet muss kombinéiere mat der Vertragsresponsabilitéit. D'national Representativitéit misst heibanne mat der nationaler Verantwortung, an et kënnt een nëmmen d'Kollektivverträg fir Leit ofschéchren, wann ee vun deene Leit, ëm déi et geet, e Mandat huet. Dat war de grousse Prinzip an deemzufolleg hu mer als CSV, ech maachen eng kleng Klammer op, eng Rei vu ganz kloren Iddien hei virgestallt, wéi mer eis géifen déi national Representativitéit virstellen, déi och vun deenen anere Parteien zu engem groussen Deel…

(Interruptions diverses)

…akzeptéiert gi sinn, a mäi Fraktiounskolleeg, den Nico Loes, wäert mat Sécherheet a senger Interventioun e bëssen op déi wichteg Debatt agoen, wat do alles vu Konklusioune festgehalen ginn ass.

An déi Konklusiounen, wou een hei awer in etwa eng Linn konnt feststellen am Parlament mat Nuancen - Här Jaerling, Dir hutt Recht -, huet dozou geféiert, datt endlech no laange Jore verlaangtem Wonschdenken den Aarbechtsminister François Biltgen no deem Débat déi Reform ageleet huet. An ech kann dat soen am Numm vun eiser Kommissioun, dat ass de Verdéngscht vum François Biltgen, deen opgrond vu sengem Verhandlungsgeschéck a fäerdegbruecht huet, trotz deene kontroverse Positiounen, engersäits innerhalb vun de Gewerkschaften, anerersäits de Gewerkschaften a deem aneren Deel vun de Sozialpartner an doriwwer eraus awer och kontrovers innerhalb dem Gedanke vun eise Geriichter, dee sech och breetgemaach huet a bestëmmte Kreeser am Statsrot. Et war net einfach, fir hei e Reformprojet zu enger Debatt am Parlament ze bréngen, deen op engem grousse Konsens géif berouen.

An dee Moment, am Joer 2000, wéi mer hei driwwer diskutéiert hunn, och an der zouständeger Kommissioun, wéi den Aarbechtsminister an eis Kommissioun komm ass, hu mer eis d'Fro gestallt; et ass eng grouss Entreprise, déi de Minister do wëllt déclenchéieren. Un eis soll et net hale fir hien ze ënnerstëtzen, mä ob et zu engem breede Konsens kënnt kommen, dat war an deem Moment fraglech, well d'Situatioun sech relativ kontrovers presentéiert huet. Ech hunn dat versicht duerzestellen.

De Versuch am Dialog e breede Konsens ze fannen ass ugaangen, andeem d'Gewerkschaften alleguer, déi national representativ an déi aner Organisatiounen, laang Stonnen d'Méiglechkeet hate mam zouständege Minister ze dialogéieren. Sämtlech Arbeitgeberverbänn konnten hir Bedenken, hir Suergen, hir Probleemer zum Ausdrock bréngen par rapport zum dem bestoende Kollektivvertragsgesetz, wat einfach zu engem groussen Deel net méi funktiounsfäeg war. Doriwwer eraus huet de Minister Biltgen awer och d'Fraktioune vun dësem Parlament mat abezunn an den Dialog, an doriwwer eraus och an der Parlamentskommissioun fir Aarbecht a Beschäftegung hu mer - meng Kolleeginnen a Kolleege wëssen dat - Stonnen a Stonnen eis ausenanergesat an engem konstruktiven Dialog, dat muss ech soen, tëschent alle Parteien, fir dach zu engem Konsens ze kommen.

Et ass dann du zu engem Avant-projet komm, deen erëm eng Kéier Géigestand war vun engem Dialog mat de Sozialpartner an der Parlamentskommissioun. An opgrond vun deem Dialog, deen no deem Avant-projet entstanen ass, huet d'Regierung e Projet de loi de 5. November 2002 deponéiert, dee wesentlech anescht ausgesinn huet wéi deen éischten Avant-projet, an zwar sinn an deem Moment schonn enger ganzer Rei vun Objektioune vun de Gewerkschaften, vun de Patronatsverbänn, vun de Fraktioune Rechnung gedroe ginn an et war den Ursprونk vun enger méiglecher Konsensfäegkeet vun engem Projet de loi, deen da sollt diskutéiert ginn.

Dee Projet de loi ass aviséiert gi vun de Beruffschamberen an de leschten Avis hu mer kritt de 15. Dezember 2003. D'Beruffschamberen hu sech ganz kritesch mat deem Projet ausenanergesat, an eng Rei vun Déterminatiounen a Bestëmmungen an deem Projet waren d'Resultat vun engem Perfektionismus, deen dem Aarbechtsminister eben uewe läit, deen awer an der Realitéit vläicht op Probleemer gestouss wär fir ze exekutéieren.

An d'Beruffschamberen hunn alleguerten eng Rei vu Propositioune gemaach an d'Regierung war net esou bornéiert, fir deem net Rechnung ze droen, a si huet den 9. Februar eng ganz Rei vu wesentleche Amendementer zu hirem eegene Projet op den Instanzewee ginn.

Dat ass also den Ausdrock vun engem ganz konstruktiven Dialog, wéi een et soll maachen an enger schwiereger Matière, an de Statsrot huet dann de 16. Mäerz 2004, also nach net laang, een Avis ofginn. An do muss ech soen, de Statsrot gëtt ganz oft kritiséiert, mä de Statsrot huet do eng ganz gutt Aarbecht geleescht.

De Statsrot huet sech d'Méi gemaach, wat d'Realisatioun betrëfft, méi en einfachen iwwersiichtlechen Text komplett nei ze schreiwe praktesch, wou awer déi wesentlech Akzenter vun der Vertragsfäegkeet vun der Schlichtungsprozedur, Streikrecht an esou weider vun dem Regierungsprojet mat iwwerholl gi sinn. Mä trotz allem huet de Statsrot fir vill méi Klorheet gesuergt an doriwwer eraus hate mer awer och eng Rei vu Virschléi vum Statsrot, mat deene mer im Nachhinein an der Kommissioun a Kontradiktioun waren a se net konnten applizéieren.

Dat huet bedeit, datt do e Revirement komm ass no den Amendementer vun der Regierung, dem Avis vum Statsrot, an et sinn d'Beruffschamberen, déi opgrond vum Statsrot nach eng Kéier en Avis ofginn hunn, an déi Avisë si komm bis ausganks Mäerz vun dësem Joer. An do huet ee gespuert, datt aus deenen ursprünglechen Avisë vum Dezember 2003 vun de Beruffschamberen d'Chancen am Konsens an d'Bedenke vun de Beruffschambere ganz staark ofgeholl hu par rapport zu deem neien Text.

Deen Text hu mer dann an der zouständeger Kommissioun den 21. Mäerz, de 25. an de 27. Abrëll am Detail duerchdiskutéiert. Mir hunn eng ganz Rei vun Amendementer als Kommissioun festgehalen. D'Regierung an den Aarbechtsminister waren och bereet op eng ganz Rei Appréciatioune vun der Kommissioun anzegoen. Dir fannt dat a mengem schrëftlechen Avis.

Mir hunn dann déi Amendementer un de Statsrot geschéckt an eng Rei Beruffschamberen hunn zu deem Moment och Stellung bezunn, an do huet een erausfonnt, datt praktesch e grousse Konsens zu deene grousse Linne vun deem Projet elo realiséiert war - an do muss ech dann och eise Memberen alleguerte vu der Kommissioun merci soen, déi gehollef hunn effektiv mat Kompetenz an unvoreingenommen, onofhängeg, ob se an der Oppositioun oder der Majoritéit sinn -, fir e seriösen, konsensfäege Projet op den Instanzewee ze ginn.

De Statsrot huet virun e puer Deeg, den 11. Mee, en Avis complémentaire ofginn, wou en zu engem groussen Deel vun deene Propositiounen, déi mer als Kommissioun gemaach hunn, déi baséiert hunn op de Virschléi vun de Sozialpartner, säin Averstännis ginn huet op alle Punkten, an ech ginn nach kuerz drop an, well de Statsrot awer anerer Meenung war. A mir hunn da schlussendlech elo déi lescht Woch, de 14. Mee, ee Rapport presentéiert an der Kommissioun, deen all deem Rechnung gedroen huet an dee vun deene Memberen, déi do waren, eestëmmeg ugeholl ginn ass.

Dann, Kolleeginnen a Kolleegen, e bëssen déi parlamentaresch Aarbecht an och d'Beweggrënn, fir zu engem Konsens ze kommen, an och wéi dat sech vollzunn huet vu Säite vun der Regierung. Ech wollt dat nach eng Kéier kloer ervirsträichen. Erlaabt mer iwwert de schrëftleche Rapport, deen Der jo am Detail virleien hutt, e puer mëndlech zousätzlech Erklärungen ze ginn, well och d'Kommissioun drop gehalen huet fir e puer zousätzlech Erklärungen a mengem mëndleche Rapport hei zum Ausdrock ze bréngen.

Fir d'éischt war et noutwendeg, datt mer opgrond vu verännerte betribleche a wirtschaftleche Strukturen den Uwendungsberäich kloer definéiert hunn, wellech Betriber ënner kollektivvertraglech Bedéngunge géife falen, ënnert welleche Konditiounen d'Betriber missten e Kollektivvertrag kréien. Dir fannt dat am Artikel 1 am Detail erëm.

Dann hu mer och definéiert, wellech Leit ënner Kollektivverträg falen, woubäi mer ganz kloer gesot hunn, et kënnen nëmmen déi sinn, déi ënnert dem Privatstatut schaffen. Dat heescht all Assimiléiert a Fonction publique, Gemengen an esou weider falen net ënnert d'Uwendungsgebitt vun dësem Projet. An dann, wou mer am Statsrot och Kontradiktioun haten, d'Cadres supérieurs: Falen déi ënnert kollektivvertraglech Bestëmmungen oder net? Mir waren der Meenung, neen. Mir hunn dann och versicht, wa mer nee soen, fir e Cadre supérieur ze definéieren, wat och net esou einfach war, an do louche mer mam Statsrot e bëssen a Kontradiktioun.

Voilà. An dann de Punkt 2, dee wichteg war, deen och nach a kengem Gesetz drastoung, net am 65er Gesetz. Et ass drëm gaange fir och d'Gewerkschaften, déi jo e Vertragsverhënnerungsrecht kréien, ze definéieren. Mir hu probéiert eng Definitioun ze ginn, wat eng Gewerkschaft ass, wat eng Gewerkschaft muss erfëllen, wellech Kritären eng Gewerkschaft muss erfëllen, fir kënne vertragsfäeg ze ginn.

An da kënnt e wesentleche Punkt, d'Definitioun vun der Vertragsfäegkeet a vum Vertragsrecht vun de Gewerkschaften. Mir sinn do vun engem gewësse Prinzip ausgaangen - ech kann hunn dat virdru scho gesot: Et kann een nëmme fir d'Leit Kollektivverträg ofschléissen, wann een och vun deene Leit, ëm déi et geet, en Optrag huet. Et muss een e Mandat hunn. Dat ass dee grousse Prinzip.

Dann hu mer definéiert: Wie kann dat sinn? Do hu mer dräi Definitiounen. D'national Representativitéit gëtt eng Kéier definitiv kloergestallt. Déi war am 1965er Gesetz net kloergestallt, dofir huet dat och Ulass ginn zu Interpretatiounen, déi dozou gefouert hunn, datt d'Geriichter sech hu missen aschalten, fir sou genannten Erklärungen erbäizeschafen. National representativ ass een, wann een och amstand ass, national Verantwortung ze droen, an déi national Verantwortung, déi muss ee kritt hunn esouwuel vun den Aarbechter wéi vun de Beamten, fir an hirem Numm kënnen ze schwätzen.

Dat Mandat kann een nëmme moossen, wann een an deenen zwou Beruffschamberen, esouwuel an der Arbeiterkammer wéi an der Privatbeamtekammer, vertrueden ass, Kandidaten huet, e Mandat kritt huet, gewielt ginn ass. Do ass et drëm gaangen, Zuele festzeleeën, a mir hunn eis do gëeenegt, datt eng Gewerkschaft muss an der Moyenne an deenen zwou Beruffschamberen 20% vun de Stëmme respektiv an all eenzel Beruffschamber 15% erreecht hunn. An doriwwer eraus hu mer gesot, datt awer - an dat weist d'Realitéit - och de Prinzip vun der sektorieller Representativitéit muss agefouert ginn hei zu Lëtzebuerg, well et och dem Wonsch vu ganz ville Leit entsprécht, déi an deene Secteure schaffen.

Mir hunn also de Secteur definéiert. Wat ass e Secteur? E Secteur ass ee Wirtschaftsdeel, wou haaptsächlech 10% vun de Beschäftegte schaffen, national gesinn. Dat ass also ee Secteur. Dobäi gi mer awer dem Aarbechtsminister an och dem Gesetzgeber, der Exekutiv, eng bestëmmt Flexibilitéit, well et jo kéint virkommen, datt et opgrond vun enger bestëmmter Restrukturatioun, déi vorübergehend ass, zu engem Ofbau vun Aarbechtsplaze kënnt an, während engem Joer oder zwee Joer, dee Wirtschaftszweig keng 10% méi vun den Arbeitnehmer ëmfaasst. Dann ass e kee Secteur méi, an an zwee Joer ass en erëm eng Kéier e Secteur. Duerfir hu mer also och gesot, datt haaptsächlech d'Beschäftegtenzuel vun 10% massgeblech ass. Doriwwer eraus gëtt et nach eng Rei vu Kritären, déi een och ka berücksichtegen, fir e Secteur ze definéieren.

Dann hu mer gesot: Wellech Organisatioune sinn da representativ an deem Secteur? Dat sinn dann déi Gewerkschaftsorganisatiounen, déi entweder, wann dee Secteur bei de Beruffschamberwahlen agebonnen ass, 50% vun de Stëmme kréie bei de Wahlen, respektiv 50% vun de Stëmme kréie bei den Delegatiounswahlen.

Ech mengen, dat sinn also déi dräi, véier Kritären, déi mer genau definéiert hunn, déi wichteg sinn an déi elo dozou féieren, datt eis national Representativitéit kloer ëmrass ass a sektoriell Representativitéit agefouert gëtt an d'Kritäre genau festgeluecht ginn.

Dann hu mer opgrond vun der ganzer Entwécklung wärend deene leschte Joren, wou festgestallt ginn ass, datt et öfters opgrond vun der Gesetzgebung ze laang dauert bis et zu Ofschlussverhandlunge kënnt, am Gesetz beschleunegt Prozedure festgeleucht, déi ugi bei engem Verhandlungsbeginn, firwat et vill méi schnell muss virugoen.

Dann hu mer e Prinzip nei agefouert, dee gëtt e Signal un d'Adress vun de Gewerkschaften, nämlech d'Bestëmmung vun enger sou genannter Verhandlungskommissioun. Eng Verhandlungskommissioun gëtt agesat, déi all Gewerkschafte muss ëmgräifen, déi national respektiv sektoriell Representativitéit hunn. Dat ass also kee Schrëtt op eng Einheitsgewerkschaft. Dat soll net esou gesi ginn, mä et ass awer eng Konsekratioun zu enger bestëmmter gewerkschaftlecher Eenheet an de Betriber, wann et drëm geet d'Interesse

vun den Arbeitnehmer an deem Betrib ze verteidegen an hir Liewenskonditiounen ze verbesseren. Do si mer der Meenung gewiescht, datt dat e Signal ze ginn huet hei zu Lëtzebuerg, datt d'Gewerkschaften, déi zwou oder déi dräi oder déi véier, eng Unitéit sollen duerstellen.

Dann hu mer d'Gëltegkeet vun engem Kollektivvertrag determinéiert: Wéini ass e gëlteg a wien ënnerschreift all déi Prozeduren ëm de Vertragsofschloss? Dunn hu mer dee Prinzip weidergesponne vun där gewerkschaftlecher Verhandlungsdelegatioun, datt all Gewerkschaften, déi um Verhandlungsdësch sinn, am Prinzip mussen ënnerschreiwen. Quitte wa se géint een Ofkommes sinn, da gi se net gezwongen, mä e Vertrag huet am Prinzip nëmme Gëltegkeet, wa se all ënnerschriwwen hunn.

Wann d'Gewerkschaftsronn, an dat ass ganz nei, zesummebrécht a keng Eenegung méi besteet, da kann eng Gewerkschaft, oder zwou Gewerkschaften, nëmme bindend ee Kollektivvertrag ënnerschreiwen, dee Gëltegkeet huet, wa se zumindest 50% vun de Stëmme bei de leschte Wahle kritt hunn. Dat ass also absolut nei, an et ass d'Konsekratioun vun dem Prinzip, dass een nëmme kann am Numm vun de Leit eppes maachen, wann een och vun de Leit e Mandat huet. Dat ass ëmmer virrangeg ze betruechten.

Erlaabt mer elo eng kleng Klamer. Dat do heescht am Endeffekt, ënnert de jëtzege Konditiounen, datt, wann et zum Beispill am Bankekollektivvertrag zu kenger Eenegung kënnt tëschent de Gewerkschaften, nëmmen eng Organisatioun eleng - eleng! - elo de Kollektivvertrag bindend kënnt ënnerschreiwen - da mussen d'Kritären erfëllt sinn - an dat ass d'ALEBA. Well d'ALEBA eleng déi Organisatioun ass, dat soll een eng Kéier ganz kloer soen, déi bei de leschte Wahlen iwwer 50% vun de Stëmme kritt huet.

(Interruption)

Mir hunn elo en neie Projet a mir stëmmen en neit Gesetz.

(Interruptions diverses)

An do géif ech soen, datt ech d'Suerg an d'Ängschten an d'Kritik vun der ALEBA net verstinn. Well ee wesentleche Punkt vun deem Sträit säit 15 Joer, deen zu engem Deel mat Recht vun der ALEBA gefouert gëtt, do kréie se dann haut - wa mer dat stëmmen - Satisfaktioun. D'ALEBA ass déi Gewerkschaft, déi net méi kann ausgeschloss ginn - de Moment op jidde Fall, wa se hir Kritäre weider erfëllt - vun de Kollektivvertragsverhandlungen. Si ass déi eenzeg Gewerkschaft de Moment, déi eleng e Kollektivvertrag bindend kéint ënnerschreiwen.

(Interruption)

Also, neen, elo net!

Ech mengen, dat ass eng Interpretatioun, mir schwätzen elo vun engem neie Projet, a mir stëmmen deen of, an dann ass dat doten d'Rechtssituatioun.

Also ech ka soen, dass mer wesentlech op dat agaange sinn, wat all Partei verlaangt huet virun de leschte Wahlen, dass mer deem musse Rechnung droen an d'sektoriell Representativitéit musse mat aféieren, ouni dass awer d'Virrechter, d'Prérogativë vun deenen zwou anere Gewerkschaften in etwa nëmme geschmälert sinn, an ouni dass mer effektiv e Signal ginn hunn, deen Ulass gëtt zu enger Zersplitterung vun de Lëtzebuerger Gewerkschaftsbewegungen; au contraire, dat läit eis fern, dat geschitt net. Mä mir hunn opgrond vun der Determinatioun vun der nationaler Representativitéit ee fir allemol och den nationale representative Gewerkschaften, déi et schwéier hu hir national Responsabilitéit ze erfëllen, och d'Satisfaktioun ginn, an all aner Organisatiounen, déi an der Zukunft déi Konditiounen erfëllen, déi elo vum LCGB a vum OGB-L erfëllt ginn, déi kréie genau datselwecht Recht an et gëtt keen ausgeschloss. Well et ass mat Sécherheet kee Projet, deen am Intérêt ass vun deenen zwou sou genannten - ech soen elo net Parteigewerkschaften, ech hunn et awer elo gesot, wat awer keng Parteigewerkschafte sinn.

Et ass net an deem hiren Intérêt. Wa muer eng nei Gewerkschaftsbewegung entsteet tëschent der ALEBA an enger Rei vun aneren Organisatiounen, déi nach aktiv sinn, an déi kréie vun de Leit déi demokratesch Légitimatioun bei de Wahlen, dann erfëllen déi d'Konditiounen, fir herno am Numm vun deene Leit sou gutt wéi den LCGB an den OGB-L kënnen ze operéieren. Awer nëmmen opgrond vun enger demokratescher Entscheedung vun deene Leit. Ech halen drop: Wann ech d'Demokratie verlaangen, da muss ech och domat d'accord sinn, dass d'Demokratie och a leschter Konsequenz fir jiddfereen hei zu Lëtzebuerg zielt.

Mat dësem Gesetz geschitt dat, Här Jaerling.

Da war eng Fro déi vun der Vertragsgültegkeet, vun der Vertragsdauer, déi eis uewe loung, nämlech et war net kloer, wann dee Vertrag zum Oflafe kënnt: Besteet dann nach eng Rechtssécherheet oder besteet e vertragslosen Zoustand? Mä och déi Froen hu mir gekläert an eisem Projet.

An doriwwer eraus ass och ganz kloer d'Unicitéit vun de Verträg, nämlech et kann een esouwuel e Kollektivvertrag an der Zukunft ofschléisse fir d'Gesamtpersonal, mä, wann et awer d'Meenung ass vun de Statspartner, souwuel fir d'Aarbechter wéi fir d'Beamten.

Ee wichtege Punkt war - et deet mir Leed, meng Zäit leeft mir fort - den Inhalt vum Kollektivvertrag. Do hate mer eng Kontradiktioun mam Statsrot. De Regierungsprojet ass dovunner ausgaangen, dass een d'Spillregelen an den Inhalt vum Kollektivvertrag genau am Detail misst determinéieren, wat an de Kollektivvertrag misst erakommen, wat an engem Kollektivvertrag misst dra stoen. Dat geet u mat den Astellungsbedéngungen, mat den Aarbechtsbedéngungen, mat der Feierdeegregelung, mat der Congésregelung, mat de Majoratioune fir Iwwerstonnen, fir d'Nuechtaarbecht, fir d'Sonndegaarbecht an esou weider an esou fort. Doriwwer eraus missten all déi Bestëmmunge vum PAN-Gesetz iwwer Harcèlement sexuel a Mobbing Géigestand gi vu Verhandlungen. Och d'Aarbechtszäitregelung; alles dat war am Projet dran.

De Statsrot war der Meenung, dass een dat vill méi - net flexibel…

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Méi minimal!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur*.- …méi minimal - Merci, Här Lux! - vill méi minimal misst gesinn.

Mir waren awer an der Kommissioun der Meenung, dass et sou wichteg ass, fir effektiv keng Ongläichheeten entstoen ze loossen, tëschent Arbeitnehmer, déi an deem engem oder an deem anere Secteur sinn, dass den Inhalt vum Kollektivvertrag misst uniform sinn an datt een d'Spillregelen an de Rumm misst ganz genau definéieren, wat an de Vertrag misst erakommen. Dir fannt dat a mengem Rapport am Detail an der Analys vun den Artikelen op der Säit 20 ganz detailléiert erëm.

Dann, wat wichteg war, wat huet misse verbessert ginn: D'Schlichtungsprozeduren hu wesentlech misse verkierzt ginn, well et huet einfach Méint a Méint heiansdo gedauert, vun deem Moment un, wou d'Verhandlungen ugelaf sinn, bis zum Moment, wou bei de Verhandlungen e Resultat erziilt ass ginn. All déi Prozeduren hu mir wesentlech verkierzt.

Doriwwer eraus hu mer och d'Schlichtungsinstanz, den Office national de Conciliation, deen op engem Arrêté grand-ducal vun 1945 baséiert, wesentlech verbessert. Mir hunn d'Aufgaben nei definéiert, mir hunn d'Zesummesetzung vun der Konsultatioun ëmgestallt a mir hunn d'Kompetenze vum Office national de Conciliation wesentlech verbessert.

Dobäi hu mir och d'Friddenspflicht esouwuel vun de Gewerkschafte während der Verhandlungsprozedur a während engem Kollektivvertrag genau definéiert. Mir hunn och beim Streikrecht definéiert, ënnert welche Konditiounen a wéini eng Gewerkschaftsorganisatioun ee Streik kann ausruffen.

Am urspréngleche Projet war och d'Iddi vum Warnstreik dran enthalen. D'Gewerkschaften an d'Sozialpartner waren awer der Meenung, och de Statsrot, fir dat aus dem Projet erauszehuelen. Mir hunn dat dann erausgeholl.

Et ass jo ganz kloer, d'Streikrecht gëtt éischtmoleg am Zesummenhang mat Litige collectif kloer definéiert an dësem Projet, an ech zitéieren Iech do den Artikel 25, deen ass däitlech, an doriwwer eraus gëtt et nach eng ganz aner Rei Artikelen, déi dat definéieren: «Avant toute grève ou mesure de lock-out, les litiges collectifs visés aux deux premiers tirets…» - an esou weider - «…sont portés obligatoirement par la partie la plus diligente devant l'ONC.»

Et ass ganz kloer, et kann also zu kenger Streikbewegung kommen am Numm vun engem Kollektivkonflikt, wann net virdrun eng Schlichtungsprozedur um Office national de Conciliatioun ageleet ginn ass an et do zu enger Non-conciliation ënner Ëmstänn kënnt.

Dann, Kolleeginnen a Kolleegen, ass och nach frësch definéiert ginn…

(Interruption)

Den Délai ass och wichteg. Jo, voilà.

Beim Streikrecht sinn och Délaien. Ech wollt do net mëndlech op all Detailer agoen. Dir fannt dat an den nächsten Artikelen. Et ass ganz wichteg, jo.

Dann ass och d'Prozedur vun der allgemenger Verbindlechkeet, wéini dass ee Kollektivvertrag allgemeng verbindlech gëtt, fir welch Betriber, wéi do d'Prozedure sinn, déi ginn och neierdéngs frësch determinéiert.

Dann, wat ganz nei ass, dat ass net onwesentlech, dat ass den Artikel 41. Dir fannt deen op der Säit 69 a mengem Rapport. Dat ass den Accord „dialogue social interprofessionnel", wou de Sozialpartner d'Méiglechkeet gemaach gëtt, EU-Verträg, EU-Direktiven ze transposéieren, bindend ze transposéieren an d'Kollektivvertragswesen, an doriwwer eraus d'Méiglechkeet och - an dat ass wichteg, d'Méiglechkeet gëtt agerummt - fir Modeller vun Aarbechtszäitverkierzung, also ënner 40 Stonnen, ënner bestëmmte Konditiounen, vertraglech ofzeschléissen. Dat ass also een neie Prinzip, deen éischtmoleg an engem Gesetz iwwer Kollektivverträg festgehale gëtt. Déi Méiglechkeet besteet also, an doriwwer eraus och d'Méiglechkeet esou Accorden zur Allgemengverbindlechkeet fir eng ganz Branche kënnen ze déclaréieren.

An da kommen ech zum Schluss. Wat nach nei ass, dat ass den Observatoire des relations professionnelles et de l'emploi. Dat ass och e ganz neien Institut, deen e bëssen agräift an zesummewierkend Etüde mécht, fir déi ganz kollektivvertraglech a soss Relatiounen tëschent den Arbeitnehmer an de Betriber ze iwwerwaachen, ze évaluéieren, fir der Tripartite zur Verfügung ze stoen, an och an enker Zesummenaarbecht mam Comité permanent de l'emploi ze wierken.

Do ass eng - an dat wëll ech nach ervirsträichen - vun deenen Aufgaben, déi deen Observatoire ënnert der Kompetenz vum Aarbechtsminister huet, dat ass d'Iwwerwaachung, de Suivi ze maache vun der Formation professionnelle continue. Ech si frou, dass dat dra stoe kënnt, well dat och eng vun deene Propositioune war, déi ech selwer gemaach hunn an enger Etüd, déi ech fir d'Regierung gemaach hunn, datt d'Formation professionnelle continue e wesentleche Bestanddeel ass vun dem Emploi an hei dann indirekt och higewise gëtt, datt et net schlecht a falsch wier, wann dat ënnert d'Kompetenz vum Emploi a vum Travail géif falen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, ech kënnt elo nach méi an den Detail goen, mä ech mengen, ech hu probéiert déi wesentlech Akzenter vun deem Projet hei nach eng Kéier ze examinéieren. Wa mer also dëse Projet muer stëmmen - ech gleewe kaum, dass mer haut nach zur Ofstëmmung kommen -, da ginn ausser Kraaft gesat e groussherzoglecht Reglement vum 6. Oktober 1945 iwwer eisen Office national de Conciliatioun an d'Kollektivvertragsgesetz vum 12. Juni 1965 gehéiert der Vergaangenheet un.

Déi zwou gesetzlech Bestëmmungen hunn eng Etapp ageleet vum Sozialdialog, déi hiren Ufank hat am Ufank vun der Lëtzebuerger Gewerkschaftsbewegung am Joer 1908, an déi gesetzlech Bestëmmunge waren d'Fundament vun der Entwécklung vum Liewensstandard vun engem groussen Deel vun eiser Populatioun. Et war awer och d'Fundament hei zu Lëtzebuerg, dat de soziale Fridde verankert huet.

1965 huet d'Politik hir Responsabilitéit konnt erlaangen no Diskussiounen. Haut, 39 Joer méi spéit, setze mer eng nei Rumm, wéi haut a wéi muer de Sozialdialog, d'Sozialpartnerschaft tëschent Arbeitgeber a Gewerkschaften oflafe soll, ënner Berücksichtegung vum Allgemengwuel vun eiser ganzer Populatioun. Ech mengen, dat ass wichteg.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi Kollektivvertragspolitik begleet virun 1965 als Militant an der Stolindustrie. Ech hu se no 1965 an enger Rei vu Kompetenze mat begleet an ech ka feststellen, datt d'Kollektivvertragswiesen e wesentleche Bestanddeel war vun der Sozialpartnerschaft hei zu Lëtzebuerg, déi onverzichtbar ass. A wann een e bëssen aus Erfahrung schwätzt an et gesäit een déi Entwécklung, déi no 1965 hei zu Lëtzebuerg sech vollzunn huet, da sinn ech iwwerzeegt datt mer mat dësem Projet wierklech e gutt Gesetz maachen, d'Viraussetzung schaaft, datt och den nächste Jorzéngten d'Sozialpartnerschaft hei zu Lëtzebuerg hir Friichten am Intérêt vun eis alleguer kann droen.

Ech soen also ofschléissend alleguerten deenen, déi matgehollef hunn dëst bedeitend Reformwierk ze realiséieren, merci. Dat sinn d'Sozialpartner, d'Gewerkschaften alleguer, och déi, déi net national representativ sinn. Si hu matgehollef un dësem Gesetz Neel mat Käpp ze maachen, d'Wirtschaftskreesser, d'Beruffschamberen. De Statsrot huet wesentlech dozou bäigedroe fir eis eng gutt Hëllef ze ginn, fir e Konsens ze fannen.

Virun allem awer wëll ech och dem Minister Biltgen mat senge Mataarbechter merci soen. Et war keen einfacht Ënnerfaangen, well Jore virdru war et net méiglech zu engem Resultat ze kommen.

(Interruption)

De Minister Biltgen hat de Courage dat Eisen unzepaken, a wat mech besonnesch gefreet huet, e konnt och op d'Ënnerstëtzung rechne vun der Politik, net eleng vun de Majoritéitsparteien, mä virun allem och vun der Oppositioun, déi mat Responsabilitéit matgehollef huet dee Projet ze realiséieren, och wann den Här Jaerling et vläicht e bëssen…

(Interruption)

…anescht gesäit. Mä ech sinn iwwerzeegt, am Fong vu sengem Ënneren a vu senger Iwwerzeegung kann en net anescht soen, datt mer eis riedlech Méi ginn hunn d'Sozialpartnerschaft net futti ze maachen, mä jidderengem déiselwecht Chance ze ginn, a virun allem demokratesch Prinzipien opzestellen, Här Jaerling, déi de Gewerkschaften d'Recht ginn am Numm vun de Leit ze verhandelen.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Et ass jo just do wou mer eis net eens gi bei deene Prinzipien, déi Der elo opgezielt hutt!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur*.- Ech soen alle Mataarbechter aus dem Parlament, déi et schwéier haten déi lescht zwou Wochen effektiv, an Nuetsaarbecht dee Projet ze evakuéieren an déi Avisen an dee Rapport ze schreiwen. De Mataarbechter aus der Fraktioun a virun allem alle Kolleegen aus der Kommissioun wëll ech merci soe fir déi konstruktiv Mataarbecht, ouni déi et net méiglech gewiescht wier haut nach zum Ofschloss vun dëser Legislatur déi iwwerfälleg Reform hei duerchzezéien.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn iwwerzeegt, datt, wa mer, a mir sollen dat maachen, dësem Gesetz eng breet Zoustëmmung ginn, mer e Signal dobausse setzen un d'Adress vun de Sozialpartner. Ech sinn iwwerzeegt, datt dëst Gesetz e weidere Meilesteen ass an der Sozialpartnerschaft hei zu Lëtzebuerg mat Bléck an d'Zukunft.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Nico Loes agedroen. Den Här Loes huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Nico Loes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif vun dëser Plaz aus dem Fraktiounskolleeg Marcel Glesener merci soe fir säi Rapport, deen en hei gemaach huet, deen iwwer eng Stonn de Projet duergestallt huet an allen Detailer, an et huet een doraus festgestallt, datt ee mat engem Expert am Kollektivvertragswiesen ze doen hat, e Gewerkschaftler, deen zénger Jorzéngten un deem hei Projet geschafft huet, an de Krees vu senger Aarbecht schléisst sech haut mat dem Ofschloss vun dësem Gesetzesprojet, deen esou wichteg ass an der Aarbechtswelt hei zu Lëtzebuerg. Ech géif dofir dem Marcel Glesener merci soe fir säin detailléierte mëndlechen an och schrëftleche Rapport. Hien ass praktesch an all Punkte vum Projet agaangen, esou datt een eigentlech als Vertrieder vun eiser Fraktioun bal nëmme méi den Accord bräicht ze bréngen. Ech erlabe mer awer e puer Bemierkungen zu dësem Projet ze maachen.

Kuerz nach eemol d'Haaptneierunge vun deem wichtege Gesetz, zu der Kollektivvertragsgesetzgebung vun 1965, déi mer hei ëmänneren. Et sinn dëst eng Stäerkung vum Begrëff vun der nationaler Representativitéit, d'Aféierung vun dem Begrëff vun der sektorieller Representativitéit, wat besonnesch wichteg ass am Finanzsecteur, d'Festschreiwe vum Mehrheetsprinzip - dat heescht, e Kollektivvertrag kann am Prinzip nëmme vu Gewerkschaften ënnerschriwwe ginn, déi och d'Majoritéit vun deene betraffenen Arbeitnehmer vertrieden -, d'Ausweidung vun de Kompetenze vum Schlichtungsamt op prinzipiell alle kollektiven Ausenanersetzungen. Et ka kee Streik méi ausgeruff ginn, ouni dass

d'Schlichtungsamt ugeruff ginn ass. Esou kënne mir de Sozialdialog an och de soziale Fridde stäerken.

D'Sozialpartner kréien d'Méiglechkeet an Zukunft rechtsgeltend national Ofkommen zu verschiddenen Themeberäicher wéi dem Télétravail, der Aarbechtszäitorganisatioun an esou weider ofzeschléissen. Doduerch kréie mir méi Flexibilitéit am Aarbechtsrecht, ouni op d'Rechtsssécherheet ze verzichten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de wichtegste Punkt vum Projet ass natierlech dee vun der Representativitéit vun de Gewerkschaften. Nom aktuelle Gesetz iwwert d'Kollektivverträg vun 1965 kënne just Gewerkschaften, déi déi national Representativitéit noweise kënnen, Kollektivverträg ofschléissen. Sektoriell representativ Gewerkschaften, déi net national a multisektoriel vertruede sinn, kënnen, wann ee sech op d'Gesetz vun 1965, virun allem op eng konstant Jurisprudenz an deem Beräich bezitt, am Prinzip kee Kollektivvertrag ofschléissen oder ënnerschreiwen. Am Prinzip wéi gesot, well jo d'Affär ALEBA, déi 1999 eleng eng Rei vu Kollektivverträg am Banken-, Assurancen- a Clearingsecteur ënnerschriwwen huet, den Ausgankspunkt vun engem Revirement vun der Jurisprudenz a Saache sektoriell Representativitéit war.

Et ass virun allem d'Affär ALEBA, déi eng Rei vun neien Elementer opgeworf huet, déi den Handlungsbedarf a puncto Representativitéit vun de Gewerkschaften ënnerstrach an d'Reform vum Gesetz vun 1965 och wesentlech beschleunegt huet.

Mä Problemer hu scho virun där sou genannter Affär ALEBA existéiert. Och wann eise System, deen am Gesetz vun 1965 festgeschriwwen ass, während Joren a Jorzéngte méi oder wéineger harmonesch fonctionnéiert huet, sinn déi éischt Unzeeche vun Disharmonie mat der Zerstéckelung vun der FEP-FIT an der Ënnerschreiwung 1993 vum Kollektivvertrag am Bankesecteur duerch zwou national representativ Organisatiounen ouni Bedeelegung vun der ALEBA, déi am Prinzip opgrond vun hirer Presenz am Bankesecteur d'Kollektivvertragsverhandlunge gefouert huet, schonn däitlech ginn.

A senger Recommandatioun am Fall vun der ALEBA vertrëtt de BIT d'Usiicht, datt d'Interpretatioun, déi eis Geriichter, wuelverstane bis zu den Arrêtë vum Verwaltungsgeriicht an der Affär ALEBA, vum Gesetz vun 1965 maachen, géint de Prinzip vun der Gewerkschaftsfräiheet verstéisst. Déi dominant Positioun vun dëse Riichter huet nom BIT als Konsequenz, datt, wa Gewerkschaften, déi an engem Secteur staark vertruede sinn, net kënnen e Kollektivvertrag eleng ënnerschreiwen, domadder net an der Lag sinn, d'Interesse vun hire Membere korrekt ze vertrieden.

Fir de Bureau international de Travail ass et evident, datt d'ALEBA misst an deene Secteuren, wou si staark vertruede sinn, mat an d'Kollektivvertragsverhandlungen agebonne ginn, wat mat sech bréngt, datt d'ALEBA och misst kënnen eleng e Kollektivvertrag ënnerzeechnen. An dësem Kontext muss ee preziséieren, datt d'ALEBA scho virun den Arrêtë vum Verwaltungsgeriicht vun 2001 am Prinzip an d'Kollektivvertragsverhandlungen agebonne gouf, ouni awer elo kënne Kollektivvertrag ze ënnerschreiwen. D'Verwaltungsgeriicht huet 2001 der ALEBA d'Recht zougestanen, am Bankesecteur eleng e Kollektivvertrag ze ënnerzeechnen opgrond vun hirer Predominanz an dësem Secteur.

D'Fro, ob d'Kritäre vun der Representativitéit, déi vun der Jurisprudenz am Laf vun de Joren a Jorzéngte preziséiert goufen, géint d'Gewerkschaftsfräiheet verstousse sollen, sief emol onbeäntwert dohinnergestallt. Wat awer sécher ass, ass, datt d'Fro vun der Representativitéit eng komplex Fro ass. De Rapporteur, de Marcel Glesener, ass och am Detail a sengem mëndleche Rapport drop agaangen. Déi laang kontrovers Diskussiounen an de Gewerkschaften, Patronatsverbänn an um politeschen Niveau, déi scho virum Zweete Weltkrich ugefaangen hunn, beleeën dat.

Wat och nach sécher ass, ass, datt et héich Zäit ginn ass, virun allem no den Uerteeler, déi ech elo genannt hu vum Verwaltungsgeriicht an der Affär ALEBA, Uerdnung an déi ganz Matière eranzebréngen an ee fir allemol kloer am Kader vun engem Gesetz d'Kritäre vun der Representativitéit vun de Gewerkschafte festzehalen an doriwwer eraus d'Fro vun der sektorieller Representativitéit ze léisen. D'Noutwendegkeet, de legislative Kader vun de Kollektivvertragsverhandlungen ze reforméieren, ass doduerch ënnerstrach ginn, datt am PAN-Gesetz vun 1999 d'Tarifautonomie gestäerkt ginn ass an d'Sozialpartner zousätzlech Verantwortung kritt hunn.

Mä méi Verantwortung bedeit méi Aufgaben a Flichten, déi nëmme staark onofhängeg Gewerkschafte kënnen erfëllen. Et ass duerfir wichteg ze wëssen, wat fir Organisatiounen dës Verantwortung och iwwerhuele kënnen. Et si keng einfach Froen, déi och nëmme kënnen an engem breede Konsens geléist ginn. Et geet schliesslech drëm wat fir Organisatiounen am Numm vun den Aarbechter an de Beamte Kollektivverträg aushandelen an ënnerschreiwe kënnen, respektiv wat fir Organisatiounen d'Aarbechter an d'Beamten an deenen nationalen an internationalen Institutiounen kënne vertrieden.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Wann een also bedenkt, wéiwäit d'Meenunge vum Patronat a vun de Gewerkschaften a puncto Representativitéit ausernee louchen, a wann ee virun Ae behält, datt déi wichtegst Leitlinne vum deemolege Gesetzgeber, mä och vum Gesetzgeber vun haut, déi sinn, de soziale Modell an de soziale Fridden ze sécheren, net a Gefor ze bréngen, mengen ech, datt dee virleiende Projet en excellente Kompromëss ass.

Ee Projet, deen de Lëtzebuerger Modell vum Sozialdialog erëmspigelt. Ee Projet, deen de Fuerderunge vun deenen engen an de Suerge vun deenen anere Rechnung dréit. Ee Projet, dee sech un de Gegebenheete vun haut orientéiert an et och fäerdeg bréngt, d'Fro vun der Representativitéit am domadder vun der Vertragsfäegkeet ze regelen entspriechend de Gegebenheete vu muer, déi een awer haut scho kann aschätzen. Dat ass de Mérite vun de Gewerkschaften a vun dem Patronat. Dat ass awer och de Mérite vum Aarbechtsminister François Biltgen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet hält um Prinzip vun der nationaler Representativitéit fest. Organisatiounen, déi d'Kritäre vun der nationaler Representativitéit, déi de Projet definéiert, erfëllen, sollen och weiderhin eleng kënne Kollektivverträg ënnerschreiwen. Mä de Projet berücksichtegt déi Organisatiounen, déi an engem wichtege Secteur predominant sinn. Si kréien ebenfalls d'Recht unerkannt, ënner verschiddene Konditiounen e Kollektivvertrag eleng ze ënnerschreiwen.

De Projet verhënnert awer och d'Zerstéckele vun der Gewerkschaftszeen. Och wann nieft der nationaler Representativitéit an Zukunft nach déi sektoriell Representativitéit unerkannt gëtt, wäert d'Gewerkschaftszeen trotzdeem vu staarke Gewerkschaften dominéiert bleiwen, déi sech am Interesse vun de Leit an de Betriber asetze kënnen. Nëmmen Organisatiounen, déi a bestëmmte Secteuren iwwer Jore bewisen hunn, datt si däitlech representativ sinn, wäerte méi staark an d'Kollektivvertragsverhandlungen agebonne ginn.

Sou genannten Hausgewerkschafte bleiwen eng wéi déi aner Kéier ausgeschloss. Esou Organisatioune kënnen nämlech net d'Interesse vun alle Beschäftegte gläichméisseg vertrieden. Esou eng Organisatioun huet oft net den néidegen Iwwerbléck a gëtt oft vum Betribsinteresse geleet, deen net onbedéngt mat deene vun der Gesamtwirtschaft iwwertenee stëmmt.

Dat waren och d'Iwwerleeungen, déi vun der CSV am Kader vun der Debatt iwwert d'Representativitéit vun de Gewerkschaften am Joer 2000 hei an der Chamber diskutéiert goufen. Mäi Fraktiounskolleeg Marcel Glesener huet och deemools zu dësem Problem Stellung geholl. D'CSV huet sech deemools fir eng Reform vum 65er Gesetz ausgeschwat, mä ënner Virbehalt, datt d'Gewerkschaftszeen net doduerch géif zerstéckelt ginn.

Här President, e weidere wichtege Punkt vum Projet ass a mengen Aen d'Festsetzung vum Inhalt vum Kollektivvertrag. De Statsrot an och verschidde Beruffschamberen, ënner anerem d'Chambre des Employés privés, waren der Meenung, et bräicht een net den Inhalt vum Kollektivvertrag prezis an engem Gesetzestext festzehalen. Si hu fir e minimalen Inhalt plädéiert. D'Kommissioun ass awer net op dee Wee vum Statsrot gaangen.

Wéi ech dat virdru schonn ugedeit hunn, bedeit d'Vertragsfäegkeet vun de Gewerkschafte fir si virun allem zënter dem PAN-Gesetz vun 1999 méi Verantwortung, an anere Wierder méi Aufgaben a méi Flichten. Et ass wichteg, datt e Gesetzestext kloer seet, wat d'Flichten an d'Aufgabe vun de Gewerkschafte sinn, an dat iwwert d'Wee vum obligatoreschen Inhalt vun de Kollektivverträg.

Den Text, deen zréckbehale ginn ass, ass deen aktuellen Text vum Gesetz vun 1965 esou wéi en awer och duerch d'PAN-Gesetz vun 1999 ëmgeännert a vervollstännegt ginn ass. Am Géigesaz zum aktuellen Text ass am Kader vum Projet ee Punkt bäigefügt ginn. Nom virleiende Projet sollen d'Kollektivverträg och iwwert d'Moossnamen zur Bekämpfung vu Mobbing oder vum Harcèlement sexuel befannen.

Et ass wichteg um Niveau vun de Kollektivvertragsverhandlunge kloer d'Politik vum Betrib am Fall vun engem Mobbing zum Beispill ze definéieren a festzehalen, wat déi konkret Moossname solle si fir géint de Mobbing virzegoen. Ech sinn iwwerzeegt, datt d'Problematik Mobbing an Harcèlement sexuel méi effizient am Kader vun enger Kollektivvertragsverhandlung kann erfaasst ginn, wéi am Kader vun engem Gesetz. De Gesetzgeber...

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Dat ass och e Gesetz.

M. Nico Loes *(CSV)*.- Wat gelift?

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Dat ass dach och e Gesetz.

M. Nico Loes *(CSV)*.- Dat ass och Gesetz, jo. Mä et ass méi einfach fir et am Kollektivvertrag, mengen ech, auszehandelen. Géingt Der dat net och fannen, Här Lux?

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Neen!

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- D'Madame Err ass net domat d'accord. Dat wëllt eppes heeschen.

M. Nico Loes *(CSV)*.- Dir hutt e gudden Alliéierten op Ärer Säit.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ee ganz gudden Alliéierten.

M. Nico Loes *(CSV)*.- De Gesetzgeber ka just e generelle Kader schafen. D'Gewerkschafte kënnen awer mat de Patronë spezifesch op dem Secteur zoutreffend Moossnamen an d'Wee leeden.

Déiselwecht Iwwerleeunge gëllen och fir d'Regelung vun der Aarbechtszäit, virun allem vun der Aarbechtszäitreduktioun am Kader vun engem Gesetz.

D'Gewerkschafte kennen d'Betriber. Si hunn deen néidegen Iwwerbléck, wat sech esou dran deet. Si wësse jiddefalls besser wéi de Gesetzgeber, wat d'Besoinë vun de Leit sinn, wat d'Fuerderunge vun deenen engen an deenen anere sinn. Si wësse wat machbar ass a kënnen och emol heiansdo op d'Brems drécken, wann d'Fuerderungen onrealistesch sinn oder wa si mëttel- oder laangfristeg der Wirtschaft kënnte schueden.

Vun dohier ass et och méi wéi richteg, datt d'Aarbechtsdauer e Problem ass, deen am Kader vun de Kollektivverträg geregelt sollt ginn, an nëmmen am Kader vun de Kollektivverträg. Ouni elo wëllen hei eng grouss Debatt ze féieren iwwert d'Aarbechtszäitreduktioun, wëllt ech kuerz drop hiweisen, datt eng generell gesetzlech festgeluechten Aarbechtszäitreduktioun, sief dat ënnert der Form vun der Aféierung vun der 35-Stonne-Woch, oder vun enger sechster Congéswoch, d'Leeschtungsfäegkeet vu Betriber kënnt a Fro stellen. Den Aarbechtsvolumen hält net mat der Aarbechtszäitreduktioun op. Dat heescht, datt am Fall vun enger gesetzlecher Verallgemengerung vun der 35-Stonne-Woch nei Käschte géifen entstoen an domadder eng reduzéiert Leeschtungsfäegkeet vun de Betriber.

Et muss een awer och an den Ae behalen, datt eng Aarbechtszäitreduktioun net onbedéngt zu neien Aarbechtsplaze féiere kënnt. D'Beispill vum Nopeschland Frankräich weist eis dat. Wa sech eis Betriber bis haut am Verglach mat anere Länner a puncto Leeschtungsfäegkeet behaapte konnten, dann ass dat och dorobber zréckzeféieren, datt de Gesetzgeber de Betriber déi néideg Fräiheet léisst, fir kënne rentabel ze schaffen.

Op där anerer Säit, wann et an engem Secteur méiglech wier fir Aarbechtszäit ze reduzéieren, ouni datt de Secteur respektiv eis national Wirtschaft dorënner leit, kënnen d'Gewerkschaften iwwer esou eng Reduktioun nodenken a se gegebenefalls ënner Berücksichtegung vun allen Interesséierten aféieren.

Här President, ech wollt nach kuerz - well ech virdru gesot hunn, datt de Marcel Glesener alles am Detail hei opgezielt huet - op d'Reform vum Office national de Conciliation agoen. De virleienden Text wäert och dozou bäidroen, de Fonctionnement vun dësem Schlichtungsamt ze verbesseren. De Projet gesäit ënner anerem vir de Kompetenzberäich vum ONC auszedehnen an ze preziséieren. All Ausenanersetzung, déi net direkt mat der Verhandlung oder der Exekutioun vun engem Kollektivvertrag ze dinn huet, muss fir d'éischt iwwert de Wee vun enger Schlichtung geléist ginn. Et muss een awer direkt dozou soen, datt den Text op dësem Niveau net innovéiert. Den Office national de Conciliation léist haut schonn esou kollektiv Konflikter.

Et ass awer néideg dës Kompetenz endlech och an engem Gesetzestext formell unzëerkennen. Domat kritt all Streik, deen net mat de Kollektivvertragsverhandlungen ze dinn huet, eng rechtlech Basis, wat äusserst begréissenswäert ass, an d'Schlichtungsprozedur, esou wéi de Rapporteur et virdru gesot huet, ass och vereinfacht ginn.

De leschte wichtege Punkt, deen ech hei zitéiere wëllt, ass d'Schafung vun engem Observatoire national des relations du travail et de l'emploi. D'Haaptaufgab vun dësem Instrument ass et, d'Entwécklung vun de Kollektivvertragsverhandlungen ze studéieren. E wichtegt Instrument, wann een d'Komplexitéit an deen ëmmer méi ausgepräegten internationale Charakter vun de Kollektivvertragsverhandlunge kuckt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Aarbechtswelt an d'Gewerkschaftslandschaft sinn an engem déifgräifenden Ëmbroch. Dëse Projet ass deemno e wichtege Projet am Kader vun dëser Entwécklung, an ech géif lech och bieden dëse Projet, deen zesumme mat de Gewerkschaften an dem Patronat, der Chamber an dem Ministère ausgeschafft ginn ass, mat grousser Majoritéit ze stëmmen. Ech géif dofir och den Accord vu menger Fraktioun hei bréngen, andeem ech nach eng Kéier dem Här Glesener merci soen an lech merci soe fir d'Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Loes. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Lucien Lux. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Merci, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gesetz, dat mer de Mëtteg reforméieren a wat jo zréckgeet op 1965, ass méi, wéi vill heibannen heiansdo mengen, e Pilier vun deem wat een eist demokratescht Gemeinwiesen nennt. An d'Qualitéit vun deem Text an déi Méiglechkeeten, virun allem déi néi Méiglechkeeten, déi sech mat deem neie Gesetz erginn, déi Qualitéit entscheet och wat fir eng Qualitéit déi sozial Demokratie, déi mer dobaussen an de Betriber ënnert der Form oder der Dénominatioun vun der sozialer Partnerschaft kennen, an deenen nächste Jore wäert unhuelen.

Gëtt et - an dat ass déi entscheedend Fro - ausserhalb oder virun allem innerhalb vun de Betriber e Raum wou et keng Matbestëmmung, keen Dialog, keng Beaflossung, keng Rechter gëtt? Ech mengen, heibanne gëtt déi Fro vu jidderengem mat engem kloren Neen beäntwert an dofir ass dat Kollektivvertragswiesen dee Raum, deen erfëllt gëtt mat deene Méiglechkeeten an engem Kräfteverhältnis, wat heiansdo esou an heiansdo aneschtes ass, an dat Kräfteverhältnis ze beaflosse wéi d'Konditioune vun de Salariéen, hir Aarbechtskonditiounen, hir Lounkonditiounen, awer och ëmmer méi hir Liewensqualitéitskonditiounen an enger vaster Definitioun an engem Betrib ausmaachen.

Dëst Gesetz an déi Reform, déi mer haut diskutéieren a wäerte stëmmen, gëtt nei Méiglechkeeten, léisst nei Felder op, setzt nei Akzenter an ech mengen, dass mer dat generell an all deene Wochen a Méint, wou mer doriwwer diskutéiert hunn, positiv matbegleet hunn.

Mir vergiesse ganz oft, wa mer doriwwer diskutéieren, wivill déi Sozialpartnerschaft an dat Kollektivvertragswiesen eis an deene leschte Joren um Niveau vu villen anere Felder Positives mat sech bruecht huet. Wa mer iwwert de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg schwätzen, iwwer seng Kompetitivitéit schwätzen, da maache mer dat oft nëmmen an Termë vu Produktivitéit oder vu Mobilitéit, oder vu méi technokrateschen Elementer, an trotzdeem gëtt et een Element, wat mer communément soziale Fridde nennen, wat wesentlech dozou bäigedroen huet fir dee Wuelstand, dee mer an deene leschte Joren a Jorzéngten an dësem Land opgebaut hunn, an un där Entwécklung war dat Kollektivvertragswiesen de Versuch nämlech ze versichen um Verhandlungsdësch, an den Diskussioune weiderzekommen an domadder och d'Lous vun de Salariéen, de schaffende Leit, ob Aarbechter, ob Beamten, ob Kaderen, ze verbesseren, eng wesentlech Roll gespillt.

Wann een an deene leschte Jore virun allem kuckt, wéi mer et fäerdeg bruecht hunn, ech denken haaptsächlech un d'Sidérurgie, duerch dat Kollektivvertragswiesen, duerch deen ëmmer erëm erkämpftenen Usproch vun deenen zwou Säite mateneen ze diskutéieren an zu Resultater ze kommen, wa mer et also fäerdegbruecht hunn hei net eng autoritär Aart a Weis vu Kriseléisung duerchzeféieren, wéi se a villen anere Länner mat Massenentloossungen a mat Ofbau vu soziale Rechter geschitt ass, dann huet dat virun allem och de Verdéngscht vun deem Kollektivvertragswiesen.

A wa mer an dësen Zäiten erliewen, dass mer an der Stolindustrie haut bei der Arcelor erëm eng Kéier mat ähnlechen Diskussiounen an Debatten a Litigë konfrontéiert sinn, da muss ech soen, dat ass eng éischt Kritik, déi ech maachen, net un deem Text hei, mä et gëtt e bëssen eng Diskrepanz am Moment tëschent deem Text, dee mer haut diskutéieren, deen theoretesch um Pabeier eng Rei vu Rechter weiderdreift an deen Usproch dobaussen an der Realitéit, dee mer an de Betriber erliewen, deen oft just am Moment an déi géigendeeleg Richtung leeft.

Dëst Gesetz huet den Usproch fir dofir ze suergen, dass d'Konditioune vun de Salariéë sech solle verbesseren duerch Verhandlungen a mir erliewen ëmmer méi e Patronat dobausse wat u Verhandlungen net interesséiert ass, a mir erliewe virun allem an engem Betrib wéi der Arcelor, wat e Betrib war wou d'gewerkschaftlech Rechter an d'gewerkschaftlech Diskussiounen ëmmer ganz héich gehale si ginn, wou u sech, kënnt ee soen, déi Amerikaniséierung vun den Aarbechtskonditiounen ëmmer méi weider gedriwwe gëtt a wou och e Patronat ass, wat ëmmer manner - mir erliewen dat och an der Fro vun der Aarbechtszäit - interesséiert ass fir ze diskutéieren.

Déi Diskrepanz tëschent deem wat mer haut hei diskutéieren an där ëmmer méi haarder Realitéit dobaussen, déi sech mat ëmmer méi prekären Aarbechtsverhältnisser auszeechent, mat ëmmer méi Kontrakter à durée déterminée, mat ëmmer méi Leit, déi ënner prekären an net ofgesécherte Konditioune schaffen, déi Diskrepanz soll eis awer Suerge maachen. An dat ännert näischt un der Qualitéit vun dësem Text, mä dat erfuerdert vun eis alleguer net nëmmen den Text theoretesch ze gesinn, mä och déi Realitéite wéi se sech dobausse stellen.

Ech wëllt bei deene Remerciementen a Félicitatiounen, déi de Mëtteg hei scho laang a breet ausgedeelt si ginn, mech och uschléissen, fir engersäits dem Rapporteur an dem President vun der Kommissioun de Merci vun eiser Fraktioun ze soen, wéi mer dat an deene leschte Méint diskutéiert hunn, praktesch vun der Debatt vum November 2000, der Interpellatioun Jaerling un. An ech wëllt och dem Aarbechtsminister Biltgen soen, dass en e gudden Deel Verdéngscht dréit un der Aart a Weis vum Konsens mat de Sozialpartner, well schlussendlech geet et ëm d'Häerzstéck vun hirer Aarbecht hei a mir kënnen net maache wéi wa mer an engem Vase clos e Projet maachen an net gesinn, wat si dozou ze soen hunn. Ech mengen, dass dee Verdéngscht evident ass.

Leider geet dës Legislaturperiod zu Enn.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Ee Gléck! Et gëtt héich Zäit!

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Leider geet dës Legislaturperiod - wann ech de Saz däerf fäerdeg maachen - …

Une voix.- Awer net méi ganz!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- …fir de Bilan vun deem Aarbechtsminister Biltgen um Niveau vum gesamten Aarbechtsrecht zu Enn an domadder och de Versuch objektiv ze kucken, wat mer dann do fäerdeg bruecht hunn a wat mer net fäerdeg bruecht hunn.

Dobäi ass bei eis d'Konklusioun, dass et sech ëm e bescheidene Bilan handelt, an deem Mooss wou mer eng Rei vu Projeten do leien hunn, mä net fäerdeg bruecht hunn, dee groussen Usproch, deen dës Legislaturperiod hat, fir eng Reform ze maachen och vun de Matbestëmmungsgesetzer an dem Ausbau vun deem Instrument, wat a sech e bëssen och e Corollaire ass zu deem wat mer de Mëtteg hei diskutéieren. Mir hu leider d'Reform vun der Gewerbeinspektioun nëmmen do leien an engem Projet an hunn et net fäerdeg bruecht, an deem Zäitraffer, dee mer haten, dat och zu Enn ze bréngen.

Mir hunn de Kader fir nei Aarbechtszäitformen net kënnen ausweiten, wat bedauerlech ass an engem Moment wou jiddfereen ufänkt, iwwert de Verdéngscht an iwwert d'Noutwendegkeet vun esou Aarbechtszäitmodeller dobaussen an der Wahlcampagne ze diskutéieren. Mir hunn och d'Verbesserunge vum Gesetz iwwert d'kollektiv Entloossungen net fäerdeg bruecht. Domadder ass mat dëser Reform an der Reform bei der Aarbechtszäitorganisatioun am Horeca-Beräich u sech de Bilan ganz schematesch ofgeschloss.

Wéi gesot, un dem Asaz an der Dialogbereetschaft huet et ni gefeelt. Mä en fin de compte, wann een objektiv déi Legislaturperiod zu Enn kuckt - an dofir hunn ech gesot, leider geet se zu Enn fir den Aarbechtsminister -, geet den Zäitraffer net duer fir wéinstens déi Projeten och zu Enn ze bréngen. Ech géif och mengen - a si hunn et u sech selwer hei de Mëtteg scho gesot, wéinstens den Här Glesener -, dass, wann de Moien am „Lëtzebuerger Wort" stoung, bal kënnt ech et zitéieren, dass et den Aarbechtsminister an de President vun der Kommissioun wären, déi dëse Projet zum Ofschloss bruecht hätten, et sollt een och do zu méi Bescheidenheet opruffen, well hei - an dat wësse si zwee virun allem - jo virun allem d'Sozialpartner, d'Beruffskammeren an all déi e wahnsinnegen Effort gemaach hunn, jddfereen op senger Säit.

Ech mengen och, dass virun allem d'Gewerkschaften e ganz héije Grad u Responsabilitéit gewisen hu fir eng Rei vu Bestëmmungen, op déi ech herno nach kuerz zréckkommen, ze definéieren am Sënn vun der Sozialpartnerschaft, dass een déi an dem Gelénge vun dëser Reform net sollt vergiessen. Ech wëllt ofschléissend soen, ech mengen hien ass net genannt ginn, dass een net soll vergiessen, dass de Sekretär vun eiser Kommissioun, den Här Martin Bisenius, hei och an dem gesamten Oflaf an och an de Rouagen tëschent der Kommissioun an dem Ministère eng ganz formidabel Aarbecht geleescht huet.

Plusieurs voix.- Très bien.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wëllt dräi Remarquë maachen zum Projet selwer, well ech mengen et bréngt eis wierklech näischt fir elo hei nach eng Kéier, no där Stonn Explikatioune vum President a Rapporteur, deem u sech näischt hinzuzefüge war, mat deem mer kee Problem hunn, op all déi Saachen anzegoen.

Ech wëllt wéi gesot dräi Remarquë maachen, woubäi déi éischt déi ass, dass, wa mer am meeschten diskutéiert hunn an dësem Projet iwwer Representativitéitsregelen an och iwwert d'Streikrecht, iwwert d'Aart a Weis vun de Litigen, iwwert den Office national de Conciliation, fir eis dat Wesentlechst dat ass, wat an de Contenu vun de Kollektivverträg un neie Méiglechkeeten erakomm ass, wat d'Sozialpartner elo an de Betriber kënnen diskutéieren.

Dat ass schlussendlech, wa mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn a jiddfereen d'Regele kennt, an all deene Joren a Jorzéngte wou hei elo mat dësem Gesetz geschafft ginn ass, dat wichtegst Element. All de Rescht interesséiert sécherlech eng Rei vu Responsabelen a Gewerkschaftszentralen an dat huet sécherlech och heiansdo, deemno wéi oder a wat fir enger Aart a Weis een et determinéiert, wichteg Konsequenzen um Niveau vun eisem Kollektivvertragswiesen, mä en fin de compte ass de Fait, dass mer et hei fäerdeg bréngen, iwwer Lounkonditiounen, iwwer Aarbechtszäit, iwwer Aarbechtsbedingungen ewechzegoen, nei Felder ze attackéieren, wichteg a wesentlech fir d'Aarbechtsqualitéit an den Entreprisen.

Hei ass geschwat ginn iwwert de Mobbing. Dir kënnt verstoen, dass dat ee vun deene Punkten ass, deen eis net befriddegt. Mir hate gemengt, dass et noutwendeg gewiescht wär fir déi Méiglechkeete vun der Aarbecht um Niveau vum Mobbing méi staark nach ze maachen. Ech hunn och déi Argumentatioun vum Kolleeg Loes net richteg verstane fir ze soen, mir sinn der Meenung, dass een dat um Kollektivvertragsgesetz soll maachen an een net derniewent e Gesetz brauch. Ech mengen, dat eent huet mat deem aneren näischt ze dinn.

Hei gi mer de Partner d'Méiglechkeet, iwwer Mobbing, iwwer Stress an iwwer aner Saachen ze diskutéieren, ze verhandelen an zu Bestëmmungen am Kollektivvertrag ze kommen. Si brauchen awer heiansdo an der Exekutioun vun deem, wat se do diskutéieren, eng Base légale, fir dann opgrond dovunner och rechtlech Schrëtter zum Beispill ze ënnerhuelen, wann dat noutwendeg ass. Déi Base légale, vu que dass sech gesträubt gëtt fir e Gesetz iwwert de Mobbing ze maachen, déi hu mer net. Ech mengen, déi zwou Saache gehéieren awer beieneen, engersäits d'Méiglechkeet kënnen ze diskutéieren an en Accord ze maachen, an anerersäits awer d'Base légale ze hunn, fir opgrond vun där Base légale dann och contraignant Schrëtter an och Sanktioune kënnen ze huelen, wann et da Problemer gëtt. Dat eent hänkt mat deem aneren zesummen.

Ech menge wa mer hei elo drabréngen, dass d'Sozialpartner méi iwwer Weiderbildung an iwwer Formatioun a Formation continue kënnen diskutéieren, dat d'Méiglechkeet opgemaach ass fir dat ze diskutéieren. Mä wa mer do derniewent awer net séier de Projet kréien, deen elo vun der Regierung ugeholl ass, deponéiert ass, awer och net méi gestëmmt gëtt, iwwert den individuellen Zougank zu der Weiderbildung mat der Méiglechkeet vun engem Congé, mat der Méiglechkeet vun engem Partage vun de Fraisën, wou jo een Drëttel tëschent Stat, Betrib a Salarié ofgemaach ass, da kënnen déi Leit hei an de Betriber iwwert d'Kollektivverträg esou laang diskutéiere wéi se wëllen; wa se net aner Basen hunn, vun deene se kënne profitéiere fir eppes ze maachen, dann hëlleft dat net ganz vill.

Ech hunn och déi Bemierkung, déi derniewent gemaach ginn ass, net richteg verstanen, well ech de Kontext net richteg verstanen hunn. Dat leeft bei Eenzelnen heibanne schonn of wéi eng Plack: Wann dat Wuert „Aarbechtszäitverkierzung" nëmme kënnt, da kënnt automatesch déi Plack, dass se natierlech dergéint si fir d'Aféierung vun der Verallgemengerung vun der 35-Stonne-Woch a vun der sechster Urlaubswoch. Dat hunn eenzel Leit fir d'Wahlcampagne esou agetriichtert kritt, et brauch een nëmmen op de Knäppchen ze drécken, da kënnt dat automatesch. Ech verstinn nach ëmmer net mat wiem déi Leit do streide wa se dat soen, well déi lénk oder déi kommunistesch Partei déi Eenzeg sinn, déi eng direkt Aféierung vun der 35-Stonne-Woch fuerderen.

Ech muss allerdéngs och dobäi soen, dass et mech virun allem bei der CSV ëmmer freet, well do de Raum vun de Kandidate wierklech all Positiounen zu deem Sujet ausfëllt. Do gëtt et Kandidate vun der CSV an der LCGB-Zentral, déi si fir eng Aarbechtszäitreduzéierung generell a gesetzlech. Et gëtt der, déi si fir den „stand still" bei där Positioun, déi mer haut hunn. Et gëtt der och an eenzelne Gewerkschafte wéi beim SIC an anerer, déi sinn éischter souguer fir eng Ausweitung vun der Aarbechtszäit; déi sinn der Meenung, dass een net soll verkierzen, mä dass ee soll nach méi Aarbechtszäit maachen. D'CSV deckt d'Feld vun alle Positiounen zu deem Thema of.

(Interruption)

Dofir, Här Glesener, zu deem Sujet do e bësse méi Bescheidenheet, e bësse méi Realismus an net wéi gesot ëmmer erëm déi Plack, déi u sech ufänkt wéi eng Leier ze ginn an u sech...

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Also mir wäerten Iech ni méi ënnerstellen, Dir wäert fir Aarbechtszäitverkierzung.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Schwätzen déi net mateneen, déi verschidde Gruppen?

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Scheinbar net.

(Interruptions diverses)

Doniewent gëtt et um Niveau vun anere Felder jo zum Beispill déi Fro vun de Plans d'actions positifs. Ech menge mir haten eng Diskussioun opgrond vun enger Interventioun vun deene Gréngen innerhalb vun der Kommissioun, wou zu Recht de Konsens erauskomm ass fir ze soen, mir sollten hei un de PAPe keng Obligation de résultat hannendrunhänken, well mer domadder vill ze vill Drock op d'Sozialpartner géingen ausübe fir zu Resultater ze kommen, mä an enger éischter Phas, nodeem mer dat jo och schonn am PAN-Gesetz gemaach hunn, d'Méiglechkeet ginn, dass dat Feld vun der Egalité vu Männer a Fraen an de Betriber - an Dieu sait, dass mer um Niveau eleng vun der Fro vum écart de salaire, wou mer festgestallt hunn opgrond vun Etüden, dass och zu Lëtzebuerg trotz Fortschrëtter, déi mer gemaach hunn, awer nach Écarts de salaire sinn, déi bei 12-15% ongeféier leien; dass dat en Domän ass an der Privatindustrie, deen immens wichteg ass, datt d'Sozialpartner och dorobber schaffen. A schlussendlech mengen ech och déi ganz Fro vun der Bekämpfung vum Chômage, deen agedroen ass als ee vun deene Felder, dat halen ech an engem Gedankeschluss vu Solidaritéit tëschent deenen, déi Aarbecht hunn, an deenen, déi dobausse keng Aarbecht hunn, fir ganz wichteg, dass an de Käpp vun den Delegéierten, dass an de Käpp vun der Sozialpartnerschaft ass, dass et noutwendeg ass och ze kucken, gëtt et Moyenen, zum Beispill a flexibele Ruhestandsregelungen, wou fir d'Leit - do hu mer jo eenzel Bases légales, déi zwar leider net vill profitéiert ginn - d'Méiglechkeet besteet fir éischter a Pensioun ze goen an domadder Plaz ze maache fir Leit déi kënnen erakommen oder hallefdaags fortzegoen a Plaz ze maachen.

Et gëtt déi Méiglechkeet, déi mer gären hätten um Niveau vum Artikel 43 vum PAN-Gesetz, dass de Stat, wann en Ofbau an enger Entreprise inévitabel ass, och ka finanziell Aidë gi fir Aarbechtszäitreduzéierung ze förderen, wann dat dozou hëlleft, dass amplaz 100 Leit ofzebauen, der dann nëmme 60 oder 50 ofgebaut ginn. Ech mengen, alles dat ass wichteg, dass et an den Esprit vun der Sozialpartnerschaft ageet. Dëst Gesetz gëtt jiddefalls d'Méiglechkeet fir dat ze maachen.

Ech denken, dass et wichteg ass, an ech hunn dat virdru gesot, dass mer deem Terme vun der Kompetitivitéit net nëmmen eng reng ekonomesch Definitioun ginn, an hei leien all déi Felder, déi d'Kompetitivitéit och zu engem Gesamte maachen, dass mer diskutéieren iwwert d'Motivatioun vun de Salariéen, dass mer diskutéieren iwwer Vereinbarkeet vu Beruff a Famill. Wa mer iwwer Aarbechtszäitmodeller diskutéieren, da soll déi Méiglechkeet do mat erakommen. Dass a Betriber diskutéiert gëtt iwwert d'Méiglechkeet vu Crèchen, vu Garderien, déi betribsintern ugebuede kënne ginn. Alles dat soll een an déi grouss vernetzten Definitioun vu Kompetitivitéit mat eranhuelen.

Ech ginn net midd fir ze soen, dass wa mer iwwer Aarbechtszäit diskutéieren, dass ee feststellt, dass a Länner wéi Finnland an Norwegen, déi eng Joresaarbechtszäit hunn, déi méi geréng ass wéi hei zu Lëtzebuerg, wou also manner Stonne geschafft ginn, dat trotzdeem um Niveau vun der ekonomescher Kompetitivitéit an hirem Wirtschaftsstanduert zu deene beschten, net nëmmen an Europa, mä an der Welt gehéieren, well se eben aner Trëmp gespillt hunn, déi sech zum Beispill um Niveau vun der Qualifizéierung, der Formatioun, der Vereinbarkeet vu Beruff a Famill, der gesamter Motivatioun vum Bien-être vun de Salariéen an de Betriber och ofgespillt hunn.

Dat ass also fir eis deen éischten a wesentleche Punkt vun där Neierung, déi mer hei maachen an déi d'Häerzstéck duerstellt. Ech hu virdru scho gesot, an der Sozialpartnerschaft muss een zu zwee sinn. Dat heescht also, dass een och vun hei aus en Appel muss riichten un d'Patronatsorganisatiounen insgesamt a virun allem och un d'Betribsresponsabel an deenen eenzelnen Entreprisen, fir ze soen, dass et net hei geet stur all déi nei Méiglechkeeten ofzelehnen, mä dass dat hei lieweg soll ausgefëllt ginn. An ech mengen, den Appel riicht sech vläicht virun allem heiansdo net un déi Betribschefen an deenen eenzelnen Entreprisen, mä riicht sech heiansdo vill méi un d'Fonctionnairen an de Patronatsorganisatiounen, déi vill ze vill d'Handelsblatt an d'Frankfurter Allgemeine Zeitung liesen a mengen, si missten dann all Dag dofir suergen, fir och eng rau Loft duerch d'Lëtzebuerger Betriber ze joën, an dofir wier et wichteg, dass mer an deem Modell, dee mer an deene leschte Joren a Jorzéngten haten, dat doten net vergiessen.

Ech wëll zwou kuerz aner ofschléissend Remarquë maachen. Déi éischt fir ze soen, dass d'Fro vun der Representativitéit, Här Jaerling, jo déi ass, déi virun allem och interesséiert huet, an ech wëll do wierklech Abstraktioun maache fir e laangen Historique nach eng Kéier ze maachen, deen da géing ugoen 1965.

(Interruption)

Dir kënnt e jo maachen. Dir fänkt 1917 un, ça promet! Dat gëtt jo dann nach lëschteg de Mëtteg hei. Ech mengen, dass mer d'Diskussioun virun allem ugefaangen hunn ze féieren 1978, 1979 bei der Grënnung vum OGB-L. Deemools gouf et déi Sentence vum Conseil d'État, deen als éischte Kéier ugefaangen huet eenzel Seuilen ze setzen, déi missten erfëllt ginn, fir de Charakter an d'Bedéngunge

vun der nationaler Representativitéit ze maachen.

Fir d'LSAP sinn an all deene Joren, a méi wëll ech zu deem Kapitel haut de Mëtteg net soen, déi folgend dräi Guidelines ëmmer wichteg gewiescht.

Déi éischt ass déi, dass all Gewerkschaft d'Méiglechkeet muss kréien an hunn, fir zu enger Representativitéit, enger nationaler, eng sektorieller oder enger betribsinterner Representativitéit ze kommen. D'Gewerkschaftsfräiheet ass deen éischte Begrëff, dee wichteg ass. Dat huet domadder ze dinn, dass ee sech da muss dru ginn, dass ee sech muss gutt organiséieren, dass een dobaussen an de Betriber muss schaffen, dass ee Vertraue muss gewannen an dass een iwwer Vertrauen an dagdeeglech schaffen dann och zu Resultater bei de Beruffskammerwahlen an den Delegatiounswahlen an esou viru kënnt. Déi Gewerkschaftsfräiheet ass hei zu Lëtzebuerg garantéiert. Do kann heibanne keen en anert Wuert soen. Jiddereen huet déi Méiglechkeeten dat ze maachen, a wa sech an deene leschte Joren an eiser Gewerkschaftslandschaft eng Rei vu Bewegunge gemaach hunn, dann ass dat, mengen ech, d'Resultat vun enger objektiver Aarbecht, engem objektive Vertrauen, deen d'Salariéen an eenzel Organisatioune gewonnen an an anerer verluer hunn. Un point c'est tout. Esou einfach ass et.

(Interruptions diverses)

Wann een eis heibanne kënnt virwerfen, dass mer iergendenger Gewerkschaft an deene leschte Joren d'Méiglechkeet vun uewen erof octroyéiert, dekretéiert, ewech geholl hätten, fir hir Gewerkschaftsaarbecht ze maachen, da misste mer dee Virworf unhuelen. Dat ass net de Fall. D'Gewerkschaftsfräiheet ass hei zu Lëtzebuerg e sakrosankte Prinzip a bleift och fir eis Partei un éischter Stell vun de Guidelines, déi gëllen.

Déi zweet Guideline ass déi, dass d'Sozialpartnerschaft, d'Kollektivvertragswiesen mat Kräfteverhältnisser ze dinn hunn. Staark Gewerkschafte bréngen a Kollektivvertragsverhandlunge fäerdeg eppes fir d'Salariéen erauszeschloen. Schwaach Gewerkschafte bréngen et a Kollektivvertragsverhandlungen net fäerdeg eppes fir d'Salariéen erauszehuelen. Och dat ass esou einfach wéi Bonjour. Wann een net capabel ass fir an enger Diskussioun, an engem Kollektivvertragswiesen, och wann ee sech net eens gëtt, d'Moyens d'action ze hunn an d'Leit hanner sech ze hunn, fir dann och Fuerderungen duerchzesetze bis zu engem Streik. Och dat ass eng Guideline, déi mer dobaussen ëmmer gesinn hunn.

An drëttens ass och eppes ganz kloer, Här Jaerling, do kënne mer eis dréinen esou vill wéi mer wëllen: Wa mer an Europa ronderëm eis kucke wou et dat Kollektivvertragswiesen gëtt, ob dat a Frankräich, an der d'Belsch, an Däitschland, an Éisträich, an de skandinavesche Länner ass, gëtt et ee Prinzip, dee kloer ass: Vill Gewerkschafte schwächen d'Capacitéit vun de Salariéen, fir eppes duerchzesetzen. Dat ass esou kloer wéi e Maschtepull. Vill Gewerkschafte schwächen esou den Eparpillement vun de Gewerkschaften, egal wou een hikuckt.

Et féiert dozou dass d'Gewerkschaften zu Pabeiertigere ginn, déi zwar haart jäitzen, vill Streike wëlle maachen, mä en fin de compte fir d'Salariéen näischt eraushuelen. An an deene Länner, wou mer staark Gewerkschaften hunn, ob dat Enheetsgewerkschafte sinn oder ob et der zwou oder dräi sinn, mä staark Gewerkschafte bréngen et fäerdeg an deem Kräfteverhältnis vis-à-vis vun den Entreprisen, heiansdo och vis-à-vis vun enger Regierung, wann et Streike sinn, déi iwwert dat erausgi wat betribsinterne Charakter huet, eppes erauszehuelen.

Déi dräi Guidelines si fir d'LSAP ëmmer wichteg a richteg gewiescht a bleiwen et och an Zukunft. D'Gewerkschaftsfräiheet, d'Fro vum Kräfteverhältnis ass ëmmer ganz kloer an et ass drëttens ëmmer ganz kloer, dass staark Gewerkschaften nëmmen do entstinn, wou mer den Eparpillement vun der Gewerkschaftslinn verhënneren.

An ech denken. et ass dann ze kucken, ob mer an dëser Reform et fäerdegbruecht hunn deene Guidelines gerecht ze ginn, a mir mengen, dass dat summa summarum gelongen ass. Mir hunn deemools an der Interpellatioun den 30. November 2000, déi mer hei diskutéiert hunn, eng Motioun abruecht. Et war ee vun den interessante parlamentaresche Momenter gewiescht vun dëser Legislaturperiod, well d'Ofstëmmungsresultat net communément esou war wéi et normalerweis ass. Ech mengen deemools huet sech eng aner Majoritéit fonnt fir déi Motioun unzehuelen.

An der Tëschenzäit huet d'Demokratesch Partei an den Diskussiounen an der Kommissioun praktesch déi Motioun, déi se deemools net gestëmmt huet, mä d'Guidelines vun där Motioun huet se akzeptéiert, well d'Guidelines vun där Motioun stinn an deem Projet, dee mer haut unhuelen. A wa mer nach eng Kéier zréckkucken an déi Motioun vun deemools, da war dat ganz kloer an dat war och en neie Moment heibannen, och en neie Moment fir d'CSV an d'LSAP. Et war en neie Moment, dass mer eis deemools dozou bekannt hunn d'Regierung opzefuerderen eis e Projet de loi ze deponéieren, deen net nëmme géing eng nei Definitioun vun der nationaler Representativitéit enthalen, mä och eng nei Definitioun oder eng éischt Definitioun vun der sektorieller Representativitéit. Et war also fir d'éischte Kéier wou och dee Prinzip arrêtéiert ginn ass, dass mer déi sektoriell Representativitéit gebueden hunn. An et ass och deemools ganz kloer gesot ginn - dat ass e Saz, deen deemools nach erageholl ginn ass, ech wëll e virliesen -, dass de Projet ee sollt sinn, deen zum Zil sollt hunn «d'éviter dans ce contexte l'émiettement du paysage syndical par l'émergence de syndicats maison ou de secteurs et de garantir que seuls des partenaires puissants doivent avoir le droit de conclure des conventions collectives». Dat war d'Guideline, an ech mengen de Projet, dee mer haut amgaang sinn ze diskutéieren an ofstëmmen, gëtt deem do gerecht.

Ech denken, dass déi Basis, déi mer geholl hunn, fir d'Resultater vu Beruffskammeren, awer och op där anerer Säit d'Resultater vun Delegatiounswahlen, d'Resultater vu betribsinterne Wahlen deemno, en vue vun der nationaler, der sektorieller oder betribsinterner Representativitéit, eng gutt Basis ass, mat deene Seuilen, déi mer drageluecht hunn.

Ech mengen et ass och wichteg, dass mer eng Definitioun ginn hunn, dass eng Gewerkschaft net nëmmen einfach eng Organisatioun de fait ass, mä dass eng organisatoresch, eng finanziell Stäerkt, eng Onofhängegkeet Prinzipie sinn, déi wichteg si fir dobaussen ze kucken, ob eng Gewerkschaft och déi Capacitéit huet fir eng Ënnerschréft ze leeschten, an eng Ënnerschréft net nëmmen einfach ze leeschte well Pabeier gedëlleg ass, mä eng Ënnerschréft ze leeschte well dat och Responsabilitéit heescht wann et emol eng Kéier méi schwiereg ass, wann et drëm geet och méi schwiereg Décisiounen ze huelen.

Eis Gewerkschaften - an dat muss ee jo hei de Mëtteg och eng Kéier soen - si jo net nëmme capabel gewiescht an deene leschte Jorzéngten, fir ze huelen an ze verlaangen an ze fuerderen, mä si waren och all Kéiers, wann et drop ukomm ass, capabel ze ginn, Responsabilitéit ze iwwerhuelen an dofir ze suergen, dass mer eng ganz Rei vu Krisen op eng Aart a Weis duerchgefouert hunn, déi beispillhaft war par rapport zu deem wat a villen anere Länner op eng ganz autoritär an onsolidaresch Aart a Weis geschitt ass.

Eng lescht Bemierkung wëllt ech maachen zu der Fro vum Streikrecht. Ech mengen et war eng ganz wichteg Diskussioun, déi mer an der Kommissioun doriwwer gefouert hunn, well d'Streikrecht och zu deene Prinzipie gehéiert, déi sakrosankt musse sinn. Wann d'Gewerkschaften och hei eng gewësse Responsabilitéit un den Dag geluecht hu fir dofir ze suergen, dass se an alle Fäll wëllten hunn, dass, wann e Litige do ass an et zu engem Streik soll kommen, all Kéier virdrun eng Prozedur um Niveau vum Office national de Conciliation soll stattfannen, da beweist dat och dee Gedanke vu Responsabilitéit, dee bei eise Gewerkschafte besteet.

Eis ass et drëm gaangen - an et war e wichtege Prinzip, ech menge mir hätten de Mëtteg Problemer kritt an eisem Choix an an eisem Vote, wa mer net dozou komm wäre fir kloer um Niveau vum Streikrecht, da wann et e Streikrecht ass opgrond vun engem Litige, dee sech ergëtt aus enger Kollektivvertragsproblematik, wou mer jo en Délai dragesat hu vu 16 Woche bis zu deem dann d'Fräiheet entsteet fir jiddfereen -, fir de Schluss vun der Conciliatioun an deen Echec vun der Conciliatioun festzestellen an domadder d'Moyens d'action vun deenen zwou Säiten opzeginn.

Et war virun allem och wesentlech dofir ze suergen, dass, wann et e Litige collectif ass, dee sech ausserhalb vum Kollektivvertrag ofspillt, mer do eng Prozedur hunn. Domadder si mer d'accord. Dat ass eng liicht Entreinte zu der Fräiheet an zum Streikrecht, mä nëmmen eng liicht.

Et war dofir enorm wichteg, dass mer eis driwwer eens gi sinn, fir hei en Délai dranzesetze vu véier Wochen. Dat heescht also wann déi véier Wochen, wou den Office national de Conciliation de Versuch mécht, fir déi zwou Parteien zu engem Konsens oder zu engem Accord ze kréien, ofgelaf sinn, da sinn d'Moyens d'action do fir jiddfer Säit fir ze handelen, domadder och vun de Gewerkschafte fir en eventuelle Streik ze maachen.

Wann ech dat op déi aktuell Situatioun vun deem Streik, dee mer virun e puer Deeg, net méi spéit wéi e Freideg, an der Sidérurgie erlieft hunn, uwenden, da mengen ech hätt dat och do bedeit, dass et eng Prozedur gi wär. Mä ech mengen och do tëschent der Ukënnegung vun der Arcelor fir dausend industriell Aarbechtsplazen an der Sidérurgie ofzebauen, mat all deem wat do drunhänkt, an dem Freideg wou de Streik stattfonnt huet, waren och scho largement méi wéi véier Wochen dépasséiert, esou dass, wann d'Gewerkschaften direkt hei dee Litige ugemellt hätten, déi Diskussioun do gefouert hätten, se och schonn e Freideg d'Méiglechkeet gehat hätten, fir am Rahme vun enger legaler Prozedur en parfaite légalité dee Streik kënnen ofzezéien.

Esou dass ech mengen, dass mer soen d'Streikrecht ass sakrosankt, mä et si jo net déi Länner wou déi meeschte Streike stattfannen, wou et de Salariéen am beschte geet. Oft ass et just ëmgedréint. Dat heescht, och do ass de Streik jo net eppes wat ee gäre mécht, a jiddfereen hei heibannen, deen eng Kéier d'Geleeënheet hat, et sinn der jo e puer heibannen, déi als Gewerkschaftsresponsabeler Streiker materlieft hunn, déi wëssen, dass dat näischt Amüsantes ass. Ganz de Géigendeel, fir déi zwou Säiten, a virun allem och d'Säit vun de Gewerkschaften an de Salariéen, wou et jo vill Leit gëtt, déi, wa se an de Streik matginn, sech vill Suerge maachen iwwert d'Existenz vun hirer Aarbechtsplaz, vun hirem Betrib an esou virun.

Dat ass also näischt Amüsantes, wat ee liichtfankeg soll maachen, an dofir mengen ech ware mer d'accord, dass een déi Prozedur roueg sollt virgesinn, sous condition wéi gesot, dass se net endlos soll sinn, well ech menge soss verpufft och all Moyen d'action an ech mengen da gëtt d'Streikrecht ausgehielegt, an et ass just dat net wat mer wollten.

Summa summarum zu deenen dräi Remarquen nach eng Kéier d'Konklusioun, dass mer an der Interpellatioun am November 2000 hei ganz kloer mëndlech a schrëftlech duerch déi Motiounen, déi mer abruecht hunn, gesot hu wat sinn eis Bedingungen, wat sinn eis Virgaben, fir zu enger gudder Reform ze kommen. Mir mengen, dass dëse Projet largement deene Virgabe gerecht gëtt an dofir bréngen ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President!

M. le Président.- Ah, entschëllegt, den Här Bausch freet d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

8. Dépôt d'une motion

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wollt just eng nei Motioun déposéieren, déi dann déi ersetzt, déi ech déposéiert hunn déi lescht Woch hei iwwert d'Situatioun vun der Folter an der Gewalt am Irak. Déi Motioun, déi ech elo déposéieren, ass an där Hisiicht adaptéiert en fonction vum Conseil vun den Ausseministeren, deen de Moie war, an déi Motioun gëtt entre-temps gedroe vu mir selwer, vum Här Fayot, vum Här Rippinger, vum Här Wiseler, vum Här Mehlen a vum Här Urbany. Dat heescht ech kann dovun ausgoen, datt déi Motioun herno eng kuerz Diskussioun wäert kréien an datt mer déi à l'unanimité wäerten am Parlament stëmmen.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que les révélations sur les violations des droits de l'Homme, notamment à la prison d'Abou Ghraib, sont extrêmement graves;

- considérant que les tortures et séquestrations commises risquent de renforcer encore les tensions entre les forces de la Coalition et le peuple irakien;

- considérant que l'organisation non gouvernementale Amnesty International a reçu de nombreuses informations faisant état d'actes de torture et de mauvais traitements infligés par les forces de la Coalition au cours de l'année dernière et a dressé un rapport accablant;

- considérant que la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants sont contraires au droit international, y compris les Conventions de Genève;

- considérant que ces allégations de torture et de mauvais traitements font actuellement l'objet d'enquêtes par les autorités des pays concernés;

- considérant que face à de telles violations des droits de l'Homme, les États européens ne peuvent en aucun cas rester indifférents;

invite le Gouvernement

- à condamner clairement toutes les violations des droits de l'Homme à la prison d'Abou Ghraib ainsi que d'une façon générale toutes les prises d'otages et assassinats d'otages;

- à appuyer tous les efforts de l'UE, sur base de la déclaration du CAGRE du 17 mai, pour veiller à ce qu'il ne puisse y avoir impunité en cas de tortures ou mauvais traitement de prisonniers;

- à veiller à ce que les résultats des enquêtes en cours soient rendus publics et à ce que les pays concernés mettent en œuvre leurs engagements pour rectifier tout manquement constaté au droit humanitaire international;

- à veiller à assurer un accès illimité aux prisons en Irak pour le Comité International de la Croix-Rouge et les Nations Unies et à coopérer étroitement avec les ONG concernées;

- à donner pleinement suite aux conclusions du CAGRE du 17 mai portant sur la communauté internationale basée sur l'État de droit.

(s.) François Bausch, Ben Fayot, Robert Mehlen, Jean-Paul Rippinger, Serge Urbany, Claude Wiseler.

M. le Président.- Dann huele mer Akt vun där Motioun. Déi gëtt verdeelt an da stëmme mer herno driwwer of.

D'Wuert huet dann elo den Här Niki Bettendorf.

9. 5045 - Projet de loi concernant les relations collectives de travail, le règlement des conflits collectifs de travail ainsi que l'Office national de Conciliation et modifiant

1. la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;

2. la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;

3. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

5. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi (suite)

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop e grousse Merci un de Rapporteur Marcel Glesener fir seng intensiv gutt Aarbecht un dësem Gesetzesprojet, op deem elo bal dräi Joer laang geschafft ginn ass. Vum éischten Aarbechtsdokument, wat den Här Aarbechtsminister Enn 2001 virgestallt huet, bis zum Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut hei ofstëmmen, war et e laangen, e ganz laange Wee.

De Marcel Glesener huet d'Roll vum Aarbechtsminister Biltgen hei beliicht an ech ka mech senge Wierder do nëmmen uschléissen. D'Komplexitéit vun der Matière, déi duerch d'Entwécklung vun der Aarbechtswelt an der Gewerkschafts-

zeen an duerch eng extensiv Jurisprudenz am Laf vun de Joren nach gewuess ass, huet d'Aarbecht net méi einfach gemaach. Schliesslech geet dat lescht Kollektivvertragsgesetz op 1965 zréck. Dem Gesetz waren deemools bekanntlech net jorelaang, mä jorzéngtelaang Diskussioune virausgaangen.

Och dës Kéier ass vill diskutéiert, proposéiert a geännert ginn. All betraffen Organisatioune sinn zu Wuert komm a vill Remarquë vun de Gewerkschafte sinn an dëse Gesetzesprojet mat agefloss.

Eng, zwou Remarquen, déi hei gemaach goufen: De Marcel Glesener als Rapporteur huet zum Beispill drop higewisen, dass versicht géif, iwwert de Wee vu Kollektivvertragsverhandlungen den Index ofzeschafen. Ech mengen och wann dat versicht gëtt, dat kann et jo net ginn, well schlussendlech däerf e Kollektivvertrag keng Verschlechterunge par rapport zu de bestehende Gesetzer duerstellen.

De Marcel Glesener huet och op d'Gefor higewisen, dass et geféierlech ass wa Riichter Gesetzer interpretéieren, ouni drop anzegoe wat de Gesetzgeber wierklech wollt. Do huet e ganz Recht. Mir musse just oppassen, dass, wann dat de Fall ass, mer net däerfe wéi dës Kéier 40 Joer waarden, 39 Joer waarden, bis mer e Gesetz op de Métier huelen. Mir musse schnell an direkt reagéiere wann et zu Jurisprudenze kéim, déi eppes aneschters aussoe wéi wat de Législateur hei an dësem Gesetz wëllt.

Ech sinn och mam Lucien Lux d'accord, deen op d'Diskrepanz higewisen huet zwëschent dem Text, dee mer haut hei stëmmen, an der haarder Realitéit um Terrain. Ech sinn och mat him d'accord, dass e seet, leider geet dës Legislaturperiod zu Enn. Dat freet e Majoritéitsdeputéierte ganz sécher. Et ass ëmmer gutt, wann een dat vun der Oppositioun héiert, an en huet dann awer dee Saz weidergefouert a gemengt, et wär nach net genuch gemaach ginn. Mä ech menge roueg hei soen ze kënnen, dass de Minister Biltgen, an där Zäit wou hien Aarbechtsminister war, eng ganz gutt Aarbecht geleescht huet.

Här President, ech wëll mech kuerz faassen. Ech wëll net en zweete Bericht maachen. De Marcel Glesener ass op d'Enstehen an d'Geschicht vun de Gewerkschaften agaangen. Dat huet mech drun erënnert, wéi direkt nom Krich mäi Papp heem koum a wou e gemengt huet, elo kréischen d'Aarbechter am Land eng Eenheetsgewerkschaft, an déi huet sech deemools den FLA genannt, de Fräie Lëtzebuerger Aarbechterverband, an herno huet sech eraus gestallt, dass den FLA eng kommunistesch Organisatioun war, an dunn huet mäi Papp gesot, ech war jo awer net Kommunist, da ginn ech awer erëm do wou ech virdru war, an en ass dunn erëm zréck an den LAV gaangen. Bon, dat ass och d'Geschicht vun der Gewerkschaftszeen, déi een als klenge Bouf mat erlieft huet.

Här President, d'Resultat vun der Aarbecht ass e Gesetzesprojet iwwert d'Kollektivverträg, dee vläicht net de Stein der Weisen ass, mä eng grouss an noutwendeg Upassung vum 65er Gesetz duerstellt. Déi Reform ass jo iwwerfälleg ginn no de Geriichtsuerteeler a Saache Bankekollektivvertrag an de béise Fangeren, déi ons de Bureau International du Travail gemaach huet.

Hu mer et hei elo mat engem Kollektivvertragsgesetz ze dinn oder mat engem Gewerkschaftsgesetz? Dat ass eng Fro, déi mech ëmmer beschäftegt huet. Et ass ganz sécher e Kollektivvertragsgesetz, mä fir mech ass et awer och e bëssen e Gewerkschaftsgesetz. Hei gëtt kloer definéiert wat eng Gewerkschaft muss duerstelle fir Kollektivverträg däerfen ofzeschléissen, an domadder gi fir mech an dësem Gesetz d'Gewerkschaften definéiert.

Dës Ausso mécht mengem Kolleeg Minister vläicht keng grouss Freed, gëtt awer mäi Sentiment erëm, an ech mengen, et wier falsch net ze soe wat ee fillt.

Här President, dëst Gesetz ass e wichtegt Gesetz, well de Kollektivvertrag esou e wichtege Vertrag ass, well e Leit ka bannen, Leit bënnt, an dofir ass de Kollektivvertrag fir all déi Leit, déi an de Betriber schaffen, vun immens grousser Wichtegkeet.

D'Jurisprudenz weist, dass mer eis bei der Fro no der Representativitéit an ergo dem Pouvoir fir e Kollektivvertrag ze ënnerschreiwen op engem schmuele Grad bewegen. Den Här Rapporteur huet jo a sengem Historique schonns beliicht, firwat dass dat esou ass. Déi, déi hei an der Chamber bei der Konsultatiounsdebatt iwwert d'Representativitéit vun de Gewerkschaften Enn November 2000 dobäi waren, wëssen nach besser, wéi schwiereg dass dës Fro ass.

Ech si mat all deenen d'accord, déi soen, dass mer hei am Land staark Gewerkschafte brauchen. Wat ech awer bedaueren ass, dass op Zäit mer zwou staark Gewerkschafte wäerte behalen, déi fir mech ze vill un d'Politik gebonne sinn, an déi vu Politiker oft mëssbraucht ginn, wann et gëllt Stëmme fir d'Wahlen ze sammelen. Mäin Dram wär ëmmer, eng staark neutral, net politesch gebonne Gewerkschaft.

(Interruption)

Och Är Gewerkschaft ass net politesch neutral, Här Jaerling, och wann Dir elo merci gesot hutt. Mir wësse jo och u wien dass den NGL gebonnen ass. Dat ass net deen Dram, deen ech hat vun enger neutraler, net politescher Gewerkschaft. Meng gewerkschaftlech Vergaangenheet ass bekannt. Ech wor fir d'FEP an der Privatbeamtechamber. Wéi ech awer hei an d'Chamber komm sinn, hunn ech e klore Schlussstréch gezunn. Ech sinn öfters gefrot gi fir an der FEP Verantwortung ze iwwerhuelen, wat awer fir mech onvereinbar wor mat engem Parlamentsmandat. Och dës Gewerkschaft wier dann net méi politesch neutral gewiescht. Haut besteet se net méi. Wat mech awer nach e bësse gehäit ass, dass et wéi et schéngt nach ëmmer Leit ginn, déi do cotiséieren, zum Beispill an d'Stierfkeess, an ech froe mech wat mat dëse Sue geschitt. Wie kontrolléiert dës Keesen?

Wat d'ALEBA ubelaangt, ass si fir mech nach eng eenzeg onpolitesch grouss Gewerkschaft, an dofir hunn ech och ganz vill Sympathië fir si, mä meng Sympathië bréngen och si net weider, well se an der Zukunft deemselwechten Drock vu lénks a vu rechts ausgesat ass, wéi dat virdru bei der FEP de Fall war. Hir eenzeg Chance ass a bleift géeent ze bleiwen, a sech net virun eng politesch Kar spanen ze loossen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir beäntwerten d'Fro vun der Representativitéit hei andeems mir dräi Kategorië vu representative Gewerkschaften agesat hunn: déi national Representativ, déi sektoriell Representativ, an déi, déi en direkt oder indirekt Mandat mat mindestens 50% vun de Salariéen am Wierkungsberäich vum betraffene Kollektivvertrag hunn.

Mir hunn dann definéiert, an hei ass villes preziséiert ginn, wéi eng Konditioune mussen erfëllt sinn, fir déi eng oder aner Representativitéit ze hunn. Ech mengen, méi kloer wéi mir et am Gesetzesprojet formuléiert hunn, kann een d'Kritäre kaum formuléieren. Et entsprécht der wirtschaftlecher Realitéit vum Moment. Muer kann et natierlech aneschters sinn. Dat hänkt dovunner of, a wéi enger Richtung sech eis Wirtschaft entwéckelt.

Et sollt ee sech bei der Debatt iwwert d'sektoriell Representativitéit net dorunner festbäissen, dass e „secteur particulièrement important de l'économie" sech doduerch auszeechent, dass mindestens 10% vun den Aarbechter a Privatbeamten doranner schaffen. Et ginn och nach aner Kritären, déi esou e Secteur auszeechnen, wéi zum Beispill d'Steierrecetten, déi vum Secteur generéiert ginn, oder säin Undeel um PIB.

Wann elo de Bankesecteur, an deem, wéi mir jo all wëssen, d'Beschäftegung an deene leschte Joren ofgeholl huet, ënnert deenen 10% ka leien, a wahrscheinlech an nächster Zukunft wäert leien, wär et awer scho bal fahrlässeg him d'Importance particulière ofzespriechen. Wann Der mech frot wat fir e Punkt an dësem Gesetz fir d'éischt wäert attackéiert ginn, dann ass et awer just dës 10%-Klausel, déi ee brauch fir sektoriell representativ ze sinn.

Wa mer weider an eiser Wirtschaft nei Branchen an d'Land bréngen mat zousätzlechen Aarbechtsplazen, wat jo gutt ass, gëtt et ëmmer méi schwéier fir 10% vun de Beschäftegten an engem Secteur ze hunn.

D'Stolindustrie zum Beispill, wou fréier 30.000 Leit geschafft hunn - do sinn et der jo elo haut vläicht 5.000 oder 6.000, muer nach manner -, ass dann no dëser 10%-Klausel net e Secteur vun der Ekonomie, „qui s'apprécie principalement par rapport aux salariés y occupés". Ech weess, Dir sot mer, do hu mer jo déi national representativ Gewerkschaften, mä et weess een ni wat ka kommen.

Dem Minister fält bei der Unerkennung vun enger Gewerkschaft eng immens wichteg Roll zou. Eis Kommissioun wor sech däers bewosst, an dofir steet am Rapport folgende Saz geschriwwen: «La commission ajoute que les décisions ministérielles prises en exécution de l'article 8, donc également celles concernant la déclaration comme secteur particulièrement important de l'économie nationale, sont susceptibles d'un recours en réformation devant les juridictions administratives.»

Mir gesinn also schonns juristesch Streidereie viraus, an d'Jurisprudenze wäerten ons soen, ob mer richteg oder falsch leien. Esou wéi eis Wirtschaft haut aneschtres ausgesäit wéi 1965, esou wäert se an 20 Joer aneschters ausgesi wéi haut. Dofir ass et kloer, dass mer eis Législatioun duerch d'Entwécklung bestänneg mussen upassen, an net dass mer all 40 Joer e Gesetz kënnen eréischt änneren.

Et schéngt mer dann och kloer ze sinn, dass niewent der Onofhängegkeet vun enger Gewerkschaft dann och entscheedend ass, wivill Ënnerstëtzung dass se fënnt. De Gradmiesser dofir ass bekanntlech net nëmmen d'Memberzuel, mä virun allem d'Resultater bei de Sozialwahlen.

De Rapporteur Marcel Glesener huet zum Beispill drop higewisen, dass haut kënnt d'ALEBA opgrond vun de leschte Sozialwahlen nach eleng de Kollektivvertrag ënnerschreiwen. Dat bréngt mech zu enger Iwwerleeung. Eng Fro, déi ee muss stellen: Kennt Der d'Differenz tëschent enger Sekt an enger Relioun? Eng Relioun ass eng Sekt, déi sech mat der Zäit duerchgesat huet. Sou kann et och goe bei Gewerkschaften, déi no enger Zäit eng aner Representativitéit kréie wéi déi, déi se vläicht haut hunn.

Genee wéi bei der Representativitéitsfro bréngt dëst Gesetz och eng ganz Rei vu Prezisiounen an Neierungen um Niveau vun der Aushandlungsprozedur, bei der Ënnerschrëft, bei der Validitéit, der Unicitéit, der Tragwäit, der Dauer an dem Contenu vun engem Kollektivvertrag. Ech begréisse besonnesch d'Aféierung vun enger Commission de Négociation. Dat ass d'Ëmsetzung vun der Iddi vun enger geschlossener Gewerkschaftsfront, déi op där enger Säit den Interesse vum Salariat méi Gewiicht gëtt an op där anerer Säit och déi soll bannen, déi an der Commission de Négociation sëtzen.

Et ass wichteg, dass d'Gewerkschafte mat enger Stëmm schwätzen an dass d'Patronen et och mat engem Interlocuteur ze dinn hunn. Et ass ëmmer schued, wann een „cavalier seul" wëllt spillen. Déi Méiglechkeet ass sécherlech net ausgeschloss, mä et muss da gekuckt ginn, ob d'Representativitéit vun der Gewerkschaft, déi eleng ënnerschreift, dann och dëse Kritären entsprécht.

Ech wëll hei och betounen, dass ee bei engem Alleingang vläicht op kuerz Siicht gutt do steet, op laang Siicht awer wäert verléieren. Wann eng Gewerkschaft eleng e Kollektivvertrag ënnerschreift, da wäerten déi aner Gewerkschaften, déi net ënnerschriwwen hunn, fir d'ganz Dauer vum Kollektivvertrag behaapten, den Elengënnerzeechner hätt schlecht verhandelt, wat da bei den nächste Sozialwahle säin Nidderschlag wäert fannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Litigen um Niveau vun de Kollektivverträg professionell an engem räsonnabelen Délai geléist ze kréien, gesäit dëse Projet och d'Aféierung vun engem Office national de Conciliation vir. Och hei ass vill iwwert d'Prozeduren an iwwert d'Zesummesetzung vun dësem wichtegen „Arbiter" diskutéiert ginn. Ech mengen, dass d'Aarbecht vun der Kommissioun, déi den Observatioune vum Conseil d'État genee Rechnung dréit, zu engem Text gefouert huet, deen exhaustiv a prezis ass, wéi dat sech gehéiert.

An da gëtt am Titre IV den Observatoire national des relations du travail et de l'emploi geschafen. Inoffiziell gouf et en zwar schonns virdrun, mä elo gëtt en institutionaliséiert, a seng Missioune weisen zwar gemeinsam Punkte mat deene vum Comité de Coordination Tripartite an dem Comité permanent de l'Emploi op, mä si si ganz prezis definéiert. Hei kréie mer en Observatoire, deen net nëmmen déi ganz Erfahrungen aus de Kollektivvertragsverhandlunge sammele soll, mä och déi néideg Schlëss doraus zéie soll, kuerz, wichteg Informatioune verschafe muss, fir d'Aarbechtsrelatioune besser ze gestalten.

Här President, fir ofzeschléisse wollt ech nach drop hiweisen, dass d'Gewerbeinspektioun hei eng eminent wichteg Roll spillt, well si jo zum Beispill Rapporten un den Aarbechtsminister maache muss wat d'Representativitéit vun enger Gewerkschaft ugeet. Dowéinst ass et wichteg, dass bei der Reform vun der ITM dëser verstäerkter Roll vun der Gewerbeinspektioun Rechnung gedroe gëtt.

Här President, ech wëll och nach op den ONC agoen, den Office national de Conciliation. Hei am Land gouf an de leschte Méint vill iwwert d'Streikrecht geschwat, ob e Streik legal oder illegal ass. Ech relevéieren dofir den Artikel 25, dee Folgendes seet, an de Rapporteur Marcel Glesener huet e scho praktesch virgelies: «Avant toute grève ou mesure de lock-out, les litiges collectifs visés…» an esou weider «…sont portés obligatoirement par la partie la plus diligente devant l'ONC.»

De Lucien Lux huet dat och ganz gutt duergeluecht. Ech fannen dat richteg. Et soll een net entweder den Aarbechter ausspären oder op där anerer Säit streiken, wann een net virdru versicht huet, zesummen eng Léisung ze fannen. Ech mengen, dass och dësen Artikel an der Zukunft awer nach wäert mussen ausgedäitscht ginn, hunn ech dach schonns Aussoen héiere wéi: Mir streike wa mir wëllen! Dat wäert wahrscheinlech an der Zukunft och de Fall sinn. Ech froe mech awer wat geschitt, wa sech wierklech net un dëst Gesetz gehale gëtt, an et gëtt e Kläger, deen dann och nach en Geriicht Recht kritt. Op alle Fall fënnt den Office national de Conciliation mat sengen Attributiounen eis Zoustëmmung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz bréngen mir méi Transparenz an eist Kollektivvertragswiesen. Kann een dofir soen, dass mir engem vun den Ziler vun dësem Gesetz, an zwar dofir ze suergen, dass d'Kollektivverträg net viru Geriicht, mä aus dem Dialog vun de Sozialpartner eraus décidéiert ginn, méi no komm sinn? Dës Fro ass schwéier ze beäntwerten. Sécher ass, dass do och an Zukunft nach e bësse Jurisprudenz op eis duerkomme wäert; eng Organisatioun huet dat jo och schonns ugekënnegt.

Fakt ass awer, dass dëst Gesetz d'Resultat vun enger intensiver a laanger Diskussioun ass, wou all Concernéiert gehéiert gi sinn an zemools de Remarquë vum Statsrot genee Rechnung gedroe gouf. Meng Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert dofir dësem Gesetz mat guddem Gewëssen zoustëmmen, an ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Rapporteur wëll ech och merci soe fir säi Rapport, deen dat erëmspigelt wat an der Kommissioun festgehale gouf, och wann deen eesäitegen a protektionisteschen Text zu dësem Gesetz mer absolut keng Satisfaktioun gëtt. Ech wëll awer och net verfeelen, hei alle Membere vun der Kommissioun merci ze soe fir déi gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer an deene fënnef Joer, wou ech d'Éier hat matzeschaffen, haten.

Ech wëll och net dem Aarbechtsminister säi Bilan esou schwaarz mole wéi verschidden anerer dat hei gemaach hunn. Ech géif mengen, dass en zumindest de Mérite huet, verschidde waarm Eisen unzepaken, déi vun anere Koalitiounspartner an de Legislaturperiode virdrun am Tirang leie bliwwe sinn.

Här President, zesumme mat mengem Frënd Gast Gibéryen ploe mer eis als Gewerkschaftler elo scho bal 40 Joer mat deem Kollektivvertragsgesetz vum 12. am Broochmount 1965 erëm. E Gesetz, wat vun ondemokrateschen an diskriminatoreschen Dispositiounen nëmmen esou vollgepaakt ass. Während der ganzer Period hunn esouwuel eis gewerkschaftlech Virgänger wéi mir selwer joran joraus versicht, eppes un dësem Gesetz ze änneren, oder zumindest Weeër ze fannen, fir déi ondemokratesch Dispositiounen an dësem Gesetz ze ëmgoen. Wéi vum neien Aarbechtsminister eng Reform ugekënnegt gouf, ware mir voller Hoffnung, well mer eis geduecht hunn, schlëmmer kann et jo net ginn.

Här President, wéi ech dunn awer fir d'éischt de Reformprojet vum Kollektivvertragsgesetz vum 12. am Broochmount 1965 ugekuckt hunn, do ass mir eppes kloer ginn. Do ass mir kloer ginn, firwat dass d'EU-Kommissioun sech esou vill Méi gëtt fir festzeleeën, wéiwäit dass eng Banann dierf gebéit ginn. Dat ass net wéinst de Banannen, mä dat ass wéinst de Banannerepubliken, déi sech hannert dem Deckmantel vun der representativer Demokratie verstoppen.

Une voix.- Ouih! Sot dee Saz emol nach eng Kéier!

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Gellt, dee war gutt!

(Interruption)

Jo, lues, mir sinn nach net beim Dessert. Hei ass den Apéritif.

(Hilarité)

Här President, well et sécherlech eng Rei Kolleeginnen a Kolleegen heibanne gëtt, déi mat dësem Dossier net esou vertraut sinn, erlaben ech mer e klenge Réckbléck ze maachen. E Réckbléck fir ze weisen, firwat dass et iwwerhaapt zum Kollektivvertragsgesetz vum 12. am Broochmount 1965 komm ass, awer och firwat dass et elo op eemol esou schnell zu dëser Reform komm ass, déi säit 30 Joer iwwerfälleg ass.

Am Wäimount 1947 hunn eng Rei Handwierker sech zesummegedoen, fir den 28. am Chrëschtmount 1947 eng Amicale ze grënnen. Eng Handwierkeramicale, well d'Rechter vun den Handwierker trotz hire Qualifikatiounen net genuch berücksichtegt goufen. Dës Amicale, déi sech aus den Handwierker vun alle politesche Faarwen zesummegesat huet, hat alle Widregkeeten zum Trotz och direkt duerchschloend Erfolger opzeweisen, obwuel se ufanks guer keng gewerkschaftlech Ambitiounen hat.

Dës Ambitioune sinn eréischt zum Virschäi komm, wéi d'Amicale vun anere Groupementer staark ënner Beschoss geholl ginn ass a wéi festgestallt gouf, dass et ouni eng strukturell Ausstattung net konnt weidergoen. Dofir gouf den 1. am Mee 1960, op Beschloss vum Joreskongress vum 31. am Haartmount 1960 aus der Handwierkeramicale eraus den neutralen Handwierkergeselleverband NHV gegrënnt, fir den Handwierkerfuerderungen nach méi Duerchschlagskraaft ze ginn. Dës nei Gewerkschaft, déi sech landeswäit strukturéiert hat, konnt och bei deenen deemolege Sozialwahle grouss Erfolleger verzeechnen, dat esouwuel bei de Krankekeese wéi och bei den Delegatiounswahlen. Et war du kloer, dass d'Fuerderung no enger Participatioun bei Kollektivvertragsverhandlungen net konnt ausbleiwen, an dat opgrond vun engem Referendum vum 1. am Karschnatz 1962.

98% vun den Handwierker bei CERABATI haten dem NHV e Mandat ginn, fir an hirem Numm ze verhandelen an hir Rechter ze vertrieden. Zu deem Zäitpunkt ass da komescherweis och de Gesetzprojet iwwert d'Kollektivvertragswiesen op den Instanzewee gaangen, deen awer laang Zäit gebraucht huet, bis e richteg a Bewegung koum. De Statsrot hat schonn deemools a sengem Avis de Contenu vun deem deemolege Projet contestéiert, besonnesch wat d'Matsproocherecht vun de Syndikater ubelaangt huet, awer och de Pouvoir, deen dëst Gesetz praktesch eleng de Gewerkschaftszentrale ginn huet, an d'legal Mandater vun de gesetzesgewielten Delegéierten als zweetrangeg betruecht hunn. De Statsrot huet a sengem Avis vum 10. am Chrëschtmount 1962 Folgendes gesot: «Les pouvoirs réservés aux seuls syndicats en vue de la conclusion d'un contrat collectif sont d'autant plus dangereux que lesdits syndicats n'ont pas de personnalité morale. Aucun contrôle légal ne réglemente la structure fonctionnelle des syndicats. Leurs comités-directeurs jouissent d'un pouvoir absolu.» Dann huet de Statsrot weider ze verstoe ginn, am Zesummenhank mat der Vertriedung vun de Beruffsgruppen: «On ne saurait tolérer que la masse des ouvriers non-qualifiés dicte aux ouvriers qualifiés ou aux artisans les conditions de leur travail, sans que les membres de ces dernières professions soient même admis à participer à la discussion. Cette façon de procéder reviendrait à discréditer systématiquement ceux des ouvriers qui par leurs études, leur zèle et leurs qualifications intellectuelles ont acquis une attitude professionnelle dépassant la grande masse et constituent l'élément indispensable sans lequel la marche de toute l'entreprise serait définitivement compromise. Écarter les ouvriers spécialisés de la discussion à entreprendre revient à décourager et à détourner les jeunes des études en vue de cette spécialisation.»

Här President, ech hunn dës Stellungsnahm hei virbruecht fir ze ënnermaueren, dass wann dem Statsrot seng Interpretatioun deemools respektéiert gi wier, déi sech mat där deckt, déi e puer Joer méi spéit vum BIT virbruecht gouf, dass mer dann eng aner Konstellatioun am Verhandlungswiese vu virerop kritt hätten. Da bräichte mer haut vläicht net un engem neie Gesetz erëmzedokteren, bei deem ech mech iwwerhaapt froen, wat dann eigentlech vis-à-vis vun deemools geännert huet.

Mä haut, genau wéi deemools, wann et ëm protektionistesch Mesurë geet, da gëtt den Avis vum Statsrot einfach ignoréiert, och op d'Gefor hin, dass dann no dräi Méint nach eemol muss gestëmmt ginn. Haut wonnert et mech, dass de Statsrot sech net géint dëse Projet, dee mer haut hei virleien hunn, formell opposéiert huet, obwuel en eng Rei Artikele vun der Verfassung ganz flagrant violéiert. Ech kommen dorobber nach zréck.

Ech wëll just bemierken, dass et lues a lues ëmmer méi kloer gëtt, firwat hei elo schonn zweemol verhënnert ginn ass, dass den ADR an de Statsrot komm ass. D'Regierung an hir Kumpanen aus der LSAP wëllen net, dass am Statsrot aner Iwwerleeunge mat erabruecht gi wéi déi, déi vun den traditionelle Parteien erwënscht sinn. D'Haaptsaach ass, dass déi, deenen een e Monopol versprach huet, dat kréie wat se gären hätten.

Här President, wéi dunn den NHV 1964 och nach bei de Beruffschamberswahle grouss Erfolleger konnt obweisen, an domadder seng Representativitéit landeswäit ënnermauere konnt, hunn d'Gégner vum NHV nach méi schaarf reagéiert. Well se awer déi positiv Resultater vum NHV net konnten aus der Welt schafen, hu se, genau wéi dat haut och de Fall ass fir d'ALEBA ofzeblocken, hir politesch Frënn missen ëm Hëllef ruffen. Déi hunn och prompt reagéiert, wéi se d'Gefor gesinn hunn, déi eng Participatioun vum NHV bei Verhandlunge fir Gewerkschaftsbridder kënnt bedeiten.

Esou ass dann den 12. am Broochmount 1965 dat éischt ominöst Gesetz iwwert d'Kollektivverträg entstanen, e Gesetz wat nëmmen national representative Gewerkschaften d'Verhandlungsrecht zougestanen huet, ouni awer kloer ze definéieren, wéi een dann national representativ ass oder ka ginn. Déi Kritäre waren esou vague, dass een nëmme mat politeschem Appui konnt dës faméis Representativitéit kréien, oder sou staark huet misse ginn, dass kee méi laanscht ee komm ass. D'Resultater, déi un Hand vu fräie Wahlen an de Betriber, respektiv bei Beruffskummeren oder Krankekeesen erschafft gi sinn, haten a kréien och haut mat dësem Projet keng Valeur. Esouguer wann eng Gewerkschaft, wéi dat beim NHV a verschidde Betriber de Fall war, an och beim spéideren NGL, d'absolut Majoritéit an engem Betrib hat, ass hiert Recht op Verhandlungen ënnerschreiwe verwiert ginn, well de Législateur just sengen Hausgewerkschaften dëst Recht zougestanen huet. De Wielerwëllen ass einfach mat Féiss getréppelt ginn, esou wéi dat och haut nach de Fall ass. De Législateur huet d'Resultat vu fräie Wahlen einfach ignoréiert a fiert monter esou weider.

Déi Eenzeg, déi doranner éierlech sinn, ass d'DP, well déi haut op hire Wahlplakater ugekënnegt huet, kommt mir fueren esou weider. Mir hunn näischt geännert, firwat solle mer grad elo ufänken. Dat ass der DP hir Devise.

Här President, dat Kollektivvertragsgesetz vun 1965 huet dobäi nach gläich dräi Artikelen aus eiser Verfassung einfach ignoréiert a scho bal violéiert. Den Artikel 11.2, dee festschreift, dass d'Bierger virum Gesetz gläich sinn, den Artikel 11.5, deen d'gewerkschaftlech Fräiheete garantéiert, den Artikel 26 iwwert d'Organisatiounsfräiheeten, an esouguer och den Artikel 11.1 hätt ee kënnen an dësem Zesummenhank erwähnen, deen Artikel, dee festschreift, dass et am Stat keng Standesënnerscheeder gëtt.

Doduerch dass d'Gesetz vun 1965 awer nëmmen zwou Gewerkschafte bei den Aarbechter d'Verhandlungsrecht zougestanen huet duerch politesche Favoritismus, sief et vu rout, schwaarz oder blo, ass eis Verfassung gläich e puermol violéiert ginn, besonnesch den Artikel 36 vun eiser Verfassung, wou d'Organisatiounsfräiheet verankert ass an déi am Gesetz vum 11. Mee 1939 nach eemol kloer definéiert ass, an och well am Artikel 11.5 vun der Verfassung d'gewerkschaftlech Fräiheeten ouni Restriktioun garantéiert sinn, hätt et eigentlech missten normal sinn alle gewerkschaftlechen Organisatiounen déiselwecht Rechter ze garantéieren.

D'Gesetz vum 11. Mee 1939 iwwert d'Organisatiounsfräiheeten ass ganz sécher net vun ongeféier entstanen. Et huet säin Urspronk fonnt am Referendum vum 6. am Broochmount 1937, e Referendum an deem d'Lëtzebuerger kloer ze verstoe ginn hunn, dass keng Organisatioun hei am Land dierf verbueden oder op iergendeng Aart diskriminéiert ginn. Duerno ass net méi versicht ginn eng Organisatioun ze verbidden. Wann de Referendum vum 6. am Broochmount, dee ganz knapp ausgefall ass, nëmmen 1% an déi aner Richtung gaange wier, dann hätte mer haut keng rout oder gréng Kommunisten hei an der Chamber. Dofir ass et ëmsou méi onverständlech, dass déi Gréng an déi kommunistesch Lénk dëst Gesetz, wat d'Minoritéiten diskriminéiert, hei wëlle matstëmmen.

Här President, säit de Referendum gescheitert ass, wenden déi traditionell Parteien awer méi schlau an hannerlësteg Methoden un. Si hunn déi verfassungsméiglech garantéiert Rechter un Hand vum ominéise Gesetzer esou geschnidden, dass et quasi engem Verbuet gläich kënnt. Et ass esouguer verschiddentlech versicht ginn, vun der sozialistescher Fraktioun iwwregens, den Artikel 26 vun der Verfassung iwwert d'Organisatiounsfräiheet ëmzeänneren.

Den Artikel 26 vun der Verfassung seet: „D'Bierger hunn d'Recht Vereenegungen ze bilden. Dëst Recht dierf kenger virhereger Genehmegung ënnerworf ginn.“ Den Artikel 26 garantéiert also eng absolut Organisatiounsfräiheet. Wann een déi wëllt ëmänneren, da kann een en nëmme verschlechteren.

Et schéngt wéi wann d'Sozialisten en Artikel aus deeneselwechten Ursaache wollten ëmänneren, déi schonn de Grondstee vum monopolistesche Verhandlungsrecht vum Gesetz vun 1965 geluecht hunn, nämlech net allen Organisatiounen déiselwecht Rechter zouzegestoen.

Här President, deen deemolege Législateur huet Zweeklassegewerkschafte geschafen an domat och d'Membere vun deene fräie Gewerkschaften, déi duerch dat Gesetz vun 1965 diskriminéiert goufen, als zweetrangeg deklaréiert.

Dat Gesetz erméiglecht wuel eng national Representativitéit, huet awer eng Rei Kritäre festgeluecht, un Hand vun deenen dës Representativitéit kann erreecht ginn. Ee Kritär war d'Importenz vun der Zuel vun de Memberen. Wann dëse Kritär soll gëllen, dann hätt awer och missen eng zouständeg Instanz bestoen, déi doriwwer befënnt an d'Memberzuel ka kontrolléieren. Dat gouf awer ëmmer vun de Gewerkschaften OGB-L, LCGB a FEP verhënnert ënnert dem Deckmantel vum Dateschutz, wat dozou gefouert huet, dass all Gewerkschaft Zuele konnt ugi wéi se wollt.

Leedeglech de 27. am Broochmount 1979, wou den OGB-L d'Representativitéit bei de Beamte gefuerdert huet, goufen dës Kritäre berücksichtegt. Den 30. am Lenzmount 1979 ass e Schlichtungsofkommes gesprach ginn, opgrond vun dem OGB-L sengem Wahlresultat vun 21,5% bei den ARBED-Beamten an der Privatbeamtechamber. Dëst Resultat ass als ausräichend ugesi ginn, fir dem OGB-L seng national Representativitéit bei de Beamten unzëerkennen.

Dozou ass ze bemierken, dass awer deemools d'LSAP an der Regierung war. Dat heescht, e sektoriellt Resultat vun net emol engem Véirel vun de Stëmme goung duer fir eng national Representativitéit unzëerkennen. Dat Resultat huet awer keen Opschloss ginn iwwert dem OGB-L seng Memberzuel u Beamten. Wichteg ass awer ervirzehiewen, dass nëmmen ee Wirtschaftssecteur als Basis geholl ginn ass, an dat fir eng national Representativitéit unzëerkennen, an dat och nach an engem Secteur, deen deemools schonn a schläichender Regressioun war.

Wann een dat als Argument gëlle léisst, dann ass d'Uerteel vum Verwaltungsgeriicht, dass d'ALEBA national representativ bei de Beamten ass, méi wéi berechtegt. D'ALEBA huet nämlech scho säit hirem Bestoen d'absolut Majoritéit bei de Beamten am Banken- an Assurancësecteur, also dräimol esou vill wéi den OGB-L 1979 bei den ARBED-Beamten hat.

Den Aarbechtsminister hat also ni e Recht fir der ALEBA d'national Representativitéit ze verweigeren, an dat ass och vum Verwaltungsgeriicht ganz kloer bestätegt ginn. Dobäi ass et zum Beispill erstaunlech festzestellen, dass dem LCGB seng Representativitéit bei de Beamten ni contestéiert gouf an och ni huet misse bewise ginn. Louch dat vläicht dorunner, dass d'CSV säit jeehier den Aarbechtsminister stellt? Wie weess?

Här President, dat Gesetz vum 12. am Broochmount 1965 huet och de Recommandatioune vum Bureau international de Travail, BIT, net Rechnung gedroen. Dobäi hat den NHV sech schonn den 19. am Ouschtermount 1969 un de BIT gewannt fir d'Verhandlungsrecht anzekloen. De BIT huet säi Comité de la liberté syndicale mam Problem vum NHV befaasst. Deen ass a senger Réunioun vum 29. an 30. Mee 1970 zur Konklusioun komm, dass d'Lëtzebuerger Regierung soll Méiglechkeete schafen, fir och den NHV un de Verhandlunge kënnen ze bedeelegen.

An der BIT-Konventioun Nr 87 vum 26. am Broochmount 1977 heescht et: «Dans ces conditions, le comité (du BIT) considère que, bien que le Gouvernement, à la lumière des considérations d'ordre national, ait restreint le droit d'engager des négociations au bénéfice des deux syndicats nationaux ouvriers en général, ceci ne doit pas empêcher le syndicat, qui représente la majorité des travailleurs d'une certaine catégorie, de s'occuper de la sauvegarde des intérêts de ses membres.

Le comité recommande en conséquence au conseil d'administration d'inviter le Gouvernement à étudier les mesures qui pourraient intervenir en tenant compte des conditions nationales particulières. En vue de permettre au syndicat indépendant des artisans non patrons de l'industrie et privés d'être associé à la procédure de négociation collective de telle sorte qu'il puisse y représenter de façon adéquate et y défendre les intérêts de ses membres.»

Keng Regierung huet awer dëse Recommandatioune Rechnung gedroen. Anstatt dass d'Regierung kloer Akzenter gesat huet fir de Problem ze léisen, huet se mat de national representative Gewerkschaften doriwwer verhandelt, fir dann an engem Schreiwes vum 13. am Karschnatz 1971 matzedeelen, dass d'Verhandlunge mat de Gewerkschaften iwwert eng Participatioun vum NHV bei de Verhandlunge gescheitert wieren, dëst obwuel eng Onmass vu Schreiwes der Regierung zougestallt gi sinn, eng Rei vu Protestschreiwen. Et waren der am Zäitraum vun 1969 bis 1973 eleng 25, op déi wuel mat Versprieche geäntwert gouf, eppes ze maachen, mä geschitt ass näischt.

Leedeglech den honorablen Här Deputéierten Elvinger huet den 29. am Wantermount 1972 d'Regierung an enger Motioun opgefuerdert, dem NHV d'Urecht op Bedeelegung u Verhandlungen zouzegestoen. An och hei huet d'Regierung iwwert den Här Jacques Santer versprach eppes ze ënnerhuelen, awer näischt ass geschitt. Just dass den Här Elvinger op déi blann Versprieche vun der Regierung eragefall war a seng Motioun opgrond vun deene Verspriechen zréckgezunn hat. Wat eis geléiert huet, d'Versprieche vun enger CSV onbedéngt mat Virsiicht ze genéissen.

(Interruptions diverses)

Här President, den NHV huet sech awer net ënnerkréie gelooss.

(Interruptions diverses)

Mol eng Kéier wou ech d'Wourecht soen! Den NHV huet sech awer net ënnerkréie gelooss a weider seng Strukturen ausgebaut. Sou huet den NHV 1971 matgeholl d'COPA ze grënnen, d'Confédération des Organisations professionnelles de l'Artisanat, déi souwuel Handwierker aus dem private wéi dem ëffentleche Secteur vertrueden huet. Den 3. am Chrëschtmount 1978 huet den NHV op engem ausseruerdentleche Kongress der Grënnung vum OGB-L, der Eenheetsgewerkschaft de Kuerf ginn a sech weiderhi fir de gewerkschaftleche Pluralismus ausgeschwat.

Eng Eenheetsgewerkschaft géif all demokratesch Prinzipien a Fro stellen, well wou keng Oppositioun zougelooss gëtt, kann et och keng Demokratie ginn. A wou mer och hei an eisem klenge Land riskéiert hätten, zu engem Gewerkschaftsstat ze ginn, an deem d'politesch Parteien dann nach just zur Farce gi wieren.

Här President, am Chrëschtmount 1983 huet den NHV beschloss, seng Dieren net nëmme méi fir Handwierker, mä fir all schaffend Leit opzemaachen. Den 1. am Spierkel 1984 gouf den NGL, d'Neutral Gewerkschaft Lëtzebuerg, gegrënnt.

(Interruptions diverses)

Ech wëll elo net an Nostalgie hei verfalen. Bei de Sozialwahle vun 1989 huet den NGL en eklatanten Erfolleg verbucht, wat dann och dozou gefouert huet, dass d'Usprech op d'national Representativitéit op en Neits gestallt goufen. Den NGL huet e Kollektivvertrag fir d'Aarbechter vun der CLT ënnerschriwwen, zesumme mat der FEP, deen och, no genauer Analys op dem Fong, vum deemolegen Direkter vun der Gewerbeinspektioun den 22. am Haartmount 1990 unerkannt gouf, woumadder dem NGL seng national Representativitéit unerkannt ginn ass.

Dass dëst net esou ouni weideres vun deenen anere Gewerkschaften an der deemoleger Regierung géif akzeptéiert ginn, war kloer. Sou ass et och zu engem Rekurs komm, wou just den Awand vun enger Aarbechterin vun der CLT unerkannt gouf, an dat nach nëmmen opgrond vun hire perséinlechen In-

teressen, déi se virbruecht huet. De Rekurs, souwuel vum OGB-L an dem LCGB, gouf net unerkannt, och dat soll emol eng Kéier kloer gesot ginn. Beim Rekurs ass awer net iwwert de Fong vun der Representativitéit vum NGL diskutéiert ginn, mä just iwwert de Fait, dass der FEP an der Décisioun vum deemolegen Direkter vun der ITM d'Representativitéit bei den Aarbechter ofgeschwat gouf.

Esou eng Décisioun konnt nëmme vum Aarbechtsminister geholl ginn, an domadder ass déi Décisioun vum Direkter vun der ITM wéinst engem Formfeeler annuléiert ginn, awer mat där Opfuerderung, dass den neien Direkter vun der ITM en neien Avis soll verfassen, wat deen och gemaach huet. Dësen Avis ass dem deemolegen Aarbechtsminister Jean-Claude Juncker och am Broochmount 1991 zougestallt ginn. Hien huet en awer net aus dem Tirang geholl, well den Avis positiv fir den NGL war, well et un der Representativitéit vum NGL bei den Aarbechter deemools näischt ze rüttele gouf.

Den Här Juncker huet den Avis iwwert d'Representativitéit vum NGL net public gemaach fir seng Hausgewerkschaft LCGB ze schützen. Dass den LCGB d'Hausgewerkschaft vun der CSV ass, gëtt haut nach doduerch bewisen, dass den LCGB-President net midd gëtt op de Kongresser vum LCGB ze prokláméieren, d'Leit sollen d'LCGB-Kandidaten op der CSV-Lëscht wielen. Esou dass ech unheulen, dass den LCGB-President, well en ni op der politescher Bühn gedult gouf, elo de Spiess wëllt ëmdréinen an iwwert d'LCGB-Kandidaten op der CSV-Lëscht wëllt d'CSV zu senger Hauspartei maachen.

(Interruptions diverses)

Här President, et ass e Skandal op jidde Fall, wann en Aarbechtsminister sech et erlaabt, enger Organisatioun hir Rechter ze stielen, fir enger anerer Organisatioun, déi him no steet, Avantager ze verschafen! Den NGL huet zegmol versicht eng Entrevue mat dem Aarbechtsminister, mat dem deemolegen Aarbechtsminister ze kréien, awer ni krut, sou wéi och ni op schrëftlech Interventioune geäntwert ginn ass. Ereïscht wéi d'Regierung mat der Situatioun vun der ALEBA konfrontéiert gouf, huet sech eppes geännert. Well d'Regierung alles huet misse versiche fir dass d'ALEBA net zur Konkurrenz vun den Hausgewerkschafte vun de Sozialisten an der CSV, dem OGB-L an dem LCGB, gëtt, ass en neie Moment agetratt.

Et ass un engem Reformprojet fir d'Kollektivvertragsgesetz erëmgedoktert ginn, wou een zumindest awer deem neien Aarbechtsminister muss zegutt schreiwen, dass en am Virfeld den Dialog mat alle Betraffene gesicht huet. Awer just aus Alibigrënn, well un der ondemokratescher urspréngleche Form vun deem Reformprojet huet sech näischt geännert, ausser e puer Detailer, déi souwisou och vum Statsrot net akzeptéiert goufen.

Et ass zumindest kuriéis, dass och d'DP do matspillt an et zouléisst, dass d'CSV an d'LSAP mat dësem Gesetz versichen, de Monopol vun hiren Hausgewerkschaften op éiweg ze festegen. An et ass nach méi erstaunlech wéi d'DP hei am Parlament séileroueg nogekuckt huet, wéi den 30. am Wantermount 2000 d'CSV an d'LSAP gemeinsam eng Motioun hei am Parlament gestëmmt hunn, wou déi ondemokratesch Philosophie vun deem aktuelle Gesetzesprojet kloer gefuerdert gouf. D'DP huet sech deemools enthalen! D'DP ass als Regierungspartei vun hirem Koalitiounspartner do kloer désavouéiert ginn. An anere Länner hätt dat zumindest zu enger Regierungskris gefouert.

Mä wann ee mordicus wëllt an der Regierung bleiwe mat enger CSV, da muss een eben och dat schlécken, och op de Risiko hin, dass ee sech am ganze Land lächerlech mécht. A besonnesch lächerlech mécht vis-à-vis vun enger ALEBA, déi d'DP wollt gleewen doen, et géif ee sech och fir hir Rechter asetzen. Wéi aarmséileg dass d'DP dat gemaach huet, spigelt sech kloer an deem ondemokratesche Gesetz erëm, wat mer haut hei solle stëmmen. Der ALEBA hir Rechter ginn einfach geschnidden an et gëtt alles versicht der ALEBA mat dësem Gesetz, net nëmmen déi national, mä och déi sektoriell Representativitéit ofzëerkennen.

Här President, an deem Gesetzesprojet, dee mer haut hei virleien hunn, geet et just ëm zwou Saachen. Engersäits ze verhënneren, dass ausser dem OGB-L an dem LCGB nach eng Gewerkschaft kann d'national Representativitéit kréien, an anerersäits der ALEBA déi national Representativitéit bei de Privatbeamten erëm ofzespriechen. Eng Representativitéit, déi hir laut dem Gesetz vun 1965 genausou gutt zousteet wéi engem LCGB oder OGB-L, well dem OGB-L seng national Representativitéit bei de Beamten duerch e sektoriellt Wahlresultat entstanen ass, wat ech och virdrun hei ugeschnidden hunn.

Här President, eng éischt wichteg Ännerung vis-à-vis vum 65er Gesetz ass, dass et nach just eng national Representativitéit wäert ginn, nämlech eng fir Aarbechter a Beamten. An do läit och schonn eng Kontradiktioun dran, op déi ech herno nach wäert zréckkommen. All Gewerkschaft, déi Usproch op d'national Representativitéit erhieft, muss deemno Aarbechter a Beamte bei sech organiséieren. Och wann een domadder kann d'accord sinn, esou muss ee sech awer enger Rei Froe stellen.

Ass déi nei Mesure net och grad wéinst der ALEBA agefouert ginn, wuelwëssend dass d'ALEBA nëmme Privatbeamten organiséiert, oder aus Angscht, dass no dem Verfall vun der FEP erëm eng Gewerkschaft géif d'Privatbeamten all regruppéieren an domadder eng Konkurrenz fir déi zwou Parteigewerkschaften OGB-L an LCGB géif erunzillen? Och deem huet d'ALEBA awer schonn am Virfeld versicht sech unzepassen, andeem se Matbegrënner vun der Fédération syndicale war, eng Federatioun, déi et allen net politesch orientéierte Salariéen erméiglecht sech onofhängeg ze organiséieren. An och wann d'Resultater duerch déi jonk Entwécklung vun der Federatioun net esou gutt waren, kann een awer der Federatioun eng national Importenz net ofspriechen. Et hätt deem am Reformprojet onbedéngt misse Rechnung gedroe ginn, wann ee wierklech wëlles gehat hätt en demokratescht Kollektivvertragsgesetz ze schafen, e Gesetz wat och deem drëtte grousse Gewerkschaftsblock, der Fédération syndicale, déiselwecht Rechter zougestanen hätt wéi deenen aneren zwou Gewerkschaften.

Fest steet op jidde Fall dass d'Geschicht sech widderhëlt. Et ass net méi den NHV, respektiv den NGL, dee soll écartéiert ginn, elo ass et d'ALEBA an d'Fédération syndicale, déi der Hausgewerkschaft vun CSV an LSAP en Dar am A sinn. A wéi scho gesot, d'DP kuckt no ouni mam Ouer ze wackelen. Vläicht huet se och festgestallt, dass mat deenen zwou Gewerkschaften an der Tripartite liicht Politik ze maachen ass, besonnesch wann et ëm de Renteklau, ëm eng onseriös Sanéierung vun de Krankekeesen oder ëm moderat Lounpolitik geet, déi scho säit Jore bedriwwe gëtt.

Här President, ech wëll Iech och net virenthale wat d'ALEBA selwer zu dësem Gesetzesprojet gesot huet. Ech zitéieren den Här Marc Glesener, President vun der ALEBA a President vun der Fédération syndicale op hirer Pressekonferenz vum 4. Mee 2004:

„E Gesetzesprojet, deen elo kierzlech vum Statsrot aviséiert ginn ass, eng déifgräifend Analys vum Statsrot, déi wuel déi grouss Richtlinne vum Projet net a Fro stellt, déi awer konkret Virschléi enthält, déi dat Gesetz intelligent opwäerten an zousätzlech eng Rei vu formalisteschen Obskuritéiten ausraddéiert. Opgrond vum Avis vun dëser héijer Kierperschaft ass dunn en amendéierte Projet entstanen, deen an engem Aarbechtsgrupp vun der Chamber ausgeschafft gouf. Grotesk ass festzestellen, dass vun all deenen Avisen, virun allem awer dee vum Statsrot, mat Ausnahm vun e puer klengleche Retouchen, quasi iwwerhaapt näischt an deen elo amendéierte Projet agefloss ass. D'Auteure vun deem Projet wëllen also stur mam Kapp duerch d'Mauer an anscheinend nach virun de legislative Wahlen.

Virgesinn ass eisen Informatiounen no, an der leschter Séance vun der lafender Legislaturperiod nach esou ganz niewebäi dat duerchzezéien, esou ze soen als e leschten Acte d'autorité vun der aktueller Chamber, een Akt, dee wäit iwwert d'Kollektivvertragswiesen erausgeet. Et geet dach haaptsächlech dorëm fir d'Gewerksschaftszeen hei zu Lëtzebuerg vun uewen erof iwwer Gesetz ze reglementéieren. Esou steet d'Verhandlung vu Kollektivverträg net méi am Mëttelpunkt vun dësem Gesetz. Neen, d'Gesetz leet virun allem fest wéi eng Gewerkschaft wien a wat wou ze vertrieden huet. De Wielermandat réckelt domadder an den Hannergrond, e Gewerkschaftsgesetz, dat op eng terribel iwwerflächlech Appréciatioun vun der Gewerkschaftszeen an hirer Zukunft fousst an, wann et an dëser Form sollt gestëmmt ginn, en déifgräifenden Impakt op de Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg huet. Heibäi stellt sech d'Fro erlaabt, ob dat alles verfassungskonform ass.

De Projet léisst déif bléck en an déi politesch Verfilzungen op der Gewerkschaftszeen. Geschützt, gestäipt a gefördert ginn exklusiv déi, déi vun enger Partei gestäipt ginn. Et besteet keen Zweifel, dass d'Auteure vum Projet de loi, och vun deem amendéierten, d'Gewerkschaftswelt duerch de Bräll vum Protektionismus gekuckt hunn, eng Lëtzebuerger Eegenaart, déi sech awer schonn oft als Schoss no hannen an den eegene Kreesser erwisen huet.

Et geet also bei dësem Projet definitiv net nëmmen dorëm fir festzeleeë wien e Kollektivvertrag däerf aushandelen a wien net, mä och, an dat ass op d'mannst grad esou wichteg, wéi eng Gewerkschaft wien an deene verschiddenen nationale Gremie vertrëtt. Et sief drun erënnert, dass d'Pluralitéit an domadder d'Oniwwersiichtlechkeet um Gewerkschaftsplang eng vun den Haaptursaache war, déi vum Aarbechtsminister opgegraff gi war fir d'Gesetz ëmzeschreiwen. Or, d'Realitéit ass no de Sozialwahle vum November 2003, dass nëmmen nach dräi grouss Gewerkschaften am Privatsecteur bestinn. Firwat net versicht gëtt dëser Entwécklung am neie Gesetz Rechnung ze droen an de Wielerentscheed équitabel ze respektéieren, ass onverständlech an abstrus.

Wa wierklech de Privatsecteur keng Chance kritt, fir duerch eng apolitesch Gewerkschaft vertrueden ze ginn, an zwar ouni Aschränkung, da gëtt domadder engem grousse Wielerpotenzial iwwer Gesetz den Hals zougedréit. Dass dat net onbedéngt förderlech ass, op déi fräi Entwécklung vun engem Solidaridéierungsprozess, an domadder ass d'Ausdehnung vum Syndikalismus gemengt, auswierkt, ass e Fakt a genau dat ass de Punkt. Et geet ëm d'politesch Kontroll vun de Gewerkschaften. An dat ass uerg an nach méi uerg ass et, dass d'Gewerkschaftsfederatioun, déi zesummen 20.000 Memberen huet, iwwer Gesetz aus national wichtege Gremien ausgeschloss gëtt, an domadder, fir dann den zweifelhafte Charakter vum Lëtzebuerger Entscheedungsprozess oder dat wat allgemeng als Lëtzebuerger Modell bekannt ass, dat ass bewisen.

Sollt et esou komme wéi mir eis et als Fédération syndicale ALEBA/UEP/NGL/SNEP net wënschen, awer fäerten, nämlech dass och den neien Avis vum Statsrot keng Bëuechtung fënnt, dann dierft et an Zukunft schwéier ginn, fir op der Salariatssäit déi dach esou wichteg Eenegkeet ze fannen.“

(Interruption)

Neen, Dir jo och net. Dir sidd jo am LCGB!

„D'Verhandlungen entwéckele sech zur Farce. De Sozialdialog stierft aus an d'Gewerkschafte bekämpfe sech selwer. Notznéisser a Gewënner ass eleng d'Patronat an d'Fro stellt sech, ob dat net an dëser Form vun de grousse Parteie gewollt oder esouguer gewënscht ass.

Mir fuerderen also d'Regierung op dëst Gesetz net an engem Moment stëmmen ze loossen, wou all Parteien an all Deputéierten éischter mat der Wahlcampagne beschäftegt sinn an domadder net den néidegen Intérêt, respektiv Zäit hu sech intensiv inhaltlech mat esou enger wichteger Thematik auserneen ze setzen.

Dëst Gesetz setzt nei Jalonen um Gewerkschaftsplang an am Sozialdialog hei zu Lëtzebuerg, an dofir ass et wichteg an dësem Kontext seriös a kontrovers Diskussiounen iwwert de Fong ze féieren. E Gesetz an där Form verdéngt um juristesche Plang eng ferm Datz. Et ass konfus a vollgepaakt mat net vollzéibaren Dispositiounen. Et werft schliesslech méi Problemer op wéi et der léist an ass salariatsfeindlech a patronatsfrëndlech. Et zitt keng Léieren aus der Vergaangenheet an zeechent och keng seriös zukunftsorientéiert Visiounen op. Aus all deenen Ursaache gehéiert de Projet an dëser Form net an d'Chamber. E soll à tête reposée iwwerschafft ginn, an zwar an deem Sënn dass d'Gewerkschaftszeen domadder gestäerkt gëtt an dass dat neit Gesetz fir kloer Verhältnisser um Gewerkschaftsplang suergt, an deem Sënn dass de Wielervotum voll a ganz zum Droe kënnt.“

Här President, dat ass dat wat d'ALEBA zu dësem Gesetz op hirer Pressekonferenz gesot huet. Doniewent net ze vergiessen, dass och nach e komplette motivéierten Avis vum Rechtsberoder vun der ALEBA virläit, dee jo der Regierung bekannt ass an deen ech Iech net nach extra brauch hei virzedroen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Fannt Der dat alles richteg, wat an deem Avis geschriwwen ass?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Selbstverständlech.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dann hutt Der den Text dee mer stëmmen net gelies.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ok, ech wäert dat dann och nach.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Well deen Avis beweist nämlech op wesentleche Punkten, dass en de Projet iwwerhaapt net gelies huet.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech sinn zwar do anerer Meenung, ech mengen do musst Der Iech da mat deem Rechtsberoder ausenaner setzen. D'ALEBA huet Iech jo awer hir Doléancë virbruecht.

Une voix.- Mir stëmmen dat Gesetz an dann ass d'Saach gelaf.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Jo, Dir stëmmt d'Gesetz an dann ass d'Saach gelaf. Ech menge méi Problemer hutt Dir net. Mä Dir däerft jo awer deenen anere Leit d'Recht net ofspriewen, dass déi Problemer mat dësem Gesetz hunn.

(Interruption)

Hei geet et jo awer net ëm Cacahouèten, hei geet et ëm d'Existenz vun enger Organisatioun déi 20.000 Leit vertrëtt an déi Der hei mat deem Gesetz diskriminéiert.

(Interruption)

Här Glesener, ech kommen nach dorobber zréck. Leet Äre Kapp a Rou. Ech komme jo elo eréischt bei de Plat de résistance.

Här President, de Gesetzesprojet, mat deem mer haut befaasst sinn, ...

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech mengen, ech brauch herno e Buff.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- ...leet fest, wie sech dann däerf Gewerkschaft nennen a wien net. Eng Organisatioun däerf sech Gewerkschaft nenne wa se beweise kann, datt se onofhängeg vun engem eventuelle Verhandlungspartner ass, d'Interesse vu senge Membere vertrëtt, intern gutt strukturéiert ass, eng finanziell Ofhängegkeet huet an esou weider.

Wien dat awer kontrolléiert a wat fir eng Matsproochméiglechkeeten een huet, steet néierens. Wann ee muss onofhängeg si vis-à-vis vun engem eventuelle Verhandlungspartner, da muss ee jo awer mol fir d'alleréischt d'Verhandlungsrecht kréien.

Laut dem Gesetz awer kritt, ausser dem OGB-L an dem LCGB, kee méi d'Verhandlungsrecht. Sou datt sech d'Fro stellt, ob d'ALEBA, den NGL oder d'SNEP oder souguer deen neie Verband Gemeng Lëtzebuerg, deen d'absolut Majoritéit bei den Aarbechter vun der Gemeng Lëtzebuerg huet: Dierfen déi sech dann elo net méi Gewerkschaft nennen?

Dat ass schonn déi éischt Contradictioun an dësem Gesetz. Wou et nach eng aner Contradictioun gëtt, dat ass och nach bei der sektorieller Representativitéit, dat heescht et gëtt dann och nach eng Betribsrepresentativitéit, dat heescht d'Philosophie vun dësem Gesetz ass an deem Sënn net respektéiert, sou dass et awer zu Betribsgewerkschafte ka kommen, wann déi d'absolut Majoritéit an engem Betrib hunn an déi kënnen dann och Kollektivverträg ënnerschreiwen; dat heescht et ass also net an der Philosophie vun dësem Gesetz.

Dann zur nationaler Representativitéit. Wann ech och der Meenung sinn, datt ee muss kloer Kritäre festleeë wat déi national Representativitéit ubelaangt, sou ass awer de Prozentsaz, deen am Duerchschnëtt bei deenen zwou Beruffschamberen hei verlaangt gëtt, wierklech eng Farce, déi awer kloer duerleet a wat fir eng Richtung datt et soll goen; 20% am Duerchschnëtt bei deene leschte Wahle mat engem Minimum vu 15% awer an enger vun deenen zwou Kummeren.

Eng Farce an deem Sënn, well genau gewosst ass, dass ausser deenen zwou, duerch jorzéngtelaangem Protektionismus, fest etabléierte Gewerkschaften, keng aner d'Chance wäert kréien, jeemools hei Fouss ze faassen. Et hätt een eigentlech - an dat hunn ech och schonn an der Kommissioun gesot - kee Prozentsaz bräichte festzeleeën, well dee sech schonn aus der Zesummesetzung vun deenen diverse Secteuren an deenen zwou Beruffskummeren ergëtt.

Wann zum Beispill an enger Grupp vun enger Beruffschamber nëmme sechs Leit gewielt ginn, dann ass de Prozentsaz, fir ee gewielt ze

kréien, mindestens 14%. Wann een also higaange wier an et hätt ee festgehalen, datt een an alle Secteure vun de Beruffschambere misst vertruede sinn, wier dat méi gerecht gewiescht an hätt och eng national Representativitéit méi erëmgespigelt. An domadder wier och bewisen, datt déi Gewerkschaft eng Roll an alle Wirtschaftsecteure spille soll; eben iwwert d'Mandat vum Wieler an net iwwert protektionistesch Gesetzgebung.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Wann Der dat géift uwennen un all déi Gewerkschafte déi konkurréiert hu bei de leschten Sozialwahlen, géift Der dann net och zum Schluss kommen, dass et der zwou wären, déi national representativ wären, a keng méi?

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Neen, keng wier méi representativ.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Wann dat Äert Zil ass, dass mer iwwerhaapt keng representativ Gewerkschafte méi hunn, dann aktéiere mer dat.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Loosst mech wann ech gelift fäerdeg erklären…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Selbstverständlech.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Mä ech mengen no deene Kritären…

Mä dat ass iewer erëm eng Kéier aus protektionistesche Grënn net a Betruecht gezu ginn. Well soss hätten zum Beispill den OGB-L an den LCGB selwer missen am Eisebunnrespektiv am Transportsystem kandidéieren an hire Satellitentruppen an deem Beräich Konkurrenz maachen. Wann d'Regierung higaange wier a si hätt verlaangt, datt ee misst an deenen zwou Beruffskummeren…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Ech mengen, dass déi zwou Eisebunnergewerkschafte grad esou verbonne sinn, déi eng mam OGB-L, déi aner mam LCGB, wéi verschidde Gewerkschaften an der Fédération syndicale.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Si trieden awer eleng op.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Jo!

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Si trieden net ënnert dem Numm vum OGB-L a vum LCGB op, …

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Eng CGT.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- …wou hingéigen déi Gewerkschaften, déi an der Fédération syndicale sinn, all ënnert dem Numm vun der Fédération syndicale optrieden.

Bon, wann d'Regierung awer higaange wier a si hätt verlaangt, datt ee misst an deenen zwou Beruffskummere vertruede sinn, da wär dat duergaange fir eng national Presenz ënner Beweis ze stellen, mat der Optioun awer an alle Secteure vun de Beruffschambere Lëschten ze presentéieren; mindestens 14% hätt een an enger Grupp missen hu fir dann an déi zwou Beruffschamberen eranzekommen. Do derniewent hätt dann awer missen eng méi kloer Definitioun vun de Secteuren an de Beruffschamberen ausgeschafft ginn. An deem Zesummenhang verstoppt sech d'Regierung awer hannert de Beruffschamberen, well et wier deenen hir Kompetenz, fir d'Beräicher an de Beruffschambere festzeleeën.

Här President, elo kommen ech zum Kärsteck vun der ondemokratescher Reform vum Kollektivvertragsgesetz vum 12. am Broochmount 1965. Eng sektoriell Representativitéit soll agefouert ginn, dat gouf et am ale Gesetz net, obwuel dass dat awer deemools och scho vum Statsrot erwënscht war a vum Bureau international de Travail préconiséiert ginn ass. Dofir muss awer och dann definéiert ginn, ob mer iwwerhaapt Secteuren hunn, wéi vill an a wat fir enger Gréissenuerdnung.

Bei de Sozialwahle sinn déi zwou Beruffschamberen a fënnef respektiv sechs Sektoren opgedeelt, déi awer verschidde Beruffsgruppe betreffen. Sou sinn zum Beispill am Grupp Transport vun der Aarbechterkummer d'Coiffeusë mat berécksichtegt. Och wann d'Coiffeusen engem heiansdo mat der Tondeuse iwwert de Kapp fueren, hu se awer dofir näischt mat Transport ze dinn. Dëst Beispill nëmme fir lech ze weisen, datt an deem Beräich hätt missen ugefaange ginn emol Uerdnung ze schafen an nei Strukturen opzebauen, ier een ugefaangen hätt vun enger sektorieller Representativitéit ze schwätzen.

Dat, wat awer elo vun der Regierung am Zesummenhang hei mat der sektorieller Representativitéit zesummegezwafft ginn ass, ass e faule Witz. Ech wëll lech deen ominéisen Text net virenthalen, wann der en net sollt gelies hunn: «Sera ainsi déclaré secteur particulièrement important de l'économie nationale, celui dont l'emploi représente au moins 10% des personnes occupées au Grand-Duché de Luxembourg.» De Secteur besteet also nëmme wann eng Betribsgrupp oder e puer Betribsgruppen, déi deeselwechte wirtschaftlechen Intérêt erfëllen, 10% vun deene Salariéë regruppéieren, déi hei am Land beschäftegt sinn. Dat heescht also, et kann een nëmmen als Secteur unerkannt ginn, wann een ëm déi 27.000 Salariéen an deenen diesbezügleche Betriber beschäftegt.

Här President, domadder ass kloer, mir hunn hei am Land kee Secteur. Da stellt sech och d'Fro: Wat maache mir da mat enger sektorieller Representativitéit? Weder de Banken- an den Assurancësecteur, deen nach am noosten un dës Dispositiounen erukënnt, nach soss eng Betribsgrupp erfëllen dës Bedingungen. An och wann den Här Aarbechtsminister ukléngt gelooss huet, datt dat mat deenen 10% flexibel kënnt gehandhaabt ginn, ass dat Ganzt net glaubhaft, well wann e Secteur nëmmen 8,9% vun deene Leit beschäftegt, déi hei am Land schaffen, da gëtt et par tête du client, oder wéi wirtschaftlech staark déi Betribsgruppe sinn, gehandhaabt. Dat heescht also, déi sektoriell Representativitéit läit an den Hänn vun deeneselwechten Décideuren, déi och de Monopol vun OGB-L an LCGB mat dësem Gesetz festegen.

Och wat elo d'Recht op déi sektoriell Representativitéit ubelaangt, ass et eng demokratesch Farce. D'Gesetz gesäit vir, dass ee muss 50% an der spezifescher Grupp vun der Beruffschamber hunn, respektiv 50% bei de leschten Delegatiounswahlen an deem spezifesche Beräich kritt hunn, fir déi sektoriell Representativitéit ze kréien. Dat heescht also, wann d'ALEBA - wat mer jo net wënschen - bei den nächste Wahlen nach just 48% kritt, an den OGB-L an den LCGB jiddfereen der nach just 26 hunn, da sinn den OGB-L an den LCGB verhandlungsberechtegt dank hirer nationaler Representativitéit. D'ALEBA, déi dann awer nach ëmmer dat beschte Resultat hätt, misst dobausse bleiwen. An dann ass et e béllegen Trouscht wann am Gesetz steet, dass déi aner Gewerkschaften d'ALEBA bei de Verhandlunge misste mathuelen, mat ënnerschreiwen oder eleng ofschléisse ka se trotz hirem gudde Resultat net. D'Dispositioune vun der sektorieller Representativitéit sinn also och ganz kloer géint d'ALEBA geriicht a géint all Gewerkschaft, déi wëllt Fouss faassen.

Här President, ech wëll net weider méi op den Inhalt vun dësem Gesetz agoen, well ech meng Liewer net nach méi wëll strapazéieren. Fest steet op jidde Fall, datt de Protektionismus, deen am 65er Gesetz op den OGB-L an den LCGB festgeschriwwe gouf, mat dësem Gesetz bis op d'äusserst verankert gëtt. Fest steet zudeem nach, dass aus der Vergaangenheet keng Léiere gezu goufen an hei de Friddden an der Gewerkschaftszeen muttwëlleg op d'Spill gesat gëtt. Fest steet och, dass et net zu dësem Gesetz hätt misse kommen, wann 1991 d'Regierung - a besonnesch deen deemolegen Aarbechtsminister - et sech net hätt kënnen erlaben, den Avis iwwert dem NGL seng national Representativitéit einfach am Tirang verschwannen ze loossen, fir besonnesch seng Hausgewerkschaft LCGB ze schützen. Mä deemools konnt de Stat sech dat jo mam Appui vu sengem Regierungspartner LSAP erlaben, well déi jo och all Intérêt drun haten, fir hir Hausgewerkschaft OGB-L ze schützen.

Fest steet, dass déi fräi Delegatiounswahlen, déi och am Gesetz vum 18. Mee 1979 verankert ginn, och keng Bedeitung hunn. Dat Gesetz iwwert d'Delegatiounswahlen ass och schonn den 3. am Oueschtermount 1980 modifiéiert ginn, an och do sinn d'demokratesch Prinzipie vu fräie Wahle mat Féiss getreppelt ginn, nämlech domadder, dass an all Betrib, deen iwwer 1.500 Leit beschäftegt, déi national representativ Gewerkschaften d'office e fräigestallten Delegéierten am Delegatiounsbüro zegutt haten. Dat war deemools op der ARBED e Bonbon vun der CSV-DP-Regierung un den LCGB. Et war awer och erëm eng Diskriminéierung vun der ALEBA am Bankesecteur. Obwuel d'ALEBA am Bankesecteur d'absolut Majoritéit hat, konnte sech OGB-L an LCGB, egal wéi hiert Wahlresultat war, an den Delegatiounsbüroë bei de grousse Banken annisten an doraus Kapital schloen, an och an de Verwaltungsréit, an deenen et bei de Banke jo awer net grad ëm Peanuts geet, déi un d'Administrateuren ausbezuelt ginn.

Un Hand vun hirem Wahlresultat wiere se awer ni dohinner komm. Wat awer net verhënnere konnt, dass d'ALEBA nach ëmmer majoritär am Bankesecteur ass an domadder hir Representativitéit net méi brauch ënner Bewäis ze stellen. Et ass de Wieler, deen entscheet huet, an deen huet sech net vu polit-gewerkschaftleche Magouillë beaflosse gelooss.

Wat awer d'Representativitéit ubelaangt, sinn et net déi fräi Wahlen, déi wierklech entscheeden, mä d'Politik un Hand vun dësem ondemokratesche Gesetz.

Här President, bal 40 Joer ondemokratesch Behandlung vu fräie Gewerkschaften, 40 Joer Respektlosegkeet virun der verfassungsrechtlech verankerter Organisatiounsfräiheet an dem fräie Gewerkschaftsrecht. Dëst ass en aarmséilege Jubiläum wou mer gehofft haten, dass dee mat dësem neie Gesetz kënnt säin Enn fannen.

Eng aarmséileg demokratesch Bilanz vun all Regierungen, déi säit dem Kollektivvertragsgesetz vum 12. am Broochmount 1965 matgewierkt hunn, an et ënnerlooss hunn dësen ondemokratesche Malaise, fir et emol fein auszedrécken, ze behiewen.

Wann dës Regierung wierklech op Transparenz a besonnesch op Dialog aus ass, dann hätt se missen den Doléancë vun deenen, déi elo säit bal véier Jorzéngten diskriminéiert gi sinn, an dësem Gesetz Rechnung droen. Mat engem demokratesch gestallte Reformprojet hätt dës Regierung sech kënnen en Denkmal setzen. Si fiert awer weider mat dem Protektionismus vun deenen, mat deene se elo scho jorzéngtelaang gutt gefuer ass a mat deene se och esoubal keng Problemer wäert kréien, well déi politesch Verfilzungen eng konsequent Oppositioun a sozialpolitesche Froe vu vireraus ausschléissen.

Ausser periodesch emol, wéi 1984, oder wéi elo virun dëse Wahlen, wou da gréisser Sozialkonflikter provozéiert ginn, fir eng Partei erëm an d'Regierung ze manipuléieren, huet d'Komeroderepublik 1984 gutt funktionéiert, a se funktionéiert och elo erëm gutt.

Här President, wann all Joer den internationale Bilan iwwert de Respekt vun de gewerkschaftleche Fräiheete virgeluecht gëtt, erlabe mer eis ëmmer erëm mam Fanger op aner Länner ze weisen, Länner, déi d'gewerkschaftlech Rechter an d'Organisatiounsfräiheet net respektéieren. Et wär besser, wa mer eis emol fir d'éischt an de Spigel géife kucken, wéi et mat eisen demokratesche Rechter hei am Land bestallt ass, ier mer mam Fanger op anerer weisen.

Gesetzer ze schafen, déi op eng hannerlësteg Aart a Weis gewerkschaftlech Rechter mat Féiss trëppelen, ass grad esou schlëmm wéi déi, déi dës Rechter offensichtlech verletzen.

Här President, Demokratie ass eppes Absolutes. Mat dësem Gesetz schreiwe mer alt erëm eng Kéier e Stéck Geschicht vun eiser traditioneller Tranchendemokratie. Mir liewen an enger representativer Demokratie, wou de Bierger, an dësem Fall de Salarié, seng Rechter proportional op déi verschidde Gewerkschaften iwwerdréit. Dofir hätt och dës Proportionalitéit an dësem Gesetz sech missen erëmspigelen, an d'Wahlresultat bei de Sozialwahle proportional an net an engem politeschen Dirigismus a Protektionismus misse berécksichtegen. Et waren Hoffnunge gesat ginn an dës Regierung a besonnesch an deen neien Aarbechtsminister.

Besonnesch awer ware vu Säite vun der ALEBA Hoffnunge gesat ginn an deen neie Regierungspartner vun der CSV. Déi Hoffnunge si ganz mies enttäuscht ginn, an et ass och onverständlech, dass eng DP dat heite Gesetz, wat eenzeg an eleng op d'Satellitegewerkschaft vun CSV an LSAP zougeschnidden ass, mat kann droen. D'DP hëlleft mat de gewerkschaftlechen Equiliber hei am Land ze zerstéieren an domadder de Gewerkschaftspluralismus, dee jo awer onbedéngt vun enger liberaler demokratescher Partei misst matgedroe ginn, definitiv ze zerstéieren.

Här President, ech hu mer erlaabt en Exkurs an d'Geschicht ze maachen, fir ze beleeën, dass villes hätt kënnen anescht kommen, wann d'Regierungen a besonnesch deen heitege Statsminister 1991 d'Representativitéit vum NGL respektéiert hätten. Dann hätte mer ganz bestëmmt haut deen drëtten neutrale Gewerkschaftspilier, dee Rou an eis Gewerkschaftszeen bruecht hätt. Da bräichte mer hei elo net am Haurruckverfahren nach e Gesetz duerchzebaatschen, wat d'Gewerkschaftszeen an deenen nächste Joren nach méi wäert perturbéieren.

Mir wäerten als ADR dat Gesetz hei net stëmmen, well et e parteipolitescht a protektionistesch Gewerkschaftsgesetz ass, wat all elementar demokratesch Prinzipien op d'Kopp stellt. Mir wäerten och alles dru setzen, fir dëst Gesetz, sollt d'Majoritéit sech trauen et esou ze stëmmen, an der nächster Legislaturperiod esou ze reforméieren, dass et de wierklechen demokratesche Gewerkschaftsfräiheeten, esou wéi se an eiser Verfassung sinn, Rechnung dréit.

Ech wollt eng Rei Amendementer hei virbréngen, hunn awer drop verzicht, well dat jo sënnlos ass, well hei d'Komeroderepublik hiert wierklecht Gesiicht weist, an och well ech domadder just meng a menge Parteikolleegen hir Zäit vergeut hätt, awer och aus dem Respekt virun dësem Parlament, a virun all deene Leit, déi eis haut hei nokucken.

Ech hunn haut hei eng länger Ried gehalen, fir jidderengem, deen et interesséiert, virun Aen ze féieren, wéi hei an dësem Land scho bal 40 Joer laang e gewerkschaftleche Favoritismus zu Gonschte vun zwou Gewerkschaften duerchgezu gëtt, an dat vun CSV an LCGB eleng, well eng DP ze schwach ass, sech deem entgéint ze setzen, a well déi Gréng och d'Ideologie vun der Eenheetsgewerkschaft mat droen an domadder och mathëllefen, de wierklech fräie Gewerkschaften antidemokratesch Steng an de Wee ze leeën.

Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean Huss agedroen. Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun wëllt ech och dem Rapporteur, dem Här Glesener, merci soe fir säin ausféierleche Bericht zu dësem Gesetzesprojet. A well no him och aner Virriedner op all déi nei Dispositioune vun de Kollektivverträg a vum nationale Schlichtungsamt agaange sinn, an och d'Missioune vum Observatoire des relations professionnelles hei duergestallt hunn, ass et net u mir hei als zweetleschte Riedner dat alles nach eng Kéier am Detail opzezielen an ze widderhuelen.

Als Gréng waren a si mer en faveur vu staarke Gewerkschaften hei am Land, an Europa a weltwäit, well fir deen ëmmer méi staarken transnationalen Entreprisen a Konzerner kënne Paroli ze bidden, brauch ee grad haut staark Gewerkschaften op nationalem an internationalem Plang. Wat do net ka gebraucht ginn, dat si sou genannten Hausgewerkschaften oder Splittergewerkschaften, déi de Salariéen näischt bréngen, an ëmgekéiert just Zizanie stëften an d'Spill vun der Patronatssäit bedreiwen.

Wat sinn an eisen Ae staark Gewerkschaften? Ech ginn elo iwwert déi hei am Gesetz virleiend Kritären, wéi national oder sektoriell Representativitéit, eraus. Staark Gewerkschafte sinn an eisen Ae Gewerkschaften, déi insgesamt och iwwert de korporatisteschen Tellerrand vu renge Loun- a Gehaltsfuerderungen eraus gesinn, a fir déi Aarbechtsbedéngungen, Aarbechtsrelatiounen am Betrib, d'Aarbechtszäiten, Gläichheet tëschent Mann a Fra a virun allem och gesond Aarbechtsbedéngungen zu de Prioritéite vun hirer Aarbecht gehéieren. A staark Gewerkschafte sinn och Gewerkschaften, déi insgesamt déi ekonomesch, sozial an ökologesch Entwécklungen am A behalen a berechtegterweis versichen op dat Geschehen Afloss ze gewannen. Staark Gewerkschaften sinn haut awer grad och Gewerkschaften, déi iwwert den - ech hu virdrun iwwert de korporatisteschen Tellerrand geschwat -, nationalen Tellerrand erauskucken, an déi a staarken europäeschen an internationale Verbänn organiséiert sinn. Am Prinzip gëtt et do jo zum Beispill den europäesche Gewerkschaftsbond, wat positiv ass.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, an der gesellschaftlecher Realitéit gesäit een awer leider nach méi wéi eng Kéier, dass sech déi europäesch an international Gewerkschaften auserneen dividéiere loossen an dass déi néideg Solidaritéit iwwert déi national Grenzen eraus oft scheitert, esoubal national Beschäftegungsintérêten um Spill stinn. Dat hate mir och hei zu

Lëtzebuerg virun net allze vill laanger Zäit.

Fir elo d'Gewerkschafte par rapport zum internationalen agéierende Kapital méi effikass ze maachen, bleiwe jiddefalls nach vill Efforten ze maachen, a mir hoffen am Intérêt vun den europäesche Salariéen, dass et do endlech zu enger gréisserer Solidaritéit an zu breederen Accorden tëschent de Gewerkschafte wäert kommen, an zwar iwwert déi national Grenzen eraus. Dass dat noutwendg an urgent ass, gesäit een eleng schonn dorunner, dass praktesch an deene meeschten europäesche Länner haut d'Patronatsorganisatioune schonn zënter Joren am Fong versichen, d'Rad vun der Sozialgeschicht erëm eng Kéier zréck ze dréinen. Ob et ëm d'Léin geet, ob et ëm d'Aarbechtszäite geet, oder ob et souguer ëm de Prinzip vu Kollektivverträg selwer geet. Fir sech géint dës Versich ze wieren, brauche mir, wéi scho gesot, staark a wäitsiichteg Gewerkschaften, an och Gewerkschaften, fir déi d'europäesch Solidaritéit net just eng eidel Floskel bedeit.

Wat hei an dësem Projet elo am Kontext vun de Kollektivverträg vun der gewerkschaftlecher Representativitéit a vun de Verhandlungsdelegatiounen nei festgehale gëtt - et ass am Fong geholl net schrecklech vill Neies, mä ëmmerhin -, dat fënnt am Prinzip och d'Ënnerstëtzung vun der grénger Fraktioun. Mir begréissen och déi nei legal Basis vum sou genannten Observatoire des relations professionnelles et de l'emploi, deen zoustänneg soll si fir d'Etüd vun der Entwécklung vun den Aarbechtsbezéiungen op der Aarbechtsplaz an och fir d'Analys vun den Aktiounspläng zu Gonschte vun der Beschäftegung, vun der Beruffsausbildung an esou virun.

Wat den Inhalt vu Kollektivverträg betrëfft, sou begréisse mir natierlech, dass doranner Phenomeener, wéi zum Beispill de Phenomeen vum Mobbing oder vum Harcèlement sexuel, och zukünfteg eng gréisser Roll solle spillen, well dës Phenomeener leider an deene vergaangene Joren ëmmer méi reell gi sinn. Mir bedauere just, dass et an der Kommissioun net méiglech war, am Projet nach weider Zousätz dobäi ze setzen.

Mir haten do zum Beispill als Gréng d'Propos gemaach, am Intérêt vun der Chancëgläichheet tësche Mann a Fra op der Aarbechtsplaz, fir obligatoresch an de Kollektivverträg als sechste Punkt och d'Adoptioun vun engem Plan d'actions positives en faveur de l'égalité des chances entre femmes et hommes virzegesinn. Och an der Verfassungsdiskussioun hate mir eis jo an deemselwechte Sënn ausgedréckt, a mir bedaueren, dass dësen Zousaz an der Verfassung um Widderstand vun der CSV-DP-Koalitioun gescheitert ass.

Mir Gréng bleiwen der Meenung, dass esou Aktiounspläng, fir d'Chancëgläichheet tësche Mann a Fra an de Betriber, an de Kollektivverträg wichteg wären a mir wëllen eisen Amendement, dee mir an der Kommissioun och scho virbruecht haten, hei och nach eng Kéier am Plenum virbréngen.

Här President, hei iwwerreechen ech Iech nach eng Kéier deen Amendement zu dësem Gesetz.

Amendement 1

Le groupe parlementaire DÉI GRÉNG propose d'amender l'art. 20, paragraphe (3) en y ajoutant un point 5:

«(3) Toute convention collective devra obligatoirement prévoir:

1. (...)

2. (...)

3. (...)

4. (...)

5. l'adoption d'un plan d'actions positives en faveur de l'égalité des chances entre femmes et hommes.»

(s.) Jean Huss, François Bausch, Camille Gira, Dagmar Reuter-Angelsberg, Renée Wagener.

(Interruption)

Ech komme gläich zum Schluss, da kënnt Der jo drop äntwerten.

Här President, nodeem ech Iech dësen Amendement hei ginn hunn, vun deem ech awer nach eng Kéier hoffen, dass no dësen Diskussiounen deen Amendement hei kéint, am Intérêt vu beruffstätege Fraen, ugeholl ginn, kommen ech zum Schluss.

Ech soen Iech merci fir Är Opmierksamkeet an et ass kloer, dass mir insgesamt awer en faveur vun dësem Projet wäerte stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz hei regelt d'gewerkschaftlech Vertriedung bei Kollektivvertragsverhandlungen. Et ass kee Gewerkschaftsgesetz. D'gewerkschaftlech Aktivitéit ass eng grondleeënd verfassungsméisseg Fräiheet vun deenen eenzelne Beschäftegten, déi och a kenger Hinsicht ka reglementéiert ginn, zum Beispill duerch eng Autorisatiounsprozedur oder duerch eng Kontroll vun de Membere vun de Gewerkschaften.

Dëst Gesetz verbessert och net d'Ausübung vun de Rechter vun de gewielte Gremie vum Salariat an de Betriber, zum Beispill vun de Personaldelegatiounen; obschonn dat versprach gi war, awer net während dëser Legislaturperiod ëmgesat ginn ass.

Dëst Gesetz regelt och net déi individuell Rechter vun de Lounofhängegen op der Aarbechtsplaz; obschonn dat noutwendeg wär, wéi zum Beispill eng Verstäerkung vum Kënnegungsschutz oder vun den Informatiounsrechter vun deene Leit, déi schaffen.

Et muss een also bei dësem Gesetz mol fir d'éischt virausschécken, dass d'Stellunge vun de Gewerkschaften an d'Kollektivvertragsverhandlunge ganz staark ofhängeg si vun hirer Implantatioun am Betrib a vun de konkrete Méiglechkeete vun engem Engagement vun hire Militanten op der Aarbechtsplaz; a Gewerkschafte sinn nëmmen esou staark fir ze verhandelen, wéi et hire konkreten Afloss op der Plaz selwer erweist.

Den Här Lux huet virdrun op déi Diskrepanz higewisen, déi besteet tëschent deem Gesetz hei, wat gewëssen Instrumenter schaaft, an der sozialer Realitéit um Terrain, um Beispill vun der Arcelor. Et ass ouni Zweifel esou en haarde Klima, deen an de Betriber op d'Gewerkschafte waart, wann dat Gesetz hei muss an Zukunft ëmgesat ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, meng Haltung zu dësem Text hei ass nuancéiert, obschonn ech dogéint stëmme wäert.

Ech menge fir d'éischt emol, dass dat Gesetz a folgende Punkten e Fortschrëtt par rapport zum Gesetz vun 1965 duerstellt. Et geet awer menger Meenung no net wäit genuch an ech wäert dat och nach herno erklären.

Dat Gesetz regelt d'Zesummespille vun de Gewerkschafte bei Kollektivvertragsverhandlungen. Dat war bis elo net de Fall. Et gesäit eng Verhandlungskommissioun vir a regelt och den Accès zu där Verhandlungskommissioun. Verhandele kënnen all d'Gewerkschaften, déi eng gewësse Representanz hunn, an am Prinzip solle se och all de Kollektivvertrag ënnerschreiwen. Wann dat net méiglech ass, da kënnen nëmmen déi Gewerkschaften ënnerschreiwen, déi bei de leschten Ausschusswahlen an deene Betriber, oder an deene Betriber ëm déi de Kollektivvertrag geet, wéinstens 50% vun de Stëmme kritt hunn - wéinstens hunn ech deen Text, dee virläit, esou verstanen -, wat awer och dann heescht, dass wann zum Beispill d'ALEBA am Bankesecteur déi 50% net méi hätt, an och keen anere se hätt, da keen aneren eleng e Kollektivvertrag kéint ënnerschreiwen.

Unerkannt ass also de Prinzip vum Front syndical an unerkannt ass och de lokale Mehrheetsprinzip, wann esou e Front syndical net méiglech ass. Da gëtt am Gesetz eng mehrstufeg Representativitéit vun de Gewerkschaften op dräi Niveauen agefouert.

Éischtens mussen déi national representativ Gewerkschaften an enger Majoritéit vun ekonomesche Secteure vertratt sinn a si musse souwuel Aarbechter wéi Privatbeamte vertrieden. Nëmme generalistesch Gewerkschafte kënnen national representativ sinn. Wat awer net automatesch heescht, dass se eleng ënnerschrëftsberechtegt sinn a Secteuren, wou se net majoritär vertratt sinn.

Zweetens, déi national representativ Gewerkschaften dierfen net eleng - an dat geet schonn aus deem ervir, wat ech elo virdru gesot hunn - duerch hir national Presenz Virrechter hu vis-à-vis zum Beispill vu wichtege sektorielle Gewerkschaften, déi méi staark wéi si implantéiert sinn. Dofir kréien och d'majoritär Gewerkschaften a wichtege Wirtschaftszweiger net nëmmen Zougang zu alle Verhandlungen, mä och Recht fir eleng e Kollektivvertrag ze ënnerschreiwen, wa se déi Majoritéit nach ëmmer duerstellen.

Drëttens gëtt et och nach en drëtten Niveau an dësem Gesetz, an zwar kënnen déi national an déi sektoriell Gewerkschaften unanime décidéieren, Gewerkschafte mat un de Verhandlungsdësch ze huelen, déi am Beräich vun deene Betriber vum Kollektivvertrag vertratt sinn; a si musse se bäizéien, wa se déi d'Majoritéit bei deene leschten Delegatiounswahlen an deem Secteur haten, dee vun deem Kollektivvertrag betraff ass.

Dat géif a menger Interpretatioun vum Gesetz och heeschen, dass och eng lokal Gewerkschaft, déi net sektoriell representativ ass, d'Recht hätt eleng e Kollektivvertrag ze ënnerschreiwen, wa se déi Majoritéitsbedingungen erfëllt, déi d'Gesetz hei virschreift. Och dat ass nei an eng positiv Weiderentwécklung vum Gesetz vun 1965 a si fënnt och meng Zoustëmmung.

Geregelt gëtt also am Prinzip alles zesummen duerch all d'Gewerkschaften, dat gëtt dann och vill méi Gewiicht an de Verhandlungen a bei engem eventuelle Streik. Déi national Gewerkschafte bréngen hir allgemeng Stäerkt mat, an déi Sektoriell an déi Lokal hire spezifeschen Afloss. An iwwregens erlaabt et déi heite Regelung och nationale Gewerkschaften a Betriber, déi nei sinn, oder wou et nach keng lokal gewerkschaftlech Presenz gëtt, d'Kollektivvertragsverhandlungen ze déclenchéieren.

Wann déi ideal Konstellatioun vum Front syndical net méiglech ass, da priméiert de konkreten Afloss vun der majoritärer Gewerkschaft an deem Beräich, dee vun deem heite Gesetz betraff ass.

Wichteg ass och, dass konkret Wahlresultater zielen, an net méi sou schwammeg Kritäre wéi beim Gesetz vun 1965, déi et dem Minister iwwerlooss hunn eng Definitioun vun den national representative Gewerkschaften ze ginn; an e konnt dat nëmmen après coût maachen, beim Dépôt vun engem Kollektivvertrag duerch e Refus vun esou engem Kollektivvertrag.

Ech mengen dofir, dass dat Gesetz hei noutwendeg war an insgesamt och e gudde Kompromëss duergestellt, wat d'Organiséierung vun de Verhandlungen ugeet. Et hieft déi Ongerechtegkeete vum Gesetz vun 1965 op, dat deemools fir vill Diskussiounen an Onzefriddenheet gesuergt hat, souguer bis an d'Reie vun der Majoritéit eran, an iwwregens a leschter Minutt duerch d'Bäifüge vun dem ausschliesslech nationale Representativitéitskritär par rapport zu där Form, déi et bis dohinner hat, entstallt ginn ass. Ouni Zweifel war d'Absiicht deemools, fir sektoriell Gewerkschafte wéi den FLA oder den NHV vu Verhandlungen auszeschléissen - deen éischten, mengen ech, iwwregens a bësse méi wéi deen zweeten, mä mir wëllen elo hei keng Geschichtsfuerschung bedreiwen.

Et huet och nach duerno zu vill Sträit gefouert, och schonn nodeem déi Gewerkschaften an där Form, wéi se deemools bestanen hunn, net méi do waren. An ech menge ganz generell, dass sech an deem Gesetz hei déi richteg Stäerkt vun de Gewerkschaften net opgrond vun administrative Schikane weist, dass staark Gewerkschaften nëmme staark ginn aus der Praxis eraus an dass och d'Noutwendegkeet vun hirem Zesummeschloss aus der Praxis eraus entsteet; an dat geet am beschte wann een och gewësse berechtegt partikular Interesse berücksichtegt.

Ech kommen elo bei meng Kritiken a fënnef Punkten.

Éischtens mengen ech, dass dat Gesetz hei nach net genuch der gewerkschaftlecher Vertriedung op der Basis an an de Betriber Rechnung dréit. Ech fannen et net normal, dass d'Personaldelegatiounen net direkt a Kollektivvertragsverhandlunge mat abezu ginn. An ech fannen op d'mannst missten all Gewerkschaften, déi am Ausschuss vertratt sinn, wann och minoritär, u Verhandlunge kënnen deelhuelen.

Zweetens mengen ech och, dass een an iergendenger Form misst e Referendum, eng Urofstëmmung am ganze Betrib virgesinn, deen d'Resultat vun esou enger Kollektivvertragsverhandlung géif ratifizéieren a misst ratifizéieren. Dat ass och eng Fro vun der Kontroll vun de Mandatairen duerch hir Mandanten. Den Här Glesener huet jo vill Wäert drop geluecht, dass et sech hei ëm e Mandat handelt.

Drëttens sinn ech onzefridde mat der Regelung vum Streikrecht. Wéi war d'Situatioun bis elo? D'Streikrecht, wat jo an der Verfassung implicite unerkannt war als e Grondrecht, als e Corollaire vun der Gewerkschaftsfräiheet, a wat och duerch international Konventiounen ofgeséchert ass am Iwwregen. Dat Streikrecht war bis elo jo theoretesch limitéiert, esouwuel duerch d'Gesetz vun 1965 wéi duerch en Arrêté grand-ducal vun 1945 iwwert d'Schlichtungsamt. Theoretesch war et verbueden e Streik ze maachen, ouni d'Schlichtungsamt virdru mam Sträitfall befaasst ze hunn. Well awer d'Prozeduren do onendlech laang gedauert hunn, huet esou eng Konditioun de Bestëmmunge vum Office International du Travail widdersprach, dee gemengt huet, d'Streikrecht wier e Grondrecht an dierft net op eng onzoulässeg Aart a Weis ageschränkt ginn.

(Interruption)

Wann dat keng Konsequenzen op meng Riedezäit huet, gären. Ech hu kee Wecker hei lafen, ech weess dofir net wou ech dru sinn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- De Problem ass, dass mir bis elo op dem Office national de Conciliation och nëmmen déi Streiker a Prozeduren ugeholl hunn, déi eppes mat dem Ofschloss vun engem Kollektivvertrag ze dinn haten; an dat ass den Haaptproblem, dee mer hei gesinn hunn. Dat heescht, do wou net Verhandlunge waren iwwert e Kollektivvertrag, konnt no der Auserneeleeung, déi zënter méi wéi 50 Joer gemaach gouf nom Arrêt vun 1945, keen op den Office national de Conciliation goe fir d'Streikrecht unzefroen. Dat war bis elo eng Lacune an eiser Gesetzgebung, esou dass do d'Diskussioun opkomm ass dass déi eng gesot hunn, esou Streiken, déi net an déi Prozedur passen, sinn illegal, an déi aner soten, si musse legal sinn, well eis Streikrechtsgesetzgebung entsprécht net dem BIT. Et war net einfach mat deene verschiddenen Intervenantë vun de Sozialpartner, mä et ass dofir wou mer elo versicht hunn dat Streikrecht eenheetlech esou ze regelen, dass et konform ass zu de BIT-Konventiounen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech mengen zwar, dass och eppes dra stoung vu Kollektivkonflikter ouni Hiwäis direkt op Kollektivverträg.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Am 1945er Arrêt, richteg, mä dat ass während bal 60 Joer aneschters ausgeluecht ginn, an et stoung och just e lapidare Saz do. Et ass och dofir wou mer eis erëm op dee lapidare Saz beruff hunn an eisem Sträitfall mam Statsrot, dee jo net wollt op eise Wee goe fir ze soen, ma mir hate schonn en Embryon dovunner, dofir wëlle mer dat draschreiwen, just fir dass mer komplett sinn.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Da si mir eis awer wéinegstens eens, dass en Embryon bestanen huet. An doniewent, wann et zougetraff hätt, da wier nach d'Fro gewiescht, dass déi Prozeduren an alle Fäll onendlech laang gedauert hätten, an do huet jo den Office du Travail gesot, mir kënnen d'Streikrecht net esou onzoulässeg laang aschränken duerch eng Prozedur; wat heescht dass déi Regelung vum Streikrecht, esou wéi se bis elo bestanen huet, esouwuel an deenen zwee Texter vun 1945 an 1965, ...

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir kënnt elo mäi Kont erëm zoumaachen an dem Här Urbany säi weiderlafe loossen.

M. le Président.- Dat hu mer gemaach.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- ...wat menger Meenung no bedeit hätt, dass déi Regelung vum Streikrecht, esou wéi se virgesi war, eigentlech net zoulässeg war, an dass déi Streiker - net wéi d'Patronat bei all Streik behaapt huet, de Streik wär illegal -, déi duerchgefouert gi si während där Zäit, legitim waren, net nëmme legitim, mä och legal, och déi zwee leescht, deen een deen ugekënnegt war bei der Luxair an dee bei der Arcelor viru kuerzem.

Wéi gëtt et elo geregelt an deem neie Gesetz? Och elo muss jo all Streik op d'Conciliatioun goen. An dës Kéier ass et awer däitlech am Text, och wann en näischt mat engem Kollektivvertrag ze dinn huet, mä mat Restrukturéierungen oder mat Reorganisatioun vun engem Betrib. Mä déi Prozedur ass dann, am Fall wann et sech net ëm e Kollektivvertrag handelt, awer zäitlech begrenzt. Dat heescht awer, dass e Streik, dee géif duerchgefouert gi während där Period wou en hätt missen um Schlichtungsamt traitéiert ginn, illegal ass an dass dee Streik zu Strofe féiert an och zu Entloossungen eventuell ka féieren iwwert den Ëmwee vum Gesetz vun 1989 iwwert den Aarbechtsvertrag. Ech géif och esouguer soen, e Warnstreik, och wann et manner ee vu 24 Stonnen ass, no deem Text hei, wou dra steet „toute grève", wier dann och e Streik an och esou ee Streik misst da virdrun op d'Conciliatioun goen.

Zwar ass do elo eng séier Prozedur virgeschriwwen, déi awer méi wéi véier Wochen dauert, well et jo och nach eng Zäit dauert, bis et zu där éischter Réunioun kënnt. De Statsrot gesäit bei där schneller Prozedur, déi an deem Gesetz hei steet, vill juristesch Onsécherheeten, vill Contestatiounsméiglechkeeten, wou et emol net kloer wier wou déi Contestatioune géifen ausgedroe ginn, viru wat fir engem Gremium, an e seet awer: «Il n'empêche que la procédure d'urgence peut être un instrument utile pour éviter des conflits ouverts intempestifs.» E gëtt also aus där Ursaach seng Zoustëmmung dozou.

Wann also gesot gëtt hei, mir hätten elo endlech e juristesch geséchert Streikrecht, da mengen ech éischter, dass mer virdrun och schonn e juristesch geséchert Streikrecht haten duerch déi Interpretatioun vum Streikrecht, wéi d'Organisation Internationale du Travail se ëmmer gemaach huet. Mä wat mir op jidde Fall elo hunn, dat ass e juristesch séchert Streikverbuet während enger gewëssener Zäit.

Ech wëll hei betounen, ech sinn net onbedéngt fir oniwwerluechte Streiker zu all Moment vum Zaun ze briechen, an ech weess och, dass déi, déi se mussen duerchféieren, an enger schlëmmer sozialer Situatioun sinn an dass se dat bestëmmt net liichtfankeg maachen.

Mä ech stelle mer d'Fro, wa mir hei eng Prozedur dertëschent schalten a gewësse Fäll, och wa se kuerz ass, ob et net da schonn ze spéit ass. Ass dann net scho vläicht déi intern Réorganisatioun a Restrukturatioun, déi jo Ulass vum Streik ass, duerchgezunn? Wou sinn d'Mëttelen, déi d'Schlichtungsamt huet, fir zum Beispill déi Restrukturéierungsmoossnamen och anzefréieren? D'Schlichtungsamt huet just d'Méiglechkeet hei, an iwwert d'Gesetz gëtt et geregelt, fir d'Streikrecht anzeféieren, mä awer net dat wat Ulass gëtt fir de Streik, d'Restrukturéierungsmoossnamen oder d'Réorganisatiounsmoossnamen. An ech froe mech zum Beispill beim Fall vun der Luxair, wat alles hätt kënne während deene Verhandlungen do, wa se da stattfonnt hätten, passéieren, wann d'Regierung net séier agegraff hätt, fir déi Réorganisatiounsmoossnamen do réckgängeg ze maachen. Mir wësse jo awer, dass d'Regierung net an alle Fäll an Zukunft agräife wäert an dass sech do ouni Zweiwel Problemer stellen.

Wat ass zum Beispill wann eng Belegschaft spontan streike muss, well einfach d'sozial Situatioun an hirem Betrib esou dramatesch ass, dass se nëmme méi op dat Mëttel kann zréckgräifen, an et handelt sech ëm eng Belegschaft, déi keng gewerkschaftlech Traditiounen huet, keng gewerkschaftlech Kontakter an emol guer keng Méiglechkeet op d'Conciliatioun ze goen? An ech stellen d'Fro: Ginn dann déi aarem Däiwelen no deem Gesetz hei bestrooft mat deene Strofen, déi drop stinn? Dat ass iwwregens d'Ursaach firwat de Statsrot gesot huet, dass déi Penalitéiten eng Aschränkung vum Streikrecht wieren a Wierklechkeet. An ech hunn elo nach den Här Bettendorf héiere vun eventuellen Zivilkloe schwätzen, déi sech dann nach do géifen drun hänken, esou dass dann esou eppes grave Konsequenze kënnt hu fir Leit, déi net organiséiert sinn, déi sech einfach nëmmen hirer Haut wieren, opgrond vun enger konkreter sozialer Situatioun.

Ech wëll och nach drop hiweisen an dësem Zesummenhank, dass d'Beruffskummere jo gefrot hate fir d'Recht ze kréien op e Warnstreik virun der Schlichtung, an zwar während de Verhandlunge mam Patronat iwwert de Kollektivvertrag oder och zum Beispill opgrond vun engem kollektive Konflikt, dee visibel gëtt.

Et muss ee wëssen, dann ass och de Streik illegal, wann zum Beispill d'Gewerkschafte virun all Streik mussen an eng laangwiereg Kollektivvertragsprozedur eragoen. Esou wéi ech dat interpretéieren, ass dann och de Streik illegal, dann dierfe se net e Warnstreik maache virun der Schlichtungsprozedur, mä wann d'Kollektivvertragsprozedur näischt gëtt, gi se emol fir d'éischt op d'Schlichtungsamt, wou jo awer vill méi laang Délaie sinn, wéi an där kuerzer Prozedur, vun där ech virdru geschwat hunn, a während där ganzer Zäit ass d'Streikrecht, och emol d'Recht, fir nëmmen e Warnstreik ze maachen, awer ageschränkt.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Et geet jo awer net nëmmen drëm fir ze streiken!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech kommen elo op en anert Thema. Ech bedaueren, dass d'Fonction publique an den assimiléierte Secteur erëm eng Kéier hei ausgeschloss gëtt. Och do fanne Lounverhandlunge statt, un deenen awer nëmmen eng Organisatioun deel hëlt, déi sech och nach kengen Ausschlusswahle muss stellen. Och do ginn et Secteuren, wou et staark aner Gewerkschafte gëtt, wéi zum Beispill bei der Eisebunn, de Landesverband an d'Syprolux, a wou d'CGFP zum Beispill guer net vertratt ass, mä awer de Verhandlungsmonopol huet.

An enger Motioun bei der Orientéierungsdebatt am November 2000 hu mer do och eng Tarifkommissioun gefrot fir den öffentleche Secteur; et bleift awer elo wéi et ass. Dëse Secteur wäert deen eenzege sinn, wou d'Kollektivrechter vun de Beschäftegten a wesentleche Froe vun der Négociatioun ëm hir Lounverhältnisser net respektéiert ginn.

Fënneftens ass ze kritiséieren, dass - déi souwisou schonn zënter der PAN-Gesetzgebung ultraflexibiliséiert Regelung vun der Aarbechtszäit - d'Méiglechkeet vun enger kollektivvertraglecher Derogatioun zur maximaler Aarbechtszäit ageschriwwe gëtt; zum Beispill vun der deeglecher Aarbechtszäit, déi jo bei zéng Stonne maximal läit. An de Statsrot huet awer do gesot, dat géif géint déi europäesch Schutzbestëmmunge vun der Aarbecht verstoussen, déi jo an deem PAN-Gesetz och dra respektéiert gi sinn - dat ass eng Direktiv, déi ëmgesat ginn ass - an op d'mannst missten d'Aarbechter, déi déi Bedingungen imposéiert kréien, duerch e Kollektivvertrag awer individuell gefrot ginn, ob se domadder d'accord wieren. Och wann d'Gewerkschaften an dësem Fall mengen, si hätten d'Saach am Grëff a si géifen dat nëmmen op gewësse Beräicher limitéieren, esou fannen ech déi Saach awer bedenklech.

An ofschléissend kommen ech - och e bësselchen un Hand vun deem Beispill do - dozou fir ze soen, dass, a mengen Aen, dat hei eng gewësse Flurberengegung ass viru groussen Ännerungen, déi an Zukunft op d'Gewerkschaftszeen zoukomme wäerten. An zwar déi, dass an engem zouhuelende Mooss en Deel vun der Sozialpolitik op d'Kollektivverträg verlagert gëtt, wou dann d'Gewerkschaften, a virun allem déi national representativ Gewerkschaften, quasi Législateur solle spillen an deenen anere Verträg oder an deenen Accords interprofessionnels, déi jo och an deem Gesetz hei virgesi ginn, an esou wichtege Froen, déi awer och missten de Législateur interesséieren, wéi Beruffsausbildung, Mobbing, Gläichstellungspolitik, Aarbechtszäitverkierzung an esou weider. Dat heescht dat allgemengt Aarbechtsrecht an déi allgemeng Sozialrechter decken dann ëmmer manner Gebidder of an d'Leit ginn op ville Plazen eleng gelooss.

An dofir si mir, déi Lénk - iwwregens ass dat och virdru ganz richteg vun engem gesot ginn - op jidde Fall dofir, fir esou Saache wéi Aarbechtsverkierzungen iwwer Gesetzer ze regelen, wou d'Leit eben de Réck gestäipt kréie vun de Gesetzer an net op Verhandlungen ugewise sinn. Wuel seet den Aarbechtsminister, e wéilt net esou wäit goen, wéi déi Neo-Liberal an Europa an an Däitschland, an et géif net esou vill vum Aarbechtsrecht ausgehiewelt ginn, mä ech fäerten awer déi Dynamik, déi heimadder ausgeléist gëtt, an déi och d'Gewerkschaften herno eleng wäert loosse vis-à-vis vun engem Patronat, wat ëmmer méi aggressiv an ëmmer méi déchaînéiert gëtt.

Och wann ech also hei an deem Gesetz verschidde Prozedure gutt a richteg a scho laang iwwerfälleg fannen, esou fannen ech awer, dass déi Grondausriichtung an dee Kontext, an deem dat Gesetz sech hei placéiert, awer bedenklech ass. Eleng déi Strofmoossnamen, déi do virgesi sinn, wat de sou genannten illegale Streik ugeet, rechtfäerdegen a mengen Aen, dass ech mech hei mol net kann enthalen, mä dass ech carrément géint dat Gesetz hei stëmme wäert. Allerdéngs, muss ech soen, aus diametral entgéintgesate Grënn wéi déi vum Riedner vum ADR viru mir.

Ech soen Iech merci.

(Suite des débats de la 65e séance au Compte rendu n° 19)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

3924 - Projet de révision de l'article 24 de la Constitution - Second vote constitutionnel

4910 - Projet de loi sur la liberté d'expression dans les médias pages 800-811
page 821

Ordre du jour pages 811-812

4998 - Projet de loi portant création d'une Administration de la gestion de l'eau - Second vote constitutionnel

Interpellation de M. Alex Bodry au sujet de la politique de l'eau pages 813-820

Dépôt d'une motion page 820

5317 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier et de compléter la loi électorale modifiée du 18 février 2003 pages 820-821

4486 - Projet de loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain pages 821-831
page 846

5319 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour la circonscription régionale de la Police Grand-Ducale à Grevenmacher pages 831-832
page 846

Débat de consultation sur le plan sectoriel mobilophonie pages 832-844

Ordre du jour pages 845-846

Communications page 846

5333 - Proposition de loi créant un crédit d'impôt à la recherche - Déclaration de recevabilité page 846

Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2002 de la Cour des Comptes pages 846-847

5045 - Projet de loi concernant les relations collectives de travail, le règlement des conflits collectifs de travail ainsi que l'Office national de conciliation et modifiant

1. la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;

2. la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;

3. la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

5. la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi
pages 847-858

Dépôt d'une motion page 852

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu